



M. Pierre VILLAIN

Siège social :

34, grande rue
80300 Bécordel-Bécourt

Site :

80300 ALBERT

**DOSSIER AUTORISATION D'EXPLOITER
AU TITRE DES I.C.P.E.**

pour la rubrique :

**3.6.6.0 Elevage intensif de volailles 65 000
poulettes**

Novembre 2019



Assisté de :

SARL ROUTIER ENVIRONNEMENT

19 rue Sadi Carnot BP 20007 - 80140 OISEMONT

☎ : 03.22.25.05.30 - 📠 : 03.22.25.79.63

Courriel : contact@routier-environnement.com

SOMMAIRE :

1. NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE.....	9
2. PRESENTATION DU PROJET	10
2.1 IDENTIFICATION	10
2.2 ACTIVITES :	11
2.3 CAPACITES FINANCIERES ET TECHNIQUES	15
2.3.1 Capacités financières :	15
2.3.2 Capacités techniques :	16
2.3.2.1 Capacités techniques du personnel :	16
2.3.2.2 Moyens matériels :	16
2.3.2.2.1 Moyens bâtiments actuels :	16
2.3.2.2.2 Description des bâtiments actuels :	18
2.3.2.2.3 Devenir des installations du site de Bécordel-Bécourt :	20
2.3.2.2.4 Description du projet	20
2.3.2.2.5 Le bâtiment du projet :	20
2.4 HISTORIQUE :	21
2.5 DENOMINATION DES AUTEURS :	22
2.6 PLANS :	23
2.6.1 PLAN 1/50000	23
2.6.2 PLAN 1/2000	25
2.6.3 PLAN 1/500	25
2.7 SITUATION ADMINISTRATIVE.....	26
2.7.1 Tableau des rubriques concernées par le site avant projet :	26
2.7.2 Tableau des rubriques concernées par le projet :	26
2.8 RUBRIQUES	28
2.8.1 Rubrique 3660 : Elevage intensif de volailles avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles :	28
2.8.2 Rubrique 2170 : Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques :	28
2.8.3 Rubrique 1.1.1.0 : Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique.....	29
2.8.4 Rubrique 2.1.1.1 : Volailles, gibier à plumes (activité d'élevage, vente).	29
2.8.5 Rubrique 4.3.3.1 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4.3.3.0	29
2.8.6 Rubrique 2.9.1.0 -A : Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 ...	29
2.8.7 Rubrique 2.1.6.0 : Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.	30
2.9 COMMUNES CONCERNEES PAR LE PROJET :	30
2.10 DESCRIPTIF DES INSTALLATIONS :	31
2.10.1 Le bâtiment d'élevage :	31
2.10.2 Hangar stockage fientes :	32
2.10.3 Local groupe électrogène :	33
2.10.4 Local eau :	33
2.10.5 Fosses toutes eaux :	33
2.10.6 Silos	33
2.10.7 Bassin d'infiltration	33
2.10.8 Surfaces imperméables :	34
2.10.9 Le forage	34
2.10.10 Mesures à prendre en cas d'arrêt du forage	40
2.10.11 Mise en sécurité et remise en état du site en cas de cessation d'activité :	40
2.10.12 Conformité des installations	42
2.11 COMPATIBILITE AVEC LE PLU D'ALBERT	64
3. ETUDE D'IMPACT	66
3.1 RESUME NON TECHNIQUE	66
3.1.1 Localisation du projet.....	66
3.1.1.1 Localisation départementale	66
3.1.1.2 Localisation du site	67
3.1.1.3 Les communes concernées par le projet :	72
3.1.2 Caractéristiques du projet	73
3.1.2.1 Le bâtiment d'élevage :	73

3.1.2.2	Hangar stockage fientes :	74
3.1.2.3	Local groupe électrogène :	74
3.1.2.4	Local eau :	75
3.1.2.5	Fosses toutes eaux :	75
3.1.2.6	Silos	75
3.1.2.7	Bassin d'infiltration	75
3.1.2.8	Exigences en matière de terres lors de la phase d'opération :	75
3.1.2.9	Exigences en matière de terres lors de la phase de construction	76
3.1.2.10	Le forage	76
3.1.2.11	Phase de construction du projet	77
3.1.2.12	Produits chimiques :	77
3.1.2.13	Combustibles	77
3.1.2.14	Gestion des déchets :	77
3.1.2.15	Hygiène et sanitaire	77
3.1.2.16	Sécurité	78
3.1.2.17	Généralités	78
3.1.2.18	Production du site	79
3.1.2.18.1	Moyens pour l'épandage des fientes :	79
3.1.2.18.2	Collecte et devenir des fientes :	79
3.1.3	<i>Estimation des quantités de déchets</i>	79
3.1.4	<i>Etat initial de l'environnement</i>	80
3.1.4.1	Patrimoine naturel	80
3.1.4.2	Sites et paysage	80
3.1.4.3	Milieu humain	80
3.1.4.4	Milieu physique	81
3.1.5	<i>Effets de l'installation sur l'environnement</i>	81
3.1.5.1	Impacts sur le milieu naturel	81
3.1.5.2	Impacts sur les eaux et les sols	81
3.1.5.3	Impacts liés aux rejets atmosphériques	82
3.1.5.4	Impacts liés aux nuisances acoustiques	82
3.1.5.5	Production de déchets	82
3.1.5.6	Consommations énergétiques	83
3.1.5.7	Impacts sur la santé	83
3.1.6	<i>Mesures envisagées pour prévenir, protéger et compenser les impacts sur l'environnement</i>	83
3.1.6.1	Mesures de protection du milieu naturel et des paysages	83
3.1.6.2	Mesures pour limiter l'impact sur les eaux et les sols	83
3.1.6.3	Mesures liées aux rejets atmosphériques	84
3.1.6.4	Mesures pour limiter les émissions de bruit et les vibrations	84
3.1.7	<i>Gestion des effluents d'élevage</i>	84
3.2	DESCRIPTION DU PROJET	85
3.2.1	<i>Localisation du projet</i>	85
3.2.1.1	Localisation départementale	85
3.2.1.2	Localisation du site	86
3.2.1.3	Les communes concernées par le projet :	91
3.2.2	<i>Caractéristiques du projet</i>	92
3.2.2.1	Le bâtiment d'élevage :	92
3.2.2.2	Hangar stockage fientes :	93
3.2.2.3	Local groupe électrogène :	94
3.2.2.4	Local eau :	94
3.2.2.5	Fosses toutes eaux :	94
3.2.2.6	Silos	94
3.2.2.7	Bassin d'infiltration	94
3.2.2.8	Surfaces imperméables :	94
3.2.2.9	Le forage	95
3.2.3	<i>Descriptions de la phase opérationnelle du projet</i>	96
3.2.4	<i>Estimations des types et des quantités d'émissions attendus en phase de fonctionnement</i>	98
3.2.4.1	Pollution de l'eau :	98
3.2.4.2	Pollution de l'air :	98
3.2.4.3	Pollution du sol et du sous-sol :	99
3.2.4.4	Le bruit :	100
3.2.4.5	Vibration :	100
3.2.4.6	La chaleur :	100
3.2.4.7	La lumière :	100
3.2.4.8	La radiation :	101
3.2.4.9	Types et quantités de déchets phase d'opération :	101
3.2.5	<i>Estimations des types et des quantités d'émissions attendus en phase de construction</i>	102

3.2.5.1	Pollution de l'eau	102
3.2.5.2	Pollution de l'air	102
3.2.5.3	Pollution du sol ou du sous-sol	102
3.2.5.4	Le bruit	102
3.2.5.5	Vibration	102
3.2.5.6	La chaleur	102
3.2.5.7	La lumière	102
3.2.5.8	La radiation	102
3.2.5.9	Types et quantités de résidus et d'émissions en phase de construction	103
3.3	SCENARIO DE REFERENCE	103
3.4	DESCRIPTION DES FACTEURS SUSCEPTIBLES D'ETRE INFECTES PAR LE PROJET	108
3.4.1	Population	109
3.4.1.1	LE MILIEU SOCIOECONOMIQUE :	113
3.4.1.1.1	LOCALISATION DU SITE :	113
3.4.1.1.2	VOISINAGE IMMEDIAT DE LA COMMUNE ET DU SITE :	115
3.4.1.1.3	Voies d'accès au site :	115
3.4.1.1.4	Urbanisme	115
3.4.1.1.5	Etablissements recevant du public et équipements publics sensibles :	115
3.4.2	La santé humaine	116
3.4.3	La biodiversité	116
3.4.4	Document d'incidence Natura 2000	125
3.4.4.1	Présentation du projet	125
3.4.4.2	Site concerné	125
3.4.4.3	Objectifs du site Natura 2000 de la Moyenne Vallée de la Somme et incidences possibles du projet (FR2200357) :	131
3.4.4.4	Objectifs du site Natura 2000 des Etangs et marais du bassin de la Somme et incidences possibles du projet (FR2212007) :	132
3.4.4.5	CONCLUSION SUR INCIDENCE DU PROJET SUR LES SITES NATURA 2000	133
3.4.5	ZNIEFF	134
3.4.5.1	80NEA104 Bois de Contalmaison Mametz et Bazentin :	134
3.4.5.2	80NEA101 : Vallée de l'Ancre entre Beaumont-Hamel et Aveluy et cours supérieur de l'Ancre	136
3.4.6	Environnements recensés	139
3.4.6.1	Arrêtés de protection de biotope	139
3.4.6.2	Arrêté de protection de géotope	139
3.4.6.3	Réserve naturelle nationale et régionale	139
3.4.6.4	Forêt de protection	139
3.4.6.5	Réserves biologique domaniale ou intégrale	139
3.4.6.6	Réservoirs de biodiversité	140
3.4.6.7	Corridors écologiques	141
3.4.7	Les terres	143
3.4.8	Le sol	145
3.4.9	L'eau	146
3.4.9.1	LE S.D.A.G.E. ARTOIS PICARDIE	146
3.4.9.2	LE SAGE DE LA SOMME AVAL ET COURS D'EAU COTIERS (en phase d'élaboration)	149
3.4.9.3	MASSE D'EAU SOUTERRAINE	150
3.4.9.3.1	Masse d'eau concernée par le projet	151
3.4.9.3.2	Etat chimique 2010-2011 des masses d'eau souterraine (référence SDAGE)	152
3.4.9.3.3	Etat quantitatif 2010-2011 des masses d'eau souterraine (référence SDAGE)	154
3.4.9.3.4	Etat global 2010-2011 des masses d'eau souterraine (référence SDAGE)	156
3.4.9.4	Contexte géologique et pédologique :	158
3.4.9.5	LES CAPTAGES D'EAU DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINES	162
3.4.9.5.1	Captages d'eau Alimentation en eau Potable, industriels ou agricole situées dans l'aire d'étude	164
3.4.9.6	LES EAUX SUPERFICIELLES :	165
3.4.9.6.1	Etat écologique 2010-2011 des masses d'eau de surface (référence SDAGE)	168
3.4.9.6.2	Etat chimique 2010-2011 des masses d'eau de surface (référence SDAGE)	170
3.4.9.6.3	Les milieux superficiels :	172
3.4.9.7	ZONES INONDABLES :	173
3.4.9.8	ZONES HUMIDES :	178
3.4.9.9	ZONES VULNERABLES :	186
3.4.9.10	ZONES DE REMONTEES DE NAPPE :	191
3.4.9.11	Ruissellement	191
3.4.10	L'air	192
3.4.11	Le climat	193
3.4.12	Les biens matériels	196
3.4.13	Le patrimoine culturel	196
3.4.14	Paysage	197

3.4.14.1	Le pays du Grand-Amiénois	197
3.4.14.2	Le paysage local	197
3.5	DESCRIPTION DES INCIDENCES NOTABLES QUE LE PROJET EST SUSCEPTIBLE D'AVOIR.....	199
3.5.1	<i>Impact de la constructions et l'existence du projet</i>	199
3.5.2	<i>Utilisation des ressources naturelles</i>	211
3.5.2.1	Les terres.....	211
3.5.2.2	Le sol	211
3.5.2.3	L'eau et la biodiversité.....	211
3.5.2.3.1	Création d'un captage d'eau pour l'alimentation des poulettes et l'entretien des bâtiments :	211
3.5.2.3.2	Impact du prélèvement en eau	214
3.5.2.3.3	Impact sur la qualité des eaux superficielles et profondes :	215
3.5.2.3.4	Eaux pluviales	215
3.5.2.3.5	Zone humide.....	216
3.5.2.3.6	Compatibilité vis-à-vis du sdage Artois Picardie :	217
3.5.2.3.7	Etude d'incidence sur le sage somme aval et cours d'eau côtiers :	225
3.5.2.3.8	Biodiversité :	227
3.5.2.3.9	Incidences sur les ZNIEFF	227
3.5.2.3.10	Conclusion Natura 2000	229
3.5.3	<i>Impact notable des différentes émissions du site</i>	230
3.5.3.1	Polluants	230
3.5.3.2	Bruit	232
3.5.3.2.1	Aire de l'étude et population :	232
3.5.3.2.2	Etat acoustique :	232
3.5.3.2.3	Mesures de bruit :	232
3.5.3.3	Vibration	239
3.5.3.4	Lumière.....	239
3.5.3.5	Chaleur.....	239
3.5.3.6	Radiation.....	240
3.5.3.7	Création de nuisance	240
3.5.3.8	Elimination et valorisation des déchets.....	252
3.5.3.8.1	Le plan d'épandage	259
3.5.4	<i>Risques pour la santé humaine et le patrimoine culturel</i>	276
3.5.4.1	Etude du risque sanitaire :	276
3.5.4.1.1	Introduction	276
3.5.4.1.1.1	Objet et objectif de l'étude.....	276
3.5.4.1.1.2	Méthode	276
3.5.4.1.2	Caractérisation du site et de ses émissions	276
3.5.4.1.2.1	Contexte environnemental du site	277
3.5.4.1.2.2	Emissions de l'installation	277
3.5.4.1.3	Evaluation des enjeux et des voies d'exposition.....	277
3.5.4.1.4	Identification des dangers de l'élevage :	278
3.5.4.1.5	Evaluation de la relation dose-réponse	281
3.5.4.1.6	Evaluation de l'exposition des populations	282
3.5.4.1.6.1	Voie et zone d'exposition.....	282
3.5.4.1.7	Les précautions sanitaires au quotidien	282
3.5.4.1.7.1	Notions d'hygiène au sein du site d'exploitation	282
3.5.4.1.7.2	Introduction de nouveaux animaux	282
3.5.4.1.7.3	Abreuvement des animaux	282
3.5.4.1.7.4	Le nettoyage des bâtiments et du site	282
3.5.4.1.7.5	Plan de lutte contre les rongeurs et les insectes	283
3.5.4.1.7.6	Gestion des animaux malades	283
3.5.4.1.7.7	L'équarrissage.....	283
3.5.4.2	Patrimoine culturel.....	283
3.5.5	<i>Cumul des incidences avec autres ICPE alentour</i>	283
3.5.6	<i>Incidences sur le climat et vulnérabilité du projet au changement climatique</i>	286
3.5.7	<i>Impact des technologies et des substances utilisées</i>	289
3.6	INCIDENCES NEGATIVES EN CAS D'ACCIDENTS OU CATASTROPHES	292
3.7	SOLUTIONS DE SUBSTITUTION RAISONNABLES EXAMINEES	295
3.8	MESURES EVITER-REDUIRE-COMPENSER.....	297
3.8.1	<i>Eviter</i>	297
3.8.2	<i>Réduire</i>	300
3.8.2.1	Emissions.....	300
3.8.2.2	Paysage	300
3.8.2.3	Patrimoine culturel et archéologique.....	300
3.8.2.4	Le sol	301
3.8.2.5	Gestion de l'eau	301

3.8.2.6	Les déchets.....	301
3.8.2.7	L'hygiène.....	302
3.8.2.8	La santé et la salubrité publique.....	302
3.8.2.9	Les espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs.....	302
3.8.3	Compenser.....	302
3.9	METHODOLOGIE DE L'ETUDE.....	302
3.9.1	Auteurs des études.....	302
3.9.2	Méthodes utilisées.....	302
3.10	COPIE DES MTD.....	303
3.10.1	Les meilleures techniques disponibles.....	303
3.10.1.1	MTD 1.....	303
3.10.1.2	MTD 2.....	311
3.10.1.3	MTD 3.....	316
3.10.1.4	MTD 4 :.....	319
3.10.1.5	MTD 5 :.....	320
3.10.1.6	MTD 6.....	321
3.10.1.7	MTD 7.....	322
3.10.1.8	MTD 8.....	323
3.10.1.9	MTD 9.....	324
3.10.1.10	MTD 10.....	326
3.10.1.11	MTD 11.....	327
3.10.1.12	MTD 12.....	328
3.10.1.13	MTD 13.....	330
3.10.1.14	MTD 14.....	331
3.10.1.15	MTD 15.....	331
3.10.1.16	MTD 20.....	332
3.10.1.17	MTD 22.....	334
3.10.1.18	MTD 23.....	335
3.10.1.19	MTD 24.....	336
3.10.1.20	MTD 25.....	337
3.10.1.21	MTD 26.....	338
3.10.1.22	MTD 27.....	338
3.10.1.23	MTD 29.....	339
3.10.1.24	MTD 31.....	340
4.	DOCUMENT D'INCIDENCE NATURA 2000.....	341
4.1	PRESENTATION DU PROJET.....	341
4.2	SITE CONCERNE.....	341
4.2.1	Cartographie des NATURA 2000.....	341
4.2.2	Etangs et Marais du bassin de la Somme. FR2212007.....	344
4.2.3	Moyenne vallée de la Somme : FR2200357.....	345
4.3	OBJECTIFS DU SITE NATURA 2000 DE LA MOYENNE VALLEE DE LA SOMME ET INCIDENCES POSSIBLES DU PROJET (FR2200357) :	347
4.4	OBJECTIFS DU SITE NATURA 2000 DES ETANGS ET MARAIS DU BASSIN DE LA SOMME ET INCIDENCES POSSIBLES DU PROJET (FR2212007) :	348
4.5	CONCLUSION SUR INCIDENCE DU PROJET SUR LES SITES NATURA 2000.....	349
5.	ETUDE DE DANGER (VOIR ANNEXE 23).....	350
6.	HYGIENE ET SECURITE.....	350
6.1	RUBRIQUES ICPE :	350
6.2	MESURES CONCERNANT L'HYGIENE :	352
6.3	MESURES CONCERNANT LA SECURITE :	353
6.4	BIOSECURITE.....	355
7.	RESUME NON TECHNIQUE.....	358
7.1	PRESENTATION DU PROJET.....	358
7.1.1	Identification du demandeur.....	358
7.1.2	Localisation du site.....	358
7.1.3	Situation administrative.....	359
7.1.3.1	Nomenclature ICPE :	359
7.1.3.2	Nomenclature loi sur l'eau :	360
7.1.4	Activités du site :	361
7.2	PRODUCTION DU SITE.....	362

7.2.1	Moyens pour l'épandage des fientes :	362
7.2.2	Collecte et devenir des fientes :	362
7.3	GESTION DU SITE	362
7.3.1	Produits chimiques :	362
7.3.2	Combustibles	362
7.3.3	Gestion des déchets :	363
7.4	INCIDENCES DU PROJET	363
7.4.1	Impact sur l'eau.....	363
7.4.2	Compatibilité vis-à-vis du SDAGE	363
7.4.3	Etude d'incidence sur les SAGE :	363
7.4.4	Etude d'incidence sur les zones humides :	363
7.4.5	Les sites protégés.....	364
7.4.6	Etude d'incidence sur les zones natura2000 :	364
7.4.7	Etude d'incidence sur les zones du patrimoine naturel et paysager :	364
7.4.8	Les zones sensibles	364
7.5	INCIDENCES SUR LE VOISINAGE	365
7.5.1	Impact sur les transports	365
7.5.2	Les nuisances olfactives.....	365
7.5.3	Les nuisances sonores.....	365
7.5.4	Les nuisances lumineuses	365
7.5.5	Impact sur le voisinage.....	365
7.6	SANTÉ, SÉCURITÉ ET DANGERS.....	367
7.6.1	Hygiène et sanitaire.....	367
7.6.2	Sécurité.....	367
7.6.3	Etude de dangers :	367
8.	LES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES.....	368
8.1	MTD 1.	368
8.2	MTD 2	375
8.3	MTD 3	380
8.4	MTD 4 :	383
8.5	MTD 5 :	384
8.6	MTD 6	385
8.7	MTD 7	386
8.8	MTD 8	387
8.9	MTD 9	388
8.10	MTD 10	390
8.11	MTD 11	391
8.12	MTD 12	392
8.13	MTD 13	394
8.14	MTD 14	395
8.15	MTD 15	395
8.16	MTD 20	396
8.17	MTD 22	398
8.18	MTD 23	399
8.19	MTD 24	400
8.20	MTD 25	401
8.21	MTD 26	402
8.22	MTD 27	402
8.23	MTD 29	403
8.24	MTD 31	404
9.	JUSTIFICATION DE NON RAPPORT DE BASE	405
9.1	DESRIPTIF DU PROJET	405
9.2	SUBSTANCES DANGEREUSES UTILISEES	406
9.3	CARTES	407
9.4	JUSTIFICATION DU NON RAPPORT DE BASE.....	407

Préambule :

Le présent dossier est effectué en application des Livres V des parties législative et réglementaire du Code de l'Environnement et de l'article R. 214-1 du Code de l'Environnement.

Il concerne une demande d'autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) pour un élevage de poulettes d'une capacité de 65 000 poulettes, située sur la commune d'Albert dans le département de la Somme.

1. Note de présentation non technique

M. Villain est un exploitant dont l'activité principale est l'élevage de volailles. Il a comme projet de désaffecter son ancienne exploitation située sur la commune de Bécordel-Bécourt afin d'utiliser les bâtiments à des fins de stockage de matériel, tout en déplaçant son activité d'élevage de poulettes sur un nouveau site situé sur la commune d'Albert, dans la Somme. Les objectifs principaux sont alors de moderniser son poulailler ainsi que de modifier le type d'élevage par la construction d'un nouveau bâtiment en volière en lieu et place d'un élevage en cage. Son activité d'élevage sera alors délocalisée à proximité de la fumière en place, ce qui permettra par ailleurs de limiter les nuisances et d'augmenter la distance du site vis-à-vis des tiers.

Ainsi, le projet consiste en l'installation du bâtiment d'élevage à proximité immédiate de la fumière qui est déjà en place sur le site. Ce bâtiment permet de stocker les fientes normalisées des poulettes avant de les commercialiser. Il projette aussi de réaliser un forage pour assurer la consommation en eau de son activité d'élevage de poulettes, estimée 4 000 m³/an maximum.

Le nouveau site recevant l'emprise du nouveau poulailler est situé sur les parcelles ZH 38 et ZH 49, sur la commune d'Albert. La capacité d'accueil du nouveau poulailler est de 65 000 poulettes. L'objectif du déplacement de l'activité d'élevage est avant tout de respecter la distance réglementaire vis-à-vis des tiers, ce qui n'était pas le cas de l'ancien site de Bécordel-Bécourt.

Ce présent document constitue la demande d'autorisation pour l'exploitation de 65 000 poulettes au titre de la rubrique 3.6.6.0 de la nomenclature ICPE.

2. Présentation du projet

2.1 Identification

Le demandeur est représenté par M. Villain. Il fait part d'une demande d'autorisation d'élever des poulettes, qui fait l'objet de ce présent document. Les caractéristiques administratives de l'exploitation sont présentées dans le tableau suivant.

Demandeur :	M. Pierre Villain
*Statut juridique :	Exploitant individuel
*Adresse siège social et Etablissement principal :	80300 Bécordel-Bécourt
*SIRET	43264032400013
*N° identification : (cf. annexe 1)	1741075114177
*Téléphone :	03.22.75.14.86
*Suivi du dossier :	M. VILLAIN

Le site sur lequel le nouveau poulailler sera réalisé se situe à Albert sur les parcelles ZH38 et ZH49. Les caractéristiques de l'implantation du nouveau poulailler sont présentées dans le tableau suivant.

Département	Commune	Section	Numéros	Surface
SOMME	ALBERT	ZH	38	0,55 ha
SOMME	ALBERT	ZH	49	2,73 ha

Le gérant est nu-propriétaire des parcelles ZH38 et ZH49 sur lesquelles le projet sera réalisé. L'attestation notariée relative à la nue-propriété des parcelles et l'autorisation des usufruitiers en titre sont présentées en annexe 2.

2.2 Activités :

L'exploitation est une structure dédiée à la production de poulettes et à l'exploitation de terres agricoles. Le cheptel présent sur le nouveau site d'Albert sera de 65 000 poulettes. Les informations sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Actuellement, l'exploitation est connue sous le régime de l'autorisation pour un élevage de 41468 poulettes.

Rubriques	Libellé de la nomenclature	Régime	RA
2.1.1.1	Volailles, gibier à plumes (activité d'élevage, vente)	A	3km

Nomenclature ICPE :

Rubriques	Libellé de la nomenclature	Capacité totale ou volume des activités	Régime*	RA**
3.6.6.0	Elevage intensif de volailles avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	65 000 poulettes	A	3km
2.1.7.0 - 2	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques	1,52 T/jours	D	-
4.3.3.1	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4.3.3.0 (supérieur ou égale à 50t mais inférieur à 100t	3,4 t de propane	NC	-
2.1.6.0-2	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. Si le volume total de stockage est supérieur à 5000 m3, mais inférieur ou égal à 15 000m3	30m3 x 2 = 60m3	NC	-
2.9.1.0-A	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2.7.7.0, 2.7.7.1, 2.9.7.1 ou 2.9.3.1 Supérieure à 1MW, mais inférieure à 20 MW	Groupe électrogène de fuel = 0,55 MW	NC	-

*A=Autorisation, E=Enregistrement, D=Déclaration, S=Servitude d'utilité publique, NC=Non-Classé,

**R.A.=Rayon d'affichage

Nomenclature loi sur l'eau :

Rubriques	Libellé de la nomenclature	Capacité totale ou volume des activités	Régime*	RA**
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique.	4000 m ³ /an	D	-

*A=Autorisation, E=Enregistrement, D=Déclaration, S=Servitude d'utilité publique, NC=Non-Classé,

**R.A.=Rayon d'affichage

Après construction du bâtiment d'élevage des poulettes, l'exploitation pourra accueillir dans un bâtiment 65 000 poulettes.

La façade du poulailler située au sud, en face des silos et de la réserve à incendie, est bétonnée pour que les camions d'arrivage des poulettes et ceux apportant l'alimentation puisse manœuvrer de façon aisée et sécurisée.

Une aire d'accès au site sera constituée d'une zone empierrée stabilisée et déjà existante, d'une superficie d'environ 380 m².

Reproduction :

- Pas de reproduction sur site.
- Les poussins arrivent par camion.

Bandes de poulettes :

Les poulettes arriveront en début de cycle au stade de poussin et repartiront en fin de bande au stade de poulettes prêtes à pondre. L'élevage avicole fonctionnera par cycles de 2,5 bandes séparés de vides sanitaires de quatre semaines.

Le vide sanitaire :

Une période de vide aura lieu entre chaque bande de poulettes, sanitaire pendant une durée de quatre semaines. Lors de chaque vide sanitaire, les opérations de nettoyage et de désinfection de l'aire d'élevage seront systématiques.

Le nettoyage sera réalisé à l'eau à haute pression avec un débit de 0,531 m³/h. La durée de nettoyage sera réalisée sur une durée de 4 heures par jour pendant 7 jours à temps plein pour l'ensemble du site (4 heures par jour pour 1 bande) soit 0,531 m³ x 4h x 7j x 2,5 bandes = 37,2 m³. La fosse sera donc vidangée deux fois en période de nettoyage. Il s'agit d'une opération ponctuelle, deux fois dans la semaine, les eaux de lavage seront donc soit épandues si l'on se trouve en période d'épandage autorisée soit vidangée par un vidangeur agréé.

L'alimentation des poulettes :

L'alimentation des poulettes sera effectuée par multiphasage. Les aliments seront distribués de façon contrôlée et automatique dans l'enceinte du poulailler, et ceci à une fréquence de deux fois par jour.

La quantité de nourriture apportée est dosée et correspond au besoin quotidien des poulettes. Cette précaution permet d'éviter tout gaspillage d'aliments.

Les aliments seront adaptés au stade de développement des poulettes selon le programme suivant.

- De 0 à 4^{ème} semaines : poulette démarrage ;
- De 5^{ème} à 8^{ème} semaines : poulette 1^{er} âge ;
- De 9^{ème} à 15^{ème} semaines : poulette 2^{ème} âge ;
- De 16^{ème} semaine à fin du lot : poulette adaptation.

Alimentation en eau :

L'alimentation en eau des poulettes proviendra du forage qui sera présent sur le site. Le captage est conçu pour prélever un maximum de 4 000 m³/an d'eau souterraine. Un clapet anti-retour équipera le réseau d'eau.

Le besoin en eau des poulettes étant estimé à environ 3 581,76 m³/an, le captage est en adéquation avec les besoins en eau de l'élevage.

La consommation en eau sera soigneusement notée à une fréquence mensuelle dans un registre, qui sera analysé en fin de chaque bande pour améliorer les performances de la bande suivante.

Les installations de distribution d'eau seront équipées de tétines équipées de coupelles de récupération des eaux susceptibles de goutter et de s'épandre sur le sol.

Moyens pour l'épandage des fientes :

L'épandage des fientes se fera avec un épandeur vertical mais cela sera optionnel car les fientes seront séchées, normalisées et commercialisées.

Seuls les éventuels lots déclassés seront épandus.

Les communes du plan d'épandage de secours (et des eaux de lavage) sont situées en zone vulnérable.

Collecte et devenir des fientes :

Les fientes des poulettes seront récupérées sur un tapis roulant. Deux turbines capteront l'air chaud dégagé par les animaux. Cet air sera ensuite insufflé sur les fientes au travers de gaines perforées disposées sur la volière au niveau des tapis à fiente. Ce séchage aura à terme pour objectif d'amener les fientes à 85% de matière sèche et d'obtenir un effluent stable sans écoulement.

Après séchage les fientes seront collectées vers l'arrière du poulailler 1 fois par jour puis seront dirigées au moyen de tapis roulant vers la fumière pour y être stockées. La dimension de la fumière permet de stocker aisément les fientes produites comme le montre le dexe en annexe 20. L'exploitant envisage de commercialiser les fientes normalisées comme engrais organique auprès d'agriculteurs voisins.

Par an la production de fiente sera de 555 tonnes.

L'exploitant prévoit la création d'un plan d'épandage de secours dans le cas où les fientes ne présenteraient pas les caractéristiques nécessaires à leur commercialisation.

Evacuation des fientes :

Les fientes sont préséchées par le système de ventilation dynamique qui redistribue l'air chaud vicié du poulailler vers le tapis d'accumulation des fientes. L'air chaud permet d'assurer une

étape de préséchage des fientes permettant d'évaporer le jus produit par les fientes. Les fientes préséchées seront évacuées quotidiennement pendant environ une heure vers la fumière.

Stockage des effluents et des eaux résiduaires :

Après évacuation par tapis roulant, les fientes préséchées seront stockées dans la fumière pendant une durée maximale de 7 mois, où elles termineront leur séchage avant d'être vendues ou épandues.

Les eaux résiduaires proviennent des eaux sanitaires et des opérations de nettoyage de l'aire d'élevage. Les eaux sanitaires seront récupérées par un assainissement non collectif (fosse 6m³). Les eaux de nettoyage seront stockées dans une fosse toutes eaux d'environ 33 m³ (30m³ utile).

En période d'épandage, les eaux de nettoyage dirigées vers la fosse toutes eaux seront épandues pendant et durant les jours suivants l'opération de nettoyage selon les conditions climatiques.

En période d'interdiction d'épandage, les fosses toutes eaux seront vidangées par un vidangeur agréé.

Ainsi, les eaux résiduaires seront stockées dans la fosse toutes eaux seulement pendant une courte durée.

2.3 Capacités financières et techniques

2.3.1 Capacités financières :

La construction du bâtiment est financée par un emprunt à hauteur de 1 045 400 €.

A partir des données de l'étude économique et financière du projet de poulailler, l'activité devrait permettre de dégager un revenu en conservant une marge de manœuvre de l'exploitant dès le démarrage en 2020.

L'étude économique et financière est présentée en annexe 12. Elle est basée sur un taux de remplissage de 2,5 bandes. La situation économique et financière de l'activité est conforme avec sa capacité à mener ce projet. De plus, l'étude est menée pour une exploitation de 63 725 poulettes (la livraison excède de 2 % les 63 725 poulettes soit 65000 poulettes afin d'ignorer l'impact de la mortalité).

De plus, les charges opérationnelles liées à l'achat des poussins, leur alimentation ainsi qu'aux frais de vétérinaires ne sont pas pris en compte dans l'étude car il s'agit d'un système intégré et donc compris dans le contrat avec Cocorette.

Une attestation de prise de contact avec la banque est disponible en annexe 21.

2.3.2 Capacités techniques :

Le rapport confidentiel de l'étude économique et financière, complet et détaillé, de M. Villain se trouve en complément de ce présent avenant.

2.3.2.1 Capacités techniques du personnel :

Concernant les moyens humains, le gérant du site sera le seul personnel à travailler sur le nouveau site. Il n'est pas prévu que des employés salariés soient présents sur le nouveau site, même ponctuellement.

Le chef d'exploitation est représenté par M. Villain. Sa formation est la suivante :

- BAC D'
- DUT Biologie appliquée
- ISA Agroqual

Le chef d'exploitation exerce l'activité d'éleveur de volailles depuis 2000, soit une expérience de 18 ans dans l'élevage avicole. Il est ainsi formé et compétent pour élever un cheptel de 65 000 poulettes.

2.3.2.2 Moyens matériels :

L'exploitation dispose d'un ensemble de matériel utile et performant tel que :

Actuel :

- Un tracteur
- Une benne
- Ensemble matériel d'élevage

Après projet :

- Un quad
- Ensemble matériel d'élevage

2.3.2.2.1 Moyens bâtiments actuels :

Pour la réalisation technique des activités actuelles, l'exploitation dispose d'un ensemble de bâtiments agricoles situés sur le site d'exploitation de la commune BECORDEL-BECOURT et ALBERT, décrits ci-après :



Parcelles cadastrales :

Commune	Section	Numéros
BECORDEL-BECOURT	AC	96 (ancien 4)
ALBERT	ZH	38

Localisation des bâtiments et plan cadastral :



2.3.2.2.2 Description des bâtiments actuels :

Référence bâtiments	Capacité et utilisation	Système	Distances des tiers	Durée utilisation	Photographie
Devenir des bâtiments actuels					
A PIERS	<p><u>Capacité actuelle du bâtiment</u> : 12650 poulettes</p> <p><u>Description</u> : Poulailier d'environ 450m² La maison la plus proche se situe à 28m. On dénombre 8 habitations dans le rayon des 100m.</p> <p><u>Matériaux</u> : Murs en briques avec charpente en bois et toit en tôle</p>	Cages Pierres 3 étages	28m	12 mois	
B	<p><u>Capacité du bâtiment</u> : 18000 poulettes</p> <p><u>Description</u> : Poulailier d'environ 329m²</p> <p><u>Matériaux</u> : Murs en briques avec charpente en bois et toit en tôle</p>	Cages Pierres 3 étages	50m	12 mois	

Référence bâtiments	Capacité et utilisation	Système	Distances des tiers	Durée utilisation	Photographie
C	<u>Capacité du bâtiment</u> : 10 800 poulettes <u>Description</u> : Poulailier d'environ 696m ²	Cages Bekoto 1 étage	50m	12 mois	
Bâtiment du projet					
1 Serupa	<u>Capacité du bâtiment</u> : 65 000 <u>Description</u> : Poulailier d'environ 1 738 m ² . L'accès façade avant où se trouvent les silos et la réserve à incendie est en dur pour faciliter l'accès des camions de livraison. <u>Matériaux</u> : voir chapitre 2.3.2.2.5 page 20	Bolegg starter	800 m	12 mois	

2.3.2.2.3 Devenir des installations du site de Bécordel-Bécourt :

Les installations du site de Bécordel-Bécourt, à savoir les trois poulaillers nommés A, B et C, seront désaffectées. Ces trois bâtiments seront exclusivement destinés au stockage de matériel. Ces bâtiments n'accueilleront plus aucune activité d'élevage et ne recevront plus aucun animal.

Les modalités de cessation d'activité de l'ancien site sont les suivantes :

Pour le site, il sera nécessaire de procéder aux actions suivantes :

- Les bâtiments sont vidés et nettoyés ;
- Aucune activité d'élevage ne sera conservée sur le site de Bécordel-Bécourt. Aucun des bâtiments de l'ancien site ne recevra d'animaux ;
- Les bâtiments resteront en place et ne seront pas démantelés, car ils serviront de hangar de stockage ;
- Les bâtiments désaffectés seront ensuite utilisés comme hangar de stockage de matériel agricole et uniquement destinés à recevoir du matériel agricole.

2.3.2.2.4 Description du projet

Le projet consiste au déplacement et au développement de l'activité d'élevage avicole de Mr. Pierre Villain sur un nouveau site localisé sur la commune d'Albert. La construction d'un nouveau bâtiment modernisera son exploitation et le déplacement de l'activité permettra un éloignement de l'élevage suffisant vis-à-vis des tiers afin de limiter les nuisances sonores et olfactives. Le bâtiment d'élevage aura une capacité de 65 000 poulettes et possèdera une structure métallique, sur fondation béton armé. A l'intérieur, des équipements permettront la mécanisation du travail réduisant ainsi le nombre du personnel (Uniquement M. Villain de prévu au départ). Sur le site est également déjà implanté un hangar de stockage de fientes permettant leur séchage. Ces fientes seront acheminées par un tapis sur convoyeur mécanique après avoir été préséchées par un système de ventilation dynamique afin de répondre à la qualité des fientes normée NFU 42-001.

Un local groupe électrogène sera également présent sur le site afin de palier à une panne EDF. Il se trouvera dans un local technique avec une cuve fuel de 1 500 litres pour l'alimenter. Le congélateur pour stocker les cadavres des poulettes sera également dans ce local. Il sera également présent un local eau, une fosse de 33 m³ permettra de recueillir les eaux de lavage et une autre de 6 m³ pour les eaux de sanitaire, deux silos d'aliment de 25 tonnes chacun pour stocker la nourriture des poulettes.

Un forage sera également réalisé au sud du site pour satisfaire les besoins en eau du site.

2.3.2.2.5 Le bâtiment du projet :

Pour mener à bien son projet, le site disposera d'un ensemble d'équipements, de matériels et d'aménagements conformes :

- au bien-être animal ;



- au code du travail ;
- au besoin nécessaire pour un élevage de 65 000 poulettes au sol ;
- au Document de référence sur les meilleures techniques disponibles Élevage intensif de volailles émis par l'Union Européenne. (Voir l'analyse faite au chapitre 8 page 3687.1.4)

Pour éviter des redondances sur l'ensemble des équipements aménagements et moyens mis en place, ceux-ci sont décrits de façon plus précise dans la suite du dossier (Chapitre 2.10 page 31).

2.4 Historique :

- ✓ Mars 1966 : démarrage de l'élevage au sol au poulailler PIERS – 5000 poulettes
- ✓ Mai 1968 : Aménagement de la grange pour élevage en cages 6000 poulettes
- ✓ 1971 : construction de BEKOTO, élevages en cages – 10 800 poulettes
- ✓ 1975 : modification du PIERS, installation cages 3 étages- 12650 poulettes
- ✓ 1987 : modification de la grange, installation cages 3 étages – 18000 poulettes
- ✓ 2000 : reprise de l'exploitation
- ✓ 2004 : mise aux normes : construction d'une plateforme couverte 180m² fientes.

2.5 Dénomination des auteurs :

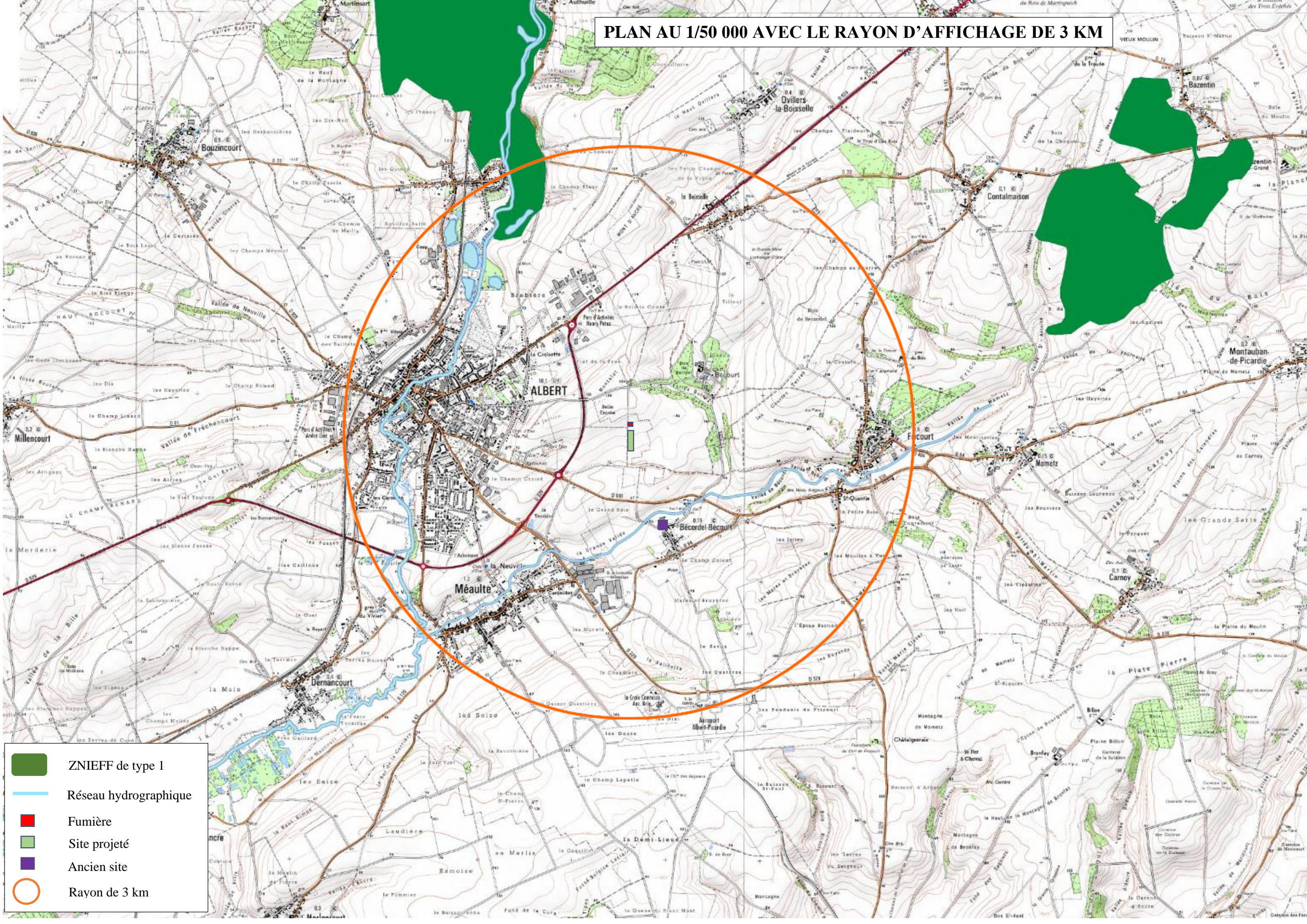
AUTEURS		MISSIONS
Monsieur Pierre Villain	34, grande rue 80300 Albert	Pétitionnaire
	ROUTIER ENVIRONNEMENT 19 rue Sadi Carnot 80140 OISEMONT Tél. 03.22.25.05.30 Fax : 03.22.25.79.63 Courriel : thierry.routier@orange.fr Site : www.routier-environnement.com	Montage et coordination du DDAE dans sa globalité. Mesure acoustique
	Maison de l'Agriculture Rue Frère gagne BP40463 60021 BEAUVAIS cedex	Plan épandage, cartographie estimation SPE


2.6 Plans :


2.6.1 PLAN 1/50000

Le plan au 1/ 50 000 est présenté sur la page suivante.


PLAN AU 1/50 000 AVEC LE RAYON D’AFFICHAGE DE 3 KM





 ZNIEFF de type 1

 Réseau hydrographique

 Fumière

 Site projeté

 Ancien site

 Rayon de 3 km

2.6.2 PLAN 1/2000

Le plan 1/2000 est référencé en annexe 4.

2.6.3 PLAN 1/500

Etant donné le dimensionnement du nouveau poulailler, un plan à l'échelle de 1/200 ne permettrait pas de représenter entièrement, clairement et distinctement les installations projetées sur les parcelles ZH38 et ZH49. Un plan à l'échelle de 1/500 est retenu pour représenter le plan du projet car cette échelle est mieux adaptée au site du projet, tout en étant inférieure à 1/1000.

Le plan 1/500 est référencé en annexe 4.

Emplacement des installations :

Le stockage de cadavres sera effectué dans un congélateur qui se trouvera dans le local du groupe électrogène. Le groupe électrogène se trouve au sud de la parcelle en face des silos et du bâtiment principal, au niveau de la zone empierrée d'accès au site. L'emplacement du local du groupe électrogène est ajouté au plan de localisation de l'ensemble des installations sur la page suivante.

2.7 Situation administrative

2.7.1 Tableau des rubriques concernées par le site avant projet :

Actuellement, l'exploitation est connue sous le régime de l'autorisation pour un élevage de 41468 poulettes.

Rubriques	Libellé de la nomenclature	Régime	RA
2.1.1.1	Volailles, gibier à plumes (activité d'élevage, vente)	A	3km

2.7.2 Tableau des rubriques concernées par le projet :

Nomenclature ICPE :

Rubriques	Libellé de la nomenclature	Capacité totale ou volume des activités	Régime*	RA**
3.6.6.0	Elevage intensif de volailles avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	65 000 poulettes	A	3km
2.1.7.0 - 2	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques	1,52 T/jours	D	-
4.3.3.1	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4.3.3.0 (supérieur ou égale à 50t mais inférieur à 100t	3,4 t de propane	NC	-
2.1.6.0-2	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. Si le volume total de stockage est supérieur à 5000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000m ³	30m ³ x 2 = 60m ³	NC	-
2.9.1.0-A	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2.7.7.0, 2.7.7.1, 2.9.7.1 ou 2.9.3.1 Supérieure à 1MW, mais inférieur à 20 MW	Groupe électrogène de fuel = 0,55 MW	NC	-

*A=Autorisation, E=Enregistrement, D=Déclaration, S=Servitude d'utilité publique, NC=Non-Classé,

**R.A.=Rayon d'affichage

Nomenclature loi sur l'eau :

Rubriques	Libellé de la nomenclature	Capacité totale ou volume des activités	Régime*	RA**
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique.	4000 m ³ /an	D	-

*A=Autorisation, E=Enregistrement, D=Déclaration, S=Servitude d'utilité publique, NC=Non-Classé,

**R.A.=Rayon d'affichage

2.8 Rubriques

2.8.1 Rubrique 3660 : Elevage intensif de volailles avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles :

Le projet est de 65 000 poulettes. Il est concerné par le régime d'autorisation de la rubrique 3660 des ICPE.

Le descriptif des ouvrages et des installations sont décrits dans le chapitre précédent. Le fait d'être soumis à cette rubrique implique le pétitionnaire à se conformer à l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets. Cette déclaration, plus connue sous le nom de "déclaration Gerep", concerne les installations classées (ICPE) soumises à autorisation, certains élevages, les stations d'épuration urbaines, les sites d'extraction minérale et les établissements visés par le règlement 166/2006.

Pour rappel, les données sur les émissions polluantes sont collectées via le site Gerep (Gestion électronique du registre des émissions polluantes). Elles permettent d'alimenter le registre national des émissions polluantes (Irep) destiné à l'information du grand public. Les données sur les émissions de gaz à effet de serre sont également utilisées pour constituer le registre prévu par les textes relatifs au système d'échange de quotas d'émissions de gaz à effet de serre (SCEQE ou ETS). Quant aux données relatives aux émissions dans l'air, elles sont utilisées par le Citepa pour réaliser les inventaires d'émissions nationaux.

Après projet, l'élevage avicole accueillera 65 000 poulettes. Son exploitation aura donc une capacité supérieure au seuil de 40 000 emplacements de volailles, au-delà duquel toute exploitation est soumise au régime d'autorisation. Le projet est donc soumis à autorisation par la rubrique 3660 des Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE).

2.8.2 Rubrique 2170 : Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques :

Le bâtiment d'élevage va produire sous les volières des fientes. Celles-ci vont être séchées progressivement jusqu'à leur évacuation vers le hangar de stockage par une ventilation dynamique. Les fientes qui arriveront dans le hangar auront la qualité de fiente NFU 42-0001. L'avantage de cette normalisation sera l'absence d'odeur, de fermentation et donc la production d'un produit stable commercialisable pour les agriculteurs comme engrais en substitution des engrais minéraux issus des énergies fossiles (gaz et pétrole). La fumière sera implantée parallèlement au poulailler, et recevra les fientes des volailles par un tapis sur convoyeur mécanique qui fonctionnera 1 heure par jour et 7 jours/7.

Dans le cadre du projet d'élever 65 000 poulettes, le site produira des fientes qui devront être stockées dans une fumière sur le site. L'exploitant commercialisera ces dites fientes normalisées comme engrais. La production de fientes est estimée à 555 tonnes/an, soit 1,65 tonnes/jour. La production de matières sèches est soumise à déclaration au titre de la rubrique 2.1.7.0 de la nomenclature ICPE lorsque la capacité de production est supérieure à 1 tonnes/jour et inférieure à 10 tonnes/jour. Le projet est donc soumis à déclaration pour sa production de fientes au titre de la rubrique 2.1.7.0 de la nomenclature ICPE.

En cas de non-respect des critères nominatif des fientes séchées mais tout en respectant les normes applicables au niveau des Eléments Traces Métallique, PCB – HAP un plan d'épandage a été prévu. (Chapitre 3.5.3.8.1 page 259).

2.8.3 Rubrique 1.1.1.0 : Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique.

L'exploitant réalisera un forage qui alimentera en eau l'exploitation de poulettes d'Albert. Le volume prélevé par le captage dans le cadre des activités d'élevage du projet est estimé au maximum à 4 000 m³/an. L'exploitation de ce captage fait l'objet d'une déclaration de forage déposée en préfecture de la Somme en juillet 2017. Ladite demande de déclaration du forage est présentée en annexe de ce présent complément d'informations.

La demande de déclaration du forage de l'exploitant a fait l'objet d'un dépôt en préfecture de la Somme en juillet 2017. La copie du bordereau de dépôt de la demande de déclaration du forage ainsi que le dossier de déclaration du forage sont présentés en annexe 7 de ce présent dossier d'autorisation.

Etant donné que le prélèvement en eau du forage est inférieur à 10 000 m³/an, la capacité totale de prélèvement ne relève pas de la rubrique 1120 de la nomenclature Loi sur l'eau.

2.8.4 Rubrique 2.1.1.1 : Volailles, gibier à plumes (activité d'élevage, vente).

Le projet est de 65 000 poulettes en volière. Il s'agit d'une installation dont les activités sont classées au titre de la rubrique 3.6.6.0 (plus de 40000 emplacements) et donc est soumise au régime d'autorisation de la rubrique 2.1.1.1 des ICPE.

Le descriptif des ouvrages et des installations sont décrits dans le chapitre précédent. Le fait d'être soumis à cette rubrique implique le pétitionnaire à se conformer à l'arrêté du 27 décembre 2013 définissant les prescriptions générales applicables aux installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660. Ce document vise à répondre aux différentes prescriptions de cet arrêté incluant les MTD (soumis à la rubrique 3660).

2.8.5 Rubrique 4.3.3.1 : Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4.3.3.0

Le site possède deux cuves de gaz pour le fonctionnement du chauffage sur le site. Chacune des cuves contient 1,7 t de gaz soit 3,4 t de propane au total. La rubrique mentionnée est située à un seuil de supérieur ou égale à 50 t de substances. Ainsi, avec la quantité de 3,4t de gaz, le site n'est pas concerné par cette rubrique ICPE.

2.8.6 Rubrique 2.9.1.0 -A : Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931

A : Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW. Sur le site, un groupe électrogène est présent en cas de panne d'électricité, celui fonctionne grâce à une cuve de fuel de 1500 l. Le groupe électrogène

possède une puissance de 550 Kva soit 0,55 MW. Le groupe électrogène n'est donc pas concerné par cette rubrique car inférieur au seuil de 1MW.

2.8.7 Rubrique 2.1.6.0 : Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable.

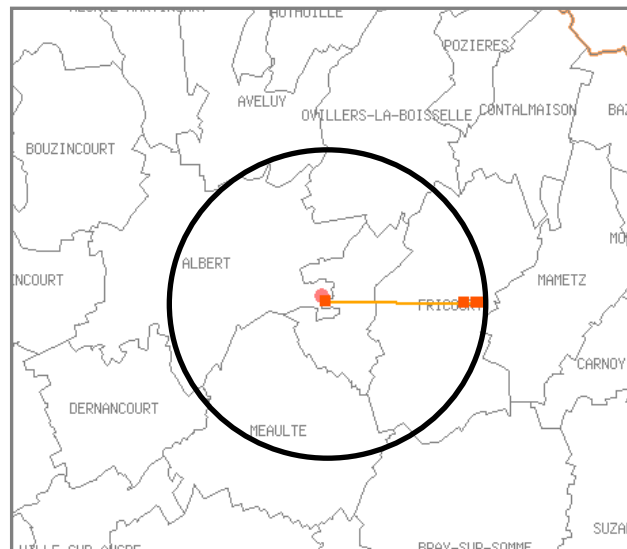
Il ne s'agit pas d'un silo plat sur le site. Il y a deux silos de 25 t chacun correspondant à 30 m3 chacun. Ainsi, il y a un volume total de stockage de 60 m3. Seuil : si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m3. Or, le site possède un volume de 60 m3 et n'est donc pas concerné par la rubrique.

2.9 Communes concernées par le projet :

Le site et annexes du site sont situés sur la commune d'Albert.

Les communes dont au moins une partie du territoire est comprise dans le rayon de trois kilomètres autour du site et annexes du site sont :

- Albert
- Aveluy
- Bécordel-Bécourt
- Bray-sur-Somme
- Dernancourt
- Fricourt
- Meaulte
- Owillers-la-Boiselle



Les communes concernées par le plan d'épandage de secours (et des eaux de lavage) sont :

Parcellaire Exploitation M. VILLAIN
Bécordel-Bécourt Ginchy Fricourt Méaulte Mautauban-de-Picardie

Une 6^{ème} commune est concerné « Albert » car l'îlot 1 du plan d'épandage est à cheval sur la commune de Bécordel-Bécourt et la commune d'Albert, mais la majorité de sa surface se trouve sur la commune de Bécordel-Bécourt ainsi, elle est référencée comme étant sur Bécordel-Bécourt.

2.10 Descriptif des installations :

2.10.1 Le bâtiment d'élevage :

Le bâtiment aura les caractéristiques suivantes :

- Longueur : 108,20 m
- Largeur : 15,20 m
- Hauteur à l'égout de toiture : 3,47 m
- Hauteur faîtage : 5,39 m
- 1 SAS techniques de : 9,20 m x 10,10 m
- Surface couverte et close : 1 738 m²

Structure métallique, sur fondations béton armé.

- Elévation : Panneaux sandwichs de 50 m/m d'épaisseur – Teinte IVOIRE / RAL 1015,
- Habillage des angles : Teinte VERT RESEDA / RAL 6011
- Couverture Tôles fibro sans amiante – Teinte noire asphalte
- Menuiseries Portails et portes en PVC

Le travail est mécanisé et le personnel peu nombreux.

Le bâtiment est composé d'un niveau.

La ventilation sera dynamique :

- Entrée d'air transversale par des trappes linéaires de part et d'autre du poulailler et sur 2 niveaux. :
- L'extraction d'air vicié se fait par les turbines situées en pignons.
- Ventilation des fientes dès leur production pour les sécher avec évacuation vers le hangar de stockage.

Matériaux de construction :

- La charpente est métallique, sur fondations béton armé,
 - Poteaux de charpente IPE 300 m/m,

- Arbalétriers 270 m/m
- Pannes intermédiaires en bois traité.
- Les fermes ne sont pas apparentes,
- Le plafond est isolant et suit la pente de toiture – Epaisseur 40 m/m – PIR – Classement au feu : D s2-do – Masse volumique : 30 Kg/m³.
- Les parois verticales sont en panneaux sandwichs de 50 m/m d'épaisseur – 2 faces tôles laquées – Classement au feu : B s2-do.
- Plancher intermédiaire : ossature primaire métallique avec un plancher béton collaborant.

Accès aux poulaillers :

- Pour des raisons sanitaires, les poulaillers ne sont accessibles que par le personnel du site d'élevage (M. Villain uniquement pour l'instant). Le temps de présence est de courte durée.
- Portes de 1.00 m de largeur,

2.10.2 Hangar stockage fientes :

La fumière est un bâtiment couvert et clos sur trois côtés, conçu sur charpente métallique. Il s'agit du hangar de stockage des fientes où elles termineront leur phase de séchage, après avoir subi une étape de préséchage. L'autorisation d'exploitation de la fumière est présente en annexe 3.

Description :

- Longueur : 18 m
- Largeur : 10 m
- Hauteur faîtage : 7,50 m
- Stockage : 360 m³

Structure métallique, sur fondations béton armé :

- Elévations Mur béton banché sur 2.00 ml de hauteur, puis bardage vertical simple peau – Teinte BEIGE CEZANNE / RAL 1015
- Habillage des angles : Teinte VERT RESEDA / RAL 6011
- Couverture Tôles fibro sans amiante.
- Portail coulissant en bac acier – Idem bardage / RAL 1015.

La fumière est déjà implantée et sera en bout du bâtiment d'élevage

Elle recevra les fientes des volailles par un tapis sur convoyeur mécanique qui fonctionnera 1 heure par jour – 7 jours/7.

Les fientes qui arriveront dans le hangar seront préalablement préséchées par le système de ventilation dynamique qui dirigera de l'air chaud ambiant sur les fientes. Ce dispositif permettra de prétendre à la qualité de fiente normée NFU 42-001. Dès leur production, les fientes seront mises sur un tapis ventilé avec de l'air pour les sécher. Le tapis les acheminera ensuite vers un poste de relèvement pour évacuer et stocker les fientes dans le hangar, autrement dit la fumière.

L'avantage de ce dispositif sera essentiellement l'absence d'odeur et de fermentation, permettant la production d'un produit stable et commercialisable à destination des agriculteurs comme engrais, notamment en substitution des engrais minéraux issus des énergies fossiles (gaz et pétrole)

2.10.3 Local groupe électrogène :

Le fait que le bâtiment soit en ventilation dynamique rend obligatoire la présence d'un groupe électrogène de 550 Kva avec une cuve fuel de 1 500 litres. Ce groupe ne servant qu'en cas de panne EDF, sera placé dans un local technique spécifique :

Surface couverte et close : 16,0 m²

Le congélateur dans lequel les cadavres seront stockés à température négatives se trouve à l'intérieur du local du groupe à électrogène.

2.10.4 Local eau :

Un local technique spécifique pour l'alimentation en eau sera présent sur le site au niveau du SAS.

2.10.5 Fosses toutes eaux :

Le site sera équipé de deux fosses toutes eau dont la capacité prévue l'une sera de 6m³ et l'autre de 33 m³ (30 m³ utile), mais pourra être revue à la hausse si besoin. Une fosse est destinée à recueillir les eaux résiduelles issues du lavage, du nettoyage et de la désinfection de l'aire d'élevage. La seconde fosse de 6 m³ est destinée à la réception des eaux du vestiaire.

2.10.6 Silos

Silos d'aliment :

- Nombre : 2 de 25 tonnes chacun
- En polyester
- Caractéristiques : 30 m³
- Teinte : RAL 1015
- Hauteur : 6 m

Deux silos de stockage en polyester et disposant d'une capacité de 30 m³ seront présents sur le site. Ils seront situés au sud de la parcelle du côté du chemin de remembrement et en bordure de la façade sud du bâtiment d'élevage.

2.10.7 Bassin d'infiltration

Un bassin d'infiltration de 115 m³ sera présent au nord du site, il sera de 10 m sur 8 m avec une profondeur de 2m, les pentes étant de 30 %. Il permettra de récupérer les eaux pluviales du bâtiment et de la fumière en cas de vicennale 24 h.

2.10.8 Surfaces imperméables :

L'ensemble des bâtiments va générer de la surface étanche estimée ci-dessous :

➤ Bâtiment d'élevage :	1 645 m ²
➤ Fumière :	180 m ²
➤ Locaux groupe électrogène :	16 m ²
➤ Accès :	172 m ²
➤ Surface totale :	2013 m²

2.10.9 Le forage

Le forage alimentant les poulettes en eau est situé au sud de la parcelle ZH49 de l'exploitation. La ressource souterraine susceptible de satisfaire les besoins en eau de l'exploitation est le réservoir de la Craie de la Moyenne Vallée de la Somme du Sénonien. Il n'est pas encore réalisé.

Les caractéristiques du forage sont les suivantes :

Usage	Elevage
Débit horaire souhaité	5 m ³ /h
Nombre de forage	1
Prélèvement annuel maximal	4 000 m ³
Profondeur	60 mètres

L'implantation du forage est le suivant :

Département	Somme
Commune	Albert
Lieu-dit	Fief de la Pré vers Bécourt
Références cadastrales	Section ZH Parcelle 49
Coordonnées WGS 84	Latitude : 49° 59' 46.5'' N
	Longitude : 002° 40' 45.9'' E
Coordonnées kilométriques Lambert 93	X : 676,993
	Y : 6 988,685
Altitude	Altitude : + 74 m

Coupe géologique prévisionnelle du forage :

- 0 à 2 mètres : colluvions
- 2 à 45 mètres : Craie blanche du Sénonien

Coupe technique prévisionnelle du forage :

- Forage au rotary en diamètre 254 mm, depuis la surface jusqu'à 60 mètres de profondeur
- Forage en tubes PVC de qualité alimentaire, filetés à la mi-masse, sans tulipe, de diamètre 126/140 mm.

Protection du réservoir contre les eaux de surface :

- La protection verticale du réservoir est assurée par une cimentation étanche sous pression de l'espace annulaire jusqu'au niveau statique.
- La tête de forage dépassera hors-sol sur une hauteur de 50cm et sera complétée par une margelle de béton de 3m² et de 30cm de hauteur.
- Le forage sera fermé par un capot étanche, coiffant et cadenassé lorsqu'il n'est pas équipé de son groupe de pompage.

Aucun ouvrage n'étant recensé dans la zone d'étude, ni dans la zone d'influence du projet. Aucun impact sur d'autres captage ne résultera de son exploitation. Une analyse de l'eau sera faite annuellement. Les paramètres analysés seront organoleptiques (couleur, odeur, saveur), physico-chimiques (pH, conductivité, turbidité, nitrates, nitrites, ammonium, COT, TA/TAC, dureté, balance ionique, carbonates, bicarbonates, sulfates, calcium, magnésium, sodium, chlorures, potassium) et microbiologiques (coliformes totaux, *Escherichia coli*, entérocoques intestinaux, bactéries revivifiables à 22 et 36 °C, spores de bactéries anaérobies sulfito-réductrices).

Le plan du site au format A3 à l'échelle 1/2500 est présenté en annexe 4.

Ce plan inclut toutes les installations du site, y compris le forage ainsi que l'environnement à 35 mètres de toutes les installations.

Selon la nomenclature de la loi sur l'eau, le captage relatif au projet est soumis à la rubrique suivante :

Rubriques	Libellé de la nomenclature	Prélèvement maximal estimé du captage	Régime*	RA**
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique.	4 000 m ³ /an	D	-

*A=Autorisation, E=Enregistrement, D=Déclaration, S=Servitude d'utilité publique, NC=Non-Classé, **R.A.=Rayon d'affichage

Le forage destiné à l'alimentation en eau de l'élevage de volailles disposera d'une pompe dont la capacité est de 5 m³/heure. Le forage prélèvera de l'eau pendant une durée de 2h à 3h par jour avec une consommation maximum journalier de 15m³. Le prélèvement maximal du captage est estimé à 4 000 m³/an (cf. dossier de demande de déclaration de forage présenté en annexe 7).

L'ouvrage souterrain se situe à environ :

- 850 mètres du cours d'eau le plus proche (cours d'eau temporaire), petit cours d'eau affluent de l'Ancre et à 2,4 km de l'Ancre;
- 680 mètres de l'habitation la plus proche ;
- 850 mètres du bois le plus proche ;
- 2 400 mètres de la zone humide la plus proche ;
- 2 900 mètres de la ZNIEFF la plus proche ;
- 7 700 mètres du site Natura2000 le plus proche.

Le forage est ainsi conforme aux distances réglementaires requises du décret du 11 septembre 2003. Il n'a pas d'impact sur les zones naturelles et les tiers les plus proches du site en raison de son éloignement et de son faible niveau de pompage.

Les précautions réglementaires suivantes sont prises :

- Margelle de protection bétonnée de 30 cm de hauteur par rapport au sol ;
- Compteur volumétrique installé sur le dispositif de pompage ;
- Contrôle du niveau de la nappe par l'éleveur ;
- Bande enherbée autour de la station de pompage ;
- Alimentation électrique de la pompe (et non pas au fioul) ;
- Sécurisation du forage par un couvercle (ou équivalent) fermé.

Une analyse de l'eau sera faite annuellement. Les paramètres analysés seront organoleptiques (couleur, odeur, saveur), physico-chimiques (pH, conductivité, turbidité, nitrates, nitrites, ammonium, COT, TA/TAC, dureté, balance ionique, carbonates, bicarbonates, sulfates, calcium, magnésium, sodium, chlorures, potassium) et microbiologiques (coliformes totaux, Escherichia coli, entérocoques intestinaux, bactéries revivifiables à 22 et 36 °C, spores de bactéries anaérobies sulfito-réductrices).

L'ouvrage est constitué des caractéristiques techniques suivantes :

- Profondeur : 60 m ;
- Diamètre intérieur du tubage : 125 mm ;

- Tubage en PVC plein de 0 à 28 m de profondeur par rapport au sol ;
- Tubage crépiné de 28 à 60 mètres de profondeur par rapport au sol ;
- Niveau piézométrique de la nappe : 29 mètres de profondeur par rapport au sol ;
- Alimentation électrique de la pompe.

La stratigraphie estimée du forage décrite dans le dossier de demande de déclaration est présenté en annexe, décrit une profondeur de 3 mètres de limons en surface et la présence de craie blanche de 3 à 60 mètres de profondeur.

L'aquifère dans lequel le captage prélèvera l'eau de la nappe est celui de la craie de la moyenne vallée de la Somme aval (AG012). L'eau est prélevée dans la nappe libre présente dans cet aquifère entre 29 et 60 mètres de profondeur. Le forage sera profond de 60 mètres et captera la nappe sur toute sa puissance, soit environ 25 à 30 mètres.

Aucun forage n'est présent dans un rayon de 1 km autour du captage en projet et le périmètre de protection éloigné le plus proche se situe à environ 1,1 km du site.

Les masses d'eau concernées par le projet sont les suivantes :

- Souterraine : AG012 : Craie de la moyenne vallée de la Somme aval
- Superficielle : AR04 : Ancre

Le site du projet est concerné par le SDAGE Artois-Picardie et le SAGE Somme aval et cours d'eau côtiers.

Ces masses d'eau étant en bon état quantitatif selon le SDAGE Artois-Picardie 2016-2021, une faible pression du captage sera exercée sur la ressource en eau. Cette pression sera d'autant plus faible que les volumes prélevés seront peu importants. Compte tenu du bon état quantitatif des ressources en eau du secteur de l'étude, le captage n'aura pas d'impact sur la nappe dans laquelle l'eau sera prélevée.

L'exploitation du forage est compatible avec les dispositions relatives à la gestion équilibrée des ressources en eau du SDAGE Artois-Picardie 2016-2021 :

- Orientation B3 : « inciter aux économies d'eau » : les eaux prélevées par le forage seront destinées à la consommation en eau des poulettes et prélevées selon le volume nécessaire à l'élevage le plus réduit possible.
- Orientation B4 : « anticiper et assurer une gestion de crise efficace en prévision ou lors des étiages » : Le site du projet n'est pas concerné par des déficits structurels. En période d'épisode de tension sur la ressource en eau et de son utilisation, le prélèvement du forage sera strictement limité à l'usage de l'élevage avec une consommation réduite au maximum et permettant le bon fonctionnement de l'élevage avicole.

Les mesures compensatoires et les moyens de surveillance pris dans la conception du forage sont les suivantes :

- L'alimentation en électricité : permet d'éviter les nuisances sonores et le risque de pollution lié à l'usage de fioul
- La mise en place d'une margelle en béton sur une hauteur de 30 cm au-dessus du sol
- L'installation d'un compteur volumétrique au niveau du pompage
- Le contrôle du niveau de la nappe par l'éleveur
- La sécurisation du forage par un couvercle fermé

- Le respect des distances réglementaires vis-à-vis des tiers, des autres forages et des zones naturelles
- La présence d'une bande enherbée de 1 mètre autour de la station de pompage.

Ainsi, le forage d'alimentation en eau de l'élevage n'aura pas d'incidence sur les tiers, les autres forages et les sites naturels situés à proximité. De plus, compte tenu du faible volume d'eau prélevé quotidiennement et du bon état quantitatif des masses d'eau, le forage n'aura pas d'incidence sur la ressource en eau.

IMPACT DU PRELEVEMENT PAR FORAGE :

Le prélèvement maximal du forage est estimé à 4 000 m³/an.

L'ouvrage souterrain le plus proche est le piézomètre (BSS000EBPQ) situé à environ 600 mètres du nouveau site.

Compte tenu du volume d'eau prélevé et de l'éloignement des forages à plus de 600 mètres au voisinage du site, le forage aura un impact peu important sur la ressource en eau souterraine.

PRELEVEMENT D'EAU :

L'eau des poulettes sera alimentée par un forage profond de 60 mètres, prélevant les eaux de la nappe située à 29 mètres de profondeur dans la craie blanche du Sénonien. La craie blanche est couverte de limons sur une épaisseur d'environ 3 mètres.

Le captage est conçu pour prélever un volume d'eau maximum de 4000 m³/an. De plus, la pompe prélève l'eau avec un débit de 5 m³/h pendant une durée maximale de 2 à 3 heures par jour. La consommation maximale journalière du forage est de 15 m³. La capacité du forage sera donc réduite et aura une faible incidence sur la nappe.

Les distances réglementaires du forage vis-à-vis des installations suivantes sont respectées :

- Aucune décharge ne se situe à moins de 200 mètres du forage ;
- Aucun ouvrage d'assainissement, de canalisation, de lieu de stockage d'hydrocarbures, de produits chimiques, de phytosanitaires ou d'autre produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux souterraines ne se trouve à moins de 35 mètres du forage ;
- Aucun épandage de boues de station d'épuration ou de déchets issus des ICPE ne se trouve à moins de 35 mètres du forage.

Vulnérabilité du captage face aux pollutions éventuelles :

- Aucun produit phytosanitaire, ni aucun azote liquide ne sera stocké sur l'exploitation.
- Aucune installation utilisant ou produisant de produit polluant n'est présente à proximité du site
- La tête de forage sera protégée dans un petit abri fermé à clé
- Une margelle de béton protégera le forage de tout écoulement accidentel de liquide ou de produit polluant

Compte tenu de l'emplacement du forage, de son éloignement vis-à-vis des habitations, des sites protégés et des autres ouvrages, ainsi que de son faible niveau de pompage, l'impact du captage sur les zones naturelles et sur la ressource en eau sera négligeable.

L'étude hydrologique pour la réalisation du forage en annexe 15 analyse l'impact du prélèvement en eau pour une consommation de 12000 m³ d'eau par an. L'annexe 15 conclue qu'il n'y aura pas d'impact notable sur les ouvrages alentours et sur la réserve d'eau de la masse d'eau souterraine. Le projet prévoit de consommer, au final, 4000 m³/an. Ainsi, si on se référence à l'annexe 15, s'il n'y a pas d'impact pour une consommation de 12000 m³/an, il n'y en aura pas pour 4000 m³/an, l'impact sur la masse d'eau souterraine sera même moindre.

IMPACT SUR LA QUALITE DES EAUX SUPERFICIELLES ET PROFONDES :

L'activité n'a pas d'impact sur la qualité des eaux profondes pour les raisons suivantes :

- Aucun réseau d'eau superficielle n'est proche du nouveau site à Albert ;
- Pour l'épandage, une distance réglementaire de 35m sera respectée vis-à-vis des cours d'eau et des forages ;
- Aucune parcelle du plan d'épandage de secours n'est située dans le périmètre de protection d'un captage d'eau potable ;
- Une SPE inférieure aux besoins pour respecter les prescriptions des zones vulnérables ;
- Toutes les eaux sales du site sont collectées dans une fosse ;
- Les aires dont le sol est recouvert d'une surface étanche sont couvertes d'une toiture pour ne pas souiller les eaux pluviales ;
- Toutes les parcelles mises à disposition pour le plan d'épandage de secours ont un couvert végétal l'hiver évitant les problèmes de lessivage d'azote ;
- Les parcelles non ensemencées en culture hivernale le sont avec des cultures type CIPAN qui sont des « pièges à azote » ;
- La cuve de gazole est munie d'une rétention à 100% de sa capacité.

Le dossier de déclaration du forage au titre de la loi sur l'eau est présenté en annexe 7.

2.10.10 Mesures à prendre en cas d'arrêt du forage

Le forage sera abandonné en cas de fin de vie de l'ouvrage, de non réalisation des travaux de réhabilitation suite à une inspection ou en cas de cessation d'activité.

En cas d'arrêt de l'utilisation du forage, il sera comblé de façon à garantir l'absence de circulation d'eau et l'absence de transfert de pollution vers la nappe, conformément à l'obligation de comblement des forages abandonnés et réalisés après le 12 septembre 2004.

L'ouvrage étant situé en dehors du périmètre de protection d'un forage, un rapport de travaux sera communiqué au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement. Ce rapport intégrera les informations relatives au forage incluant ses références, l'aquifère anciennement prélevé et la nature des travaux effectués, conformément à l'article 13 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié.

Ainsi, les pompes et les accessoires situés dans le forage seront démontés et évacués. La partie crépinée sera comblée par des matériaux inertes (sable grossier, gravier...) et bouchée par un matériau imperméable, par de la sobranite par exemple. La partie supérieure du forage sera alors cimentée et le tubage sera comblé par des matériaux inertes au niveau du sol, recouvert avec un couvercle et fermé à clé.

La lettre adressée au Président de l'EPCI pour obtenir son avis sur l'usage futur du site d'Albert en cas de cessation d'activité est présenté en annexe 6.

2.10.11 Mise en sécurité et remise en état du site en cas de cessation d'activité :

En cas de mise à l'arrêt définitif de l'installation classée, dans un premier temps, l'exploitant notifiera auprès du préfet à une échéance d'au moins trois mois avant la date dudit arrêt. La notification devra comporter la date de mise en arrêt des activités de l'exploitation ainsi que les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site.

La mise en sécurité du site comprend les mesures suivantes, citées à titre non exhaustif :

- L'évacuation et l'élimination des produits dangereux présents sur le site (carburant) ;
- L'évacuation et l'élimination des déchets présents sur le site ;
- La mise en place de l'interdiction ou de la limitation d'accès au site ;
- La suppression des installations et des produits à risque d'incendie et/ou d'explosion (cuve à gaz, installations électriques).

L'exploitant transmet aussi au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site, les études et rapports communiqués à l'administration. Ces documents comportent les informations relatives à la situation environnementale, aux usages successifs du site, ainsi qu'aux propositions émises quant au type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. L'exploitant transmettra dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

L'exploitant transmettra au préfet dans un délai fixé par ce dernier, un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Ce document tiendra compte du ou des nouveau(x)

usage(s) prévu(s) pour le site de l'installation ainsi que les mesures associées, comportant notamment :

- Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;
- Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles, éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;
- En cas de besoin, la surveillance à exercer ;
- Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

Sur le site, il sera nécessaire de procéder aux opérations suivantes :

- Enlèvement des fientes présentes sur le site ;
- Démantèlement des équipements et comblement avec des matériaux inertes du forage ;
- Les silos de stockage devront être vidés pour éviter tout risque d'ensevelissement ;
- Fermer à clé les bâtiments le pouvant ;
- Coupure de l'électricité et de l'eau ;
- Fermeture du puits de captage d'eau potable.

La lettre de Mr. Villain envoyée à M. le Président de l'EPCI d'Albert est présente en annexe 6. La réponse de l'EPCI est toujours en attente.

2.10.12 Conformité des installations

La conformité stricte de l'ensemble des installations post projet est établi à partir de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, article par article.

Dispositions générales	
Article	Conformité
Article 1 : Prescriptions applicables aux ICPE soumises à autorisation sous la rubrique 3660	Le bâtiment accueillera plus de 40 000 poulettes. Il est soumis à autorisation au titre de la rubrique 3660 des ICPE
Article 2 : Type de bâtiment	Le projet constitue une nouvelle installation et un bâtiment d'élevage au sens de l'article 2 en tant que « locaux d'élevage [...] enclos et volières des élevages de volailles » et « installation dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé après le 1er janvier 2014 »
Article 3 : Installation implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation	L'installation est destinée à accueillir un élevage de 65 000 poulettes en élevage de type volière sur la parcelle ZH49 sur la commune d'Albert. L'installation est conforme aux plans et aux documents joints à la demande d'autorisation.
Article 4 : L'exploitant tient à jour un dossier comportant : <ul style="list-style-type: none"> ▪ un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation ; ▪ le registre des risques (art. 14) ▪ le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ▪ le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ▪ le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ▪ les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ▪ les bons d'enlèvements d'équarrissage. 	<p>L'exploitant tient à jour les documents conformément à la disposition de l'article 4.</p> <p>L'exploitant tient les registres d'entrée/sortie des poulettes, de consommation de l'élevage, de mortalité des animaux et de passage de l'équarisseur, le plan d'épandage et la gestion des fientes et effluents d'élevage.</p>
Article 5 : Les bâtiments d'élevage et leurs annexes sont implantés à une distance minimale de : 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers	Distance conforme. Tiers à 700 m du projet, 600 m du premier cours d'eau, 270m du forage de l'exploitation, 2,2 km du stade d'Albert, 1,2 km de la zone U d'Albert et 900 m de celle de Bécordel-Bécourt.

Article	Conformité
35 mètres des puits et forages	Le puits ou forage le plus proche, autre que celui utilisé par l'élevage, se situe à environ 600 m.
200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages	Aucune zone de baignade ne se trouve à proximité du site.
500 mètres en amont des zones conchylicoles	Aucune zone conchylicole n'est recensée en amont du site.
50 mètres des berges des cours d'eau alimentant une pisciculture	Distance conforme : le cours d'eau le plus proche du site se situe à environ 600 m. Mais aucune pisciculture n'est recensée dans le secteur de l'étude.
Article 6 : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.	Des haies seront aménagées aux abords du site. Les couleurs et les matériaux utilisés dans la construction du nouveau bâtiment sont en adéquation avec les tons de l'environnement naturel du site. La haie se trouve le long de la voie d'accès du projet (Ouest) et sera d'une longueur de 76 m. Le site sera très peu visible depuis les zones urbanisées les plus proches et depuis les grands axes de circulation.
Article 7 : L'exploitant prend les dispositions appropriées pour préserver la biodiversité végétale et animale sur son exploitation, notamment en implantant ou en garantissant le maintien d'infrastructures agroécologiques de type haies d'espèces locales, bosquets, talus enherbés, points d'eau.	L'exploitant plantera des haies le long de la limite de propriété du site, ce qui permettra de maintenir une continuité écologique.
Article 8 : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables, sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.	Les installations concernées par cet article sont : le groupe électrogène, le réservoir de gaz, le système de chauffage. Les vannes de barrage sont présentes sur le plan en annexe 4.
Article 9 : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.	Le gérant du site dispose de documents relatifs aux produits utilisés sur le site et est formé quant à leur utilisation.
Article 10 : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.	Le bâtiment d'élevage sera nettoyé et désinfecté lors de chaque vide sanitaire. Les locaux seront nettoyés régulièrement pour maintenir un état de propreté nécessaire à la bonne exploitation du site. Un plan de dératisation est programmé. Des mesures sont prises pour éviter la présence d'insectes nuisibles sur le site et dans le bâtiment d'élevage.

Dispositions constructives	
Article	Conformité
<p>Article 11 :</p> <p>I. - Tous les sols des bâtiments d'élevage [...], toutes les installations d'évacuation ou de stockage des effluents sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité.</p> <p>La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des annexes est conçue pour permettre l'écoulement des effluents d'élevage vers les équipements de stockage ou de traitement. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux sols des enclos, des vérandas et des bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage. [...] Cette disposition n'est pas applicable aux enclos, aux vérandas et aux bâtiments des élevages sur litière accumulée ainsi qu'aux bâtiments de poules pondeuses en cage.</p> <p>Les aliments stockés en dehors des bâtiments [...] sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent afin de les protéger de la pluie.</p>	<p>Le sol du bâtiment d'élevage sera constitué d'une ossature primaire métallique avec un plancher en béton collaborant. Le sol du bâtiment sera donc imperméable.</p> <p>Les fientes seront pré-séchées par la ventilation dynamique et évacuées vers la fumière tous les jours. Les fientes ne produiront pas de jus, le sol n'aura donc pas besoin d'être en pente.</p> <p>Les aliments seront stockés dans deux silo situés à l'extérieur du bâtiment d'élevage. Le silo est couvert et hermétique, ce qui protège les aliments des intempéries et des nuisibles.</p> <p>Le hangar de stockage de fientes possède un sol en béton armé hermétique et sera close sur trois côtés. Les fosses sont en polyester et sont hermétiques empêchant ainsi tout écoulement d'effluents. Les canalisations des effluents seront en PVC. Il y a présence de deux fosses, une de 33m³ (30m³ utile) pour la récupération des eaux de lavages, l'autre de 6m³ pour les sanitaires, ces dernières sont enterrées et couvertes. Le sol du bâtiment où se trouvera le congélateur de stockage de cadavre est en béton étanche.</p>
<p>Article 11 :</p> <p>II. - Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p> <p>Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p> <p>Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.</p>	<p>Les fientes sont préséchées et acheminées par tapis roulant vers la fumière où elles sont stockées. La fumière est un bâtiment clos et couvert. (cf plan annexe 4).</p>

Article 11 : III. - Les tuyauteries et canalisations transportant les effluents sont convenablement entretenues et font l'objet d'une surveillance appropriée permettant de s'assurer de leur bon état.	Les eaux usées seront stockées dans une fosse toutes eaux qui sera contrôlée environ une fois par an.
Article 11 : IV. - Les dispositions du I ne s'appliquent pas aux installations existantes autorisées avant le 1er octobre 2005.	Cette disposition ne concerne pas le projet.

Article	Conformité
Article 12 : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.	Le site est équipé d'une aire d'accès conçue pour accueillir des camions. L'aire d'accès est accessible par un portail qui relie le site à la route, et dimensionné pour les véhicules poids lourds, ce qui permet un accès aisé aux engins de secours et à leur mise en œuvre (cf plan annexe 4).
Article 13 : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;	<ul style="list-style-type: none"> Le site sera équipé d'une réserve à incendie d'une capacité de 272m³, située à l'entrée de la propriété, en face du bâtiment d'élevage et accessible (calcul D9). Elle se trouve à 21 m du bâtiment d'élevage et 146 m de la fumière. 5 extincteurs seront présents sur le site. Ils feront l'objet d'un contrôle annuel. Le personnel du site est formé à l'utilisation des extincteurs et aux risques encourus. Affichage des consignes de sécurité et des numéros des services de secours près de l'entrée du bâtiment et du téléphone. Des vannes de coupure pour le gaz et l'électricité sont présents sur le plan en annexe 4

<ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation</p>	
--	--

Dispositif de prévention des accidents	
Article	Conformité
<p>Article 14 : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>	<p>Les installations électriques sont regroupées depuis un panneau électrique qui est contrôlé annuellement.</p> <p>L'intervention des professionnels est notée sur un registre, conservé et accessible sur le site. Des vannes de barrages pour le gaz et un bouton de coupure électrique sont sur le plan en annexe 4.</p>

Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	
Article	Conformité
<p>Article 15 :</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> — 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; — 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les L double paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p>	<p>Le gaz stocké sur le site est d'un volume de 3,4 t de propane, ce qui correspond à la capacité de stockage du réservoir.</p> <p>Le réservoir est étanche au gaz qu'il contient, en effet elle possède une double paroi. Le groupe électrogène qui est situé dans un local fermé et étanche, ce qui évite d'éventuelles fuites ou pollutions accidentelles de combustible. Les cuves de gaz, la citerne de fioul ainsi que les lieux de stockage de produits sont tous munis de doubles parois. Les produits tels que ceux de nettoyage sont stockés dans le local technique possédant un sol imperméable mais qui n'est pas situé sur le site.</p>

<p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p>	
---	--

Emissions dans l'eau et dans le sol	
Article	Conformité
<p>Article 16 :</p> <p>I. - Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 et suivants du code de l'environnement.</p> <p>II. - Dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux dispositions des articles R. 211-75 et R. 211-77 du code de l'environnement, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R. 211-80 à R. 211-83 du code de l'environnement sont applicables.</p>	<p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés par l'article L.212.1 et suivants du code de l'environnement conforme aux dispositions fixées par le 6eme programme d'action régional nitrates. (cf. 3.5.3.8.1 page 224)</p>
<p>Article 17</p> <p>Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation.</p> <p>Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables.</p> <p>Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p>	<p>L'alimentation en eau de l'élevage se fait par le forage du site.</p> <p>Le volume d'eau prélevé est estimé à un maximum de 15 m³/j.</p> <p>La consommation en eau est dimensionnée pour être réduite au maximum tout en correspondant aux besoins journaliers des poulettes. Elle sera contrôlée à une fréquence mensuelle pour identifier d'éventuelles fuites.</p>
<p>Article 18</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>	<p>Le volume d'eau prélevé pour l'élevage est estimé en moyenne à 15 m³ par jour, soit un volume inférieur à 100 m³ par jour. Le relevé d'eau sera réalisé de façon mensuelle et tenu sur un registre.</p> <p>Le raccordement se fera sur un forage. Le réseau sera équipé d'un dispositif anti-retour.</p>
<p>Article 19</p> <p>Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé.</p>	<p>Conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 11 septembre 2003, les pompes et les accessoires situés dans le forage seront démontés et évacués. La partie crépinée sera comblée par des matériaux inertes (sable grossier, gravier...) et bouchée par un matériau imperméable, par de</p>

	la sobranite par exemple. La partie supérieure du forage sera alors cimentée et le tubage sera comblé par des matériaux inertes au niveau du sol, recouvert avec un couvercle et fermé à clé. (cf annexe 7 et page 34 chapitre 2.10.9)
--	--

Article	Conformité
<p>Article 20</p> <p>L'élevage de porcs en plein air est implanté sur un terrain de nature à supporter les animaux en toutes saisons, maintenu en bon état et de perméabilité suffisante pour éviter la stagnation des eaux.</p> <p>Toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers.</p> <p>Les parcours des porcs élevés en plein air sont herbeux à leur mise en place, arborés et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux.</p> <p>La rotation des parcelles utilisées s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Une même parcelle n'est pas occupée plus de vingt-quatre mois en continu. Les parcelles sont remises en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée.</p> <p>Pour les animaux reproducteurs, la densité ne dépasse pas 15 animaux par hectare, les porcelets jusqu'au sevrage n'étant pas comptabilisés.</p> <p>Pour les porcs à l'engraissement, le nombre d'animaux produits par an et par hectare ne dépasse pas 90.</p> <p>Si la densité est supérieure à 60 animaux par hectare, la rotation s'effectue par parcelle selon le cycle suivant : une bande d'animaux, une culture. Les parcelles sont remises en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée qui permet de reconstituer le couvert végétal avant l'arrivée des nouveaux animaux.</p> <p>Une clôture électrique, ou tout autre système équivalent, est implantée sur la totalité du pourtour des parcelles d'élevage de façon à éviter la fuite des animaux quel que soit leur âge. Ce dispositif est maintenu en bon état de fonctionnement.</p> <p>Les aires d'abreuvement et de distribution de l'aliment sont aménagées ou déplacées aussi souvent que nécessaire afin d'éviter la formation de bourbiers.</p> <p>Les animaux disposent d'abris légers, lavables, sans courant d'air, constamment maintenus en bon état d'entretien.</p> <p>L'exploitant tient un registre d'entrée-sortie permettant de suivre l'effectif présent sur chaque parcelle.</p>	<p>Cet article ne s'applique pas au projet.</p>

Article	Conformité
<p>Article 21</p> <p>Pour l'élevage de volailles en enclos, en volières et en parcours, toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Lorsque la pente du sol est supérieure à 15 % un aménagement de rétention des écoulements potentiels de fientes, par exemple un talus, continu et perpendiculaire à la pente, est mis en place le long de la bordure aval du terrain concerné, sauf si la qualité et l'étendue du terrain herbeux est de nature à prévenir tout écoulement.</p> <p>Lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur les trottoirs sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections.</p> <p>Les parcours des volailles sont herbeux, arborés, ou cultivés, et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux.</p> <p>La rotation des terrains utilisés s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Un même terrain n'est pas occupé plus de vingt-quatre mois en continu. Les terrains sont remis en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée.</p>	<p>Cet article ne s'applique pas au projet</p>
<p>Article 22</p> <p>I. - Les points d'abreuvement des bovins au pâturage sont aménagés afin d'éviter les risques de pollution directe dans les cours d'eau.</p> <p>Les points de regroupement des animaux font l'objet d'une attention particulière afin de limiter la formation de borbier. Si nécessaire, une rotation des points de regroupement des animaux est mise en œuvre sur l'exploitation. De plus, pour les points d'affouragement, une attention particulière est portée au choix de leur emplacement afin de les localiser sur les parties les plus sèches de la prairie.</p> <p>La gestion des pâturages est organisée de façon à prévenir leur dégradation par les animaux.</p> <p>II. - Dans la mesure du possible en fonction des contraintes techniques et financières de l'exploitation de l'élevage et afin de limiter les risques de surpâturage, le temps de présence des animaux sur les surfaces de pâturage, exprimé en équivalent de journées de présence d'unités de gros bovins par hectare (UGB.JPE/ha), est calculé par l'exploitant et respecte les valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur la période estivale, le nombre d'UGB.JPE/ha est au plus égal à 650 ; - sur la période hivernale, le nombre d'UGB.JPE/ha est au plus égal à 400. 	<p>Cet article ne s'applique pas au projet.</p>

Article	Conformité
<p>Article 23</p> <p>I. - Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>II. - Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la capacité minimale de stockage, y compris sous les animaux dans les bâtiments et, le cas échéant, sur une parcelle d'épandage, permet de stocker la totalité des effluents produits pendant quatre mois au minimum. Les durées de stockage sont définies par le préfet et tiennent compte des particularités pédo-climatiques.</p> <p>Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement peuvent être stockés ou compostés sur une parcelle d'épandage à l'issue d'un stockage de deux mois sous les animaux ou sur une fumière dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'autorisation. Le stockage du compost et des fumiers respecte les distances prévues à l'article 5 et ne peut être réalisé sur des sols où l'épandage est interdit. La durée de stockage ne dépasse pas dix mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. Le stockage sur une parcelle d'épandage des fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement peut être effectué dans les mêmes conditions sans stockage préalable de deux mois sous les animaux.</p> <p>Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, lorsqu'un élevage de volailles dispose d'un procédé de séchage permettant d'obtenir de façon fiable et régulière des fientes comportant plus de 65 % de matière sèche, le stockage de ces fientes, couvertes par une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz, peut être effectué sur une parcelle d'épandage dans des conditions précisées par le préfet et figurant dans l'arrêté d'autorisation de l'élevage.</p> <p>III. - En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.</p>	<p>I</p> <p>Les eaux usées de lavage sont dirigées et stockées dans la fosse toutes eaux de 33m3 (chap 3.5.3.8.1 page 259). L'exploitant du site mettra à disposition de l'inspection de l'environnement le plan des réseaux de collecte.</p> <p>II</p> <p>Le site se situe en zone vulnérable.</p> <p>III</p> <p>Le site se trouve en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates. Dans le projet il s'agit de fientes de volailles issues d'un séchage permettant d'obtenir 65 % de MS. La normalisation NFU 42-001 (séchage sur tapis) va être utilisée. Les fientes seront contrôlées analysées régulièrement. Selon le 6ème programme d'actions de la directive nitrates des Hauts-de-France, le bâtiment de stockage des fientes des volailles doit avoir une capacité de stockage minimale de 7 mois. La fumière permettra de stocker les fientes pour une durée de plus de 7 mois. La fumière aura une capacité de 360 m3 sachant que les fientes ne seront stockées que 7 mois (soit 200 m3 occupées) pour une production de 555 t/an de fientes (chapitre 3.5.3.8.1 page 259) Voir dexel en annexe 20. S'il y a stockage au champ, la réglementation du 6^{ème} programme nitrate sera respecté (3.5.3.8.1 page 259)</p>
<p>Article 24</p> <p>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.</p>	<p>Les eaux pluviales provenant des toitures sont récupérées par un bassin d'infiltration de 115 m3 pouvant gérer une quantité de pluie vicennale. Les eaux de lavage sont récupérées par une fosse de 33m3 (30m3 utile).</p>

Article	Conformité
<p>Article 25</p> <p>Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.</p>	<p>Aucun rejet direct d'effluents, que ce soit les fientes, les eaux usées ou les eaux résiduelles, n'est réalisé vers les eaux souterraines.</p>
<p>Article 26</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux effluents aboutissant à des produits normés ou homologués.</p> <p>Tout rejet d'effluents d'élevage non traités dans les eaux superficielles douces ou marines est interdit.</p> <p>L'épandage sur des terres agricoles des effluents d'élevage, bruts ou traités, est soumis à la production d'un plan d'épandage, dans les conditions prévues aux articles 27-1 à 27-5.</p> <p>Les effluents bruts d'élevage peuvent notamment être traités :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans une station de traitement dans les conditions prévues à l'article 28 ; - par compostage dans les conditions prévues à l'article 29 ; - sur un site spécialisé dans les conditions prévues à l'article 30 ; - pour les effluents peu chargés par une filière de gestion validée dans le cadre du programme de maîtrise des pollutions d'origine agricole (PMPOA). 	<p>Les fientes sont normalisées. Deux plans d'épandage vont être mis en place : un plan pour les effluents liquides (eaux de lavage) et un autre de secours pour les fientes en cas de problèmes de normalisation. Ces différents plans d'épandage sont détaillés page 259 chapitre 3.5.3.8.1. En période d'interdiction d'épandage, les eaux de lavages seront retirées par un vidangeur agréé. Le dimensionnement du plan d'épandage n'étant pas assez important, les fientes non normées en surplus (81 t) seront envoyées en centre de traitement ou méthaniseur. Le plan d'épandage de secours est donc dimensionné pour la quantité épandable sur le SAU/SPE.</p>
<p>Article 27-1</p> <p>Les effluents d'élevage bruts ou traités peuvent être épandus afin d'être soumis à une épuration naturelle par le sol et d'être valorisés par le couvert végétal.</p> <p>Les quantités épandues d'effluents d'élevage bruts ou traités sont adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols et aux cultures sans excéder leurs besoins et leurs capacités exportatrices compte tenu des apports de toute nature qu'ils peuvent recevoir par ailleurs.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, la dose d'azote épandue est déterminée conformément aux règles définies par les programmes d'actions nitrates en matière notamment d'équilibre prévisionnel de la fertilisation azotée.</p> <p>Les quantités épandues et les périodes d'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement sont adaptées de manière à prévenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la stagnation prolongée sur les sols ; - le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage ; - une percolation rapide vers les nappes souterraines. 	<p>Le site se situant en zone vulnérable aux nitrates, les fientes sèches à plus de 65% de MS sont épandues conformément aux dispositions du 6eme programme d'actions de la directive nitrates des Hauts-de-France. L'épandage se fait seulement pendant les périodes autorisées. Le plan d'épandage de secours et de la fosse se trouve au chapitre 3.5.3.8.1 page 259. La méthode aptisole est utilisée pour ce plan.</p>
<p>Article 27-2</p> <p>a) Le plan d'épandage répond à trois objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identifier les surfaces épandables exploitées en propre ou mises à disposition par des tiers ; - identifier par nature et par quantité maximale les effluents d'élevage à épandre, qu'ils soient bruts, y compris ceux épandus par les animaux eux-mêmes, ou traités ; - calculer le dimensionnement des surfaces nécessaires à l'épandage, y compris par les animaux eux-mêmes, de ces effluents ; 	<p>a)</p> <p>Le plan d'épandage de secours est constitué d'une surface épandable de 71,52 ha pour les fientes. La SPE du plan d'épandage des eaux de lavage est de 66,48 ha Les effluents qui seront épandus sont des fientes séchées à plus de 65% de matières sèches.</p>

<p>b) Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d'épandage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités d'effluents d'élevage bruts ou traités à épandre en fonction des effluents produits, traités, exportés et reçus sur l'exploitation ; - l'aptitude à l'épandage des terres destinées à recevoir les effluents d'élevage bruts ou traités. L'aptitude des sols est déterminée selon une méthode simplifiée approuvée par le ministre en charge de l'écologie ; - les assolements, les successions culturales, les rendements moyens ; - les périodes d'épandage habituelles des effluents d'élevage bruts et traités, le cas échéant, sur les cultures et les prairies ; - les contraintes environnementales prévues par les documents de planification existants ; - les zones d'exclusion mentionnées à l'article 27-3 ; <p>c) Composition du plan d'épandage :</p> <p>Le plan d'épandage est constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une carte à une échelle comprise entre 1/12 500 et 1/5 000 permettant de localiser les surfaces d'épandage et les éléments environnants, notamment les noms des communes et les limites communales, les cours d'eau et habitations des tiers. Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer ainsi que les zones exclues à l'épandage selon les règles définies à l'article 27-3 ; - lorsque des terres sont mises à disposition par des tiers, des conventions (ou dans le cas de projets, les engagements) d'épandage sont conclues entre l'exploitant et le prêteur de terres. Les conventions d'épandage comprennent l'identification des surfaces concernées, les quantités et les types d'effluents d'élevage concernés, la durée de la mise à disposition des terres et les éléments nécessaires à la vérification par le pétitionnaire du bon dimensionnement des surfaces prêtées ; - d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, l'aptitude à l'épandage, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et le nom de la commune ; - des éléments à prendre en compte pour la réalisation de l'épandage mentionnés au point b, à l'exception des zones d'exclusion déjà mentionnées sur la carte ; - du calcul de dimensionnement du plan d'épandage selon les modalités définies à l'article 27-4 ; <p>L'ensemble des éléments constituant le plan d'épandage est tenu à jour et à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées ;</p> <p>d) Mise à jour du plan d'épandage :</p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p>	<p>b)</p> <p>La production de fientes est estimée à près de 555 tonnes par an.</p> <p>La pression azotée est de 179 kgN/ha, ce qui est supérieur au seuil de 170 kgN/ha. L'excédent de 81t de fiente sera envoyé en méthaniseur ou centre de traitement. Selon les besoins des cultures seulement 474 t peuvent être épandues soit 153 kgN/ha. Les fientes sont normalisées puis vendues, en cas de non normalisation, le plan d'épandage sera effectif et l'excédent de 81 t non gérable en envoyé en centre de traitement ou méthaniseur. Le plan d'épandage est effectué sur le seuil de 153 kgN/ha et donc sur la quantité épandable de 474 t déterminé selon les besoins des cultures.</p> <p>L'aptitude des parcelles du plan d'épandage a été faite avec la méthode aptisole. Les parcelles du plan d'épandage disposent d'une bonne aptitude. Seules les îlots 2 et 3 se situe en zone potentiellement humide et inondable.</p> <p>c)</p> <p>Le plan d'épandage est présenté en annexe 10. Il est conforme à l'arrêté du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
--	---

<p>Lorsque les surfaces ont déjà fait l'objet d'un plan d'épandage d'une installation classée autorisée ou enregistrée, et si les conditions sont similaires notamment au regard de la nature des effluents entre le nouveau plan d'épandage et l'ancien, la transmission de l'aptitude des terres à l'épandage peut être remplacée par les références de l'acte réglementaire précisant le plan d'épandage antérieur dont elles sont issues.</p>	
<p>Article 27-3</p> <p>a) Généralités :</p> <p>L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - sur sol non cultivé ; - sur toutes les légumineuses sauf exceptions prévues par le deuxième paragraphe du c du 1 du III de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé ; - sur les terrains en forte pente sauf s'il est mis en place un dispositif prévenant tout risque d'écoulement et de ruissellement vers les cours d'eau ; - sur les sols pris en masse par le gel (exception faite pour les fumiers ou les composts) ; - sur les sols enneigés ; - sur les sols inondés ou détrempés ; - pendant les périodes de fortes pluviosités ; - par aéro-asperion sauf pour les eaux issues du traitement des effluents d'élevage. L'épandage par asperion est pratiqué au moyen de dispositifs ne produisant pas d'aérosol. <p>b) Distances à respecter vis-à-vis des tiers :</p> <p>Les distances minimales entre d'une part les parcelles d'épandage des effluents d'élevage bruts ou traités et, d'autre part, toute habitation ou local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées dans le tableau suivant :</p> <p>Fientes à plus de 65 % de matière sèche : distance minimale d'épandage 50 mètres : En cas d'injection directe dans le sol, la distance minimale est ramenée à 15 mètres.</p> <p>Pour un épandage avec un dispositif de buse palette ou de rampe à palettes ou à buses, cette distance est portée à 100 mètres.</p> <p>c) Distances vis-à-vis des autres éléments de l'environnement :</p> <p>L'épandage des effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement est interdit à moins de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers et à 35 mètres dans le cas des points de prélèvement en eaux souterraines (puits, forages et sources) ; - 200 mètres des lieux de baignade déclarés et des plages, à l'exception des piscines privées, sauf pour les composts élaborés conformément à l'article 29 qui peuvent être épandus jusqu'à 50 mètres ; - 500 mètres en amont des zones conchylicoles, sauf dérogation liée à la topographie, à la circulation des eaux et prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation ; - 35 mètres des berges des cours d'eau ; cette limite est réduite à 10 mètres si une bande végétalisée de 10 mètres ne recevant aucun intrant, à l'exception de ceux épandus par les animaux eux-mêmes, est implantée de façon permanente en bordure des cours d'eau. Dans le cas des cours d'eau alimentant une pisciculture, à l'exclusion des étangs empoisonnés où l'élevage est extensif sans nourrissage ou avec 	<p>Les parcelles du plan d'épandage sont des sols cultivés, conformes aux dispositions du 6eme programme d'actions de la directive nitrates des Hauts-de-France.</p> <p>Les parcelles, respectent les distances d'interdiction d'épandage du 6eme programme d'actions de la directive nitrates (tiers, cours d'eau, forage, zone conchycole, ...) (3.5.3.8.1 page 259). Des exclusions réglementaires sont déterminées sur les îlots 1, 2, 3, 8 et 15 du plan d'épandage.</p>

apport de nourriture exceptionnel, la distance est portée à 50 mètres des berges du cours d'eau sur un linéaire d'un kilomètre le long des cours d'eau en amont de la pisciculture.	
---	--

Article	Conformité
<p>Article 27-4</p> <p>La superficie du plan d'épandage est réputée suffisante lorsque la quantité d'azote épandable issue des animaux de l'installation et destinée à être épandue mécaniquement ou par les animaux eux-mêmes n'excède pas les capacités d'exportation en azote des cultures et des prairies exploitées en propre et/ou mises à disposition. La superficie est calculée sur la base des informations figurant dans les conventions d'épandage compte tenu des quantités d'azote épandable produites ou reçues par ailleurs par le prêteur de terres.</p> <p>Les modalités de calcul du dimensionnement du plan d'épandage figurent à la page 260 de ce présent dossier.</p>	<p>La superficie du plan d'épandage est de 74,51ha de SAU. La quantité de fientes produites est de 555 tonnes par an.</p> <p>La pression azotée est de 179 kgN/ha mais de 153 kgN/ha après ajustement du volume à épandre de 474 t/an.</p>
<p>Article 27-5</p> <p>Les épandages sur terres nues sont suivis d'un enfouissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans les vingt-quatre heures pour les fumiers de bovins et porcins compacts non susceptibles d'écoulement, après un stockage d'au minimum deux mois, ou pour les matières issues de leur traitement ; - dans les douze heures pour les autres effluents d'élevage ou les matières issues de leur traitement. <p>Cette obligation d'enfouissement ne s'applique pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux composts élaborés conformément à l'article 29 ; - lors de l'épandage de fumiers compacts non susceptibles d'écoulement sur sols pris en masse par le gel. 	<p>Les fientes sont enfouies dans un délai inférieur à 12 heures sur les terres nues. Les eaux de lavage seront, elles aussi, enfouies sous 12h.</p>
<p>Article 28</p> <p>Le présent article s'applique aux installations comportant une station, ou des équipements, de traitement des effluents d'élevage.</p> <p>Avant le démarrage des installations de traitement, l'exploitant et son personnel sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. La conduite des installations de traitement est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue en la matière.</p> <p>Les équipements de traitement et/ou de prétraitement et d'aéro-aspiration sont correctement entretenus.</p> <p>L'installation dispose de moyens de contrôle et de surveillance à chaque étape du processus de traitement des effluents d'élevage permettant de mesurer les quantités traitées quels que soient les types d'effluents.</p> <p>Pour prévenir les risques en cas de panne ponctuelle de l'installation de traitement des effluents d'élevage, l'installation dispose de capacités de stockage suffisantes pour stocker la totalité des effluents le temps nécessaire à la remise en fonctionnement correcte de l'installation.</p> <p>Tout équipement de traitement et d'aéroaspiration est équipé d'un dispositif d'alerte en cas de dysfonctionnement. L'arrêt prolongé du fonctionnement de l'installation de traitement est notifié à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, et les solutions alternatives de traitement mises en œuvre sont mentionnées.</p> <p>Les boues et autres produits issus du traitement des effluents peuvent être épandus sur des terres agricoles en respectant les dispositions des articles 27-1 à 27-5.</p> <p>Pour prévenir les pollutions accidentelles, l'exploitant est tenu :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de mettre en place des dispositifs (par exemple talus ou regards de collecte) permettant de contenir ou collecter temporairement toute 	<p>Le site n'est pas équipé d'un système de traitement des effluents, mais seulement d'un système de préséchage des fientes par la ventilation dynamique.</p>

<p>fuite accidentelle issue des différents équipements de traitement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'installer aux différentes étapes du processus de traitement des dispositifs d'alerte en cas de dysfonctionnement ; cette disposition n'est pas applicable aux installations existantes ; - de mettre en place des dispositifs d'arrêt automatique sur le système d'aéroaspersion ou de ferti-irrigation de l'effluent épuré (par exemple en cas de baisse anormale de pression interne du circuit ou d'arrêt anormal du déplacement du dispositif d'aspersion) ; cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2018). <p>Ces dispositifs sont maintenus en bon état de fonctionnement.</p>	
<p>Article 29</p> <p>Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée, - la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines. <p>Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondantes sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.</p>	<p>Cet article ne s'applique pas au projet.</p>
<p>Article 30</p> <p>Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.</p>	<p>Les fientes ne sont pas traitées. Les modalités de livraison des fientes vendues sont enregistrées dans un registre qui est mis à disposition sur le site, incluant la date de livraison et la quantité de fientes vendue.</p>

Emissions dans l'air	
Article	Conformité
<p>Article 31</p> <p>I. - Les bâtiments sont correctement ventilés.</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.</p> <p>En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ; - dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées. <p>I. - Gestion des odeurs.</p> <p>L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes</p>	<p>Le bâtiment d'élevage sera ventilé en permanence à partir d'un système de ventilation dynamique, ce qui permet le renouvellement constant de l'air du poulailler.</p> <p>Le bâtiment sera clos et les poulettes ne sortiront pas à l'extérieur. Ces dispositions permettent d'éviter toute nuisance olfactive envers le voisinage liée à l'émission d'odeurs, de gaz ou de poussières.</p> <p>Concernant les zones extérieures de l'exploitation, l'aire de stationnement est en dur, ce qui évite l'accumulation de poussières au niveau des roues des véhicules.</p> <p>L'aire de stationnement de l'élevage est maintenue dans un bon état de propreté.</p> <p>Les nuisances odorantes sont limitées en raison du stockage des fientes sèches à plus de 65% de MS dans la fumière qui est close sur trois côtés et couverte. Le bâtiment d'élevage étant fermé, aucune nuisance liée à l'élevage avicole ne sera ressentie depuis l'extérieur du bâtiment.</p>

Bruit	
Article	Conformité
<p>Article 32</p> <p>Les dispositions de l'arrêté du 20 août 1985 susvisé sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes :</p> <p>1. Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne compromet pas la santé ou la sécurité du voisinage et ne constitue pas une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son émergence, définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement, reste inférieure aux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour la période allant de 6 heures à 22 heures : - pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux. <p>2. L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en tout point de l'intérieur des habitations ou locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ; - le cas échéant, en tout point des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes habitations ou locaux. <p>Des mesures techniques adaptées peuvent être imposées pour parvenir au respect des valeurs maximales d'urgence.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier et autres matériels qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (ils répondent aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 susvisé).</p> <p>L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.</p>	<p>Le tiers le plus proche de l'élevage se situe à une distance de 700 mètres. Le site est suffisamment éloigné pour éviter toute nuisance sonore vis-à-vis des habitations tierces. De plus, la mise en place de haies végétales et la configuration close du bâtiment d'élevage permettent d'atténuer voire d'éviter toute émission sonore aux abords du site, à l'extérieur des bâtiments.</p> <p>Les véhicules intervenants et leur usage sur le site sont conformes aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 susvisé (3.5.3.2 page 232).</p>

Déchets et sous-produits animaux	
Article	Conformité
<p>Article 33</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ; - trier, recycler, valoriser ses déchets ; - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles. 	<p>Les déchets sont triés, recyclés et ramassés dans les meilleures conditions possibles.</p> <p>Les déchets banals sont stockés dans un local à déchets situé dans le bâtiment de conditionnement.</p> <p>Les cadavres de volailles sont conservés dans un congélateur et les déchets vétérinaires dans une boîte en plastique conservée dans le local technique (3.5.3.8 page 252).</p>
<p>Article 34</p> <p>Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.</p> <p>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>	<p>Les emballages de produits utilisés dans l'exploitation sont stockés dans le local à déchets situé dans le bâtiment de conditionnement et prévu à cet effet, avant d'être ramassés par la coopérative agricole d'Albert.</p> <p>Les déchets vétérinaires sont stockés dans des boîtes en plastique fermées et conservées dans le local technique en attendant d'être récupérés par le vétérinaire.</p> <p>Les cadavres sont stockés dans un congélateur à température négative, clos, étanche et prévu à cet effet, puis ramassé par la société Atemax. Le congélateur se situe dans le local à électrogène.</p>
<p>Article 35</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.</p> <p>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.</p> <p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.</p> <p>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p>	<p>Les déchets banals sont ramassés par la coopérative agricole d'Albert.</p> <p>Les animaux morts sont ramassés au moins une fois par mois par le service d'équarrissage Atemax.</p> <p>Les déchets vétérinaires sont récupérés par le vétérinaire de l'élevage.</p>

Autosurveillance	
Article	Conformité
<p>Article 36</p> <p>Pour les élevages porcins et de volailles, un registre des parcours est tenu à jour.</p> <p>Pour les élevages bovins, lorsque l'exploitant a choisi de suivre les recommandations du II de l'article 22, il s'organise pour leur suivi.</p>	<p>Cet article ne s'applique pas au projet</p>
<p>Article 37</p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les superficies effectivement épandues ; 2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article 27-2 et les surfaces effectivement épandues est assurée ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; 8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe). <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>	<p>Un cahier d'épandage est tenu par le gérant de l'élevage. Chaque épandage, incluant la date de l'épandage, la nature des cultures, la quantité de fientes épandues et le mode d'épandage, est consciencieusement notée sur le registre. Le cahier d'épandage recensera aussi la surface des parcelles réceptrices et le volume des fientes épandues et la quantité d'azote qu'elles contiennent.</p> <p>Ce registre est mis à la disposition de la personne en charge de l'inspection des installations classées pour l'environnement.</p> <p>L'épandage s'effectuera sur les parcelles du plan d'épandage.</p>

Article	Conformité
<p>Article 38</p> <p>Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 28.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas d'un traitement aérobique d'effluents d'élevage liquides, le descriptif de l'installation de traitement, tenu à jour ; - le cahier d'exploitation tenu à jour, dans lequel sont reportés les volumes et tonnages de matières et effluents entrants et sortants à chaque étape du processus de traitement ; - les bilans matière annuels relatifs à l'azote et au phosphore. <p>Le préfet définit la fréquence et les modalités techniques de prélèvement et d'analyse.</p> <p>L'ensemble de ces éléments est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>	<p>Cet article ne s'applique pas au projet.</p>
<p>Article 39</p> <p>Le présent article s'applique aux installations visées à l'article 29.</p> <p>L'élévation de la température des andains est surveillée par des prises de température hebdomadaires, en plusieurs endroits en prenant la précaution de mesurer le milieu de l'andain.</p> <p>Les résultats des prises de températures sont consignés sur un cahier d'enregistrement où sont indiqués, pour chaque site de compostage, la nature des produits compostés, les dates de début et de fin de compostage ainsi que celles de retournement des andains et l'aspect macroscopique du produit final (couleur, odeur, texture).</p>	<p>Cet article ne s'applique pas au projet.</p>
<p>Article 40</p> <p>Pour l'application du présent chapitre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les installations autorisées après la parution des conclusions MTD sont les installations pour lesquelles une autorisation au titre de la rubrique 3660 est délivrée après le 21 février 2017 (date de publication au Journal officiel de l'Union européenne de la décision établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs), y compris les installations faisant l'objet d'une autorisation pour une modification substantielle nécessitant le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ; - les installations autorisées avant la parution des conclusions MTD sont les autres installations classées soumises à autorisation au titre de la rubrique 3660 ; - les niveaux d'émission sont les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles pour les émissions atmosphériques telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées. Pour les poulets de chair d'une masse finale supérieure à 2,5 kg, ces niveaux d'émission sont fixés par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement ; - les meilleures techniques disponibles sont celles figurant dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées, ainsi que toute autre technique d'efficacité équivalente reconnue par le ministère en charge de l'environnement par avis publié au Bulletin officiel du ministère en charge de l'environnement. 	<p>Le projet fait l'objet d'une autorisation au titre de la rubrique 3660 après le 21 février 2017. Les MTD choisies font parties des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles.</p>

<p>Article 41</p> <p>L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.</p>	<p>Les MTD choisies et leurs justifications se trouvent au chapitre 8. Les dispositions de surveillance seront bien mises en œuvre par l'exploitant. Ces dispositions sont décrites au chapitre 8.</p>
<p>Article 42</p> <p>I. L'exploitant d'une installation autorisée avant la parution des conclusions MTD transmet le dossier de réexamen prévu à l'article R. 515-71 du code de l'environnement au plus tard :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le 21 avril 2018 pour les installations dont le numéro de SIRET se termine par un chiffre impair ; - le 21 février 2019 pour les autres installations. <p>A cette fin, l'exploitant renseigne les informations nécessaires sur le site de téléservice (http://www.elevage-ied.developpement-durable.gouv.fr/) mis en ligne par le ministère en charge de l'environnement. L'exploitant choisit sur ce site de téléservice les meilleures techniques disponibles qu'il s'engage à mettre en œuvre. Lorsque cela est nécessaire, il précise et justifie ces techniques.</p> <p>II. Au plus tard le 21 février 2021, l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles sur lesquelles il s'est engagé.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. »</p>	<p>Cet article ne s'applique pas au projet.</p>
<p>Article 43</p> <p>Par dérogation aux articles 41 et 42, l'exploitant peut solliciter une dérogation permettant de fixer des valeurs limites d'émission qui excèdent les niveaux d'émission.</p> <p>Cette demande est formulée et instruite dans les formes prévues au I de l'article L. 515-29 du code de l'environnement et dans les dispositions réglementaires prises pour son application.</p> <p>Si la dérogation sollicitée a été acceptée par le préfet à l'issue de la procédure, pour l'application de l'article 41 et du II de l'article 42 au périmètre couvert par le champ de la dérogation accordée, l'exploitant met en œuvre les prescriptions, respecte les valeurs limites fixées et délais prévus par arrêté préfectoral.</p>	<p>Cet article ne s'applique pas au projet.</p>
<p>Article 44</p> <p>Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 et R. 515-75 du code de l'environnement lorsqu'une installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à</p>	<p>Après l'arrêt du site, la mise en sécurité du site se fera par l'évacuation et l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site, l'interdiction d'accès au site et la</p>

<p>l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site compatible avec un usage agricole, sauf lorsque l'arrêté préfectoral en dispose autrement.</p>	<p>suppression des installations et des produits à risque d'incendie et/ou d'explosion. Les détails de l'opération se trouvent au chapitre 402.10.11 page 40</p>
<p>Article 45 L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.</p>	<p>L'exploitant s'engage à déclarer les émissions atmosphériques d'ammoniac sur le site internet.</p>

2.11 Compatibilité avec le PLU d'Albert

Le projet se trouve dans la zone A du PLU. La zone regroupe les espaces naturels de plateau à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique et économique des terres agricoles.

Le projet fait partie des occupations du sol autorisées mais soumises à des conditions particulières. En effet, il s'agit d'une installation classée ; liées à l'exploitation agricole, leur aménagement ou leur extension.

Article	Projet
Conditions de desserte par les voies publiques ou privées et d'accès aux voies ouvertes au public	Le site est relié par un chemin à la départementale 938. L'accès fait 6m de largeur côté ouest du site reliant le projet avec la départementale 938. Cet accès est déjà existant et n'impactera pas l'environnement. Cet accès est stabilisé pour permettre le passage de véhicule lourd et les véhicules de secours. Cet accès ne sera jamais encombré. Voir localisation accès sur plan en annexe 4. La fumière possède le même accès.
Réseaux publics et assainissement	Le site est alimenté en eau par un forage. Les eaux usées des sanitaires sont récupérées par une fosse de 6 m ³ récupérant. Les eaux de lavage sont récupérées par une fosse de 33m ³ (30 m ³ utile). Les eaux de pluie non souillées de la cour sont infiltrées à la parcelle avec une cour gravillonnée. Les eaux de toitures sont récupérées par des gouttières et sont ensuite dirigées vers le bassin d'infiltration. Les autres réseaux sont enterrés et conforme aux normes prescrites. Les eaux des sanitaires seront récupérées par un système d'assainissement non collectif (fosse) conforme à la réglementation.
Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Le projet sera en retrait de 500m de la départementale la plus proche, 11 mètres de la voie d'accès au site et 450 m de la rocade d'Albert. Le cours d'eau la plus proche est à 600m. La fumière est en retrait de 406m de la départementale la plus proche, 10,5 m de la voie d'accès et 490m de la rocade.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	Les bâtiments seront implantés en limite séparative du projet. Le bâtiment sera à 5,9 m des limites de propriété. La fumière est implantée à 6,8m à l'intérieur des limites de propriété.
Hauteur maximale des constructions	La hauteur maximale du projet est 5,39 m au faîtage. La hauteur faîtage de la fumière est de 7,5m.
Aspect extérieur des constructions, aménagements de leurs abords et prise en compte de la loi paysage	Pas de bâtiments voisins. Matériaux avec teinte grise (structure métallique). Façade teintée. Couverture en tôle (noir). Clôture de haies vives.

	Toitures à deux pentes (angle de 15°). Zone empierrée stabilisée pouvant servir de stationnement. La fumière est de teinte crème avec couverture en tôle (gris), avec une toiture à deux pentes avec une pente de 30 °
Obligations imposées aux constructeurs en matière d'espaces libres, d'aires de jeu et de loisirs et de plantations	Les haies seront composées d'essences de thuya. Elle est située côté accès du projet (vu d'Albert). Il n'y a pas de tiers proches.

3. Etude d'impact

3.1 Résumé non technique

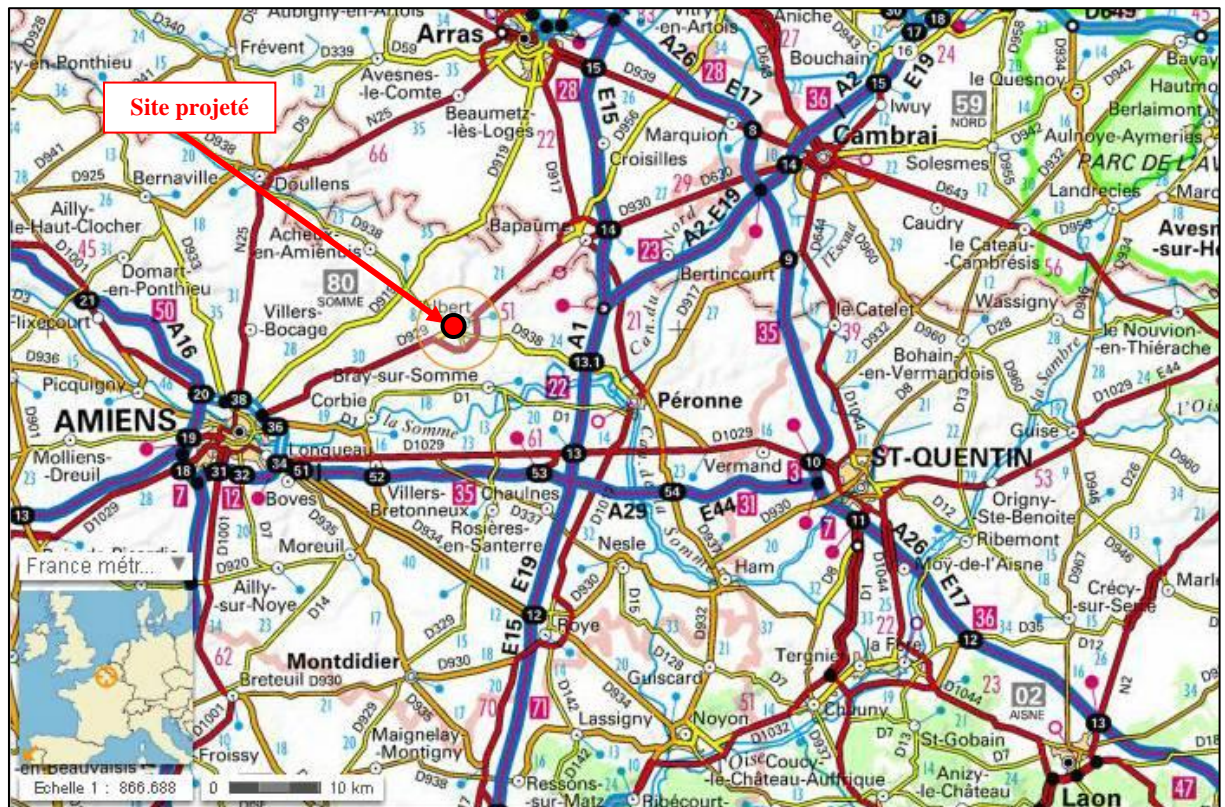
3.1.1 Localisation du projet

Il est rappelé ci-dessous la localisation du projet afin de bien comprendre les éléments fournis sur l'analyse de l'état initial du site et du plan d'épandage de secours (ainsi que des eaux de lavage).

3.1.1.1 Localisation départementale

Les cartes et photographies aériennes permettent de restituer le site dans sa localisation géographique départementale.





3.1.1.2 Localisation du site

Le nouveau site d'exploitation se situera sur la commune d'Albert, au Nord-Est du département de la Somme.

Le site sera équipé d'un bâtiment d'élevage avicole pouvant accueillir jusqu'à 65 000 poulettes. Le site sera équipé d'une aire d'accessibilité au site, d'une réserve à incendie, de deux silos à grains, d'un local technique, d'un local à groupe électrogène et d'une fumière préexistante.

La vue aérienne suivante, au 1/15000, permet d'avoir une vue d'ensemble des abords immédiats du site principal de l'exploitation.

Le site du projet sera implanté est située à 1,5 km à l'est du centre-ville d'Albert et à 29 km à vol d'oiseau au nord-est d'Amiens.

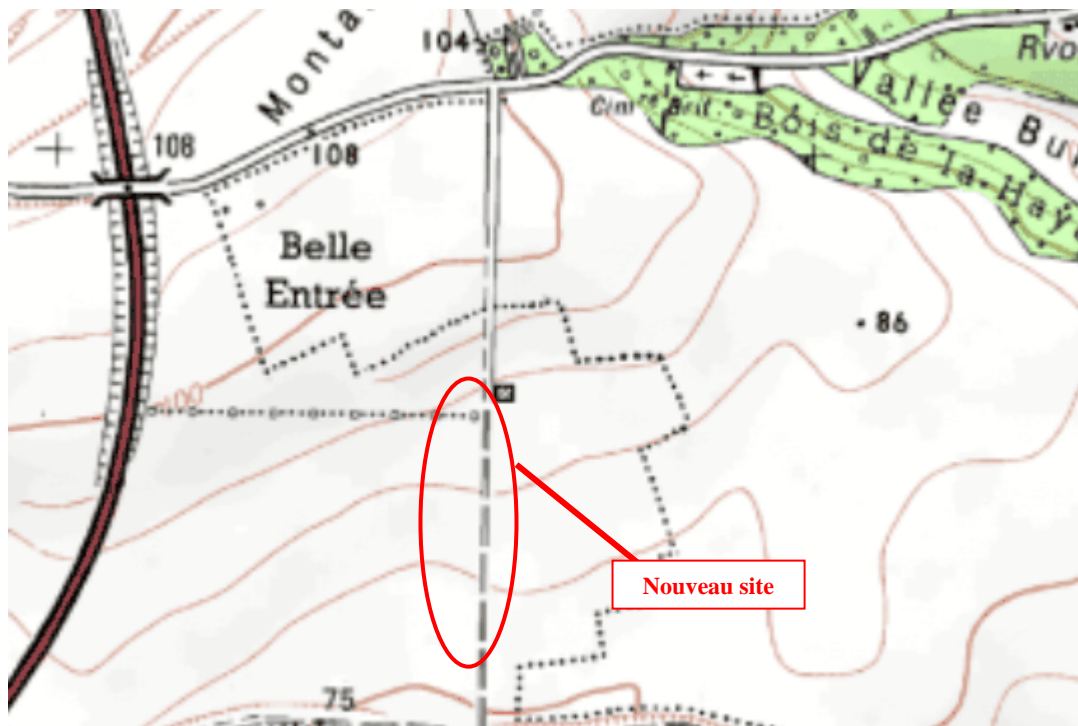
Ce secteur fait partie de l'arrondissement d'Amiens et du canton de Péronne (41 communes) et d'Amiens (26 communes).

Les habitants d'Albert étaient au nombre de 10 064 au recensement de 2014. La superficie est de 13,8 km². Albert porte le code Insee 80016 et est associée au code postal 80300. Cette commune se situe géographiquement à une altitude de 57 mètres environ.

Il s'agit d'un secteur constitué d'une zone urbanisée et d'un secteur en périphérie de la commune dominé par l'agriculture (cultures et élevage), ponctué par des espaces naturels peu étendus mais nombreux (bois, haies, friches) au niveau duquel ne sont présentées que peu d'activités industrielles particulièrement importantes.

Le site d'implantation :

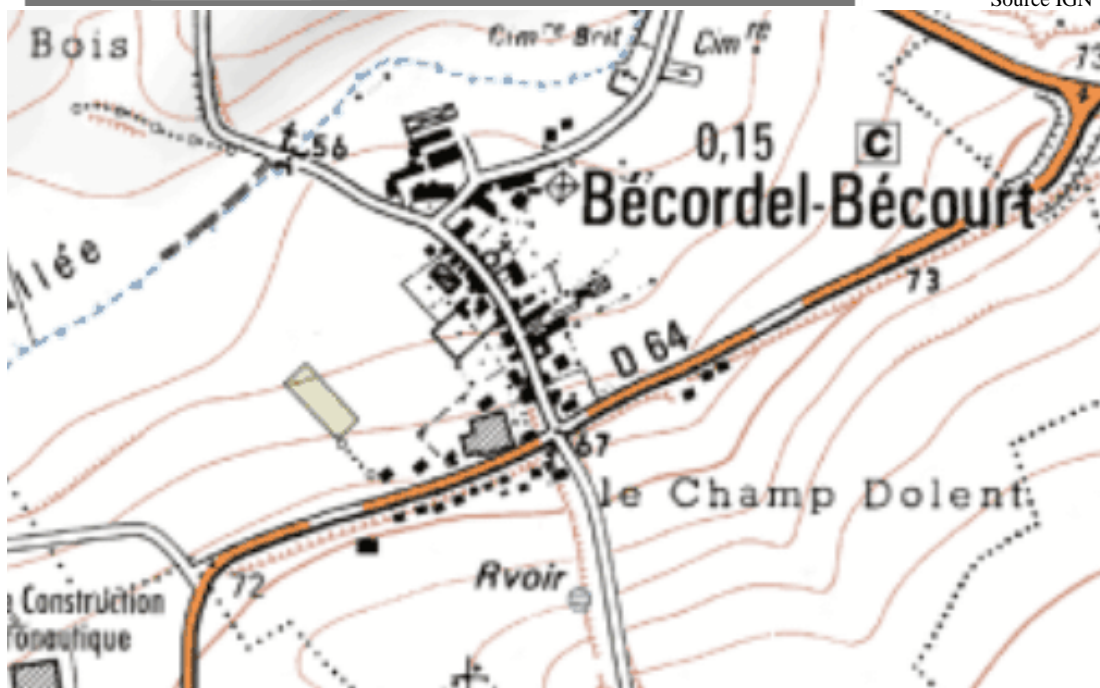




Echelle : 1 / 10 000

0.4 KM

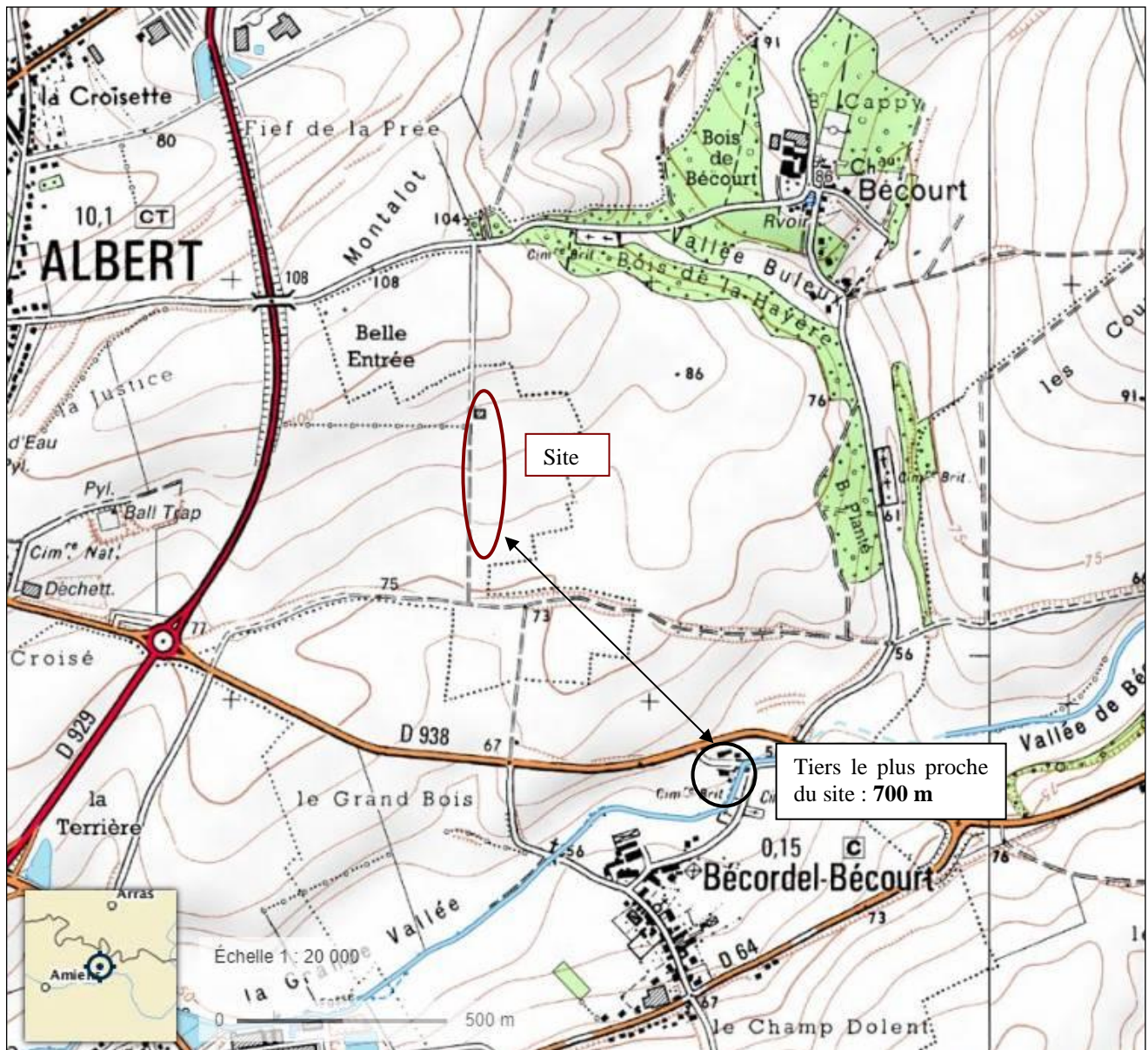
Source IGN





Le site est distant de 700 mètres des tiers les plus proches.

Distance du site vis-à-vis des tiers :

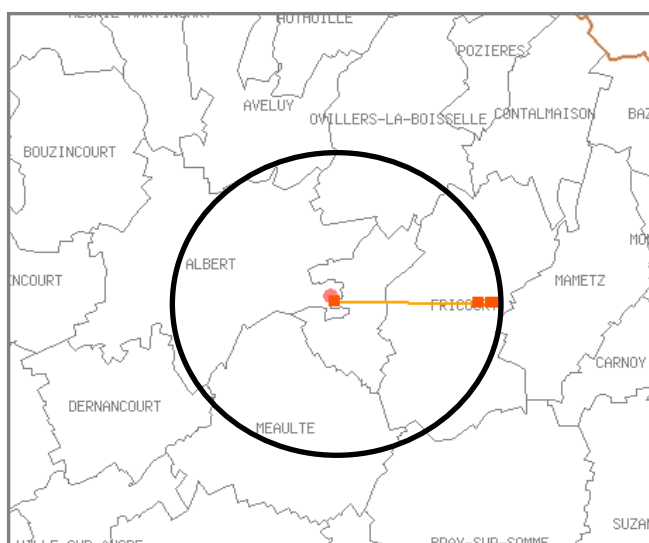


3.1.1.3 Les communes concernées par le projet :

Le site et annexes du site sont situés sur la commune d'Albert.

Les communes dont au moins une partie du territoire est comprise dans le rayon de trois kilomètres autour du site et annexes du site sont :

- ✓ Albert
- ✓ Aveluy
- ✓ Bécordel-Bécourt
- ✓ Bray-sur-Somme
- ✓ Dernancourt
- ✓ Fricourt
- ✓ Meaulte
- ✓ Oivillers-la-Boiselle



Les communes concernées par le plan d'épandage de secours et des fosses sont :

- Ginchy
- Bécordel-Bécourt
- Montauban-de-Picardie
- Fricourt
- Méaulte

Une 6ème commune est concerné « Albert » car l'îlot 1 du plan d'épandage est à cheval sur la commune de Bécordel-Bécourt et la commune d'Albert, mais la majorité de sa surface se trouve sur la commune de Bécordel-Bécourt ainsi, elle est référencée comme étant sur Bécordel-Bécourt.

Localisation cadastrale :

Le site sur lequel le nouveau poulailler sera réalisé se situe à Albert sur les parcelles ZH38 et ZH49. Les caractéristiques de l'implantation du nouveau poulailler sont présentées dans le tableau suivant.

Département	Commune	Section	Numéros	Surface
SOMME	ALBERT	ZH	38	0,55 ha

3.1.2 Caractéristiques du projet

3.1.2.1 Le bâtiment d'élevage :

Le bâtiment aura les caractéristiques suivantes :

- Longueur : 108,20 m
- Largeur : 15,20 m
- Hauteur à l'égout de toiture : 3,47 m
- Hauteur faîtage : 5,39 m
- 1 SAS techniques de : 9,20 m x 10,10 m
- Surface couverte et close : 1 738 m²

Structure métallique, sur fondations béton armé.

- Elévation : Panneaux sandwichs de 50 m/m d'épaisseur – Teinte IVOIRE / RAL 1015,
- Habillage des angles : Teinte VERT RESEDA / RAL 6011
- Couverture Tôles fibro sans amiante – Teinte noire asphalte
- Menuiseries Portails et portes en PVC

Le travail est mécanisé et le personnel peu nombreux.

Le bâtiment est composé d'un niveau.

La ventilation sera dynamique :

- Entrée d'air transversale par des trappes linéaires de part et d'autre du poulailler et sur 2 niveaux. :
- L'extraction d'air vicié se fait par les turbines situées en pignons.
- Ventilation des fientes dès leur production pour les sécher avec évacuation vers le hangar de stockage.

Matériaux de construction :

- La charpente est métallique, sur fondations béton armé,
 - Poteaux de charpente IPE 300 m/m,
 - Arbalétriers 270 m/m
 - Pannes intermédiaires en bois traité.
- Les fermes ne sont pas apparentes,
- Le plafond est isolant et suit la pente de toiture – Epaisseur 40 m/m – PIR – Classement au feu : D s2-do – Masse volumique : 30 Kg/m³.
- Les parois verticales sont en panneaux sandwichs de 50 m/m d'épaisseur – 2 faces tôles laquées – Classement au feu : B s2-do.
- Plancher intermédiaire : ossature primaire métallique avec un plancher béton collaborant.

Accès aux poulaillers :

- Pour des raisons sanitaires, les poulaillers ne sont accessibles que par le personnel du site d'élevage. Le temps de présence est de courte durée.
- Portes de 1.00 m de largeur,

3.1.2.2 Hangar stockage fientes :

La fumière est un bâtiment couvert et clos sur trois côtés, conçu sur charpente métallique. Il s'agit du hangar de stockage des fientes où elles termineront leur phase de séchage, après avoir subi une étape de préséchage. L'autorisation d'exploitation de la fumière est présente en annexe 3.

Description :

- Longueur : 18 m
- Largeur : 10 m
- Hauteur faîtage : 7,50 m
- Stockage : 360m³

Structure métallique, sur fondations béton armé :

- Elévations Mur béton banché sur 2.00 ml de hauteur, puis bardage vertical simple peau – Teinte BEIGE CEZANNE / RAL 1015
- Habillage des angles : Teinte VERT RESEDA / RAL 6011
- Couverture Tôles fibro sans amiante.
- Portail coulissant en bac acier – Idem bardage / RAL 1015.

La fumière est déjà implantée et sera en bout du bâtiment d'élevage

Elle recevra les fientes des volailles par un tapis sur convoyeur mécanique qui fonctionnera 1 heure par jour – 7 jours/7.

Les fientes qui arriveront dans le hangar seront préalablement préséchées par le système de ventilation dynamique qui dirigera de l'air chaud ambiant sur les fientes. Ce dispositif permettra de prétendre à la qualité de fiente normée NFU 42-001. Dès leur production, les fientes seront mises sur un tapis ventilé avec de l'air pour les sécher. Le tapis les acheminera ensuite vers un poste de relèvement pour évacuer et stocker les fientes dans le hangar, autrement dit la fumière.

L'avantage de ce dispositif sera essentiellement l'absence d'odeur et de fermentation, permettant la production d'un produit stable et commercialisable à destination des agriculteurs comme engrais, notamment en substitution des engrais minéraux issus des énergies fossiles (gaz et pétrole)

3.1.2.3 Local groupe électrogène :

Le fait que le bâtiment soit en ventilation dynamique rend obligatoire la présence d'un groupe électrogène de 550 Kva avec une cuve fuel de 1 500 litres. Ce groupe ne servant qu'en cas de panne EDF, sera placé dans un local technique spécifique :

Surface couverte et close : 16,0 m²

Le congélateur dans lequel les cadavres seront stockés à température négatives se trouve à l'intérieur du local du groupe à électrogène.

3.1.2.4 Local eau :

Un local technique spécifique pour l'alimentation en eau sera présent sur le site au niveau du SAS.

3.1.2.5 Fosses toutes eaux :

Le site sera équipé de deux fosses toutes eau dont la capacité prévue sera de 6m³ pour l'une et 33 m³ pour l'autre, mais pourra être revue à la hausse si besoin. La fosse de 33m³ est destinée à recueillir les eaux résiduaires issues du lavage, du nettoyage et de la désinfection de l'aire d'élevage. La seconde fosse est destinée à la réception des eaux du vestiaire.

3.1.2.6 Silos

Silos d'aliment :

- Nombre : 2 de 25 tonnes chacun
- En polyester
- Caractéristiques : 30 m³
- Teinte : RAL 1015
- Hauteur : 6 m

Deux silos de stockage en polyester et disposant d'une capacité de 30 m³ seront présents sur le site. Ils seront situés au sud de la parcelle du côté du chemin de remembrement et en bordure de la façade sud du bâtiment d'élevage.

3.1.2.7 Bassin d'infiltration

Un bassin d'infiltration de 115 m³ sera présent au nord du site, il sera de 10 m sur 8 m avec une profondeur de 2m, les pentes étant de 30 %. Il permettra de récupérer les eaux pluviales du bâtiment et de la fumière en cas de vicennale 24 h.

3.1.2.8 Exigences en matière de terres lors de la phase d'opération :

L'ensemble des bâtiments va générer de la surface étanche estimée ci-dessous :

➤ Bâtiment d'élevage :	1 645 m ²
➤ Fumière :	180 m ²
➤ Locaux groupe électrogène :	16 m ²
➤ Accès :	172 m ²
➤ Surface totale :	2 013 m²

Le projet sera sur environ 8000 m² comprenant les réseaux, les silos, locaux, bassin d'infiltration.

3.1.2.9 Exigences en matière de terres lors de la phase de construction

Lors des travaux, les engins de chantier ne dépasseront pas l'emprise du projet soit environ 8 000 m². En termes de déblai, il y aura 2 300 m³ de terre réutilisé ensuite pour mettre à niveau le point bas du site. Le surplus s'il y a sera repris par une société agréée.

3.1.2.10 Le forage

Le forage alimentant les poulettes en eau est situé au sud de la parcelle ZH49 de l'exploitation. La ressource souterraine susceptible de satisfaire les besoins en eau de l'exploitation est le réservoir de la Craie de la Moyenne Vallée de la Somme du Sénonien. Il n'est pas encore réalisé.

Les caractéristiques du forage sont les suivantes :

Usage	Elevage
Débit horaire souhaité	5 m ³ /h
Nombre de forage	1
Prélèvement annuel maximal	4 000 m ³
Profondeur	60 mètres

L'implantation du forage est le suivant :

Département	Somme
Commune	Albert
Lieu-dit	Fief de la Pré vers Bécourt
Références cadastrales	Section ZH Parcelle 49
Coordonnées WGS 84	Latitude : 49° 59' 46.5'' N
	Longitude : 002° 40' 45.9'' E
Coordonnées kilométriques Lambert 93	X : 676,993
	Y : 6 988,685
Altitude	Altitude : + 74 m

Coupe géologique prévisionnelle du forage :

- 0 à 2 mètres : colluvions
- 2 à 45 mètres : Craie blanche du Sénonien

Coupe technique prévisionnelle du forage :

- Forage au rotary en diamètre 254 mm, depuis la surface jusqu'à 60 mètres de profondeur
- Forage en tubes PVC de qualité alimentaire, filetés à la mi-masse, sans tulipe, de diamètre 126/140 mm.

Protection du réservoir contre les eaux de surface :

- La protection verticale du réservoir est assurée par une cimentation étanche sous pression de l'espace annulaire jusqu'au niveau statique.
- La tête de forage dépassera hors-sol sur une hauteur de 50cm et sera complétée par une margelle de béton de 3m² et de 30cm de hauteur.

- Le forage sera fermé par un capot étanche, coiffant et cadenassé lorsqu'il n'est pas équipé de son groupe de pompage.

Aucun ouvrage n'étant recensé dans la zone d'étude, ni dans la zone d'influence du projet.
Aucun impact sur d'autres captage ne résultera de son exploitation.

3.1.2.11 Phase de construction du projet

Il y aura différents engins de chantier sur le site lors de la construction.

Une pelleteuse permettra le déblai des terres au niveau du point haut du site (sur 2 m de profondeur) avant la remise à niveau du point bas (sur 2 m de hauteur) en réutilisant la terre extraite. Il y aura également des chargeuses. Un compacteur permettra la mise à niveau.

Une fois le site à niveau, la construction du bâtiment pourra commencer. Plusieurs engins à part les camions de transports permettront le déroulement des travaux comme une bétonnière, petite grue, et autres.

3.1.2.12 Produits chimiques :

Le site est dédié à une activité agricole qui utilise des produits chimiques pour le nettoyage et la désinfection du matériel. Ces produits sont des produits autorisés pour ce type d'activité. Les produits sont stockés avec des capacités de rétentions conformes aux prescriptions des ICPE mais ne sont pas stockés sur le site.

3.1.2.13 Combustibles

Les produits combustibles présents sur le site sont du gaz qui est stocké dans la cuve à gaz et du fioul destiné au fonctionnement du groupe électrogène avec double paroi

3.1.2.14 Gestion des déchets :

L'activité génère des déchets banals, organiques et vétérinaires.

L'élimination des déchets banals s'effectue par la Coopérative agricole d'Albert

Les déchets organiques sont éliminés par la société Atemax Progor Bouvard Cailleau Saviat 62 Bapaume.

Les déchets vétérinaires sont éliminés par le vétérinaire de l'élevage.

3.1.2.15 Hygiène et sanitaire

Les locaux sont aérés et ventilés par un système de ventilation dynamique, limitant la condensation, les odeurs et les risques de contamination. La bonne aération des locaux permet aussi de maintenir un air de bonne qualité dans l'aire d'élevage, préservant ainsi la santé des animaux et des personnes intervenant sur le site.

Les locaux sont entretenus en permanence dans un état constant de propreté et de fonctionnalité.

Le bon état sanitaire du poulailler est assuré par :

- Le pré séchage et l'évacuation quotidienne des fientes vers la fumière ;

- Le ramassage des cadavres ;
- Le nettoyage et la désinfection de l'aire d'élevage ;
- La mise en place de coupelles de récupération des gouttes d'eau ;
- L'inspection visuelle régulière ;
- L'alimentation contrôlée ;
- Les poulettes seront vaccinées ;
- Maintien en bonne santé ;
- Lutte contre les nuisibles ;
- Le registre sanitaire ;
- Mesures d'accès au poulailler.

3.1.2.16 Sécurité

Une analyse des risques sera réalisée et inscrite dans le Document Unique.

Les intervenants du site disposent d'une tenue de travail appropriée (combinaison), des gants et des bottes de sécurité. Des équipements de protection adaptés aux tâches à effectuer sont disponibles dans le local technique (surbottes, combinaison...).

Les postes de travail sont situés en ateliers de plein pied ce qui facilite les évacuations.

3.1.2.17 Généralités

L'exploitation est une structure dédiée à la production de poulettes et à l'exploitation de terres agricoles. Le site renferme une activité d'élevage de poulettes.

Les caractéristiques du site sont résumées dans le tableau suivant :

Atelier	Capacité totale ou volume des activités du projet	Unité
Poulettes	65 000	Animaux équivalents
Dépôt bois, papier, carton, ou combustibles analogues - paille	100	m ³ pour paille et foin
Stockage céréales + Concentrés	68	m ³
Liquide inflammable : Gasoil	1,32	t
Installation de distribution de liquide inflammable : Gasoil	2	m ³ /h
Combustion d'un groupe d'électrogène	0,55	MW
ATELIER mécanique	35	m ²
Stockage en réservoirs	3,4	t

manufacturés de gaz inflammable		
Engrais, amendements et supports de culture	1,52	T/jours

Le bâtiment d'élevage des poulettes de l'exploitation pourra accueillir 65 000 poulettes.

Reproduction :

Le site ne constitue pas un lieu de reproduction. Les poussins sont transportés par camion sur l'exploitation.

Alimentation :

- De 0 à 4^{ème} semaine : poulette démarrage
- De 5^{ème} à 8^{ème} semaines : poulette 1^{er} âge
- De 9^{ème} à 15^{ème} semaines : poulette 2^{ème} âge
- De 16^{ème} à fin : poulette adaptation.

3.1.2.18 Production du site

Le site est constitué d'un élevage de poulettes. Cette activité génère des déchets organiques. Les effluents issus de l'exploitation des poulettes sont recueillis quotidiennement, séchés puis stockés dans une fumière.

3.1.2.18.1 Moyens pour l'épandage des fientes :

L'épandage des fientes se fera avec un épandeur vertical mais cela sera optionnel car les fientes seront séchées, normalisées selon la norme NFU 42-001 et commercialisées.

L'épandage respectera les exigences des zones vulnérables et les doses seront adaptées aux besoins des cultures pour éviter tout excès et préserver ainsi la qualité des nappes phréatiques.

3.1.2.18.2 Collecte et devenir des fientes :

Les fientes des poulettes seront récupérées sur un tapis roulant. Deux turbines capteront l'air chaud dégagé par les animaux. Cet air sera ensuite insufflé sur les fientes au travers de gaines perforées disposées sur la volière au niveau des tapis à fiente. Ce séchage permettra d'amener les fientes à 85% de matière sèche et d'obtenir un effluent stable sans écoulement. Le produit sera de fait un produit normé NFU 42-0001.

Après séchage les fientes seront collectées vers l'arrière du poulailler 1 fois par jour puis seront dirigées au moyen de tapis roulant vers la fumière pour y être stockées. La dimension de la fumière permet de stocker aisément les fientes produites au cours de six mois d'élevage. L'exploitant du site projette de commercialiser les fientes normalisées comme engrais organique auprès d'agriculteurs voisins.

La production de fiente sera de 555 tonnes par an.

Le gérant du site prévoit la création d'un plan d'épandage de secours dans le cas où les fientes ne présenteraient pas les caractéristiques nécessaires à leur commercialisation.

3.1.3 *Estimation des quantités de déchets*

En phase de construction :

En termes de terres, il y a 4 m de dénivelé entre le point haut et le point bas du site. Ainsi, pour remettre à niveau le terrain pour mettre en place le bâtiment, au niveau du point haut il y aura 2m de déblai sur environ 46 m x 25 m environ soit 2300 m³ de terre. Ces terres seront utilisées pour remblayer les 2 m de différence du point bas. Ainsi, il n'y aura quasiment pas de sorti de terre en phase de construction. Les terres en surplus seront évacuées par une entreprise agréée.

Pour les déchets plastiques d'emballages de matériaux, ils seront repris par la société réalisant les travaux. Il est estimé environ 3m³/an.

En phase de fonctionnement :

Estimation des déchets banaux cartons :

Sac d'aliments, déchets de conditionnement : 0,2 m³/an.

Déchets plastiques :

Bidons de produits d'hygiène, déchets de conditionnement : 1 m³/an.

Déchets vétérinaires :

Matériel Coupant, tranchant + flacon vides de médicaments : 0,1 m³/an.

Déchets organiques :

Pour ce qui est des animaux morts sur l'exploitation, ceux-ci peuvent avoir plusieurs origines comme les accidents d'élevage ou un stress lors des arrivées sur site. Ces mortalités restent heureusement exceptionnelles : 8 poulettes par jour.

Eaux lavage :

37,2 m³/an

Fientes :

555 t/an

3.1.4 Etat initial de l'environnement

3.1.4.1 Patrimoine naturel

Le site n'est localisé dans aucune zone naturelle ou zone de protection. La ZNIEFF la plus proche est situé à 2,4km du site et le site Natura 2000 le plus proche à 8 km. Les îlots pour l'épandage de secours ne se trouvent pas sur un site Natura 2000 mais certains se trouvent dans la zone d'une ZNIEFF.

3.1.4.2 Sites et paysage

La commune d'Albert est située dans les paysages du Grand Amiénois. Ces paysages sont essentiellement agricoles, avec 80 % de surfaces cultivées, et une disparition des forêts et prairies.

Les sites inscrits et classés sont localisés à plus de 20 km du site.

3.1.4.3 Milieu humain

Le site est localisé à 2 km du centre de Albert. Il est entouré de champs cultivés majoritairement. Le tiers le plus proche se trouve à 600 mètres à l'Ouest du bâtiment d'élevage.

Le site se trouve entre la départementale 938 (680 m au Sud) et Rue d'Albert (400 m au Nord), la d929 passe à 500 m à l'Ouest, le site est desservi par un chemin goudronné qui permette l'accès aux véhicules, ce chemin est peu fréquenté. L'autoroute A1 passe à 14 km à l'Est du site.

Sur la commune, plusieurs autres exploitations sont soumises à autorisation. A Méaulte (1,5 km), à Albert, 3 autorisations (3,1 km, 3 km et 2,6 km). Une à déclaration à 1,9 km.

3.1.4.4 Milieu physique

D'un point de vue climatique, la station météorologique la plus proche (Albert) permet de définir le climat. Les vents dominants sont de secteurs Sud-ouest.

Le site repose sur un sous-sol de colluvions. La nappe phréatique captée est celle de la craie de la moyenne Vallée de la Somme. Il n'y a pas de périmètre de protection de captage proche du site.

Le cours d'eau le plus proche de l'exploitation se trouve à 600 m d'un ruisseau temporaire, affluent de l'Ancre. Certains îlots de l'épandage de secours se situent dans une zone à dominante humide et le site se trouve dans un PPRi (inondation). Le site d'élevage et les parcelles du plan d'épandage de secours sont situés en Zone vulnérable au sens de la directive Nitrates.

Concernant la qualité de l'air, le site est localisé dans une zone où les émissions d'ammoniac sont moyennes.

3.1.5 *Effets de l'installation sur l'environnement*

3.1.5.1 Impacts sur le milieu naturel

L'impact sur la faune et la flore est limité, du fait de la distance avec les zones ZNIEFF et Natura 2000 et de la présence de voies de communication entre l'exploitation et les zones naturelles.

Le nouveau bâtiment est de plus prévue sur une parcelle de culture n'ayant donc pas un intérêt floristique et n'étant pas un habitat de prédilection pour les espèces protégées.

De plus, aucune réserve, corridors écologique ou réserve de biodiversité n'est présent proche du site. Les îlots d'épandage sont en zone vulnérable nitrates et donc réglementairement raisonnée. L'impact sur la partie zone humide de l'épandage sera donc faible.

3.1.5.2 Impacts sur les eaux et les sols

Consommation d'eau :

La source d'approvisionnement en eau du site est l'eau prélevée par le forage dont le dossier de déclaration est présent en annexe. Un débit de 5 m³/h et une profondeur de 60 mètres sont les caractéristiques de l'ouvrage. Un clapet anti-retour et une vanne présente dans le local eau évitent les risques de pollution des nappes.

La quantité d'eau nécessaire au site d'élevage est estimée à environ 3625 m³/an.

L'impact de l'activité du site sur la consommation en eau est faible, du fait des mesures mises en place pour limiter la consommation d'eau et pour vérifier les quantités consommées.

Rejet aqueux :

Les rejets aqueux sont les rejets liés au nettoyage du site ainsi que les eaux pluviales.

Les eaux pluviales de voirie du site sont infiltrées à la parcelle à l'aide d'un bassin d'infiltration. Les eaux de nettoyage du bâtiment d'élevage seront recueillies dans la fosse prévue avant d'être vidangées par un vidangeur agréé ou épandues sur les terres de Mr. Villain selon la période.

Impacts potentiels sur la qualité des sols et des eaux souterraines et superficielles :

Les différents stockages réalisés sur l'exploitation (effluents, fuel, gaz) sont susceptibles de provoquer une pollution des sols et des eaux en cas de fuite des réservoirs. Des dispositions sont prises pour limiter ces risques. Une mauvaise gestion des épandages (notamment sur les îlots situés à proximité/dans zone à dominante humide ou inondable) favorise le ruissellement de surface des éléments polluants, lequel alimente les eaux superficielles, puis les nappes souterraines.

3.1.5.3 Impacts liés aux rejets atmosphériques

Caractéristiques des émissions atmosphériques :

Le site émettra des polluants atmosphériques réglementés (NH₃, poussières fines...) ainsi que des gaz à Effet de Serre (GES) : CO₂, méthane et protoxyde d'azote.

Ces émissions proviennent notamment de la respiration des animaux, du stockage et de l'épandage éventuel des effluents, de l'utilisation d'électricité.

Les émissions d'ammoniac seront de 3 462 kg/an. Les niveaux d'émission associés au MTD seront respectés.

La production de poussières sera de 7 883 kg/an sur l'élevage.

Odeurs :

Le bâtiment de l'exploitation, les animaux, le stockage et l'épandage des effluents sont susceptibles d'émettre des odeurs. Des MTD sont réalisées pour limiter leurs incidences et leurs émissions.

3.1.5.4 Impacts liés aux nuisances acoustiques

Emissions de bruit sur le site :

Les émissions de bruit sur le site proviendront :

- Des animaux ;
- Du fonctionnement du bâtiment (ventilation, gestion des effluents...) ;
- De la rotation des camions et engins agricoles (livraisons...).

Une étude acoustique a été réalisée sur le site du futur élevage, en limite de propriété du site et au niveau du tiers le plus proche. Cette étude a démontré que le site respectera la réglementation en termes d'émissions acoustiques.

Vibrations :

Les vibrations susceptibles de nuire aux tiers proviendront des transports et de la phase chantier du projet.

3.1.5.5 Production de déchets

Les déchets produits seront tous stockés de manière à préserver la qualité des sols et des eaux. Ils sont collectés par les filières de ramassage grées pour chaque type de déchets.

Les substances dangereuses, telles que les composés radioactifs, toxiques, persistants ou bioaccumulables, ne sont pas utilisés, ni stockés dans ce type d'installation.

L'impact du site sur la production de déchets est négligeable puisque maîtrisé.

3.1.5.6 Consommations énergétiques

La consommation en eau est raisonnée selon les MTD et sera suivie, de même que la consommation en électricité. La consommation en gaz pour le chauffage sera également suivie. Des MTD seront mises en place pour limiter et surveiller la consommation.

3.1.5.7 Impacts sur la santé

Les procédures de nettoyage du bâtiment, la désinfection des équipements, les moyens de lutte contre les nuisibles et les mesures de réduction des émissions atmosphériques limitent fortement les risques pour la santé des tiers et des personnes circulant aux abords du bâtiment.

L'évaluation du risque sanitaire a démontré que le projet était acceptable par rapport aux risques sanitaires pour la population.

3.1.6 *Mesures envisagées pour prévenir, protéger et compenser les impacts sur l'environnement*

3.1.6.1 Mesures de protection du milieu naturel et des paysages

Afin de limiter les impacts du site sur la faune, la flore et le paysage, une série de mesures sera prise :

- Le site est implanté en dehors de toute zone naturelle répertoriée
- Le site sera construit à côté d'une fumière déjà existante afin de limiter l'impact des travaux
- Une haie sera implantée pour limiter l'impact visuel
- Les ouvrages de stockage sont et seront étanches et correctement dimensionnés
- Les animaux sont élevés dans des bâtiments fermés, sans parcours extérieur
- Les fientes d'élevage sont stockées dans la fumière pour être normalisés et vendus limitant l'impact atmosphérique. Un plan d'épandage de secours est prévu.

3.1.6.2 Mesures pour limiter l'impact sur les eaux et les sols

Consommation d'eau :

Des MTD visant à diminuer la consommation d'eau sont appliquées :

- Le nettoyage du bâtiment sera effectué à l'aide d'un nettoyeur haute pression ;
- Un compteur d'eau sera relevé mensuellement ;
- Le dispositif d'alimentation et de distribution de l'eau évite le gaspillage (soucoupe de récupération).

Rejets aqueux (conformité à la doctrine régionale) :

Les eaux pluviales issues des toitures vont le bassin d'infiltration. Les eaux de voiries sont directement infiltrées à la parcelle sur le site d'exploitation. Les eaux de voiries ne sont pas polluées ou très peu. En effet, seulement quelques camions circuleront sur le site et assez rarement. L'impact des eaux pluviales de voiries est donc très infime.

Mesures pour limiter l'impact sur la qualité des sols et des eaux :

Pour éviter un impact éventuel sur le sol et les eaux souterraines, la fumière est couverte avec un sol en béton et pente pour éviter l'arrivée d'écoulement sur le sol extérieur. Le bas des murs du bâtiment seront étanches.

La cuve de fuel sera dans un local fermé et étanche afin d'éviter les fuites dans le milieu naturel.

Les fientes seront normalisées et revendus et donc non épandues. Un plan d'épandage de secours existe en cas de problèmes dans la normalisation des fientes. Cet épandage se limitera aux terres du plan d'épandage.

3.1.6.3 Mesures liées aux rejets atmosphériques

Afin d'éviter les nuisances olfactives et de limiter les rejets dans l'air, l'exploitant applique les mesures suivantes :

- Des mesures de réduction de la consommation d'énergie permettent de diminuer les rejets de gaz à effet de serre ;
- La ventilation du bâtiment d'élevage est suffisante et adaptée (bonne circulation de l'air et ventilateurs en toiture) ;
- Le bâtiment d'élevage et les équipements sont nettoyés à chaque vide sanitaire ;
- La teneur en azote des fientes est diminuée par l'alimentation multiphase, réduisant les émissions d'ammoniac ;
- Le stockage des animaux morts s'effectue dans un congélateur en attendant l'équarrisseur ;
- Lors de l'épandage (secours), les fientes seront enfouies sous 12 h.

Des règles d'hygiène sont mises en place au sein de l'exploitation et respectées, afin de limiter l'émission de poussières (vecteur d'odeurs) et d'odeurs.

3.1.6.4 Mesures pour limiter les émissions de bruit et les vibrations

Les bâtiments seront bien isolés et leur ventilation sera correctement dimensionnée, afin que les ventilateurs ne tournent pas à pleine puissance.

Les animaux sont élevés dans des bâtiments fermés et tout est fait pour que les opérations de chargement/déchargement s'opèrent dans le calme. Les équipements sont utilisés par Mr. Villain qui est expérimenté.

Les voies de circulation destinées aux livraisons sont stabilisées, limitant ainsi le phénomène de vibrations. La construction du site sera réduite dans le temps.

3.1.7 *Gestion des effluents d'élevage*

Sur le site, 13 325 kg d'azote organique seront produits par les poulettes chaque année, pour un total de 555 t de fientes, dilués par 37,2 m³/an d'eaux de lavage.

Les fientes seront normalisées et avant d'être vendues. Les eaux de lavage seront épandues en période d'épandage ou vidangées hors période d'épandage lors des opérations de nettoyage. Un plan d'épandage de secours pour les fientes est prévu en cas de problème lors de la normalisation des fientes. Le plan d'épandage dispose d'une superficie de 74,51 ha de SAU appartenant à Mr. Villain. La superficie ne sera

pas suffisante, il est donc prévu également d'envoyer le surplus (81t) en centre de traitement agréé ou en méthanisation. Le plan d'épandage se fait sur la quantité épandable soit 474 t/an de fientes donc 11 376 kg d'azote + 781 kg des eaux de lavage.

Les fientes ne seront pas épandues le week-end, ni les jours fériés.

3.2 Description du projet

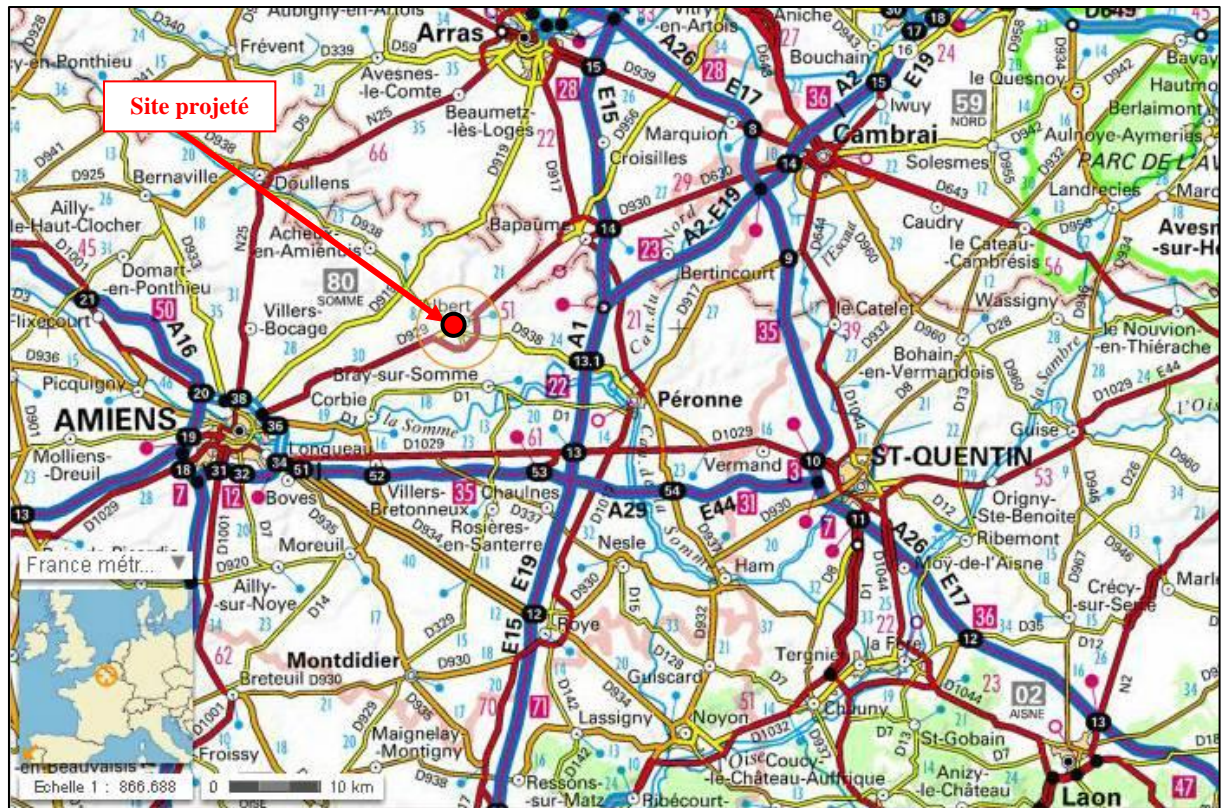
3.2.1 Localisation du projet

Il est rappelé ci-dessous la localisation du projet afin de bien comprendre les éléments fournis sur l'analyse de l'état initial du site et du plan d'épandage de secours (ainsi que des eaux de lavage).

3.2.1.1 Localisation départementale

Les cartes et photographies aériennes permettent de restituer le site dans sa localisation géographique départementale.





3.2.1.2 Localisation du site

Le nouveau site d'exploitation se situera sur la commune d'Albert, au Nord-Est du département de la Somme.

Le site sera équipé d'un bâtiment d'élevage avicole pouvant accueillir jusqu'à 65 000 poulettes. Le site sera équipé d'une aire d'accessibilité au site, d'une réserve à incendie, de deux silos à grains, d'un local technique, d'un local à groupe électrogène et d'une fumière préexistante.

La vue aérienne suivante, au 1/15000, permet d'avoir une vue d'ensemble des abords immédiats du site principal de l'exploitation.

Le site du projet sera implanté est située à 1,5 km à l'est du centre-ville d'Albert et à 29 km à vol d'oiseau au nord-est d'Amiens.

Ce secteur fait partie de l'arrondissement d'Amiens et du canton de Péronne (41 communes) et d'Amiens (26 communes).

Les habitants d'Albert étaient au nombre de 10 064 au recensement de 2014. La superficie est de 13,8 km². Albert porte le code Insee 80016 et est associée au code postal 80300. Cette commune se situe géographiquement à une altitude de 57 mètres environ.

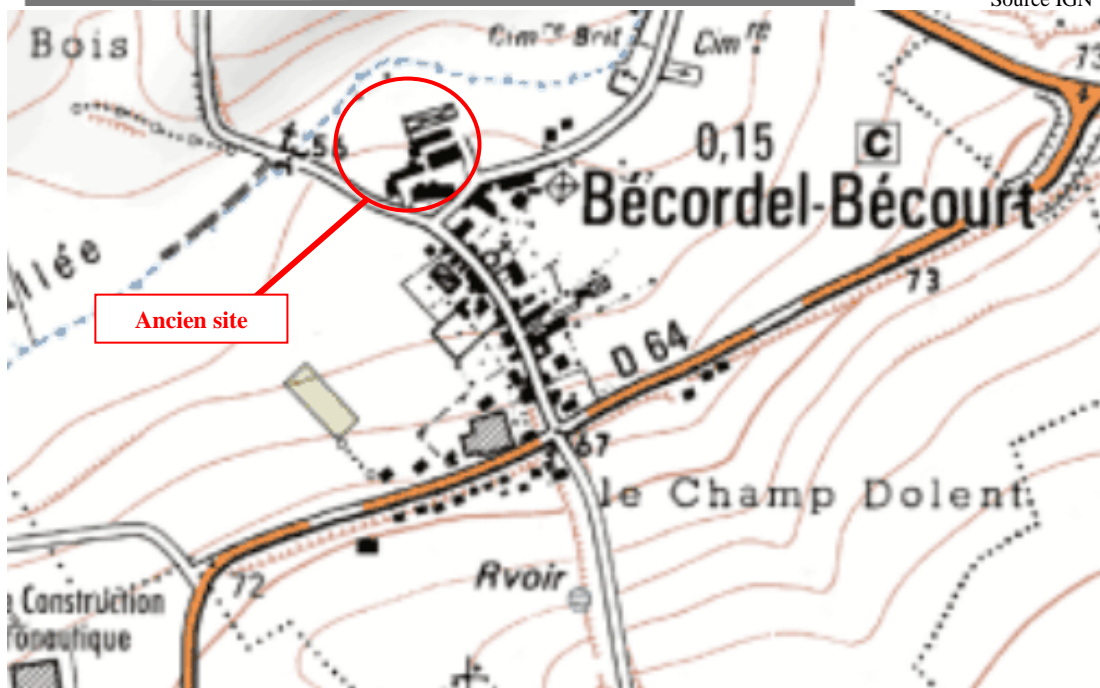
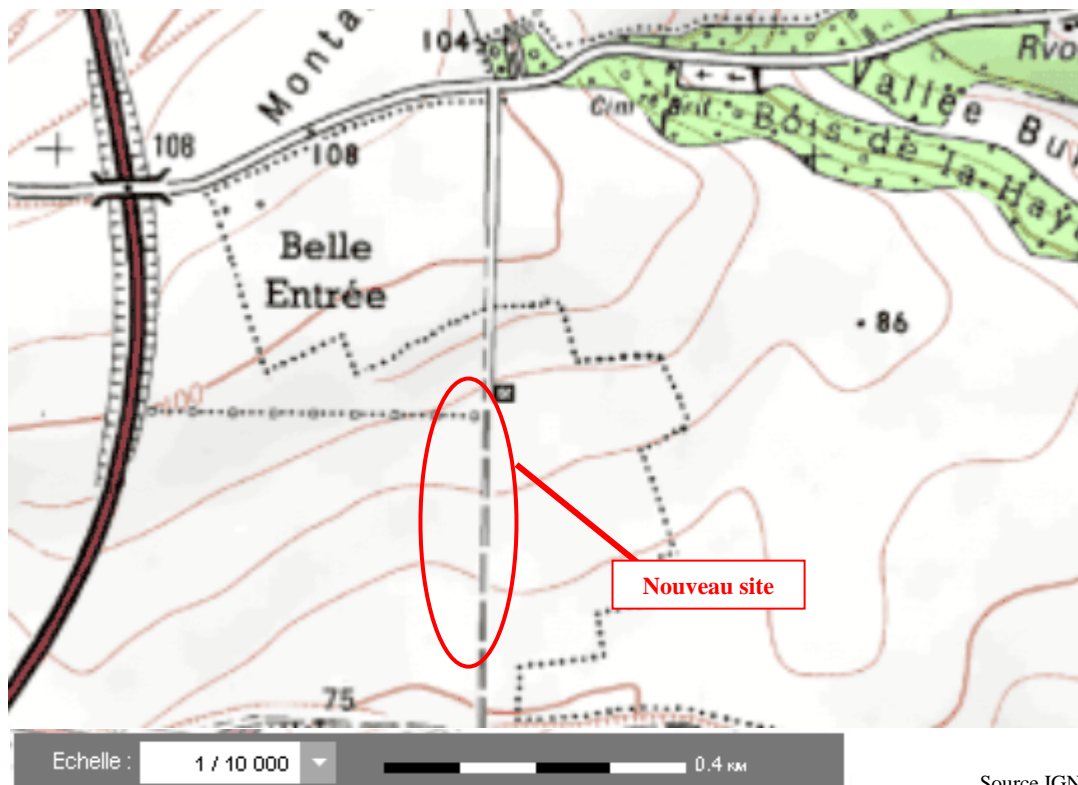
Il s'agit d'un secteur constitué d'une zone urbanisée et d'un secteur en périphérie de la commune dominé par l'agriculture (cultures et élevage), ponctué par des espaces naturels peu étendus mais nombreux (bois, haies, friches) au niveau duquel ne sont présentées que peu d'activités industrielles particulièrement importantes.

La commune dispose d'un plan local d'urbanisme (PLU).

La commune dispose d'Etablissement Recevant du Public (9 écoles, 3 collèges, 2 lycées et 1 gare). En revanche, aucun de ces établissements ne se situe dans le rayon de 100m autour du projet. Il n'y a aucun bâtiment 300m autour du projet également.

Le site d'implantation :

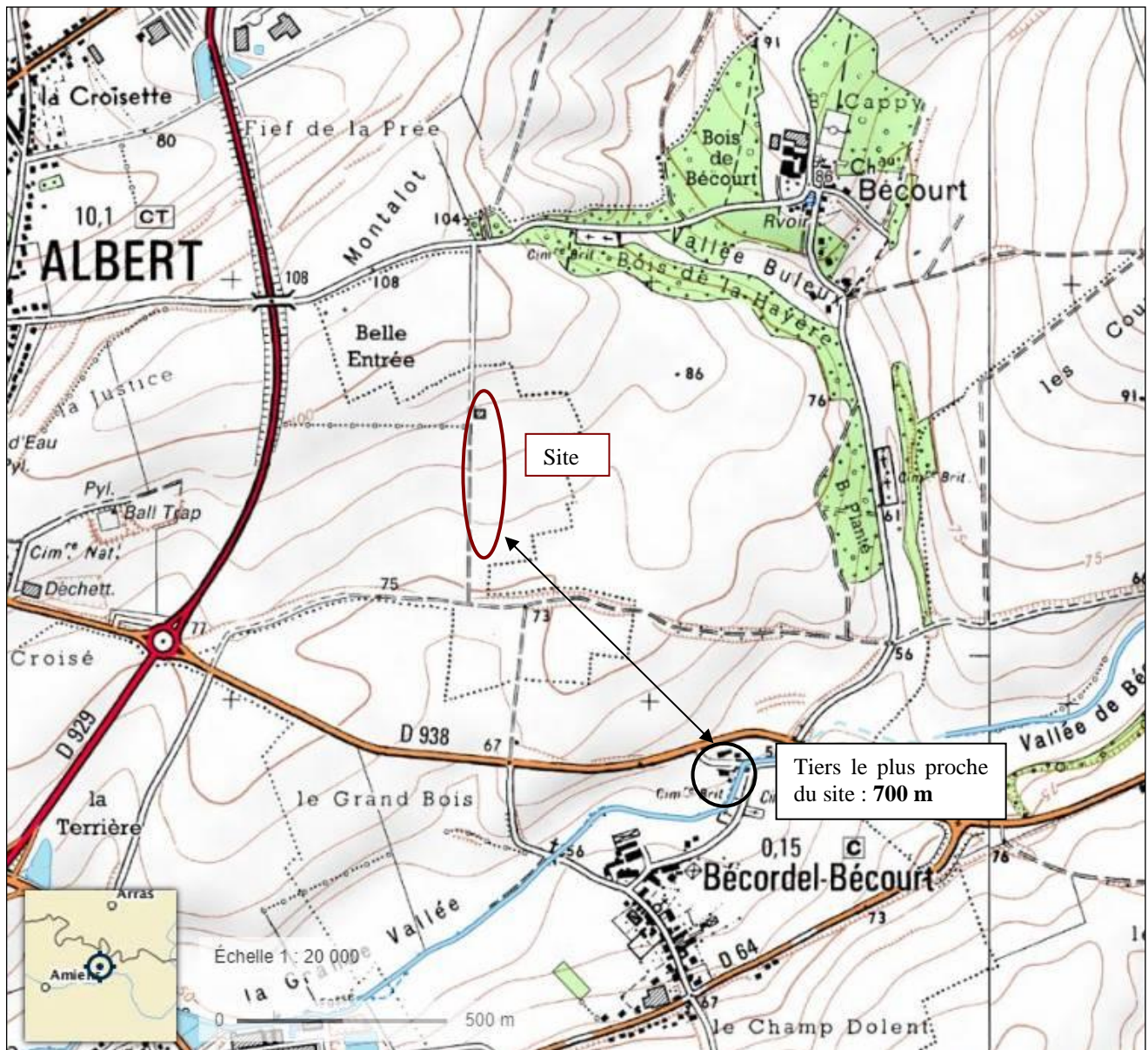






Le site est distant de 700 mètres des tiers les plus proches.

Distance du site vis-à-vis des tiers :

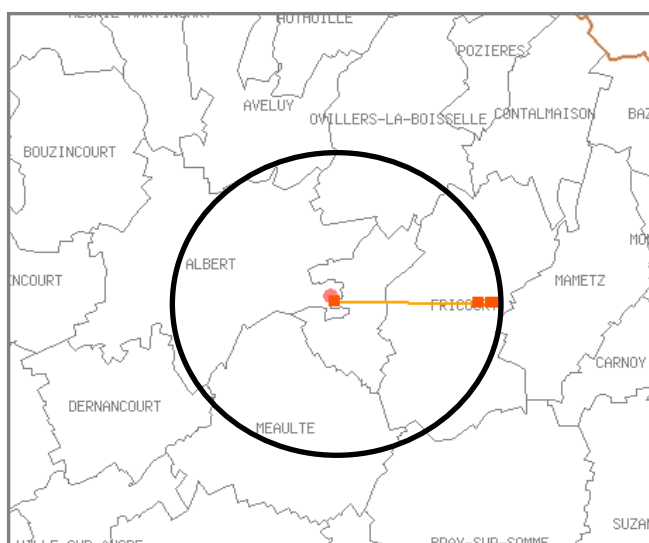


3.2.1.3 Les communes concernées par le projet :

Le site et annexes du site sont situés sur la commune d'Albert.

Les communes dont au moins une partie du territoire est comprise dans le rayon de trois kilomètres autour du site et annexes du site sont :

- ✓ Albert
- ✓ Aveluy
- ✓ Bécordel-Bécourt
- ✓ Bray-sur-Somme
- ✓ Dernancourt
- ✓ Fricourt
- ✓ Meaulte
- ✓ Oivillers-la-Boiselle



Les communes concernées par le plan d'épandage de secours et des fosses sont :

- Ginchy
- Bécordel-Bécourt
- Montauban-de-Picardie
- Fricourt
- Méaulte

Une 6^{ème} commune est concerné « Albert » car l'îlot 1 du plan d'épandage est à cheval sur la commune de Bécordel-Bécourt et la commune d'Albert, mais la majorité de sa surface se trouve sur la commune de Bécordel-Bécourt ainsi, elle est référencée comme étant sur Bécordel-Bécourt.

Localisation cadastrale :

Le site sur lequel le nouveau poulailler sera réalisé se situe à Albert sur les parcelles ZH38 et ZH49. Les caractéristiques de l'implantation du nouveau poulailler sont présentées dans le tableau suivant.

Département	Commune	Section	Numéros	Surface
SOMME	ALBERT	ZH	38	0,55 ha
SOMME	ALBERT	ZH	49	2,73 ha

Le gérant est nu-proprétaire des parcelles ZH38 et ZH49 sur lesquelles le projet sera réalisé. L'attestation notariée relative à la nue-proprété des parcelles et l'autorisation des usufruitiers en titre sont présentées en annexe 2.

3.2.2 Caractéristiques du projet

3.2.2.1 Le bâtiment d'élevage :

Le bâtiment aura les caractéristiques suivantes :

- Longueur : 108,20 m
- Largeur : 15,20 m
- Hauteur à l'égout de toiture : 3,47 m
- Hauteur faîtage : 5,39 m
- 1 SAS techniques de : 9,20 m x 10,10 m
- Surface couverte et close : 1 738 m²

Structure métallique, sur fondations béton armé.

- Elévation : Panneaux sandwichs de 50 m/m d'épaisseur – Teinte IVOIRE / RAL 1015,
- Habillage des angles : Teinte VERT RESEDA / RAL 6011
- Couverture Tôles fibro sans amiante – Teinte noire asphalte
- Menuiseries Portails et portes en PVC

Le travail est mécanisé et le personnel peu nombreux.

Le bâtiment est composé d'un niveau.

La ventilation sera dynamique :

- Entrée d'air transversale par des trappes linéaires de part et d'autre du poulailler et sur 2 niveaux. :
- L'extraction d'air vicié se fait par les turbines situées en pignons.
- Ventilation des fientes dès leur production pour les sécher avec évacuation vers le hangar de stockage.

Matériaux de construction :

- La charpente est métallique, sur fondations béton armé,
 - Poteaux de charpente IPE 300 m/m,
 - Arbalétriers 270 m/m
 - Pannes intermédiaires en bois traité.
- Les fermes ne sont pas apparentes,
- Le plafond est isolant et suit la pente de toiture – Epaisseur 40 m/m – PIR – Classement au feu : D s2-do – Masse volumique : 30 Kg/m³.

- Les parois verticales sont en panneaux sandwichs de 50 mm d'épaisseur – 2 faces tôles laquées – Classement au feu : B s2-do.
- Plancher intermédiaire : ossature primaire métallique avec un plancher béton collaborant.

Accès aux poulaillers :

- Pour des raisons sanitaires, les poulaillers ne sont accessibles que par le personnel du site d'élevage. Le temps de présence est de courte durée.
- Portes de 1.00 m de largeur,

3.2.2.2 Hangar stockage fientes :

La fumière est un bâtiment couvert et clos sur trois côtés, conçu sur charpente métallique. Il s'agit du hangar de stockage des fientes où elles termineront leur phase de séchage, après avoir subi une étape de préséchage. L'autorisation d'exploitation de la fumière est présente en annexe 3.

Description :

- Longueur : 18 m
- Largeur : 10 m
- Hauteur faîtage : 7,50 m
- Stockage : 360m³

Structure métallique, sur fondations béton armé :

- Elévations Mur béton banché sur 2.00 m de hauteur, puis bardage vertical simple peau – Teinte BEIGE CEZANNE / RAL 1015
- Habillage des angles : Teinte VERT RESEDA / RAL 6011
- Couverture Tôles fibro sans amiante.
- Portail coulissant en bac acier – Idem bardage / RAL 1015.

La fumière est déjà implantée et sera en bout du bâtiment d'élevage

Elle recevra les fientes des volailles par un tapis sur convoyeur mécanique qui fonctionnera 1 heure par jour – 7 jours/7.

Les fientes qui arriveront dans le hangar seront préalablement préséchées par le système de ventilation dynamique qui dirigera de l'air chaud ambiant sur les fientes. Ce dispositif permettra de prétendre à la qualité de fiente normée NFU 42-001. Dès leur production, les fientes seront mises sur un tapis ventilé avec de l'air pour les sécher. Le tapis les acheminera ensuite vers un poste de relèvement pour évacuer et stocker les fientes dans le hangar, autrement dit la fumière.

L'avantage de ce dispositif sera essentiellement l'absence d'odeur et de fermentation, permettant la production d'un produit stable et commercialisable à destination des agriculteurs comme engrais, notamment en substitution des engrais minéraux issus des énergies fossiles (gaz et pétrole)

3.2.2.3 Local groupe électrogène :

Le fait que le bâtiment soit en ventilation dynamique rend obligatoire la présence d'un groupe électrogène de 550 Kva avec une cuve fuel de 1 500 litres. Ce groupe ne servant qu'en cas de panne EDF, sera placé dans un local technique spécifique :

Surface couverte et close : 16,0 m²

Le congélateur dans lequel les cadavres seront stockés à température négatives se trouve à l'intérieur du local du groupe à électrogène.

3.2.2.4 Local eau :

Un local technique spécifique pour l'alimentation en eau sera présent sur le site au niveau du SAS.

3.2.2.5 Fosses toutes eaux :

Le site sera équipé de deux fosses toutes eau dont la capacité prévue sera de 6m³ pour l'une et 33 m³ pour l'autre, mais pourra être revue à la hausse si besoin. La fosse de 33m³ est destinée à recueillir les eaux résiduaires issues du lavage, du nettoyage et de la désinfection de l'aire d'élevage. La seconde fosse est destinée à la réception des eaux du vestiaire.

3.2.2.6 Silos

Silos d'aliment :

- Nombre : 2 de 25 tonnes chacun
- En polyester
- Caractéristiques : 30 m³
- Teinte : RAL 1015
- Hauteur : 6 m

Deux silos de stockage en polyester et disposant d'une capacité de 30 m³ seront présents sur le site. Ils seront situés au sud de la parcelle du côté du chemin de remembrement et en bordure de la façade sud du bâtiment d'élevage.

3.2.2.7 Bassin d'infiltration

Un bassin d'infiltration de 115 m³ sera présent au nord du site, il sera de 10 m sur 8 m avec une profondeur de 2m, les pentes étant de 30 %. Il permettra de récupérer les eaux pluviales du bâtiment et de la fumière en cas de vicennale 24 h.

3.2.2.8 Surfaces imperméables :

L'ensemble des bâtiments va générer de la surface étanche estimée ci-dessous :

- | | |
|-------------------------------|----------------------|
| ➤ Bâtiment d'élevage : | 1 645 m ² |
| ➤ Fumière : | 180 m ² |
| ➤ Locaux groupe électrogène : | 16 m ² |
| ➤ Accès : | 172 m ² |

➤ **Surface totale :** **2013 m²**

3.2.2.9 Le forage

Le forage alimentant les poulettes en eau est situé au sud de la parcelle ZH49 de l'exploitation. La ressource souterraine susceptible de satisfaire les besoins en eau de l'exploitation est le réservoir de la Craie de la Moyenne Vallée de la Somme du Sénonien. Il n'est pas encore réalisé.

Les caractéristiques du forage sont les suivantes :

Usage	Elevage
Débit horaire souhaité	5 m ³ /h
Nombre de forage	1
Prélèvement annuel maximal	4 000 m ³
Profondeur	60 mètres

L'implantation du forage est le suivant :

Département	Somme
Commune	Albert
Lieu-dit	Fief de la Pré vers Bécourt
Références cadastrales	Section ZH Parcelle 49
Coordonnées WGS 84	Latitude : 49° 59' 46.5'' N
	Longitude : 002° 40' 45.9'' E
Coordonnées kilométriques Lambert 93	X : 676,993
	Y : 6 988,685
Altitude	Altitude : + 74 m

Coupe géologique prévisionnelle du forage :

- 0 à 2 mètres : colluvions
- 2 à 45 mètres : Craie blanche du Sénonien

Coupe technique prévisionnelle du forage :

- Forage au rotary en diamètre 254 mm, depuis la surface jusqu'à 60 mètres de profondeur
- Forage en tubes PVC de qualité alimentaire, filetés à la mi-masse, sans tulipe, de diamètre 126/140 mm.

Protection du réservoir contre les eaux de surface :

- La protection verticale du réservoir est assurée par une cimentation étanche sous pression de l'espace annulaire jusqu'au niveau statique.
- La tête de forage dépassera hors-sol sur une hauteur de 50cm et sera complétée par une margelle de béton de 3m² et de 30cm de hauteur.
- Le forage sera fermé par un capot étanche, coiffant et cadenassé lorsqu'il n'est pas équipé de son groupe de pompage.

Aucun ouvrage n'étant recensé dans la zone d'étude, ni dans la zone d'influence du projet.
Aucun impact sur d'autres captage ne résultera de son exploitation.

3.2.3 Descriptions de la phase opérationnelle du projet

Après construction du bâtiment d'élevage des poulettes, l'exploitation pourra accueillir dans un bâtiment 65 000 poulettes.

La façade du poulailler située au sud, en face des silos et de la réserve à incendie, est bétonnée pour que les camions d'arrivage des poulettes et ceux apportant l'alimentation puisse manœuvrer de façon aisée et sécurisée.

Une aire d'accès au site sera constituée d'une zone empierrée stabilisée et déjà existante, d'une superficie d'environ 380 m².

Reproduction :

- Pas de reproduction sur site.
- Les poussins arrivent par camion.

Bandes de poulettes :

Les poulettes arriveront en début de cycle au stade de poussin et repartiront en fin de bande au stade de poulettes prêtes à pondre. L'élevage avicole fonctionnera par cycles de 2,5 bandes séparés de vides sanitaires de quatre semaines.

Le vide sanitaire :

Une période de vide aura lieu entre chaque bande de poulettes, sanitaire pendant une durée de quatre semaines. Lors de chaque vide sanitaire, les opérations de nettoyage et de désinfection de l'aire d'élevage seront systématiques.

Le nettoyage sera réalisé à l'eau à haute pression avec un débit de 0,531 m³/h. La durée de nettoyage sera réalisée sur une durée de 4 heures par jour pendant 7 jours à temps plein pour l'ensemble du site (4 heures par jour pour une bande) Soit 0,531 m³ x 4 heures x 7 jours x 2,5 bandes = 37,2 m³. La fosse sera donc vidangée deux fois en période de nettoyage. Il s'agit d'une opération ponctuelle, deux dans la semaine, les eaux de lavage seront donc soit épandues si l'on se trouve en période d'épandage autorisée soit vidangée par un vidangeur agréé.

L'alimentation des poulettes :

L'alimentation des poulettes sera effectuée par multiphasage. Les aliments seront distribués de façon contrôlée et automatique dans l'enceinte du poulailler, et ceci à une fréquence de deux fois par jour.

La quantité de nourriture apportée est dosée et correspond au besoin quotidien des poulettes. Cette précaution permet d'éviter tout gaspillage d'aliments.

Les aliments seront adaptés au stade de développement des poulettes selon le programme suivant.

- De 0 à 4^{ème} semaines : poulette démarrage ;
- De 5^{ème} à 8^{ème} semaines : poulette 1^{er} âge ;
- De 9^{ème} à 15^{ème} semaines : poulette 2^{ème} âge ;

➤ De 16^{ème} à fin : poulette adaptation.

Alimentation en eau :

L'alimentation en eau des poulettes proviendra du forage qui sera présent sur le site. Le captage est conçu pour prélever un maximum de 4 000 m³/an d'eau souterraine. Un clapet anti-retour équipera le réseau d'eau.

Le besoin en eau des poulettes étant estimé à environ 3 581,76 m³/an, le captage est en adéquation avec les besoins en eau de l'élevage.

La consommation en eau sera soigneusement notée à une fréquence mensuelle dans un registre, qui sera analysé en fin de chaque bande pour améliorer les performances de la bande suivante.

Les installations de distribution d'eau seront équipées de tétines équipées de coupelles de récupération des eaux susceptibles de goutter et de s'épandre sur le sol.

Moyens pour l'épandage des fientes :

L'épandage des fientes se fera avec un épandeur vertical mais cela sera optionnel car les fientes seront séchées, normalisées et commercialisées.

Seuls les éventuels lots déclassés seront épandus.

Les communes du plan d'épandage de secours (et des eaux de lavage) sont situées en zone vulnérable.

Collecte et devenir des fientes :

Les fientes des poulettes seront récupérées sur un tapis roulant. Deux turbines capteront l'air chaud dégagé par les animaux. Cet air sera ensuite insufflé sur les fientes au travers de gaines perforées disposées sur la volière au niveau des tapis à fiente. Ce séchage aura à terme pour objectif d'amener les fientes à 85% de matière sèche et d'obtenir un effluent stable sans écoulement.

Après séchage les fientes seront collectées vers l'arrière du poulailler 1 fois par jour puis seront dirigées au moyen de tapis roulant vers la fumière pour y être stockées. La dimension de la fumière permet de stocker aisément les fientes produites au cours de six mois d'élevage. L'exploitant envisage de commercialiser les fientes normalisées comme engrais organique auprès d'agriculteurs voisins.

Par an la production de fiente sera de 555 tonnes.

L'exploitant prévoit la création d'un plan d'épandage de secours dans le cas où les fientes ne présenteraient pas les caractéristiques nécessaires à leur commercialisation.

Evacuation des fientes :

Les fientes sont préséchées par le système de ventilation dynamique qui redistribue l'air chaud vicié du poulailler vers le tapis d'accumulation des fientes. L'air chaud permet d'assurer une étape de préséchage des fientes permettant d'évaporer le jus produit par les fientes. Les fientes préséchées seront évacuées quotidiennement pendant environ une heure vers la fumière.

Stockage des effluents et des eaux résiduaires :

Après évacuation par tapis roulant, les fientes préséchées seront stockées dans la fumière pendant une durée maximale de 7 mois, où elles termineront leur séchage avant d'être vendues ou épandues.

Les eaux résiduelles proviennent des eaux sanitaires et des opérations de nettoyage de l'aire d'élevage. Les eaux sanitaires seront récupérées par un assainissement non collectif (fosse 6m³). Les eaux de nettoyage seront stockées dans une fosse toutes eaux d'environ 33 m³.

En période d'épandage, les eaux de nettoyage dirigées vers la fosse toutes eaux seront épandues durant les jours suivants l'opération de nettoyage selon les conditions climatiques.

En période d'interdiction d'épandage, les fosses toutes eaux seront vidangées par un vidangeur agréé.

Ainsi, les eaux résiduelles seront stockées dans la fosse toutes eaux seulement pendant une courte durée.

Energie

Les consommations en énergie, en eau, en aliment et en production de déchets et de fientes seront scrupuleusement enregistrées dans un registre. Le relevé de ces consommations permettra de détecter une éventuelle anomalie ou d'étudier les possibilités d'amélioration des performances liées aux consommations de l'élevage.

Chauffage

Le chauffage sera alimenté grâce à deux cuves de gaz chacune de 1,7 t soit 3,4 t de propane. Un groupe électrogène de 0,55 MW alimenté par une cuve de fuel de 1500 l permettra de prendre le relais pour l'électricité en cas de panne.

3.2.4 Estimations des types et des quantités d'émissions attendus en phase de fonctionnement

3.2.4.1 Pollution de l'eau :

Il n'y a pas de rejets directs au niveau des cours d'eau ou des nappes phréatiques. Le forage est muni d'un clapet anti-retour afin d'éviter la pollution de l'eau souterraine. Les eaux de lavage sont récupérées par une fosse de 33m³ empêchant l'eau polluée de repartir vers la nappe. Les eaux de pluies ne sont pas mélangées aux eaux souillées et sont infiltrées à la parcelle grâce au bassin d'infiltration. Le plan d'épandage de secours respecte le 6^{ème} programme d'action nitrate Haut-de-France afin d'empêcher un surplus d'azote dans les champs et une pollution des cours d'eau ou des masses d'eau souterraines. Les fientes sont stockées dans une fumière couverte et avec sol étanche. La production de fiente sera 555 tonnes par an et la production d'eaux de lavage de 37,2m³ par an.

3.2.4.2 Pollution de l'air :

Le Méthane CH₄ : Les émissions de méthane sont produites par l'élevage et les animaux eux-mêmes. La fermentation entérique des animaux et celle des déjections animales dans les ouvrages de stockage émettent du CH₄ ;

- **Le Protoxyde d'azote N₂O** : Les principales sources d'émissions sont l'épandage d'engrais azotés, le processus de dégradation dans le sol et le tassement des sols lors des travaux au champ avec des engins agricoles lourds.

Les émissions de gaz à effet de serre dues à l'exploitation après projet sont détaillées ci-après.

N₂O : 100 kg/an
CH₄ : 3791 kg/an

Ces émissions proviendront majoritairement des effluents produits par les animaux et des émissions indirectes et directes de N₂O par les cultures.

Afin de limiter ces émissions plusieurs méthodes sont mises en place pour réduire la consommation énergétique et gérer les fientes. Ces méthodes sont présentées dans les MTD.

Les émissions d'ammoniac de l'élevage proviennent des animaux eux-mêmes. La source principale d'émission est la fermentation des déjections animales lors du stockage en bâtiment et dans les fosses et lors de l'épandage des effluents. En décembre 2015, le CITEPA a réalisé, en collaboration avec le Ministère en charge de l'Ecologie, un outil d'aide à l'évaluation des émissions à l'air des élevages IED volailles et porcins, ainsi qu'un guide utilisateur. Ces documents sont par ailleurs utilisés pour la déclaration annuelle des émissions de polluants pour les activités d'élevage. Le Bilan Réel Simplifié, outil mis en place par l'IFIP (juillet 2017), permet de calculer l'azote excrété par animal. Ainsi, 3 462 kg de NH₃/an seront produits après réalisation du projet.

L'exploitant ne sera donc pas soumis à la déclaration annuelle des émissions pour l'ammoniac.

Le gaz ammoniac (NH₃) a une odeur forte et âcre. À des concentrations fortes, il peut irriter les yeux, la gorge et les membranes muqueuses des humains, ainsi que des animaux de l'exploitation. Il s'échappe lentement des effluents et se répand dans le bâtiment avant d'être évacué par le système de ventilation. Température, taux de ventilation, humidité, densité d'élevage et composition de l'alimentation (protéines brutes) sont autant de facteurs qui peuvent affecter les niveaux d'ammoniac.

L'émission de poussières (ou particules fines PM_{2,5} et PM₁₀) dans un élevage provient principalement des aliments, mais également de la dessiccation des fèces, de la litière et de la desquamation de l'épiderme des animaux. Les poussières peuvent provoquer des irritations de l'appareil respiratoire, mais également être vectrices de différents agents pathogènes ou non-pathogènes. Elles entraînent de plus la dispersion des odeurs. Selon la réglementation, la concentration de l'air en poussières ne doit pas être supérieure à 150 mg/m³ au niveau de la source d'émission. La Valeur Limite d'Exposition sur les lieux de travail définie par l'O.E.S (Occupational Exposure Standards) est de 10 mg/m³.

D'après l'outil de calcul pour estimer les émissions dans l'air liées aux élevages de poulette, les animaux émettront chaque année 7883 kg/an de particules PM₁₀.

La consommation de gaz dans le cadre du chauffage de l'aire d'élevage est estimée à 1 700 litres/an, produisant du dioxyde de carbone.

3.2.4.3 Pollution du sol et du sous-sol :

La pollution du sol est possible par les eaux de lavage mais ces dernières sont récupérées par une fosse de 33m³ (30m³ utile) pour être ensuite épandues ou récupérées par un vidangeur agréé. Les fientes sont stockées dans une fumière avec sol étanche et couverte pour éviter toute pollution. L'azote a gérée par an est de 13325 kgN. Les fientes sont normalisées avant une revente. Un plan d'épandage de secours permet l'épandage des fientes en cas de défaut de normalisation. Il n'est pas suffisamment dimensionné et donc la partie non épandable sera évacuée via une filière de traitement agréée (81 t de fiente restante). Les parcelles du plan d'épandage se trouve en zone vulnérable, le plan doit donc répondre au 6^{ème} programme d'actions

nitrate des Haut-de-France et donc ne dépasse pas une pression azotée de 170 kgN/ha afin de limiter l'impact sur les sols. Enfin, le dexe en annexe 20 montre que la capacité de stockage de la fumière est suffisante pour gérer l'entièreté des fientes produites sur le site limitant ainsi la probabilité de pollution des sols.

Lors de la phase de construction, les engins de chantier posséderont des extincteurs et des kits anti-pollution pour pallier à une pollution du sol.

3.2.4.4 Le bruit :

Le site se trouvera dans une zone assez calme. Les mesures de bruit effectuées sur le site ont montré 42,5 db (A) au niveau de la limite de propriété du site où pour l'instant, seul une fumière est implantée. Au niveau des tiers, 49,5 db (A) a été mesuré. Le bruit lors de la phase de travaux proviendra des différents engins de chantier. Ces engins respecteront les normes de bruit en vigueur, de plus, les tiers sont assez éloignés. Lors de l'activité du site, le bruit proviendra des camions circulant sur le site. Ces camions respecteront les normes en vigueur et peu d'aller-retour de camion auront lieu.

3.2.4.5 Vibration :

Actuellement le site n'est pas implanté, il n'y a pas de mesure de vibration. Les vibrations, lors des travaux et lors de la phase opérationnelle du site, viendront des engins de chantier et des camions. Les engins de chantier seront au début sur une terre meuble et donc peu de vibration. Ensuite, il y aura une cour en gravillon réduisant les vibrations seront donc atténuées pour les engins et les camions. Il y aura, de plus, peu de passage de camions. Les vibrations seront faibles.

3.2.4.6 La chaleur :

Le chauffage sur le site est au gaz et la chaleur sera émise au niveau du bâtiment poulailler. Le bâtiment bénéficie d'isolant permettant de contenir la chaleur à l'intérieur du bâtiment. L'émission de chaleur en dehors du bâtiment sera donc très limitée en période hivernale. Lors de la période estivale, lorsque les températures le permettront le chauffage ne fonctionnera pas. La chaleur émise par les poules sera brassée par une ventilation dynamique qui permettra la récupération de la chaleur pour le séchage des fientes. Les personnes autour du bâtiment ne subiront pas de nuisances. Les tiers étant éloignés, il n'y aura pas de nuisance pour la chaleur. De plus, la chaleur émise sera très limitée car elle proviendra uniquement des poules. La ventilation permettra le bien-être des poules dans le bâtiment. L'émission de chaleur sera faible.

3.2.4.7 La lumière :

L'éclairage du site est uniquement intérieur mise à part un spot extérieur à l'entrée du bâtiment pour les activités en période hivernale (matin et soir). La lumière ne sera pas visible de l'extérieur. Les lumières des phares de camions ne sera pas une nuisance car les interventions seront de jour. Une intervention de nuit pourrait avoir lieu mais dans de cas très rare. Les lumières des phares seront conformes à la réglementation.

3.2.4.8 La radiation :

Il n'y a pas de radiation émise sur le site, il s'agit d'un élevage de poulette avec chauffage au gaz et électricité EDF.

3.2.4.9 Types et quantités de déchets phase d'opération :

Type de déchet	Nomenclature
Boues provenant du lavage et du nettoyage du site	02 01 01
Cadavres d'animaux	02 01 02
Matières plastiques (à l'exclusion des emballages)	02 01 04
Fientes non normalisées traitées hors site	02 01 06
Combustible liquide usagé : Fioul et gazole	13 07 01
Combustible liquide usagé : déchets non spécifiés ailleurs	13 08 99
Emballages en papier/carton	15 01 01
Emballages en matières plastiques	15 01 02
Déchets provenant des soins vétérinaires : objets piquants et coupants	18 02 01
Déchets provenant des soins vétérinaires : déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection	18 02 02
Déchets provenant des soins vétérinaires : déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection	18 02 03

Estimation des déchets banaux cartons :

Sac d'aliments, déchets de conditionnement : 0,2 m³/an.

Déchets plastiques :

Bidons de produits d'hygiène, déchets de conditionnement : 1 m³/an.

Déchets vétérinaires :

Matériel Coupant, tranchant + flacon vides de médicaments : 0,1 m³/an.

Déchets organiques :

Pour ce qui est des animaux morts sur l'exploitation, ceux-ci peuvent avoir plusieurs origines comme les accidents d'élevage ou un stress lors des arrivées sur site. Ces mortalités restent heureusement exceptionnelles : 8 poulettes par jour.

Eaux lavage :

37,2 m³/an

Fientes :

555 t/an

Lors de la phase de chantier, aucun déchet ne sera produit (pas de travaux de démolitions). Les déchets type papier, plastique seront très faibles et triés avant d'être amenés à la collecte locale.

3.2.5 *Estimations des types et des quantités d'émissions attendus en phase de construction*

3.2.5.1 Pollution de l'eau

La seule pollution possible est celle de la nappe en cas de fuite d'hydrocarbure ou d'huile d'un des engins de chantier, cependant, les engins seront équipés de kit anti-pollution en cas d'incident. Il n'y a pas d'autres possibilités.

3.2.5.2 Pollution de l'air

La seule pollution de l'air proviendra du CO2 émis par les engins de chantier. Ce phénomène sera réduit dans le temps (uniquement le temps des travaux). A la vue du projet, le nombre d'engin sera limité et les engins respecteront les normes d'émissions pour ce type de véhicule.

3.2.5.3 Pollution du sol ou du sous-sol

Même cas que pour la pollution de la nappe, cela sera seulement en cas de fuite des engins. Des kits anti-pollution seront dans les engins. S'il y a fuite, la terre polluée sera excavée et dirigée en centre de traitement. Les réservoirs des véhicules sont limités en taille, la pollution sera minime en cas d'incident.

3.2.5.4 Le bruit

Le bruit proviendra des engins de chantier. Les engins respecteront les normes de bruit pour ce type de véhicule et cela ne durera que le temps des travaux. Les tiers sont très éloignés, le bruit ne provoquera pas de nuisance.

3.2.5.5 Vibration

Les engins circuleront majoritairement sur de la terre et donc les vibrations seront réduites. Pas de nuisances notables sur ce point.

3.2.5.6 La chaleur

La chaleur sera émise des échappements des engins, mais cela sera très infime. Il n'y aura pas d'impact notable.

3.2.5.7 La lumière

Les travaux auront lieu en journée. La lumière proviendra notamment des phares des véhicules en cas de mauvais temps. Il n'y aura donc pas d'impact notable sur ce point.

3.2.5.8 La radiation

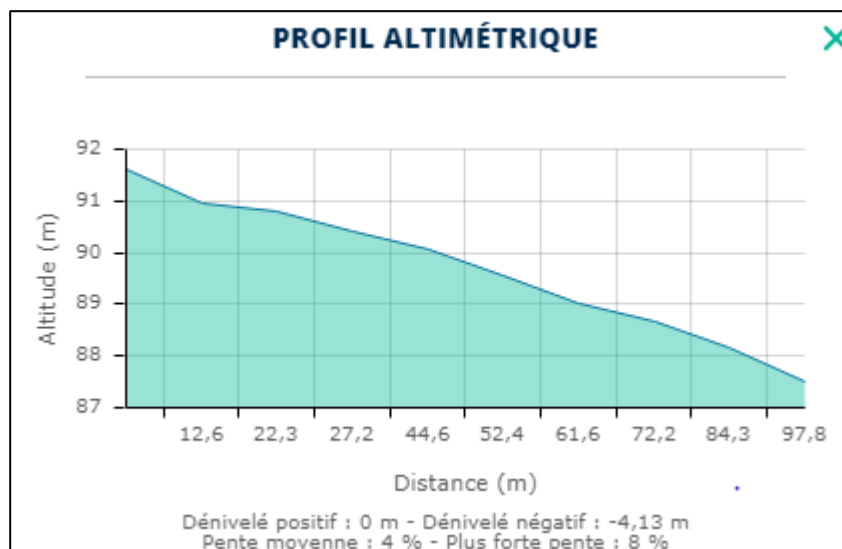
Pas de radiation émise en phase de travaux

3.2.5.9 Types et quantités de résidus et d'émissions en phase de construction

Type de déchet	Nomenclature
Terres et cailloux autres que ceux visés à la rubrique 17 05 03	17 05 04
Matières plastiques	17 02 03

En termes de terres, il y a 4 m de dénivelé entre le point haut et le point bas du site. Ainsi, pour remettre à niveau le terrain pour mettre en place le bâtiment, au niveau du point haut il y aura 2m de déblai sur environ 46 m x 25 m environ soit 2300 m³ de terre. Ces terres seront utilisées pour remblayer les 2 m de différence du point bas. Ainsi, il n'y aura quasiment pas de sorti de terre en phase de construction. Les terres en surplus seront évacuées par une entreprise agréée.

Dénivelé sur site :



Pour les déchets plastiques d'emballages de matériaux, ils seront repris par la société réalisant les travaux. Il est estimé environ 3m³/an.

3.3 Scénario de référence

Implantation/biodiversité :

Sur le site, une fumière est déjà présente. Le reste du site est une parcelle agricole céréalière avec des bandes enherbées.





En s'implantant sur le site, l'impact sur la biodiversité sera minime en prenant en compte la liste des espèces retrouvées sur le site :

<i>Noms latins</i>	Noms vernaculaire	Rareté régionale
<i>Crepis capillaris</i>	Crépide capillaire	CC
<i>Prunus avium</i>	Prunier merisier	CC
<i>Urtica dioica</i>	Ortie dioïque [Grande ortie]	CC
<i>Plantago lanceolata</i>	Plantain lancéolé	CC
<i>Glechoma hederacea</i>	Lierre terrestre	CC
<i>Calystegia sepium</i>	Liseron des haies	CC
<i>Heracleum sphondylium</i>	berce commune	CC
<i>Cirsium arvense</i>	Cirse des champs	CC
<i>Geranium robertianum</i>	Géranium herbe à Robert	CC
<i>Galium aparine</i>	Gaillet gratteron	CC
<i>Myosotis arvensis</i>	Myosotis des champs	CC
<i>Plantago major</i>	Plantain à larges feuilles	CC
<i>Silene vulgaris</i>	Silène enflé	AC
<i>Lamium album</i>	Lamier blanc	CC
<i>Festuca rubra</i>	Fétuque rouge	CC
<i>Achillea millefolium</i>	Achillée millefeuille	CC
<i>Agrostis stolonifera</i>	Agrostide stolonifère	CC
<i>Capsella bursa-pastoris</i>	Capselle bourse-à-pasteu	CC
<i>Fumaria officinalis</i>	Fumeterre officinale	CC

<i>Espèces</i>	<i>Statut réglementaire</i>	<i>Statut de rareté</i>	<i>Liste rouge de France métropolitaine</i>	<i>Statut sur site</i>
Allouette des champs (<i>Alauda arvensis</i>)	Annexe 3 convention de Berne	TC	LC	Nicheur probable
Bergeronnette grise (<i>Motacilla alba</i>)	Annexe 2 convention de Berne : Espèce protégée	TC	LC	Nicheur probable
Bruant jaune (<i>Emberiza citrinella</i>)	Annexe 2 convention de Berne : Espèce protégée	TC	NT	Nicheur probable
Buse variable (<i>Buteo buteo</i>)	Annexe 2 convention de Berne : Espèce protégée : Annexe 2 conventions de Bonn : Annexe 2 convention de Washington	C	LC	Zone de chasse
Hirondelle rustique (<i>Hirundo rustica</i>)	Annexe 2 convention de Berne : Espèce protégée	TC	LC	Zone de chasse
Perdrix grise (<i>Perdix perdix</i>)	Annexe 3 convention de Berne	TC	LC	Nicheur probable
Pigeon ramier (<i>Columba palumbus</i>)	-	TC	LC	Zone de survol

Sans la réalisation du projet, le site restera une culture céréalière avec la présence de la fumière.

Sol :

Le site est actuellement une culture et n'est donc pas imperméabilisé. L'infiltration des eaux de pluie se fait donc toujours normalement. Le ruissellement est donc amoindri (même si pas de couverture végétale permanente) sachant que le site se trouve sur un axe de ruissellement. L'épuration des eaux de pluie avec l'infiltration se fait donc bien. Au niveau du sol, les fonctions pédologiques comme la séquestration du carbone, la dénitrification, ou l'épuration des eaux de pluie se fait donc bien. Le site ne possède pas de végétations permanentes, les fonctions liées à la couverture végétal sont donc faibles (ralentissement des ruissellements, absorption de l'azote, phosphores, ...). Si le site ne s'implante pas, ces fonctions resteront sans amélioration particulière.

Eau :

Le ruissellement est amoindri comme la zone n'est pas imperméable, cependant son ralentissement reste faible du fait de la couverture végétale non permanente. L'épuration des eaux de pluie se fait également. Sans l'implantation du site, le ruissellement restera tel quel.

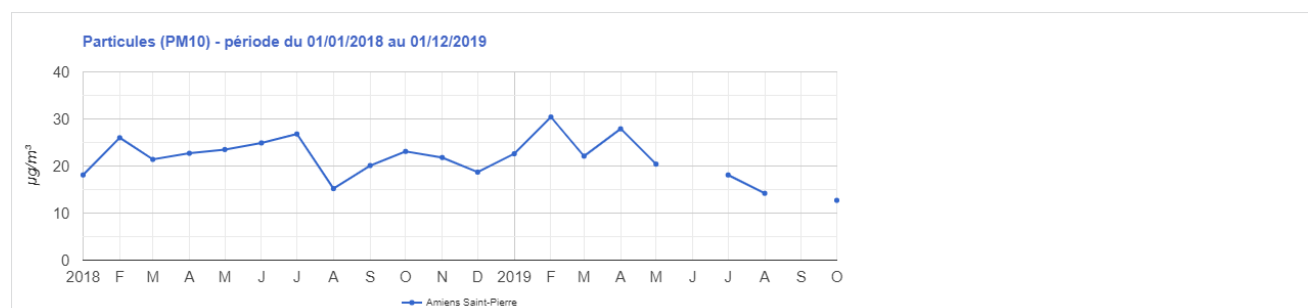
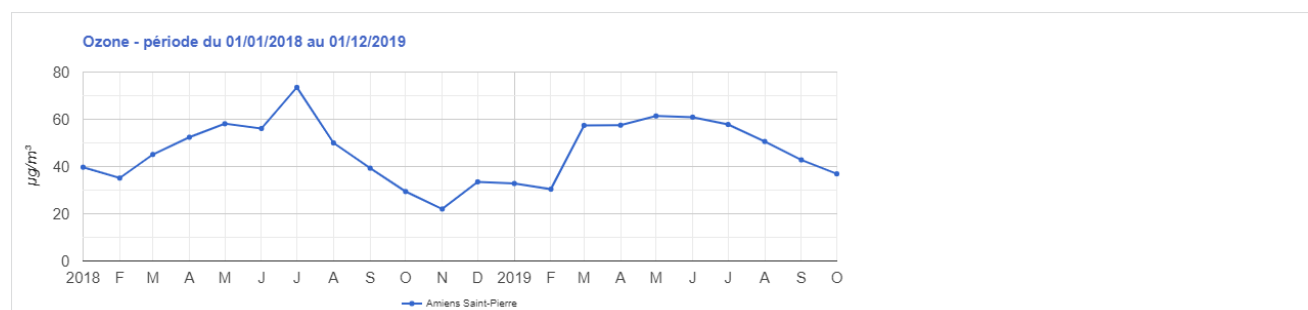
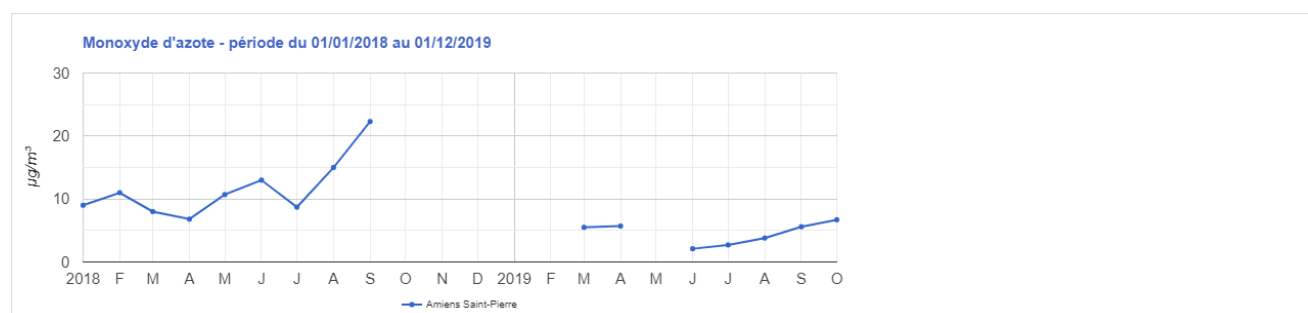
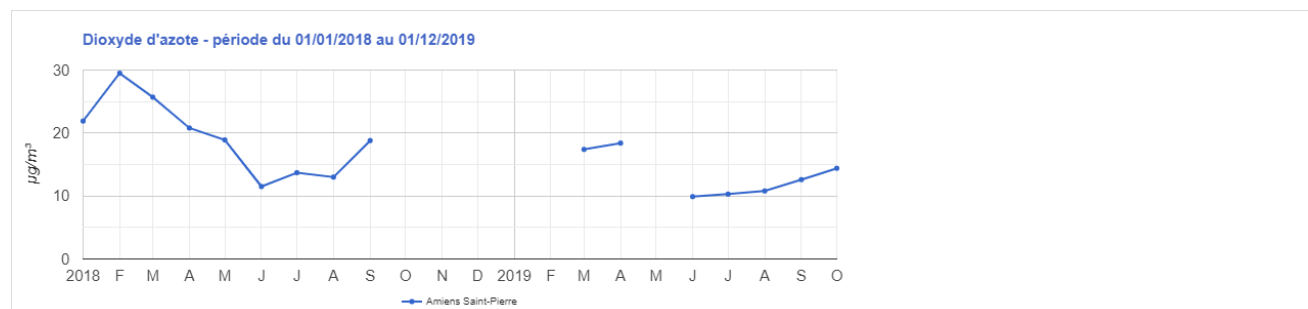
La masse d'eau souterraine est la suivante :

Code ME	Nom de la masse d'eau	Etat actuel			Objectifs (DCE)		
		Global	Quantitatif	Chimique	Global	Quantitatif	Chimique
FRAG012	Craie de la moyenne vallée de la Somme	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon état 2027	Bon état atteint en 2015	Bon état 2027*

Le site, grâce un forage, pourra pomper au maximum 4000 m³/an. Sans implantation du site, ces 4000 m³/an ne le seront pas. La quantité d'eau au point de forage restera la même avec un état quantitatif bon. Le cours d'eau le plus proche est éloigné du site (600m), il n'y a donc pas de remarque particulière.

Rejet atmosphérique :

Etat de la pollution de l'air sur la station ATMO la plus proche du site (station Amiens):



Le site émettra : 3 462 kgNH₃/an, 100 kgN₂O/an, 3 791 kgCH₄/an et 7883 kgPM₁₀/an.

La zone est sujette aux pics de pollution « habituelle » en été lors des fortes chaleurs notamment aux particules fines et ozone. Sans ou avec l'implantation du site, les pics de pollution resteront les mêmes. Il n'y aura pas d'émission d'ammoniac sans l'implantation du site.

Azote :

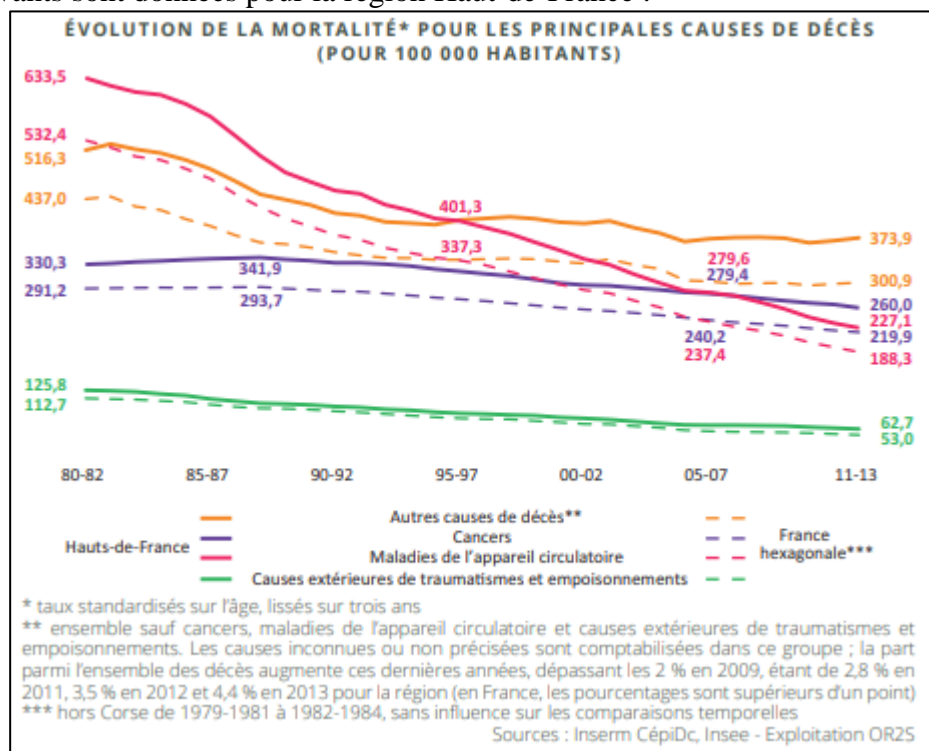
Les fientes sont normalisées avant leur vente suivant un protocole strict. Cependant, un plan d'épandage de secours est réalisé en cas de problème dans la normalisation. Ainsi, en suivant la réglementation du 6^{ème} programme d'action nitrate, 12 157 kgN/an seront épandus correspondant à la capacité du plan d'épandage. Si l'implantation n'a pas lieu, l'azote ne sera jamais épandu et les besoins des cultures du plan d'épandage proviendront d'autres moyens que les fientes.

Déchets :

Mise à part les fientes qui seront valorisées, peu de déchets est produits. Sans implantation du projet, la différence sera que peu perceptible.

Santé humaine :

Les chiffres suivants sont données pour la région Haut-de-France :



Ainsi, on observe un taux de mortalité plus élevé en Haut-de-France pour les différentes causes en général. Plusieurs causes provoquent ces maladies dont la pollution de l'air. Il est difficile d'estimer la situation sans implantation du projet sur ce point.

3.4 Description des facteurs susceptibles d'être infectés par le projet

3.4.1 Population

Petites régions agricoles	Communes
Amiénois	Albert, Bércodel-Bécourt, Fricourt, Méaulte

Population à Albert :

	Albert	Moyenne des villes
Population (2016)	9 951 hab.	1 924 hab.
Densité de population (2016)	721 hab/km ²	167 hab/km ²
Nombre de ménages (2016)	4 577	836
Habitants par ménage (2016)	2,2	2,4
Nombre de familles (2016)	2 777	522
Naissances (2018)	114	21
Décès (2018)	147	17
Solde naturel (2018)	-33	4

Albert est une ville assez peuplée avec une forte densité de population.

Nombre d'habitants par classe d'âge à Albert

Données 2016	Albert : nombre habitants	% de la population	Moyenne des villes
Moins de 15 ans	1 647	16,6 %	18,0 %
15 - 29 ans	1 886	19,0 %	13,5 %
30 - 44 ans	1 552	15,6 %	18,3 %
45 - 59 ans	1 967	19,8 %	22,0 %
60 - 74 ans	1 518	15,3 %	18,8 %
75 ans et plus	1 214	12,2 %	8,9 %

Les classes d'âge sont assez homogènes mais avec plus de personnes de plus de 75 ans. La majorité des personnes ne sont donc pas à risque mais un peu plus que la moyenne des villes. Au contraire, il y a moins de jeunes personnes (16,6 %).

Population de Bécordel-Bécourt :

	Bécordel- Bécourt	Moyenne des villes
Population (2016)	161 hab.	1 924 hab.
Densité de population (2016)	45 hab/km ²	167 hab/km ²
Nombre de ménages (2016)	65	836
Habitants par ménage (2016)	2,5	2,4
Nombre de familles (2016)	50	522
Naissances (2018)	0	21
Décès (2018)	1	17
Solde naturel (2018)	-1	4

Bécordel-Bécourt est un petit village avec très peu d'habitants.

Données 2016	Bécordel- Bécourt : nombre habitants	% de la population	Moyenne des villes
Moins de 15 ans	30	18,6 %	18,0 %
15 - 29 ans	17	10,6 %	13,5 %
30 - 44 ans	42	26,1 %	18,3 %
45 - 59 ans	43	26,7 %	22,0 %
60 - 74 ans	22	13,7 %	18,8 %
75 ans et plus	7	4,3 %	8,9 %

La population âgée est faible, il y a surtout des personnes entre 30 et 59 ans. Il y a donc moins de personnes plus sensibles en termes de santé.

Population de Fricourt :

	Fricourt	Moyenne des villes
Population (2016)	495 hab.	1 924 hab.
Densité de population (2016)	44 hab/km ²	167 hab/km ²
Nombre de ménages (2016)	197	836
Habitants par ménage (2016)	2,5	2,4
Nombre de familles (2016)	141	522
Naissances (2018)	4	21
Décès (2018)	4	17
Solde naturel (2018)	0	4

Fricourt est également un petit village avec peu d'habitants.

Données 2016	Fricourt : nombre habitants	% de la population	Moyenne des villes
Moins de 15 ans	80	16,2 %	18,0 %
15 - 29 ans	96	19,4 %	13,5 %
30 - 44 ans	98	19,8 %	18,3 %
45 - 59 ans	88	17,8 %	22,0 %
60 - 74 ans	99	20,0 %	18,8 %
75 ans et plus	34	6,9 %	8,9 %

Il n'y a également peu de personnes très âgées. Les personnes très jeunes sont également moins représentées en moyenne.

3.4.1.1 LE MILIEU SOCIOECONOMIQUE :

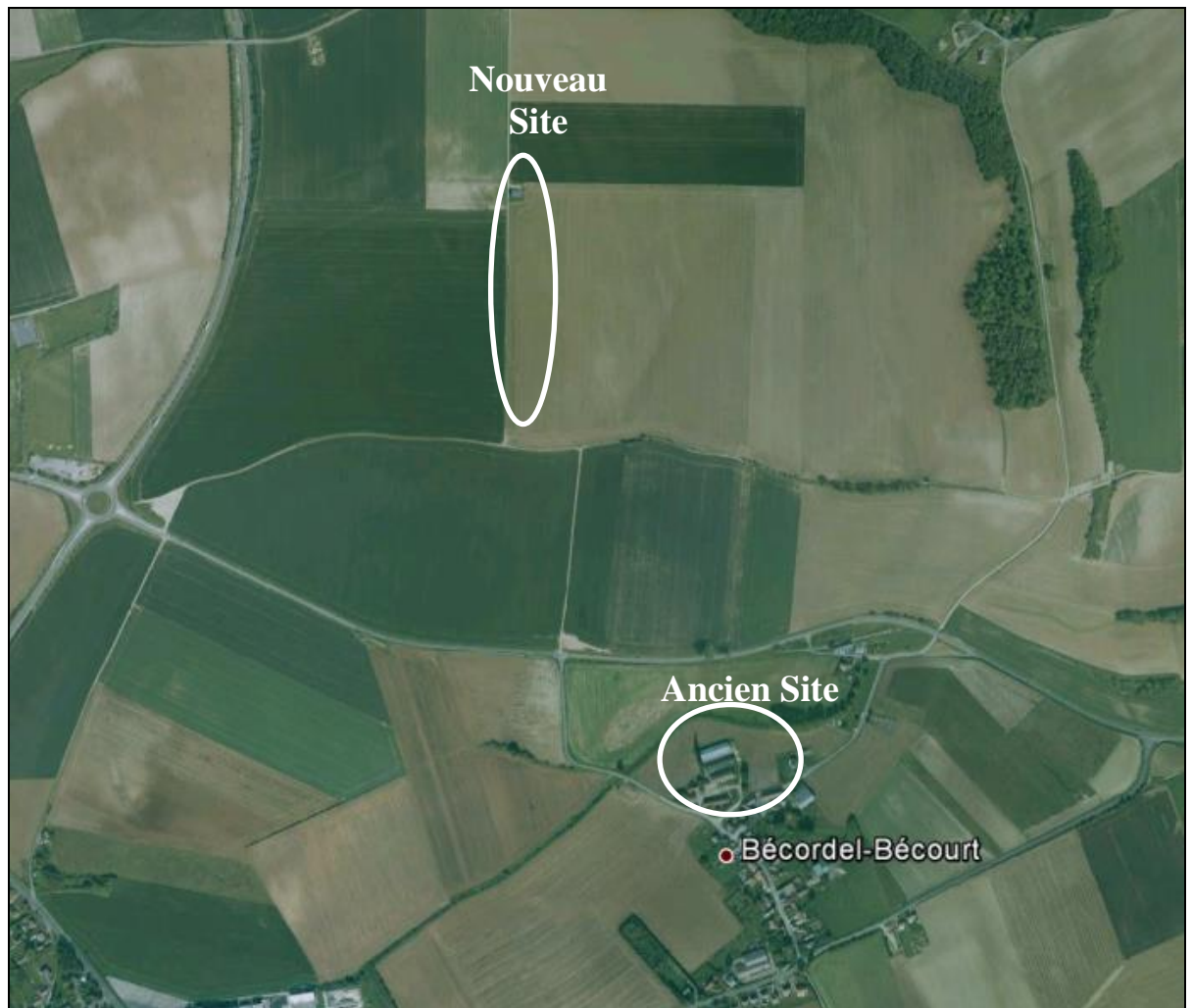
3.4.1.1.1 LOCALISATION DU SITE :

L'ancien site de l'exploitation est situé sur la commune de Bécordel-Bécourt, le village se trouve à l'est de la Somme.

L'ancienne exploitation se trouve au nord du village. Le nouveau site se trouve sur la commune de Albert, au nord de l'ancien site.

Le corps de ferme est constitué d'un bâtiment de stockage de paille/matériel, d'un bâtiment de matériel/atelier, et de trois bâtiments d'élevage.

La vue aérienne rapprochée permet d'avoir une vue d'ensemble des abords immédiats du site principal de l'exploitation



Cette commune est située à :

- 3.2 km au Sud –Est d’Albert
- 30 km au Nord-Est d’Amiens

Ce secteur fait partie de l’arrondissement et du canton de Péronne.

Les habitants de Becordel-Becourt étaient au nombre de 164 au recensement de 2011. La superficie est de 3.2 km². Becordel-Becourt porte le code Insee 80073 et est associée au code postal 80300. Elle se situe géographiquement à une altitude de 60 mètres environ.

Il s’agit d’un secteur dominé par l’agriculture (cultures et élevage) ponctué par des espaces naturels peu étendus mais nombreux (bois, haies, friches).

La commune dispose d’un PLU plan locale d’urbanisme et d’un POS Plan d’occupation du sol.

3.4.1.1.2 VOISINAGE IMMEDIAT DE LA COMMUNE ET DU SITE :

Les communes limitrophes d’ALBERT sont les suivantes :

- AVELUY
- BECOURT
- BOUZINCOURT
- DERNANCOURT
- MEAULTE
- MESNIL-MARTINSART
- MILLENCOURT
- OVILLERS -LA-BOISELLE

3.4.1.1.3 Voies d’accès au site :

Il existe un accès routier au site par la route départementale D938.

La commune de Bécordel-Bécourt est traversée par une route départementale la D938

3.4.1.1.4 Urbanisme

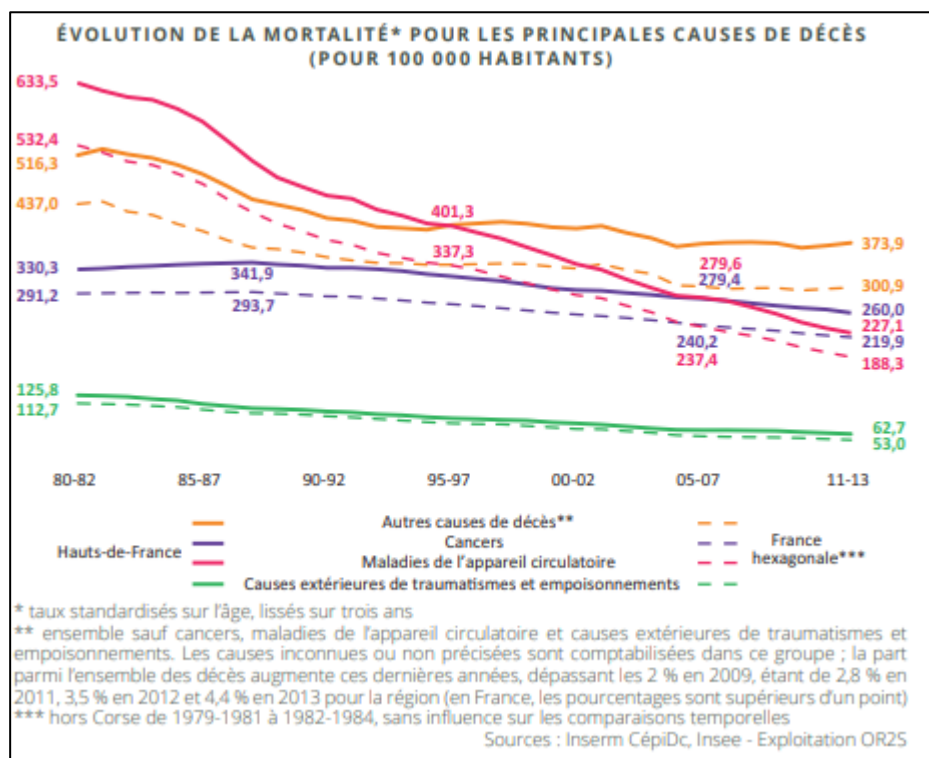
La commune d’Albert ne dispose que d’un seul document d’urbanisme (PLU). Ce dernier est joint en annexe 8.

3.4.1.1.5 Etablissements recevant du public et équipements publics sensibles :

Il n’y a pas d’établissement recevant du public dans 1/10 du rayon d’affichage

3.4.2 La santé humaine

Un diagnostic sur la santé dans les Haut-de-France a été réalisé par or2s. Il en résulte qu'il y a une mortalité plus haute que la moyenne nationale pour les différentes causes de décès.



L'espérance de vie y est de 2,8 ans inférieurs à celle de la France chez les hommes et 2,1 ans chez les femmes. Cependant, ces écarts sont moins élevés dans les zones rurales avec seulement 1,1 ans inférieur. Cette surmortalité touche toutes les classes d'âge, avec un constat plus grave encore pour les plus de 65 ans. De façon générale, la mortalité sur les trente dernières années en Haut-de-France a toujours été supérieur à celle du niveau national.

3.4.3 La biodiversité

Faune/flore :

Le site du projet à Albert ne se situe pas dans une zone protégée pour la faune et la flore. Cependant, des Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) sont recensées dans les communes voisines du nouveau site d'implantation de l'élevage de poulettes. Les ZNIEFF étant éloignées du projet, dans un souci de cohérence avec l'implantation du projet, seules les ZNIEFF les plus proches du site sont relevées.

Le tableau suivant recense les zones protégées situées dans un rayon inférieur à 5 kilomètres dans les communes voisines d'Albert :

Communes	Natura 2000	ZNIEFF	Corridors écologiques	Autres (RNN, RNR...)
Albert	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Aveluy	Aucun	Type 1 : Vallée de l'Ancre	Aucun	Aucun

		Beaumont-Hamel et Aveluy et cours supérieur de l'Ancre		
Bécordel-Bécourt	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Bouzincourt	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Dernancourt	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Fricourt	Aucun	Type 1 : Bois de contalmaison, mametz et bazentin	Aucun	Aucun
Méaulte	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun
Ovillers-la-Boiselle	Aucun	Aucun	Aucun	Aucun

Dans un rayon de 5 kilomètres autour du site du projet, deux ZNIEFF de type 1 sont recensées :

- 80NEA101 : Vallée de l'Ancre entre Beaumont-Hamel et Aveluy et cours supérieur de l'Ancre ;
- 80NEA104 : Bois de Contalmaison Mametz et Bazentin.

Dans la commune d'Albert, aucunes espèces protégées floristiques n'est recensées d'après la DREAL Haut-de-France. Les espèces protégées faunistiques sont les suivantes :

- * **Accenteur mouchet** (*Prunella modularis* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2016
- * **Bergeronnette des ruisseaux** (*Motacilla cinerea Tunstall*) : Non menacé (préoccupation mineure) - Peu commun - 2011
- * **Bergeronnette grise** (*Motacilla alba alba*) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2013
- * **Bergeronnette printanière** (*Motacilla flava* L.) : - - 2012
- * **Bondrée apivore** (*Pernis apivorus* (L.)) : Quasi menacé - Assez commun - 2002
- * **Bouvreuil pivoine** (*Pyrrhula pyrrhula* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Commun - 2016
- * **Busard cendré** (*Circus pygargus* (L.)) : Menacé (vulnérable) - Assez rare - 2002
- * **Busard des roseaux** (*Circus aeruginosus* (L.)) : Menacé (vulnérable) - Assez rare - 2002
- * **Busard Saint-Martin** (*Circus cyaneus* (L.)) : Quasi menacé - Peu commun - 2002
- * **Buse variable** (*Buteo buteo* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Commun - 2013
- * **Chardonneret élégant** (*Carduelis carduelis* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2016
- * **Choucas des tours** (*Corvus monedula* L.) : Non menacé (préoccupation mineure) - Assez commun - 2014
- * **Cigogne blanche** (*Ciconia ciconia* (L.)) : Menacé (en danger) - Très rare - 2013
- * **Cochevis huppé** (*Galerida cristata* (L.)) : Menacé (en danger) - Rare - 2001
- * **Cygne tuberculé** (*Cygnus olor* (Gmelin)) : Evaluation de la menace non applicable - Assez commun - 2013
- * **Effraie des clochers** (*Tyto alba* (Scopoli)) : Données insuffisantes - Assez commun - 2013
- * **Epervier d'Europe** (*Accipiter nisus* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Assez commun - 2002
- * **Faucon crécerelle** (*Falco tinnunculus* L.) : Non menacé (préoccupation mineure) - Commun - 2015
- * **Faucon hobereau** (*Falco subbuteo* L.) : Quasi menacé - Assez commun - 2002
- * **Fauvette grisette** (*Sylvia communis* Latham) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun -

2015

- * **Grand Cormoran** (*Phalacrocorax carbo* (L.)) : - - 2015
- * **Grande Aigrette** (*Casmerodius albus* (L.)) : Non évalué - - 2013
- * **Grèbe castagneux** (*Tachybaptus ruficollis* (Pallas)) : Quasi menacé - Assez commun - 2013
- * **Grèbe huppé** (*Podiceps cristatus* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Assez commun - 2015
- * **Grimpereau des jardins** (*Certhia brachydactyla* Brehm) : Non menacé (préoccupation mineure) - Commun - 2016
- * **Harle bièvre (Grand Harle)** (*Mergus merganser* L.) : Non évalué - - 2011
- * **Héron cendré** (*Ardea cinerea* L.) : Non menacé (préoccupation mineure) - Peu commun - 2016
- * **Hibou moyen-duc** (*Asio otus* (L.)) : Données insuffisantes - Assez commun - 2015
- * **Hirondelle de fenêtre** (*Delichon urbica* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2011

2011

- * **Hirondelle de rivage** (*Riparia riparia* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - - 2010
- * **Hirondelle rustique** (*Hirundo rustica* L.) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2010
- * **Martin-pêcheur d'Europe** (*Alcedo atthis* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Assez commun - 2013
- * **Martinet noir** (*Apus apus* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2012
- * **Mésange à longue queue** (*Aegithalos caudatus* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2015
- * **Mésange bleue** (*Parus caeruleus* L.) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2016
- * **Mésange charbonnière** (*Parus major* L.) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2016
- * **Moineau domestique** (*Passer domesticus* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2016
- * **Mouette rieuse** (*Larus ridibundus* L.) : Non menacé (préoccupation mineure) - Assez commun - 2016
- * **Oedicnème criard** (*Burhinus oedicnemus* (L.)) : Menacé (vulnérable) - Peu commun - 2009
- * **Pic épeiche** (*Dendrocopos major* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2016
- * **Pic vert** (*Picus viridis* L.) : Non menacé (préoccupation mineure) - Commun - 2010
- * **Pinson des arbres** (*Fringilla coelebs* L.) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2016
- * **Pouillot véloce** (*Phylloscopus collybita* (Vieillot)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2013
- * **Roitelet huppé** (*Regulus regulus* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - - 2012
- * **Rougegorge familier** (*Erithacus rubecula* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2016
- * **Rougequeue noir** (*Phoenicurus ochruros* (Gmelin)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2013
- * **Rousserolle verderolle** (*Acrocephalus palustris*) : Non menacé (préoccupation mineure) - Assez commun - 2013
- * **Sterne pierregarin** (*Sterna hirundo* L.) : Menacé (vulnérable) - Assez rare - 2013
- * **Troglodyte mignon** (*Troglodytes troglodytes* (L.)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2016

* **Pipistrelle commune** (*Pipistrellus pipistrellus* Schreber 1774) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2015

* **Écureuil roux** (*Sciurus vulgaris* Linnaeus 1758) : Non menacé (préoccupation mineure) - Commun - 2016

* **Hérisson d'Europe** (*Erinaceus europaeus* Linnaeus 1758) : Non menacé (préoccupation mineure) - Très commun - 2013

* **Crapaud commun** (*Bufo bufo* (Linnaeus 1758)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Commun - 1980

- * **Grenouille rousse** (*Rana temporaria* (Linnaeus 1758)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Commun - 1981
- * **Grenouille verte** (*Pelophylax kl. esculentus* (Linnaeus, 1758)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Commun – 2013
- * **Couleuvre à collier** (*Natrix natrix* (Linnaeus 1758)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Commun - 1986
- * **Lézard des murailles** (*Podarcis muralis* (Laurenti 1768)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Assez commun - 2016
- * **Orvet** (*Anguis fragilis* (Linnaeus 1758)) : Non menacé (préoccupation mineure) - Commun - 1986

Le site se trouvant sur une parcelle agricole, aucune de ces espèces n'est susceptible d'être impactée par le projet car le type d'habitat cultural n'est pas l'habitat fréquenté par ces espèces.

Expertise faune/flore réalisée :

Le projet situé sur la commune d'Albert est constitué d'une zone de plaine cultivée sur le versant Est de la vallée de l'Ancre, occupée en grande partie par des cultures céréalières de type open Fields. Le seul élément structurant du paysage est observé à l'abord Ouest du site par une haie. Un bâtiment (fumière) est déjà existant sur le site.

Un relevé floristique et faunistique a été réalisé le 18 avril 2014 par une journée ensoleillée, une température de 12°C avec un vent de N/NE environs 30 km/h.



Zone étudiée

Photo aérienne de la zone étudiée (source Géoportail)

Expertise flore et habitats

Le sol est une terre agricole ancienne développée sur un substrat limono-argilo, relativement riche pour l'agriculture en général.

Actuellement, l'ensemble du secteur est occupé par des grandes cultures céréalières.

Une étude des espèces et des formations végétales est nécessaire en préalable au projet d'un bâtiment d'élevage.



Photo aérienne du cadastre (source Géoportail)

Les habitats naturels (essentiellement d'origine anthropique), les formations végétales et les espèces présents sur l'aire d'implantation possible, sont décrits ci-dessous et illustrés sur la carte des habitats ci-après.

Trois formations végétales sont présentes sur le site une grande culture, un ourlet de végétation spontanée et une plantation de quelques arbres isolés.

La grande culture (Code Corine 82.11) :

Cette partie recouvre 99% de la zone étudiée. Elle est composée d'un semi de blé (monoculture) et on y retrouve aucune autre espèce végétale. En effet, cette partie est entretenue par des produits phytosanitaires ce qui limite le développement de toute autre espèce végétale.

Cette partie a une faible valeur écologique.

*Grande culture zone en projet***Ourlet de végétation spontané (Code Corine 82.2) :**

Cet habitat se localise sur les bords Ouest et Sud de la zone étudiée. Cette bande de végétation enherbée large au maximum de 1m par endroit, est affectée par des adventices comme l'Armoise commune, la Capselle bourse-à-pasteur, la Fumeterre officinale, le plantain majeur...

La diversité végétale est faible et accueille une flore banale.

*Photo de l'ourlet de végétation***Plantation que quelques arbres isolés (Code Corine 84.1) :**

Cette plantation se localise sur les bords du bâtiment existant (fumière), il s'agit de quelques Merisiers plantés pour atténuer la visibilité de la fumière dans le paysage.

*Photo de la plantation de Merisier*

Carte des habitats rencontrés



- Ourlet de végétation spontané (Code Corine 82.2)
- Chemin agricole
- Haie (Code Corine 84)
- La grande culture (Code Corine 82.11)
- Bâtiment (fumière)
- Plantation que quelques arbres isolés (Code Corine 84.1)

Conclusion sur les enjeux sur le site liés à la flore et aux habitats

Aucun des habitats naturels ou des plantes rencontrés ne possède de statut de protection national, régional ou local.

Il s'agit de plantes pour beaucoup cultivées, les autres étant communes compte tenu de l'anthropisation du milieu.

Les enjeux sont donc extrêmement faibles concernant la flore et les habitats.

Expertise de l'avifaune

Méthodologie

Un passage a été effectué le 18/04/2014 de 09h00 à 11h00 avec une météo ensoleillée. Il s'agit d'horaires qui permettent d'envisager au mieux la petite avifaune reproductrice. La méthodologie employée est celle de l'observation sur le secteur des espèces utilisant le site à travers leur cycle écologique. Le secteur et tous ces milieux ont été parcourus à pied. L'identification des oiseaux a été réalisée à l'aide de jumelles 10x42 et à l'audition (cris, chants). Enfin, nous avons recherché des indices de nidification en fonction des critères des atlas des oiseaux nicheurs de France et Picardie. Une description très générale est proposée pour les milieux utilisés pour la nidification.

<i>Espèces</i>	<i>Statut réglementaire</i>	<i>Statut de rareté</i>	<i>Liste rouge de France métropolitaine</i>	<i>Statut sur site</i>
Allouette des champs (<i>Alauda arvensis</i>)	Annexe 3 convention de Berne	TC	LC	Nicheur probable
Bergeronnette grise (<i>Motacilla alba</i>)	Annexe 2 convention de Berne : Espèce protégée	TC	LC	Nicheur probable
Bruant jaune (<i>Emberiza citrinella</i>)	Annexe 2 convention de Berne : Espèce protégée	TC	NT	Nicheur probable
Buse variable (<i>Buteo buteo</i>)	Annexe 2 convention de Berne : Espèce protégée : Annexe 2 conventions de Bonn : Annexe 2 convention de Washington	C	LC	Zone de chasse
Hirondelle rustique (<i>Hirundo rustica</i>)	Annexe 2 convention de Berne : Espèce protégée	TC	LC	Zone de chasse
Perdrix grise (<i>Perdix perdix</i>)	Annexe 3 convention de Berne	TC	LC	Nicheur probable
Pigeon ramier (<i>Columba palumbus</i>)	-	TC	LC	Zone de survol

Statut de rareté : TC : très commun C : Commun

Liste rouge de France métropolitaine : LC : Préoccupation mineure (espèce pour laquelle le risque de disparition de France est faible) NT : Quasi menacée (espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacée si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises).

Convention de Berne : Annexe 2 : espèces de faune strictement protégées ; **Annexe 3** : espèces de faune protégées dont l'exploitation est réglementée.

Convention de Bonn : Annexe 1 : espèces migratrices menacées, en danger d'extinction, nécessitant une protection immédiate ; **Annexe 2** : espèces migratrices se trouvant dans un état de conservation défavorable et nécessitant l'adoption de mesures de conservation et de gestion appropriées

Convention de Washington : Annexe 1 : espèces menacées d'extinction pour lesquelles le commerce ne doit être autorisé que dans des conditions exceptionnelles ; **Annexe 2** : espèces vulnérables dont le commerce est strictement réglementé ; **Annexe 3** : espèces qu'une partie contractante déclare soumise à une réglementation ayant pour but de restreindre ou d'empêcher leur exploitation

Conclusion sur les enjeux avifaunistiques

Le secteur étudié ne présente pas, au vu de l'inventaire avifaunistique, un intérêt majeur. Peu d'espèces ont été contactées sur le secteur étudié. Il n'y a pas d'espèce à forte valeur patrimoniale ou d'espèce déterminante selon les codifications en vigueur.

Expertise des mammifères

La zone d'étude, située en périphérie urbaine, ainsi que l'absence de haies ou de bosquet limite sans doute la présence de mammifères. Toutefois, il a été observé le Lièvre d'Europe lors de notre intervention du 18 avril 2014. Compte tenu du contexte paysager à la périphérie de la zone étudiée, on peut supposer la présence occasionnelle du renard roux et du blaireau.

Liste des espèces floristique rencontrées

<i>Noms latins</i>	<i>Noms vernaculaire</i>	Rareté régionale
<i>Crepis capillaris</i>	Crépide capillaire	CC
<i>Prunus avium</i>	Prunier merisier	CC
<i>Urtica dioica</i>	Ortie dioïque [Grande ortie]	CC
<i>Plantago lanceolata</i>	Plantain lancéolé	CC
<i>Glechoma hederacea</i>	Lierre terrestre	CC
<i>Calystegia sepium</i>	Liseron des haies	CC
<i>Heracleum sphondylium</i>	berce commune	CC
<i>Cirsium arvense</i>	Cirse des champs	CC
<i>Geranium robertianum</i>	Géranium herbe à Robert	CC
<i>Galium aparine</i>	Gaillet gratteron	CC
<i>Myosotis arvensis</i>	Myosotis des champs	CC
<i>Plantago major</i>	Plantain à larges feuilles	CC
<i>Silene vulgaris</i>	Silène enflé	AC
<i>Lamium album</i>	Lamier blanc	CC
<i>Festuca rubra</i>	Fétuque rouge	CC
<i>Achillea millefolium</i>	Achillée millefeuille	CC
<i>Agrostis stolonifera</i>	Agrostide stolonifère	CC
<i>Capsella bursa-pastoris</i>	Capselle bourse-à-pasteur	CC
<i>Fumaria officinalis</i>	Fumeterre officinale	CC

Rareté régionale : **CC** : espèce très commune **AC** : espèce assez commune

Compte tenu de la zone se trouvant être une parcelle cultivée, et les espèces retrouvées sur le site lors de l'inventaire spontanée, un inventaire faune/flore plus poussé n'est pas nécessaire. De plus, le site ne se trouve ni dans un site Natura 2000, ni dans une ZNIEFF. La zone Natura 2000 la plus proche se trouvant être à 7km et la ZNIEFF la plus proche à plus de 2 km. La majorité du site étant une zone de culture céréalière avec un ourlet herbeux sur ses périphéries. Les espèces présentes représentent un intérêt environnemental faible. Il en va de même pour les espèces avifaunes. Un inventaire faune/flore sur un cycle biologique entier n'est pas nécessaire à la vue de ces différents faits.

Natura 2000 : Voir copie de l'incidence Natura 2000

3.4.4 Document d'incidence Natura 2000

3.4.4.1 Présentation du projet

Le gérant de l'exploitation est un exploitant indépendant dont l'activité principale est l'élevage de volailles. Son projet consiste à déplacer et développer son activité d'élevage avicole sur un nouveau site localisé sur la commune d'Albert, dans la Somme. L'objectif principal est de moderniser son poulailler par la construction d'un nouveau bâtiment. Les objectifs principaux seront alors de diversifier son mode de production par l'installation d'une volière à la place de cages et de limiter les nuisances vis-à-vis des tiers en se déplaçant en dehors du village.

Le déplacement de son activité sur le site d'Albert permettra d'éloigner l'élevage vis-à-vis des tiers et ainsi de limiter les nuisances sonores et odorantes. Le nouveau site est en effet situé à environ 800 mètres des tiers les plus proches, ce qui est conforme à la distance réglementaire minimale de 100 mètres d'éloignement des tiers.

Le projet aura pour but d'accueillir 65 000 poulettes et sera composé d'un bâtiment principal, d'un hangar de stockage de fientes, un local groupe électrogène, d'un local eau, de deux fosses toutes eaux afin de récupérer les eaux issues du lavage, du nettoyage, de la désinfection de l'aire d'élevage et également les eaux issues du vestiaire. Il sera installé également deux silos d'aliment, et un forage sera fait pour l'alimentation en eau du site. En tout, 2 013 m² seront imperméabilisées sur des parcelles agricoles appartenant au propriétaire.

3.4.4.2 Site concerné

Sur le secteur de Bécordel-Bécourt, il n'y a aucun NATURA 2000 à proximité du site principal, ni au proche des parcelles d'épandage. Ainsi, aucune incidence sur des sites NATURA 2000 ne peut être relevée dans ce secteur. La zone NATURA 2000 la plus proche est située à environ 8km au sud-est du projet.

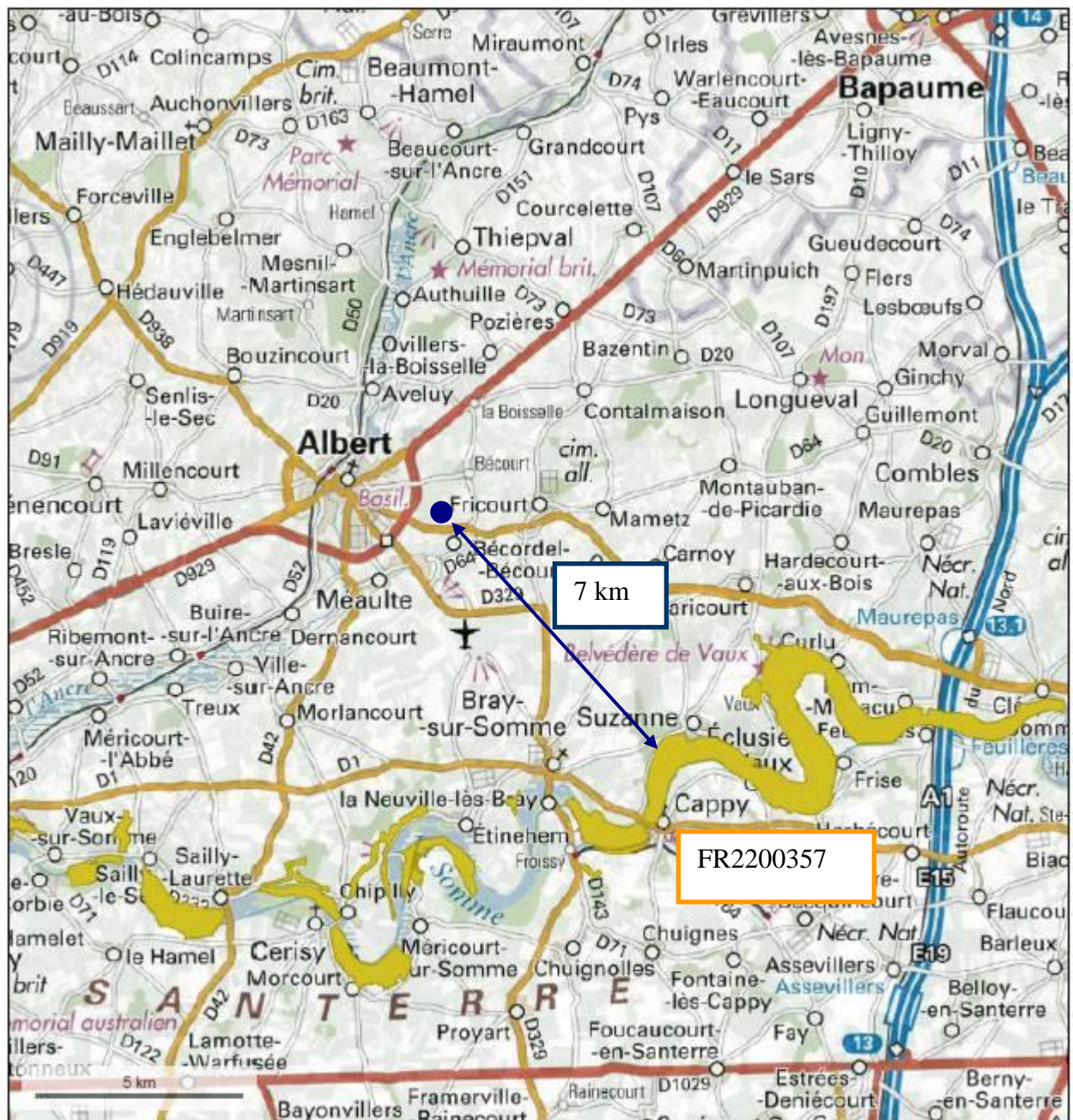
Cartographie des NATURA 2000

Les sites Natura 2000 les plus proches sont les suivants :

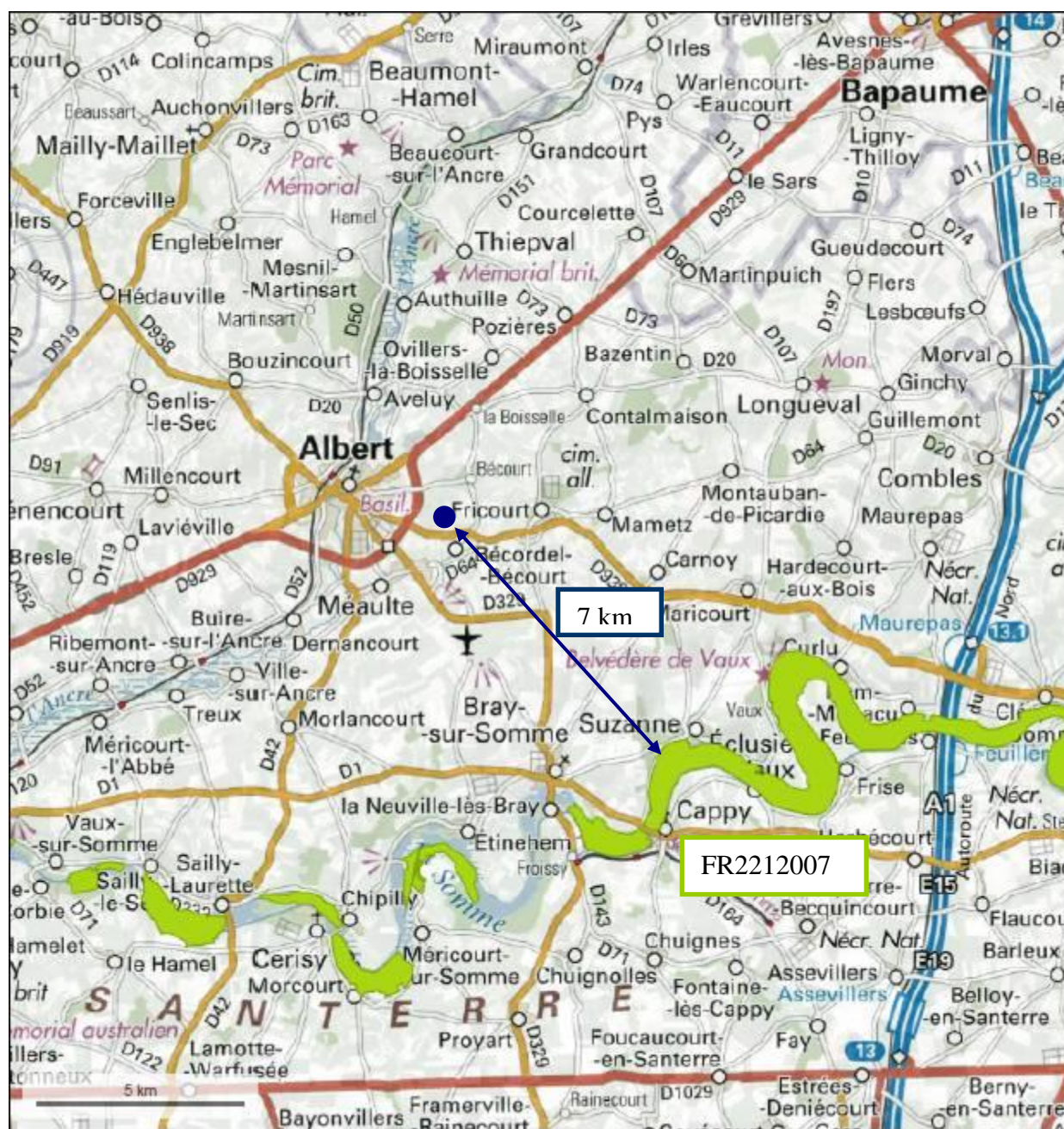
- Etangs et marais du bassin de la Somme– FR2212007
- Moyenne vallée de la Somme – FR2200357

Dans le secteur d'Albert, aucun site NATURA 2000 n'est situé à proximité du projet et des parcelles d'épandage. Ainsi, aucune incidence sur des sites NATURA 2000 ne peut être relevée dans ce secteur. La zone NATURA 2000 la plus proche est située à environ 7 km au sud-est du projet.

La carte suivante représente l'emplacement du site Natura 2000 « habitat » le plus proche du projet. Il s'agit de la ZSC de la Moyenne vallée de la Somme (FR2200357).

© IGN 2017 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legalesLongitude : 2° 42' 52" E
Latitude : 49° 59' 05" N

La carte suivante représente la localisation du site Natura 2000 « oiseaux » le plus proche du projet. Il s'agit des Etangs et Marais du bassin de la Somme (FR2212007).



© IGN 2017 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 2° 42' 52" E
Latitude : 49° 58' 05" N

Etangs et Marais du bassin de la Somme. FR2212007

Localisation :

- Région : Hauts-de-France (anciennement Picardie)
- Département : Somme
- Superficie : 5 243 ha
- Région biogéographique : Atlantique

Description du site :

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	30 %
Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières	30 %
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	10 %
Forêts caducifoliées	20 %
Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	10 %

Ces portions de la vallée de la Somme entre Abbeville et Pargny comportent une zone de méandres entre Cléry-sur-Somme et Corbie et un profil plus linéaire entre Corbie et Abbeville ainsi qu'à l'amont de Cléry-sur-Somme. Le système de biefs formant les étangs de la Haute Somme constitue un régime des eaux particulier, où la Somme occupe la totalité de son lit majeur. Les hortillonnages d'Amiens constituent un exemple de marais apprivoisé intégrant les aspects historiques, culturels et culturels (maraîchage) à un vaste réseau d'habitats aquatiques. Le site comprend également l'unité tourbeuse de Boves (vallée de l'Avre qui présente les mêmes systèmes tourbeux que ceux de la vallée de la Somme). L'ensemble du site, au rôle évident de corridor fluvial migratoire, est une entité de forte cohésion et solidarité écologique des milieux aquatiques et terrestres.

L'expression du système tourbeux alcalin est marquée par un vieillissement généralisé avec accélération de la dynamique arbustive et préforestière, par une dégradation de la qualité des eaux, par un envasement généralisé. Après une époque historique d'exploitation active, quasiment sans végétation arbustive et arborée, d'étangs de tourbage, de marais fauchés et pâturés, ce sont donc les tremblants, roselières, saulaies et aulnaies, bétulaies sur tourbe, qui structurent aujourd'hui les paysages de la vallée (tandis que disparaissent les différents habitats ouverts).

Vulnérabilité :

Actuellement la vallée de la Somme ne fonctionne plus comme un système exportateur : avec la régression ou la disparition des pratiques de fauche, pâturage, étrépage, tourbage, l'exportation de matière est le plus souvent insuffisante pour maintenir un état trophique correct du système. Il en résulte des phénomènes d'atterrissement et de minéralisation de la tourbe, de vieillissement des roselières, cariçaies, moliniaies au profit des mégaphorbiaies et fourrés hygrophiles. Ces processus ont été accélérés par la pollution du cours de la Somme et par l'envasement. Les vastes surfaces de roselières inondées qui dominaient de nombreux secteurs il y a 50 ans ont été considérablement réduites, de même que les herbiers aquatiques de qualité et les prairies humides pâturées. Par ailleurs, les inondations de 2001 ont déposé des limons qui ont notamment altéré l'état de conservation des roselières et des habitats tourbeux et accéléré l'envasement de nombreux étangs. Enfin, phénomène plus récent, la prolifération de la Jussie, dans un premier temps dans les étangs de la Haute Somme et plus récemment à l'aval d'Amiens, est une menace importante qui pèse sur les milieux aquatiques. De ces différents phénomènes évolutifs ou ponctuels s'en suit une perte importante de diversité et une régression

progressive de l'intérêt biologique. Quelques secteurs sont mieux préservés car bénéficient d'une gestion cynégétique adaptée, de mesures de protection (réserve naturelle, arrêtés préfectoraux de protection de biotope) ainsi que de projets de gestion conservatoire spécifiques.

A l'aval de Corbie, plusieurs marais font l'objet d'une gestion conservatoire contractuelle afin de limiter les phénomènes de vieillissement de la végétation et de préserver le patrimoine naturel en particulier ornithologique), en concertation avec les acteurs locaux. Citons, le Grand Marais de la Queue à Blangy-Tronville, les marais de Tirancourt et le marais communal de la Chaussée Tirancourt, le marais communal de Belloy-sur-Somme, les Prés à Pion à Longpré-les-Corps-Saints et l'étang le Maçon à Mareuil-Caubert. Entre Amiens et Abbeville, la zone de préemption au titre des ENS du Conseil général de la Somme est un outil d'intervention utilisé à l'amiable.

Qualité et importance :

Ce site constitue un ensemble exceptionnel avec de nombreux intérêts spécifiques, notamment ornithologiques : avifaune paludicole nicheuse (populations importantes de Blongios nain, Busard des roseaux, passereaux tels que la Gorgebleue à miroir...), et plusieurs autres espèces d'oiseaux menacés au niveau national (Sarcelle d'hiver, Canard souchet...). Outre les lieux favorables à la nidification, le rôle des milieux aquatiques comme sites de halte migratoire est fondamental pour les oiseaux d'eau.

Moyenne vallée de la Somme : FR2200357

Localisation :

- Région : Picardie
- Département : Somme
- Superficie : 1 827ha
- Altitude minimale : 30 m
- Altitude maximale : 80 m
- Région biogéographique : Atlantique

Description du site :

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	15 %
Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières	35 %
Pelouses sèches, Steppes	14 %
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	1 %
Forêts caducifoliées	30 %
Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	4 %
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	1 %

Ce long tronçon de la vallée de la Somme comporte la zone des méandres d'axe général est/ouest entre Corbie et Péronne. L'ensemble de la vallée, au rôle évident de corridor fluvial, est une entité de forte cohésion et solidarité écologique des milieux, liée aux équilibres trophiques, hydriques, biologiques, aux flux climatiques et migratoires ; ainsi, le mésoclimat submontagnard particulier qui baigne les coteaux calcaires, dépend directement de l'hygrométrie et des brumes dégagées ou piégées par le fond de la vallée. La Somme, dans cette partie, développe un exemple typique et exemplaire de large vallée en U à faible pente. L'expression du système tourbeux alcalin est marqué par des affinités continentales sensibles, croissantes d'ailleurs en remontant la vallée, par un vieillissement généralisé avec accélération de la dynamique arbustive et préforestière, par une dégradation de la qualité des eaux

circulantes de la Somme, par un envasement généralisé. Après une époque historique d'exploitation active, quasiment sans végétation arbustive et arborée, d'étangs, de tourberies, de marais fauché et pâturé, ce sont donc les tremblants, roselières, saulaies et aulnaies, bétulaies sur tourbe, qui structurent aujourd'hui les paysages de la vallée (tandis que disparaissent les habitats de prés paratourbeux, de bas-marais et de moliniaies turficoles). Avec cette dynamique, la multiplication de situations ombrogènes avec acidification superficielle des tourbes basiques, génère un complexe d'habitats acidoclines à acidiphiles exceptionnel, notamment de bétulaies à sphaignes et *Dryopteris cristata*, en cours d'extension, voire de généralisation dans certains secteurs.

Ailleurs, le système alluvial tourbeux alcalin de type transitoire subatlantique-subcontinental de la Moyenne Somme présente un cortège typique et représentatif de milieux. En particulier, les habitats aquatiques, les roselières et cariçaies associées aux secteurs de tremblants ont ici un développement spatial important et coenotiquement saturé, tandis que persistent quelques-uns des derniers lambeaux de prés oligotrophes tourbeux alcalin subatlantique subcontinental.

Associés au fond humide de la vallée et en étroite dépendance des conditions mésoclimatiques humides créées, les versants offrent par le jeu des concavités et des convexités des méandres, un formidable et original ensemble diversifié d'éboulis, pelouses, ourlets et fourrés calcicoles d'affinités submontagnardes, opposant les versants froids aux versants bien exposés où se mêlent les caractères thermophiles et submontagnards. Xérosère des versants et hygrosère tourbeuse donnent à ce secteur de la Somme, une configuration paysagère et coenotique de haute originalité et étroitement dépendante des conditions géomorphologiques et climatiques caténales.

Vulnérabilité :

Actuellement la vallée de la Somme ne fonctionne plus comme un système exportateur : avec la régression ou la disparition des pratiques de fauche, pâturage, étrépage, tourbage, l'exportation de nutriments est insuffisante pour maintenir un état trophique correct du système. Il en résulte des phénomènes d'atterrissement et de minéralisation de la tourbe, de vieillissement des roselières, cariçaies, moliniaies au profit des mégaphorbiaies et fourrés hygrophiles. Ces processus ont été gravement accélérés par la pollution du cours de la Somme et les envasements qui l'accompagnent. Il s'en suit une perte importante de diversité et une régression progressive des intérêts biologiques. Pour être efficace, la gestion des habitats ne peut se concevoir globalement qu'à l'échelle de l'ensemble de la vallée et de son bassin versant, puis à l'échelle de chaque marais.

Qualité et importance :

Les intérêts spécifiques sont nombreux et élevés, surtout floristiques :

- Plantes supérieures avec 16 espèces protégées
- Nombreuses plantes rares et menacées
- Diversité du cortège des tourbières alcalines et des pelouses calcaires
- Isolats et limites d'aire
- Diversité génétique des populations pelousaires
- Présence d'une espèce de la directive : *Sisymbrium supinum*
- Bryophytes remarquables, notamment le groupe des sphaignes
- Richesse en orchidées

Intérêts faunistiques :

- ornithologiques :

- * avifaune paludicole nicheuse (rapaces, anatidés, passereaux notamment fauvettes, Blongios nain)
- * plusieurs oiseaux menacés au niveau national (ZICO et ZPS pour partie)
 - entomologiques : plusieurs insectes menacés dont odonate de la DHFF (*Oxygastra curtisii*)
 - herpétologiques avec d'importantes populations de Vipère péliade
 - malacologiques : 3 espèces de la Directive (*Vertigo moulinsiana*, *Anisus vorticulus*, *Vertigo angustior*)

3.4.4.3 Objectifs du site Natura 2000 de la Moyenne Vallée de la Somme et incidences possibles du projet (FR2200357) :

Objectifs de gestion	Incidence du projet
Herbiers aquatiques	
Maintenir les surfaces existantes en limitant le développement des plantes supérieures et favoriser de nouvelles installations de characées par création de milieux pionniers	Le projet n'a pas d'incidence sur les herbiers aquatiques étant donné sa configuration hors de toute zone humide et tout milieu aquatique. Le projet ne porte pas atteinte aux herbiers aquatiques
Favoriser les groupements oligo à méso-eutrophes par rapport aux groupements eutrophes et hypereutrophes.	
Maintenir cet habitat dans les quelques localités où il est en bon état de conservation et favoriser son extension par la création de gouilles	
Maintenir cet habitat dans les localités où il est en bon état de conservation	
Végétations amphibies	
Maintenir les localisations ponctuelles et favoriser de nouvelles installations de cet habitat sur berges en pente douce	Le projet n'a pas d'incidence sur les végétations amphibies, étant donné sa configuration hors de toute zone humide et tout milieu aquatique. Le projet ne porte pas atteinte aux végétations amphibies.
Maintenir les localisations ponctuelles et favoriser son extension par création de zones pionnières propices à son installation.	
Maintenir la dynamique naturelle permettant la régénération naturelle de cet habitat	
Tremblants, roselières et mégaphorbiaies Tremblants, roselières et mégaphorbiaies	
Maintenir les surfaces de l'habitat en limitant l'envahissement par les ligneux et chercher à étendre les surfaces par restauration de milieux abandonnés	Le projet n'a pas d'incidence sur ce type de végétation. Le projet se situe en zone agricole. Le projet ne porte pas atteinte aux tremblants, roselières et mégaphorbiaies Tremblants, roselières et mégaphorbiaies et à leur végétation associée.
Maintenir cet habitat dans toutes ses localités et restaurer un bon état de conservation sur les surfaces où cet habitat est présent	
Maintenir les surfaces de cet habitat préférentiellement aux boisements	
Prés tourbeux	
Maintenir cet habitat dans toutes ses localités et rétablir un bon état de conservation, étendre cet habitat par rétablissement d'activités d'entretien	Le projet et les parcelles du plan d'épandage se situent en zone agricole et n'affectent pas les prés tourbeux.
Végétations forestières alluviales	
Maintenir les surfaces de cet habitat	Les sites du projet se situent en dehors de toute zone forestière alluviale et n'a aucune incidence sur la végétation associée.
Maintenir les quelques stations où l'habitat est présent quel que soit leur état de conservation	

Végétations pré-forestières	
Pas d'objectifs de conservation ciblé	Les sites du projet se situent en dehors de toute végétation pré-forestière et n'a aucune incidence sur la végétation associée.
Pelouses, ourlet calcicoles, juniperaies, boisements de pentes et de rebord de plateaux	
Maintenir l'habitat sur ces localités ponctuelles et chercher à créer des milieux pionniers permettant de nouvelles installations.	Le projet se situe en zone agricole et n'a pas d'incidence sur les pelouses, ourlet calcicoles, juniperaies, boisements de pentes et de rebord de plateaux et leur végétation associée
Maintenir les surfaces existantes et les augmenter par extension des pratiques d'entretien des secteurs voisins.	
Végétation forestière	
Maintenir les surfaces existantes	Les sites du projet se situent en dehors de toute zone forestière et n'a aucune incidence sur la végétation associée.

Source : Docob de la Moyenne Vallée de la Somme

3.4.4.4 Objectifs du site Natura 2000 des Etangs et marais du bassin de la Somme et incidences possibles du projet (FR2212007) :

Objectifs de gestion	Incidence du projet
Restauration des habitats, des espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire	
Restaurer la qualité des milieux humides et aquatiques	Le projet n'a pas d'incidence sur les milieux humides et aquatiques, les milieux boisés, les milieux secs et les habitats d'espèces, car le projet et les parcelles d'épandage sont en zone agricole.
Restaurer la qualité des milieux boisés	
Restaurer la qualité des milieux secs	
Restaurer les habitats d'espèce	
Conservation et maintien des habitats, espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire	
Maintenir et conserver les milieux ouverts (milieux aquatiques, humides et secs)	Le projet n'a pas d'incidence sur les milieux aquatiques, humides, secs, les milieux boisés, les milieux secs et les habitats d'espèces, car le projet et les parcelles d'épandage sont en zone agricole.
Préserver la qualité des milieux boisés	
Protéger les habitats d'espèce	
Lutter contre les facteurs défavorables aux habitats, espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire	
Sensibiliser et informer les acteurs sur les sites Natura 2000 et amélioration des connaissances et suivi des actions	
Mise en place des actions et d'indicateurs de suivi des actions proposées.	Le site est en zone agricole et n'est pas concerné par un site Natura 2000. Il n'est pas prévu de mettre en place un plan d'actions ou d'amélioration des milieux.
Participer à l'amélioration des connaissances des habitats et espèces et au suivi des actions	

Source : Docob des Etangs et marais du bassin de la Somme

3.4.4.5 CONCLUSION SUR INCIDENCE DU PROJET SUR LES SITES NATURA 2000

Le site du projet se situe à environ 7 km des deux sites NATURA 2000 de la Moyenne vallée de la Somme (FR2200357) et des Etangs et Marais du bassin de la Somme (FR2212007).

Parmi le plan d'épandage de secours (ni des eaux de lavage), aucune parcelle n'est située dans un site NATURA 2000.

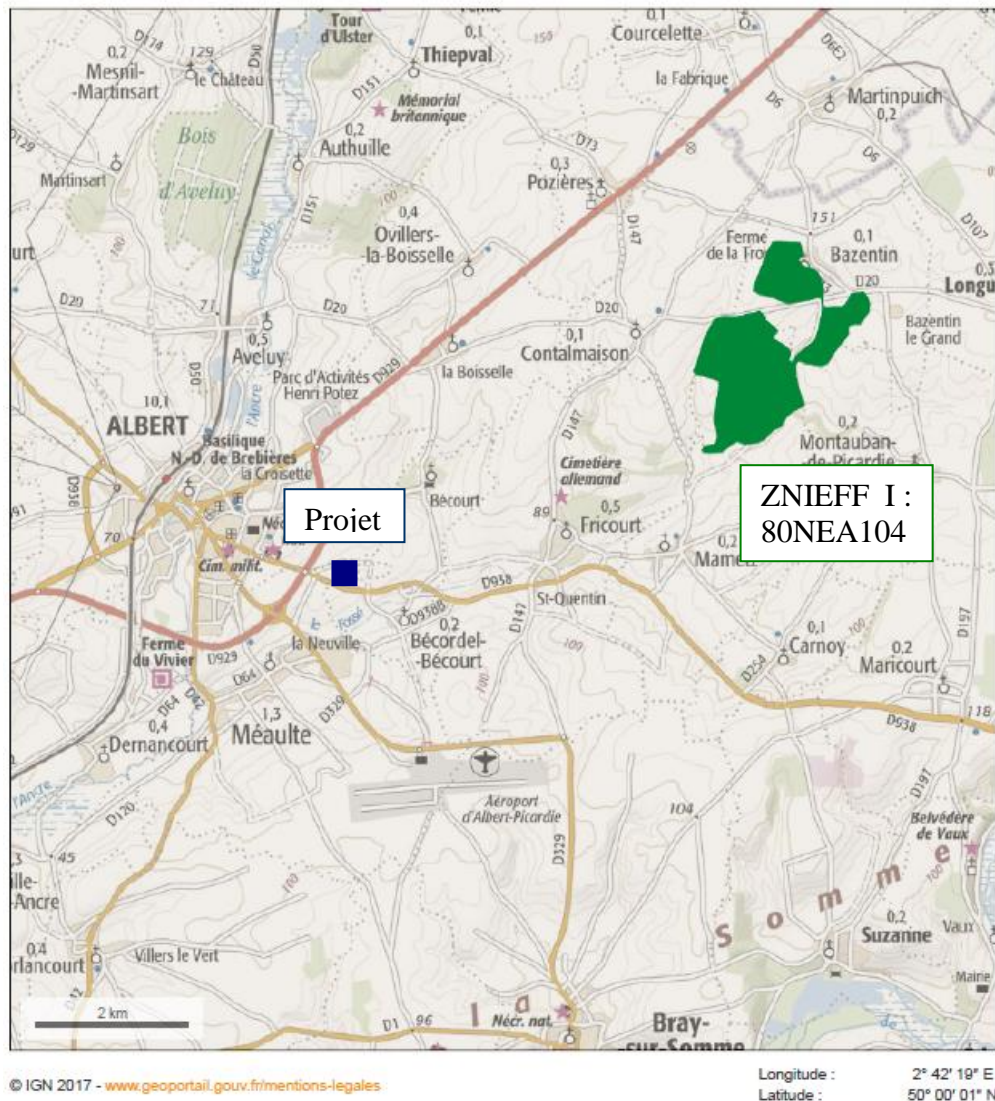
Le projet ne relève aucune incidence sur les zones Natura2000. Aucune mesure spécifique d'évitement, de réduction ou compensatoire n'est prévue.

3.4.5 ZNIEFF

Parmi les zones du patrimoine naturel et paysager répertoriées, deux sont des ZNIEFF : une sur la commune de Fricourt dans lesquelles se trouvent des parcelles du plan d'épandage de secours (et de la fosse) et une ZNIEFF sur la commune limitrophe d'Albert. Celles-ci sont cartographiées ci-dessous. L'ensemble des fiches descriptives des zones concernées est repris en annexe 13.

3.4.5.1 80NEA104 Bois de Contalmaison Mametz et Bazentin :

ZNIEFF I : 80NEA104



DESCRIPTION

Type de znieff : 1
 Numéro régional : 80NEA104
 Numéro national SFF : 220013971
 Année de mise à jour : 1997
 Surface de la znieff : 269 ha
 Altitudes mini - maxi : 80 – 155

Situés à l'est d'Albert, les « Bois de Contalmaison », « de Mametz », « de Bazentin » et « de la Perreuse » s'étendent sur les versants de faible pente des vallées sèches de la "Vallée Wagnon" et "la Vallée", ainsi que sur le plateau. Du fond des vallées jusqu'au plateau, les affleurements géologiques se succèdent de la manière suivante : craie blanche du Turonien et du Coniacien, limons argileux rouges à silex, puis limons des plateaux.

Les formations forestières correspondent principalement à des hêtraies-chênaies-charmaies mésophiles neutroclines à neutrophiles du Mercurialo-Carpinenion et à des hêtraies-chênaies acidoclines de plateau du Lonicero-Carpinenion (*Hyacinthoido non-scriptae-Fagetum sylvaticae*). On trouve également des frênaies-érablières de pente mésohygrophiles du Fraxino-Carpinien. Des taillis importants de Tilleuls à grandes feuilles (*Tilia platyphyllos*) et de Tilleuls à petites feuilles (*Tilia cordata*) sont représentés. La gestion sylvicole est principalement menée en taillis sous futaie. Le sous-bois offre de belles populations de fougères.

Quelques prairies occupent les lisières du bois ainsi que des haies de charmes taillées en têtards. Des reliques de pelouses calcicoles (*Mesobromion erecti*) et des friches se maintiennent sur le versant exposé à l'ouest de la « Vallée Wagnon ». Le site présente également un intérêt historique puisqu'il concerne le pays natal de Lamarck. Certains combats de la Première Guerre mondiale eurent lieu dans ce secteur, laissant un certain nombre de marques visibles : anciennes tranchées, arbres malingres aux troncs tordus, relief marqué par les cratères de bombes ...

INTERET DES MILIEUX

Les boisements accueillent plusieurs espèces remarquables de la faune et de la flore. Ce massif forestier, au sein d'un paysage de grande culture, joue un rôle de refuge pour certains animaux (rapaces, mammifères).

Les hêtraies-chênaies subatlantiques à Jacinthe des bois du *Hyacinthoido non-scriptae-Fagetum sylvaticae* sont des milieux inscrits à la directive "Habitats" de l'Union Européenne.

INTERET DES ESPECES

Plusieurs espèces remarquables ont été notées sur le site :

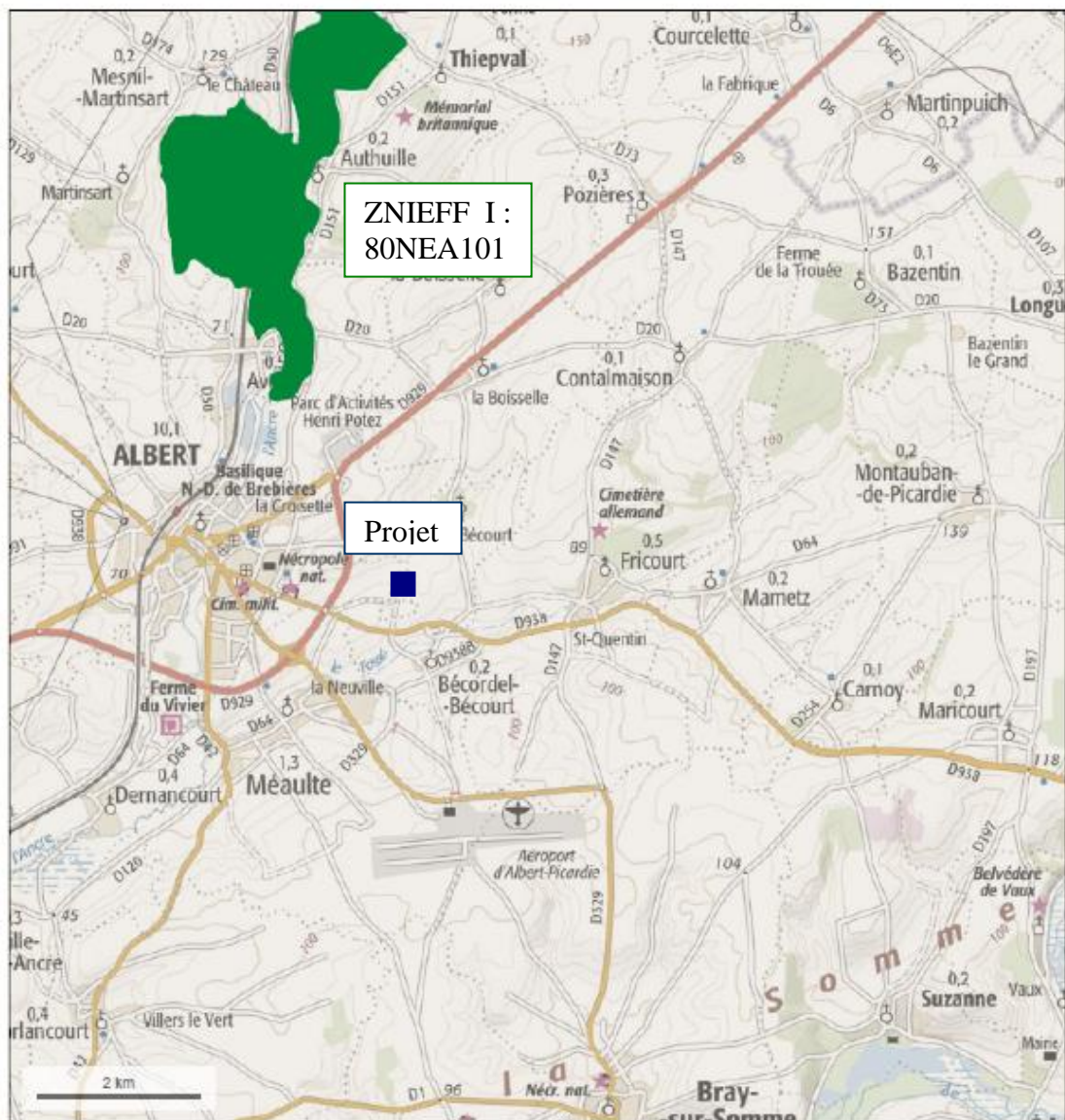
- la Phalène du Tilleul (*Chloroclysta siterata*), lépidoptère nouvellement observé dans le département de la Somme ;
- La Bondrée apivore (*Pernis apivorus*) et le Busard Saint-Martin (*Circus cyaneus*), deux rapaces nicheurs inscrits à la directive "Oiseaux" de l'Union Européenne ;
- la Laîche de Paira (*Carex muricata* subsp. *lamprocarpa*), espèce très rare en Picardie ;
- la Brunelle laciniée (*Prunella laciniata*), espèce rare en Picardie, observée dans les années 1980 sur le coteau herbeux ;
- la Centaurée noire (*Centaurea nigra*), espèce des ourlets calcicoles, assez rare en Picardie.

FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

- Les coteaux les moins pentus ont fait l'objet de mises en culture, faisant disparaître les espèces héliophiles remarquables inféodées aux pelouses calcicoles.
- Les plantations de résineux sont peu compatibles avec le développement d'un sous-bois, intéressant d'un point de vue écologique. En se substituant aux peuplements originaux, elles sont aussi un facteur de dégradation du paysage.
- Le maintien de zones enherbées aux abords des bois est favorable à la faune et à la flore

3.4.5.2 80NEA101 : Vallée de l'Ancre entre Beaumont-Hamel et Aveluy et cours supérieur de l'Ancre

ZNIEFF I : 80NEA101



© IGN 2017 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 2° 42' 19" E
Latitude : 50° 00' 01" N

DESCRIPTION

Type de znieff : 1

Numéro régional : 80NEA101

Numéro national SFF : 220013968

Année de mise à jour : 1997

Surface de la znieff : 645 hectares

Altitudes mini - maxi : 63 – 130

Le site couvre les moyennes et hautes vallées de l'Ancre. Chacune de ces parties présente des caractéristiques spécifiques.

- Entre Miraumont et Beaumont-Hamel, le site englobe essentiellement le lit mineur de l'Ancre. A ce niveau, ce dernier s'étend selon un axe est-nord-est/ouest-sud-ouest et son cours est exempt de cloisonnement (absence de barrages infranchissables). La rivière traverse quelques bois épars et des champs cultivés, directement en bordure du lit (exclus de la zone). Les berges sont peu stables, car occupées par une ripisylve moyennement développée. La pente du lit est relativement élevée, ce qui assure le décolmatage des substrats.

- Entre Beaumont-Hamel et Aveluy, le site comprend le lit majeur de l'Ancre ainsi que les « Bois d'Aveluy » et « Bois d'Authuille », occupant respectivement les versants ouest et est de la vallée. A ce niveau, l'Ancre s'étend selon un axe globalement nord/sud et traverse des zones humides, plus ou moins tourbeuses. Le fond de la vallée comprend quelques roselières éparses (*Phragmites australis*) en voie d'atterrissement, des mégaphorbiaies (*Thalictrum flavum*, *Convolvulus*), des cariçaies (*Caricion elatae*), des prairies humides (*Mentha sylvestris*), notamment au niveau d'Aveluy, des prairies mésophiles pâturées (*Cynosurus cristatus*) et de très nombreux étangs et mares, majoritairement privés, utilisés à des fins de loisirs (chasse, pêche).

Les végétations aquatiques appartiennent notamment au *Nymphaeion albae*, au *Ranunculion aquatilis*, à l'*Hydrocharition morsus-ranae*. Quelques boisements, à base de Saules cendrés (*Salicion cinerea*) et d'Aulnes glutineux (*Alno-Ulmion*), colonisent plusieurs secteurs. Des plantations de peupliers marquent le paysage en plusieurs points.

Les « Bois d'Aveluy » et « Bois d'Authuille » sont disposés sur les versants crayeux du Turonien et du Coniacien. Le « Bois d'Aveluy » s'étend également sur les limons argileux rouges à silex et les limons de plateau. Les végétations forestières correspondent à des chênaies-hêtraies-charmaies, du *Carpinion betuli* (*Lonicero-Carpinion* et *Mercurialo-Carpinion*), à des frênaies-acéraies de pente et à des chênaies-charmaies submontagnardes, sur les pentes froides et raides (*Mercurialo-Carpinion submontagnard* à *Tilia platyphyllos*).

INTERET DES MILIEUX

Les roselières, les prairies humides, les mares et le lit mineur de l'Ancre, entre Miraumont et Beaumont-Hamel, sont les milieux les plus précieux de la zone. Ils accueillent plusieurs espèces remarquables pour la Picardie. La pente élevée de l'Ancre, sur ce tronçon, permet des conditions assez favorables à la reproduction et au développement de la faune salmonicole. Les substrats (cailloux et pierres) offrent quelques zones de frayères intéressantes pour la Truite fario (*Salmo trutta fario*). Il s'agit du seul secteur de ce cours d'eau qui puisse accueillir la fraie des salmonidés.

INTERET DES ESPECES

Flore :

Signalons la présence de la Thélyptéride des marais (*Thelypteris palustris*), assez rare en Picardie et typique des zones tourbeuses. Les autres espèces remarquables observées sur le site sont des espèces aquatiques et/ou amphibiens :

- la Morrène aquatique (*Hydrocharis morsus-ranae*), assez rare en Picardie ;
- la Pesse commune (*Hippuris vulgaris*), rare et vulnérable en Picardie ;
- le Myriophylle verticillé (*Myriophyllum verticillatum*), rare et vulnérable en Picardie ;
- le Potamot de Berchtold (*Potamogeton berchtoldii*), rare en Picardie ;
- l'Utriculaire citrine (*Utricularia australis*), assez rare en Picardie ;
- l'Hottonie des marais (*Hottonia palustris*), rare et vulnérable en Picardie.

Faune :

L'avifaune nicheuse est remarquable, surtout lors des années humides (prairies et roselières inondées), avec :

- le Martin-pêcheur (*Alcedo atthis*), inscrit à la directive "Oiseaux" de l'Union Européenne ;
- le Busard des roseaux (*Circus aeruginosus*), également inscrit à cette directive ;
- la Bouscarle de Cetti (*Cettia cetti*), nicheur assez rare en Picardie ;
- le Râle d'eau (*Rallus aquaticus*), également assez rare en Picardie.

La Sarcelle d'été (*Anas querquedula*), nicheur très rare et vulnérable en Picardie, et le Canard souchet (*Anas clypeata*), nicheur rare en Picardie, se reproduisent occasionnellement sur la zone.

Pour l'ichtyofaune, signalons la présence de la Truite fario (*Salmo trutta fario*). Cette espèce n'est pas abondante sur le tronçon, mais il est fort possible qu'elle s'y reproduise.

Pour l'entomofaune, signalons la présence de la Leucanie paillée (*Mythimna straminea*), espèce en régression, inféodée aux roselières.

FACTEURS INFLUENCANT L'EVOLUTION DE LA ZONE

- Les zones humides ont tendance à être drainées, processus ayant pour conséquence un dénoyage des roselières, des cariçaies et des prairies. Les plantations de peupliers participent à l'appauvrissement des marais (baisse des niveaux d'eau par drainage, baisse de la biodiversité).
- Les pollutions d'origines diverses (agriculture, habitations légères de loisirs ...) font courir les risques d'eutrophisation et d'altération de la qualité des eaux.
- Certains secteurs non entretenus sont progressivement envahis par des fourrés de Saules cendrés.
- Les barrages, dans la partie aval du site, limitent l'amontaison des espèces piscicoles telles que l'Anguille, vers leurs zones de croissance, et les salmonidés, vers leurs zones de reproduction.
- L'aménagement de certaines mares est défavorable d'un point de vue écologique : berges abruptes avec régallage des boues pour les consolider. Des pentes douces (inférieures à 10 degrés) seraient plus favorables.
- La fréquentation estivale importante limite l'expression des potentialités faunistiques du site.

3.4.6 Environnements recensés

3.4.6.1 Arrêtés de protection de biotope

Le site se trouve à 21,28 km de premier arrêté de protection biotope « Grand marais de la Queue FR3800045.

3.4.6.2 Arrêté de protection de géotope

Le site se trouve à 187 km du site de la ferme de l'Orme (FR4600001) et 183 km du site du domaine de Grignon à Thiverval-Grignon (FR4600002).

3.4.6.3 Réserve naturelle nationale et régionale

La réserve naturelle nationale la plus proche est « Baie de Somme » (FR3600118) à 81 km du site.

La réserve naturelle régionale la plus proche est « Escaut rivière » (FR9300091) à 41 km du site.

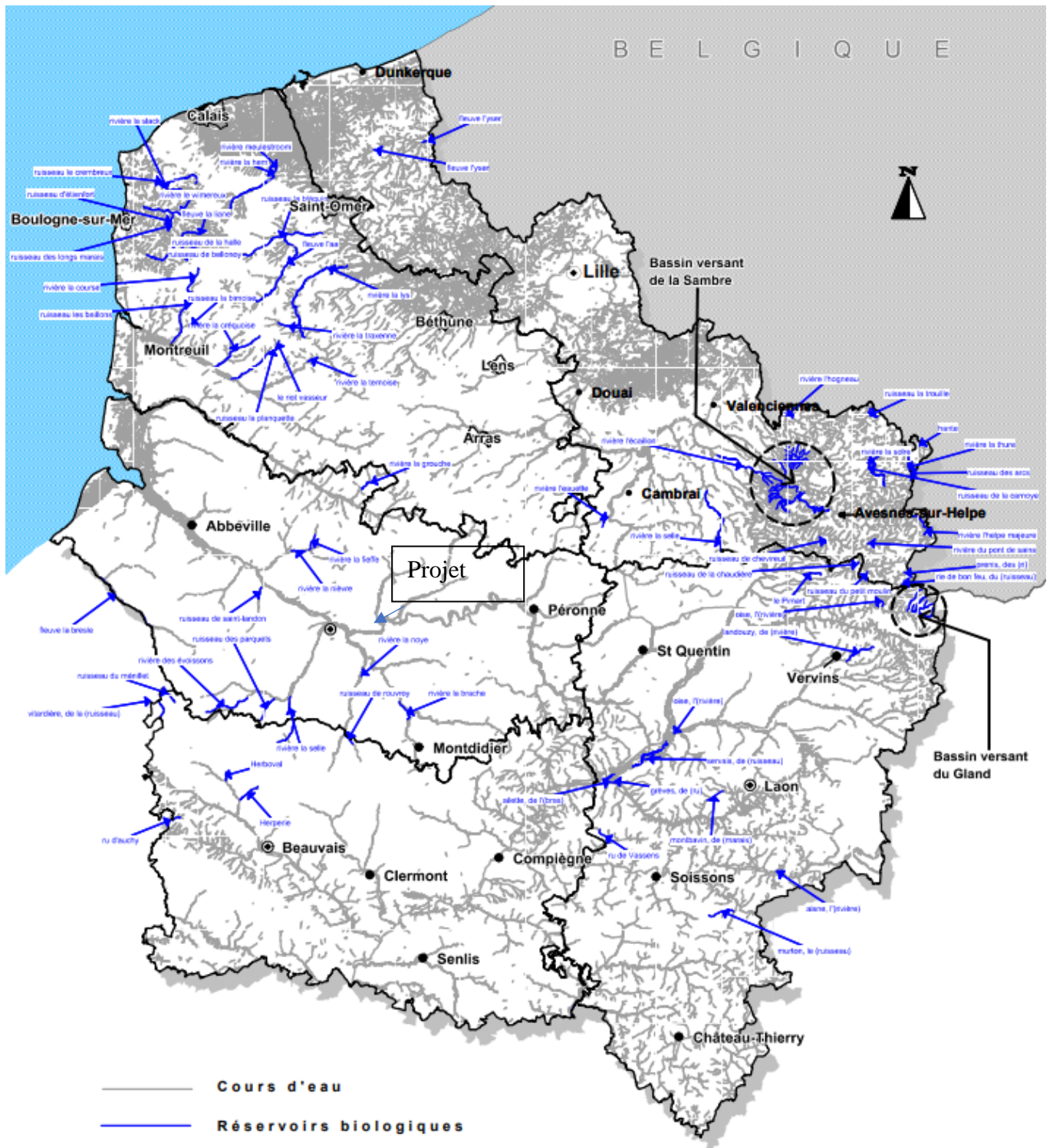
3.4.6.4 Forêt de protection

La forêt de protection la plus proche est à 200 km du site.

3.4.6.5 Réserves biologique domaniale ou intégrale

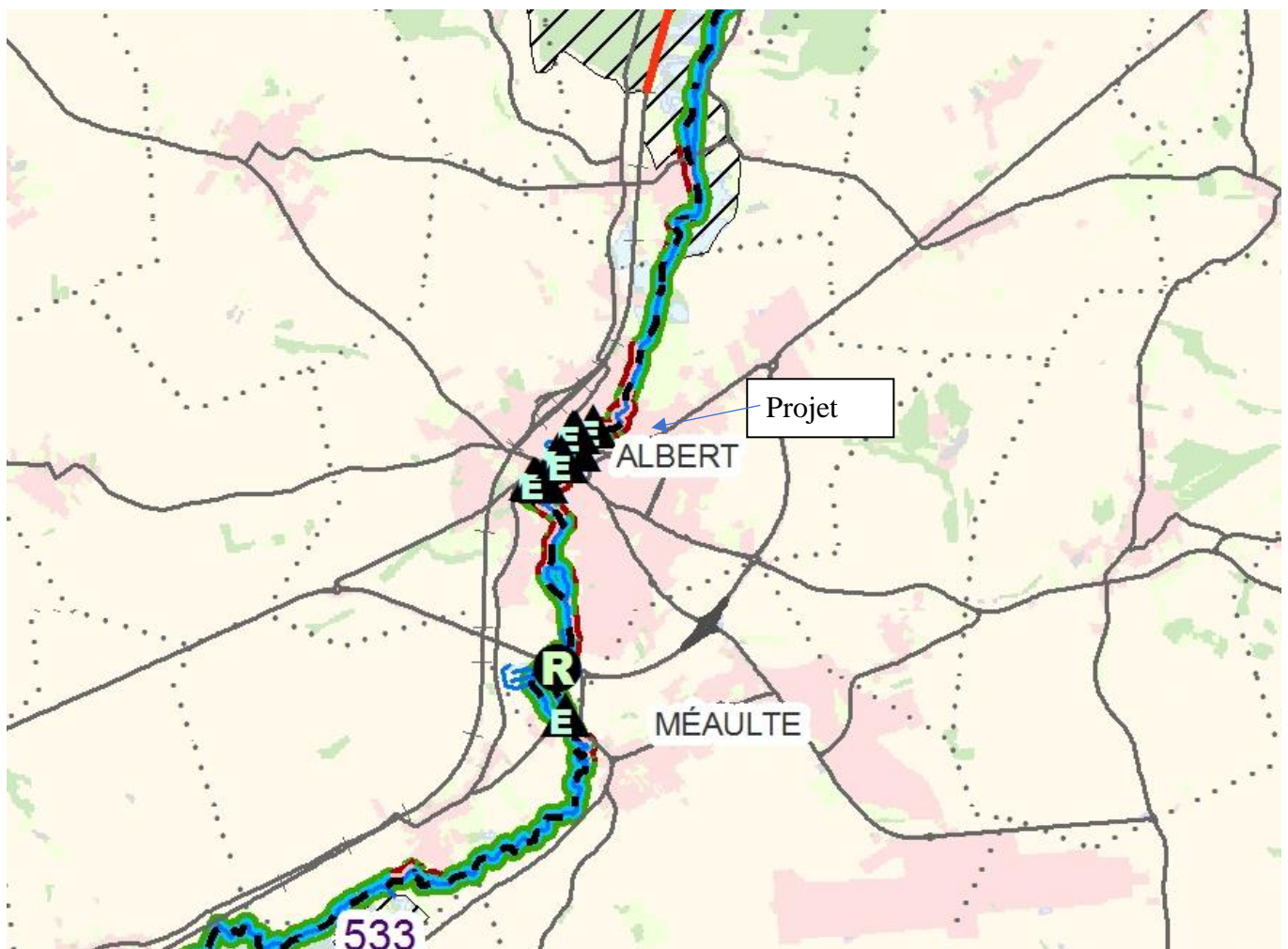
La réserve biologique la plus proche est « la mare à Goriaux » à 91 km du site.

3.4.6.6 Réservoirs de biodiversité




Réalisation : DREAL Hauts-de-France / SIDDEE

3.4.6.7 Corridors écologiques




Corridors de la sous-trame herbacée


 Corridor prairial et bocager

Corridors de la sous-trame arborée


 Corridor arboré

Corridors valléens multitrames

 Corridor valléen multitrame

 Corridor valléen multitrame en contexte urbain


Corridors de la sous-trame des milieux aquatiques

 Cours d'eau permanent dont grand cours d'eau navigable et canal

 Cours d'eau intermittent


Typologie des corridors

 Corridor fonctionnel

 Corridor à fonctionnalité réduite

Typologie des éléments fragmentants *

** Se référer à la légende détaillée pour plus de précisions*

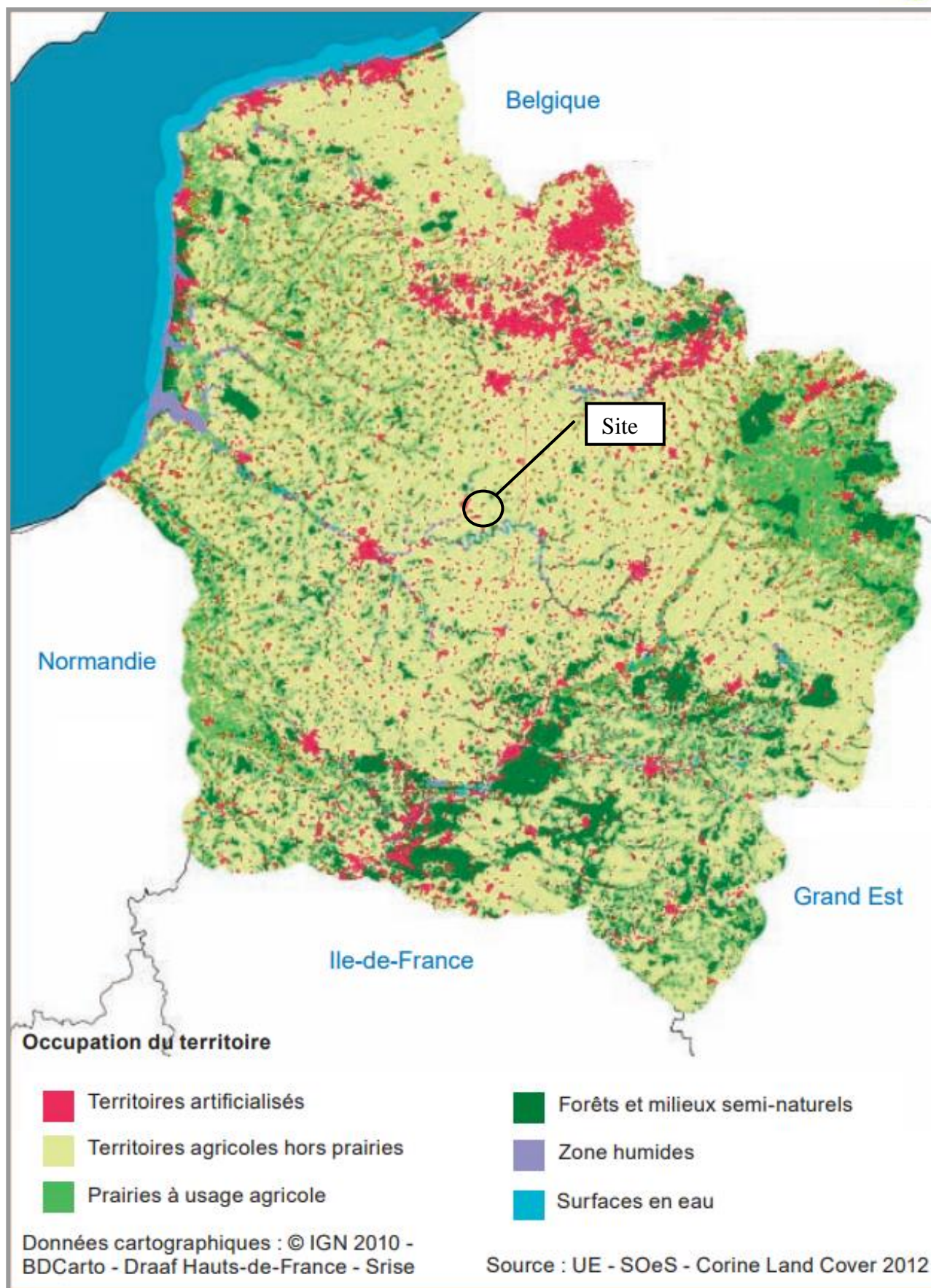
 Obstacle

3.4.7 Les terres

Le site est une culture céréalière avec des bandes enherbées en périphérie où une fumière est déjà implantée. Elle est entourée uniquement par d'autres parcelles en cultures. En termes de pédologie, la terre est plutôt limoneuse, sur un substrat de colluvions. La coupe du forage montre la présence de craie assez rapidement (3m). L'infiltration y est donc plutôt bonne sur cette parcelle. Les terres y sont donc relativement bonnes pour l'agriculture. Les terres alentours sont majoritairement agricoles.

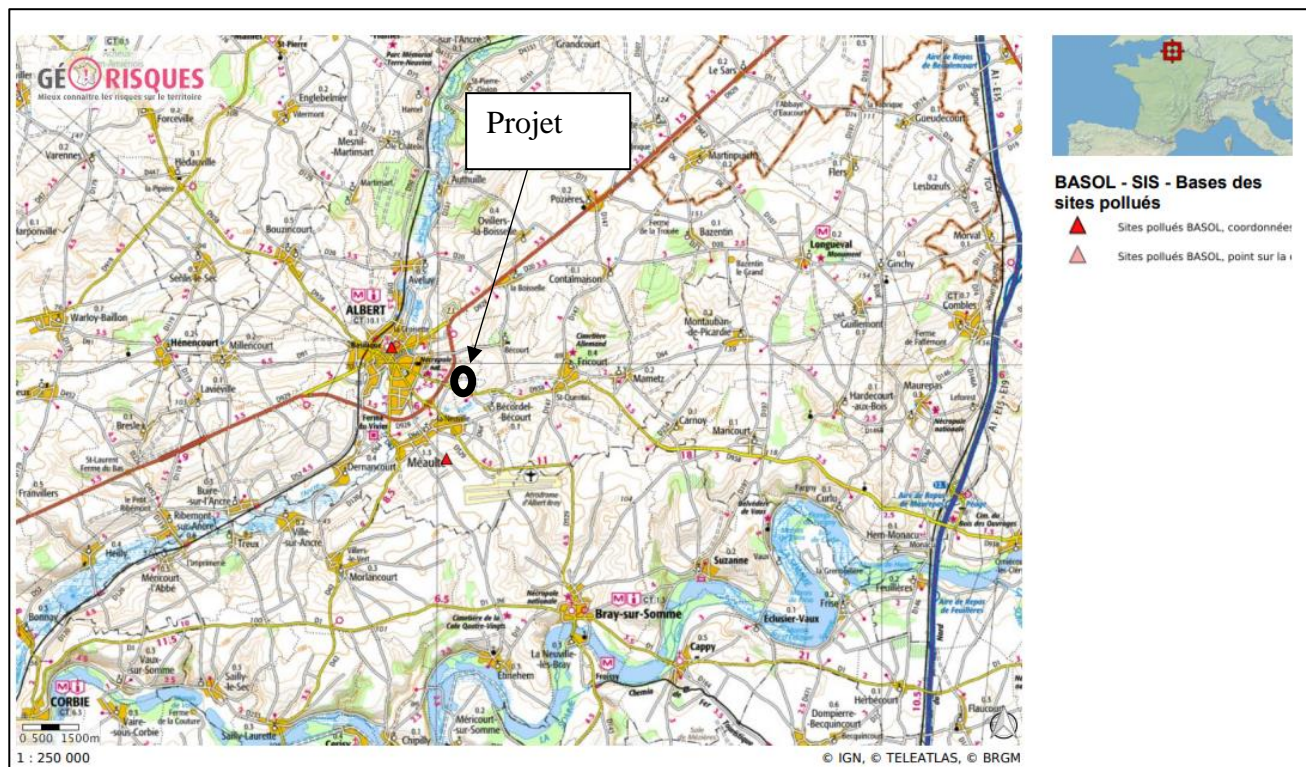
La cartographie suivante montre bien la grande superficie des terres agricoles alentours.

(Source : Atlas de l'eau en Picardie, Agence de l'eau Artois-Picardie)



3.4.8 Le sol

Sur le site, le sol est plutôt limoneux avec présence de craie à faible profondeur. Le projet ne se trouve pas sur un site pollué BASOL comme le montre la carte suivante :



Le site a toujours été en culture comme le montre cette comparaison entre une photo aérienne récente et une photo aérienne datant de 1955 obtenu sur le site remonterletemps.ign.fr. Il n'y a donc pas de risque de pollution du sol dans l'historique de la parcelle.



3.4.9 L'eau

RAPPEL : La Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE du 23 octobre 2000 s'appuie sur les unités de gestion que sont les districts hydrographiques, eux-mêmes constitués d'un ou plusieurs bassins hydrographiques. Elle repose sur l'objectif affiché de "bon état des masses d'eau" qui est applicable à l'ensemble des milieux aquatiques, qu'ils soient superficiels (cours d'eau, lacs) ou souterrains (nappes phréatiques).

3.4.9.1 LE S.D.A.G.E. ARTOIS PICARDIE

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Artois-Picardie a été adopté par le Comité de Bassin Artois-Picardie le 16 octobre 2015. L'arrêté préfectoral a été signé le 23 novembre 2015.

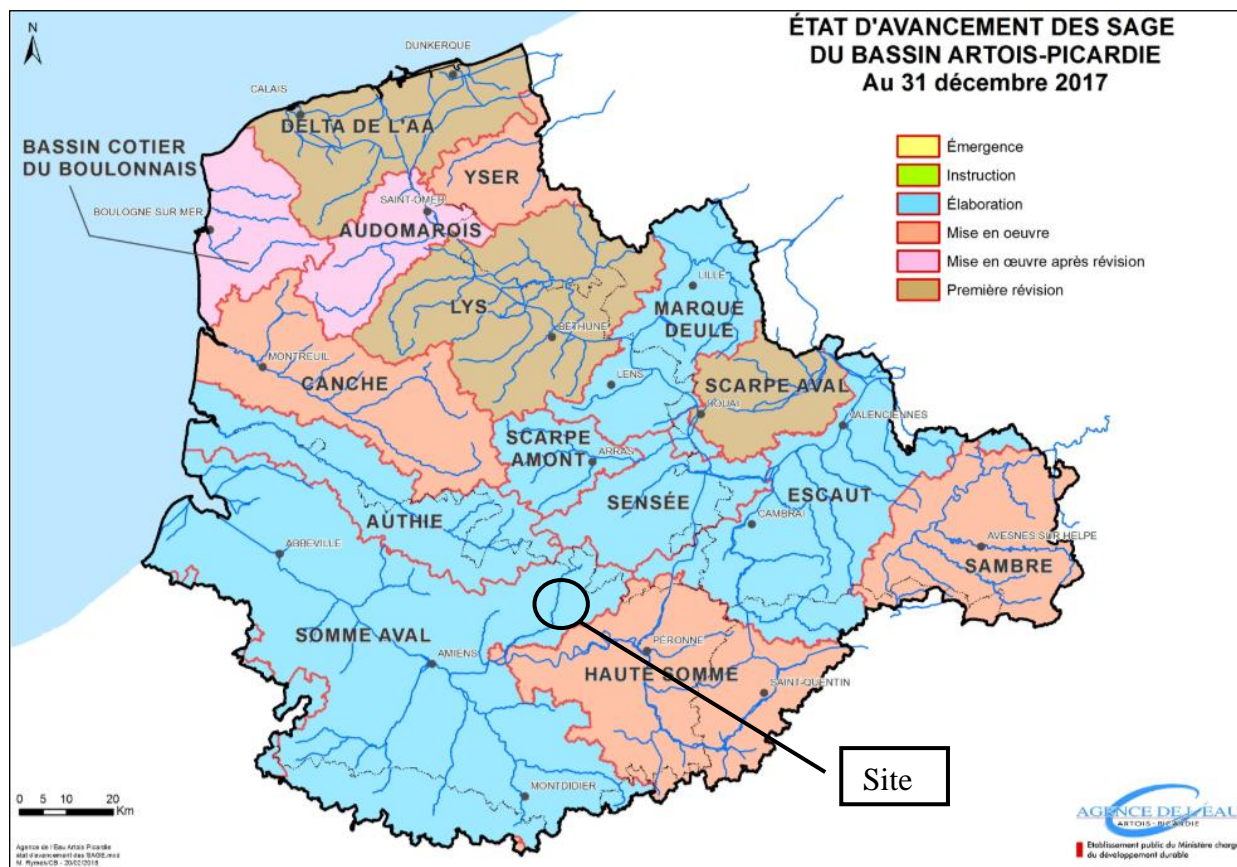
Ce SDAGE fixe, pour le bassin Artois-Picardie, les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau. Il prend en compte les principaux programmes arrêtés par les collectivités publiques et définit de manière générale et harmonisée les objectifs de quantité et de qualité des milieux aquatiques ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre.

Il définit également le périmètre des sous-bassins pour l'élaboration des SAGE. La carte ci-dessous présente l'état d'avancement des SAGE dans le bassin Artois Picardie.

Les 5 enjeux du bassin Artois-Picardie 2016-2021 sont les suivants :

- **Enjeu A :** Maintenir et améliorer la biodiversité des milieux aquatiques ;
- **Enjeu B :** Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisante ;

- **Enjeu C** : S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations ;
- **Enjeu D** : Protéger le milieu marin ;
- **Enjeu E** : Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.



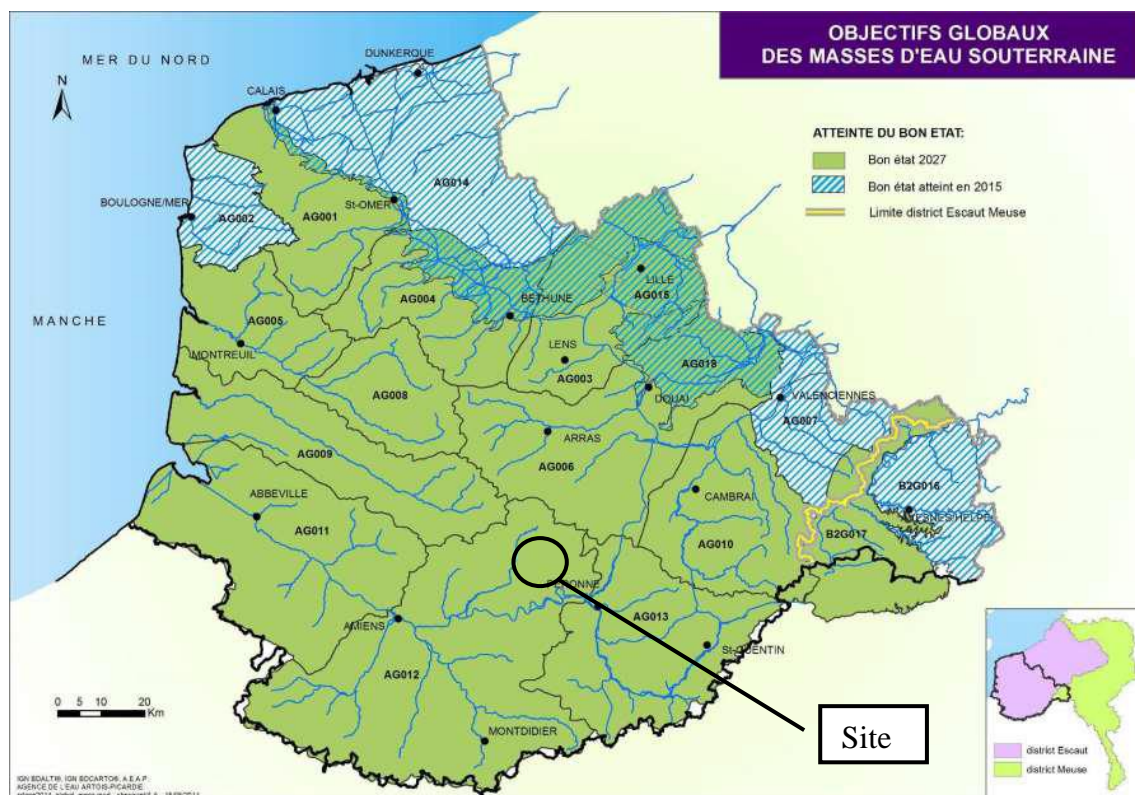
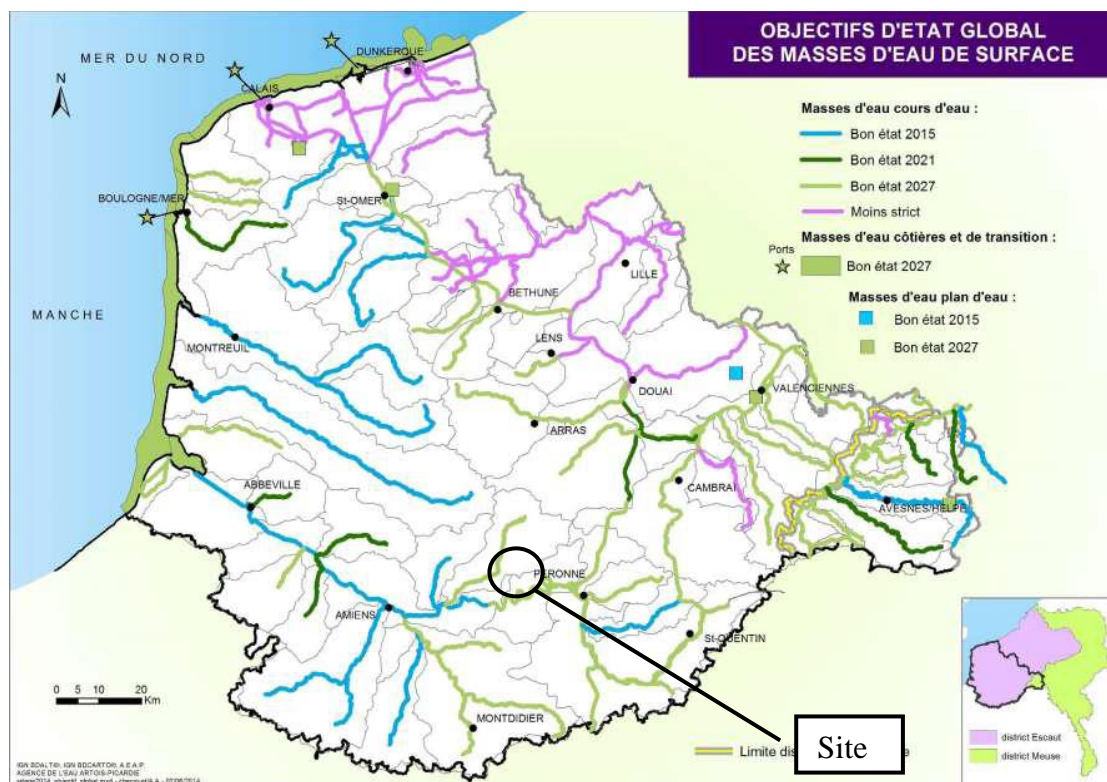
Les orientations du SDAGE Artois Picardie sont définies suivant 6 thèmes généraux :

- La garantie de l'alimentation en eau potable,
- L'amélioration de la qualité des rivières,
- L'intégration de l'eau dans la ville,
- La reconquête du patrimoine,
- La valorisation du littoral,
- La maîtrise des usages de l'eau.

Il prévoit des dispositions concernant :

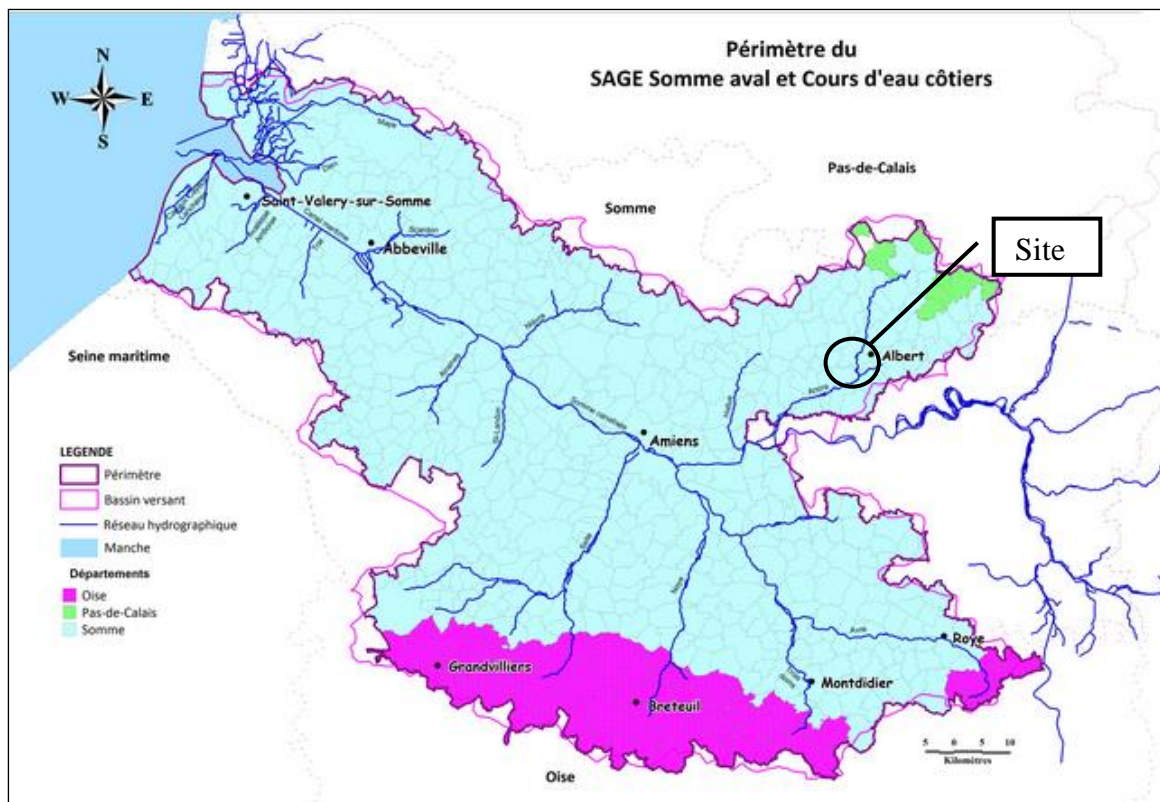
- La gestion quantitative de la ressource,
- La gestion qualitative de la ressource,
- La gestion et la protection des milieux aquatiques,
- La gestion des risques,
- Le bassin minier,
- La gestion intégrée avec la mise en place des SAGE.

Les cartographies des objectifs des masses d'eau du SDAGE sont présentées aux pages suivantes.



3.4.9.2 LE SAGE DE LA SOMME AVAL ET COURS D'EAU COTIERS (en phase d'élaboration)

Le périmètre du SAGE Somme aval et cours d'eau côtiers est présenté sur la carte suivante. L'arrêté inter préfectoral a été signé le 29 Avril 2010. Les documents du SAGE ont été validés par la CLE le 15 mars 2018.



Superficie : 4 530 km²

Nombre d'habitants : 427 000 habitants

Agence de l'eau concernée : Artois-Picardie

Régions	Départements	Communes
Nord-Pas-de-Calais	Le Pas-de-Calais	8
Picardie	L'Oise	76
	La Somme	485

Pour le projet, le SAGE de la Somme aval et cours d'eau côtiers concerne les cinq communes suivantes : Bécordel-Becourt, Fricourt, Albert, Méaulte, Bouzincourt.

Enjeux du SAGE :

- Amélioration de la qualité des masses d'eaux (objectif de bon état pour 2015),
- Travailler sur la gestion quantitative de la ressource en eau,
- Améliorer et diffuser la connaissance du risque inondation sur le territoire du SAGE,
- Préserver et restaurer les zones humides,
- Concilier les différentes activités de tourisme et de loisirs par une gestion intégrée de la ressource en eau.

3.4.9.3 MASSE D'EAU SOUTERRAINE

« En application de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE du 23 octobre 2000, l'arrêté du 12 janvier 2010 relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R.212-3 du Code de l'environnement définit la **masse d'eau souterraine** comme *"un volume distinct d'eau souterraine à l'intérieur d'un ou plusieurs aquifères"*. Or, un aquifère représente *"une ou plusieurs couches souterraines de roches ou d'autres couches géologiques d'une porosité et d'une perméabilité suffisantes pour permettre soit un courant significatif d'eau souterraine, soit le captage de quantités importantes d'eau souterraine"*.

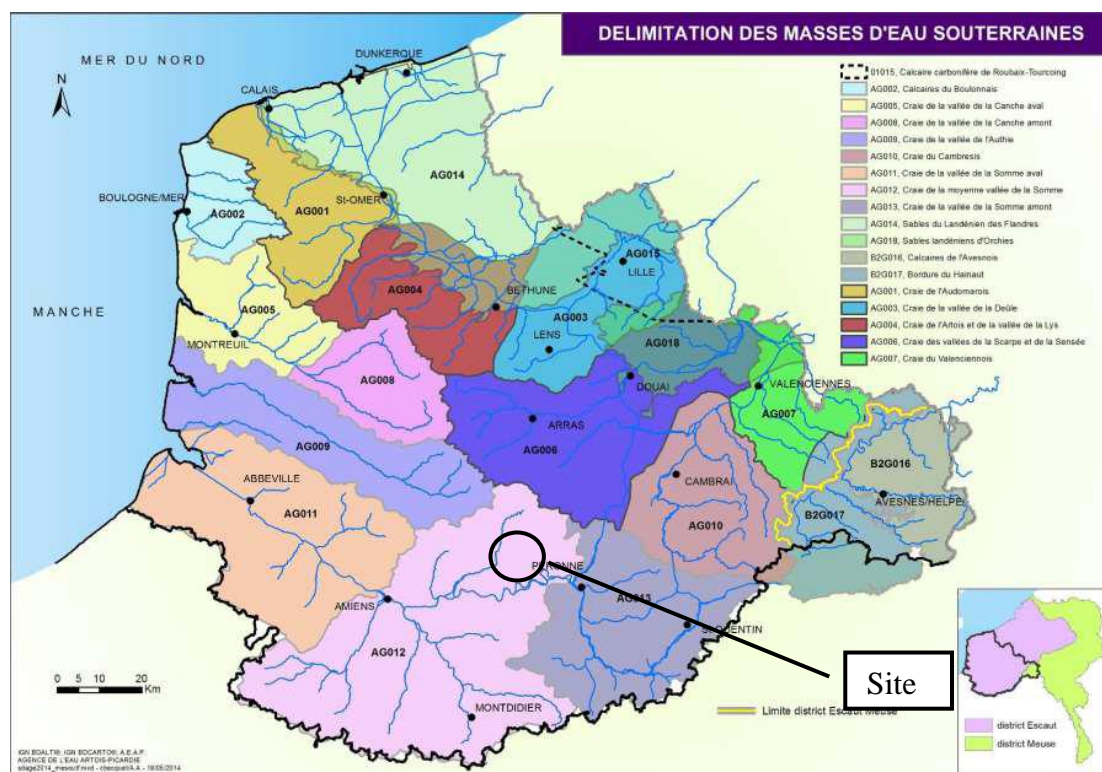
Cette définition de la masse d'eau souterraine laissant un champ assez large d'interprétations possibles quant à son identification et à sa délimitation, le concept a été affiné sur la base de critères géologiques et hydrogéologiques et organisé à partir d'une typologie basée sur la nature géologique et le comportement hydrodynamique des systèmes aquifères.

Ces masses d'eau souterraines constituent les unités de base du référentiel à partir duquel sera évalué l'état des ressources en eaux souterraines à l'échelle des districts et donc jugée l'efficacité des mesures prises afin de respecter les exigences de la Directive. »

(Source : Atlas de l'eau en Picardie)

3.4.9.3.1 Masse d'eau concernée par le projet

Selon le SDAGE, les sites de l'exploitation ainsi que la zone du plan d'épandage de secours et de la fosse se situent dans la masse d'eau souterraine n°1012 :



L'état actuel et les objectifs des nappes dans le cadre de l'application de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) sont les suivants :

Code ME	Nom de la masse d'eau	Etat actuel			Objectifs (DCE)		
		Global	Quantitatif	Chimique	Global	Quantitatif	Chimique
FRAG012	Craie de la moyenne vallée de la Somme	Mauvais	Bon	Mauvais	Bon état 2027	Bon état atteint en 2015	Bon état 2027*

*dérogation vis-à-vis des conditions naturelles (du temps de transfert dans les eaux souterraines) et économiques (coûts disproportionnés)

3.4.9.3.2 Etat chimique 2010-2011 des masses d'eau souterraine (référence SDAGE)

La qualité des eaux souterraines en Picardie est assez dégradée puisque seules six masses d'eau souterraine sur vingt-six sont évaluées en bon état chimique. Ce mauvais état général est notamment dû aux taux de nitrates et de certaines molécules phytosanitaires.

L'évaluation de l'état chimique des masses d'eau souterraine est basée sur la comparaison des concentrations d'un certain nombre de substances par rapport à des valeurs-seuils fixées pour chacune de ces substances. Au niveau européen, seuls les nitrates et les pesticides ont fait l'objet de normes de qualité fixes. Cependant, la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE du 23 octobre 2000 impose aux Etats membres de définir une liste de substances pouvant être présentes sur leur territoire national et d'établir, pour chacune d'elles, des valeurs seuils nationales.

Les masses d'eau souterraine étant étroitement liées au milieu géologique et naturel dans lequel elles se trouvent, certaines substances peuvent y être présentes naturellement à des taux très importants, sans que ce soit dû à des pollutions d'origine humaines : il s'agit du "fond géochimique".

Chaque valeur seuil nationale peut ainsi être adaptée en fonction des contextes locaux définis à l'échelle des bassins, selon la logique suivante :

- si le fond géochimique est inférieur à la valeur seuil nationale, cette valeur seuil est retenue,
- si le fond géochimique est supérieur à la valeur seuil nationale ou si la substance concernée n'a pas fait l'objet de valeur seuil nationale, une analyse locale est réalisée en intégrant ce fond géochimique (analyse basée sur des éléments de cadrage nationaux).

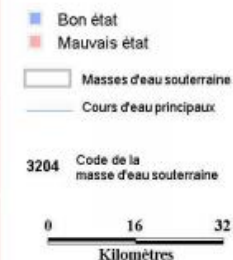
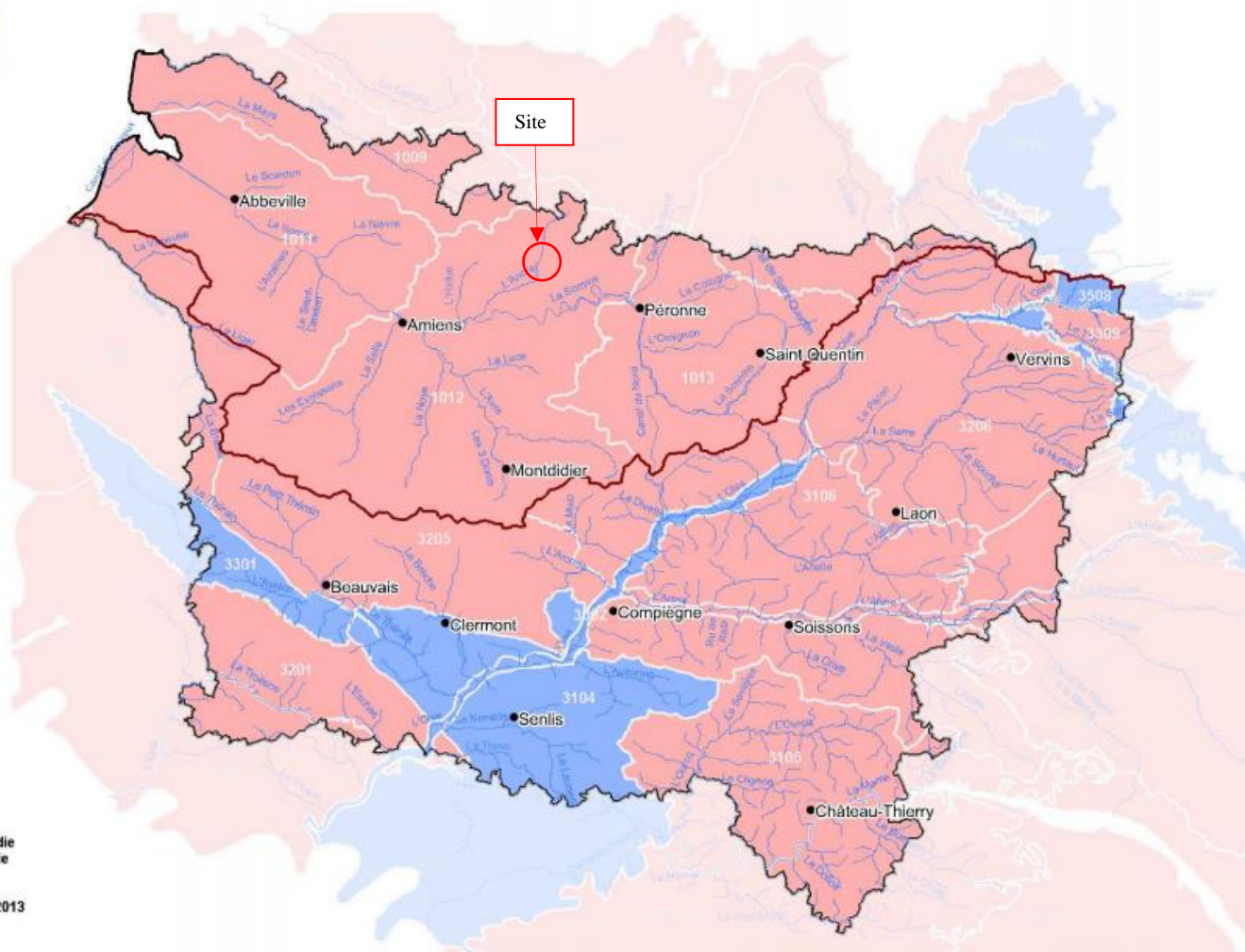
Pour l'évaluation de l'état chimique, les données utilisées sont issues des réseaux de contrôle de surveillance et des réseaux de contrôle opérationnel des eaux souterraines. Pour chaque paramètre, une moyenne interannuelle a été calculée selon les données disponibles, sur la période 2007-2010 pour le bassin Seine-Normandie par exemple (cette moyenne devant être inférieure à la norme d'alimentation en eau potable). Par ailleurs, il ne faut pas que la fréquence de dépassement de la norme soit supérieure à 20 % (si le nombre de données disponibles est supérieur à 5).

La DCE demande également aux Etats membre d'identifier, d'ici 2013, les tendances à la hausse ou à la baisse des différents paramètres identifiés comme à risque pour chacune des masses d'eau. (**Source** : DREAL PICARDIE)

Atlas de l'eau de Picardie

Etat chimique 2010-2011 des masses d'eau souterraine

Etat des lieux 2013 des SDAGE 2016-2021



Carte n° 24
 Réalisation : DREAL Picardie
 Conseil régional de Picardie
 BDCARTO® - © IGN
 Sources : AEAP/AESN
 Date de réalisation : Août 2013

3.4.9.3.3 Etat quantitatif 2010-2011 des masses d'eau souterraine (référence SDAGE)

La situation quantitative des masses d'eau souterraine en Picardie a été jugée comme bonne : aucune masse d'eau souterraine ne connaît de grave baisse de niveau mettant en jeu la disponibilité de l'eau pour les usages humains et les milieux aquatiques. Cependant, il faut noter qu'une Zone de Répartition de Eaux (ZRE) est présente sur le bassin de l'Aronde afin de corriger la tendance à la dégradation visible sur ce bassin.

La Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE du 23 octobre 2000 précise que l'état quantitatif est considéré comme bon lorsque "le niveau de l'eau souterraine dans la masse d'eau est tel que le taux annuel moyen de captage à long terme ne dépasse pas la ressource disponible de la masse d'eau souterraine", afin d'assurer un équilibre à long terme entre les volumes s'écoulant au profit des autres milieux ou d'autres nappes, les volumes captés et la recharge de chaque nappe.

L'appréciation de l'état quantitatif des masses d'eau souterraine est réalisée à partir des éléments suivants :

- Une représentation de l'évolution des niveaux piézométriques,
- Une évaluation de l'évolution des débits des cours d'eau dépendant des aquifères,
- L'observation d'un assèchement anormal des cours d'eau et des sources dépendant des aquifères, en période d'étiage,
- Une vérification, via les mesures de qualité, d'une éventuelle intrusion saline.

En l'état actuel des réflexions, une masse d'eau souterraine est considérée en bon état quantitatif dès lors que :

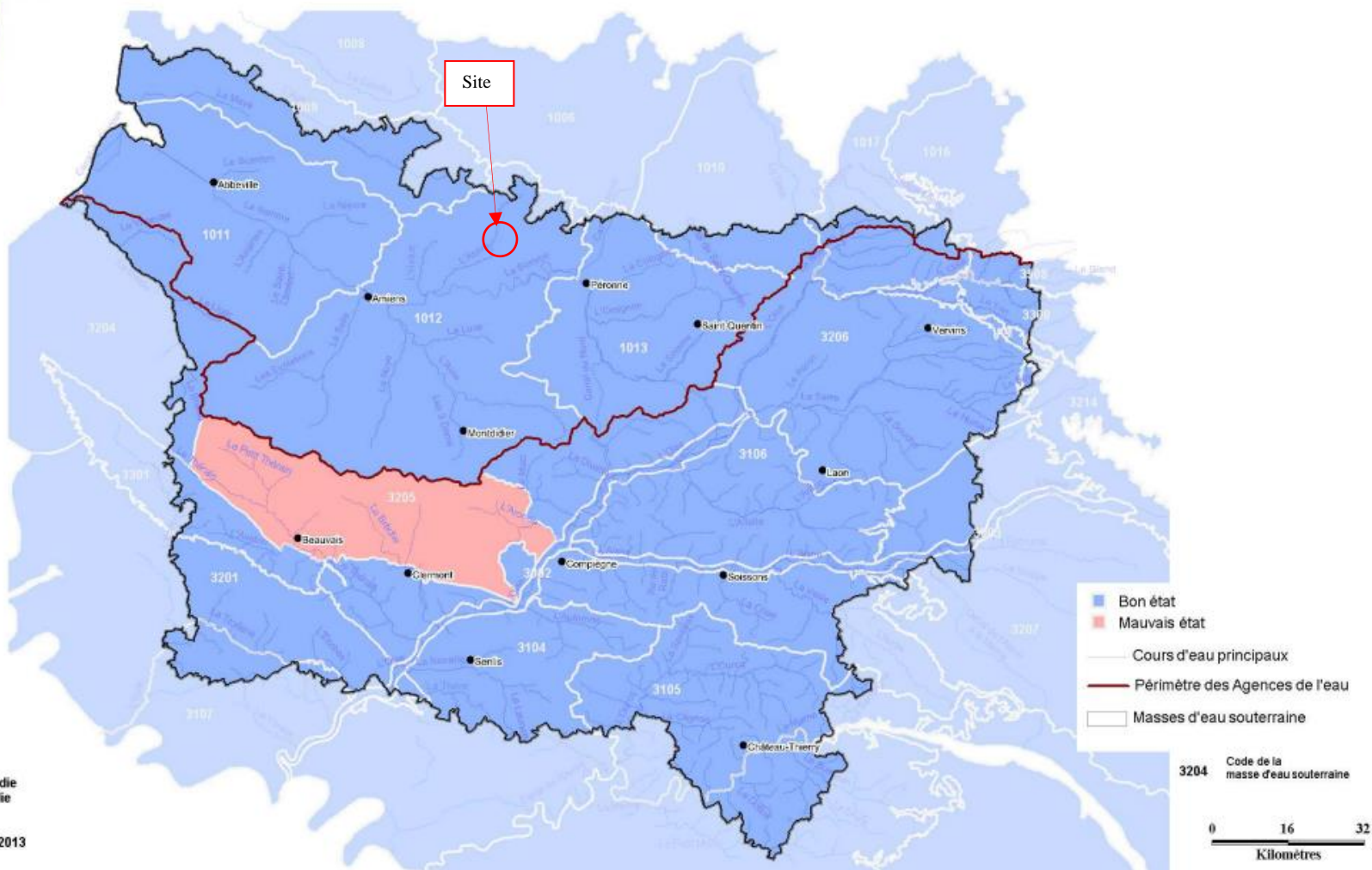
- Il n'est pas constaté d'évolution interannuelle défavorable de la piézométrie (baisse durable de la nappe hors effets climatiques),
- Le niveau piézométrique qui s'établit en période d'étiage permet de satisfaire les besoins d'usages, sans risque d'effets induits préjudiciables sur les milieux aquatiques et terrestres associés, ni d'invasion salée ou autre.

(Source : Atlas de l'eau en Picardie)

Atlas de l'eau de Picardie

Etat quantitatif 2010-2011 des masses d'eau souterraine

Etat des lieux 2013 des SDAGE 2016-2021

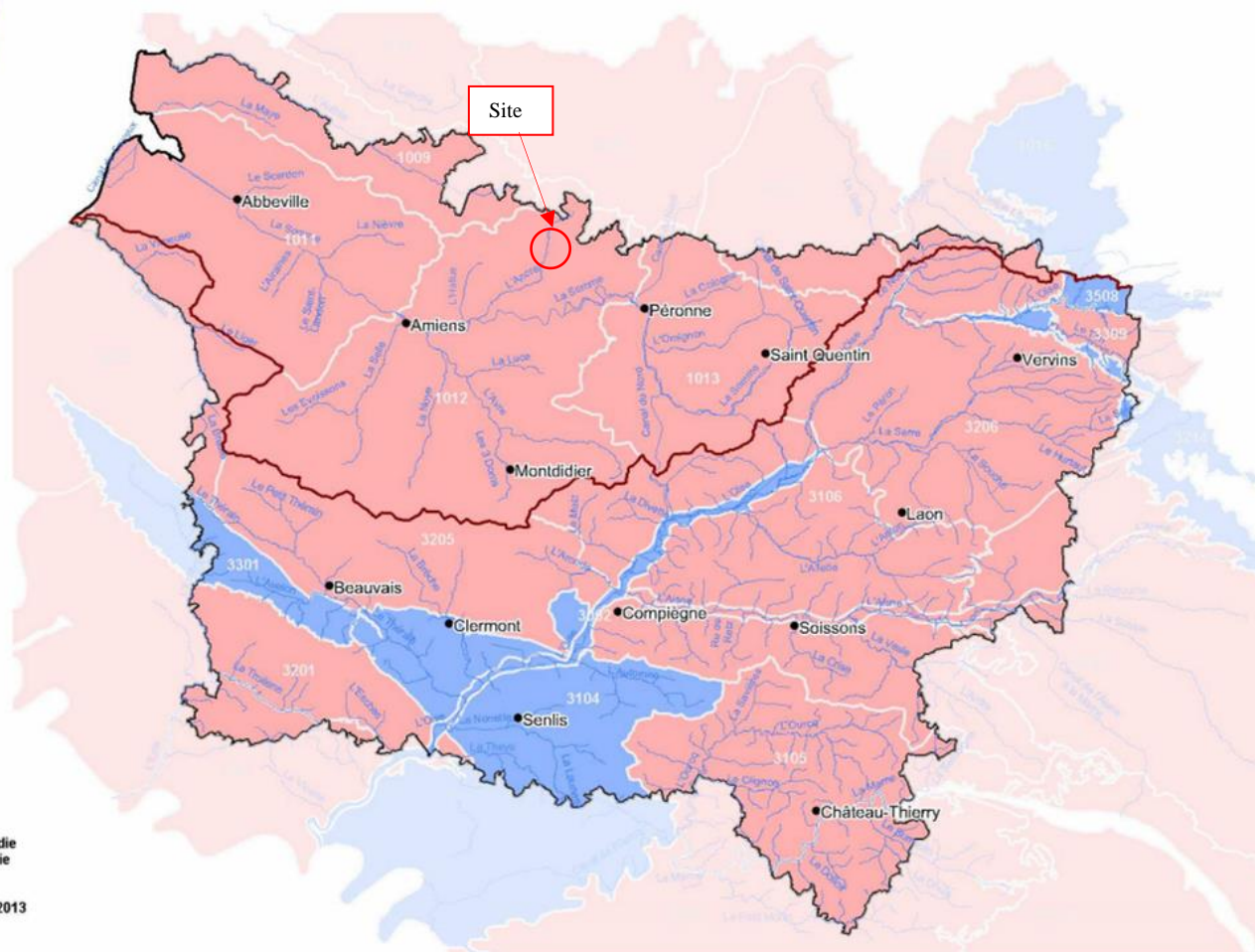


3.4.9.3.4 Etat global 2010-2011 des masses d'eau souterraine (référence SDAGE)

L'évaluation de l'état des masses d'eau souterraine résulte de la combinaison de critères qualitatifs et quantitatifs. La méthodologie mise en œuvre pour cette évaluation résulte des prescriptions apportées par la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE du 23 octobre 2000 et précisées, au niveau national, par l'arrêté du 17 décembre 2008 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.

L'état global des masses d'eau souterraine correspond à l'assemblage de leur état chimique et de leur état quantitatif : c'est l'état le plus dégradant des deux qui est retenu (c'est à dire l'état chimique en Picardie).

(**Source** : *Atlas de l'eau en Picardie*)



Carte n° 24
Réalisation : DREAL Picardie
Conseil régional de Picardie
BDCARTO® - © IGN
Sources : AEAP/AESN
Date de réalisation : Août 2013

3.4.9.4 Contexte géologique et pédologique :

Le contexte géologique se rattache à celle du Nord-Ouest du Bassin parisien. Il y a une connaissance des terrains profonds depuis le Gédinnien, surmonté du carbonifère argileux et schisteux, plissés lors de l'orogénèse hercynienne. Sur la surface érodée de la chaîne varisque, la mer jurassique, transgressive vers le Nord, a déposé du Bathonien au Callovo-Oxfordien des sédiments marins de type plate –forme épicontinentale : calcaires oolithiques et calcaires argileux du bathonien alternant avec des marnes à intercalations de calcaires argileux du Callovo-Oxfordien, ces derniers étant remplacés progressivement vers le Nord par des grès à partir de la région de Combes. Le Kimméridgien-Lusitanien a connu une sédimentation de marnes à intercalations gréseuses encadrée par des calcaires oolithiques.

À la suite d'un mouvement d'ensemble, l'Albien est transgressif vers le Nord après érosion du Portlandien et non-dépôt probable du crétacé inférieur. Il est représenté par les classiques sable vert et argiles noires. Le Cénomaniens débutant par le tourtia marno-sableux voit le début de la sédimentation crayeuse qui va se poursuivre jusqu'au Campanien : craie argileuse, glauconieuse ou non du Cénomaniens, marne du Turonien passant à des craies marneuses, puis à des craies blanches, qui vont régner durant le Sénonien, entrecoupées d'épisodes phosphatés.

Les principaux épisodes phosphatés se situent dans le Santonien moyen et supérieur d'une part, dans le Campanien d'autre part. À chaque fois, le substratum de la craie phosphatée apparaît fortement érodé, mais très localement, à l'aplomb du gisement.

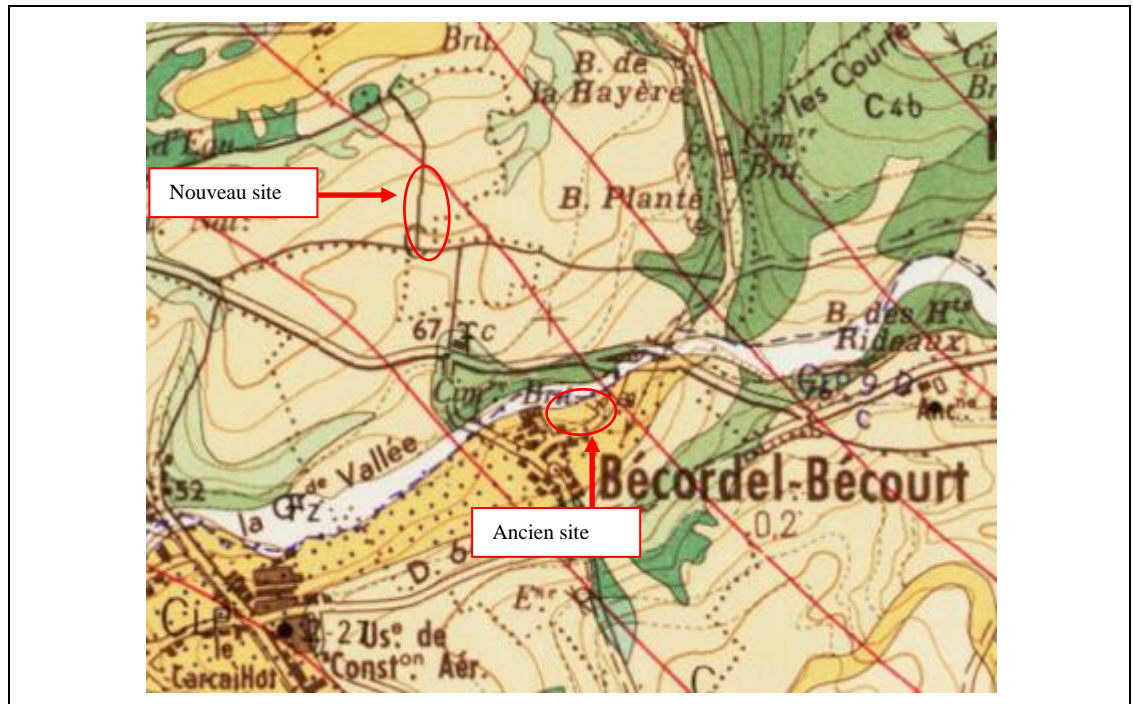
La sédimentation crayeuse s'arrête avec le Campanien qui voit une émergence généralisée du Bassin de Paris et l'arasement des couches crayeuses suivant une surface plane du type pédipplan. La mer paléogène revient en transgression sur cette surface au Thanétien. L'absence de dépôts paléogènes plus récents conservés sur le territoire empêche de suivre les vicissitudes de l'histoire géologique locale durant cette période, ainsi que pendant le Néogène.

À la suite de la dernière émergence mettant un point final à l'existence de la mer tertiaire, se forment d'abord les limons loessoïdes des plateaux sous climat froid avec dépôt de la masse principale probablement avant l'acheuléen, sans exclure des possibilités de remaniement éolien ou hydrique durant des périodes plus récentes.

Après gauchissement des limons et du pédipplan fini-crétacé qui les porte, sur lesquels les rivières principales avaient déjà dû esquisser leur cours, celles-ci se sont enfoncées profondément, tandis que sur les pentes crayeuses le matériel limoneux des plateaux descendait, soit sous forme de grosses masses de limons des pentes, soit sous forme de colluvions minces (mélanges de limons, de terre crayeuse et de fragments de craie).

Au niveau local, les cartes ci-dessous présentent les différentes formations à l’affleurement dans le secteur d’étude.

- Le nouveau site d’exploitation est situé sur 2 formations géologiques : le C les colluvions et C4c le coniaciens supérieur, zone caractérisée par l’étude des foraminifères ; tandis que l’ancien site est sur du Fz alluvion récente : graviers, sables, tourbes, limons, limons remaniés et CLP limons remaniés des pentes.



(Extrait Infoterre)

Nouveau site :

C. Colluvions : Dépôt de bas de pente, relativement fin et dont les éléments ont subi un faible transport à la différence des alluvions.

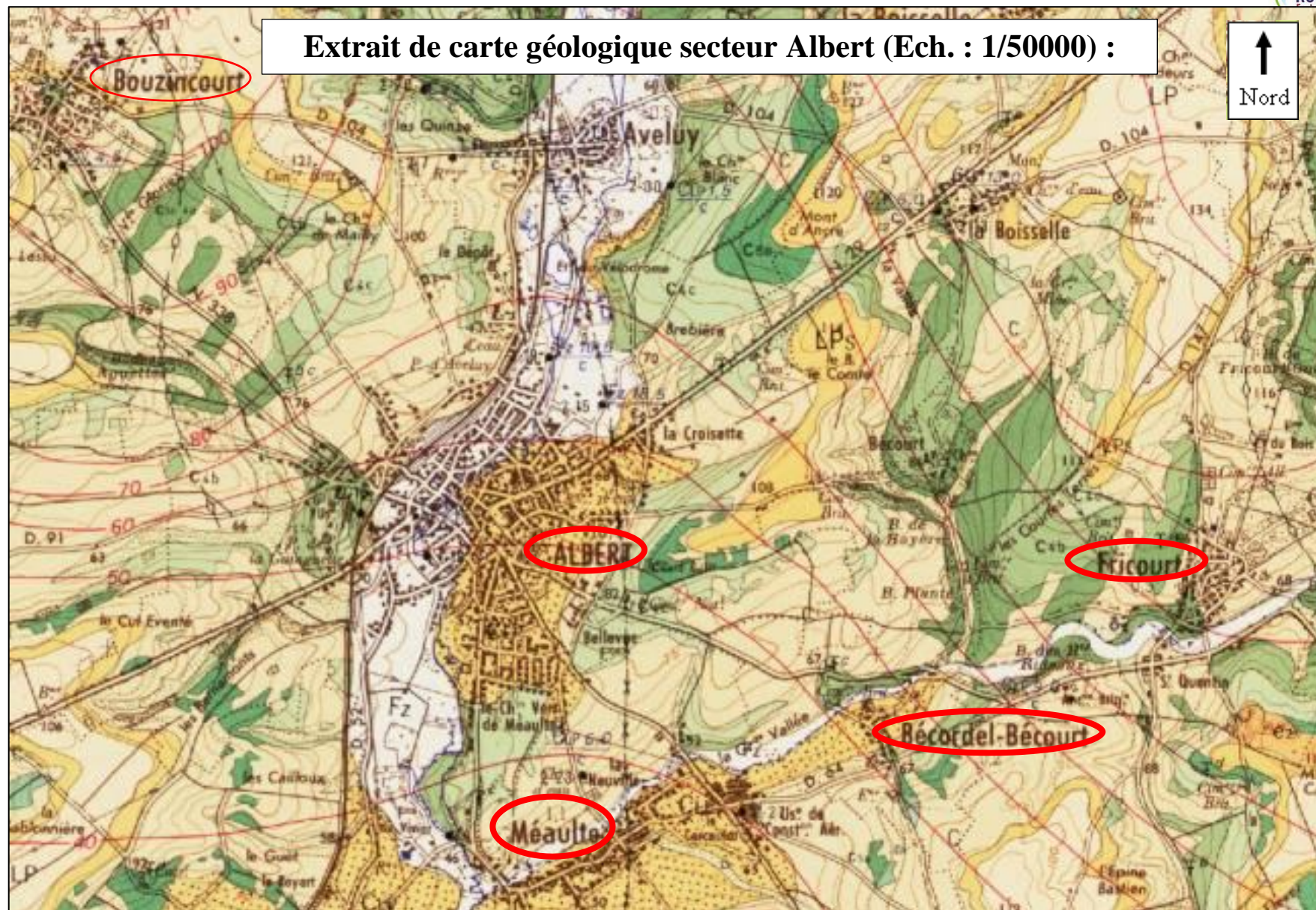
C4c coniaciens supérieurs, zone caractérisée par l’étude des foraminifères. C’est un étage marin calcaire qui débute la dernière grande transgression marine (élévation du niveau des mers). Il est riche en sédiments côtiers.


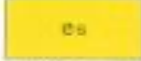


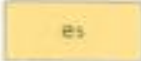







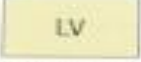
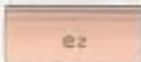



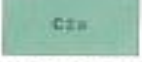
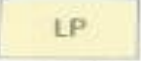
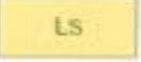

Ancien site :

Fz alluvion : Une alluvion consiste en un dépôt constitué par des matériaux solides transportés et déposés par les eaux courantes d’un cours d’eau qualifiant ainsi les regroupements de cailloux, graviers, galets, sable ou limons. Les dépôts se réalisent lorsque le débit devient insuffisant pour transporter la matière. Les alluvions sont formées par le dépôt de particules denses sur un site où la vitesse de l’eau reste inférieure à celui exigé pour les transporter plus loin.

CLP limons remaniés de pente. Sédiment marin.

Extrait de carte géologique secteur Albert (Ech. : 1/50000) :



FORMATIONS SUPERFICIELLES	ÉOCÈNE ET PALÉOCÈNE	CRÉTACÉ SUPÉRIEUR
 Ebouïs - Collavions	 Bartonien inférieur : Auvierien Grès d'Auviers	 Campanien Craie à Bélemnites
 Limons bruns des pentes	 Lutétien Marnes et caillasse et Calcaire à Cérith Calcaire grossier (s. l.)	 Santonien Craie à Micraster corangium
 Limons de pente à silex	 Yprésien supérieur : Cuisien Argiles de Loon - Sables de Cuisse (s. l.)	 Coniacien Craie à Micraster testudinarius
 Alluvions modernes T - Tourbière	 Yprésien inférieur : Spémacien Argiles et Lignites (s. l.)	 Turonien Craie marneuse (s. l.)
 Limons de fond de vallées sèches	 Thanétien Et2b - Calcaire de Mortemar Et2a - Sables de Bracheux	 Cénomaniens supérieurs Craie glauconieuse (s. l.)
 Alluvions anciennes de bas et hauts niveaux	 Mortien Calcaire de Leversines	 Cénomaniens inférieurs : Vraconien Gaize
 Limons de plateaux		
 Limons à silex		
 Argiles à silex (Observation ponctuelle)		

3.4.9.5 LES CAPTAGES D'EAU DESTINEES A LA CONSOMMATION HUMAINES

« La Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE du 23 octobre 2000 impose des objectifs spécifiques aux zones de protection des prélèvements d'eau destinée à la consommation humaine.

L'article 21 de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) n°2006-1772 du 30 décembre 2006 a renforcé les dispositifs de gestion de la ressource en eau potable, en créant des zones de protection des aires d'alimentation de captage sur lesquelles seront mis en œuvre des programmes d'action visant, notamment, la lutte contre les pollutions diffuses d'origine agricole.

L'aire ou le bassin d'alimentation du captage (AAC ou BAC) couvre toute la surface du sol alimentant la nappe sollicitée par le captage. Ainsi, tous les endroits où une goutte d'eau tombée du ciel finit par rejoindre cette nappe appartiennent à l'aire d'alimentation du captage. De ce fait, l'AAC englobe les périmètres de protection immédiate et rapprochée prévus par l'article L.1321-2 du Code de la santé publique.

En régulant les activités humaines dans cette zone, il est indispensable d'éviter que les eaux d'alimentation des captages soient contaminées par des pollutions diffuses, par exemple sous la forme de pesticides ou de nitrates qui mettent en danger la santé à long terme.

Compte tenu de la quantité de captages et des enjeux qualitatif et quantitatif très divers, la définition de **captages prioritaires au titre des Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et du Grenelle** (article 27 de la Loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement) s'est avéré nécessaire afin de permettre aux pouvoirs publics de concentrer les moyens (financiers et techniques).

Pour le bassin Artois-Picardie, une carte annexée au SDAGE reprend les aires d'alimentation des captages prioritaires pour la protection de la ressource en eau potable. Sur le bassin Seine-Normandie, un classement des captages selon la qualité de la ressource et son évolution a été effectué parmi ceux protégés par une Déclaration d'Utilité Publique (captages de rang 3 et 4 figurant sur la carte n°15 du SDAGE ci-après), ce classement fixe le niveau du programme d'actions nécessaire pour restaurer la qualité de la ressource.

Les captages dits "captages prioritaires Grenelle" (article 27 Loi Grenelle pré-cité), considérés comme les plus menacés par les pollutions diffuses (nitrates et phytosanitaires) et donc prioritaires pour la mise en œuvre de plans d'actions (article 21 LEMA pré-cité) d'ici à 2012, ont été repris dans les listes des captages prioritaires au titre des SDAGE. »

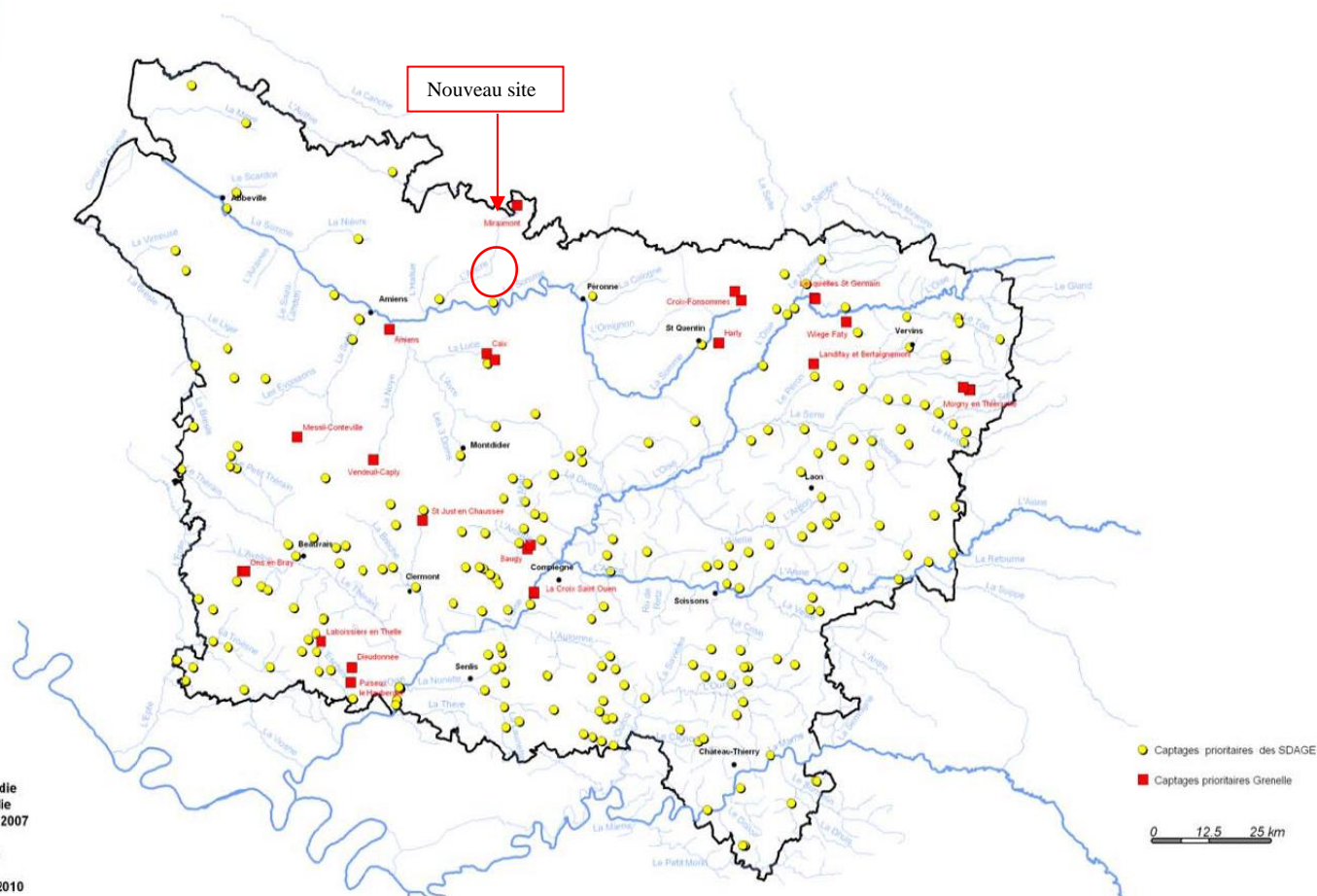
(Source : ATLAS de l'eau en picardie)

Atlas de l'eau de Picardie

Captages d'eau potable prioritaires pour la protection de la ressource en eau



Carte n° 15
Réalisation : DREAL Picardie
Conseil régional de Picardie
BDCARTO® - © IGN Paris 2007
Reproduction Interdite
Sources : DREAL Picardie
AEAP/AESN
Date de réalisation : juin 2010



La carte ci-dessus montre les captages **prioritaires** (vigilance accrue) en juin 2010. En annexe 5, sont montrés tous les captages d'eau potable en 2014.

3.4.9.5.1 Captages d'eau Alimentation en eau Potable, industriels ou agricole situées dans l'aire d'étude

Le tableau ci-dessous présente les principales caractéristiques des captages d'eau d'alimentation en eau potable, industriels ou agricoles en activité sur les communes du projet :

N° BRGM	Localisation	Distance par rapport au site	Usage
00472X0101/F	BECORDEL-BECOURT	Environ 1km au sud-est du nouveau site	Eau Irrigation
00472X0009/P	BECORDEL-BECOURT	Environ 1km au Nord-Est du nouveau site	Eau collective
00473X0050/F-2005	FRICOURT	Environ à 3km au sud-est du nouveau site	Eau individuelle, eau agricole.

Les cartographies des périmètres de protection des captages d'eau sont en annexe 5.

Les ouvrages souterrains situés à proximité du projet et enregistrés dans la base de données de la banque du sous-sol (BSS), incluant les captages, les forages, les puits, les sondages ou encore les sources, sont représentés sur la carte suivante (source : Infoterre, BSS, BRGM) :

Carte au 1/25000 des ouvrages souterrain situés à proximité du projet d'Albert :



Cette carte dénombrant les puits, forages et captages enregistrés dans la banque de données BSS, montre qu'aucun ouvrage de prélèvement en eau n'est recensé à proximité du site projeté à Albert.

3.4.9.6 LES EAUX SUPERFICIELLES :

« L'arrêté du 12 janvier 2010 relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R.212-3 du Code de l'environnement définit la masse d'eau de surface comme "*une partie distincte et significative des eaux de surface telles qu'un lac, un réservoir, une rivière, un fleuve ou un canal, une eau de transition ou une portion d'eaux côtières*". »

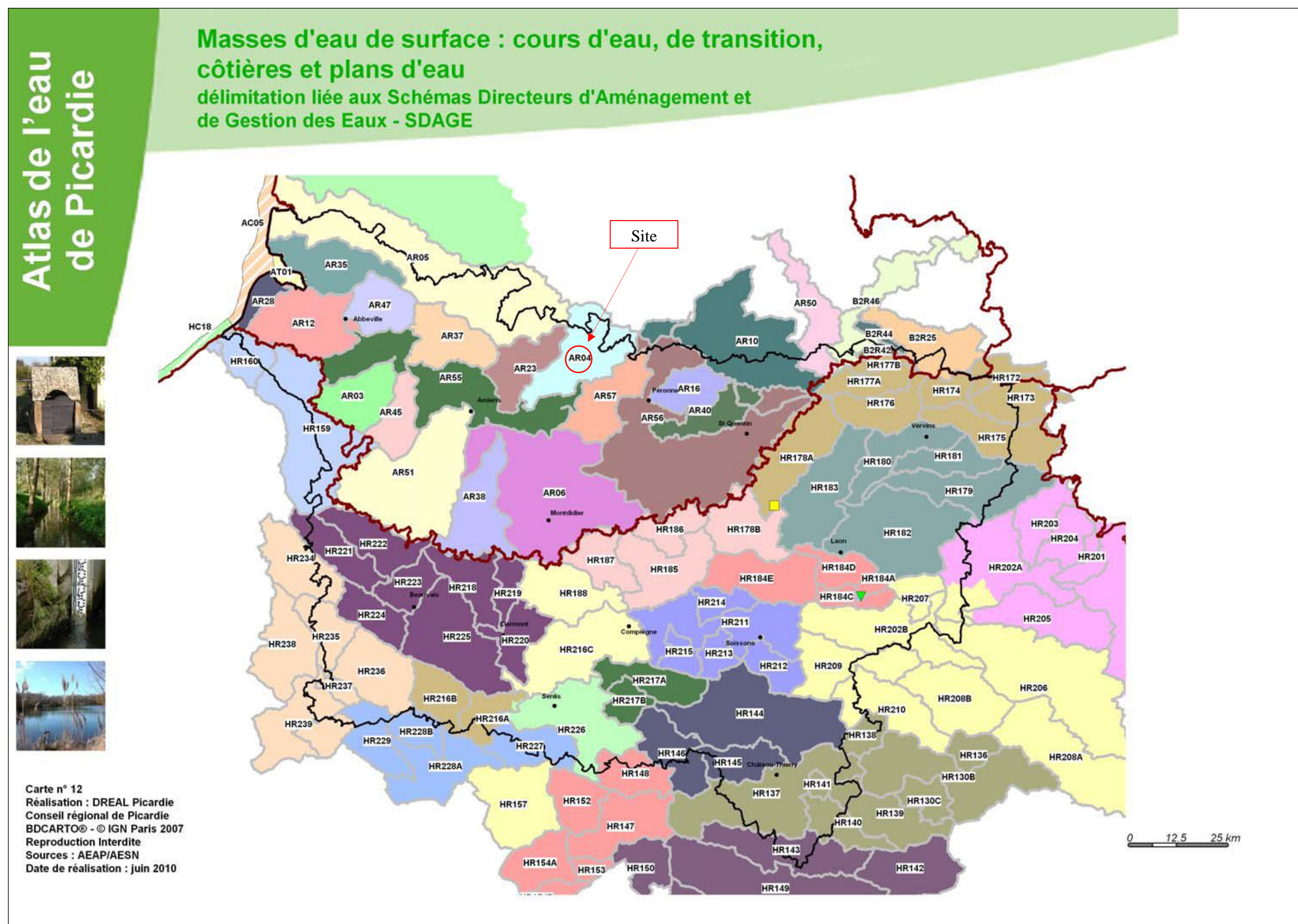
Il s'y distingue :

- La « *masse d'eau cours d'eau* (qui est) *une masse d'eau de surface constituée d'un ou plusieurs tronçons de rivière, de fleuve ou de canal* »,
- La « *masse d'eau plan d'eau* (qui est) *une masse d'eau de surface intérieure constituée d'eau stagnante* »,
- La « *masse d'eau littorale qui est soit une masse d'eau de surface constituée d'eau de transition (port, baie), soit une masse d'eau de surface constituée d'eau côtière*. »

A chaque masse d'eau correspond un volume d'eau sur lequel des objectifs de qualité, voire de quantité, sont définis. C'est l'unité de base pour rendre compte à la Commission Européenne de l'état des eaux.

Compte tenu de caractéristiques naturelles différentes, le réseau hydrographique du bassin Seine-Normandie est plus dense que celui d'Artois-Picardie. De ce fait, les masses d'eau du bassin Seine-Normandie sont plus nombreuses et de plus petite taille que celles d'Artois-Picardie. Afin de faciliter l'application de la DCE sur le terrain, elles sont regroupées dans des unités hydrographiques cohérentes (aplats de couleur). »

(**Source :** *Atlas de l'eau en Picardie*)



 Périimètre des agences de l'eau Grandes masses d'eau**Masses d'eau cotières**

- AC05 La Wrenne à Ault
- HC18 Pays de Caux Nord
- AT01 Somme

Masses d'eau plan d'eau

- HL22 Gravière de Travecy (ME artificielle)
- HL69 Barrage de l'Ailette (ME fortement modifiée)

Unités hydrographiques

- Ailette
- Airaines
- Aisne aval
- Aisne moyenne
- Aisne Vesles Suippes
- Ancre
- Authie
- Automne
- Avre, Trois-Doms, Luce
- Bèche
- Bresle
- Canal de Saint-Quentin, Escaut canalisée
- Canal maritime
- Canche
- Cologne
- Confluence de l'Oise
- Crout
- Epte
- Hallue
- Helpe mineure
- Lanchères, Cayeux
- Marne Aval
- Marne Vignoble
- Maye
- Nièvre
- Nonette
- Noye
- Oise amont
- Oise Aronde
- Oise Esches
- Oise moyenne
- Omignon
- Ourcq
- Petit Morin et Grand Morin
- Rivière Sambre
- Rivière
- Saint-Landon
- Sambre
- Scardon
- Selle / Escaut
- Selle / Somme
- Serre
- Somme canalisée amont
- Somme canalisée aval
- Somme canalisée intermédiaire
- Thérain

HR136	La Livre de sa source au confluent de la Marne (exclu)	HR222	Le Petit Thérain de sa source au confluent du Thérain (exclu)
HR137	La Marne du confluent de la Semoigne (exclu) au confluent de l'Ourcq (exclu)	HR223	Le Thérain du confluent du Petit Thérain (exclu) au confluent de l'Avelon (exclu)
HR138	La Semoigne de sa source au confluent de la Marne (exclu)	HR224	L'Avelon de sa source au confluent du Thérain (exclu)
HR139	Le Surmelin de sa source au confluent de la Dhuis (exclu)	HR225	Le Thérain du confluent de l'Avelon (exclu) au confluent de l'Oise (exclu)
HR140	La Dhuis de sa source au confluent du Surmelin (exclu)	HR226	La Nonette de sa source au confluent de l'Oise (exclu)
HR141	Le Surmelin du confluent de la Dhuis (exclu) au confluent de la Marne (exclu)	HR227	La Thève de sa source au confluent de l'Oise (exclu)
HR142	Le Petit Morin de sa source au confluent du ru de Bannay (inclus)	HR229	La Viosne de sa source au confluent de l'Oise (exclu)
HR143	Le Petit Morin du confluent du ru de Bannay (exclu) au confluent de la Marne (exclu)	HR234	L'Epte de sa source au confluent du ru de Goulancourt (inclus)
HR144	L'Ourcq de sa source au confluent de l'Auteuil (inclus)	HR235	L'Epte du confluent du ru de Goulancourt (exclu) au confluent de la Troesne (exclu)
HR145	Le Clignon de sa source au confluent de l'Ourcq (exclu)	HR236	La Troesne de sa source au confluent de l'Epte (exclu)
HR146	L'Ourcq du confluent de l'Auteuil (exclu) au confluent de la Marne (exclu)	HR237	L'Epte du confluent de la Troesne (exclu) au confluent de la Lévrière (exclu)
HR147	La Marne du confluent de l'Ourcq (exclu) au confluent de la Gondoire (exclu)	HR238	La Lévrière de sa source au confluent de l'Epte (exclu)
HR148	La Thérain de sa source au confluent de la Marne (exclu)	HR239	L'Epte du confluent de la Lévrière (exclu) au confluent de la Seine (exclu)
HR149	Le Grand Morin de sa source au confluent de l'Aubetin (exclu)	HR240	L'Aubette de sa source au confluent de l'Epte (exclu)
HR150	Le Grand Morin du confluent de l'Aubetin (exclu) au confluent de la Marne (exclu)	HR160	La Bresle du confluent de la Vimeuse (exclu) à l'embouchure
HR151	L'Aubetin de sa source au confluent du Grand Morin (exclu)	HR159	La Bresle de sa source au confluent de la Vimeuse (inclus)
HR152	La Beuvronne de sa source au confluent de la Marne (exclu)	HR177B	Le Morteau de sa source au confluent du Noirrieu (exclu)
HR153	La Gondoire de sa source au confluent de la Marne (exclu)	HR177A	Le Noirrieu de sa source au confluent de l'Oise (exclu)
HR157	Le Croult de sa source au confluent de la Seine (exclu)	HR184D	L'Ardon de sa source au confluent de l'Ailette (exclu)
HR172	L'Oise de sa source au confluent du Gland (exclu)	HR184A	L'Ailette de sa source à l'amont de la retenue de l'Ailette
HR173	Le Gland de sa source au confluent de l'Oise (exclu)	HR184B	La retenue de l'Ailette
HR174	L'Oise du confluent du Gland (exclu) au confluent du Ton (exclu)	HR184C	L'Ailette de l'aval de la retenue de l'Ailette au confluent de l'Ardon (exclu)
HR175	Le Ton de sa source au confluent de l'Oise (exclu)	HR184E	L'Ailette du confluent de l'Ardon au confluent de l'Oise (exclu)
HR176	L'Oise du confluent du Ton (exclu) au confluent du Noirrieu (exclu)	HR216C	L'Oise du confluent de l'Aisne (exclu) au confluent du Thérain (exclu)
HR178A	L'Oise du confluent du Noirrieu (exclu) au confluent de la Serre (exclu)	HR216A	L'Oise du confluent du Thérain (exclu) au confluent de l'Esches (exclu)
HR178B	L'Oise du confluent de la Serre (exclu) au confluent de l'Ailette (exclu)	HR216B	L'Esches de sa source au confluent de l'Oise (exclu)
HR179	La Serre de sa source au confluent du Vilpion (exclu)	HR228B	Le Sausseron de sa source au confluent de l'Oise (exclu)
HR180	La Serre du confluent du Vilpion (inclus) au confluent de la Souche (exclu)	HR228A	L'Oise du confluent de l'Esches (exclu) au confluent de la Seine (exclu)
HR181	La Brune de sa source au confluent du Vilpion (exclu)	HR130C	Le Cubry de sa source au confluent de la Marne
HR182	La Souche de sa source au confluent de la Serre (exclu)	HR130B	La Marne du confluent de la Somme Soude (exclu) au confluent de la Semoigne (exclu)
HR183	La Serre du confluent de la Souche (exclu) au confluent de l'Oise (exclu)	HR154A	La Marne du confluent de la Gondoire (exclu) au confluent de la Seine (exclu)
HR185	L'Oise du confluent de l'Ailette (exclu) au confluent de l'Aisne (exclu)	HR154B	Le Morbras de sa source au confluent de la Marne
HR186	La Verse de sa source au confluent de l'Oise (exclu)		
HR187	Le Matz de sa source au confluent de l'Oise (exclu)	AR03	AIRAINES
HR188	L'Aronde de sa source au confluent de l'Oise (exclu)	AR04	ANCRE
HR201	Le ruisseau de Saulces de sa source au confluent de l'Aisne (exclu)	AR05	AUTHIE
HR202A	L'Aisne du confluent du ruisseau de Saulces au confluent de la Suippes (exclu)	AR06	AVRE, TROIS DOMS, LUCE
HR202B	L'Aisne du confluent de la Suippes (exclu) au confluent de la Vesle (exclu)	AR10	CANAL DE ST QUENTIN, ESCAUT CANALISEE
HR203	La Vaux de sa source au confluent de l'Aisne (exclu)	AR12	CANAL MARITIME
HR204	Le Plumion de sa source au confluent de la Vaux (exclu)	AR16	COLOGNE
HR205	La Retourne de sa source au confluent de l'Aisne (exclu)	AR23	HALLUE
HR206	La Suippe de sa source au confluent de l'Aisne (exclu)	AR28	LANCHERES, CAYEUX
HR207	La Miette de sa source au confluent de l'Aisne (exclu)	AR35	MAYE
HR208A	La Vesle de sa source au confluent du Ru de Prosne (inclu)	AR37	NIEVRE
HR208B	La Vesle du confluent du Ru de Prosne (exclu) au confluent du Ru de Cochet (exclu)	AR38	NOYE
HR209	La Vesle du confluent du Cochet (inclus) au confluent de l'Aisne (exclu)	AR40	OMIGNON
HR210	L'Ardre de sa source au confluent de la Vesle (exclu)	AR45	SAINT-LANDON
HR211	L'Aisne du confluent de la Vesle (exclu) au confluent de l'Oise (exclu)	AR47	SCARDON
HR212	La Crise de sa source au confluent de l'Aisne (exclu)	AR50	SELLE/ESCAUT
HR213	Le ru de Retz de sa source au confluent de l'Aisne (exclu)	AR51	SELLE/SOMME
HR214	Le ru d'Hozien de sa source au confluent de l'Aisne (exclu)	AR55	SOMME CANALISEE AVAL
HR215	Le ru de Vandy de sa source au confluent de l'Aisne (exclu)	AR56	SOMME CANALISEE AMONT
HR217A	Le Ru de Sainte Marie de sa source au confluent de l'Automne (exclu)	AR57	SOMME CANALISEE INTERMEDIAIRE
HR217B	L'Automne de sa source au confluent de l'Oise (exclu)	B2R25	HELPE MINEURE
HR218	La Brèche de sa source au confluent de l'Arré (exclu)	B2R42	RIVIERE SAMBRE
HR219	L'Arré de sa source au confluent de la Brèche (exclu)	B2R44	RIVIERETTE
HR220	La Brèche du confluent de l'Arré (exclu) au confluent de l'Oise (exclu)	B2R46	SAMBRE
HR221	Le Thérain de sa source au confluent du Petit Thérain (exclu)		

3.4.9.6.1 Etat écologique 2010-2011 des masses d'eau de surface (référence SDAGE)

D'après l'état des lieux 2013 des futurs Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021, 25 % des cours d'eau de Picardie présentent une bonne qualité, 55 % une qualité moyenne et 20 % une qualité médiocre à mauvaise. Ainsi, 75 % des masses d'eau ne sont pas en bon état écologique.

Les altérations les plus fréquentes sont les pollutions par les matières azotées ou les matières phosphorées, issues des zones urbaines et agricoles, et l'état hydro-morphologique des cours d'eau (lit, berges), dont la mauvaise qualité ne permet pas le développement d'une diversité suffisante des peuplements d'organismes aquatiques.

Le calcul de l'état écologique des masses d'eau de surface tient compte séparément des éléments biologiques mesurés (poissons, invertébrés, diatomées et macrophytes) et des paramètres physico-chimiques, puis intègre l'ensemble. L'état écologique se décline en cinq classes, de "très bon" à "mauvais". L'état hydro-morphologique du cours d'eau est uniquement intégré pour différencier le "bon état" du "très bon état".

Le bon état écologique consiste à respecter des valeurs déterminées pour des paramètres biologiques, physico-chimiques ayant un impact sur la biologie.

Pour les masses d'eau de surface, les paramètres biologiques de l'état écologique sont les suivants :

- Les algues avec l'Indice Biologique Diatomées (IBD),
- Les invertébrés (insectes, mollusques, crustacé...) avec l'Indice Biologique Global Normalisé (IBGN),
- Les poissons avec l'Indice Poissons en Rivières (IPR),

(Source : Atlas de l'eau en Picardie)



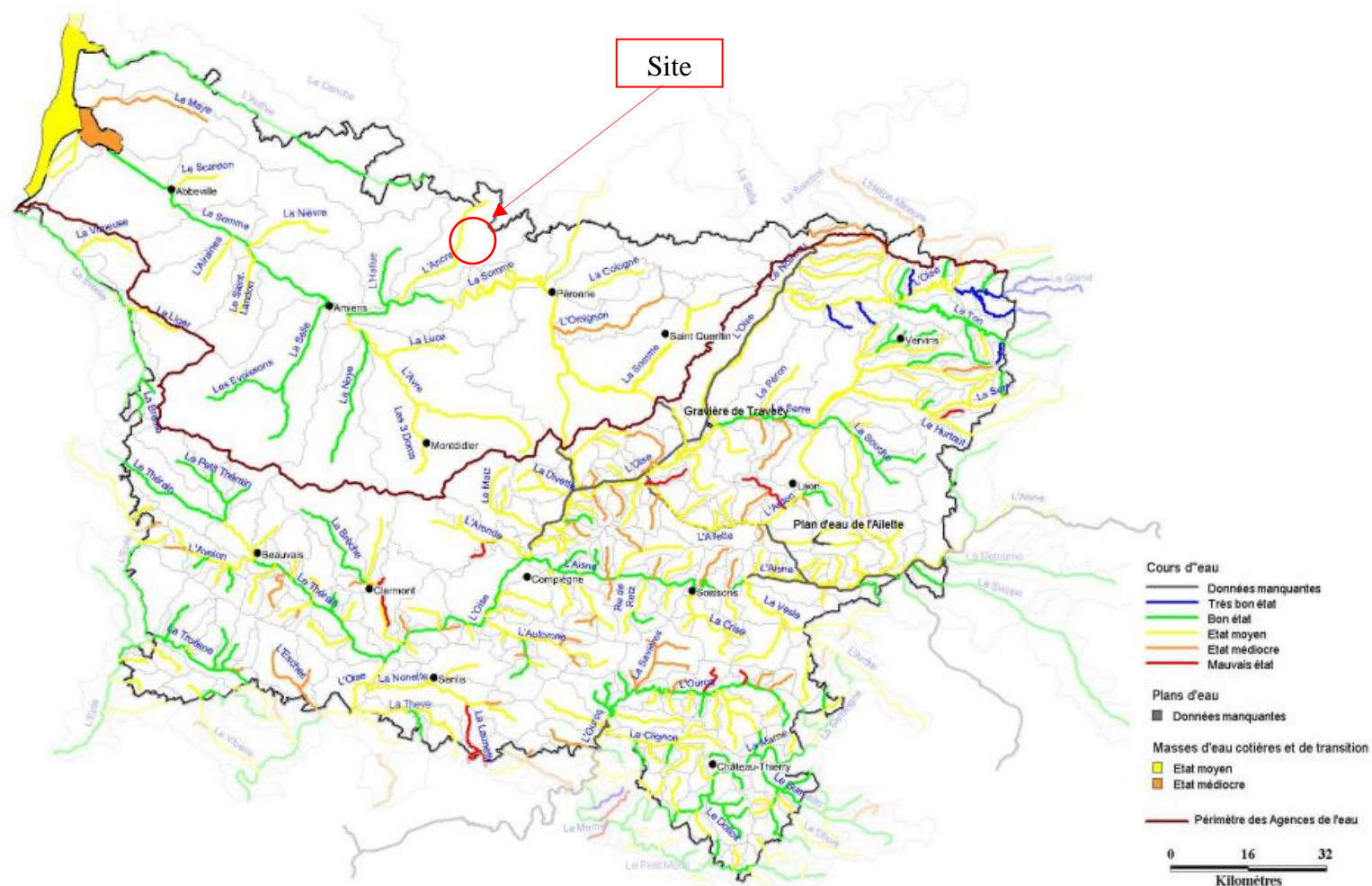
Atlas de l'eau de Picardie

Etat biologique 2010-2011 des masses d'eau de surface

Etat des lieux 2013 des SDAGE 2016 - 2021



Carte 22
Réalisation : DREAL Picardie
Conseil régional de Picardie
BDCARTO® - © IGN Paris
Sources : AEAP/AESN
Date de réalisation : Août 2013



3.4.9.6.2 Etat chimique 2010-2011 des masses d'eau de surface (référence SDAGE)

Seulement 24 % des masses d'eau sont en bon état chimique, tandis que 76 % sont en mauvais état.

L'état chimique est défini en évaluant les concentrations de 41 substances définies par l'article 16 de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE du 23 octobre 2000. Parmi ces 41 substances, on trouve 33 substances prioritaires, dont 13 prioritaires dangereuses, ainsi que 8 substances issues de la liste I de la Directive 76/464/CEE du 4 mai 1976 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique.

Des Normes de Qualité Environnementales (NQE) sont associées à chacune de ces substances. L'état chimique se décline en deux classes, "bon état" ou "mauvais état", selon le respect ou non des NQE pour chacune de ces 41 substances.

L'état chimique a été évalué au travers des données de 2010-2011 du Réseau de Contrôle de Surveillance (cf. carte IV-1a).

Le bon état pour un paramètre est atteint lorsque l'ensemble des normes de qualité environnementale (NQE) est respecté. Ces différentes NQE sont précisées dans l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du Code de l'environnement. Cet arrêté indique également les 41 substances à quantifier qui peuvent être regroupées en quatre grandes familles :

- Les pesticides (Alachlore, Diuron, Isoproturon...) ;
- Les métaux lourds (Cadmium, Mercure, Nickel...) ;
- Les polluants industriels (Octylphenol, Benzène, Naphtalène...) ;
- Les autres polluants chimiques (Hydrocarbure Aromatique Polycyclique -HAP-...).

En Picardie, les masses d'eau superficielles sont très majoritairement déclassées par les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques. Ces molécules proviennent de la combustion du carburant automobile, de la combustion domestique (charbon, bois...), de la production industrielle (aciéries, alumineries...), de la production d'énergie (centrales électriques fonctionnant au pétrole ou au charbon...) ou encore des incinérateurs. La diversité de leurs origines, ainsi que le caractère diffus de la propagation des HAP, rend cette pollution difficile à réduire.

(Source : Atlas de l'eau en Picardie)

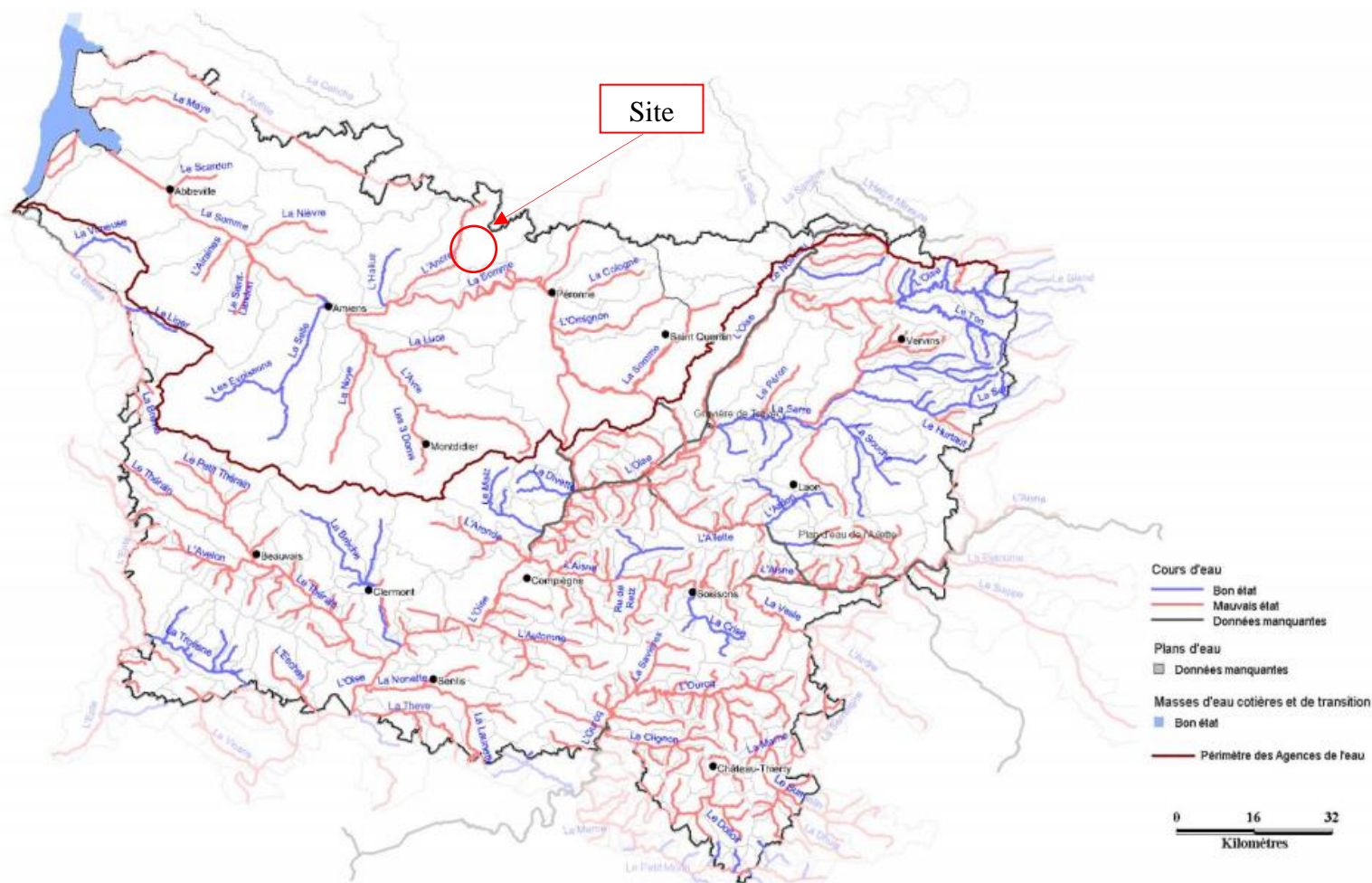
Atlas de l'eau de Picardie

Etat chimique 2010-2011 des masses d'eau de surface

Etat des lieux 2013 des SDAGE 2016 - 2021



Carte 23
Réalisation : DREAL Picardie
Conseil régional de Picardie
BDCARTO® - © IGN
Sources : AEAP/AESN
Date de réalisation : Août 2013



3.4.9.6.3 Les milieux superficiels :

Les milieux superficiels les plus proches des sites d'exploitation sont :

- Le ruisseau temporaire Le fossé traversant Bécordel-Bécourt qui est un affluent de l'Ancre, situé à 600m du site
- La rivière l'Ancre qui est un affluent de la Somme, située à 1,9 km du site.

Eloignement du site vis-à-vis des cours d'eau :



3.4.9.7 ZONES INONDABLES :

La loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement a institué la mise en application des Plans de Prévention des Risques Naturels Prévisibles (PPR).

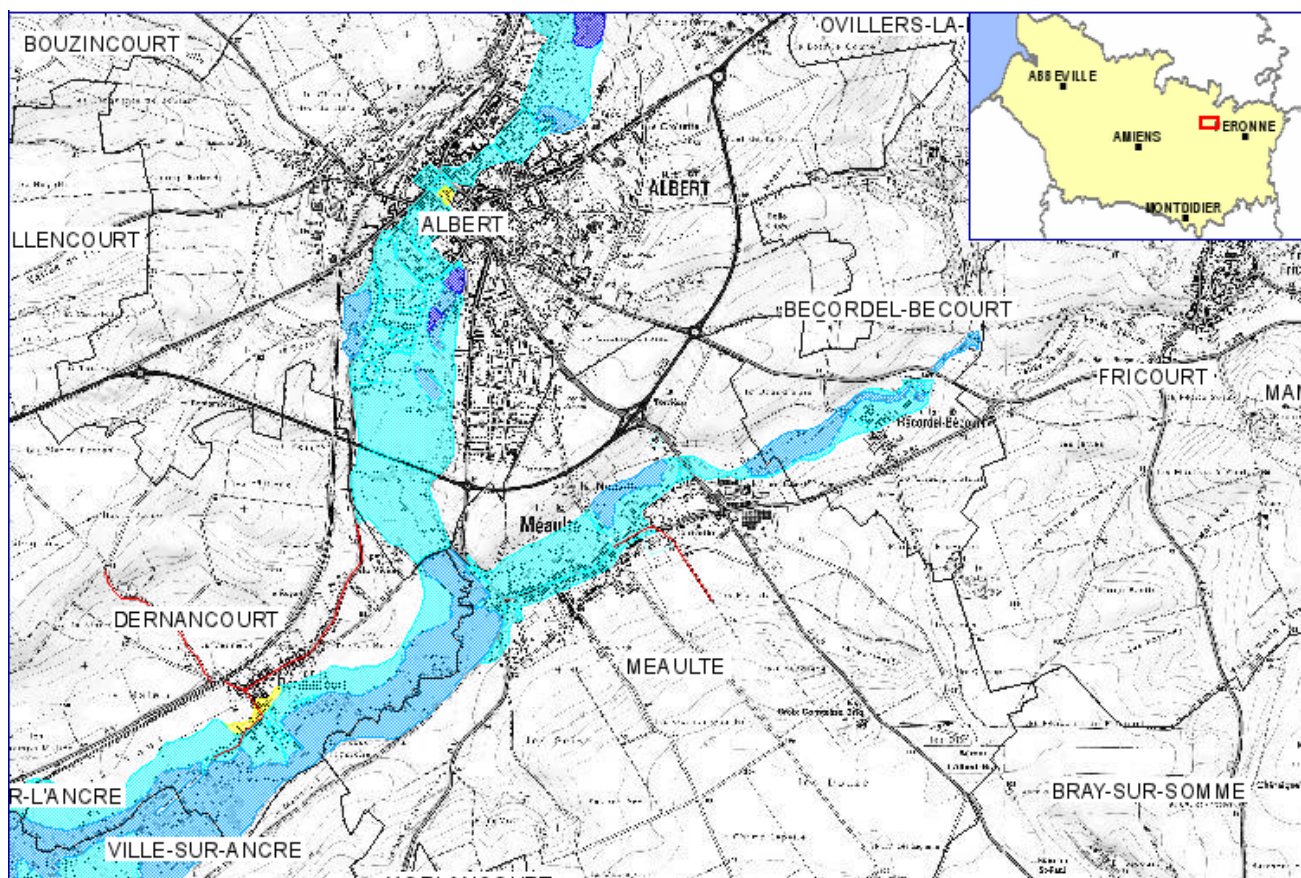
L'objet des PPR, tel que défini par l'article L.562-1 du Code de l'environnement, est :

- De délimiter les zones exposées aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité du risque encouru, d'y interdire tout type de construction, d'ouvrage, d'aménagement ou d'exploitation ou dans le cas où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations pourraient y être autorisées, de prescrire les conditions dans lesquelles ils doivent être réalisés, utilisés et exploités.
- De limiter les zones qui ne sont pas directement exposées aux risques mais où des constructions, des ouvrages, des aménagements ou des exploitations pourraient aggraver des risques ou en provoquer de nouveaux et y prévoir des mesures d'interdictions ou des prescriptions.
- De définir les mesures de préventions, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers,
- De définir, dans les zones concernées, les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

Le tableau ci-dessous reprend la liste des communes du projet concernées par le PPRI de la vallée de la Somme et ses affluents (Source : dde80) :

PPRI	Communes concernées
PPRI de la vallée de la somme et ses affluents	Albert Bécardel-Bécourt Méaulte

Cartographie du PPRI de la vallée de la Somme et de ses affluents



Communes



PPR inondation vallée de la Somme et ses affluents axe de ruissellement

aléa :

très faible

faible

moyen

fort

Ministère de l'écologie du développement durable et de l'énergie
Cartorisque DDTM 80

Objectifs du PPRI Vallée de la Somme et de ses affluents :

- De délimiter les zones exposées aux risques en y définissant les modalités de construction,
- De délimiter les zones non directement exposées aux risques mais qui pourraient les aggraver en étant mal exploitées,
- De définir les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde,
- De définir les mesures relatives à l'aménagement.

Le zonage du PPRI de la Vallée de la Somme et ses affluents est le suivant (source : Plan de prévention des risques d'inondation de la Vallée de la Somme et ses affluents).

Type de zone	Caractéristiques principales	Objectifs et exigences
1	Zones soumises à un aléa important ou présentant des caractéristiques naturelles à préserver	<ul style="list-style-type: none"> - Le libre écoulement des eaux superficielles et souterraines ainsi que le maintien des caractéristiques naturelles sont assurés, avec la possibilité de préserver ou de créer des champs d'expansion de crue. - Les constructions et les ouvrages existants peuvent être maintenus, en permettant des adaptations - Les abris pour la chasse et la pêche et l'observation de la nature de moins de 20m² sont autorisées.
2	Zones soumises à un aléa significatif et à vocation d'activités agricoles et de loisirs	<ul style="list-style-type: none"> - L'écoulement des eaux superficielles et souterraines est facilité - Le développement des constructions et des ouvrages est limité. Les extensions d'habitations sont limitées à 30m² Les aménagements ne conduisent pas à augmenter l'exposition au risque d'inondation.
3	Zones soumises à un aléa et à vocation urbaine	<ul style="list-style-type: none"> - Le fonctionnement hydraulique n'est pas entravé. - Les aménagements doivent prendre en compte le risque d'inondation. - Les planchers doivent être construits à 0,5 mètres au-dessus du niveau de référence.
4	Zones sensibles aux remontées de nappe en sous-sol et à vocation urbaine	<ul style="list-style-type: none"> - Les constructions sont adaptées aux caractéristiques du sous-sol. - Les caves et les sous-sols sont autorisés.

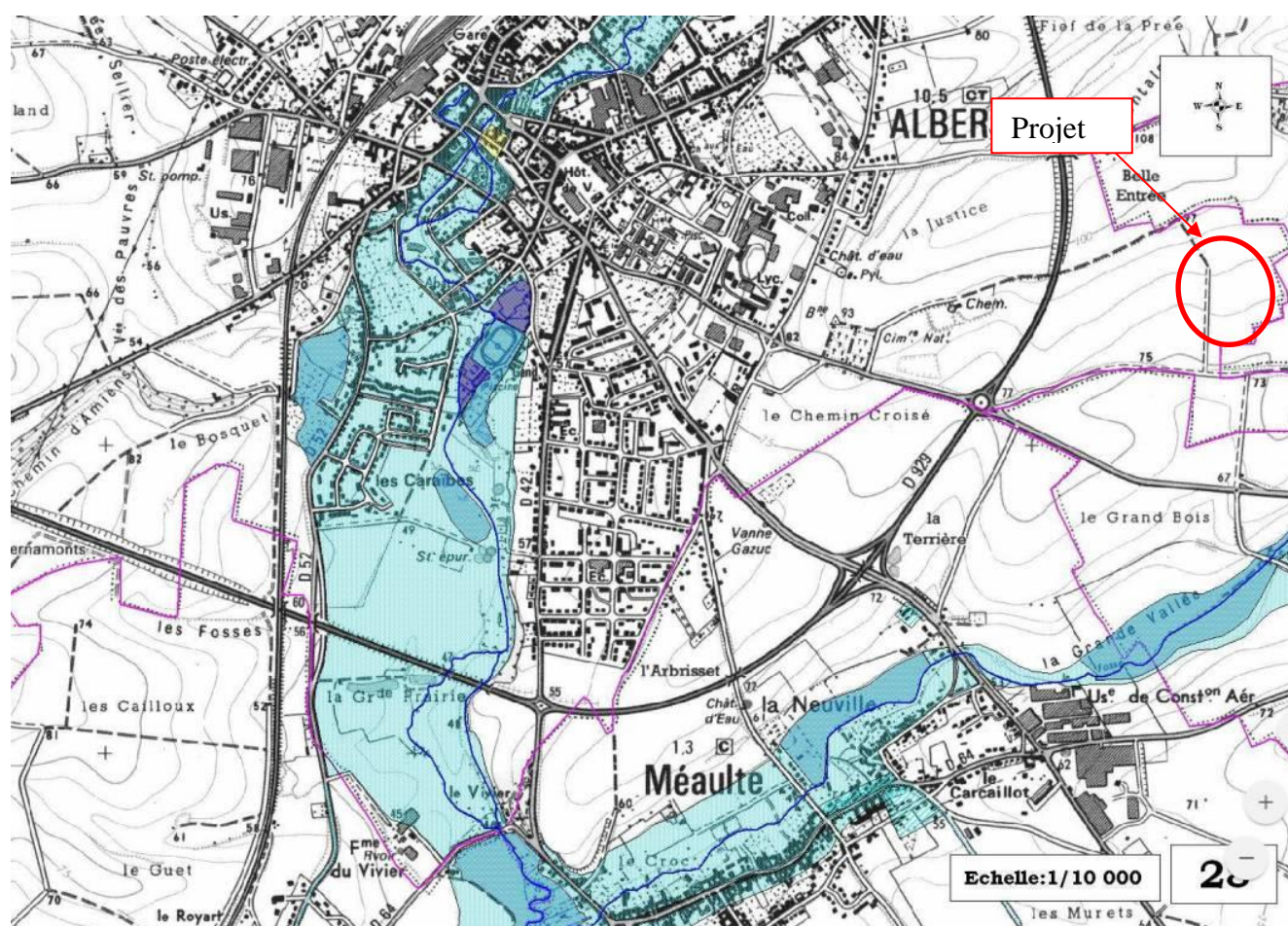
Définition du niveau de référence :

Aléa	Zone sensible	Aléa faible	Aléa moyen	Aléa fort
Niveau de référence	Non défini	0,0 m	0,5 m	1,0 m

Le règlement associé au zonage du PPRI est présenté dans le tableau suivant :

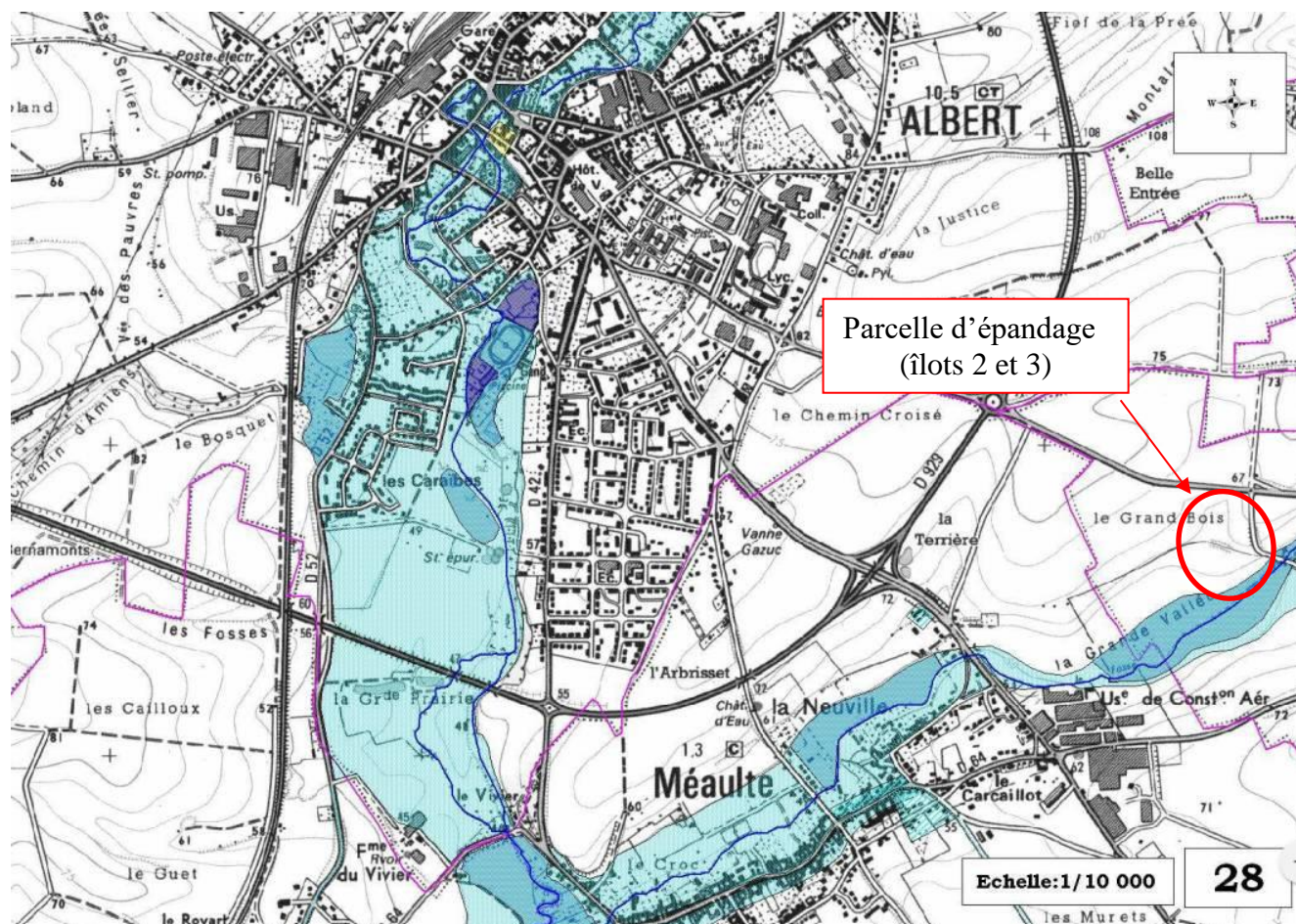
Enjeux et aléas	Zones sensibles	Aléas faibles	Aléas moyens	Aléas forts
Zones naturelles	1	1	1	1
Zones agricoles	1	1	1	1
Zones de loisirs	1 ou 2	1 ou 2	1	1
Zones maraîchères	2	2	2	2
Zones urbaines diffuses	4	2 ou 3	2 ou 3	2 ou 3
Zones urbaines denses	4	3	2 ou 3	2 ou 3
Zones industrielles et artisanales	4	3	2 ou 3	2 ou 3

Cartographie des aléas du PPRI sur la commune d'Albert (source : Plan de prévention des risques d'inondation de la Vallée de la Somme et ses affluents) :

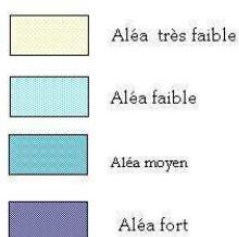


Le site du projet n'impacte pas une zone d'aléa du PPRI de la vallée de la Somme et de ses affluents.

Carte des aléas du PPRI (source : Plan de prévention des risques d'inondation de la Vallée de la Somme et ses affluents) :



INONDATION PAR DÉBORDEMENT ET REMONTÉE DE NAPPE



INONDATION PAR RUISSELLEMENT



La parcelle de l'îlot 2 et l'îlot 3 du plan d'épandage de secours (et de la fosse) se situe en zone d'aléa moyen. Toutes les autres parcelles sont situées en dehors d'une zone d'aléa du PPRI de la vallée de la Somme et de ses affluents.

3.4.9.8 ZONES HUMIDES :

« La définition juridique d'une zone humide est donnée par la loi n°92-03 du 3 janvier 1992 sur l'eau, modifiée par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) n°2006-1772 du 30 décembre 2006 (article L.211-1 du Code de l'environnement) : "on entend par zone humide des terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année".

La loi n°92-03 du 3 janvier 1992 sur l'eau a reconnu le rôle essentiel des zones humides dans la gestion qualitative et quantitative de la ressource en eau. Le Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) d'Artois Picardie adoptés en 1996 a défini la restauration des zones humides comme une priorité.

Par ailleurs, l'état des lieux, réalisé en 2004 sur le bassin dans le cadre de la mise en œuvre de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE du 23 octobre 2000, identifie la préservation des zones humides comme un des enjeux de la politique de l'eau.

Or, il n'existait pas de cartographie, ni de base de données géoréférencées et homogènes de l'ensemble des zones humides de chaque bassin permettant de bien les connaître.

Dès 2004, un inventaire des zones humides de chaque bassin a été élaboré. La méthodologie (croisement de données géographiques, photointerprétation) et le rendu à une échelle importante ne permettant pas d'avoir un inventaire des zones humides effectives, le terme de "zone à dominante humide" (ZDH) est utilisé. En effet, on ne peut certifier par photo-interprétation (sans campagne systématique de terrain associée) que les zones cartographiées sont de manière certaine des zones humides au sens de la loi sur l'eau ; il existe également un certain nombre de petites zones humides (mares, creuses, zones humides forestières...) difficilement détectables par photo-interprétation.

Les zones à dominante humides sont donc des enveloppes de zones humides issues d'une démarche de pré-localisation utilisant le plus souvent la photo-interprétation, elles sont cartographiées au 1/50000ème.

Les SDAGE mis en application en 2010 ont repris les cartes des zones à dominante humides. Cette cartographie n'est pas une fin en soi mais une base précieuse pour de futurs travaux de délimitation et de caractérisation sur les territoires couverts par un Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ou lorsque les enjeux le justifient »

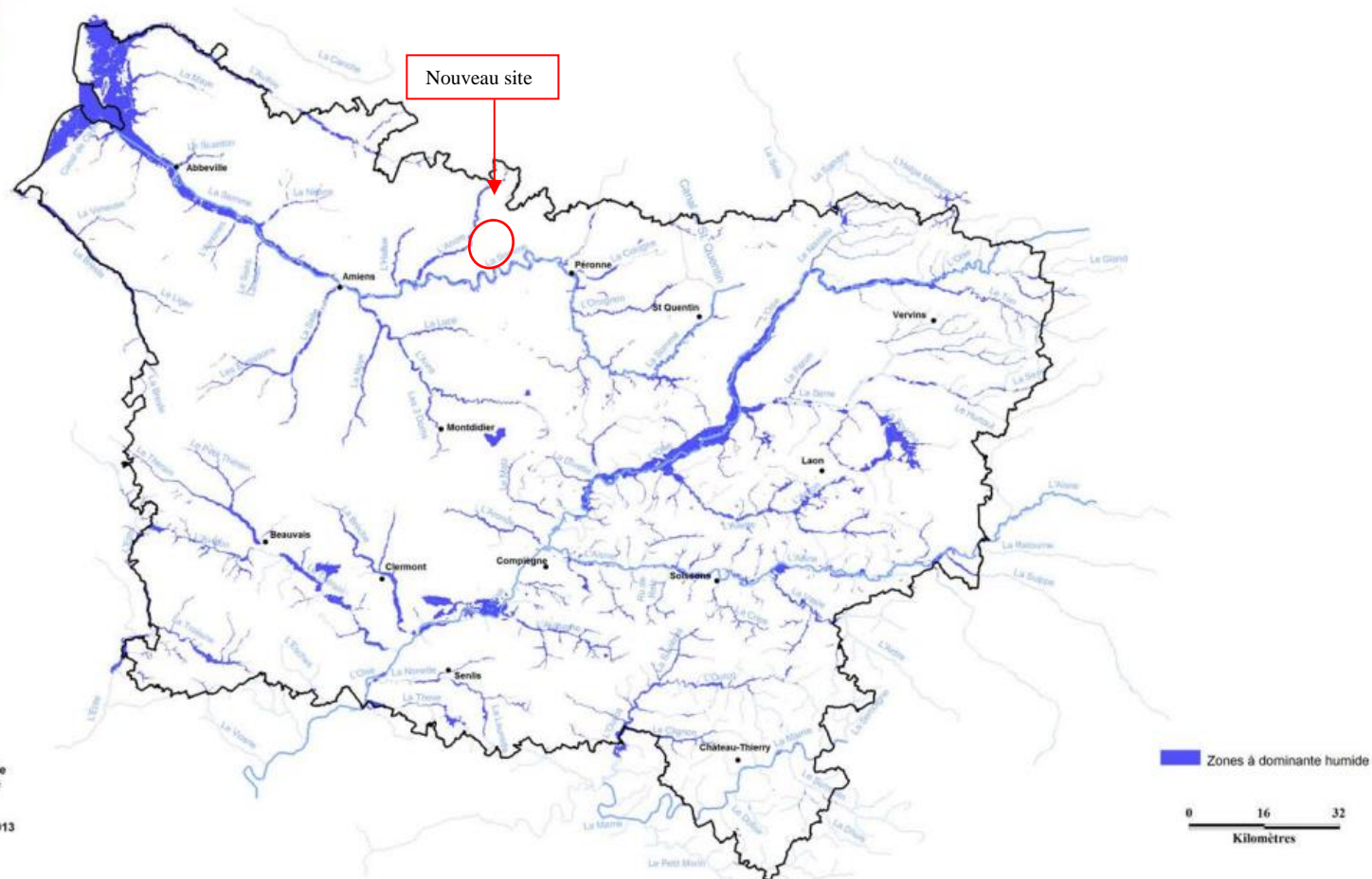
(Source : Atlas de l'eau de Picardie)

Atlas de l'eau de Picardie

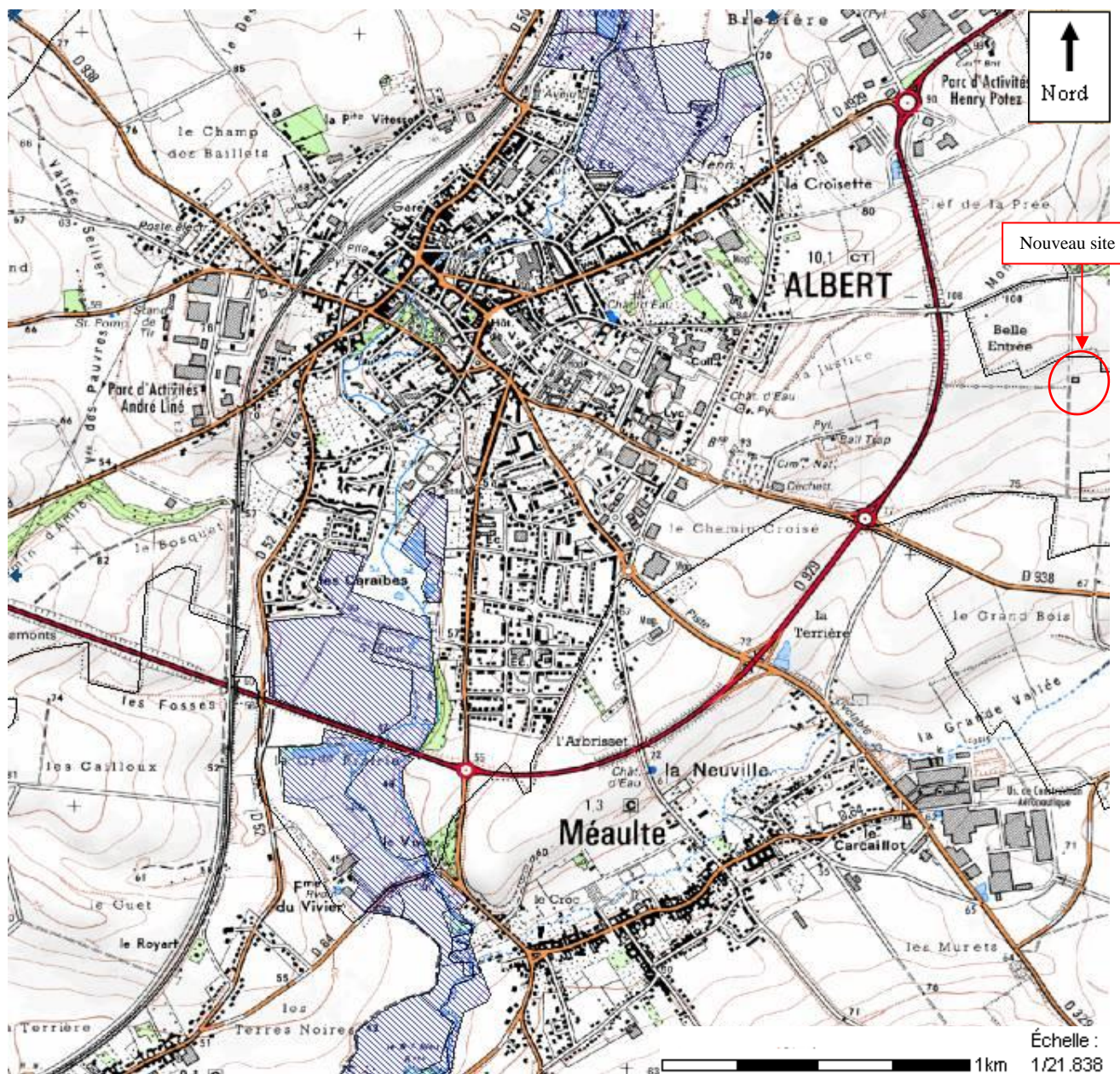
Zones à dominante humide



Carte n° 3
Réalisation : DREAL Picardie
Conseil régional de Picardie
BDCARTO® - © IGN
Sources : AEAP/AESN
Date de réalisation : Août 2013

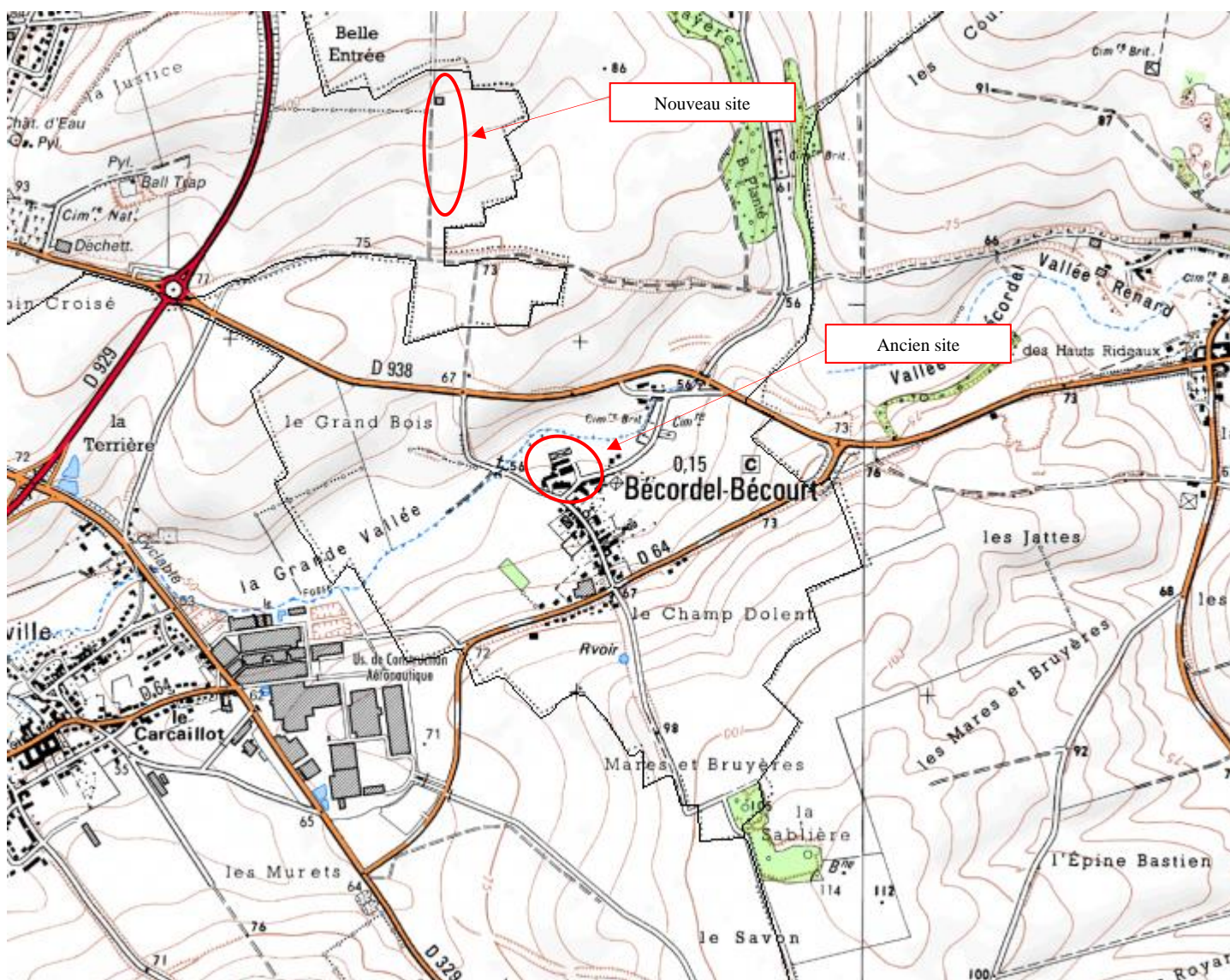


Deux communes sont concernées par le projet en incluant le plan d'épandage de secours (et de la fosse), où il existe des zones à dominante humide : Albert et Méaulte dont voici leurs cartographies :



Légende :
 **Zones à dominante humide**

Carmen DREAL Picardie



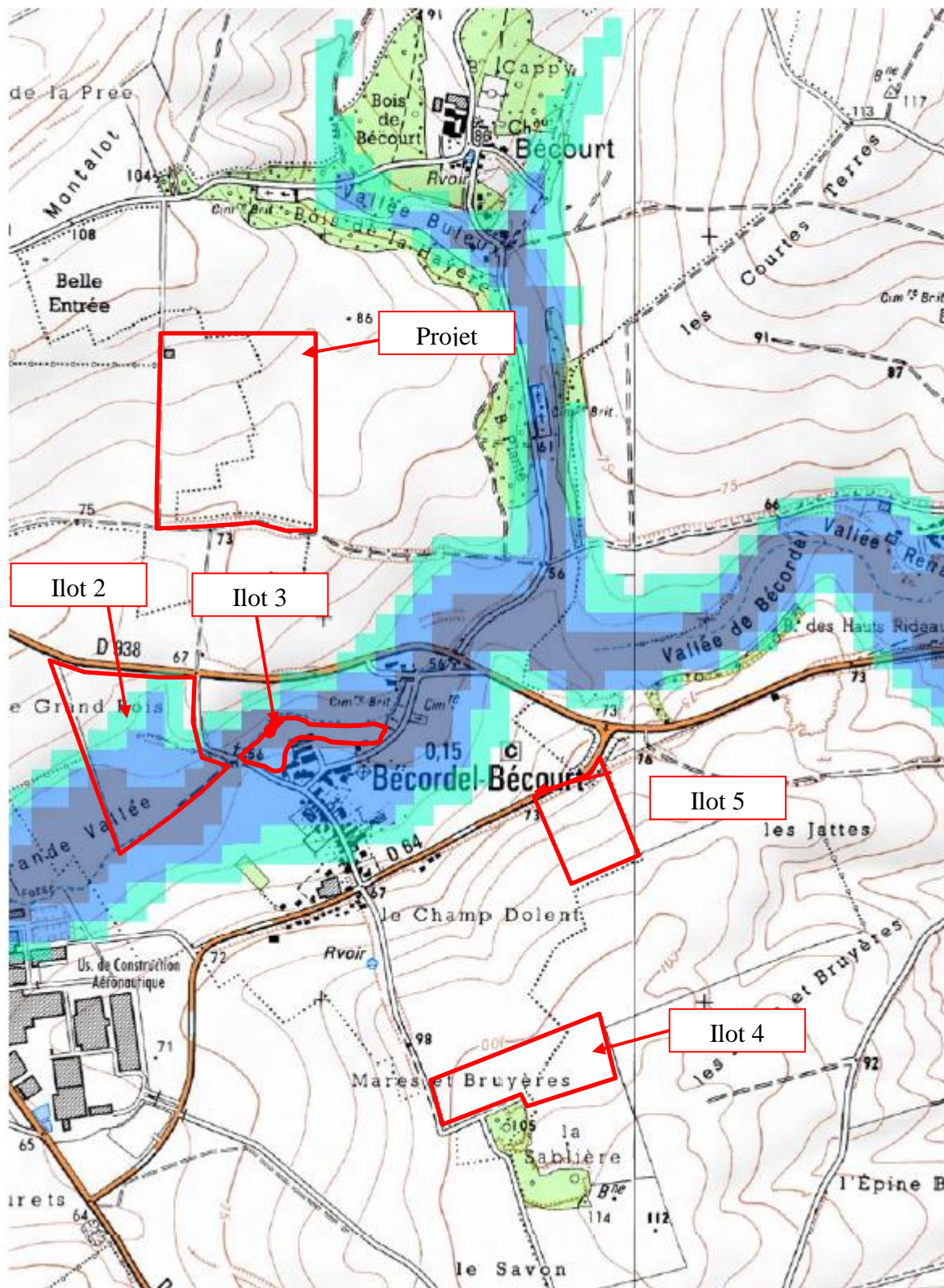
Carmen DREAL Picardie

L'ancien site aussi bien que le nouveau ne sont pas situés sur des zones à dominante humide.

Aucune parcelle du projet et du plan d'épandage ne se situe sur une zone à dominante humide. En revanche, un zonage des milieux potentiellement humides est effectué à partir des données de l'INRA d'Orléans (US InfoSol) et d'Agrocampus-Ouest à Rennes (UMR SAS). La parcelle de l'îlot 2 et l'îlot 3 du plan d'épandage se situe sur une zone potentiellement humide. Toutes les autres parcelles du plan d'épandage et du projet ne se situent pas sur une zone humide ou potentiellement humide.

Les cartes suivantes représentent les zones potentiellement humides, les zones humides et les zones à dominante humide présentes sur le secteur de l'étude (*Source : Réseau Partenarial des Données sur les Zones Humides*) :

Zones potentiellement humides









A detailed topographic map of the Méaulte area. The map shows various geographical features, including the 'la Grande Vallée' and 'le Grand Bois'. Several locations are labeled, such as 'l'Arbrisset', 'la Neuville', 'le Carcaillot', 'les Murets', 'la Vallée', 'la Chaudière', 'la Croix Comtesse', 'les Dix', 'les Douze', 'le Champ Lapelle', 'le Champ St-Pierre', and 'les Seize'. Three specific plots are highlighted with red outlines and labeled with red boxes and arrows: 'Ilot 8' is located near the top left, 'Ilot 6' is in the center, and 'Ilot 7' is at the bottom right. The map also features contour lines, roads, and various symbols for buildings and infrastructure.

[illegible]

[illegible]

Légende des milieux potentiellement humides :

	Milieux non humides
	Milieux potentiellement humides :
	- probabilité assez forte
	- probabilité forte
	- probabilité très forte
	Plans d'eau
	Estrans

3.4.9.9 ZONES VULNERABLES :

Les communes du plan d'épandage de secours (et de la fosse) sont situées en zone vulnérable. L'épandage agricole sur ces zones est réglementé par l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole. Cet arrêté définit les mesures et les actions nécessaires à une bonne maîtrise de la fertilisation azotée et à une gestion adaptée des terres agricoles en vue de limiter les fuites de composés azotés à un niveau compatible avec les objectifs de restauration et de préservation, pour le paramètre nitrates, de la qualité des eaux superficielles et souterraines.

Les principales mesures du programme d'action national pour l'épandage sont les suivantes :

- Obligation de réaliser un plan prévisionnel de fumure des fertilisants azotés, organiques et minéraux par « îlots cultural »
- Obligation de remplir un cahier d'enregistrement des épandages de fertilisants azotés organiques et minéraux par « îlots cultural »
- Maîtrise de la fertilisation
- Obligation de respecter une quantité d'azote total contenu dans les effluents d'élevage de 170 kg/ha de surface agricole utile (SAU)
- Obligation de respecter une quantité d'azote efficace contenu dans les effluents organique avant ou sur CIPAN de 70 kg/ha.
- Obligation de respecter l'équilibre de la fertilisation azotée
- Obligation de respecter les périodes d'interdiction d'épandage des fertilisants azotés

Le tableau ci-dessous fixe les périodes minimales pendant lesquelles l'épandage des divers types de fertilisants azotés est interdit (source : Annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole).

Ces périodes diffèrent selon l'occupation du sol pendant ou suivant l'épandage.

Ces périodes s'appliquent à tout épandage de fertilisant azoté en zone vulnérable.

OCCUPATION DU SOL pendant ou suivant l'épandage (culture principale)	TYPES DE FERTILISANTS			
	Type I		Type II	Type III
	Fumiers compacts pailleux et composts d'effluents d'élevage	Autres effluents de type I		
Sols non cultivés	Toute l'année			
Cultures implantées à l'automne ou en fin d'été (autres que colza)	Du 15 novembre au 15 janvier		Du 1 ^{er} octobre au 31 janvier	Du 1 ^{er} septembre au 31 janvier
Colza implanté à l'automne	Du 15 novembre au 15 janvier		Du 15 octobre au 31 janvier	Du 1 ^{er} septembre au 31 janvier
Cultures implantées au printemps non précédées par une CIPAN ou une culture dérobée	Du 1 ^{er} juillet au 31 août et du 15 novembre au 15 janvier	Du 1 ^{er} juillet au 15 janvier	Du 1 ^{er} juillet au 31 janvier	Du 1 ^{er} juillet au 15 février
Cultures implantées au printemps précédées par une CIPAN ou une culture dérobée	De 20 jours avant la destruction de la CIPAN ou la récolte de la dérobée et jusqu'au 15 janvier	Du 1 ^{er} juillet à 15 jours avant l'implantation de la CIPAN ou de la dérobée et de 20 jours avant la destruction de la CIPAN ou la récolte de la dérobée et jusqu'au 15 janvier	Du 1 ^{er} juillet à 15 jours avant l'implantation de la CIPAN ou de la dérobée et de 20 jours avant la destruction de la CIPAN ou la récolte de la dérobée et jusqu'au 31 janvier	Du 1 ^{er} juillet au 15 février
	Le total des apports avant et sur la CIPAN ou la dérobée est limité à 70 kg d'azote efficace/ha			
Prairies implantées depuis plus de six mois dont prairies permanentes, luzerne	Du 15 décembre au 15 janvier		Du 15 novembre au 15 janvier	Du 1 ^{er} octobre au 31 janvier
Autres cultures (cultures pérennes-vergers, vignes, cultures maraîchères et cultures porte-graines)	Du 15 décembre au 15 janvier		Du 15 décembre au 15 janvier	Du 15 décembre au 15 janvier

Ces dispositions sont valables pour les effluents d'élevage relevant des ICPE (source : Chambre d'agriculture de la Somme) :

Type de ressource présente	Distance réglementaire
Type de ressource en eau	Distances des épandages par rapport aux eaux
Captages d'eau potable, puits et forages	50m : pour les captages d'eau potable 35m : Pour tous les autres points de prélèvement d'eau
Cours d'eau et plans d'eau	35 m 50m : si le cours d'eau alimente une pisciculture, sur un linéaire d'1 km en amont 10m : si bande enherbée ou boisée permanente de 10 m
Lieux de baignade	200m (ou 50m si composts)
Zones piscicoles et conchylicoles	500m en amont

En zones vulnérables, l'épandage sur sols en forte pente est réglementé :

L'épandage est interdit dans les 100 premiers mètres à proximité des cours d'eau pour des pentes supérieures à :

- 10% pour les fertilisants azotés liquides
- 15% pour les autres fertilisants.

Il est toutefois autorisé dès lors qu'une bande enherbée ou boisée, pérenne, continue et non fertilisée d'au moins 5 mètres de large est présente en bordure de cours d'eau (tout en respectant les distances définies dans le tableau en bordure de cours d'eau).

Le tableau suivant s'applique aux effluents d'élevage d'ICPE :

Type d'effluent	Distance (délai d'enfouissement sur sol nu)
Composts	10m
Fumiers de bovins et porcins compacts	15m (24h)
Autres fumiers et fientes	50m (12h)
Lisiers et purins	100m (12h)
Effluents d'élevage après traitement atténuant les odeurs	50m (12h)
Eaux blanches et vertes	15m
Autres cas	100m (12h)

Distances de stockage en dépôt en bord de champ :

- Habitations, zones de loisirs et établissements recevant du public :
 - Les effluents d'élevage relevant des ICPE doivent être distant d'au moins **100 mètres** des habitations, des zones de loisirs, des établissements recevant du public.
- Captages d'eau potable, puits et forages :
 - Les effluents doivent être stockés à une distance minimale de **35 mètres** dans le cas général.
 - Si la pente est supérieure à 7%, la distance minimale est de **100 mètres**
- Zones piscicoles et conchyliques :
 - Les effluents d'élevage ICPE doivent être stockés à une distance d'au moins **500 mètres**.
- Cours d'eau et plans d'eau :
 - Dans le cas général, le stockage doit être à au moins **35 mètres** des cours et plans d'eau
 - Les effluents d'élevage ICPE doivent être à au moins **50 mètres** si le cours d'eau alimente une pisciculture, sur un linéaire d'1 km en amont
 - La distance minimale est de **100 m si la pente est supérieure à 7%**.
- Lieu de baignade :
 - La distance minimale est de **200 mètres**
- Voies publiques de communication :
 - Dans le cas général, la distance minimale est de **5 mètres**
 - La distance est de **3 mètres** pour les voies publiques et les fossés

Pour les effluents d'élevage (à l'exception des RSD hors zones vulnérables), le stockage en bout de champ n'est autorisé que pour :

- Les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement (fumiers d'herbivores, de lapins ou de porcs ayant subi un pré stockage d'au moins 2 mois sous les animaux ou sur fumière),
- Les fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement,
- Les fientes de volailles séchées à plus de 65% MS (avec obligation de couvrir le tas)

Autres règles spécifiques zones vulnérables :

Pour ces 3 types d'effluents d'élevage :

- Le tas ne doit pas être présent au champ du 15 novembre au 15 janvier sauf sur prairie ou sur lit d'environ 10 cm d'épaisseur de matériau absorbant (ex : paille) ou en cas de couverture du tas ;
- Les mélanges de produits différents produisant des écoulements sont interdits.

En particulier :

- Pour les fumiers compacts non susceptibles d'écoulement : le tas doit être mis en place sur une prairie ou sur une culture en place depuis plus de 2 mois ou sur une CIPAN bien développée ou sur un lit d'au moins 10 cm d'épaisseur de matériau absorbant. Il doit être constitué en cordon et ne doit pas dépasser 2,5 mètres ;

- Pour les fumiers de volailles : le tas doit être conique et ne pas dépasser 3 mètres de haut, la couverture de tas est obligatoire à partir du 11 octobre 2017 ;
- Pour les fientes de volailles de plus de 65% de MS : le tas doit être couvert par une bâche imperméable à l'eau mais perméable au gaz.

Références bibliographiques réglementaires :

- Arrêtés du 27/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE d'élevage soumises à déclaration, enregistrement, autorisation sous les rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660.
- Arrêté du 19/12/2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables, modifié par les arrêtés du 23/10/2013 et 11/10/2016.
- 6e programme d'actions de la directive nitrates (2017)
- 6^{ème} programme d'action de la directive nitrates Haut de France du 30/08/2018

3.4.9.10 ZONES DE REMONTEES DE NAPPE :

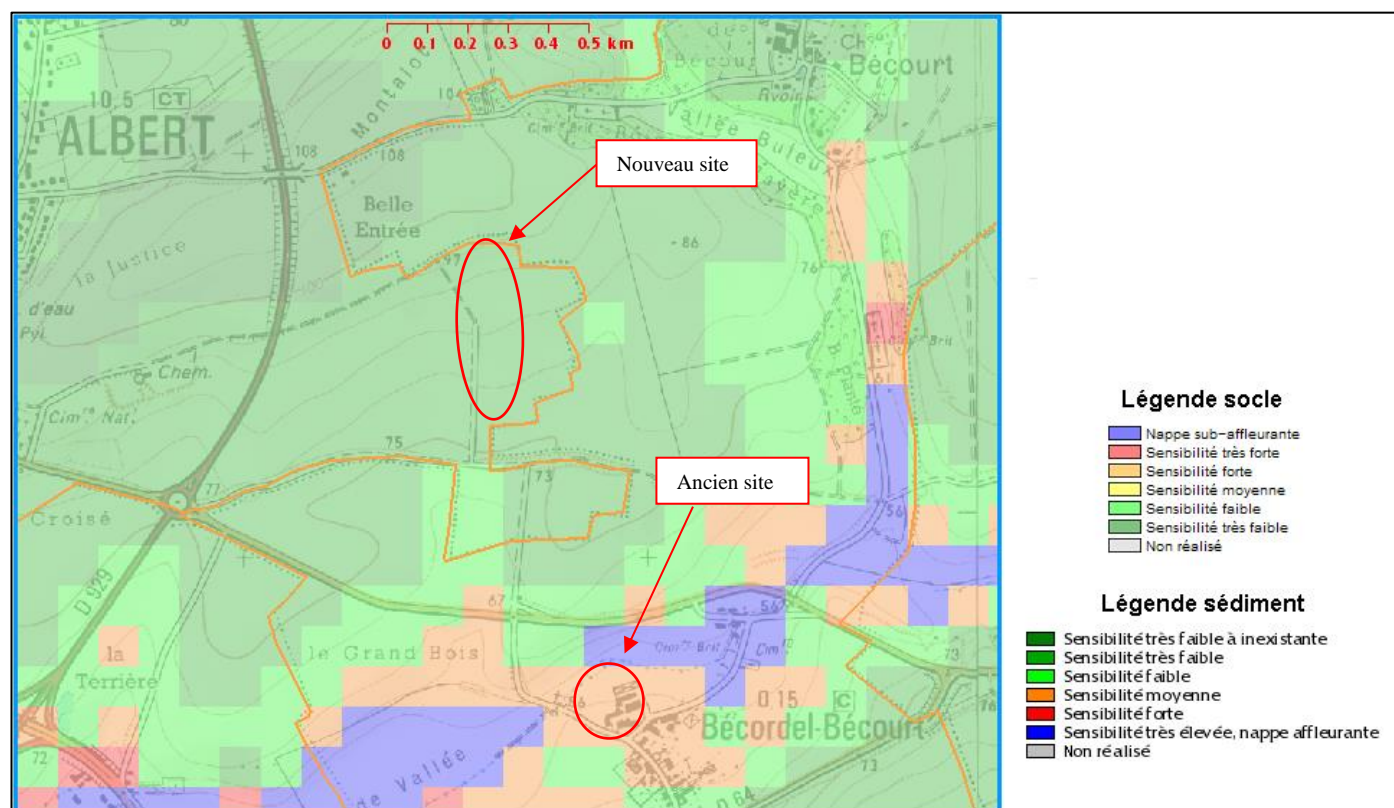
« La majorité des nappes d'eau souterraine est contenue dans des roches appelées aquifères. L'eau occupe leurs interstices, c'est à dire les espaces qui séparent les fissures qui s'y sont développées.

Après une ou plusieurs années pluvieuses, il arrive que la nappe affleure et qu'une inondation spontanée se produise : on parle alors d'inondation par remontée de nappe phréatique. Ce phénomène concerne particulièrement les terrains bas ou naturellement peu drainés, il est caractérisé par des durées de submersion importantes liées à la lente décrue de la nappe relative à son inertie (fait que la nappe réagisse avec retard, à la hausse comme à la baisse).

On appelle donc zone sensible aux remontées de nappe un secteur dont les caractéristiques sont telles qu'elles peuvent générer une émergence de la nappe au niveau du sol ou une inondation des sous-sols à quelques mètres sous la surface du sol. »

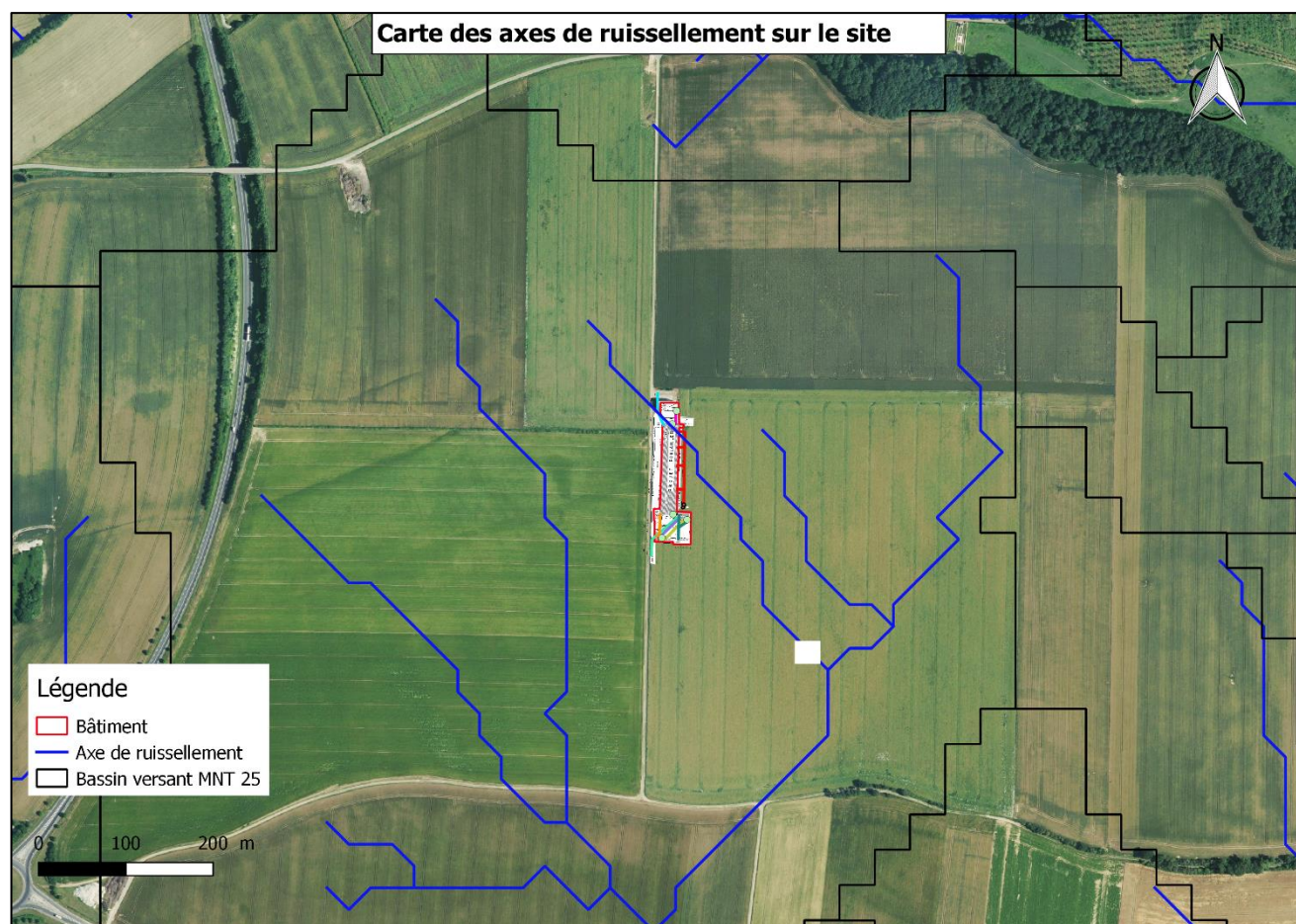
Source : Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM)

Ci-dessous, la carte des remontées de nappes pour le site du d'exploitation des poulettes à Bécordel-Bécourt montre que pour l'ancien site la sensibilité est moyenne alors que pour le nouveau site la sensibilité est faible :



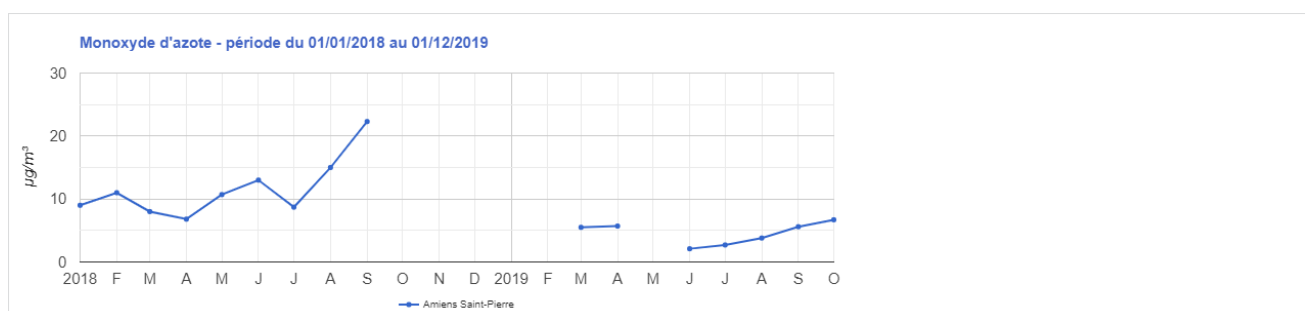
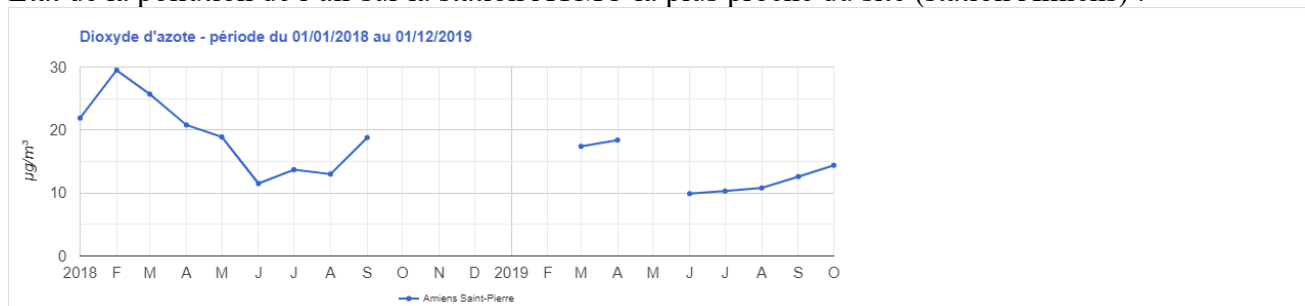
3.4.9.11 Ruissellement

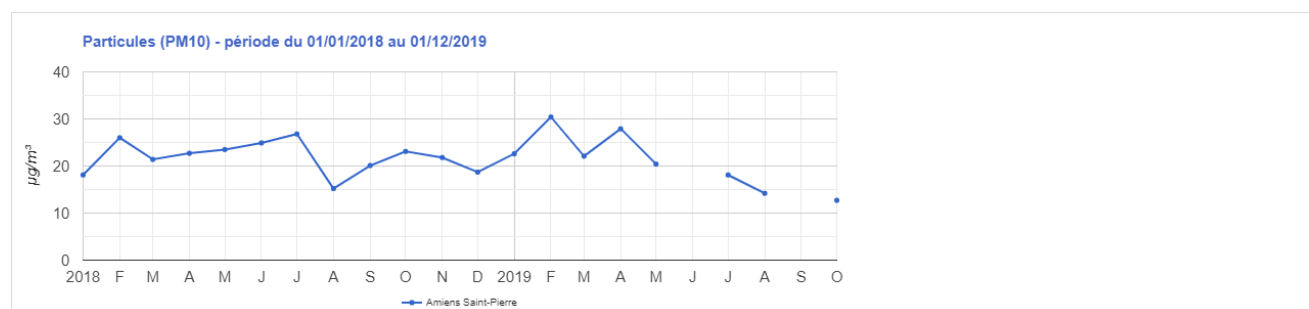
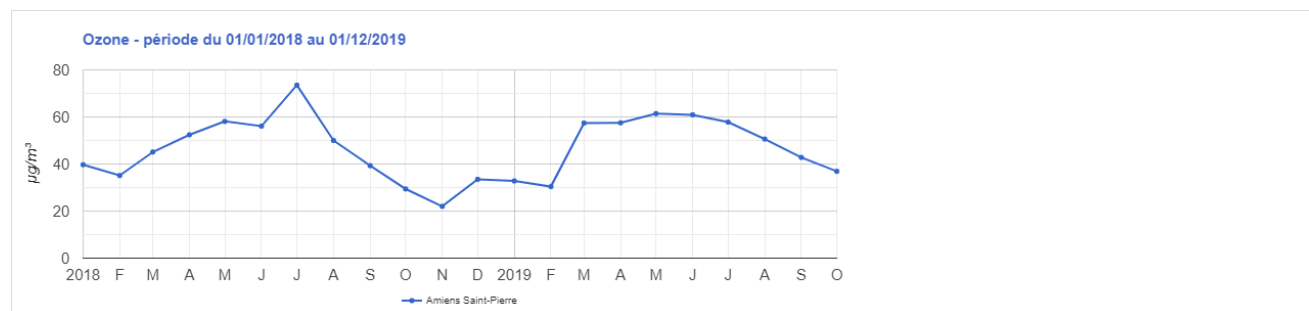
Le site se trouve sur un axe de ruissellement en partie.



3.4.10 L'air

Etat de la pollution de l'air sur la station ATMO la plus proche du site (station Amiens) :





Il existe des pics de pollutions notamment l'été pour l'ozone et les particules fines dû aux fortes chaleurs. Sinon les différents paramètres sont en-dessous des seuils d'alerte.

3.4.11 Le climat

L'étude des conditions météorologiques permet de définir les périodes les plus favorables à l'épandage.

Le climat se caractérise par l'influence maritime sur son flanc ouest. Ce climat, de type océanique est marqué par :

- Des pluies régulières tout au long de l'année ;
- Des températures moyennes relativement douces.

Les données climatologiques ci-dessous sont issues de la station météorologique d'Albert situé à environ 3,0km au sud-ouest du site principal. Les données 2016 étant incomplètes, ce sont les données 2015 qui sont utilisées (source : Météo France) :

Station	Date	Précipitation Max	T° mini	T° maxi	Rafale maximale
Albert-Bray (Méaulte)	Janvier	61,0 mm	-3,7 °C	14,8 °C	83,3 km/h
Albert-Bray (Méaulte)	Février	51,5 mm	-3,1 °C	10,9 °C	83,3 km/h
Albert-Bray (Méaulte)	Mars	29,3 mm	-2,3 °C	17,0 °C	96,3 km/h
Albert-Bray (Méaulte)	Avril	32,6 mm	0,6 °C	25,3 °C	68,5 km/h
Albert-Bray (Méaulte)	Mai	66,0 mm	3,4 °C	24,6 °C	94,5 km/h
Albert-Bray (Méaulte)	Juin	19,3 mm	5,3 °C	29,8 °C	59,3 km/h
Albert-Bray (Méaulte)	Juillet	52,6 mm	6,9 °C	35,0 °C	68,5 km/h
Albert-Bray (Méaulte)	Août	74,0 mm	6,7 °C	32,4 °C	72,2km/h
Albert-Bray (Méaulte)	Septembre	33,2 mm	6,1 °C	21,8 °C	68,5 km/h
Albert-Bray (Méaulte)	Octobre	55,0 mm	0,4 °C	20,8 °C	61,1 km/h
Albert-Bray (Méaulte)	Novembre	104,0 mm	-1,2 °C	19,7 °C	85,2 km/h
Albert-Bray (Méaulte)	Décembre	29,1 mm	1,8 °C	14,8 °C	70,4 km/h

Les informations suivantes résument le climat d'Albert :

- Le mois le plus pluvieux est le mois de Novembre et le moins pluvieux celui de Juin ;

- Le mois le plus froid est le mois de Janvier et le plus chaud celui de Juillet ;
- Les vents dominants sont des vents venant du Sud-Ouest ;
- En moyenne, en 2015 la force des rafales maximales est de 87,65km/h.

NORMALES CLIMATIQUES 1981-2010 : ABBEVILLE

ABBEVILLE (Somme)													
Altitude : 70 m		Latitude : 50°08'N		Longitude : 1°50'E									
	JAN	FEV	MAR	AVR	MAI	JUN	JUL	AOU	SEP	OCT	NOV	DEC	ANNEE
Températures en °C													
Minimale	1,7	1,6	3,7	5,0	8,3	10,9	13,1	13,2	10,9	8,4	4,8	2,3	7,0
Maximale	6,4	7,1	10,4	13,4	16,9	19,4	22,0	22,2	19,2	15,0	10,1	6,8	14,1
Moyenne	4,1	4,4	7,1	9,2	12,7	15,2	17,5	17,7	15,1	11,7	7,5	4,5	10,6
Nombre moyen de jours avec													
Tn <= -5°C	2,8	1,9	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	1,2	6,3
Tn <= 0°C	9,9	9,7	4,8	1,9	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	4,1	9,9	41,0
Tx <= 0°C	2,3	1,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	1,5	5,5
Tx >= 25°C	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	3,2	7,0	6,3	2,4	0,1	0,0	0,0	20,5
Tx >= 30°C	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	1,3	1,3	0,1	0,0	0,0	0,0	3,1
Tx >= 35°C	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Précipitations en mm													
Hauteur mensuelle en mm	63,3	49,1	56,7	52,4	59,4	66,0	58,9	70,2	65,1	81,7	79,6	78,9	781,3
Nombre moyen de jours avec													
Rr >= 1 mm	11,4	9,4	11,5	10,1	10,8	9,7	9,1	9,2	10,4	12,0	12,3	11,7	127,6
Rr >= 5 mm	4,4	3,4	3,9	3,3	3,9	4,4	4,3	4,1	4,6	5,7	5,5	5,7	53,2
Rr >= 10 mm	1,5	1,1	1,0	1,2	1,5	1,8	1,6	2,2	2,0	3,1	2,6	2,5	22,1
Ensoleillement en heures													
Durée mensuelle	66,1	85,9	118,3	172,3	197,3	205,8	224,5	211,9	153,3	114,8	73,9	53,8	1677,9
Nombre moyen de jours avec													
Ensoleillement nul	9,8	6,8	5,2	2,3	2,6	1,8	1,4	1,4	2,0	4,9	7,5	12,0	57,7
Nombre moyen de jours avec													
Brouillard	4,5	3,1	1,6	1,1	1,6	1,3	1,1	1,6	4,1	5,1	4,6	4,7	34,7
Orage	0,1	0,1	0,4	1,2	4,9	4,4	5,1	5,4	3,0	1,0	0,2	0,1	25,8
Grêle	0,0	0,1	0,2	0,5	0,4	0,2	0,2	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	2,1
Neige	4,4	4,3	2,4	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,8	3,2	17,5
Vent en m/s													
Vitesse moyennée sur 10 mn	2,5	2,5	2,7	2,7	2,2	2,1	2,1	1,9	1,9	2,0	2,1	2,4	2,3
Nombre moyen de jours avec													
Rafales >= 16 m/s	3,0	3,2	3,4	3,2	1,6	1,2	1,4	1	1,5	2,5	2,5	3,4	27,8
Rafales >= 28 m/s	0	0,1	0,1	0	0	0	0,1	0,1	0	0	0,1	0,1	0,4

**METEO FRANCE****ROSE DES VENTS**

Vent horaire à 10 mètres, moyenné sur 10 mn

Du 01 JANVIER 2000 au 31 DÉCEMBRE 2009

ABBEVILLE (80)

Indicatif : 80001001, alt : 70 m., lat : 50°08'06"N, lon : 01°50'18"E

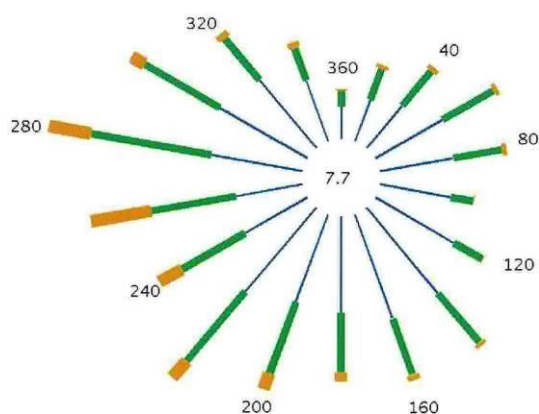
Fréquence des vents en fonction de leur provenance en %

Valeurs trihoraires entre 0h00 et 21h00, heure UTC

Tableau de répartition

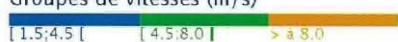
Nombre de cas étudiés : 29205

Manquants : 19

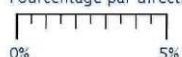


Dir.	[1.5;4.5 [[4.5;8.0 [> 8.0 m/s	Total
20	1.5	1.1	0.1	2.7
40	1.9	1.5	0.2	3.5
60	2.6	2.0	0.2	4.7
80	2.5	1.6	0.2	4.3
100	2.4	0.8	+	3.2
120	3.1	1.1	+	4.2
140	3.7	2.1	0.1	6.0
160	3.7	2.0	0.2	5.9
180	3.2	2.0	0.3	5.5
200	3.1	2.6	0.6	6.2
220	3.7	3.0	0.7	7.5
240	2.4	2.4	0.9	5.7
260	2.3	2.9	2.1	7.2
280	3.1	4.1	1.5	8.6
300	3.4	2.9	0.5	6.8
320	3.0	1.8	0.2	5.0
340	2.2	1.2	0.2	3.5
360	1.1	0.5	+	1.7
Total	48.7	35.5	8.1	92.3
[0;1.5 [7.7

Groupes de vitesses (m/s)



Pourcentage par direction



Dir. : Direction d'où vient le vent en rose de 360° : 90° = Est, 180° = Sud, 270° = Ouest, 360° = Nord
le signe + indique une fréquence non nulle mais inférieure à 0.1%

Page 1/1

Edité le : 27/12/2010 dans l'état de la base

↓.B. : La vente, redistribution ou rediffusion des informations reçues,
en l'état ou sous forme de produits dérivés, est strictement interdite sans l'accord de METEO-FRANCE

Centre Départemental de la SOMME
RTE d'HESDIN 80100 ABBEVILLE
Tél : 03 22 25 39 80 – Fax : 03 22 25 39 81 – Email : cdm80@meteo.fr

D'après les données ci-dessus, nous pouvons en déduire les conclusions suivantes :

- Le mois le plus pluvieux est le mois d'Octobre et le moins pluvieux celui de Février.
- Le mois le plus froid est le mois de Janvier et le plus chaud celui de d'Août
- Les vents dominants sont orientés Sud-Ouest (cf. la rose des vents ci-dessus).
- En moyenne, la force du vent moyennée sur 10 m est de 2,3 m/s soit 8,28 km/h. La moyenne annuelle de la force du vent est donc de 32,67 km/h.

3.4.12 Les biens matériels

Sur le site, seule une fumière est présente, cette dernière sera conservée pour le projet. Des engins de chantier et différents matériaux seront utilisés pour la réalisation du projet. Les terres agricoles sur le site appartiennent au commanditaire du projet M. Villain, la perte agricole sera uniquement pour lui mais au profit d'un élevage. Il n'y aura pas d'autres biens matériels sur le site susceptible d'être affectés. Un accident pourrait éventuellement endommager un véhicule de chantier.

3.4.13 Le patrimoine culturel

Les monuments classés sont « des monuments dont la conservation présente, du point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public ».

▪ Sur la commune d'Albert, où se situe le projet, trois monuments historiques classés sont recensés :

- Basilique de Notre-Dame-de-Brébières à Albert
- Jardin public à Albert
- Propriété du constructeur d'avions Henry Potez, dite Domaine du Vivier à Albert

▪ La commune de Méaulte intègre un monument historique classé.

- Propriété du constructeur d'avions Henry Potez, dite Domaine du Vivier à Albert

▪ La commune de Authuille et Thiepval intègre un monument inscrit

- Monument commémoratif de la Première Guerre Mondial

▪ La commune de Orvillers La Boisselle intègre un monument classé

- Trou de mine La Boisselle

Les monuments historiques identifiés sont référencés dans le tableau suivant.

Commune	Edifices Inscrits	Edifices Classés	Date de protection
Albert	-	Basilique Notre-Dame de Brébières	12 mai 2004
Albert	Jardin public à Albert	-	16 février 2009
Albert	Propriété Henri Potez : La villa ; les façades et toitures du pavillon du gardien flanquant l'entrée nord-ouest de la propriété, de	-	29 octobre 1990

	l'ensemble des bâtiments de la basse-cour, du logement du chauffeur et des garages, du logement du jardinier, de la salle de jeux, du bâtiment des turbines ; la pergola		
Authuille et Thiepval	Monument commémoratif de la Première Guerre mondiale dédié aux armées franco-britanniques disparus pendant la bataille de la Somme	-	14 septembre 2016
Ovillers-la-Boisselle		Trou de mine La Boisselle	1998

3.4.14 Paysage

3.4.14.1 Le pays du Grand-Amiénois

Le pays du Grand Amiénois est une région naturelle du Nord de la France. Il se trouve dans le département de la Somme et constitue un territoire d'environ 3 100 km². Ce territoire se caractérise par une région de grandes cultures et de prairies. Son sous-sol est constitué de craie recouverte par de l'argile à silex ou du limon. Une forte identité rurale est inscrite sur le territoire, car 80% de l'espace est occupé par l'activité agricole. Près de 8 hectares sur 10 constituent un espace agricole.

Le Grand Amiénois compte 337 000 habitants répartis sur 381 communes. Parmi ces communes, 285 communes comptent moins de 500 habitants. Elles sont réparties sur 12 Communautés de communes (CC) : CC du Bernavillois, CC du Doullennais, CC du pays du Coquelicot, CC du val de Nièvre et environ, CC bocage Hallue, CC du val de Somme, CC Ouest Amiens, CA Amiens métropole, CC du Val de Noye, CC du canton de Conty, CC du sud-Ouest amiénois, CC de la région de Oisemont.

Le Grand Amiens est desservi par les axes routiers principaux suivants :

- par l'autoroute A29 qui relie Saint-Quentin à Amiens.
- par l'autoroute A16 qui relie le Val-d'Oise à la Belgique en passant par Amiens
- par la route nationale 25 qui relie Amiens à Arras
- par la départemental 334 entre Amiens et Roye qui relie jusqu'à Paris
- l'A1 est également concernée comme voie de circulation pour le projet (relie Paris et Lille).

3.4.14.2 Le paysage local

Le pays grand amiénois

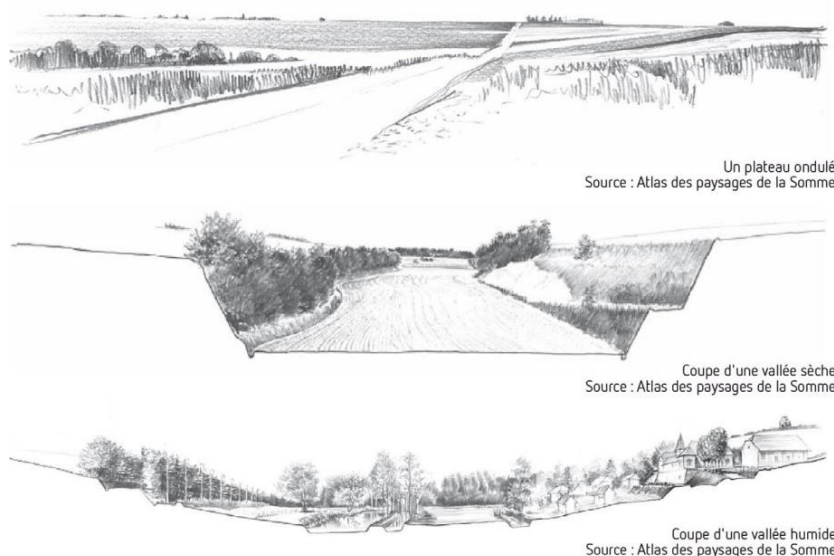
La commune d'Albert se situe dans le pays du grand Amiénois.

Plateaux agricoles, vallées humides et vallées sèches rythment le Grand Amiénois, lui offrant des visages contrastés :

- Les plateaux agricoles offrent un paysage ouvert où les grandes cultures sont omniprésentes. Les plateaux sont loin d'être uniformes et tabulaires, ils sont vallonnés. C'est l'espacement

des vallées, leur largeur et leur encaissement qui accentuent les mouvements de sol et les grands traits du relief, et définissent les horizons proches ou lointains ;

- Les vallées humides offrent un paysage varié, très vert, plutôt sauvage et intérieurisé. Les vallées sont larges comparées à la taille des cours d'eau et leur déclivité est faible. Une caractéristique forte des vallées est la dissymétrie des versants : ceux exposés au sud ou à l'ouest présentent généralement une pente forte tandis que les versants nord-ouest, moins exposés à des écarts de température, se retrouvent adoucis ;
- Les vallées sèches prolongent les vallées humides et découpent les paysages de plateaux. Elles sont particulièrement denses dans le Grand Amiénois. Ces vallées proviennent de l'alternance de périodes glaciaires et tempérées qui ont mis hors d'eau les vallées les moins profondes. Elles assurent une transition entre les paysages de vallées et les paysages de plateaux.



Les grandes cultures sont omniprésentes sur les plateaux : blé, orge, pommes de terre, colza, betteraves sucrières, oléagineux, maïs, lin, etc. Les plateaux forment de vastes étendues ouvertes et offrent des paysages d'openfields.

Ces plateaux sont loin d'être uniformes : les ondulations du relief apportent du rythme au paysage. Des chemins d'exploitation en terre ou plutôt végétalisés et des bandes enherbées ajoutent encore un peu plus de diversité à ces paysages.

L'agriculture bocagère est inégalement répartie : elle est particulièrement dense sur les espaces proches de la Normandie, ainsi qu'au nord vers la vallée de l'Authie. En revanche, l'est du territoire se trouve beaucoup moins bien pourvu.

Le sud du pays, notamment autour de Conty, est le plus boisé. Souvent, le haut des pentes des vallées est souligné par de la végétation, notamment le long des vallées humides du sud du pays et le long de l'Authie.

Plusieurs structures végétales sont repérables :

- Des alignements d'arbres accompagnant les principales routes (RD et RN) dont certaines portions empruntent les lignes de crête des ondulations du plateau ;
- Les bois, bosquets et réserves qui sont autant de petits ensembles forestiers souvent implantés sur des sols moins riches ;

- Les arbres isolés marquent des « évènements ». Ils sont souvent associés à un calvaire où indique simplement une intersection ;
- Des cordons boisés soulignent le haut des pentes des vallées et laissent deviner ces dernières depuis le plateau. Si le relief des vallées est marqué par une faible déclivité, la végétation du fond de vallée est perceptible depuis les plateaux.

Les villages de plateaux prennent encore parfois la forme de villages « bosquet », ce qui renforce la prégnance de ces éléments végétaux dans le paysage. Souvent, seules les constructions verticales (clochers d'églises, châteaux d'eau) dépassant de la strate boisée différencient un village d'un bosquet ou d'un bois.

Plusieurs éléments végétaux participent à cette silhouette de bosquet. Les courtils sont les jardins et prés jouxtant les maisons. Ces jardins entourés de haies forment une véritable ceinture boisée autour du village. Ils sont également plantés de grands arbres et de vergers.

D'autres éléments végétaux contribuent à créer cette silhouette de bosquet : les bois et réserves à proximité des villages, les alignements d'arbres liés à un château, les espaces publics du village souvent plantés et les espaces privés (jardins).

3.5 Description des incidences notables que le projet est susceptible d'avoir

3.5.1 Impact de la constructions et l'existence du projet

Impact sur faune/flore

Le site s'implante sur une parcelle agricole. Comme cela a été vu sur le paragraphe description de la faune et la flore du site, 3 types d'habitats sont présents et sont plutôt artificiel (culture, bandes enherbées, ...). Aucun des habitats naturels ou des plantes rencontrés ne possède de statut de protection national, régional ou local.

Il s'agit de plantes, pour beaucoup, cultivées, les autres étant communes compte tenu de l'anthropisation du milieu.

Le secteur étudié ne présente pas, au vu de l'inventaire avifaunistique, un intérêt majeur. Peu d'espèces ont été contactées sur le secteur étudié. Il n'y a pas d'espèce à forte valeur patrimoniale ou d'espèce déterminante selon les codifications en vigueur.

Pour les mammifères, la zone d'étude, située en périphérie urbaine, ainsi que l'absence de haies ou de bosquet limite sans doute la présence de mammifères. Toutefois, il a été observé le Lièvre d'Europe lors de notre intervention du 18 avril 2014. Compte tenu du contexte paysager à la périphérie de la zone étudiée, on peut supposer la présence occasionnelle du renard roux et du blaireau.

Les enjeux sur le site sont donc faibles, cependant, il y aura un impact sur les espèces présentes, vu que le projet s'implantera dessus.

Impact sur le ruissellement

Le projet va imperméabiliser le sol, ainsi les eaux de pluie ne seront plus infiltrées. L'axe de ruissellement passant par le site sera donc renforcé et la quantité d'eau ruisselée augmentera risquant d'aggraver possiblement un phénomène d'inondation par ruissellement.

Impact sur la pollution des sols :

La présence de produit comme la cuve de fioul ou les cuves de gaz pourraient avoir un impact sur le sol et sur les eaux souterraines. En effet, en cas d'incident, les produits pourraient alors s'infiltrer dans le sol s'ils ne sont pas contenus. Il y a une réduction d'une parcelle agricole mais appartenant au propriétaire et demandeur du projet.

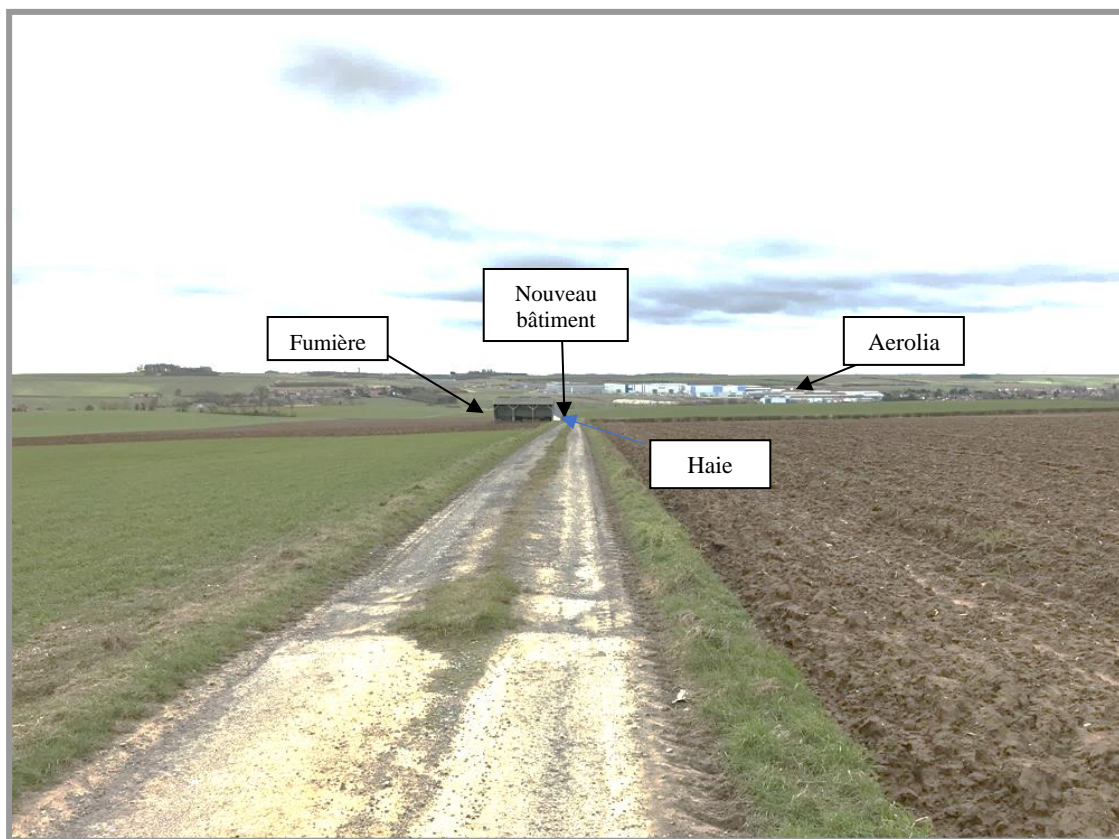
Impact sur le paysage :

Le nouveau bâtiment d'élevage situé à Albert sera construit perpendiculairement à la fumière, déjà présente sur le site. Le nouveau poulailler sera constitué de murs en tôles laquées de teinte « sable », les portes seront de teinte « vert olive » et le toit sera de teinte gris-bleu proche de celle de l'ardoise. Ces teintes sont des teintes discrètes et neutres qui se rencontrent dans la nature. La teinte sablée des murs se confond relativement bien et ne jure pas avec la teinte marron clair du sol, ni avec les pâtures et les champs cultivés situés au voisinage de l'emprise du nouveau bâtiment.

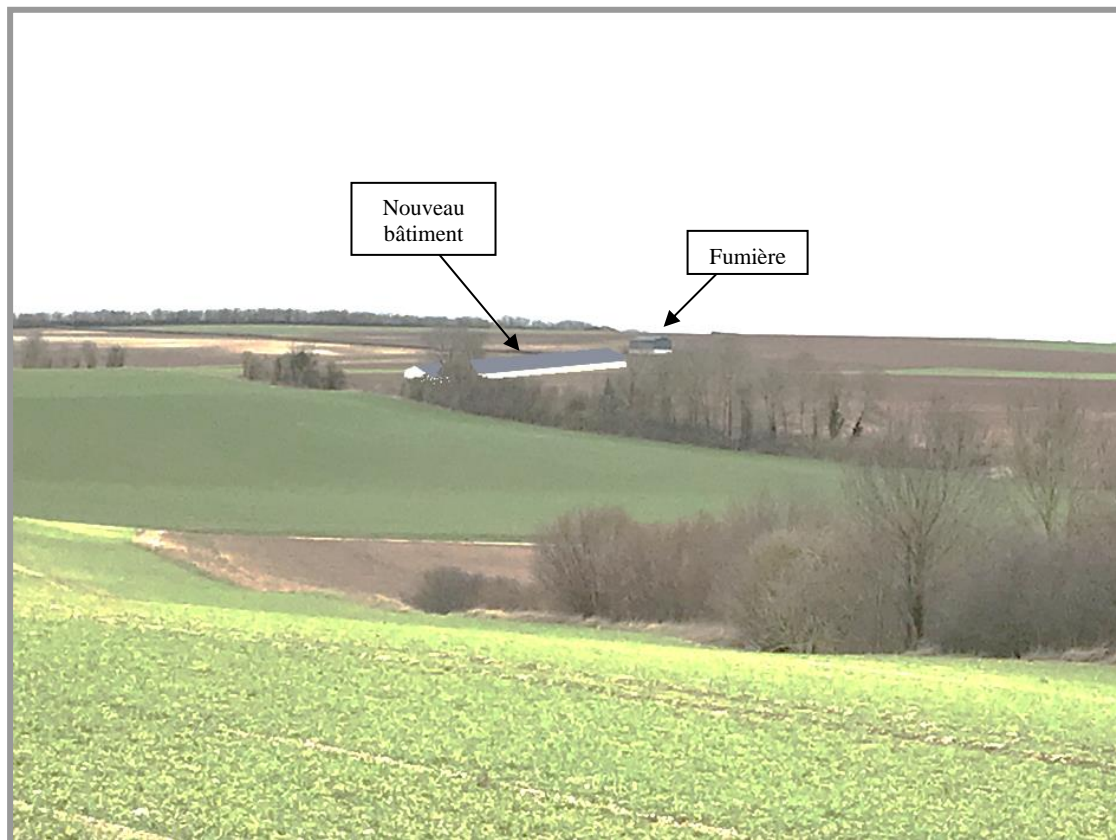
La toiture grise permet au bâtiment de se fondre dans le paysage naturel. L'intégration dans le paysage de la toiture du bâtiment est d'autant plus importante par temps nuageux comme sur les photographies suivantes. La teinte « sable » des façades du bâtiment permet au bâtiment d'imiter une teinte naturelle, moins agressive qu'une teinte blanche plus conventionnelle.

De plus, le terrain sur lequel l'emprise du projet sera implantée est situé en flanc de coteau, le long d'une pente orientée vers le sud. La fumière préexistante se situe en haut de ladite pente. Depuis le nord du site, en haut de pente, le bâtiment est alors en partie dissimulé par le hangar à fientes et par sa situation en contrebas. Seule la partie supérieure du toit est visible depuis ce point de vue.

Vue depuis le haut de la crête, au nord du site :



Vue de trois-quarts depuis le sud-est du site :

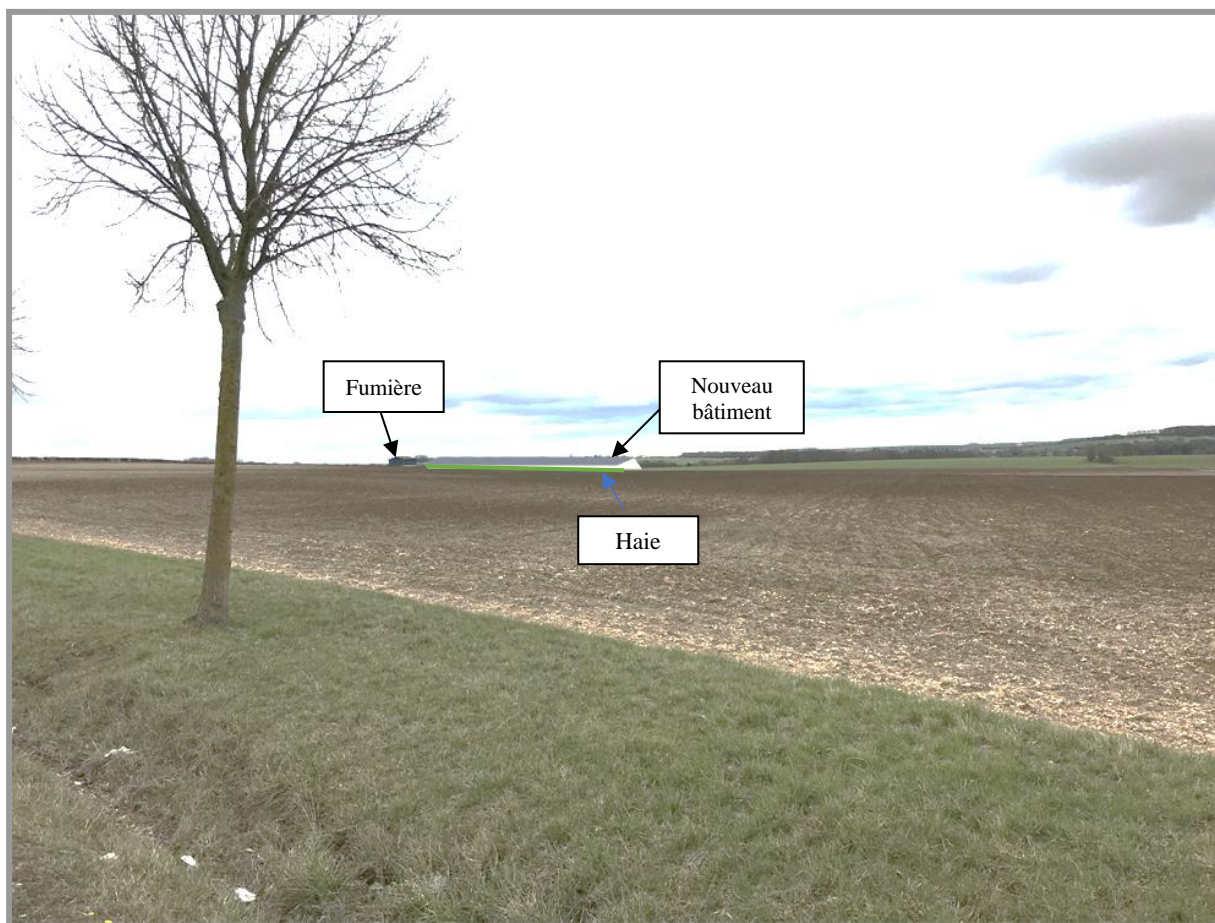


Depuis la route départementale D938 entre Albert et Fricourt, la fumière est inscrite dans le flanc de coteau et reste discrète. Le site est tout de même visible depuis ce point de vue, mais la présence d'une haie le long de la façade est du bâtiment permet de réduire l'impact visuel du site.

Vue depuis la route D938 au sud du site :



Le bâtiment sera plus visible depuis la rocade de contournement d'Albert (D929), à l'est de la commune. Cependant, la portion de route laissant apercevoir le bâtiment est très courte et la circulation est rapide. Les usagers disposent de très peu de temps pour voir le paysage et être potentiellement gênés par la construction. Le projet ne sera pas visible depuis la commune Albert.

Vue depuis la rocade du contournement d'Albert :

La nouvelle construction sera peu visible depuis Bécordel-Bécourt qui est le village le plus proche du projet. Depuis le centre bourg de Bécordel-Bécourt, la fumière est peu visible et le nouveau bâtiment se distinguera peu du paysage car il sera en partie dissimulé par une haie. La plateforme sera effectivement implantée d'arbres et arbustes d'espèces locales, ce qui renforcera l'intégration des bâtiments dans le paysage. La photographie ci-dessous démontre bien son intégration, le bâtiment étant discret par ses teintes et sa situation en flanc de coteau.

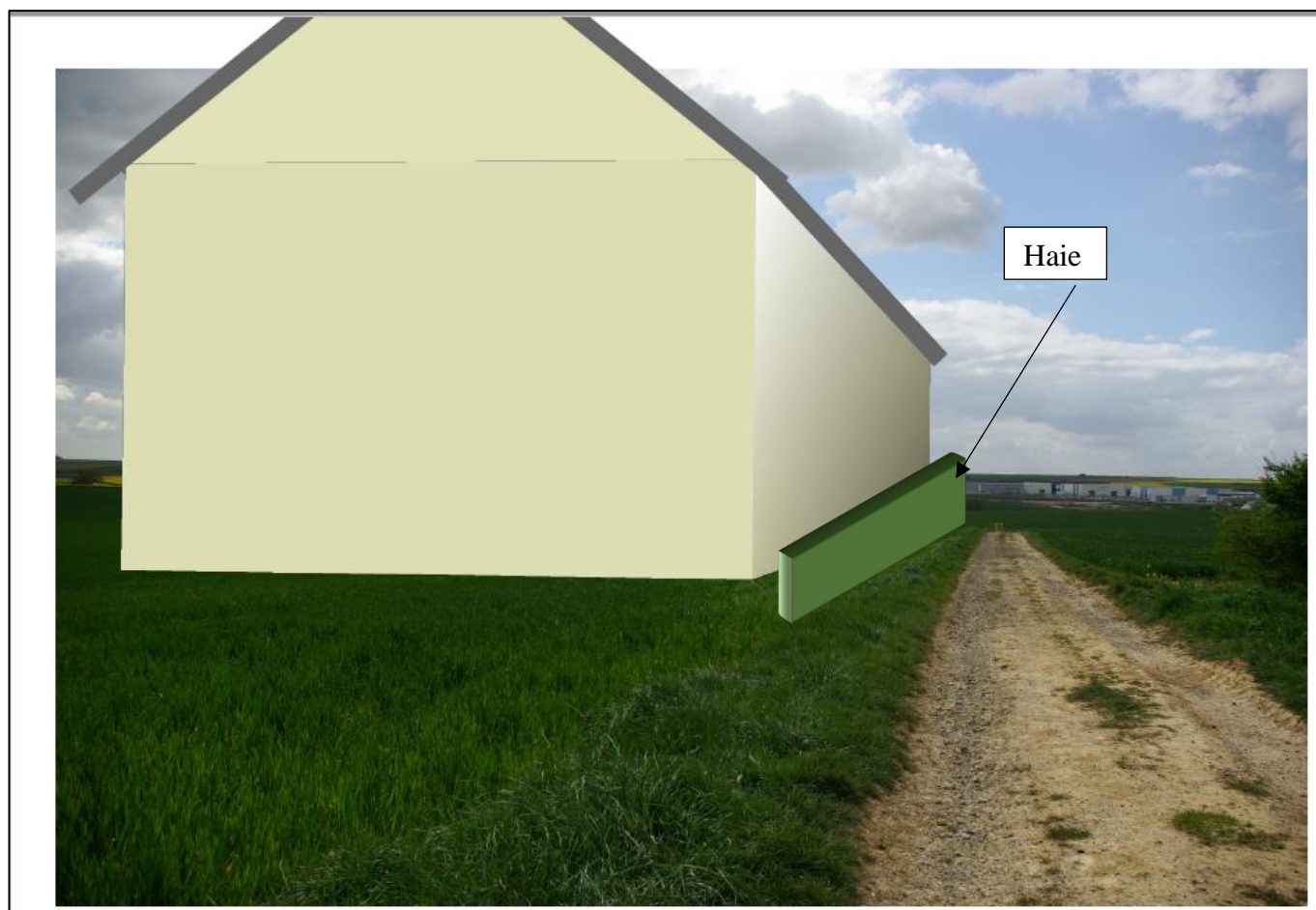
Vue du site depuis la partie limitrophe de la zone urbanisée de Bécordel-Bécourt :



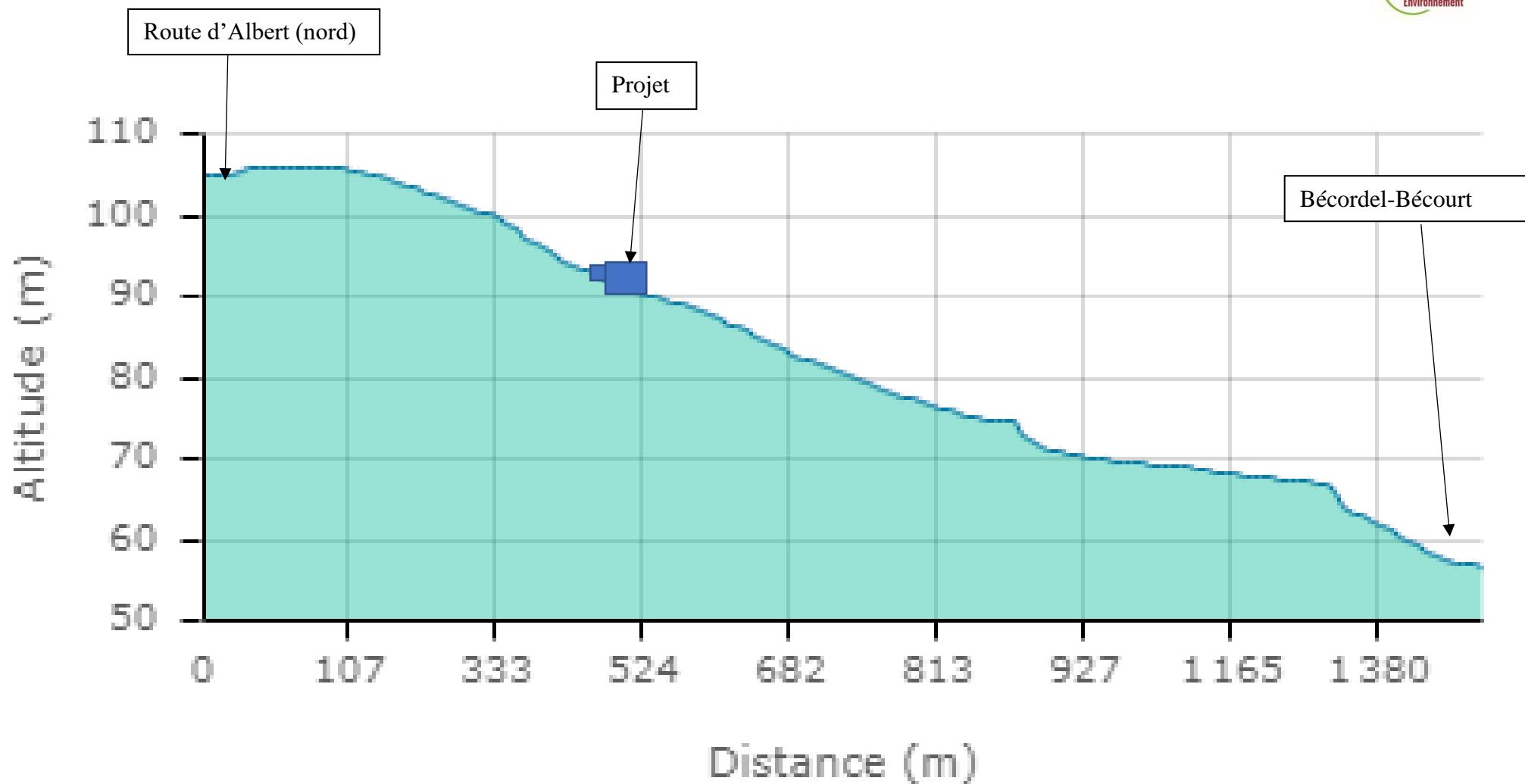
Ainsi, le projet de construction sera imposant par ses dimensions sans toutefois occasionner de gêne visuelle. Les teintes naturelles du bâtiment, son positionnement à flanc de coteau et la proximité de la fumière permettront une bonne intégration du site dans le paysage environnant.

Vue de face du bâtiment :



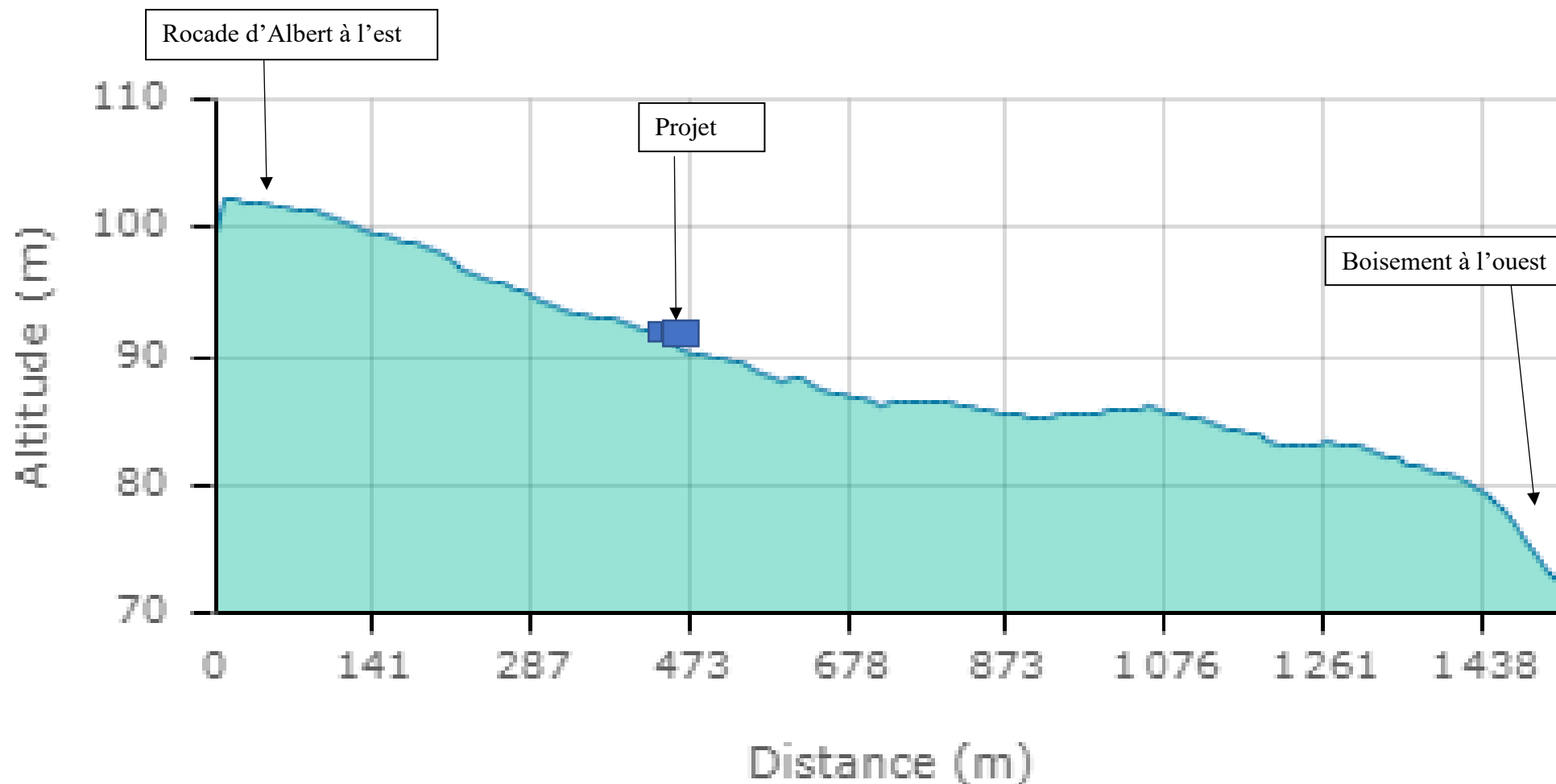


Coupe topographique axe nord/sud de la route d'Albert à Bécordel-Bécourt :



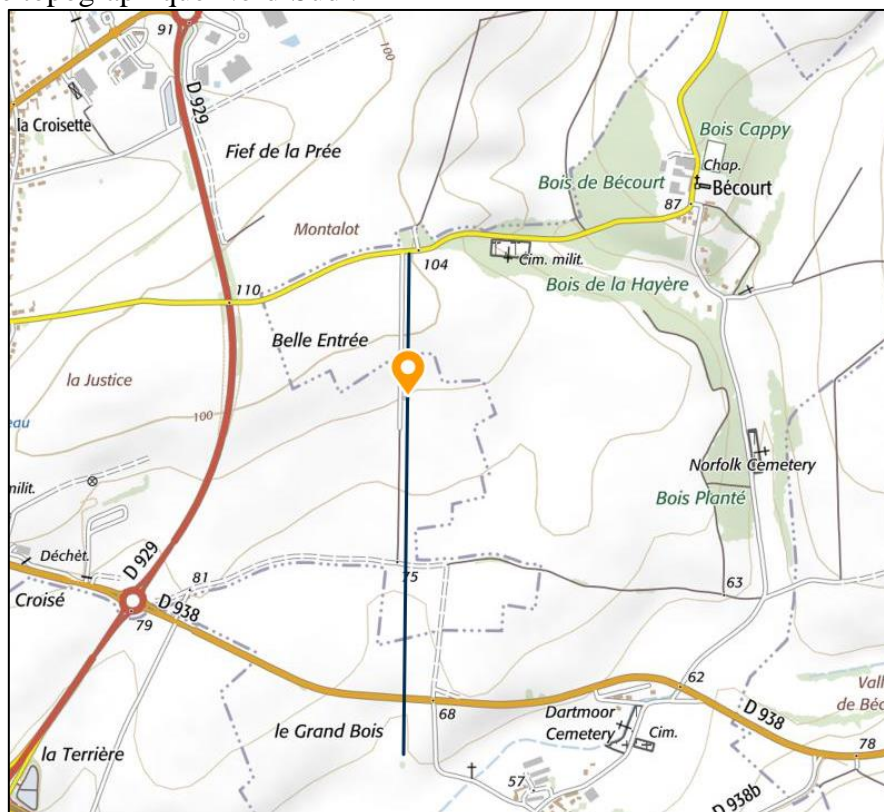
Dénivelé positif : 1,23 m - Dénivelé négatif : -49,7 m
Pente moyenne : 4 % - Plus forte pente : 46 %

Coupe topographique axe est-ouest de la rocade d'Albert au boisement à l'est :

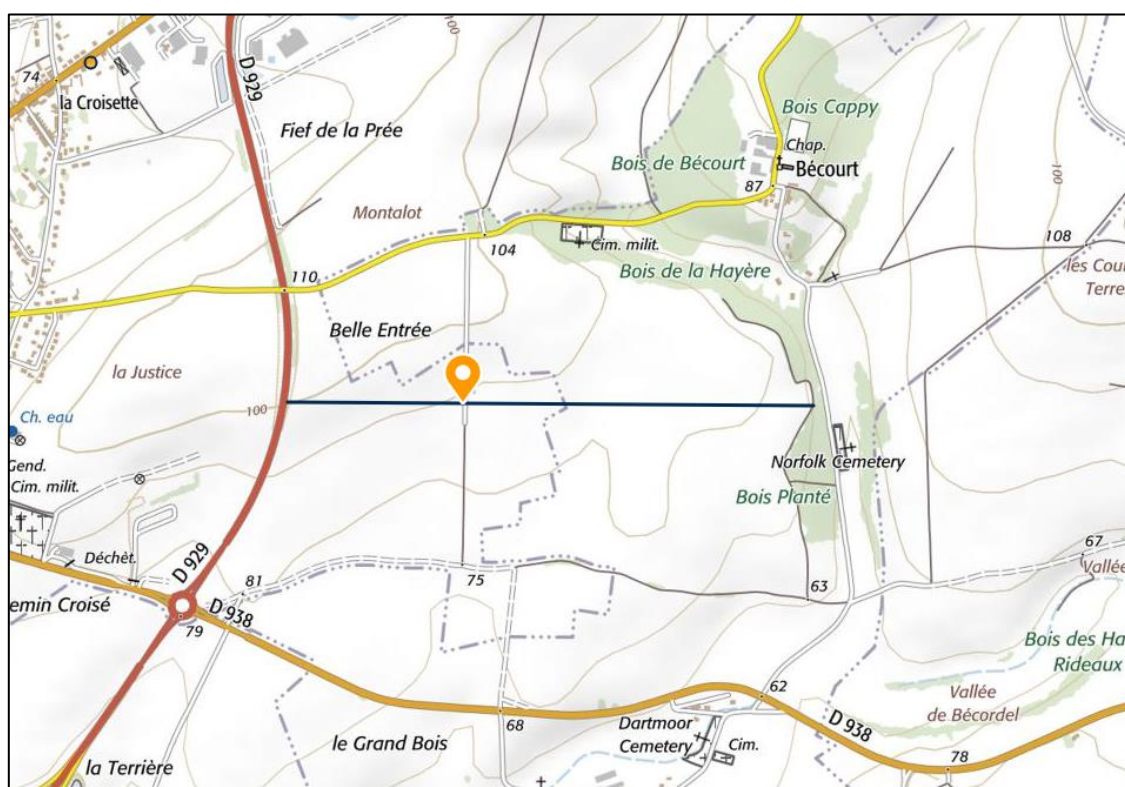


Dénivelé positif : 4,67 m - Dénivelé négatif : -31,66 m
Pente moyenne : 2 % - Plus forte pente : 26 %

Localisation coupe topographique Nord-Sud :



Localisation coupe topographique Est-Ouest :

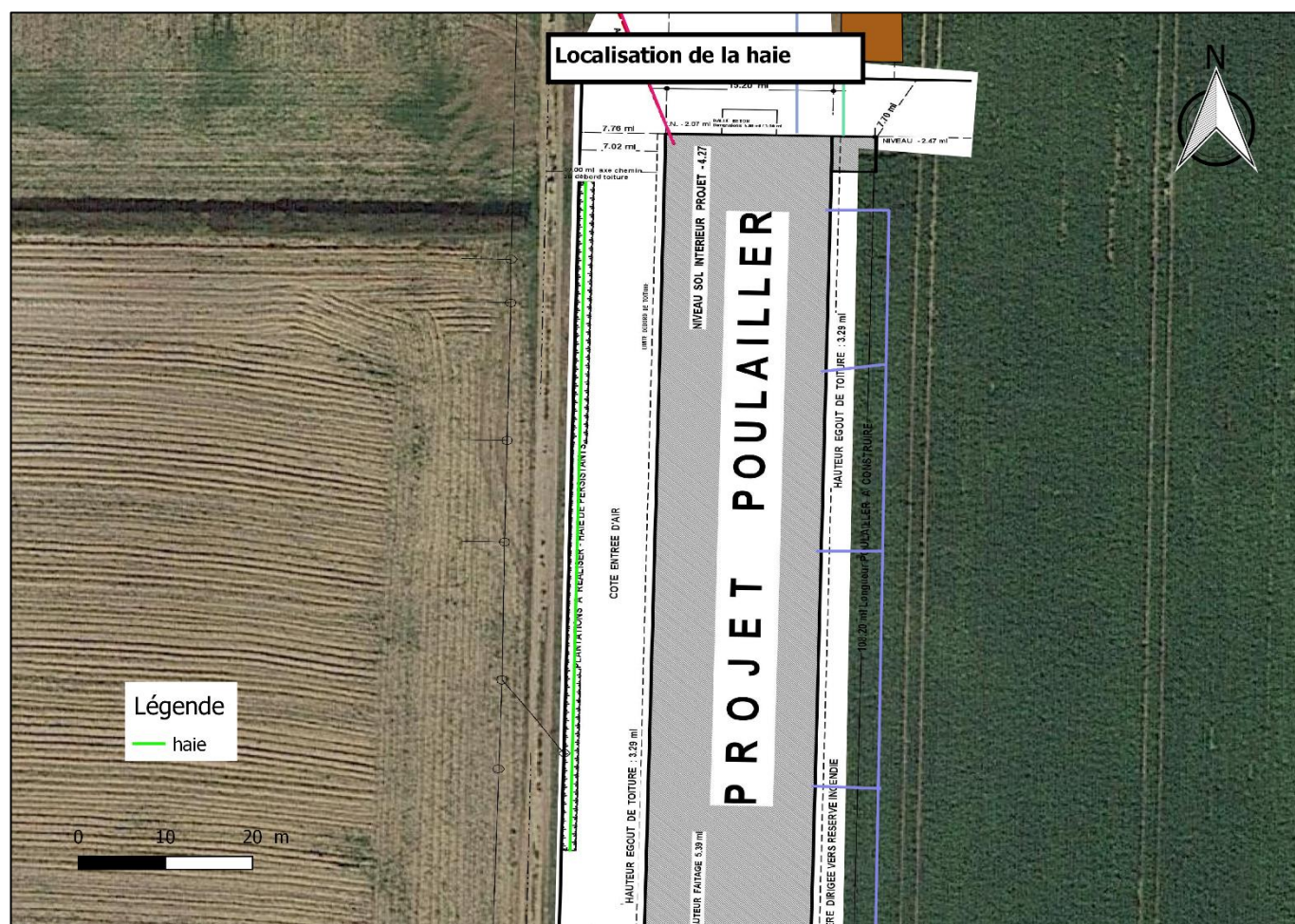


Compte-tenu de la topographie (voir coupes précédentes), le bâtiment ne sera pas visible depuis les communs alentours, la topographie étant très descendante ou montante que ce soit dans l'axe nord-sud ou est-ouest. Le site sera visible en se rapprochant dans plus près du projet. Le paysage étant agricole et peu construit, le bâtiment ressortira de la zone aux environs du site. Les teintes adoptées sont faites afin de s'intégrer au mieux dans le paysage agricole (teinte sable) et le toit gris. La visibilité depuis les routes n'est pas un problème pour les automobilistes. Un bâtiment agricole ne sera pas choquant dans le paysage.

En termes de matériaux, il s'agira d'une structure métallique sur fondation béton armé, la teinte des panneaux sandwich sera beige cezanne/RAL 2015 avec une jupe teinte beige cezanne /RAL 2015. La toiture sera eternit-coloragri (tôle nervurée) avec une teinte noire asphalte Les menuiseries extérieures (portes et portails) seront d'une teinte verte olive / RAL 6011. Des plans de coupe du bâtiment sont disponibles en annexe 4 du document.

La haie :

La longueur de la haie sera de 76 m à l'Ouest, le long du bâtiment. En termes d'essence, pour les arbustes seront choisis notamment le sureau noir, le cornouiller sanguin et le viorne orbier. En termes d'arbre, quelques charmes commun et merisier viendront diversifier la haie en espèces.



3.5.2 Utilisation des ressources naturelles

3.5.2.1 Les terres

Le site empiétera sur environ 0,8 ha. Il s'agit de terre agricole appartenant au demandeur de la création du site. Il n'y aura donc pas de véritable impact sur la consommation de terre au niveau agricole.

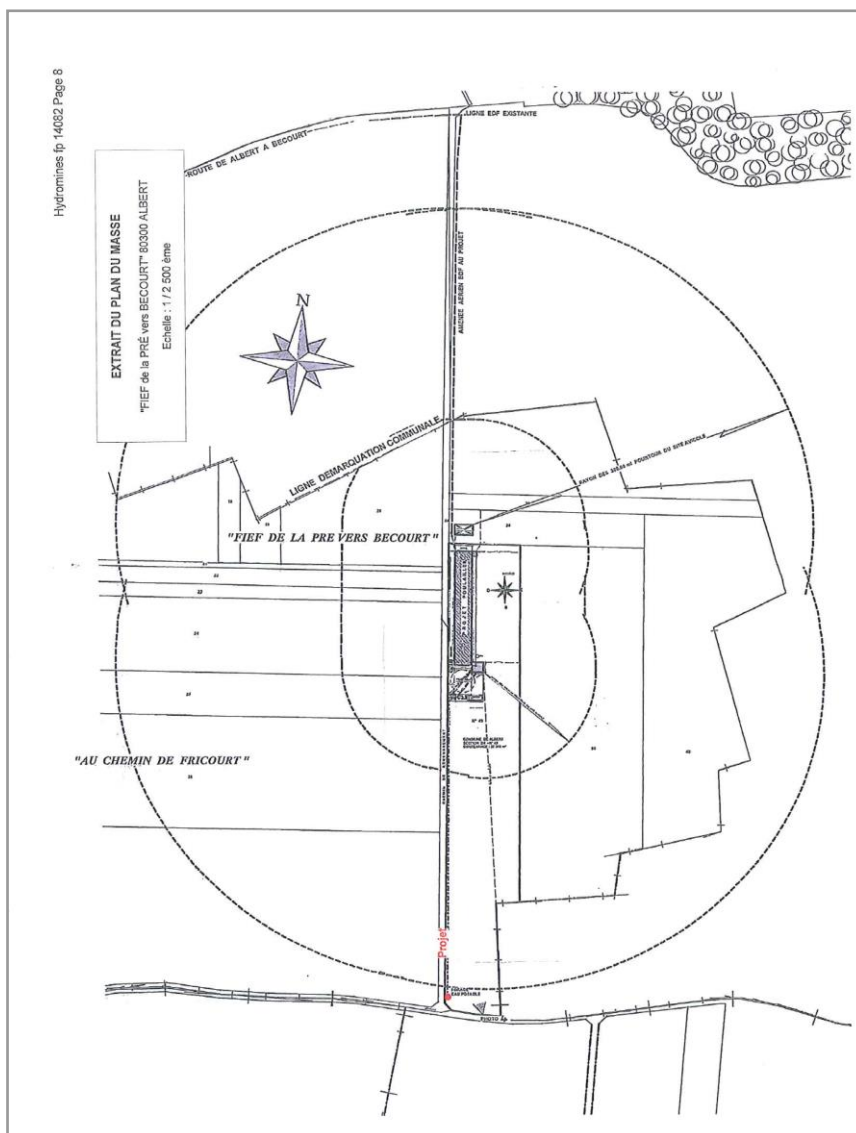
3.5.2.2 Le sol

Le sol sera imperméabilisé au niveau du nouveau bâtiments et des annexes. Les fonctions d'épuration de l'eau et de séquestration du carbone seront donc supprimées. Des éventuelles pollutions du sol peuvent avoir lieu notamment avec la cuve de fuel, les cuves de gaz ou encore les eaux de lavages. Ces impacts seront minimes, s'ils ont lieux, aux vues des quantités négligeables (1500 l de fuel, 3,4 t pour le gaz et 37,2 m3 pour les eaux de lavages). Les fientes sont stockées dans une fumière couverte avec sol étanche, il n'y aura pas de risque de pollution à ce niveau. Le plan d'épandage de secours suit les directives du 6^{ème} programmes d'actions nitrates des Hauts-de-France limitant l'apport en azote sur les parcelles et limité aux stricts besoins des cultures. L'impact de l'azote du plan d'épandage sur le sol est donc nul.

3.5.2.3 L'eau et la biodiversité

3.5.2.3.1 Création d'un captage d'eau pour l'alimentation des poulettes et l'entretien des bâtiments :

Afin de fournir la quantité d'eau nécessaire aux poulettes un forage de 60m de profondeur sera réalisé à 300 mètres au sud du nouveau projet.



Les besoins en eau sont les suivants (en prenant en compte 3 semaines de vide sanitaire) :

	Quantité	Période d'utilisation	Besoins journaliers (m ³ /jour)	Besoins annuels (m ³ /an)
Poulettes	65 000	336 jours	10,66	3582
Lavage	-	365 jours		37,2
Sanitaire		365 jours		6
Total				3625

Il est estimé que chaque poulette consomme 0,164 l/jour (consommation alimentation x 2 soit 82 g/j/poulette en moyenne dans l'année x 2) (source consommation aliment : ITAVI).

Or, le système d'élevage est constitué en 2,5 bandes. Les poulettes sont alors présentes sur le site durant 48 semaines, soit 336 jours.

La consommation annuelle en eau estimée pour 65 000 poulettes est la suivante :

$$336 \text{ jours} * 0,000164 \text{ m}^3 * 65 \text{ 000 poulettes} = 3 \text{ 581,76 m}^3/\text{an}$$

Les besoins en eau de l'exploitation sont **estimés à un maximum de 3625 m³/an, conformément au dossier de demande de déclaration de prélèvement en forage** (cf.

annexe 7). Afin de subvenir aux besoins en eau de l'exploitation le captage aura un débit de 5 m³/h.

Impact du forage sur l'environnement :

Compte tenu de la nature du projet et de la distance au site NATURA 2000 le plus proche « Moyenne vallée de la Somme », la création et l'exploitation du forage n'aura aucune influence significative, directe ou indirecte, temporaire ou permanente, sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire ayant motivé ces classements en zone NATURA 2000.

La réalisation du forage ne nécessite pas la mise en place d'un plan de mesures compensatoires spécifiques.

Descriptif des installations :

Le forage alimentant les poulettes en eau est situé au sud de la parcelle ZH49 de l'exploitation. La ressource souterraine susceptible de satisfaire les besoins en eau de l'exploitation est le réservoir de la Craie de la Moyenne Vallée de la Somme du Sénonien.

Les caractéristiques du forage sont les suivantes :

Usage	Elevage
Débit horaire souhaité	5 m ³ /h
Nombre de forage	1
Prélèvement annuel maximal	4 000 m ³
Profondeur	60 mètres

L'implantation du forage est le suivant :

Département	Somme
Commune	Albert
Lieu-dit	Fief de la Pré vers Bécourt
Références cadastrales	Section ZH Parcelle 49
Coordonnées WGS 84	Latitude : 49° 59' 46.5'' N
	Longitude : 002° 40' 45.9'' E
Coordonnées kilométriques Lambert 93	X : 676,993
	Y : 6 988,685
Altitude	Altitude : + 74 m

Coupe géologique prévisionnelle du forage :

- 0 à 2 mètres : colluvions
- 2 à 45 mètres : Craie blanche du Sénonien

Coupe technique prévisionnelle du forage :

- Forage au rotary en diamètre 254 mm, depuis la surface jusqu'à 45 mètres de profondeur
- Forage en tubes PVC de qualité alimentaire, filetés à la mi-masse, sans tulipe, de diamètre 126/140 mm.

Protection du réservoir contre les eaux de surface :

- La protection verticale du réservoir est assurée par une cimentation étanche sous pression de l'espace annulaire jusqu'au niveau statique.
- La tête de forage dépassera hors-sol sur une hauteur de 50cm et sera complétée par une margelle de béton de 3m² et de 30cm de hauteur.
- Le forage sera fermé par un capot étanche, coiffant et cadenassé lorsqu'il n'est pas équipé de son groupe de pompage.

Aucun ouvrage n'est recensé dans la zone d'étude, ni dans la zone d'influence du projet. Aucun impact sur d'autres captage ne résultera de son exploitation.

L'eau utilisée sur le site pour l'alimentation des animaux et l'entretien des bâtiments provient exclusivement du forage ;

La consommation annuelle est en moyenne de 3 625 m³/an.

Cette consommation correspond uniquement au besoin du site afin d'assurer le bon fonctionnement de l'exploitation.

L'environnement de l'ouvrage est essentiellement rural et agricole, il est éloigné de toute source de pollution potentielle (exutoire de drainage, conduite d'eaux usées, exutoires d'assainissement collectif ou individuel) et de tout stock. Il n'est inclus ni dans une zone de répartition des eaux (Z.R.E.), ni en nappe intensément exploitée (N.I.E.), ni en zone inondable, ni dans des périmètres de protection de captages d'eau potable, existants ou en cours d'élaboration.

Compte tenu de la nature du projet et la distance au site NATURA 2000 le plus proche « Moyenne vallée de la SOMME », la création et l'exploitation du forage n'aura aucune influence significative, directe ou indirecte, temporaire ou permanente, sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire ayant motivés ces classements en zone NATURA 2000.

3.5.2.3.2 Impact du prélèvement en eau

Dispositions du SDAGE :

A5-1 : Limiter les pompages risquant d'assécher, d'altérer ou de saliniser les milieux aquatiques :

L'incidence du captage sur la ressource en eau est négligeable compte tenu du volume d'eau prélevé et de l'absence d'autre ouvrage de prélèvement dans la zone de l'étude. Il ne risque pas d'assécher les milieux aquatiques, ni de saliniser l'aquifère de la Craie de la Moyenne Vallée de la Somme du Sénonien, car compte tenu de l'éloignement de la côte, aucun biseau salé n'est présent à Albert.

A5-2 : Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif :

Le captage ne sera pas situé à proximité d'un cours d'eau, l'ouvrage se trouvant à une distance supérieure de 500 mètres du cours d'eau le plus proche. Le captage ne sera pas en lit mineur d'un cours d'eau et n'occasionnera pas de déficit quantitatif d'un cours d'eau.

B-3 : Inciter les économies d'eau :

Afin de réduire au maximum le prélèvement d'eau, une gestion quantitative de la consommation d'eau des poulettes est notamment gérée par M. Villain avec un compteur.

B-2 : Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau :

Le site consomme selon le strict besoin du site (lavage et consommation des poulettes).

3.5.2.3.3 Impact sur la qualité des eaux superficielles et profondes :

L'activité n'a pas d'impact sur la qualité des eaux profondes pour les raisons suivantes :

- Aucun réseau d'eau superficielle n'est proche du nouveau site à Albert ;
- Pour l'épandage, une distance réglementaire de 35m sera respectée vis-à-vis des cours d'eau ;
- Aucune parcelle du plan d'épandage de secours (et de la fosse) n'est située dans le périmètre de protection d'un captage d'eau potable ;
- Une SAU inférieure aux besoins mais évacuation du surplus en filière de traitement agréée pour respecter les prescriptions des zones vulnérables ;
- Toutes les eaux sales du site sont collectées dans des fosses ;
- Les aires dont le sol est recouvert d'une surface étanche sont couvertes d'une toiture pour ne pas souiller les eaux pluviales ;
- Toutes les parcelles mises à disposition pour le plan d'épandage de secours (et de la fosse) ont un couvert végétal l'hiver évitant les problèmes de lessivage d'azote ;
- Les parcelles non ensemencées en culture hivernale le sont avec des cultures type CIPAN qui sont des « pièges à azote » ;
- Les cuves de gaz sont munies d'une rétention à 100% de sa capacité.

3.5.2.3.4 Eaux pluviales

Le site va imperméabiliser le sol au niveau du bâtiment poulailler principal, de la fumière déjà existante, le local groupe électrogène et des accès. Soit la superficie suivante :

L'ensemble des bâtiments va générer de la surface étanche estimée ci-dessous :

➤ Bâtiment d'élevage :	1 645 m ²
➤ Fumière :	180 m ²
➤ Locaux groupe électrogène :	16 m ²
➤ Accès :	172 m ²
➤ Surface totale :	2013 m²

Ainsi, l'eau arrivant sur ces zones ne sera pas infiltrée et ruissèlera en suivant l'axe de ruissellement déterminé sur le projet. La doctrine sur la gestion des eaux pluviales au sein des ICPE soumises à autorisation demande un calcul pour la gestion des eaux pluviales sur une pluie de période de retour de 20 ans pour la Somme et un débit de fuite maximal de 3l/s/ha.

Ainsi, en suivant le calcul suivant : Quantité de pluie x surface imperméabilisée x 10 = Volumes d'eaux pluviales à gérer.

Quantité de pluie = pluie de période de retour de 20 ans pour 24h sur la station d'Abbeville (source : météo France) = 57,5 mm

Surface = 2 013 m² soit 0,2013 ha moins les accès car infiltré en partie perméable (172 m²) = 0,1841 m²

On a donc : $57,5 \times 0,1840 \times 10 = 106 \text{ m}^3$. Un bassin de 115 m³ va être réalisé (marge). Un test de perméabilité a été réalisé à 2 m de profondeur à l'endroit du bassin d'infiltration.



Une perméabilité de 10mm/h a été mesurée. Débit de fuite = S du fond du bassin = 60 m² x perméabilité = 10mm/h soit $2,77 \cdot 10^{-6} \text{ m/s}$. $60 \times 2,77 \cdot 10^{-6} = 1,662 \cdot 10^{-4} \text{ m}^3/\text{s}$ soit 0,1662 l/s. Le débit de fuite est donc bien inférieur au 3 l/s/ha maximum demandé par la doctrine sur la gestion des eaux pluviales des Haut-de-France.

En cas de pluie de période de retour 20 ans, 115 m³ d'eau ne seront pas infiltrés et ruissèleront pouvant renforcer le risque d'inondation par ruissellement. L'axe de ruissellement ne se dirige pas vers une commune mais vers un petit ruisseau appelé « le fossé » ajoutant un risque de débordement.

3.5.2.3.5 Zone humide

En ce qui concerne les zones humides, il n'y a aucune parcelle traversée par des zones humides.

Le projet n'a pas d'impact sur les zones humides pour les raisons suivantes :

Aucune parcelle dans une zone humide. Seul un îlot se trouve sur une zone potentiellement humide (mais il s'agit seulement d'une potentialité basée sur des hypothèses).

3.5.2.3.6 Compatibilité vis-à-vis du sdage Artois Picardie :

Le tableau ci-après examine la compatibilité du projet vis-à-vis de certaines dispositions du SDAGE Artois-Picardie 2016-2021.

A - MAINTENIR ET AMELIORER LA BIODIVERSITE DES MILIEUX AQUATIQUES		
ORIENTATIONS DU SDAGE	DISPOSITION DU SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET
A-1 Continuer la réduction des apports ponctuels de matières polluantes classiques dans les milieux.	A-1.1 Adapter les rejets à l'objectif de bon état.	Les eaux de lavage seront stockées dans une fosse toutes eaux de 33 m ³ et les eaux des sanitaires dans une autre fosse de 6m ³ (SPANC). De plus, le projet répond aux meilleures techniques disponibles notamment les MTD 6 et 7 sur la gestion des eaux. Les eaux souillées et les eaux non souillées ne seront pas mélangées.
	A-1.2 Améliorer l'assainissement non collectif.	
	A-1.3 Améliorer les réseaux de collecte.	
A-2 Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbanisé par des voies alternatives (maîtrise de la collecte et des rejets) et préventives (règles d'urbanisme notamment pour les constructions nouvelles).	A-2.1 Gérer les eaux pluviales.	Le projet n'est pas situé en zone urbanisée. Les eaux pluviales des bâtiments sont récupérées par un bassin d'infiltration. Les eaux de voirie vers une partie perméable du site.
	A-2.2 Réaliser les zonages pluviaux	
A-3 Diminuer la pression polluante par les nitrates d'origine agricole sur tout le territoire.	A-3.1 Continuer à développer des pratiques agricoles limitant la pression polluante par les nitrates.	Toutes les parcelles mises à disposition pour le plan d'épandage ont un couvert végétal l'hiver, ce qui évite les problèmes de lessivage d'azote. Les modalités d'épandage prennent en compte la nature et les besoins de la culture en place lors des opérations d'épandage. Les besoins des cultures sont donc pris en compte avec une fertilisation équilibrée. Les excédents pour le plan d'épandage de secours (81 t) sont envoyés en méthanisation ou composteur.
	A-3.2 Rendre cohérentes les zones vulnérables avec les objectifs du SDAGE	
	A-3.3 Mettre en œuvre les Plans d'Action Régionaux (PAR) en application de la directive nitrates	
A-4 Adopter une gestion des sols et de l'espace agricole permettant de limiter les risques de ruissellement, d'érosion, et de transfert des polluants vers les cours d'eau, les eaux souterraines et la mer.	A-4.1 Limiter l'impact des réseaux de drainage.	Les parcelles utilisées pour le plan d'épandage ont un couvert végétal. Il n'y aura pas de fossés sur le site ni sur les parcelles du plan d'épandage. Aucune action de retournement n'est prévue. Tout risque de ruissellement de l'eau est limité.
	A-4.2 Gérer les fossés.	
	A-4.3 Veiller à éviter le retournement des prairies et préserver, restaurer les éléments fixes du paysage.	

A - MAINTENIR ET AMELIORER LA BIODIVERSITE DES MILIEUX AQUATIQUES		
ORIENTATIONS DU SDAGE	DISPOSITION DU SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET
A-5 Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques dans le cadre d'une gestion concertée.	A-5.1 Limiter les pompages risquant d'assécher, d'altérer ou de saliniser les milieux aquatiques.	<p>Le cours d'eau le plus proche du site d'Albert est le cours d'eau situé à 600 mètres au sud du site. La rivière de l'Ancre est située à environ 1,9 km à l'ouest du site.</p> <p>Toutes les parcelles mises à disposition pour le plan d'épandage de secours (de la fosse ont un couvert végétal l'hiver évitant les problèmes de ruissellement.</p> <p>Les parcelles non ensemencées en culture hivernale le sont avec des cultures type CIPAN qui sont des « pièges à azote ».</p>
	A-5.2 Diminuer les prélèvements situés à proximité du lit mineur des cours d'eau en déficit quantitatif.	
	A-5.3 Réaliser un entretien léger des milieux aquatiques.	
	A-5.4 Mettre en œuvre des plans pluriannuels de gestion et d'entretien des cours d'eau.	
	A-5.5 Respecter l'hydromorphologie des cours d'eau lors de travaux.	
	A-5.6 Définir les caractéristiques des cours d'eau.	
	A-5.7 Préserver l'espace de bon fonctionnement des cours d'eau.	
A-6 Assurer la continuité écologique et sédimentaire.	A-6.1 Prioriser les solutions visant le rétablissement de la continuité longitudinale.	Non concerné
	A-6.2 Assurer, sur les aménagements hydroélectriques nouveaux ou existants, la circulation des espèces et des sédiments dans les cours d'eau.	
	A-6.3 Assurer une continuité écologique à échéance différenciée selon les objectifs.	
	A-6.4 Prendre en compte les différents plans de gestion piscicoles.	
A-7 Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique et la biodiversité.	A-7.1 Privilégier le génie écologique lors de la restauration et l'entretien des milieux aquatiques.	Non concerné
	A-7.2 Limiter la prolifération d'espèces invasives.	
	A-7.3 Encadrer les créations ou extensions de plans d'eau.	
A-8 Réduire l'incidence de l'extraction des matériaux de carrière.	A-8.1 Conditionner l'ouverture et l'extension des carrières.	Non concerné
	A-8.2 Remettre les carrières en état après exploitation.	
	A-8.3 Inclure les fonctionnalités écologiques dans les porter à connaissance.	

A - MAINTENIR ET AMELIORER LA BIODIVERSITE DES MILIEUX AQUATIQUES		
ORIENTATIONS DU SDAGE	DISPOSITION DU SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET
A-9 Stopper la disparition, la dégradation des zones humides à l'échelle du bassin Artois-Picardie et préserver, maintenir et protéger leur fonctionnalité.	A-9.1 Eviter l'implantation d'habitations légères de loisirs dans le lit majeur des cours d'eau.	Non concerné
	A-9.2 Prendre en compte les zones humides dans les documents d'urbanisme.	
	A-9.3 Préciser la consigne « éviter, réduire, compenser » sur les dossiers zones humides au sens de la police de l'eau.	
	A-9.4 Identifier les actions à mener sur les zones humides dans les SAGE.	
	A-9.5 Gérer les zones humides.	<p>Le site et les îlots du plan d'épandage ne se situent pas sur une zone humide recensée sur le territoire du département de la Somme, ni au sens de l'arrêté du 24 juin 2008 modifié. Seules deux îlots sont dans une zone potentiellement humide (non avérée)</p> <p>Pour l'épandage, une distance réglementaire de 35m sera respectée vis-à-vis des cours d'eau.</p> <p>De plus, l'activité agricole est compatible avec la préservation et la gestion des zones humides, notamment le fauchage et le pâturage. En effet, certaines zones humides peuvent être épandues et cultivées dans le respect de la réglementation en vigueur et du plan d'épandage. Le pâturage et le fauchage de prairies humides constituent une gestion adaptée et intéressante pour les zones agricoles.</p>
A-10 Poursuivre l'identification, la connaissance et le suivi des pollutions par les micropolluants nécessaires à la mise en œuvre d'actions opérationnelles.	A-10.1 Améliorer la connaissance des micropolluants.	Non concerné

A - MAINTENIR ET AMELIORER LA BIODIVERSITE DES MILIEUX AQUATIQUES		
ORIENTATIONS DU SDAGE	DISPOSITION DU SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET
A-11 Promouvoir les actions, à la source de réduction ou de suppression des rejets de micropolluants.	A-11.1 Adapter les rejets de polluants aux objectifs de qualité du milieu naturel.	Seules les eaux usées constituent une pollution potentielle du site, mais elles sont recueillies dans des fosses.
	A-11.2 Maîtriser les rejets de micropolluants des établissements industriels ou autres vers les ouvrages d'épuration des agglomérations.	Non concerné
	A-11.3 Eviter d'utiliser des produits toxiques.	Le site est dédié à une activité agricole qui utilise des produits pour le nettoyage et la désinfection du matériel. L'exploitant utilisera des produits alternatifs de préférence biodégradable afin de limiter d'éventuels impacts sur l'environnement. Ces produits sont des produits autorisés pour ce type d'activité. Les produits sont stockés avec des capacités de rétentions conformes aux prescriptions des ICPE mais ne sont pas stockés sur site.
	A-11.4 Réduire à la source les rejets de substances dangereuses.	Non concerné
	A-11.5 Réduire l'utilisation de produits phytosanitaires dans le cadre du plan ECOPHYTO.	L'exploitant s'engage à réduire au maximum l'utilisation de produits phytosanitaires. Lorsque cela est possible, il privilégiera des méthodes de désherbage mécanique et adoptera des techniques alternatives à l'utilisation de produits phytosanitaires dans le cadre de ses activités sur le site.
	A-11.6 Se prémunir contre les pollutions accidentelles.	Le site est dédié à une activité agricole qui utilise des produits pour le nettoyage et la désinfection du matériel. L'exploitant utilisera des produits alternatifs de préférence biodégradable afin de limiter d'éventuels impacts sur l'environnement. Ces produits sont des produits autorisés pour ce type d'activité. Les produits sont stockés avec des capacités de rétentions conformes aux prescriptions des ICPE. De plus, le sol de ces zones de stockage est en béton (imperméable). Le fioul et le gaz sont stockés dans des cuves étanches à double paroi.
	A-11.7 Caractériser les sédiments avant tout curage.	Non concerné
	A-11.8 Construire des plans spécifiques de réduction de pesticides dans le cadre de la concertation avec les SAGE.	Non concerné

A-12 Améliorer les connaissances sur l'impact des sites pollués.	-	Non concerné
--	---	--------------

B - GARANTIR UNE EAU POTABLE EN QUALITE ET EN QUANTITE SATISFAISANTE		
ORIENTATIONS DU SDAGE	DISPOSITION DU SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET
B-1 Poursuivre la reconquête de la qualité des captages et préserver la ressource en eau dans les zones à enjeu eau potable définies dans le SDAGE.	B-1.1 Préserver les aires d'alimentation des captages.	Le projet se situe en dehors des périmètres de protection des captages d'eau pour l'alimentation en eau potable.
	B-1.2 Reconquérir la qualité de l'eau des captages prioritaires.	Non concerné
	B-1.3 Mieux connaître les aires d'alimentation des captages pour mieux agir.	Non concerné
	B-1.4 Etablir des contrats de ressources.	Non concerné
	B-1.5 Adapter l'usage des sols sur les parcelles les plus sensibles des aires d'alimentation de captages.	Le projet se situe en dehors des zones à enjeu eau potable du SDAGE et des périmètres de protection des captages.
	B-1.6 En cas de traitement de potabilisation, reconquérir par ailleurs la qualité de l'eau potable polluée.	Non concerné
	B-1.7 Maîtriser l'exploitation du gaz de couche.	Non concerné
B-2 Anticiper et prévenir les situations de crise par la gestion équilibrée des ressources en eau.	B-2.1 Améliorer la connaissance et la gestion de certains aquifères.	Non concerné
	B-2.2 Mettre en regard les projets d'urbanisation avec les ressources en eau et les équipements à mettre en place.	Non concerné
B-3 Inciter aux économies d'eau.	B-3.1 Adopter des ressources alternatives à l'eau potable quand cela est possible.	Dans ce cas, la solution retenue est l'exploitation d'un forage, car la ressource en eau est suffisante et qu'aucune autre solution n'est adaptée aux besoins en eau de l'exploitation.
B-4 Anticiper et assurer une gestion de crise efficace, en prévision, ou lors des étiages sévères.	B-4.1 Respecter les seuils hydrométriques de crise de sécheresse.	Non concerné
B-5 Rechercher et réparer les fuites dans les réseaux d'eau potable.	B-5.1 Limiter les pertes d'eau dans les réseaux de distribution.	Non concerné

B-6 Rechercher au niveau international, une gestion équilibrée des aquifères.	B-6.1 Associer les structures belges à la réalisation des SAGE frontaliers.	Non concerné
	B-6.2 Organiser une gestion coordonnée de l'eau au sein des Commissions Internationales Escaut et Meuse.	Non concerné

C - S'APPUYER SUR LE FONCTIONNEMENT NATUREL DES MILIEUX POUR PREVENIR ET LIMITER LES EFFETS NEGATIFS DES INONDATIONS		
ORIENTATIONS DU SDAGE	DISPOSITION DU SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET
C-1 Limiter les dommages liés aux inondations.	C-1.1 Préserver le caractère inondable de zones prédéfinies.	Le site ne se trouve pas dans une zone inondable
	C-1.2 Préserver et restaurer les Zones Naturelles d'Expansion de Crues.	Non concerné
C-2 Limiter le ruissellement en zones urbaines et en zones rurales pour réduire les risques d'inondation et les risques d'érosion des sols et coulées de boues.	C-2.1 Ne pas aggraver les risques d'inondations.	<p>Le cours d'eau le plus proche du site se situe à une distance de 600 mètres au sud du site. Le fleuve de l'Ancre se trouve à environ 1,9 km du site.</p> <p>Les parcelles d'épandage sont proches du cours d'eau, mais les distances réglementaires sont respectées ainsi que ceux des forages.</p> <p>Toutes les parcelles mises à disposition pour le plan d'épandage de secours (et de la fosse) ont un couvert végétal l'hiver évitant les problèmes de ruissellement.</p> <p>Les parcelles non ensemencées en culture hivernale le sont avec des cultures type CIPAN qui sont des « pièges à azote ».</p> <p>Les eaux pluviales sont gérées à la parcelle (bassin d'infiltration). En effet, elles sont infiltrées sur le site afin de limiter le ruissellement rural. De plus, une haie sera en place permettant de ralentir ou stopper d'éventuel ruissellement.</p>
C-3 Privilégier le fonctionnement naturel des bassins versants.	C-3.1 Privilégier le ralentissement dynamique des inondations par la préservation des milieux dès l'amont des bassins versant.	Non concerné
C-4 Préserver et restaurer la dynamique naturelle des cours d'eau.	C-4.1 Préserver le caractère naturel des annexes hydrauliques dans les documents d'urbanisme.	Non concerné

D - PROTEGER LE MILIEU MARIN

ORIENTATIONS DU SDAGE	DISPOSITION DU SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET
D-1 Réaliser ou réviser les profils pour définir la vulnérabilité des milieux dans les zones protégées baignade et conchyliculture mentionnées dans le registre des zones protégées.	D-1.1 Mettre en place ou réviser les profils de vulnérabilité des eaux de baignades et conchylicoles.	Non concerné
	D-1.2 Réaliser les actions figurant dans les profils de baignades et conchylicoles.	
D-2 Limiter les risques microbiologiques en zone littorale ou en zone d'influence des bassins versants définie dans le cadre des profils de vulnérabilité pour la baignade et la conchyliculture.	-	
D-3 Respecter le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte.	D-3.1 Prendre en compte la protection du littoral dans tout projet d'aménagement.	
D-4 Intensifier la lutte contre la pollution issue des installations portuaires et des bateaux.	D-4.1 Réduire les pollutions issues des installations portuaires.	
D-5 Prendre des mesures pour lutter contre l'eutrophisation en milieu marin.	D-5.1 Mesurer les flux de nutriments à la mer.	
D-6 Préserver les milieux littoraux particuliers indispensables à l'équilibre des écosystèmes avec une forte ambition de protection au regard des pressions d'aménagement.	D-6.1 Préserver les milieux riches et diversifiés ayant un impact sur le littoral.	
	D-6.2 Rendre compatible l'extraction de granulats avec la diversité des habitats marins.	
	D-6.3 Réduire les quantités de macrodéchets en mer et sur le littoral.	
D-7 Assurer une gestion durable des sédiments dans le cadre des opérations de curage ou de dragage.	D-7.1 Réaliser des études d'impact lors des dragages-immersion des sédiments portuaires.	
	D-7.2 S'opposer à tout projet d'immersion en mer de sédiments présentant des risques avérés de toxicité pour le milieu.	

E - METTRE EN ŒUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES COHERENTES AVEC LE DOMAINE DE L'EAU		
ORIENTATIONS DU SDAGE	DISPOSITION DU SDAGE	COMPATIBILITE DU PROJET
E-1 Renforcer le rôle des Commissions Locales de l'Eau (CLE) des SAGE.	E-1.1 Faire un rapport annuel des actions des SAGE.	Non concerné
	E-1.2 Développer les approches inter SAGE.	
	E-1.3 Sensibiliser et informer sur les écosystèmes aquatiques au niveau des SAGE.	
E-2 Permettre une meilleure organisation des moyens et des acteurs en vue d'atteindre les objectifs du SDAGE. L'autorité administrative favorise l'émergence de maîtres d'ouvrages pour les opérations les plus souvent « orphelines ».	E-2.1 Mettre en place la compétence GEMAPI.	
	E-2.2 Mener des politiques d'aides publiques concourant à réaliser les objectifs du SDAGE, du PAMM et du PGRI.	
E-3 Former, informer et sensibiliser.	E-3.1 Soutenir les opérations de formation et d'information sur l'eau.	
E-4 Adapter, développer et rationaliser la connaissance.	E-4.1 Acquérir, collecter, bancariser, vulgariser et mettre à disposition les données relatives à l'eau.	
E-5 Tenir compte du contexte économique dans l'atteinte des objectifs.	E-5.1 Développer les outils économiques d'aide à la décision.	

COMPATIBILITE VIS-A-VIS DU SDAGE ARTOIS-PICARDIE 2016-2021

Le projet répond à toutes les préoccupations et objectifs du SDAGE Artois-Picardie 2016-2021.

L'activité du site est en corrélation avec les dispositions du SDAGE Artois-Picardie et n'a donc pas d'impact sur le milieu selon les critères de ce document.

3.5.2.3.7 Etude d'incidence sur le sage somme aval et cours d'eau côtiers :

OBJECTIFS PRINCIPAUX DU SAGE	IMPACTS DU PROJET
Enjeu 1 : Qualité des eaux superficielles et souterraines	
1) Améliorer la connaissance de l'état qualitatif des masses d'eau	Non Concernée
2) Assurer la pérennité d'une eau potable et de sa distribution à l'ensemble de la population	<p>Pour les terres labourables, la mise en place d'un couvert végétal par une culture « traditionnelles » ou des Cultures Pièges A Nitrate (CIPAN) après les épandages implique un faible risque de lessivage du sol</p> <p>La dose d'apport pour l'épandage est supérieure à 170kgN/ha mais le surplus sera envoyé en méthanisation ou dans un centre de traitement agréé limitant de ce fait tout risque de pollution des eaux souterraines. Pour respecter les besoins des cultures, l'épandage se fait donc en respectant les 170 kgN/ha soit pour 474 t des fientes produites sur les 555t pour une pression azotée de 153 kgN/ha.</p> <p>De ces éléments, l'activité limite tout impact sur les eaux.</p>
3) Réduire à la source les pollutions diffuses pour améliorer la qualité des eaux et réduire les flux de pollution à la mer	Le plan d'épandage répond aux demandes et à la réglementation des différents arrêtés de programmes d'actions de la région Haut de France. Les eaux pluviales sont gérées à la parcelle grâce à un bassin d'infiltration et la zone perméable du site pour les accès imperméables du site et la gestion répond à la doctrine régionale de gestion des eaux pluviales. Les sols du bâtiment d'élevage et de la fumière sont en béton (imperméable). Les cuves de fuel et de gaz sont étanches à double paroi.
4) Promouvoir à la source les pollutions diffuses pour améliorer la qualité des eaux et réduire les flux de pollution à la mer	Non concernée

OBJECTIFS PRINCIPAUX DU SAGE	IMPACTS DU PROJET
5) Mettre en place une stratégie de réduction des déchets dans les milieux aquatiques	Non concernée
Enjeu 2 : Quantité de la ressource en eau	
1) Définir une stratégie de gestion quantitative de la ressource en eau	Non concernée
2) S'adapter au changement climatique	Non concernée
3) Gérer les situations de crise liée à la sécheresse	Le site respectera le dispositif mis en place en cas de crise liée à la sécheresse
4) Sensibiliser les usagers aux économies d'eau	Non concernée
Enjeu 3 : Restaurer les continuités écologiques sur les cours d'eau	
1) Restaurer les continuités écologiques sur les cours d'eau	Le projet n'impact pas une continuité écologique. Il s'agit de parcelles agricoles.
2) Préserver et restaurer la qualité écologique et la fonctionnalité des milieux naturels aquatiques	Non concernée
3) Connaître, préserver et restaurer les zones humides du territoire	<p>Le projet ne se trouve pas en zone humide. Il y a deux parcelles du plan d'épandage qui sont traversées par des zones potentiellement humides.</p> <p>Pour préserver ces zones humides, un tour des parcelles est réalisé chaque année pour visualiser les mesures d'entretien à envisager pour les prairies temporaires ou permanentes. Ces mesures concernent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'entretien du couvert végétal (hersage, broyage des repousses ou pâturage hivernal), ▪ L'entretien des parcs (contrôle des clôtures, élagage des haies, découpage des parcelles pour améliorer la gestion du pâturage, aménagement de points d'eau, adduction d'eau, stabilisation de chemins pour les animaux...), ▪ Les amendements (chaulage ou apports organiques) <p>Pour l'épandage, une distance réglementaire de 35m sera respectée vis-à-vis des cours d'eau et des forages.</p> <p>De plus, l'activité agricole est compatible avec la préservation et la gestion des zones humides, notamment le fauchage et le pâturage. En effet, certaines zones humides peuvent être épandues et cultivées dans le respect de la réglementation en vigueur et du plan d'épandage. Le pâturage et le fauchage de prairies humides constituent</p>

	une gestion adaptée et intéressante pour les zones agricoles.
4) Lutter contre la prolifération des espèces exotiques envahissantes	Les espèces mises dans les haies sont des essences locales. Pas de risque d'import d'espèces exotiques envahissantes.
5) Concilier les usages de tourisme et de loisirs liées à l'eau avec la préservation des milieux	Non concernée car il n'y a pas de zone de tourisme autour du projet ni près des îlots d'épandage.
Enjeu 4 : Risques majeurs	
1) Améliorer la connaissance et la gestion intégrée des risques d'inondation	Non concernée
2) Maîtriser le ruissellement en zones urbaines et rurales afin de limiter les transferts vers les cours d'eau	Les eaux pluviales du projet sont gérées à la parcelle (bassin d'infiltration). Les parcelles du plan d'épandage ne sont jamais nues. De plus, une haie va être installée au niveau du site.
3) Intégrer le fonctionnement dynamique du littoral dans la gestion du trait de côte	Non concernée
4) Poursuivre le développement d'une culture du risque et de la prévention par le partage de l'information et anticiper la préparation à la gestion de crise	Non concernée
Enjeu 5 : Communication et gouvernance	
1) Sensibiliser et mobiliser tous les publics du territoire autour du SAGE	Non concernée
2) Mettre en place une gouvernance cohérente avec les objectifs du SAGE	Non concernée

Aucune incidence du projet n'est engendrée par le projet sur le SAGE. Il est par ailleurs parfaitement compatible avec les objectifs des SAGE et conforme aux enjeux dudit document.

3.5.2.3.8 Biodiversité :

L'impact direct sur la faune et la flore a déjà été analysé précédemment.

3.5.2.3.9 Incidences sur les ZNIEFF

- Aucune modification des différents habitats (faunistiques et floristiques) et du sol car l'épandage est réalisé sur des parcelles déjà cultivées ou toujours en herbe
- Pour les terres labourables, la mise en place d'un couvert végétal par une culture « traditionnelles » ou des Cultures Pièges A Nitrate (CIPAN) après les épandages implique un faible risque de lessivage du sol
- Pour les prairies temporaires ou permanentes, un tour de parcelles est réalisé chaque année pour visualiser les mesures d'entretien à envisager durant la période de repos végétatif. Ces mesures concernent :
 - L'entretien du couvert végétal (hersage, broyage des repousses ou pâturage hivernal),

- L'entretien des parcs (contrôle des clôtures, élagage des haies, découpage des parcelles pour améliorer la gestion du pâturage, aménagement de points d'eau, adduction d'eau, stabilisation de chemins pour les animaux...),
- Les amendements (chaulage ou apports organiques)
- Respect de la distance réglementaire de 35m pour l'épandage vis-à-vis des cours d'eau
- Augmentation minimale du trafic routier pour transporter les effluents agricoles à épandre
- La dose d'apport pour l'épandage est supérieure à 170kgN/ha. Cependant, le dimensionnement de l'épandage montre une limite de 474 t de fientes possiblement épandable soit 153 kgN/ha, le surplus de 81t est évacué en centre de traitement ou méthaniseur limitant de ce fait tout risque d'eutrophisation du sol

Ces éléments montrent que le projet n'aura pas d'incidence sur les ZNIEFF.

Tableau récapitulatif des zones naturelles protégées

Zone naturelle	Thème	Type	Numéro	Distance du site	Parcelle d'épandage dans une zone concernée
Znieff - Vallées entre beaumont, hamel et Aveluy et cours d'eau supérieur de l'Ancre.	Chênaies Charmaies Hêtraies	1	220013968	2,4 km	
Znieff - Bois de contalmaison manetz et bazentin	Chênaies Charmaies Hêtraies	1	220013971	4,6 km	
Natura 2000 – Moyenne vallée de la Somme	Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières	ZSC	FR2200357	7 km	-
Natura 2000- Etangs et marais du bassin de la somme	Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, eaux courantes)	ZPS	FR2212007	7 km	-

3.5.2.3.10 Conclusion Natura 2000

Site Moyenne Vallée de la Somme :

Objectifs de gestion	Incidence du projet
Herbiers aquatiques	
Maintenir les surfaces existantes en limitant le développement des plantes supérieures et favoriser de nouvelles installations de characées par création de milieux pionniers	Le projet n'a pas d'incidence sur les herbiers aquatiques étant donné sa configuration hors de toute zone humide et tout milieu aquatique. Le projet ne porte pas atteinte aux herbiers aquatiques
Favoriser les groupements oligo à méso-eutrophes par rapport aux groupements eutrophes et hypereutrophes.	
Maintenir cet habitat dans les quelques localités où il est en bon état de conservation et favoriser son extension par la création de gouilles	
Maintenir cet habitat dans les localités où il est en bon état de conservation	
Végétations amphibies	
Maintenir les localisations ponctuelles et favoriser de nouvelles installations de cet habitat sur berges en pente douce	Le projet n'a pas d'incidence sur les végétations amphibies, étant donné sa configuration hors de toute zone humide et tout milieu aquatique. Le projet ne porte pas atteinte aux végétations amphibies.
Maintenir les localisations ponctuelles et favoriser son extension par création de zones pionnières propices à son installation.	
Maintenir la dynamique naturelle permettant la régénération naturelle de cet habitat	
Tremblants, roselières et mégaphorbiaies	
Maintenir les surfaces de l'habitat en limitant l'envahissement par les ligneux et chercher à étendre les surfaces par restauration de milieux abandonnés	Le projet n'a pas d'incidence sur ce type de végétation. Le projet se situe en zone agricole. Le projet ne porte pas atteinte aux tremblants, roselières et mégaphorbiaies Tremblants, roselières et mégaphorbiaies et à leur végétation associée.
Maintenir cet habitat dans toutes ses localités et restaurer un bon état de conservation sur les surfaces où cet habitat est présent	
Maintenir les surfaces de cet habitat préférentiellement aux boisements	
Prés tourbeux	
Maintenir cet habitat dans toutes ses localités et rétablir un bon état de conservation, étendre cet habitat par rétablissement d'activités d'entretien	Le projet et les parcelles du plan d'épandage se situent en zone agricole et n'affectent pas les prés tourbeux.
Végétations forestières alluviales	
Maintenir les surfaces de cet habitat	Les sites du projet se situent en dehors de toute zone forestière alluviale et n'a aucune incidence sur la végétation associée.
Maintenir les quelques stations où l'habitat est présent quel que soit leur état de conservation	
Végétations pré-forestières	
Pas d'objectifs de conservation ciblé	Les sites du projet se situent en dehors de toute végétation pré-forestière et n'a aucune incidence sur la végétation associée.
Pelouses, ourlet calcicoles, juniperaies, boisements de pentes et de rebord de plateaux	

Maintenir l'habitat sur ces localités ponctuelles et chercher à créer des milieux pionniers permettant de nouvelles installations.	Le projet se situe en zone agricole et n'a pas d'incidence sur les pelouses, ourlet calcicoles, juniperaies, boisements de pentes et de rebord de plateaux et leur végétation associée
Maintenir les surfaces existantes et les augmenter par extension des pratiques d'entretien des secteurs voisins.	
Végétation forestière	
Maintenir les surfaces existantes	Les sites du projet se situent en dehors de toute zone forestière et n'a aucune incidence sur la végétation associée.

Site Etangs et marais du bassin de la Somme et incidences possibles du projet :

Objectifs de gestion	Incidence du projet
Restauration des habitats, des espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire	
Restaurer la qualité des milieux humides et aquatiques	Le projet n'a pas d'incidence sur les milieux humides et aquatiques, les milieux boisés, les milieux secs et les habitats d'espèces, car le projet et les parcelles d'épandage sont en zone agricole.
Restaurer la qualité des milieux boisés	
Restaurer la qualité des milieux secs	
Restaurer les habitats d'espèce	
Conservation et maintien des habitats, espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire	
Maintenir et conserver les milieux ouverts (milieux aquatiques, humides et secs)	Le projet n'a pas d'incidence sur les milieux aquatiques, humides, secs, les milieux boisés, les milieux secs et les habitats d'espèces, car le projet et les parcelles d'épandage sont en zone agricole.
Préserver la qualité des milieux boisés	
Protéger les habitats d'espèce	
Lutter contre les facteurs défavorables aux habitats, espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire	
Sensibiliser et informer les acteurs sur les sites Natura 2000 et amélioration des connaissances et suivi des actions	
Mise en place des actions et d'indicateurs de suivi des actions proposées.	Le site est en zone agricole et n'est pas concerné par un site Natura 2000. Il n'est pas prévu de mettre en place un plan d'actions ou d'amélioration des milieux.
Participer à l'amélioration des connaissances des habitats et espèces et au suivi des actions	

3.5.3 Impact notable des différentes émissions du site

3.5.3.1 Polluants

- **Le Méthane CH₄** : Les émissions de méthane sont produites par l'élevage et les animaux eux-mêmes. La fermentation entérique des animaux et celle des déjections animales dans les ouvrages de stockage émettent du CH₄ ;

- **Le Protoxyde d'azote N₂O** : Les principales sources d'émissions sont l'épandage d'engrais azotés, le processus de dégradation dans le sol et le tassement des sols lors des travaux au champ avec des engins agricoles lourds.

Les émissions de gaz à effet de serre dues à l'exploitation après projet sont détaillées ci-après.

N₂O : 100 kg/an

CH₄ : 3 791 kg/an

Ces émissions proviendront majoritairement des effluents produits par les animaux et des émissions indirectes et directes de N₂O par les cultures.

Afin de limiter ces émissions plusieurs méthodes sont mises en place pour réduire la consommation énergétique et gérer les fientes. Ces méthodes sont présentées dans les MTD.

Emissions de NH₃

Les émissions d'ammoniac de l'élevage proviennent des animaux eux-mêmes. La source principale d'émission est la fermentation des déjections animales lors du stockage en bâtiment et dans les fosses et lors de l'épandage des effluents. En décembre 2015, le CITEPA a réalisé, en collaboration avec le Ministère en charge de l'Ecologie, un outil d'aide à l'évaluation des émissions à l'air des élevages IED volailles et porcins, ainsi qu'un guide utilisateur. Ces documents sont par ailleurs utilisés pour la déclaration annuelle des émissions de polluants pour les activités d'élevage. Le Bilan Réel Simplifié, outil mis en place par l'IFIP (juillet 2017), permet de calculer l'azote excrété par animal

Le tableau suivant présente le calcul des émissions de NH₃ après projet, réalisé d'après ce module de calcul.

	Ammoniac (NH ₃)	Protoxyde d'azote (N ₂ O)	Méthane (CH ₄)	Particules totales (TSP)	Particules fines (PM ₁₀)
	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an	kg/an
Batiment	1 104				
Stockage	2 358				
Epandage (sur terres en propre)	-				
Epandage (sur autres terres dans le cadre du plan d'épandage)	-				
Epandage (exportation d'effluents normalisés)	3 984				
Parcours	-				
Emissions totales (à l'exclusion des émissions des effluents normalisés exportés)	3 462	100	3 791	7 883	7 883
Valeur seuil de déclaration des Emissions Polluantes (arrêté du 31 janvier 2008)	10 000	10 000	100 000	100 000	50 000

Ainsi, 3 462 kg de NH₃/an seront produits après réalisation du projet.

L'exploitant ne sera donc pas soumis à la déclaration annuelle des émissions pour l'ammoniac.

Le gaz ammoniac (NH₃) a une odeur forte et âcre. À des concentrations fortes, il peut irriter les yeux, la gorge et les membranes muqueuses des humains, ainsi que des animaux de l'exploitation. Il s'échappe lentement des effluents et se répand dans le bâtiment avant d'être évacué par le système de ventilation. Température, taux de ventilation, humidité, densité d'élevage et composition de l'alimentation (protéines brutes) sont autant de facteurs qui peuvent affecter les niveaux d'ammoniac.

Respect des VLE ammoniac

Les conclusions sur les MTD parues le 21 février 2017 indiquent des fourchettes de Niveaux d'Emission Associés aux Meilleures Techniques Disponibles (NEA-MTD) pour l'ammoniac. Cependant, les NEA-MTD énoncés ne sont pas pour les élevages de poulettes. Cependant si l'on compare avec les NEA-MTD pour les poulets de chair avec 0,01-0,08 kgNH₃/ emplacement/an, le projet se situe dans cette fourchette sachant qu'il émet 0,017 kgNH₃/emplacement/an. Le document GEREP est présent en annexe 16 du document. Les mesures prises pour limiter l'émission de NH₃ sont présentées dans la MTD 31.

Les poussières

L'émission de poussières (ou particules fines PM_{2,5} et PM₁₀) dans un élevage provient principalement des aliments, mais également de la dessiccation des fèces, de la litière et de la desquamation de l'épiderme des animaux. Les poussières peuvent provoquer des irritations de l'appareil respiratoire, mais également être vectrices de différents agents pathogènes ou non-pathogènes. Elles entraînent de plus la dispersion des odeurs. Selon la réglementation, la concentration de l'air en poussières ne doit pas être supérieure à 150 mg/m³ au niveau de la source d'émission. La Valeur Limite d'Exposition sur les lieux de travail définie par l'O.E.S (Occupational Exposure Standards) est de 10 mg/m³.

D'après l'outil de calcul pour estimer les émissions dans l'air liées aux élevages de poulette, les animaux émettront chaque année 7883 kg/an de particules PM₁₀. Les mesures pour réduire les émissions de poussières sont présentées dans la MTD 11.

3.5.3.2 Bruit

Une mesure de bruit a été effectuée le 12 septembre 2017. Les caractéristiques de la mesure réalisée est présentée dans ce chapitre.

3.5.3.2.1 Aire de l'étude et population :

Le site se trouve en zone rurale, donc dans une zone d'ambiance sonore faible. Aucun bâtiment de l'élevage de poulettes ne se situera à moins de 100 mètres d'une habitation.

Le seul point important reste que certains bâtiments de l'actuelle exploitation située à Bécordel-Bécourt sont situés à moins de 100m d'habitations, mais ne contiendront plus d'animaux quand le projet sera effectif. Ce site n'est donc pas concerné par la mesure de bruit.

3.5.3.2.2 Etat acoustique :

Le bâtiment principal se trouve à plus de 600 m du premier tiers.

Les sources de bruits pouvant exister sur une telle exploitation sont de plusieurs ordres :

- Les bâtiments qui disposeront d'une aération dynamique qui fonctionne en continu.
- Le trafic routier qui restera faible et en dehors du village.

3.5.3.2.3 Mesures de bruit :

Le protocole utilisé pour réaliser la mesure de bruit est présenté ainsi.

- *Matériel utilisé :*

Le matériel utilisé a été le suivant :

Nature	Sonomètre	Calibreur
Marques	01dB	01dB
Type	FUSION classe 1	Cal21

N° série	10328	35 134 311
----------	-------	------------

Les sonomètres utilisés sont des appareils de classe 1 faisant l'objet de vérifications périodiques réglementaires conformément à l'arrêté du 27 octobre 1989 relatif à la construction et au contrôle des sonomètres.

Ils sont calibrés avant chaque série de mesures et une vérification de la dérive est effectuée à la fin de la série. L'écart entre les valeurs lues avant et après les mesurages était inférieur à 0,5 dB.

Réglages :

- Temps d'intégration : 1 seconde
- Filtre de pondération A pour l'acquisition des niveaux sonores.
- Pas de pondération pour l'analyse spectrale permettant la détermination de l'éventuelle présence de tonalité marquée.

• *Conditions climatiques :*

Les conditions climatiques étaient :

Date	12 septembre 2017
Vitesse du vent sur site :	environ 5m/s
Direction du vent	Sud-Ouest
Température sous abri :	+14,7°C
Pression	1009 hPa
Couverture du ciel :	couverts avec passages pluvieux mais pas sur la zone

Les points de mesurage étant situés à plus de 40 mètres des sources de bruits, la météorologie a une influence sur les résultats.

Selon la norme NF S 31-010 nous sommes en condition U1 pour le vent et T3 ce qui révèle « un état météorologique conduisant à une atténuation forte du niveau sonore ».

• *Conditions réglementaires :*

La partie du site classé sous la rubrique 3660, « Elevage de 65 000 poulettes en volière », doit respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes.

Pour rappel, l'urgence est définie par la différence entre le niveau acoustique du bruit ambiant et le niveau acoustique du bruit ambiant résiduel. Le tableau ci-dessous reprend les valeurs d'urgences acceptables pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Urgence maximale admissible en dB(A)
T < 20 minutes	10

20 minutes < T < 45 minutes	9
45 minutes < T < 2 heures	7
2 heures < T < 4 heures	6
T > 4 heures	5

Pour la période allant de 22 heures à 6 heures : émergence admissible en zone d'émergence réglementée sera de +3dB(A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur. L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

• **Localisation des points de mesurages :**

Les mesures de bruit ont été effectuées au niveau :

- de l'habitation la plus proche du futur site, soit à une distance d'environ 800 mètres du site du projet ;
- en limite de propriété du futur site

• **Repérage des points de mesurages :**

L'emplacement des points de mesures est présenté sur la carte suivante. Un point de mesure est réalisé au niveau de la fumière et un point de mesure est réalisé au niveau de l'habitation la plus proche du futur site.

Point	Désignation
1	Habitation la plus proche (ZER)
2	Sur le futur site



- *Mesurage du bruit résiduel diurne au « Point 1 » :*

Ce premier point de mesure est situé à proximité de la fumière, où sera implanté le futur site d'exploitation des poulettes. La photographie suivante présente la disposition du dispositif de mesure du bruit.

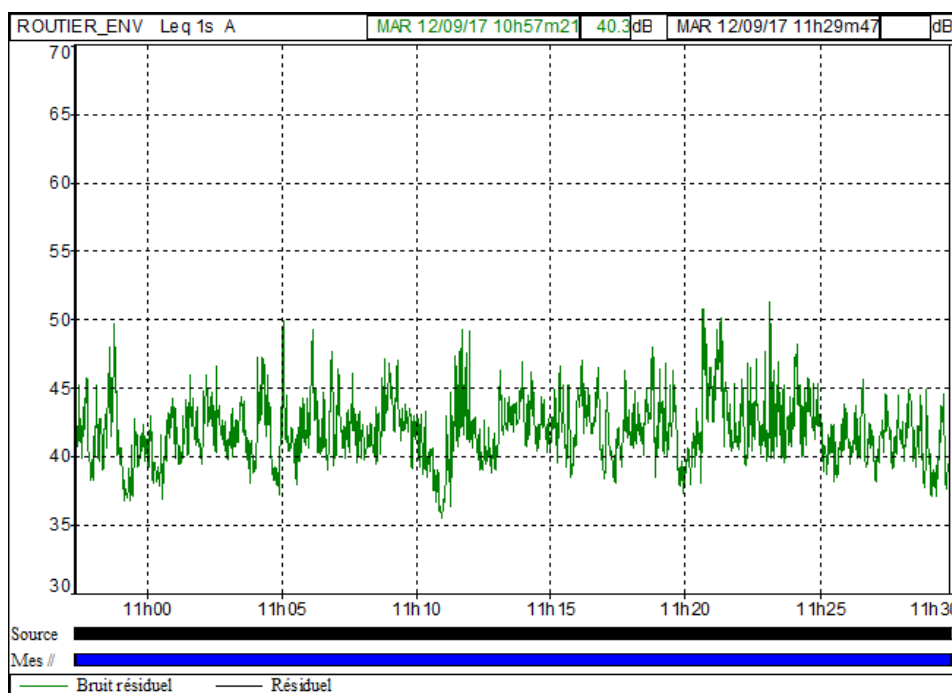


Le tableau suivant présente les résultats obtenus par l'enregistrement de la mesure du bruit sur ce point de mesure.

Fichier	20170912_105721_113004.cmg								
Début	12/09/17 10:57:21								
Fin	12/09/17 11:30:04								
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L95	L90	L50
ROUTIER_ENV	Leq	A	dB	42,5	35,4	51,3	38,2	39,0	41,6

Le niveau de bruit moyen au niveau de ce point de mesure est de 42.5dB(A).

Les émissions sonores enregistrées lors de la prise de mesure sont présentées dans le graphe suivant.



- *Mesurage du bruit résiduel diurne au « Point 2 » :*

Ce second point de mesure est situé à proximité de l'habitation la plus proche du futur site d'exploitation des poulettes. La prise de mesure est réalisée en bordure de propriété de l'habitation. La photographie suivante présente la disposition du dispositif de mesure du bruit.

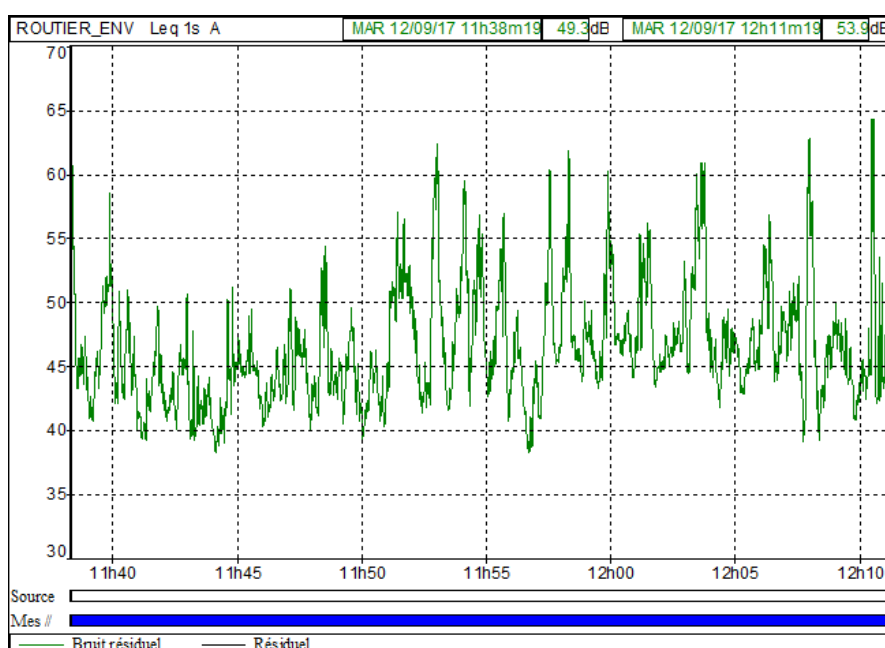


Le tableau suivant présente les résultats obtenus par l'enregistrement de la mesure du bruit sur ce point de mesure.

Fichier	20170912_113819_121120.cmg								
Début	12/09/17 11:38:19								
Fin	12/09/17 12:11:20								
Voie	Type	Pond.	Unité	Leq	Lmin	Lmax	L95	L90	L50
ROUTIER_ENV	Leq	A	dB	49,6	38,2	64,4	40,5	41,4	45,5

Le niveau de bruit moyen est de 49.5dB(A).

Les émissions sonores enregistrées lors de la prise de mesure sont présentées dans le graphe suivant.



Remarques complémentaires :

Pendant les opérations de mesurages du bruit, le 12 septembre 2017 entre 10h50 et 12h10, le passage de 34 véhicules a été comptabilisé dont un bus. De plus, l'étude sonométrique n'a pas été réalisée en limite de propriété sud (côté le plus proche des tiers) puisqu'une étude a déjà été réalisée au niveau de l'habitation la plus proche du futur projet. Une étude en limite Sud n'était pas nécessaire.

• **CONCLUSIONS**

L'étude de bruit réalisée le 12 septembre 2017 ne permet pas d'estimer l'incidence sonore que le futur site aura sur les tiers mais il permet de faire un état des lieux acoustique préalable du milieu sur lequel il sera implanté. Une prochaine mesure du bruit complémentaire, réalisée en période d'activité de l'élevage de poulettes de M. Villain permettra de mesurer les émissions sonores et d'évaluer une éventuelle incidence sonore.

La mesure du bruit permet en revanche de montrer que le site sur lequel le projet sera implanté est une zone peu bruyante avec un niveau d'émission sonore mesuré au niveau de la fumière d'environ 42.5 dB. De plus, le niveau sonore de l'exploitation de poulettes est estimé au plus fort de son activité au maximum à environ 50 dB. Le bruit généré par l'activité d'élevage de

poulettes est donc assez réduit, mais il faudra le vérifier par une mesure de bruit en période d'activité du site.

De par l'éloignement du bâtiment principal vis-à-vis des habitations, et d'une situation géographique favorable, le site ne devrait pas avoir d'impact sonore sur son environnement et respectera les seuils réglementaires des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes.

Pour cela l'émergence restera inférieure aux valeurs suivantes :

Pour la période allant de 6 heures à 22 heures :

Durée cumulée d'apparition du bruit particulier : T	Emergence maximale admissible en dB(A)
T < 20 minutes	10
20 minutes < T < 45 minutes	9
45 minutes < T < 2 heures	7
2 heures < T < 4 heures	6
T > 4 heures	5

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Remarques concernant le bruit :

Le projet n'étant actuellement pas en place, la mesure du bruit réalisée le 12 septembre 2017 ne permet pas en soi de démontrer que l'activité future d'élevage de poulettes respectera les valeurs limites d'émission. Pour cela, il faudra réaliser une mesure de bruit complémentaire lors de la période d'activité de l'élevage de poulettes, dans le cadre du programme de mesure du bruit (MTD 10, page 390 de ce présent document).

Les activités du futur site susceptibles de générer des émissions sonores sont les suivantes :

- De la ventilation qui fonctionne en continu
- Des périodes d'alimentation des poulettes (2 x 15 minutes par jour)
- De la période d'utilisation du tapis roulant pour évacuer les fientes depuis le poulailler vers la fumière (1 x par jour).
- De la mise en marche ponctuelle de l'alarme du site
- Du passage ponctuel de camions de livraison (arrivée et départ des poulettes, alimentation...)
- De l'utilisation ponctuelle du groupe électrogène en cas de coupure d'électricité.
- Des cris des poulettes qui sont aléatoires et essentiellement concentrés durant les périodes d'alimentation.

Compte tenu des équipements susceptibles de générer du bruit, le niveau d'émission sonore ne devrait pas dépasser 50 dB. De plus, l'éloignement des habitations les plus proches situées à environ 800 mètres du futur site d'élevage de poulettes et le fait que le trafic routier n'augmentera pas en conséquence, le bruit généré par le projet respectera la réglementation en vigueur.

3.5.3.3 Vibration

Actuellement le site n'est pas implanté, il n'y a pas de mesures de vibration. Les vibrations, lors des travaux et lors de la phase opérationnelle du site, viendront des engins de chantier et des camions. Les engins de chantier seront au début sur une terre meuble et donc peu de vibration. Ensuite, il y aura une cour en gravillon réduisant les vibrations seront donc atténuées pour les engins et les camions. Il y aura, de plus, peu de passage de camions. Il n'y aura donc pas d'impact notable des vibrations sur l'environnement alentour.

3.5.3.4 Lumière

Aucune nuisance lumineuse particulière n'est à relever.

En effet, il n'y a pas d'éclairage extérieur présent sur le site mise à part un spot à l'entrée du bâtiment permettant l'activité de M. Villain en période hivernale le soir ou le matin. Les éclairages connus sont situés à l'intérieur des bâtiments (néons). Le poulailler n'ayant pas de paroi translucide, la lumière ne sera pas visible de l'extérieur.

Aucun chargement ou déchargement n'est prévu durant la nuit, les activités du site ayant lieu en période diurne de 7h à 20h. Cependant, des interventions ponctuelles et exceptionnelles peuvent éventuellement se produire à titre exceptionnel à l'aube. Par exemple, en période hivernale, la durée de luminosité naturelle est écourtée et les opérations de chargement ou de déchargement des poulettes ayant lieu tôt le matin peuvent occasionner des nuisances lumineuses. Dans le cas du passage d'un véhicule sur le site dans de telles conditions, l'éclairage des phares du véhicule de livraison et l'éclairage intérieur du site seront les seules sources lumineuses potentiellement nuisibles. Il faut toutefois préciser que ces interventions nocturnes seront rares, ponctuelles et de courte durée.

Les nuisances lumineuses sont négligeables sur une année complète d'exploitation des poulettes, d'autant plus que l'installation est éloignée de près de 700 mètres de tiers les plus proches.

3.5.3.5 Chaleur

Le chauffage sur le site est au gaz et la chaleur sera émise au niveau du bâtiment poulailler. Le bâtiment bénéficie d'isolant permettant de contenir la chaleur à l'intérieur du bâtiment. L'émission de chaleur en dehors du bâtiment sera donc très limitée en période hivernale. Lors de la période estivale, lorsque les températures le permettront le chauffage ne fonctionnera pas. La chaleur émise par les poules sera brassée par une ventilation dynamique qui récupérera la chaleur pour le séchage de fientes. Les personnes autour du bâtiment ne subiront pas de nuisances. Les tiers étant éloigné, il n'y aura pas de nuisance pour la chaleur. De plus, la chaleur émise sera très limitée car elle proviendra uniquement des poules ou des fortes chaleurs en période estivale. De plus, cet air chaud est récupéré afin de d'effectuer le séchage des fientes. La ventilation permettra le bien-être des poules dans le bâtiment. L'émission de chaleur sera faible et n'aura pas d'impact notable sur l'environnement alentour.

3.5.3.6 Radiation

Le site est un bâtiment pour un élevage de poulettes. Il n'y aura donc pas de radiation.

3.5.3.7 Création de nuisance

Odeur :

L'exploitation se situe dans une zone rurale, à l'est d'Albert, éloignée de toute zone industrielle.

La région étant un territoire agricole d'élevage, le principal impact est celui lié aux épandages. Il s'agit néanmoins d'opérations ponctuelles et qui sont régies par des obligations réglementaires pour en limiter les nuisances. Pour les opérations d'épandage un soin particulier est apporté au sens du vent pour limiter les nuisances éventuelles voire les réduire. Il s'agira d'épandage de fientes séchées donc non odorantes.

L'odeur est limitée sachant qu'il s'agit de fientes séchées sur le site. Il n'y aura pas d'impact notable de l'odeur sur l'environnement.

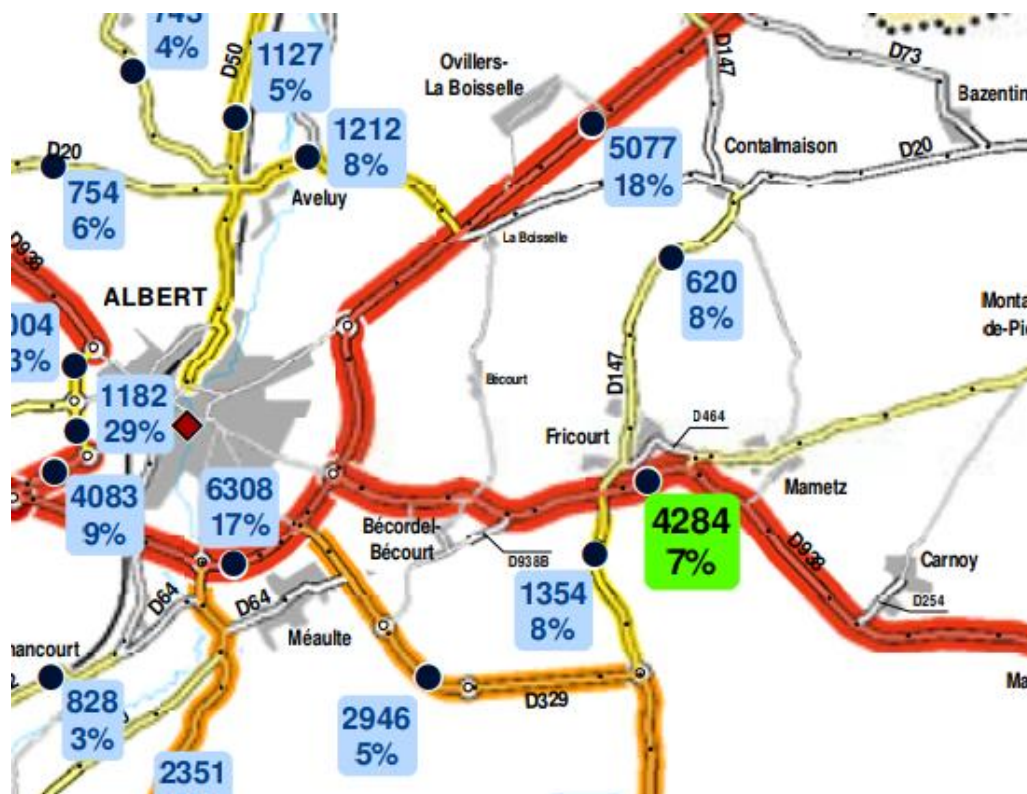
Concernant l'installation du poulailler, la ventilation dynamique transversale du bâtiment d'élevage, assurée par 8 ventilateurs de 20 000 m³/h et 8 ventilateurs de 40 000 m³/h récupéreront l'air chaud du poulailler. Cet air chaud sera redistribué pour assécher les fientes. L'air frais permettant de renouveler l'air du poulailler provient de trappes disposées au niveau des pignons situés à l'ouest du poulailler. Ce dispositif assure une bonne aération du bâtiment et limite les odeurs générées par l'élevage des poulettes et la production des fientes.

Il n'y aura pas d'impact notable de l'odeur sur les tiers et la population à la vue de la distance entre le premier tiers et le poulailler. Plusieurs dispositions sont, de plus, prises pour limiter l'odeur (voir MTD).

Dans l'ensemble, le nouveau site d'élevage des poulettes est conçu afin de réduire les émissions d'odeurs. Les sources d'odeurs sont réduites par le séchage et le stockage des fientes dans la fumière et par le système de ventilation adapté à l'activité du site.

Trafic routier :

La carte suivante est mise à jour avec les données 2017 (source : Conseil départemental de la Somme).



Axes principaux :

D938 : 4 284 véhicules par jour, dont 7% de poids lourds.

D929 : 5 077 véhicules par jour, dont 18% de poids lourds.

Axe secondaire :

D147 : 620 véhicules dont 8% de poids lourds (entre Fricourt et Contalmaison)

TRANSPORTS ET APPROVISIONNEMENTS :

A ce jour les activités de transports sont celles émanant de l'activité agricole nécessaire à la culture et à l'élevage.

Ces activités de transport et d'approvisionnement sont nécessaires pour :

- ✓ L'alimentation des poulettes
- ✓ Les soins vétérinaires
- ✓ Les enlèvements des poulettes
- ✓ L'évacuation des déchets
- ✓ La distribution de l'alimentation
- ✓ L'épandage des fientes
- ✓

CAS DU TRANSPORT DES FIENTES :

Le projet génèrera une quantité de 555 tonnes de fientes par an (voir calculs page 260 chapitre 3.5.3.8.1). En prenant une quantité moyenne de 12t par épandeur ou remorque cela représente : 47 véhicules par an.

Cette situation ne changera pas le trafic routier local.

SOURCES DES NUISANCES LIEES AUX TRANSPORTS ET AMELIORATIONS POSSIBLE :

Le tableau ci-après reprend les différentes sources et détermine les améliorations possibles :

Type de véhicules	Fréquences	Améliorations possibles
Matériels agricoles	Variable suivant les saisons, le temps...car nous sommes en activité agricole	Choix du type de matériels lors des investissements
Camion-citerne alimentaire	1 fois par semaine	Aucune de la part de l'exploitation
Véhicules vétérinaires	Le vétérinaire passera au moins une fois par an dans l'exploitation.	Minimiser les passages par une bonne gestion sanitaire du poulailler et du cheptel.
Camion semi-remorque	6 fois par an Livraisons des poussins Départ des poulettes	Aucune amélioration notable, car les approvisionnements se font par lot intégral
Véhicules légers (Représentants, comptables)	Plusieurs fois par an, en véhicule léger et en période diurne.	Pas d'amélioration possible, mais pas d'impact notable. Les véhicules légers stationneront dans l'aire de parcage prévu à cet effet.
Tracteur remorque ou semi-remorque.	Expédition fientes normalisées 20 véhicules par an	Favoriser l'usage de camion semi-remorque plutôt que les tracteurs remorques

La fréquence de ces activités est variable. On retrouve les activités liées à la culture et de façon générale, les approvisionnements en semences, les produits phytosanitaires.

Les activités routières ont régulièrement lieu en période diurne mais peuvent intervenir de façon ponctuelle en période nocturne.

AUTRES NUISANCES RELATIVES A L'ELEVAGE DE POULETTES

Un élevage de poulettes constitue un facteur de nuisances dont les plus nocives sont les suivantes :

- Les nuisances sonores : elles sont générées par les volailles elles-mêmes et par les activités s'afférant à l'élevage (transport d'aliments et de volailles par camion, groupe électrogène...).
- Les nuisances odorantes : elles sont occasionnées par l'odeur des fientes, des cadavres de volailles.
- Les nuisances visuelles : la présence du bâtiment principal accueillant les poulettes peut être une source de nuisance visuelle dans le paysage.
- Les nuisances routières : l'activité peut engendrer une augmentation du trafic routier pouvant affecter la vie des riverains.
- Les nuisances sanitaires : la présence d'un élevage de plusieurs milliers de volailles peut favoriser le développement de maladies potentiellement transmises à l'homme (grippe aviaire).

Compte tenu de l'éloignement du projet vis-à-vis des habitations, le risque de nuisances sonores, odorantes et sanitaires est réduit. De plus, le séchage des fientes limite la prolifération d'insectes nuisibles (mouches) et les mauvaises odeurs des déjections, en l'absence d'effluent liquide. Le projet est peu visible depuis le village de Bécordel-Bécourt où se trouvent les tiers les plus proches du site d'exploitation des poulettes.

ANIMAUX ET INSECTES NUISIBLES :

En élevage de volailles (sur caillebotis ou en cages), les principales nuisances sont occasionnées par les mouches et le pou rouge.

Dans ce type d'élevage, la présence de mouches est directement influencée par le degré d'humidité des fientes. Le séchage des fientes sur tapis puis leur stockage en fumière opérée par M. Villain constituent des moyens efficaces pour réduire la prolifération des mouches dans le poulailler, le développement des larves étant proportionnel au degré d'humidité.

Le pou rouge est un parasite naturel des gallinacés qui se nourrit du sang des volailles en les piquant. La lutte contre le pou rouge est délicate car il est difficilement détectable. Il ne sort en effet des recoins dans lesquels il s'abrite qu'en phase d'obscurité. Il n'existe pas de mesure préventive autre que le maintien du bâtiment dans un bon état de propreté.

(Source : Lutte contre les insectes en élevage, GDS France ; FARAGO)

Les rats :

Le site fait l'objet d'un plan de dératisation. Les opérations du plan de dératisation sont régulièrement effectuées sur l'exploitation. Les données relatives aux produits utilisés sont présentées en annexe 11.

La famille des corbeaux :

Pas d'aliment à disposition des animaux ceux-ci étant stockés en silo verticaux.

Les insectes :

➤ Caractéristiques des mouches :

Les mouches sont les parasites les plus fréquents dans les bâtiments d'élevage de volailles. Les mouches sont des vecteurs de transmission de maladies pour les gallinacés. Les mouches peuvent notamment transporter des œufs d'acariens, responsables de la gale des pattes, de la gale de peau et d'infestations parasitaires.

Un autre danger des mouches sur les gallinacés provient de la ponte des œufs des insectes. Par leur nature collante, après injection par les poules, les œufs se collent à la muqueuse du jabot. En raison de la chaleur dégagée par les poules couplée au confinement de l'œuf, l'éclosion de la larve se produit rapidement. Les larves traversent alors la muqueuse et se nourrissent de la chair de l'animal. La mort de l'animal s'ensuit.

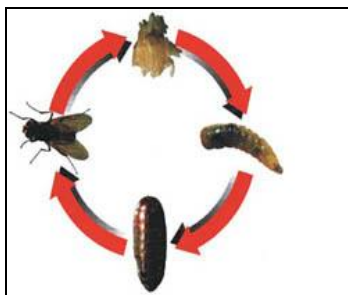
Remarque : Les mouches peuvent tout aussi bien pondre dans les fientes restées collées aux plumes. Les larves se développent alors dans l'anus de l'animal, avec les mêmes effets indésirables. (Source : sosgali)

Les mouches adultes aiment se poser sur les surfaces claires, en haut des parois et redoutent les courants d'air. Le bon fonctionnement de la ventilation et la bonne aération du bâtiment sont alors indispensables.

La mouche est répandue sous sa forme adulte, occasionnant des nuisances pour l'homme et les animaux mais comme tout insecte elle passe par quatre stades consécutifs qu'il est utile de mieux connaître. Le cycle de la mouche domestique (*Musca domestica*) est court : 15 jours à +25°C de température. Elle va pondre entre 600 et 2 000 œufs. Quelques heures suffisent pour que l'œuf se transforme en asticot (1 kilogramme de fumier peut contenir jusqu'à 5 000 asticots), forme qui va durer 7 jours avant la transformation en puppe ou cocon. Il faut compter 7 jours supplémentaires pour qu'une nouvelle mouche apparaisse.



Mouche domestique
(*Musca domestica*)



Le cycle de la mouche



Larve de mouche (Asticot)

Il est à noter que plus la température est élevée, plus le cycle se raccourcit, la multiplication peut devenir extrêmement rapide. 90 % des mouches présentes sur un élevage naissent dans cet élevage et à chaque cycle, le nombre de mouches se multiplie de façon irréversible.

La larve issue d'un œuf a besoin de conditions favorables pour leur développement :

- Température,
- Humidité
- Nourriture (matières organiques).

La durée de son cycle de reproduction varie selon la température, d'environ 50 jours à +16°C, il passe à 8-12 jours entre +25 et +30°C.

Les fientes de poules constituent ainsi des zones favorables à la ponte.

Une autre mouche vient perturber les élevages : La mouche bourdon dont la larve est appelée « Ver à queue »



Mouche bourdon (*Eristalis tenax*)



« Le ver à queue »



Pré-nymphose

La mouche bourdon (*Eristalis tenax*) encore appelée eristelle est recouverte de poils jaunes et d'ailes transparentes qui lui donnent l'aspect d'une grosse abeille sans dard. Les larves de cette mouche mesurent 3 centimètres et sont appelées « vers à queue ». Elles se rencontrent dans les milieux liquides riches en déjections animales, fosses, pré-fosses et bassins d'écoulement. Ces vers à queue migrent vers des endroits secs pour se transformer en cocons. Elles envahissent les salles de traite par les canalisations et les regards. L'utilisation régulière d'un larvicide évitera aux éleveurs bien des désagréments.

⇒ Maîtriser des populations :

La maîtrise de la population larvaire est la base de l'action à initier au printemps pour maîtriser les populations

Pour prévenir les pullulations dans les bâtiments, on s'intéressera d'abord au stade larvaire. L'action sur les adultes interviendra en complément, pour aider à maîtriser les populations. Rappelons que si la mouche a déjà pondu avant d'être tuée, 10 jours plus tard, les œufs auront donné naissance à de nouvelles mouches. La maîtrise sera donc d'autant plus efficace que la lutte aura commencée tôt. 90 % des mouches présentes dans l'élevage sont nées dans celui-ci. La ponte des mouches débute dès que la température atteint +8°C. L'action sur les larves débutera donc au printemps. Le traitement doit être renouvelé toutes les six semaines pour assurer sa maîtrise.

Le nettoyage complet des zones pouvant être un lieu de ponte dans les bâtiments d'élevage ou leurs abords constitue un préalable indispensable à toute lutte contre les mouches.

Dans les bâtiments d'élevage, toutes les conditions sont réunies pour que les mouches et leurs larves se développent. Température élevée, degré d'hygrométrie et présence quasi permanente de matières organiques favorisent la recrudescence des mouches. Au printemps, les premières chaleurs jouent le rôle de détonateur dans la multiplication des insectes

Au niveau des adultes, l'action concerne les bâtiments et les animaux. En ne traitant que les animaux, on n'agit que sur 15 % des surfaces fréquentées par les mouches.

Pour les bâtiments, le maximum de surface sera traité en se souvenant que les mouches adultes aiment se poser sur les surfaces claires et n'apprécient pas les courants d'air. A côté de la pulvérisation des surfaces, d'autres moyens peuvent être utilisés. Ils sont basés sur l'attraction des mouches (phéromones, ultraviolets, pièges à glu) et leur destruction.

Ces éléments permettent parallèlement de quantifier l'importance de l'infestation.

⇒ Un plan de contrôle à raisonner :

Un plan de contrôle des mouches doit être raisonné en fonction du type d'infestation observée. Il associe obligatoirement un traitement des larves, des adultes et une action sur les animaux.

L'utilisation des appâts permet la mesure de la population et le déclenchement de l'action avant que la population ne devienne gênante, de même qu'elle représente un indicateur de renouvellement du traitement des bâtiments.

La lutte contre les mouches devra être raisonnée en fonction des caractéristiques de cet insecte et des objectifs recherchés. La lutte contre les insectes s'insère dans un schéma d'hygiène générale du bâtiment d'élevage et de son environnement propre.

Le maintien de la population des mouches à un seuil acceptable demande une action à tous les stades de leur développement. Afin de ne pas se laisser déborder, l'action doit être rapide et complète en tenant compte du mode de vie des mouches.

Au-delà de son activité sur les adultes, l'utilisation des appâts permet la mesure de la population et le déclenchement de l'action avant que la population ne devienne gênante, de même qu'elle représente un indicateur de renouvellement du traitement des bâtiments.

Le moyen terme : la lutte physique avec des fientes moins humides, une bonne gestion d'élevage, et l'élimination systématique de la moindre accumulation de fientes.

La prévention reste le meilleur moyen de lutte. Des teneurs en eau des fientes inférieures à 25 % bloquent en effet le développement des larves et favorisent l'apparition naturelle de parasites et de prédateurs de ces mêmes larves.

Il faut également :

- Adapter la ventilation pour un assèchement maximal des fientes
- Contrôler rigoureusement les fuites d'eau
- Limiter la consommation excessive d'eau par les volailles pour limiter la fluidité de leurs fientes
- Limiter les gaspillages d'aliments qui se retrouveraient alors dans les fientes
- Laisser, si besoin, un support absorbant le surplus d'humidité sur la dalle bétonnée
- Entretenir les abords avec coupe rase de l'herbe et drainage des pourtours et des bâtiments : aucune infiltration ou stagnation d'eau ne doit être possible
- Gérer correctement les cadavres pour limiter les odeurs attirant les mouches
- Empêcher l'entrée des mouches dans l'élevage par les entrées d'air
- Nettoyer fréquemment les tapis de raclage, traverses ou piliers pouvant retenir des fientes
- Eliminer, si possible, régulièrement les fientes du bâtiment (curage tous les jours)
- Tasser et couvrir, si besoin, d'une bâche noire les tas de fientes sorties.

Le court terme : larvicides et adulticides à associer et à utiliser dès février-mars.

Les traitements ne doivent pas attendre que la mouche soit gênante pour être réalisés. Ils doivent être ciblés dès février-mars. Il est possible d'intervenir plus finement en suivant la population de mouches à l'aide de récipients avec appâts sexuels, de feuilles collantes. Dès que la population commence à croître dans ces pièges, le traitement doit être immédiat.

Les traitements chimiques ont différents modes d'action :

- Les organophosphorés (molécules : azamétiophos, chlorpyrifos - éthyl, diazinon, dichlorvos, malathion, diméthoate, fénitrothion, iodofenphos, propétiophos, pyriméthos-méthyl) agissent par contact, ingestion, et inhalation. Ils sont de puissants inhibiteurs de l'acétylcholinestérase, l'insecte présente alors une hyperactivité, suivie de convulsions puis de paralysie et de mort.
- Les pyréthrinoides (molécules : cyfluthrine, lambda-cyhalothrine, cyperméthrine, deltaméthrine, dèlalléthrine ou bioalléthrine, bioresméthrine, perméthrine, alphacyperméthrine ou alphaméthrine) agissent par contact et ingestion. Ils ne franchissent pas la barrière cutanée des mammifères.
- Les carbamates (molécules : méthomyl) sont généralement associés à un attractif sexuel type muscalure.
- Les inhibiteurs de synthèse de la cuticule des larves (molécules : cyromazine, triflumuron) bloquent la synthèse de la cuticule, qui perturbe l'éclosion des œufs de parents traités, les phases de mues de la larve et la formation de la puppe. La prévention par larvicide doit exister aussi en hiver pour tuer les larves qui attendent le printemps pour pulper.

Le produit doit posséder un pouvoir rémanent permettant d'interrompre le cycle pour plusieurs semaines. Le produit ne doit pas être toxique pour les volailles ni pour les applicateurs et ne doit pas laisser de résidus ni dans l'environnement ni dans les œufs et les viandes : ainsi, tout insecticide pour bâtiment d'élevage doit être homologué et posséder une autorisation de mise sur le marché (AMM) pour être utilisé en présence des volailles. Le traitement des mouches doit se faire dans des conditions de respect du confort des volailles présentes, en absence d'œufs, et uniquement sur les fientes ou les murs. Il faut aussi appliquer une désinsectisation rigoureuse au cours du vide sanitaire.

Les résistances sont liées à trois principaux mécanismes :

- Modification de la perméabilité de la cuticule de l'insecte, qui diminue la pénétration de l'insecticide dans l'organisme,
- Modification du métabolisme de l'animal. L'insecticide peut être stocké ou dégradé ou même rejeté par le métabolisme
- Modification de la sensibilité des cellules cibles de l'insecte à l'insecticide : résistance des cellules nerveuses, sécrétion d'enzymes.
- La phytothérapie avec des insecticides à base d'huiles essentielles ou à base de pyrèthre ou roténone naturels. Leur action est limitée aux adultes et la rémanence peut être faible.
- La lutte biologique par le développement d'auxiliaires de culture, non gênants pour le confort des poules et du voisinage, qui se nourrissent des larves de mouches domestiques. Leur mise en place doit être précoce pour être efficace.

Ces auxiliaires sont cependant très sensibles aux produits de désinfection et insecticides :

- Auxiliaires type prédateurs : Diptères (*Ophyra aenescens*,...), Coléoptères (*Histeridae*,...)
- Auxiliaires type parasitoïde : Hyménoptères
- Existence aussi de champignons parasites

Un plan de contrôle et de surveillance raisonné :

Les larvicides sont utilisés dans les zones de ponte de mouches potentielles (stockage de fientes sèches)

Ils seront mis en place et renouvelés dès que les appâts indiquent une présence de mouches. Au niveau du bâtiment, l'action associera la pulvérisation d'insecticide et la pose d'appâts ou pièges.

Les produits doivent présenter une bonne rémanence d'action.

De plus, ils peuvent être utilisés dans des zones où les pulvérisations ne peuvent être réalisées.

Enfin, l'action est complétée par l'administration d'insecticides, le plus souvent sous forme poudre sur les animaux.

Particularités en zone de stockage des fientes séchées :

D'une manière générale, il faut traiter avec un produit larvicide tous les endroits en périphérie intérieure des bâtiments sur une bande d'une largeur de 50 cm à l'aide d'un arrosoir.

Particularités du bâtiment d'élevage :

Il est conseillé d'utiliser des pièges collants commercialisés sous forme de bobines ou de plaques.

L'utilisation d'un désinsectiseur ou d'un destructeur électrique fonctionnant la nuit peut s'avérer être un bon complément si nécessaire.

Plan d'intervention prévu sur le site et mesures préventives :

➤ **INTERVENIR tôt avant les périodes d'infestation massive avec un larvicide.**

Une campagne de désinsectisation sera réalisée au moins 2 fois par an avec une intervention précocement en février dès les premières températures à risques évitant ainsi aux premières mouches et larves de se développer. Il s'agit là d'actions préventives.

➤ **UTILISER un produit homologué.**

Les produits utilisés seront des produits homologués et spécifiques pour les mouches ou les larves. Il sera également fait l'usage d'alternance de matières actives homologuées pour éviter les résistances.

➤ **RESPECTER les doses d'insecticide et de larvicide et les dilutions préconisées.**

Les produits seront utilisés suivant les prescriptions indiquées sur les fiches techniques. Les matières actives seront alternées pour éviter toute résistance.

➤ **NE PAS MELANGER un désinfectant à une solution insecticide.**

Il sera également fait l'usage d'alternance de matières actives homologuées pour éviter les résistances mais en aucun cas de mélange.

➤ **NETTOYER le local en le lavant au jet à haute pression ou à sec pour retirer les salissures et la poussière.**

Les locaux seront nettoyés à l'eau sous haute pression, en dehors des volières pour éviter les accumulations de poussières détritiques qui sont également des risques sanitaires. Les abords extérieurs du site seront rangés et propres. De plus les eaux de lavage ne se mélangeront pas avec les eaux de ruissellement. Les eaux de toitures iront dans la réserve incendie et les eaux de voirie seront infiltrés à la parcelle. Les eaux de lavage iront dans la fosse de 33m³.

➤ **MAITRISER les sources d'infestations potentielles avec un larvicide sur les fientes.**

Les fientes seront séchées dès leur production afin de descendre le taux de matière sèche supérieur à 85%.

Le séchage a lieu par une ventilation dynamique 8 heures par jour minimum qui est également un moyen d'empêcher les mouches de venir pondre pendant le processus de séchage.

Une attention particulière sera faite en période estivale.

➤ **AERATION DES BATIMENTS, la mouche n'aime pas les courants d'air.**

La conception de la ventilation permanente des bâtiments d'élevage et ce pour le bien-être animal, est faite sur la base de la gestion des flux d'air et de la température. Cette ventilation mécanique fonctionnera 24h/24h et ce 7j/7j.

Cela sera un frein au développement des mouches qui ne trouveront pas dans ces zones de points de « stationnement ».

Cet équipement permettra également la gestion des températures et évitera les températures élevées dans le bâtiment ce qui sera également un frein au développement larvaire et au bien-être des mouches.

La conception des bâtiments (courants d'air sous couverture), les opérations de désinsectisations et larvicides, ainsi que le séchage des fientes à un taux d'humidité défavorable au développement larvaire sur le site permettront à l'activité de ne pas avoir d'impact sur son environnement.

COMPATIBILITE DU PROJET VIS-A-VIS DES NUISIBLES

La conformité du projet dans la lutte contre la prolifération des mouches est principalement due aux actions suivantes :

- La bonne aération du bâtiment ;
- Le séchage des fientes ;
- Le stockage des fientes sèches ;
- Le nettoyage des bandes roulantes ;
- Le maintien du poulailler dans un bon état d'hygiène.

IMPACT SUR LA RATIONALISATION DE L'ENERGIE :

Le site fonctionnera avec le réseau EDF et l'électricité installée au sein des bâtiments est restreint et correspond à de juste besoin. Il n'y aura donc pas d'impact notable.

IMPACT SUR LA COMMODITE DU VOISINAGE :

Il n'y aura pas d'impact car l'aménagement du nouveau poulailler permet une bonne gestion des risques notamment car le bâtiment se trouvera à l'extérieur de la ville. Le seul impact pourrait être celui des odeurs de fientes mais celle-ci sont séchées dès leur production évitant ainsi toute fermentation et odeur.

Il n'y aura pas d'impact sur le voisinage.

IMPACT SUR L'HYGIENE, LA SALUBRITE :

Salubrité :

Il n'y a pas d'impact car toutes les eaux souillées sont collectées améliorants de ce fait la salubrité autour du site.

Hygiène :

Il n'y a pas d'impact car les conditions d'élevage sont bonnes par une spécialisation des bâtiments avec une aération "naturelle" (clair voix).

Une dératisation des abords est également réalisée en permanence.

Des actions ponctuelles ont lieu l'été pour les traitements insecticides des bâtiments pour éviter la prolifération de mouches et autres insectes. La ventilation permanente et le fait d'avoir des bâtiments clos vers l'extérieur, permet de limiter l'impact des insectes.

IMPACT LIE AUX TRAVAUX NECESSAIRES A LA MISE EN EXPLOITATION

La mise en exploitation du site va nécessairement engendrer de la circulation d'engins durant la période de travaux.

Les travaux auront lieux en trois tranches :

Tranche 1 : Excavation de la parcelle. Il va être nécessaire de donner une surface plane et pour cela il faudra enlever une partie du sol qui est de la craie. Création du forage ;

Tranche 2 : Construction du poulailler, et locaux annexes ;

Tranche 3 : Aménagement du bâtiment

Les apports de matériaux, les engins et le nombre personnes prévues durant les travaux sont estimés comme suit :

Semaine	Personnes	Engins	Véhicules par jour
1	3	0	0
2	4	3	1
3	4	3	1
10	8	5	10
11	10	6	15

12	6	4	10
13	6	3	5
14	12	7	20
15	6	4	10
16	4	2	5

En période de pointe, le flux maximum de camions sera de 15 par jour, entrées et sorties du site incluses.

Axe	Flux actuel	% de camions	Nombre de camions	Impact du projet			
				Flux	%	Camions	%
D938	4 232	7%	285	20	0,5%	15	5,07%
D929	5 117	nc	nc	20	0,4%	15	nc

Le site n'aura pas d'impact sur le trafic routier.

3.5.3.8 Elimination et valorisation des déchets

GESTION DES DECHETS :

CLASSIFICATION DES DECHETS :

L'activité générera inévitablement des déchets.

Les déchets produits sur le site, seront de différentes natures et sont classés dans le tableau ci-après suivant la nomenclature des déchets de l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement :

Type de déchet	Nomenclature
Boues provenant du lavage et du nettoyage du site	02 01 01
Cadavres d'animaux	02 01 02
Matières plastiques (à l'exclusion des emballages)	02 01 04
Fientes non normalisées traitées hors site	02 01 06
Combustible liquide usagé : Fioul et gazole	13 07 01
Combustible liquide usagé : déchets non spécifiés ailleurs	13 08 99
Emballages en papier/carton	15 01 01
Emballages en matières plastiques	15 01 02
Déchets provenant des soins vétérinaires : objets piquants et coupants	18 02 01
Déchets provenant des soins vétérinaires : déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection	18 02 02
Déchets provenant des soins vétérinaires : déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection	18 02 03

Stockage :

Type de déchet	Nomenclature	Stockage
Boues provenant du lavage et du nettoyage du site	02 01 01	Les boues issues du nettoyage sont évacuées vers la fosse toutes eaux
Eaux provenant des sanitaires	02 01 06	
Cadavres d'animaux	02 01 02	Les cadavres d'animaux seront stockés dans un congélateur à température négative, prévu à cet effet et situé dans le local du groupe électrogène. Les cadavres seront ainsi stockés jusqu'à leur enlèvement par l'équarrisseur.
Matières plastiques (à l'exclusion des emballages)	02 01 04	Les déchets plastiques seront stockés dans le local à déchets, situé dans le bâtiment de conditionnement.
Fientes non normalisées traitées hors site	02 01 06	Les fientes non normalisées sont stockées au champ et bâchées selon la réglementation en vigueur.
Combustible liquide usagé : Fioul et gazole	13 07 01	Le fioul usagé susceptible d'être produit par l'activité du site sera stocké dans un jerricane fermé et conçu à cet effet, dans le local à déchets.
Combustible liquide usagé : déchets non spécifiés ailleurs	13 08 99	Les huiles usagées susceptibles d'être produites par la maintenance du site sont stockées dans un récipient fermé et conçu à cet effet, dans le local à déchets.
Emballages en papier/carton	15 01 01	Les papiers et cartons seront stockés dans le local déchet situé dans le bâtiment de conditionnement
Emballages en matières plastiques	15 01 02	Les emballages en plastique seront stockés dans le local déchet, situé dans le bâtiment de conditionnement.
Déchets provenant des soins vétérinaires : objets piquants et coupants	18 02 01	Les déchets vétérinaires seront stockés au local technique, dans des boîtes en plastique fermées.
Déchets provenant des soins vétérinaires : déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection	18 02 02	Les déchets vétérinaires seront stockés dans le local technique, dans des boîtes en plastique fermées.
Déchets provenant des soins vétérinaires : déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions	18 02 03	Les déchets vétérinaires seront stockés dans le local technique, dans des boîtes en plastique fermées.

particulières vis-à-vis des risques d'infection		
---	--	--

Eliminations :

Type de déchet	Nomenclature	Elimination	Volume annuel
Boues provenant du lavage et du nettoyage du site	02 01 01	Epandage sur les parcelles du plan d'épandage de secours ou retrait par un vidangeur agréé	37,2 m3/an
Cadavres d'animaux	02 01 02	ATEMAX PROGOR BOUVARD CAILLEAU SARIAT 62 BAPAUME	4 t/an
Fientes non normalisées traitées hors site	02 01 06	Epandage. La totalité de l'épandage ne sera pas possible sur le parcellaire de M. Villain. Les 15 % restants seront envoyés vers méthanisation ou composteur.	maxi 555t/an
Emballages en papier/carton	15 01 01	Coopérative agricole ALBERT	0,2m3/an
Emballages en matières plastiques	15 01 02	Coopérative agricole ALBERT	1m3/an
Déchets provenant des soins vétérinaires : objets piquants et coupants	18 02 01	Vétérinaire de l'élevage	0,1m3/an
Déchets provenant des soins vétérinaires : déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection	18 02 02	Vétérinaire de l'élevage	
Déchets provenant des soins vétérinaires : déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection	18 02 03	Vétérinaire de l'élevage	

Compatibilité du projet avec le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets :

Les fientes sont normalisées et vendues. Un épandage est prévu pour les fientes non normalisées respectant la réglementation en vigueur (faibles quantités car la majorité est normalisées). Les matières plastiques et les emballages sont stockés pour être retirés par la coopérative agricole qui s'occupera de leur devenir (recyclage, ...). Les déchets vétérinaires (s'il y en a en cas d'épidémie) seront récupérés par le vétérinaire qui s'occupera de leur élimination. Les cadavres d'animaux seront récupérés par une société d'équarrissage. Tous les déchets produits sont donc bien stockés et éliminés en respectant les le plan régional de prévention et de gestion des déchets et leur quantité est réduit au maximum.

Les déchets produits sont donc en petites quantités, tandis que les fientes sont normées afin de les revendre et les valoriser. L'impact de cela est une génération de trafic routier pour l'acheminement des fientes

normées et l'émission d'ammoniac déjà étudiées plus haut. L'élimination et la valorisation de déchets du site n'aura pas un impact notable sur l'environnement

GESTION DES EFFLUENTS :

Contexte réglementaire des engrais organiques :

L'arrêté du 11 décembre 2015 modifiant l'arrêté du 5 septembre 2003 portant mise en application obligatoire de normes et par l'amendement NFU42-001/A12 de mai 2015 à ce texte, la normalisation de digestats de déjections animales sous certaines conditions est autorisée dans le cadre de la norme NF U42-001.

Les normes françaises NFU s'appliquent dans les domaines suivants :

- Les engrais minéraux, organiques et organo-minéraux contenant les éléments nutritifs majeurs N, P et K, (exprimés en N, P₂O₅ et K₂O), les éléments nutritifs secondaires Ca, Mg, Na et S (exprimés en CaO, MgO, Na₂O et SO₃) et les oligo-éléments B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo et Zn.
- Les amendements minéraux basiques et organiques
- Les matières fertilisantes ayant des caractéristiques mixtes (amendements-engrais)

Lorsque les produits satisfont les critères, ils peuvent relever de la norme NF U42-001 : 1981 et ses amendements, relative aux engrais minéraux, organiques et organo-minéraux.

Le contexte normatif continuant d'évoluer, la norme NF U42-001 est actuellement en cours de révision au Bureau de Normalisation des matières fertilisantes (BN FERTI). Elle sera séparée en 3 parties, traitant respectivement :

- des engrais minéraux (partie NFU42-001-1, déjà en application) ;
- des engrais organiques (future NF U42-001-2, dont les engrais NP issus de lisiers) ;
- des engrais organo minéraux (future NF U42-001-3).

Les spécifications des engrais sont susceptibles d'être modifiées lors du processus de révision de la norme.

(Source : ANPEA)

Art.1 de l'arrêté du 05/09/2003 : « La conformité d'un produit à une norme se traduit, notamment, par la vérification des spécifications et des éléments de marquage tel que précisé dans la norme concernée. Cette vérification s'effectue au moyen d'analyses régulières des produits mis sur le marché selon les modalités précisées dans la norme concernée.

En l'absence d'exigences analytiques spécifiées par la norme relative aux produits, il procède à des analyses trimestrielles de chaque paramètre déclaré sur l'étiquetage effectuées sur des échantillons représentatifs du produit tel qu'il est mis sur le marché.

Les résultats de ces contrôles, consignés par écrit, sont tenus à la disposition des services compétents pendant une période de trois ans à compter de la fabrication du produit. »

Art.1 de l'arrêté du 05/09/2003 : « Le responsable de la mise sur le marché de matières fertilisantes et supports de culture conformes aux normes mentionnées à l'annexe I de

l'arrêté du 5 septembre 2003 susvisé vérifie l'innocuité des produits en procédant, notamment, à des analyses régulières des produits mis sur le marché conformément aux dispositions précisées dans les normes rendues d'application obligatoire. Lorsque la norme rendue d'application obligatoire le prévoit, les analyses peuvent être réalisées sur les matières premières.

En l'absence d'exigences analytiques spécifiées par la norme relative aux produits, il procède :

1. Tous les six mois et lors de toute modification dans l'origine ou la nature des matières premières utilisées, à l'analyse des teneurs en éléments suivants :

- arsenic (As) ;*
- cadmium (Cd) ;*
- chrome (Cr) ;*
- cuivre (Cu) ;*
- mercure (Hg) ;*
- molybdène (Mo) ;*
- nickel (Ni) ;*
- plomb (Pb) ;*
- sélénium (Se) ;*
- zinc (Zn).*

2. A une évaluation régulière des risques qui peuvent résulter de la présence éventuelle de germes pathogènes pour l'homme et les animaux, de substances phytotoxiques pour les cultures.

Les résultats de ces contrôles, consignés par écrit, sont tenus à la disposition des services compétents pendant une période de trois ans à compter de la fabrication du produit. »

NORMALISATION DES FIENTES :

Les déjections animales brutes sont considérées comme des déchets avec obligation d'épandage contrôlé. Dans les zones d'excédents structurels, la résorption de l'azote et du phosphore implique la transformation et/ou le transfert de certains effluents d'élevage. Les produits organiques résultants de leur transformation peuvent relever de la législation française relative à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture. Pour être commercialisé, ils doivent avoir fait l'objet d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente ou être normés. Les normes les plus employées pour les effluents de volailles sont la NFU 44-051 et NFU 42-001, définissant respectivement les amendements et les engrais organiques. Les composts, issus d'un mélange d'éléments carbonés (litière, paille, copeau...) et de déjections animales, dépendent essentiellement de la norme NFU 44-051, tandis que les fientes relèvent de la 42-001, de par leurs fortes teneurs en éléments azotés et phosphore.

Ces 2 normes obligent certaines caractéristiques physico-chimiques. Parmi les obligations de résultats microbiologiques, seule la nouvelle version de la norme NFU 44-051 en comporte (homologuée en avril 2006, et d'application obligatoire. Cependant, à plus ou moins long terme, il est probable que la norme NFU 42-001 incorpore des seuils de contamination (selon la démarche "qualité" de plus en plus appliquée)

Le projet envisage donc la normalisation NFU 42-001 pour les fientes. Il s'agit d'un séchage sur tapis. Les fientes émises par les poules tombent sur un tapis. Ce tapis est soumis à une

ventilation ce qui permet un séchage rapide des fientes qui sont emmenées en bout de bâtiment pour être reprises par une vis et emmenées dans le bâtiment de stockage.

Le pré-traitement à l'échelle individuelle par pré-séchage des fientes sur tapis est une solution efficace. Beaucoup d'éleveurs sont confrontés à des choix à ce niveau.

Cette technique ne manque pas d'atouts :

- Pas de gaine de séchage à l'intérieur du bâtiment.
- Facilité de nettoyage et d'entretien.
- Diminution des rejets d'ammoniac.
- Bonne efficacité car les fientes parviennent à plus de 80 % de MS en un temps variant entre 8 et 72 h suivant les matériels.
- Débouché pour les produits finis.

Cette technique a tendance à se développer pour des bâtiments de grande capacité (plus de 30 000 poules pondeuses), alors que pour des poulaillers de moindre dimension, le coût des investissements ramené à la poule reste trop élevé (source : ITAVI).

La norme NFU 42-001 définit 7 grandes classes :

- Engrais simples N, P, K ;
- Engrais composés ;
- Engrais apportant du Ca, Mg, Na et/ou S ;
- Engrais avec teneurs déclarées uniquement en oligo-éléments ;
- Engrais organiques azotés ;
- **Engrais entièrement d'origine animale, végétale et organo-minéraux ;**
- Engrais contenant de l'azote de synthèse organique.

Les fientes répondent à la norme NFU 42-001 engrais organique, mise à jour par l'arrêté du 11 décembre 2015.

Conformément à la réglementation en vigueur, l'exploitant du site procèdera à une analyse trimestrielle des produits fertilisants issus des déjections des poulettes, tenue à jour dans un registre qui sera mis à la disposition des services compétents pendant une période de trois ans à compter de la fabrication du produit.

A ce jour, les engrais organiques, comme les fientes, relèvent de la norme NFU 42-001 (Engrais, Dénominations et Spécifications). Leur contrôle est réglementé par les textes suivants :

- Norme NFU 42-001 (1981)
- Pr NFU 42-001/A10 (mars 2008)
- Arrêté du 5 septembre 2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture normalisés.
- L'arrêté du 02 février 1998 Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Ce que disent les textes en matière de contrôles à réaliser (Arrêté du 5 septembre 2003) : « En l'absence d'exigences analytiques spécifiées par la norme relative aux produits – ce qui est le cas pour les engrais NF U42001 – le responsable de la mise sur le marché procède :

- A des analyses trimestrielles de chaque paramètre déclaré sur l'étiquetage effectuées sur des échantillons représentatifs du produit tel qu'il est mis sur le marché ;
- Tous les six mois et lors de toute modification dans l'origine ou la nature des matières premières utilisées, à l'analyse des teneurs en éléments suivants : As, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Se, Zn ;
- A une évaluation régulière des risques qui peuvent résulter de la présence éventuelle de germes pathogènes pour l'homme et les animaux, de substances phytotoxiques pour les cultures. Les résultats de ces contrôles, consignés par écrit, sont tenus à la disposition des services compétents pendant une période de trois ans à compter de la fabrication du produit. ».

Type et fréquence des analyses :

Ceux-ci sont réglementés par la norme NFU 42-001 et l'arrête du 02 février 1998 qui corollaire cela avec la quantité de matière sèche produite sur le site classé :

Fréquence analytique réglementaire :

Production annuelle (T MS)	161 à 480		481 à 800		801 à 1 600		1 601 à 3 200	
Antériorité	1ère année	routine	1ère année	routine	1ère année	routine	1ère année	routine
Valeur agronomique	12	6	16	8	20	10	24	12
As, B			1		1	0	2	0
Eléments traces métalliques	8	4	12	6	18	9	24	12
Composés traces organiques	4	2	6	3	9	4	12	6

3.5.3.8.1 Le plan d'épandage

LES COMMUNES SITUEES DANS L'AIRE DU PLAN D'EPANDAGE

Les parcelles du plan d'épandage sont situées sur les communes de :

- Bécordel-Bécourt
- Fricourt
- Ginchy
- Méaulte
- Montauban-de-Picardie

Une 6^{ème} commune est concernée par le plan d'épandage « Albert », en effet, l'îlot 1 se trouve sur la commune de Bécordel-Bécourt et sur la commune d'Albert. L'îlot est, cependant, en majorité sur la commune de Bécordel-Bécourt. Ainsi, la parcelle est désignée sur cette commune.

L'ensemble du plan d'épandage est repris en annexe 10.

Calcul de la SPE

La surface des îlots du plan d'épandage est répartie de la façon suivante.

Unité de production : 0 POULETTE VILAIN				
Produit : Eaux de lavage				
Insee	Commune déclarée	Surface mise à dispo. (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
80073	BÉCORDEL-BÉCOURT	37,39	30,51	6,88
80366	FRICOURT	8,01	8,01	
80378	GINCHY	10,28	9,56	0,72
80523	MÉAULTE	9,13	8,70	0,43
80560	MONTAUBAN-DE-PICARDIE	9,70	9,70	
Total		5 communes	74,51	66,48
				8,03

Unité de production : 0 POULETTE VILAIN				
Produit : Fientes				
Insee	Commune déclarée	Surface mise à dispo. (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
80073	BÉCORDEL-BÉCOURT	37,39	34,56	2,83
80366	FRICOURT	8,01	8,01	
80378	GINCHY	10,28	10,24	0,04
80523	MÉAULTE	9,13	9,01	0,12
80560	MONTAUBAN-DE-PICARDIE	9,70	9,70	
Total		5 communes	74,51	71,52
				2,99

Surface des îlots répartie en se basant sur la cartographie (îlot 1 à cheval sur la commune de Bécordel-Bécourt et la commune d'Albert) :

Liste des communes concernées par le plan d'épandage en cartographie				
Produit : Eaux de lavage				
INSEE	Commune cartographiée	Surface mise à dispo, (ha)	Surface épanachable (ha)	Surface exclue (ha)
80073	BECORDEL-BECOURT	30,19	23,8179	6,3721
80016	ALBERT	7,2	6,6921	0,5079
80366	FRICOURT	8,01	8,01	
80378	GINCHY	10,28	9,56	0,72
80523	MEAULTE	9,13	8,7	0,43
80560	MONTAUBAN-DE-PICARDIE	9,7	9,7	
Total	6 communes	74,51	66,48	8,03

Liste des communes concernées par le plan d'épandage en cartographie				
Produit : Fientes				
INSEE	Commune cartographiée	Surface mise à dispo, (ha)	Surface épanachable (ha)	Surface exclue (ha)
80073	BECORDEL-BECOURT	30,19	27,54	2,65
80016	ALBERT	7,2	7,02	0,18
80366	FRICOURT	8,01	8,01	
80378	GINCHY	10,28	10,24	0,04
80523	MEAULTE	9,13	9,01	0,12
80560	MONTAUBAN-DE-PICARDIE	9,7	9,7	
Total	6 communes	74,51	71,52	2,99

Calcul de la quantité de fientes produites :

La production de fientes brutes est estimée à 555 t de fientes. En effet, il y a 13 325 kg/an d'azote à gérer en sachant que 24 kgN/t est la teneur des fientes séchées (60%).

$$13325/24 = 555 \text{ t/an}$$

Un dexel accompagne le document (annexe 17) montrant que la capacité de la fumière est suffisante pour le stockage des fientes de 7 mois.

Calcul de la quantité d'azote produite :

Les quantités de fientes et d'azote organique produites sont calculées ci-dessous :

Selon l'Annexe II de l'arrêté du 19 décembre 2011, consolidé le 11 mai 2017 la production d'azote pour des poulettes est :

Animaux	Type	Production d'N unitaire
Poulettes	Œufs-standard sol	82 g N/animal produit

Dans le cas présent, sachant que tout l'azote est maîtrisable car les animaux restent en permanence dans le bâtiment :

Animaux	Effectif par bande	Type d'effluent	Quantité d'azote organique	
			Par animal	Total pour une bande
Poulettes	65 000	Fientes séchées (+ 65 % de MS)	0,082 unités d'N /poulette/bande	5 330 U maîtrisables

Une quantité à gérer de 5 330 unités d'azote est produite par bande. Avec un effectif présent de 65 000 poulettes par bande et une rotation de 2,5 bandes par an, la quantité de fiente sera de $5\,330 \times 2,5 = 13\,325$ kg.

Ce produit répondra à la norme NF 42-001 et de ce fait n'oblige pas le pétitionnaire à disposer d'un plan d'épandage car ce produit stabilisé et standard peut être commercialisé.

Néanmoins en cas de dysfonctionnement des opérations de séchage ou en cas de non acceptation d'un lot de fiente comme étant normalisé, il devient nécessaire de disposer d'un plan d'épandage. Les fientes dans ce cas devront tout de même répondre aux critères qualité de l'arrêté du 02 Février 1998.

La partie ci-après est l'étude d'un périmètre d'épandage de secours (mais également d'épandage des eaux de lavages) sachant qu'aujourd'hui il pourrait y avoir d'autres filières d'éliminations : la méthanisation, le compostage...

Calcul de la quantité d'eau de lavage produite :

Les eaux de lavage du bâtiment sont estimées à un volume de 37,2m³/ lavage/an. En effet, il est consommé 37,2 m³ pour la totalité des bandes (14,88 m³ pour 1 bande) lors de la période de lavage.

Deux solutions sont choisies pour l'évacuation des eaux :

- 1-la prioritaire est par épandage
- 2-le seconde par l'appel à un vidangeur agréé.

La première solution est la solution privilégiée, la seconde sera utilisée en cas d'impossibilité d'épandre.

La quantité d'azote dans les eaux de lavage a été déterminé par des analyses d'eau effectuées dans un autre projet se basant sur un élevage de poules pondeuses également en autorisation et utilisant un même procédé de lavage Ces eaux de lavage proviennent de bâtiment poulailler. Les eaux de lavage ne pouvant pas être analysées pour l'instant du fait que le projet n'est pas encore en fonctionnement, l'annexe 14 est donc utilisé pour avoir une estimation des valeurs NPK des eaux de lavage (Analyse anonymisée afin de ne pas dévoiler le destinataire). Lors de la mise en place du projet, les eaux de lavage seront analysées et permettront d'ajuster le plan d'épandage.

Cette analyse a mis en évidence une teneur en azote de 0.068 % sur produit brut.

Donc pour 37,2 m³ par an : $37,2 \times 0,068 = 25,3$ kg de N total considéré comme utilisable à 100 %.

Cette quantité d'azote utilisable nécessite un plan d'épandage comprenant, au regard de la réglementation des zones vulnérables sur le critère azoté, d'une surface minimale de :

$$25,3 \text{ kg Nu} / 170 \text{ kgNu/ha} = 0 \text{ ha } 14\text{a}88\text{ca}$$

Pour le risque lessivage il est retenu une surface d'épandage des eaux de lavage, de 0ha 15a.

Les eaux de lavage sont épandues par le gérant de l'exploitation sur les parcelles du plan d'épandage.

ATTENTION, les eaux des sanitaires sont gérées par un dispositif d'assainissement non collectif qui est une des fosses. Elles ne sont pas incluses dans le plan d'épandage.

Analyse du périmètre du plan d'épandage :

Le parcellaire disponible se trouve en zone vulnérable, la SAU disponible est de 74,51ha et la SPE mise à disposition est de 71ha52a concernant les fientes et de 66,48 pour les eaux de lavage. Pour estimer la pression azotée des fientes, il sera retiré la surface de 0ha15a destinée aux eaux de lavages

La description des parcelles, de leur aptitude et le calcul de la SPE se trouve en annexe 10

La quantité maximale d'azote produite est de 13,325t/an

La pression azote d'origine organique est de $13,325\text{t}/74,51\text{ha} = 178,83\text{kgN/ha}$ et $13,325\text{t}/74,36\text{ha}$ (en retirant la superficie des eaux de lavage) = $179,2\text{kgN/ha}$.

La quantité de matières azotées à épandre par hectare est supérieur au seuil de 170 kgN/ha.

Il est important de rappeler à nouveau que les fientes seront normées et qu'elles peuvent être commercialisées.

Le plan d'épandage est ici repris comme secours en cas de problème de normalisation sauf pour l'épandage des eaux de lavage qui sera toujours effectué.

Le potentiel épandage est d'environ 95% des fientes éventuellement non normées. Cependant, en se basant sur le besoin des cultures, seulement 474 t de fientes peuvent être épandues. Pour 474 t de fiente, on a $11\,376\text{ kg/N/an}$ soit $11,376/74,36 = 153\text{ kgN/ha}$ et donc inférieur au 170 kgN/ha. Ainsi, le potentiel d'épandage réel est de 86% des fientes.

La probabilité d'occurrence d'une telle situation est très faible car les équipements mis en place pour le séchage sont suffisamment performants pour obtenir des fientes normées et la surveillance de la qualité des fientes entre chaque bande par analyse permettra d'anticiper toute dérive.

Le plan d'épandage est présenté en annexe 10.

Contraintes réglementaires et aptitudes des parcelles :

Le tableau reprend les contraintes réglementaires d'épandage et l'analyse des aptitudes des parcelles à l'épandage suivant la méthode APTISOLe.

Pour les fientes :

Ilots	Superficie	Localisation	Occupation	Contraintes réglementaire	Contrainte agronomique (APTISOLe)
Ilot 1	0,18	Becordel-Becourt	Terre labourable	Isolement de points d'eau	
Ilot 1	18,33	Becordel-Becourt	Terre labourable		Pas de contrainte particulière au-delà de la réglementation
Ilot 2	1,29	Becordel-Becourt	Terre labourable	Isolement de cours d'eau	
Ilot 2	10,28	Becordel-Becourt	Terre labourable		Epandage suivi ou sur couvert végétal
Ilot 3	1,36	Becordel-Becourt	TL	Isolement cours d'eau et tiers	
Ilot 3	1,33	Becordel-Becourt	TL		Epandage suivi ou sur couvert végétal
Ilot 4	5,36	Fricourt	Terre labourable		Pour un épandage d'automne limiter la dose et/ou mettre une CIPAN à développement rapide, préférer un épandage de printemps. Epandre au plus proche des besoins de la culture
Ilot 5	4,62	Becordel-Becourt	Terre labourable		Pour un épandage d'automne limiter la dose et/ou mettre une CIPAN à développement rapide, préférer un épandage de printemps. Epandre au plus proche des besoins de la culture
Ilot 6	4,55	Meaulte	Terre labourable		Epandage suivi ou sur couvert végétal
Ilot 7	3,32	Meaulte	Terre labourable		Pour un épandage d'automne limiter la dose et/ou mettre une CIPAN à développement rapide, préférer un épandage de printemps. Epandre au plus proche des besoins de la culture
Ilot 8	0,12	Meaulte	TL	Isolement de tiers	
Ilot 8	1,14	Meaulte	TL		Epandage suivi ou sur couvert végétal
Ilot 12	1,61	Montauban-de-Picardie	Terre labourable		Epandage suivi ou sur couvert végétal
Ilot 13	5,94	Montauban-de-Picardie	Terre labourable		Epandage suivi ou sur couvert végétal
Ilot 14	2,15	Montauban-de-Picardie	Terre labourable		Epandage suivi ou sur couvert végétal
Ilot 15	0,04	Ginchy	TL	Isolement de tiers	
Ilot 15	4,39	Ginchy	Terre labourable		Epandage suivi ou sur couvert végétal
Ilot 16	5,85	Ginchy	Terre labourable		Epandage suivi ou sur couvert végétal

Ilot 17	2,65	Fricourt	Terre labourable		Pour un épandage d'automne limiter la dose et/ou mettre une CIPAN à développement rapide, préférer un épandage de printemps. Epandre au plus proche des besoins de la culture
---------	------	----------	------------------	--	--

Pour les eaux de lavage :

Ilots	Surface épandable	Localisation	Occupation	Contraintes réglementaire	Contraintes agronomique
Ilot 1	1,02	Becordel-Becourt	Terre labourable	Isolement de points d'eau	
Ilot 1	17,49	Becordel-Becourt	Terre labourable		Injection directe ou enfouissement rapide ou épandage sur couvert végétal en place
Ilot 2	3,26	Becordel-Becourt	Terre labourable	Isolement de cours d'eau	
Ilot 2	8,31	Becordel-Becourt	Terre labourable		Injection directe ou enfouissement rapide ou épandage sur couvert végétal en place
Ilot 3	2,6	Becordel-Becourt	TL	Isolement cours d'eau et tiers	
Ilot 3	0,09	Becordel-Becourt	TL		Injection directe ou enfouissement rapide ou épandage sur couvert végétal en place
Ilot 4	5,36	Fricourt	Terre labourable		Injection directe ou enfouissement rapide ou épandage sur couvert végétal en place
Ilot 5	4,62	Becordel-Becourt	Terre labourable		Injection directe ou enfouissement rapide ou épandage sur couvert végétal en place
Ilot 6	4,55	Meaulte	Terre labourable		Injection directe ou enfouissement rapide ou épandage sur couvert végétal en place
Ilot 7	3,32	Meaulte	Terre labourable		Injection directe ou enfouissement rapide ou épandage sur couvert végétal en place
Ilot 8	0,43	Meaulte	TL	Isolement de tiers	
Ilot 8	0,83	Meaulte	TL		Injection directe ou enfouissement rapide ou épandage sur couvert végétal en place
Ilot 12	1,61	Montauban-de-Picardie	Terre labourable		Injection directe ou enfouissement rapide ou épandage sur couvert végétal en place
Ilot 13	5,94	Montauban-de-Picardie	Terre labourable		Injection directe ou enfouissement rapide ou épandage sur couvert végétal en place
Ilot 14	2,15	Montauban-de-Picardie	Terre labourable		Injection directe ou enfouissement rapide ou épandage sur couvert végétal en place

Ilot 15	0,72	Ginchy	Terre labourable	Isolement des tiers	
Ilot 15	3,71	Ginchy	Terre labourable		Injection directe ou enfouissement rapide ou épandage sur couvert végétal en place
Ilot 16	5,85	Ginchy	Terre labourable		Injection directe ou enfouissement rapide ou épandage sur couvert végétal en place
Ilot 17	2,65	Fricourt	Terre labourable		Injection directe ou enfouissement rapide ou épandage sur couvert végétal en place

L'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 article 27-5 demande également pour le plan d'épandage des fientes un enfouissement sous les 12h sur terre nues. Cette contrainte sera également respectée sur tous les îlots.

Dimensionnement du plan d'épandage :

Le dimensionnement du plan d'épandage de Mr. Villain se basent sur les références CORPEN1988. Les tableaux suivants exposent les résultats des différents calculs en se basant sur la SAU de 74,51 ha.

Cultures	SAU	Rendements moyens	Besoin Azote		Teneur en exportation			Exportation en kg		
			cultures	Total	N	P	K	N	P	K
Blé tendre grain	33,ha 51a	9,5t/ha	2kgN/q	6 049	1,9	0,9	0,7	6 049	2 865	2 228
Colza	13,ha 00a	5,0t/ha	4kgN/q	2 275	3,5	1,4	1,0	2 275	910	650
Betteraves industrielles	12,ha 00a	95,0t/ha	190kgN/ha	2 280	2,0	1,0	2,5	2 280	1 140	2 850
Pommes de terre	12,ha 00a	50,0t/ha	175kgN/ha	2 100	3,5	1,7	6,5	2 100	1 020	3 900
Jachère	4,ha 00a		0kgN/q	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	74,ha 51a		TOTAL	12 704			TOTAL	12 704	5 935	9 628

APPORTS	Quantité	Teneur			Apports en kg		
		N	P	K	N	P	K
Fiente volailles	555 t/an	24,0	29,0	29,0	13 325	16 101	16 101
				TOTAL	13 325	16 101	16 101

Eléments	N	P	K
Exportations	12 704	5 935	9 628
Apports	13 325	16 101	16 101
Couverture restante	- 621	- 10 166	- 6 473
Taux restant à couvrir	-5%	-171%	-67%

Sur la SPE (attention SPE différente pour les eaux de lavage) :

Cultures	SAU	Rendements moyens	Besoin Azote		Teneur en exportation			Exportation en kg		
			cultures	Total	N	P	K	N	P	K
Blé tendre grain	30,ha 52a	9,5t/ha	2kgN/q	5 509	1,9	0,9	0,7	5 509	2 609	2 030
Orge printemps			2kgN/q	-	1,5	0,8	0,7	-	-	-
Colza	13,ha 00a	5,0t/ha	4kgN/q	2 275	3,5	1,4	1,0	2 275	910	650
Féveroles			0kgN/q	-	-	1,1	1,5	-	-	-
Betteraves industrielles	12,ha 00a	95,0t/ha	190kgN/ha	2 280	2,0	1,0	2,5	2 280	1 140	2 850
Pommes de terre	12,ha 00a	50,0t/ha	175kgN/ha	2 100	3,5	1,7	6,5	2 100	1 020	3 900
Jachère	4,ha 00a		0kgN/q	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	71,ha 52a		TOTAL	12 164			TOTAL	12 164	5 679	9 430

APPORTS	Quantité	Teneur			Apports en kg		
		N	P	K	N	P	K
Fiente volailles	555 t/an	24,0	29,0	29,0	13 325	16 101	16 101
				TOTAL	13 325	16 101	16 101

Eléments	N	P	K
Exportations	12 164	5 679	9 430
Apports	13 325	16 101	16 101
Couverture restante	- 1 161	- 10 422	- 6 672
Taux restant à couvrir	-10%	-183%	-71%

Le dimensionnement est insuffisant, la partie ne pouvant pas être épandue sera envoyé en centre de traitement agréé ou en méthanisation.

Dimensionnement supportable pour l'exploitation pour les fientes/eaux de lavage (SAU) :

Cultures	SAU	Rendements moyens	Besoin Azote		Teneur en exportation			Exportation en kg		
			cultures	Total	N	P	K	N	P	K
Blé tendre grain	33,ha 51a	9,5t/ha	2kgN/q	6 049	1,9	0,9	0,7	6 049	2 865	2 228
Orge printemps			2kgN/q	-	1,5	0,8	0,7	-	-	-
Colza	13,ha 00a	5,0t/ha	4kgN/q	2 275	3,5	1,4	1,0	2 275	910	650
Féveroles			0kgN/q	-	-	1,1	1,5	-	-	-
Betteraves industrielles	12,ha 00a	95,0t/ha	190kgN/ha	2 280	2,0	1,0	2,5	2 280	1 140	2 850
Pommes de terre	12,ha 00a	50,0t/ha	175kgN/ha	2 100	3,5	1,7	6,5	2 100	1 020	3 900
Jachère	4,ha 00a		0kgN/q	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	74,ha 51a		TOTAL	12 704			TOTAL	12 704	5 935	9 628

APPORTS	Quantité	Teneur			Apports en kg		
		N	P	K	N	P	K
Fiente volailles	496 t/an	24,0	29,0	29,0	11 904	14 384	14 384
Eaux de lavage	37 t/an	21,0	4,0	18,0	781	149	670
				TOTAL	12 685	14 533	15 054

Eléments	N	P	K
Exportations	12 704	5 935	9 628
Apports	12 685	14 533	15 054
Couverture restante	18	- 8 598	- 5 425
Taux restant à couvrir	0%	-145%	-56%

Dimensionnement supportable pour l'exploitation pour les fientes/eaux de lavage (SPE fientes) :

Cultures	SAU	Rendements moyens	Besoin Azote		Teneur en exportation			Exportation en kg		
			cultures	Total	N	P	K	N	P	K
Blé tendre grain	30,ha 52a	9,5t/ha	2kgN/q	5 509	1,9	0,9	0,7	5 509	2 609	2 030
Orge printemps			2kgN/q	-	1,5	0,8	0,7	-	-	-
Colza	13,ha 00a	5,0t/ha	4kgN/q	2 275	3,5	1,4	1,0	2 275	910	650
Féveroles			0kgN/q	-	-	1,1	1,5	-	-	-
Betteraves industrielles	12,ha 00a	95,0t/ha	190kgN/ha	2 280	2,0	1,0	2,5	2 280	1 140	2 850
Pommes de terre	12,ha 00a	50,0t/ha	175kgN/ha	2 100	3,5	1,7	6,5	2 100	1 020	3 900
Jachère	4,ha 00a		0kgN/q	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	71,ha 52a		TOTAL	12 164			TOTAL	12 164	5 679	9 430

APPORTS	Quantité	Teneur			Apports en kg		
		N	P	K	N	P	K
Fiente volailles	474 t/an	24,0	29,0	29,0	11 376	13 746	13 746
Eaux de lavage	37 t/an	21,0	4,0	18,0	781	149	670
				TOTAL	12 157	13 895	14 416

Eléments	N	P	K
Exportations	12 164	5 679	9 430
Apports	12 157	13 895	14 416
Couverture restante	7	- 8 215	- 4 986
Taux restant à couvrir	0%	-145%	-53%

Le plan d'épandage de secours pour alors gérer 474t de fientes en cas de problèmes dans le protocole de normalisation. Il restera donc 81t de fientes qui devront être évacué en centre de traitement agréé ou en méthanisation

SPE eaux de lavage :

Cultures	SAU	Rendements	Besoin Azote	Teneur en exportation	Exportation en kg
----------	-----	------------	--------------	-----------------------	-------------------

		moyens	cultures	Total	N	P	K	N	P	K
Blé tendre grain	25,ha 48a	9,5t/ha	2kgN/q	4 841	1,9	0,9	0,7	4 599	2 179	1 694
Orge printemps			2kgN/q	-	1,5	0,8	0,7	-	-	-
Colza	13,ha 00a	5,0t/ha	4kgN/q	2 275	3,5	1,4	1,0	2 275	910	650
Féveroles			0kgN/q	-	-	1,1	1,5	-	-	-
Betteraves industrielles	12,ha 00a	95,0t/ha	190kgN/ha	2 280	2,0	1,0	2,5	2 280	1 140	2 850
Pommes de terre	12,ha 00a	50,0t/ha	175kgN/ha	2 100	3,5	1,7	6,5	2 100	1 020	3 900
Jachère	4,ha 00a		0kgN/q	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	66,ha 48a		TOTAL	11 496			TOTAL	11 254	5 249	9 094

APPORTS	Quantité	Teneur			Apports en kg		
		N	P	K	N	P	K
Eaux de lavage	37 t/an	21,0	4,0	18,0	781	149	670
				TOTAL	781	149	670

Eléments	N	P	K
Exportations	11 254	5 249	9 094
Apports	781	149	670
Couverture restante	10 473	5 100	8 425
Taux restant à couvrir	93%	97%	93%

Gestion du plan d'épandage suivant la réglementation zone vulnérable :

6^{ème} programme d'actions de la directive nitrates :

Ce programme est constitué du socle national (arrêté du 19 décembre 2011 modifiés par les arrêtés du 11 octobre 2016 et du 27 avril 2017), du programme d'actions régional (arrêté du 30 août 2018) et du référentiel régional pour l'équilibre de la fertilisation azotée (arrêté du 30 août 2018).

Calendrier d'épandage à respecter :

Les fientes seront de type II.

TYPE I			Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin
Cultures de printemps et légumes implantées avant le 1 ^{er} juin	Sans CIPAN, dérobée ou couvert végétal en interculture	Fumiers compacts non susceptibles d'écoulement et composts d'effluents d'élevage*												
		Autres types I												
	Avec CIPAN à croissance rapide ou dérobée	Fumiers compacts non susceptibles d'écoulement et composts d'effluents d'élevage*												
Autres types I														
Cultures de fin d'été ou d'automne et légumes implantées à partir du 1 ^{er} juin														
Prairies implantées depuis plus de 6 mois, luzerne														
Vignes														
TYPE II			Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin
Cultures de printemps et légumes implantées avant le 1 ^{er} juin	Sans CIPAN, dérobée ou couvert végétal en interculture													
	Avec CIPAN à croissance rapide ou dérobée													
Cultures de fin d'été ou d'automne et légumes implantées à partir du 1 ^{er} juin														
Colza implanté à l'automne														
Prairies implantées depuis plus de 6 mois, luzerne														
Vignes														
TYPE III			Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin
Cultures de printemps et légumes implantées avant le 1 ^{er} juin														
Cultures de fin d'été ou d'automne														
Légumes implantées à partir du 1 ^{er} juin														
Dérobées ou 2 ^{ème} cultures principales														
Prairies implantées depuis plus de 6 mois, luzerne														
Vignes														
TYPES I, II, III			Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin
Sols non cultivés														
Autres cultures (perennes, maraichères, porte-graines)														

CIPAN : Culture Intermédiaire Piège à Nitrates parmi la liste des espèces à croissance rapide

* Peuvent également être considérées comme relevant de cette catégorie certains effluents relevant d'un plan d'épandage, ayant un C/N₂₅ et n'entraînant pas de risque de lixiviation des nitrates

- Epandage autorisé
- Epandage interdit
- Epandage possible avant ou sur le couvert d'interculture, jusqu'à 20 jours avant sa destruction ou récolte, dans la limite de 70 kgN efficace/ha - épandage possible sans condition à partir du 16/01
- Epandage possible de 15 jours avant l'implantation du couvert d'interculture jusqu'à 20 jours avant sa destruction ou récolte, dans la limite de 70 kgN efficace/ha.
- a Epandage possible pour le colza du 16/08 au 31/08
- b Epandage possible dès le 01/02 pour le colza, orge d'hiver et escourgeon

Capacité minimale de stockage :

Capacités de stockage minimales requises (en nombre de mois) en fonction du type d'effluent produit et de l'espèce animale

Temps (en mois)	Temps passé à l'extérieur des bâtiments	Type I (fumiers non stockables au champ)	Type II (lisiers, purins, eaux blanches et vertes, fumiers et fientes de volailles...)
Bovins lait (vaches et troupeau de renouvellement), caprins et ovins lait	≤ 3	6 (5.5*)	6.5 (6*)
	> 3	4	4.5
Bovins allaitants (vaches et troupeau de renouvellement), caprins, ovins autres que lait	≤ 7	5	5
	> 7	4	4
Bovins à l'engrais	≤ 3	6 (5.5*)	6.5 (6*)
	de 3 à 7	5	5
	> 7	4	4
Porcins	-	7	7.5
Volailles	-	Non concerné	7
Autres espèces animales (dont asins et équins)	-	6	

La durée minimale de stockage des fientes sera donc de 7 mois.

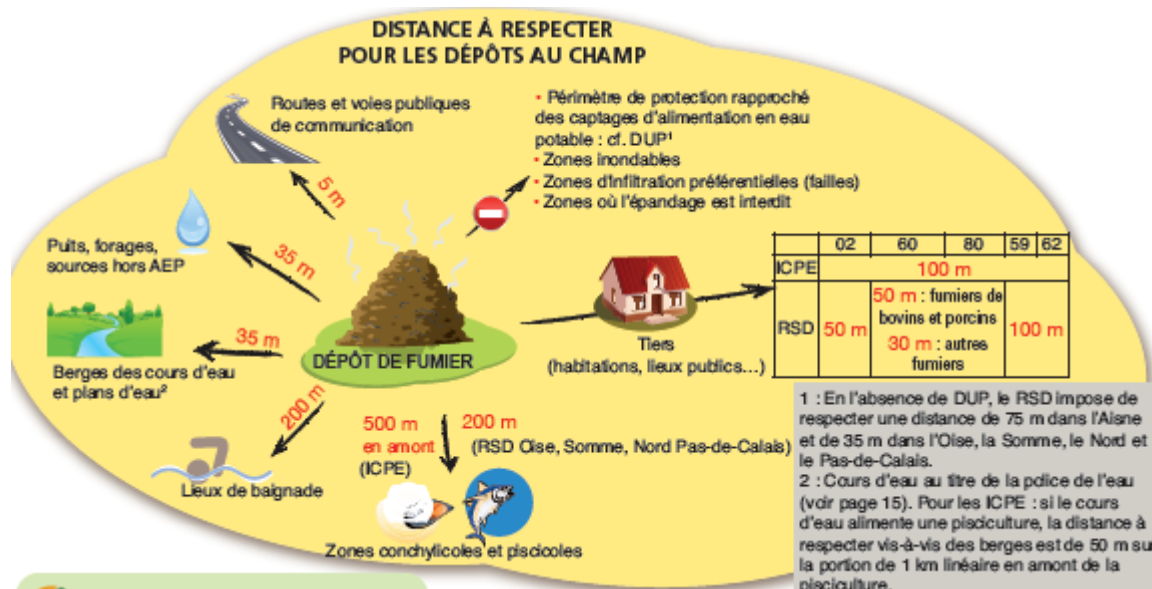
Dépôt au champ :

Conditions à respecter pour les dépôts au champ (hors produits normalisés)

	Conditions particulières à respecter (à l'exception des dépôts inférieurs à 10 jours)	Règles communes à tous les dépôts au champ d'effluent d'élevage
Fumiers compacts non susceptibles d'écoulement (fumiers bovin, porcin, équidé, ovin, caprin...)	Le dépôt est autorisé : - sur prairie - sur culture implantée depuis plus de 2 mois ou une CIPAN bien développée - sur un lit d'environ 10 cm d'épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/N est supérieur à 25 (comme la paille). Il doit être constitué en cordon, et ne doit pas dépasser 2.5 m de hauteur.	- Le fumier doit tenir naturellement en tas, sans produire d'écoulement de jus. - Les mélanges avec des produits différents n'ayant pas ces caractéristiques sont interdits. - Le volume du dépôt doit être adapté à la fertilisation des parcelles réceptrices. - Le tas doit être disposé de manière continue afin de limiter les infiltrations d'eau. - La durée du stockage ne doit pas dépasser 9 mois ; le retour sur un même emplacement du tas de fumier ne peut pas intervenir avant un délai de 3 ans. - Le tas ne doit pas être présent au champ du 15 novembre au 15 janvier, sauf en cas de dépôt sur prairie ou sur un lit de 10 cm d'épaisseur de matériau absorbant dont le rapport C/N est supérieur à 25 (comme la paille) ou en cas de couverture du tas.
Fumiers de volailles non susceptibles d'écoulement	Le tas doit être conique et ne pas dépasser 3 m de hauteur. Il doit être couvert.	- Les dates du dépôt et de reprise de tas sont à indiquer dans le cahier d'exploitation.
Fientes de volailles à plus de 65 % de MS	Le tas doit être couvert par une bâche imperméable à l'eau et perméable aux gaz.	

Le tas doit être couvert par une bâche imperméable à l'eau et perméable aux gaz.


Les distances de dépôt à respecter sont les suivantes :



Le plan prévisionnel de fumure azotée contiendra les données suivantes :

Identification de l'ilot, surface de l'ilot cultural, type de sol
Culture pratiquée, période d'implantation envisagée
Date d'ouverture du bilan (*)(**)
Quantité d'azote absorbée par la culture à l'ouverture du bilan (*)(**) pour les cultures d'automne et de fin d'été
Objectif de production envisagé (*)
Pourcentage de légumineuses pour les associations graminées / légumineuses (*)
Apports par irrigation envisagés et teneur en N de l'eau d'irrigation
Le reliquat d'azote mesuré en sortie d'hiver (*)
Quantité d'azote efficace et total à apporter par fertilisation après l'ouverture du bilan
Quantité d'azote efficace et total à apporter après l'ouverture du bilan pour chaque apport de fertilisant azoté envisagé.

Le cahier d'enregistrement à tenir contiendra les éléments suivants :

Identification de l'ilot	Identification et surface de l'ilot cultural	Un modèle de cahier d'enregistrement est disponible en téléchargement sur http://www.hautsdefrance.chambres-agriculture.fr 
	Type de sol	
Interculture précédant la culture principale	Modalités de gestion des résidus de culture	
	Modalités de gestion des repousses et date de destruction	
	Modalités de gestion des CIPAN ou de la dérobée : espèce, dates d'implantation et de destruction, apports de fertilisants azotés réalisés (date, superficie, nature, teneur en N et quantité d'N total), date de fauche ou de broyage des parties aériennes des CIPAN en cas de destruction anticipée.	
	En cas de dérogation pour impossibilité de couvert, date et nature du travail du sol (faux-semis)	
Culture principale	Culture pratiquée et date d'implantation	
	Rendement réalisé	
	Pour chaque apport réalisé : date d'épandage, superficie concernée, nature du fertilisant azoté, teneur en N de l'apport, quantité d'N totale de l'apport	
	Date de récolte ou de fauche(s) pour les prairies	
Bilan post-récolte du précédent	Pour les ilots culturaux pour lesquels, conformément aux cas dérogatoires prévus, il n'y a pas eu de mise en place ou de maintien d'un couvert pendant l'interculture	
Traçabilité des dépôts au champ	Ilot cultural, date de mise en dépôt et date de reprise pour épandage	

Synthèse du règlement pour les intercultures :

Situation	Couvert			Conditions d'application, justificatifs, démarches administratives et remarques
	Nature	Durée	Destruction	
Intercultures longues				
Cas général	CIPAN' Repousses de colza² Repousses de céréales²	Minimum 2 mois	Pas avant le 01/11 Non chimique	Fauchage ou broyage possible des parties aériennes à l'issue de la période minimale de 2 mois si le couvert est monté à floraison ou à graines
Ilot en TCS⁴, production de légumes, cultures maraîchères, cultures porte-graines	CIPAN' Repousses de colza² Repousses de céréales²	Minimum 2 mois	Pas avant le 01/11 Chimique possible³	
Si ilot infesté par des vivaces	CIPAN' Repousses de colza² Repousses de céréales²	Minimum 2 mois	Pas avant le 01/11 Chimique possible	
Précédent récolté après le 5 septembre (sauf maïs grain, sorgho ou tournesol)	Couvert non obligatoire			Bilan post-récolte à calculer
Faux semis réalisé après le 5 septembre sans destruction chimique	Couvert non obligatoire			Date du travail de sol à consigner dans le cahier d'enregistrement des pratiques Bilan post-récolte à calculer
Interculture qui suit un maïs grain, sorgho ou tournesol	Broyage et enfouissement des cannes à réaliser dans les 15 jours qui suivent la récolte			
Précédent pois de conserve récolté avant le 15 juillet	CIPAN' Dérobée	Du 15 août au 15 septembre minimum	Non chimique	Couverture non obligatoire si le reliquat azoté post-récolte est inférieur à 40 kg N/ha sur 90 cm
Sol argileux (teneur en argile > 28 %)	Couvert non obligatoire			Justificatifs : analyse de sol prouvant que le taux d'argile est > 28 % Bilan post-récolte à calculer
Epandage de boues de papeterie	Couvert non obligatoire			Plan d'épandage autorisé, C/N > 30, pas de mélange de produit - Justificatifs : convention d'épandage, analyse Bilan post-récolte à calculer
Autres cas : dérogations à la mise en place d'un couvert	L'absence de couverture est tolérée dans la limite de 5 % des surfaces en interculture longue soumises à l'obligation d'implantation d'une couverture. Au-delà de ce taux, demande de dérogation à déposer en DDT(M) avant le 15/09. Bilan post-récolte à calculer			
Intercultures courtes				
Colza suivi d'une culture d'automne	Repousses de colza² CIPAN¹	≥ 4 semaines	Non chimique	En cas d'infestation par <i>Heterodera schachtii</i> et de rotation avec betteraves, possibilité de détruire les repousses de colza au bout de 3 semaines. Justificatifs : facture semences anti-nématodes, analyses, photographies... historique des déclarations PAC prouvant la présence de betterave dans la rotation.
Colza suivi d'une culture d'automne sur un ilot en TCS	Repousses de colza² CIPAN¹	≥ 4 semaines	Chimique possible⁵	
Colza suivi d'une culture d'automne si ilot infesté par des vivaces	Repousses de colza² CIPAN¹	≥ 4 semaines	Chimique possible	Déclaration préalable en DDT(M) en cas de destruction chimique⁶
Précédent pois de conserve récolté avant le 15 juillet	CIPAN¹ Dérobée	15 août 15 septembre	Non chimique	Couverture non obligatoire avant colza ou escourgeon ou si le reliquat azoté post-récolte est inférieur à 40 kgN/ha sur 90 cm
Autres cas	Couvert non obligatoire			Pas de prescriptions en termes d'espèce, de durée, de mode de destruction...

¹ Légumineuses pures interdites sauf en agriculture biologique, y compris en phase de conversion (mélanges autorisés). En cas d'apport organique, seules les espèces à croissance rapide sont autorisées.

² Les repousses de colza doivent être «denses et homogènes».

³ Les repousses de céréales doivent être «denses et homogènes». Superficie limitée à 20 % de la surface en interculture longue.

⁴ Les TCS sont définies comme les techniques d'agriculture ne faisant pas appel au labour durant au minimum 3 années consécutives

⁵ Sauf en zones d'actions renforcées (ZAR).

⁶ En zones d'actions renforcées (ZAR), la simple déclaration est remplacée par une demande de dérogation.

Source : Chambre d'agriculture de la Somme

Pratiques d'épandage :

1) Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- A assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;

- A empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- A empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxique ; (pe : excès d'eau) ;
- A empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

Tenue d'un cahier d'épandage :

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de dix ans, mis à la disposition de l'inspection des installations classées est tenu à jour. Il comporte les informations suivantes :

- Les quantités d'effluents ou de déchets épandus par unité culturale ;
- Les dates d'épandage ;
- Les parcelles réceptrices et leur surface ;
- Les cultures pratiquées ;
- Le contexte météorologique lors de chaque épandage ;
- L'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et sur les déchets ou effluents, avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation ;
- L'identification des personnes physiques ou morales chargées des opérations d'épandages et des analyses.

Un bilan est dressé annuellement. Ce document comprend :

- Les parcelles réceptrices ;
- Un bilan qualitatif et quantitatif des déchets ou effluents épandus ;
- L'exploitation du cahier d'épandage indiquant les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportés sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols ;
- Les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sols et de systèmes de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- La remise à jour éventuelle des données réunies lors de l'étude initiale.

Evaluation des besoins en stockage des effluents :

Les fientes seront collectées quotidiennement puis séchées avant d'être envoyées en fumière à l'aide d'un tapis roulant.

La capacité de la fumière permet de stocker la production d'un an de fiente.

CAPACITE DE STOCKAGE :

L'exploitation sera équipée d'une fumière d'environ 180 m² sur une hauteur de 2m soit 360m³.

Un dexel confirme que la fumière est suffisante pour stocker les fientes au moins 7 mois.

La production est estimée à 555t/an.

La capacité de stockage de la fumière est supérieure aux 7 mois demandés en zone vulnérable.

La fosse de 33m³ (30 m³ utile) couverte permettant de récupérer les eaux de lavage est également suffisamment dimensionnée comme le montre le dexel en annexe 20.

VERIFICATION DE LA CONFORMITE DES FIENTES :

Des analyses de fientes seront effectuées pour chaque lot en fin de stockage afin de vérifier leur conformité à la norme NFU 42-001 avant la mise sur le marché des fientes. Cette précaution permettra de vérifier que les fientes respectent bien le pourcentage de matières sèches et la teneur en éléments préconisés par la norme. Pour justifier de la conformité des fientes à la norme NFU 42-001, les paramètres N total, P₂O₅ total et en K₂O suivants seront mesurés.

- 1) N total dont, pour chaque forme atteignant au moins 2% :
 - N organique
 - N nitrique
 - N ammoniacal
 - N uréique
- 2) P₂O₅ total :
- 3) K₂O, si ces teneurs sont au moins égales à 2% :
 - Soluble dans l'eau
 - Total, dont K₂O soluble dans l'eau

Après analyse, en cas de conformité à la norme NFU 42-001, les fientes sont marquées selon le protocole de la norme, soit en respectant la procédure suivante. Les fientes normées étant livrées en vrac, les mentions sont portées sur un document d'accompagnement, joints à la marchandise et accessibles aux organismes de contrôle. Ces documents mentionnent les indications suivantes :

- La mention « engrais NFU 42-001 » ;
- La dénomination du type d'engrais « fientes de volailles déshydratées » ;
- Les teneurs garanties pour chaque élément fertilisant et le % de matières sèches ;
- La mention « A n'utiliser qu'en cas de besoin reconnu ; ne pas dépasser la dose prescrite » ;
- L'indication du responsable de la mise sur le marché, en l'occurrence la gérante du site.

Après stockage, les fientes normalisées sont directement chargées dans les véhicules de transport des agriculteurs achetant lesdites fientes normalisées. La commercialisation des fientes normalisées sera effectuée par le gérant du site.

CONFORMITE DES INSTALLATIONS PROJETEES :

La fumière dispose d'une capacité de stockage des fientes pour une durée supérieur aux 7 mois demandés, ce qui est conforme à la réglementation en vigueur.

L'ensemble des installations du projet se situent à une distance d'environ 800 mètres, supérieure à la distance de 100 mètres des habitations ou locaux habituellement occupés par des tiers.

Le plan d'épandage et les installations sont situés à plus de 35 mètres des puits et forages, ainsi que de toute source et tout écoulement de surface et souterrain d'eaux destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage de cultures maraîchères ainsi que des berges de cours d'eau. Les effluents liquide provenant des bâtiments seront seulement issus de leur lavage.

La pente du sol est inférieure à 15% et aucun effluent liquide ne sera déversé directement dans le parcours extérieur de l'exploitation.

Les eaux usées issues du nettoyage des bâtiments sont collectées vers une fosse de stockage couverte attenante au poulailler.

Le poulailler est ventilé et aéré, ce qui limite la prolifération d'insectes nuisibles et les odeurs. De plus, la récolte quotidienne des fientes séchées limite aussi les odeurs liées aux fientes.

Les bâtiments sont équipés d'extincteurs, d'une réserve à incendie et les installations électriques sont contrôlées sont vérifiées et contrôlées en respectant les fréquences préconisées par la réglementation.

D'un point de vue paysager, le nouveau poulailler ne sera pas visible depuis le village de Bécordel-Bécourt, proche du site, le bâtiment se trouvant en flanc de coteau et non en ligne de crête.

Conclusion sur la gestion de l'épandage :

Le dimensionnement du plan d'épandage a permis de mettre en évidence que 474 t de fientes peuvent être géré sur les 555 t de fientes produites soit une pression azotée de 153 kgN/ha. Les 81 t restantes iront en centre de traitement ou méthanisation.

La SAU disponible est inférieure aux besoins de l'épandage et la pression de l'effluent d'élevage est inférieure au seuil établi.

Cette situation répond aux exigences souhaitées dans le cadre du respect de l'environnement et de la préservation des ressources en eaux.

L'exploitation applique les recommandations après épandage pour éviter les ruissellements, tels que l'enfouissement et la mise en place de cultures intermédiaires (CIPAN) qui piègent l'azote et évite les lessivages. Toutes les parcelles de l'exploitation ont un couvert végétal l'hiver.

Pour le respect des règles applicables en zone vulnérable, l'exploitation élabore un plan prévisionnel de fumure en début de saison et dresse un bilan agronomique en fin de saison.

L'activité n'a d'impact car il y a une maîtrise des effluents à épandre et des eaux pluviales. Les fientes sont des sources de matières organiques qui favorisent la création

d'humus dans le sol. Cet humus permet une certaine rétention d'eau, limite le lessivage augmente l'activité microbiologique des sols et limitent l'érosion.

3.5.4 Risques pour la santé humaine et le patrimoine culturel

3.5.4.1 Etude du risque sanitaire :

3.5.4.1.1 Introduction

3.5.4.1.1.1 Objet et objectif de l'étude

La présente Etude de Risque Sanitaire (ERS) porte sur le site de Mr. Villain à Albert. L'impact sanitaire étudié est relatif à l'exposition potentielle chronique de la population riveraine du site, soumise aux émissions du site.

L'évaluation est conduite selon les principes et recommandations définis dans :

- La circulaire du 9 août 2013 relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation ;
- La circulaire du 19/10/2006 concernant l'analyse des études d'impact pour les installations classées d'élevage ;
- L'évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires – Démarche intégrée pour la gestion des émissions de substances chimiques par les installations classées - INERIS – août 2013.

Quatre grands principes relatifs à la démarche d'évaluation du risque sont appliqués dans cette étude :

- Le principe de transparence ;
- Le principe de prudence ;
- Le principe de proportionnalité ;
- Le principe de spécificité.

3.5.4.1.1.2 Méthode

L'étude se décompose en 6 étapes, détaillées dans les paragraphes qui suivent :

- Caractérisation du site et de ses émissions ;
- Evaluation des enjeux et des voies d'exposition ;
- Identification des dangers ;
- Evaluation de la relation dose-réponse ;
- Évaluation de l'exposition des populations ;
- Caractérisation des risques sanitaires.

Comme indiqué dans la circulaire du 19/10/2006, l'ERS des études d'impact des élevages ne prend pas en considération :

- Les risques sanitaires liés à l'ingestion de denrées alimentaires issues de l'élevage ;
- Les impacts potentiels des produits phytosanitaires lors de leur utilisation sur les cultures ;
- Les risques sanitaires des agents présents dans les effluents et déjections (agents pathogènes et parasites fécaux, nitrates...), considérés comme maîtrisés dès lors que les pratiques d'épandage et de stockage sont respectées ;
- Les impacts du bruit et des odeurs déjà traités dans le dossier.

3.5.4.1.2 Caractérisation du site et de ses émissions

3.5.4.1.2.1 Contexte environnemental du site

Les informations données ci-après sont issues de la section Etat Initial de l'Environnement.

Le site est situé sur la commune de Albert, à 2 km du centre-bourg.

Du point de vue climatologie, les informations générales présentées dans la section Etat Initial de l'Environnement ne montrent pas de caractéristiques particulières importantes pour l'évaluation des risques sanitaires, hormis les données concernant les vents, établies à partir des mesures prises par la station météorologique Météo France de Albert, sur la période de 2000 à 2009. La rose des vents indique une direction prépondérante des vents Sud-Ouest, et des vents en majorité de faible intensité (peu de tempêtes). Du point de vue qualité de l'air, les données sont fournies par l'institut ATMO Haut-de-France sur la station d'Amiens, de 2014 à 2019. Cette étude laisse apparaître une qualité de l'air globalement moyenne, excepté pour les paramètres Ozone et NO₂ qui sont globalement bon même si des dépassements de seuils pour l'ozone sont constatés. Du point de vue des poussières fines, le dépassement de seuils est régulier.

Au niveau hydrologie, le site sera implanté à 600 mètres du cours d'eau le plus proche (un fossé temporaire affluent de l'Ancre Caucourt). Le forage de l'exploitation est présent au bout du parcellaire du site.

3.5.4.1.2.2 Emissions de l'installation

Le paragraphe qualité de l'air expose les différentes substances émises par le site après projet, ainsi que les quantités annuelles.

Substances	Source principale des émissions	Quantité d'émission estimée	Voie d'émission
Protoxyde d'azote N ₂ O	Stockage des déjections et épandage de secours	100 kg/an	Air
Ammoniac NH ₃	Déjections en bâtiment, stockage et épandage de secours	3 462 kg/an	Air
Poussières PM ₁₀	Aliments, animaux	7 883 kg/an	Air

Ces émissions sont toutes des émissions diffuses, qui se propagent dans l'air depuis les bâtiments d'élevage et les terres du plan d'épandage de secours.

Substances non retenues

Le méthane CH₄ est produit par les animaux et par la fermentation des déjections. Il est évacué par les ventilateurs des bâtiments. Ce gaz n'étant pas toxique à faible concentration, il n'a pas été retenu.

Du dioxyde de carbone CO₂ est émis par d'éventuels engins agricoles, mais étant peu toxique, il n'a pas été retenu pour l'étude.

Le propane des cuves de gaz et le fuel ne sont pas retenus également étant en petite quantité et le fuel étant dans un local avec sol étanche.

3.5.4.1.3 Evaluation des enjeux et des voies d'exposition

En première approche, la zone d'étude retenue est celle du rayon d'affichage de 3 km autour du site. La population concernée pourrait être impactée par les substances émises dans l'air par les bâtiments d'élevage volailles.

La description de la population et des lieux sensibles dans le rayon d'affichage, ainsi que des activités environnantes, a été réalisée au paragraphe 3.4.1.1 Milieu socio-économique. Le paragraphe 3.4.9 « l'eau » présente les usages sensibles à proximité du site (alimentation en eau potable, baignades, zones agricoles et piscicoles, puits).

Le site est implanté dans une commune rurale, à environ 2 km du centre d'Albert, qui compte 9 931 habitants (2015) et 11 exploitations agricoles (2010). Il est entouré de parcelles de culture.

L'urbanisme de la commune de Albert est réglementé par un PLU dont la compatibilité est examinée au paragraphe 2.11.

Le tiers le plus proche se situe à 700 mètres du bâtiment prévu.

Il y a 57 établissements recevant du public dans le périmètre de 3 km autour du site.

Le tableau suivant présente la localisation des établissements susceptibles d'accueillir une population plus sensible par rapport au site d'exploitation :

Type d'établissement	Nom	Commune	Distance et localisation par rapport au site d'exploitation
Stade	Henri POTEZ	Albert	2,29 km Ouest
Hôpital	Medecine et moyen séjour Bat B	Albert	1,66 km Ouest
Hôpital	Long séjour Bat D	Albert	1,81 km Ouest
Maison de retraite	Sur site hôpital	Albert	1,85 km Ouest
Hôpital	Maison d'accueil spécialisée	Albert	1,81 km Ouest
Ecole maternelle	Notre dame	Albert	2,4 km Ouest
Ecole primaire	Notre dame	Albert	2,43 km Ouest
Clinique	Du val d'ancre	Albert	1,62 km Ouest
Salle polyvalente	Maison des jeunes	Albert	2 km Ouest
Centre de loisir	Château de Bécourt	Bécardel-Bécourt	1,34 km Sud
Ecole primaire	Anatole France	Albert	2,38 km Ouest
Ecole primaire	Paul Langevin	Albert	2,15 km Ouest
Ecole primaire	Alphonse Daudet	Albert	2,3 km Ouest
Ecole primaire	De méaulte	Méaulte	2,64 km Sud-Ouest
Ecole primaire	De Bécourt	Bécardel-Bécourt	1,34 km Sud
Ecole primaire	Hameau de La Boisselle	La Boisselle	2,33 km Nord
Ecole maternelle	Jules Ferry	Albert	1,8 km Ouest
Ecole maternelle	Pauline Kergomard	Albert	2,27 km Ouest
Ecole maternelle	Paul Langevin	Albert	2,14 km Ouest
Ecole maternelle	Alphonse Daudet	Albert	2,17 km Ouest
Ecole maternelle	Fricourt	Fricourt	2,77 km Est

3.5.4.1.4 Identification des dangers de l'élevage :

S'agissant d'un élevage, les agents susceptibles d'être dangereux pour l'homme sont :

- Les agents pathogènes pour l'homme et susceptibles d'être transmis par les animaux : il s'agit d'agents responsables des zoonoses ;
- Les agents liés aux pratiques d'élevage (poussières...).

Les agents se transmettant uniquement par contact ont été supprimés, étant donné que le tiers le plus proche se situe à 600 mètres du bâtiment et que seul Mr. Villain est apte à circuler sur le site. Les agents retenus sont détaillés dans le tableau ci-après.

Tableau des dangers :

Danger potentiel- Agents	Voies de transfert	Effets sur l'homme	Moyens de maîtrise proposés
Zoonoses Maladies Réputées Contagieuses non exotiques (MRC)			
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Tuberculose aviaire, ✓ Salmonellose, ✓ Grippe aviaire ✓ Peste aviaire (« maladie de Newcastle ») ✓ Maladie de Marek ✓ Bronchite infectieuse ✓ Syndrome infectieux de la grosse tête (SIGT) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Air, ✓ Eau ✓ Terre ✓ Animaux 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Multiples 	Le nettoyage de l'aire d'élevage et surtout le maintien du poulailler en bon état d'hygiène permettront de réduire le risque de survenue de ces maladies.
Zoonose à formes cliniques abortives			
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Chlamydophila psittaci 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Air 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fièvre, ✓ Grippe 	L'évacuation quotidienne des fientes permettra d'éviter la contamination par les fientes et les poussières associées.

Danger potentiel- Agents	Voies de transfert	Effets sur l'homme	Moyens de maîtrise proposés
Agents intestinaux			
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Parasites internes (vers intestinaux) ✓ Salmonella, ✓ Escherichia coli ✓ Campylobacter, ✓ Helminthes ... 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Eau 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Gastroentérite, ✓ Septicémie, ✓ Amaigrissement , ✓ Syndrome ✓ Urémique ✓ Hémolytique, ✓ Larva migrants ... 	Le préséchage et l'évacuation quotidienne des fientes permettront d'éviter la présence des parasites dans le poulailler. De plus, la présence de soucoupes sous les tétines permettra d'éviter la rétention d'eau sur le sol, vectrice de maladies.
Agents chimiques gazeux			
<ul style="list-style-type: none"> ✓ NH3 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Air 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Irritations 	L'air sera renouvelé en continu par la ventilation dynamique. L'alimentation sera contrôlée et à base de céréales.
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Odeur 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Air 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Irritations 	L'air sera renouvelé en continu par la ventilation dynamique.
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Produits d'hygiène, nettoyage et désinfection 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Eau, ✓ Air 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Irritations 	Le maintien du poulailler dans un bon état sanitaire et d'hygiène seront assurés.

Danger potentiel- Agents	Voies de transfert	Effets sur l'homme	Moyens de maîtrise proposés
Agents / Particulaires			
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Poussières organiques 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Air 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Irritations, ✓ Allergie, ✓ Cancer 	Le remplissage des silos directement par le système à air des camions, sans production de poussières. La nourriture sera apportée ponctuellement afin d'éviter tout déversement et contiendra des matières grasses qui limiteront la production de poussières. L'évacuation quotidienne

Danger potentiel- Agents	Voies de transfert	Effets sur l'homme	Moyens de maîtrise proposés
			des fientes préséchées évitera la production de poussières de fientes.
✓ Poussières minérales	✓ Air	✓ Irritations, ✓ Dermite	Le site sera maintenu en parfait état sanitaire. La ventilation dynamique permanente permettra aussi de renouveler l'air du poulailler et éviter la production de poussières minérales.
✓ Bruit	✓ Air	✓ Irritabilité, ✓ Surdité	Les poulettes seront maintenues en permanence dans le poulailler sans sortir à l'extérieur, ce qui limitera les émissions sonores liées aux cris des animaux. Seule la ventilation dynamique et les engins motorisés ponctuellement utilisés seront des sources de bruit. A l'intérieur du poulailler, si besoin, les intervenants porteront des bouchons d'oreille.

3.5.4.1.5 Evaluation de la relation dose-réponse

La relation dose-réponse est définie par la Valeur Toxicologique de Référence (VTR), appellation générique qui regroupe tous les types d'indices toxicologiques permettant d'établir une relation entre une dose et un effet particulier ou entre une dose et une probabilité d'effet.

Il est cependant difficile d'établir des VTR pour les agents biologiques. Aucune donnée concernant le protoxyde d'azote et les poussières n'a été trouvée dans les différentes bases de données toxicologiques des organismes de référence.

Le tableau suivant présente les VTR définies pour les substances retenues émises par le site.

Substance chimique	Source	Voie d'absorption	Valeur de référence	Durée d'exposition	Date de mise à jour
Ammoniac NH ₃ N� CAS 7664-41-7	ATSDR	Inhalation	MRL = 0,1 ppm soit 69 ug.m ⁻³	365 jours ou plus	2004

Ammoniac NH ₃ N° CAS 7664-41-7	US EPA	Inhalation	RfC = 0,5 mg.m ⁻³ soit 500 ug.m ⁻³	Toute la vie	2016
---	--------	------------	--	--------------	------

Comme indiqué dans la circulaire DGS/EA1/DGPR/2014/307 du 31 octobre 2014, si aucune VTR ANSES n'existe, si aucune expertise collective nationale n'a été réalisée et si plusieurs VTR existent dans les bases de données de l'US EPA, l'ATSDR et l'OMS, la plus récente d'entre elles doit être sélectionnée.

La VTR retenue pour l'ammoniac est donc celle de l'US EPA : 0,5 mg.m⁻³.

3.5.4.1.6 Evaluation de l'exposition des populations

3.5.4.1.6.1 Voie et zone d'exposition

La seule voie d'exposition à l'ammoniac retenue pour le site d'exploitation étudié est celle de l'inhalation.

Des mesures de concentrations mensuelles d'ammoniac à différentes distances de bâtiments d'élevage (volailles, cochons, bovins) montrent une zone d'exposition (où les concentrations sont supérieures à la concentration ambiante) comprise entre 200 et 300 mètres des bâtiments (Dispersion, deposition and impacts of atmospheric ammonia : quantifying local budgets and spatial variability, Sutton et al., 1998).

La zone d'exposition se limite alors aux tiers localisés dans un rayon de 300 mètres autour du site d'exploitation. Il n'y a pas de tiers dans ce périmètre. Il n'y aura donc pas d'impact sur la population au niveau sanitaire.

3.5.4.1.7 Les précautions sanitaires au quotidien

3.5.4.1.7.1 Notions d'hygiène au sein du site d'exploitation

Les seules personnes autorisées à pénétrer sur le site d'exploitation sont les personnes en rapport direct avec l'élevage : éleveur, vétérinaires, techniciens.

Le bâtiment d'élevage est fermé et des vêtements, chaussures et charlottes spécifiques sont disponibles à l'entrée. Il est obligatoire de les revêtir avant d'entrer dans un bâtiment.

3.5.4.1.7.2 Introduction de nouveaux animaux

L'introduction se fera en une seule fois avec un camion afin de limiter le transit d'animaux. L'exploitant tient un registre d'élevage indiquant toutes les entrées et sorties d'animaux.

3.5.4.1.7.3 Abreuvement des animaux

Les animaux sont abreuvés à partir de l'eau issue du forage avec des coupelles de récupération pour éviter le gaspillage.

3.5.4.1.7.4 Le nettoyage des bâtiments et du site

Les bâtiments d'élevage, leurs abords et le matériel (d'alimentation et d'abreuvement, ventilateurs, ...) sont nettoyés intégralement à chaque vide sanitaire (lavage au nettoyeur haute pression), puis désinfectés (fiches produits en annexe 11).

3.5.4.1.7.5 Plan de lutte contre les rongeurs et les insectes

Voir paragraphe 3.5.3.7

3.5.4.1.7.6 Gestion des animaux malades

En cas de maladie des animaux, ces derniers sont transférés dans un local d'isolement de manière à ne pas contaminer les autres animaux.

Le vétérinaire est contacté dans les plus brefs délais, afin de mettre en place les traitements éventuels nécessaires.

3.5.4.1.7.7 L'équarrissage

Les cadavres sont stockés dans un congélateur à température négative, clos, étanche et prévu à cet effet, puis ramassé par la société Atemax. Le congélateur se situe dans le local à électrogène.

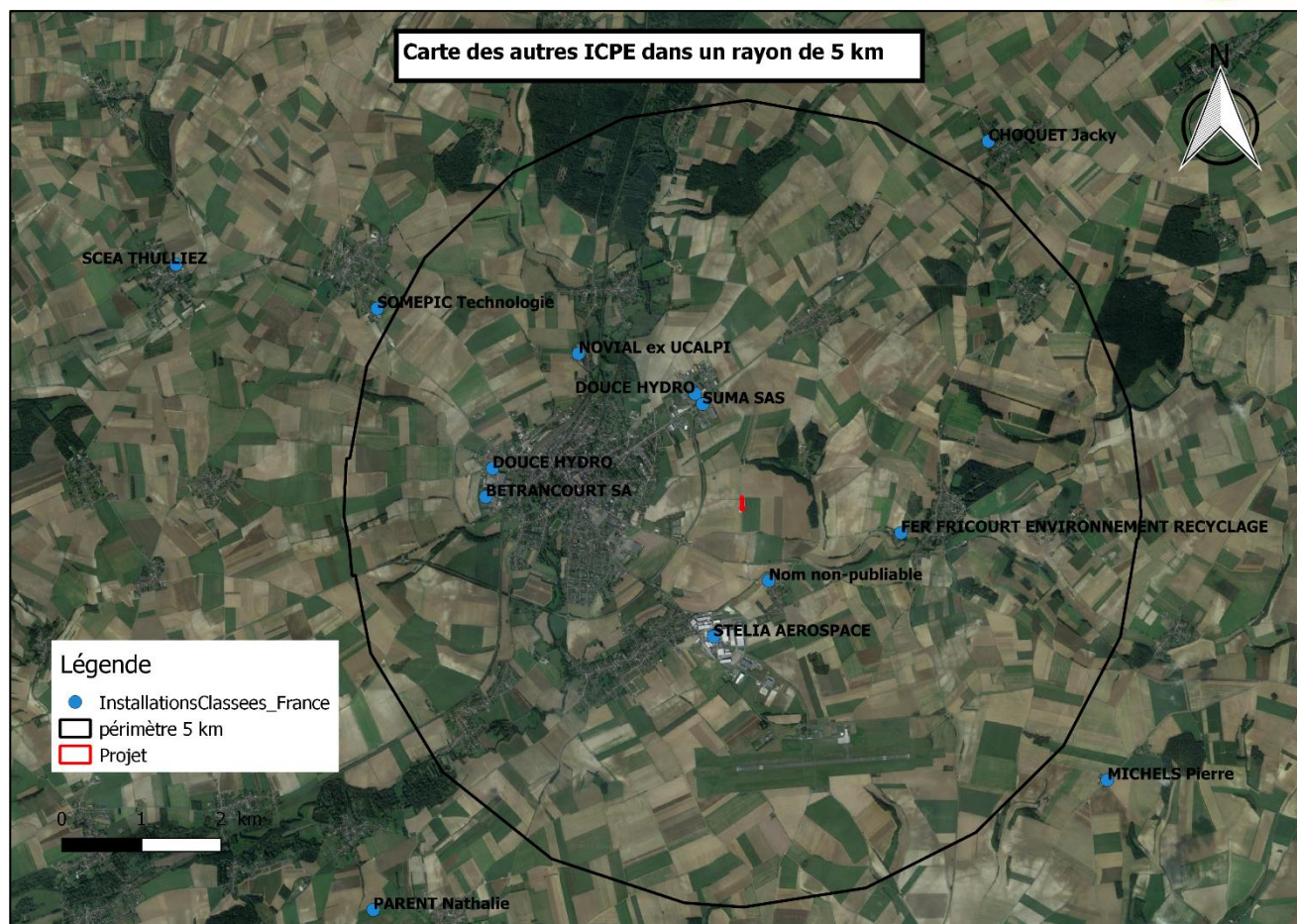
Danger potentiel- Agents	Voies de transfert	Effets sur l'homme	Moyens de maîtrise proposés
Agents chimiques stockés			
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Fuel, ✓ Engrais, ✓ Phytosanitaire (risque lié à la manipulation à l'élevage) 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Contact, ✓ Eau, ✓ Air 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Irritations, ✓ Cancer, ✓ Traumatisme 	Voir document unique relatif à la sécurité et l'hygiène.
<ul style="list-style-type: none"> ✓ Médicament, ✓ déchets de soins 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Ingestion, ✓ Contact 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Divers 	Pas de stock de produits.

3.5.4.2 Patrimoine culturel

Le monument historique le plus proche se trouve à 2,2 km du site. Il n'est pas visible depuis le site. Aucun des monuments historiques n'est visible depuis le site. Il n'y a donc aucun impact sur le patrimoine culturel.

3.5.5 Cumul des incidences avec autres ICPE alentour

Dans un rayon de 5 km autour du futur site, il y a 6 autres installations classées pour l'environnement. Le 7^{ème} « nom non-publiable » est le site de M.Villain sur Bécordel-Bécourt qui ne sera plus en fonctionnement lors de la réalisation du projet actuel.



Nom établissement	Adresse	Activité	Production de déchets	Emission dans l'air
STELLIA Aerospace	BP70210 80302 Albert	Construction aéronautique et spatiale	Phénols : 0 kg/an Chrome et composés : 0 kg/an Production de déchets dangereux : 1794,476 t/an Production de déchets non dangereux : 3343,188 t/an	Composés organiques volatils non méthaniques à raison de 48600 kg/an
SUMA SAS	Parc d'activité 2 rue Henry Potez 80300 Albert	Mécanique industrielle	Production de déchets dangereux : 51,4 t/an	-
Douce-hydro	2, rue Henry Potez BP 20213 80300 Albert	Fabrication d'équipements hydrauliques et pneumatiques	Production de déchets dangereux : 5,16 t/an	-
Fer Fricourt Environnement Recyclage	« La vallée Renard » 13 rue du 8 mai	Récupération de déchets triés	Production de déchets dangereux : 379,51 t/an	-

	1945 80300 Fricourt		Traitement de déchets dangereux : 364,428 t/an Traitement de déchets non dangereux : 31 740,799 t/an	
Betrancourt SA	16, rue de l'industrie 80300 Albert	Mécanique industrielle	Production de déchets dangereux : 117,11 t/an	-
Novial Albert	80300 Albert	Fabrication d'aliments pour animaux de ferme	Production de déchets dangereux : 60 t/an Traitement de déchets dangereux : 0 t/an	-

En termes d'effet cumulatif sur les émissions dans l'air, la seule entreprise en émettant est STELLIA, cependant, il s'agit de composés organiques volatils non mécaniques. Le projet de M.Villain va émettre principalement de l'ammoniac (3462 kg/an) et des poussière fines PM10 (7883 kg/an), qui ne sont pas du tout les mêmes émissions. De plus, le site va émettre très peu comparé à l'autre ICPE. A la vue des faibles émissions du projet, il n'y aura pas d'effets cumulatifs significatifs des émissions sur le climat.

Concernant les déchets, le projet va émettre des déchets non dangereux :

Type de déchet	Nomenclature	Elimination	Volume annuel
Boues provenant du lavage et du nettoyage du site	02 01 01	Epandage sur les parcelles du plan d'épandage de secours ou retrait par un vidangeur agréé	14 m3/an
Cadavres d'animaux	02 01 02	ATEMAX PROGOR BOUVARD CAILLEAU SARIAT 62 BAPAUME	4 t/an
Fientes non normalisées traitées hors site	02 01 06	Epandage. La totalité de l'épandage ne sera pas possible sur le parcellaire de M. Villain. Les 15 % restants seront envoyés vers méthanisation ou composteur.	maxi 555t/an
Emballages en papier/carton	15 01 01	Coopérative agricole ALBERT	0,2m3/an
Emballages en matières plastiques	15 01 02	Coopérative agricole ALBERT	1m3/an
Déchets provenant des soins vétérinaires : objets piquants et coupants	18 02 01	Vétérinaire de l'élevage	0,1m3/an
Déchets provenant des soins vétérinaires : déchets dont la collecte et l'élimination font l'objet	18 02 02	Vétérinaire de l'élevage	

de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection			
Déchets provenant des soins vétérinaires : déchets dont la collecte et l'élimination ne font pas l'objet de prescriptions particulières vis-à-vis des risques d'infection	18 02 03	Vétérinaire de l'élevage	

Les fientes seront valorisées et les autres déchets récupérés par des entreprises agréées. Au niveau des quantités, il y a peu de déchets produits comparés aux autres ICPE cités. Il n'y a pas de production de déchets dangereux. Ainsi, les effets cumulatifs en termes de déchets sont très faibles.

Le site ICPE le plus proche se trouve à 1,2 km du site (SUMA SAS). Les axes de ruissellement ne sont pas les mêmes entre les sites. Les sites sont assez éloignés et ne sont pas visibles les uns par rapport aux autres. L'impact sur le paysage ne se cumule donc pas.

Il n'y a pas de rejets au sol des différentes ICPE et aucuns des autres sites ne possèdent de forage. Il n'y a pas d'effet cumulatif sur le sol et sur l'eau.

Compte tenu de la distance du site par rapport aux tiers et l'activité très différente du site par rapport aux autres ICPE, il n'y aura pas d'effets cumulatifs sur la santé humaine.

Le site est implanté en territoire agricole et les autres sites en zone urbaine. Il n'y a pas d'effets cumulatifs sur la biodiversité.

3.5.6 Incidences sur le climat et vulnérabilité du projet au changement climatique

Dans son 5ème rapport d'évaluation du climat publié en 2014, le GIEC (Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat) réaffirme que l'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre pourrait entraîner des changements majeurs au niveau des températures, du niveau des mers, ou de la fonte des glaces.

Les gaz à effet de serre sont les constituants gazeux de l'atmosphère, tant naturels qu'anthropiques, qui absorbent et émettent un rayonnement à des longueurs d'onde données du spectre du rayonnement infrarouge émis par la surface de la Terre, l'atmosphère et les nuages. La vapeur d'eau (H₂O), le dioxyde de carbone (CO₂), l'oxyde nitreux (N₂O), le méthane (CH₄) et l'ozone (O₃) sont les principaux gaz à effet de serre présents dans l'atmosphère terrestre.

L'atmosphère contient en outre un certain nombre de gaz à effet de serre entièrement anthropiques tels que les hydrocarbures halogénés, l'hexafluorure de soufre (SF₆), les hydrofluorocarbures (HFC) et les hydrocarbures perfluorés (PFC).

En France en 2013, la répartition des émissions de gaz à effet de serre (GES) par secteurs est la suivante (source : Ministère de la Transition écologique et solidaire) :

- Le transport routier qui représente 26,9% des émissions de GES, essentiellement du CO₂ ;
- L'industrie manufacturière et de la construction représente 13,0% des émissions de GES, du fait d'émissions de chacune des six substances contribuant au Pouvoir de Réchauffement Global (PRG) ;

- L'agriculture/sylviculture représente 16,2% des émissions de GES, du fait des deux polluants N₂O (forte contribution des sols agricoles) et CH₄ (contribution des ruminants) ;
- Le résidentiel/tertiaire représente 12% des émissions de GES, du fait d'émissions de chacune des six substances contribuant au PRG ;
- La transformation d'énergie représente 10,6% des émissions de GES, du fait essentiellement du CO₂ ;

« En France en 2013, la part des émissions de GES dues à l'utilisation de l'énergie représente 71,5 % des émissions totales, soit 351,1 Mt équivalent CO₂. Elles sont constituées à plus de 98 % de CO₂. Ces dernières ont diminué de 6,8 % sur la période 1990-2013. Elles sont issues principalement de la consommation de combustibles et, dans une proportion marginale (1 %), de certaines combustions et fuites engendrées lors de l'extraction, du traitement et de la distribution des combustibles, dites « émissions fugitives ». »

(source : Ministère de la Transition écologique et solidaire)

Le Plan climat énergie départemental 2012-2016 de la Somme :

Le Plan climat énergie départemental 2012-2016 de la Somme est le dernier plan d'action climat réalisé à l'échelle du département de la Somme.

Le diagnostic du Plan climat énergie départemental de la Somme établit la contribution des différents secteurs dans le département de la Somme :

- Agriculture : 26 % des émissions de GES ;
- Industrie : 23% des émissions de GES ;
- Bâtiment résidentiel : 16% des émissions de GES ;
- Bâtiment tertiaire : 8% des émissions de GES ;
- Transport de marchandises : 11% des émissions de GES ;
- Transport de voyageurs : 14% des émissions de GES ;
- Déchets et eaux usées : 4% des émissions de GES.

Sur la base des diagnostics réalisés dans le département, le Conseil général de la Somme a établi le programme d'actions suivant entre 2012 et 2016 (source : Plan climat énergie départemental de la Somme - Plan d'actions 2012-2016) :

Action	Objectif
Mettre en œuvre le Plan de Déplacements Inter Administrations (PDIA)	Réduire de -20% en 2016 les émissions liées aux déplacements des agents
Améliorer l'attractivité et l'efficacité des transports en commun	Réduire de -15% en 2016 les émissions liées au réseau Trans'80
Favoriser le retour à la mobilité et à l'autonomie en limitant les impacts énergétiques et climatiques	Réduire de -10% en 2016 les émissions liées aux plates-formes de mobilité solidaire
Mettre en œuvre des chantiers routiers sobres en carbone	Réduire de -20% en 2016 le contenu carbone des matériaux mis en œuvre
Réhabiliter et gérer durablement le patrimoine bâti du Conseil général	Réduire de -40% en 2020 les consommations énergétiques et émissions des collèges et bâtiments administratifs

Mettre en place une politique d'achats durables et suivre l'impact des clauses environnementales des marchés	Réduire de -15% en 2016 le contenu carbone des achats (hors matériaux et restauration scolaire)
Aller vers une restauration plus sobre en carbone dans les collèges	Réduire de -30% en 2016 le contenu carbone des denrées achetées pour les collèges
Organiser des manifestations intégrant des critères d'éco responsabilité	Réduire les émissions liées aux déplacements, le contenu carbone des achats et les consommations d'énergie
Restaurer le gabarit de navigation du Canal de la Somme pour le report modal du transport de marchandises	Réduire les émissions liées au transport de marchandises sur le département
Recréer des puits de carbone le long des infrastructures gérées par le Conseil général	Compenser les émissions induites directement et indirectement par le Conseil général.

Le projet n'induit pas de circulation impactant le trafic routier. De plus, lors de la phase de travaux, le nombre d'engins sera réduit au maximum, réduisant ainsi les émissions de GES émis par les engins et les camions.

En Picardie, un PCET (Plan Climat Energie Territorial) est actuellement en cours mais la démarche du PCET n'étant pas évalué. La compatibilité du projet vis-à-vis du PCET de la Picardie n'a pas pu être analysée.

Incidences sur le climat :

L'emprise du projet se trouve sur une terre agricole. Aucun site naturel bénéficiant d'un intérêt patrimonial ou protégé n'est concerné par le projet. Aucune déforestation ni aucun défrichement n'est prévu pour la construction du site. De plus, aucune zone humide, zone d'écroulement ou zone de rétention des crues n'est concernée par le projet. Seul deux îlots du plan d'épandage se trouvent sur une zone **POTENTIELLEMENT** humide.

Le projet ne génèrera pas d'émanations nocives ou dangereuses pour l'environnement. Seul du gaz sera utilisé pour le système de chauffage du bâtiment, dont la combustion produira du dioxyde de carbone. L'incidence sur le climat et le rejet de gaz à effet de serre seront très faibles à la vue des quantités émises.

Vulnérabilité du projet :

Le site est très peu vulnérable au changement climatique. La seule matière première dont a besoin le site est l'alimentation afin de nourrir les poulettes. Même avec le changement climatique, l'alimentation sera toujours disponible vu que les exploitations agricoles s'agrandissent de plus en plus. Le manque d'approvisionnement en alimentation n'est pas un risque immédiat ni sur le moyen terme.

Concernant l'eau, les périodes de sécheresse seront de plus en plus fréquentes. Ainsi, la limitation de la consommation en eau sera de plus en plus fréquente également. La consommation en eau du site se limite aux besoins et plusieurs dispositions liés aux meilleurs techniques disponibles permettent l'économie d'eau. La problématique de l'eau sera réelle seulement si une très longue période de sécheresse a lieu avec une forte baisse des niveaux de nappe phréatique. Cela empêchera l'alimentation en eau du site. Mais dans ce cas, beaucoup de projets seront impactés.

Les fortes chaleurs récurrentes pourraient également affectées le bien-être des poulettes et être source de stress et d'une hausse de la mortalité. Il est donc important de veiller à la bonne ventilation des locaux comme c'est le cas dans ce projet. Cependant, de longues périodes de chaleur induit par le changement climatique pourraient avoir des récupérations négatives sur la mortalité et le stress des poulettes malgré la ventilation dynamique.

3.5.7 Impact des technologies et des substances utilisées

Les seules substances utilisées sont les produits pour le lavage du site dont les eaux sont récupérées dans une fosse de 33m³ pour être épandues ou évacuées vers une filière de traitement agréée selon la période d'épandage autorisée. Il n'y a pas d'impact notable sur ce point.

La cuve de fuel possède une double paroi et est dans un local fermé. Les cuves de gaz possèdent également une double paroi limitant les risques de fuite.

La technologie pour récupérer les fientes via tapis n'engendre pas d'impact notable, vu que la consommation en électricité est raisonnée et contrôlée par compteur.

Le séchage des fientes et la fumière couverte limite l'émission d'ammoniac.

Résumé des incidences directes et indirectes, temporaires et permanentes :

Tiers	Pas d'incidences olfactives ni de bruits (éloignement de 700 m des premières habitations). Installation du site en dehors du village. Le plan d'épandage respecte les contraintes vis à vis des tiers.
Santé	Dispositions prises : Plan de dératisation, mesure de contrôle de la prolifération des mouches, passage régulier du vétérinaire, éloignement des tiers. Incidence sur la santé nulle.
Cours d'eau	Eaux de lavage et eaux des sanitaires récupérées par des fosses de 6m ³ . Les eaux pluviales sont récupérées par un bassin d'infiltration. Le plan d'épandage respecte les contraintes vis-à-vis des cours d'eau. Pas d'incidence
Nappe phréatique	Forage conforme à la réglementation, les eaux de surface ne peuvent s'y infiltrer, gestion quantitative des prélèvements d'eau. Incidence très faible sur la quantité de la masse d'eau souterraine.
Sol	Légère imperméabilisation du sol. Parcelle agricole réduite mais appartenant au propriétaire. Eaux pluviales des parties imperméabilisées gérées.

Captage d'eau	Aucune incidence aux vues des distances des aires de protection. Le plan d'épandage respect les contraintes dû aux aires. Pas d'incidence
Inondations	Le projet ne se trouve pas en zone inondable. L'imperméabilisation pourrait renforcer l'axe de ruissellement mais les eaux pluviales des parties imperméabilisées sont gérées par un bassin. Une haie permet découper l'axe également. Incidence faible.
Zones humides	Le projet s'installe sur des parcelles agricoles et les eaux de lavage et sanitaires sont récupérées par des fosses. Il n'y a donc pas d'incidences sur des zones humides. Un îlot du plan d'épandage se trouve sur une zone potentiellement humide mais n'aura pas d'incidence sur une zone humide.
Remontée de nappe	Pas d'incidence sur le risque de remontée de nappe.
Faune et flore	Aucunes incidences du projet aux vues des distances des sites environnementales. Le site se trouve sur une parcelle agricole.
Paysage	Le site est dans une zone agricole. Une haie sera présente pour aider à l'intégration du paysage. La topographie de la zone permet de limiter l'impact visuel générale. Le site n'est pas visible depuis les différentes communes et très peu depuis les routes alentours. Incidence faible car site très isolé.
Autres ICPE	Aucune incidence particulière aux vues des distances avec les autres ICPE. Pas d'effets cumulatifs aux vues des types de site des autres ICPE.
Socio-économique	Réduction de parcelles agricoles mais en contrepartie développement économique de la commune avec un nouveau projet d'élevage.
Transports	La nouvelle implantation ne changera pas le trafic global. Peu de passage de camions donc très peu d'augmentation de trafic. Le trafic dans le commun alentours ne sera pas impacté aux vues de leur distance.

Climatique	Pas d'augmentation de trafic significatif et nombre d'engins réduit lors de la phase de travaux. Pas d'incidence notable sur le climat car les émissions de gaz à effet de serre sont assez faibles, l'émission d'ammoniac est réduite grâce à la normalisation des fientes.
Déchets	Les fientes seront normalisées avant d'être épandue. Cela aura donc une incidence positive. Les restes des déchets sont en petites quantités et retirés par des entreprises spécialisées.

3.6 Incidences négatives en cas d'accidents ou catastrophes

Les risques induit par un événements externes sont les suivantes :

- Malveillance extérieur (incendie)
- (Les risques naturels sont trop faibles sur le site pour être pris en compte)

Par des événements internes :

- Fuite de gaz (incendie, explosion, feu de torche)
- Fuite de fioul (incendie, pollution)
- Défaillance du chauffage (court-circuit)
- Court-circuit électrique (incendie)

Cas de la fuite de gaz :

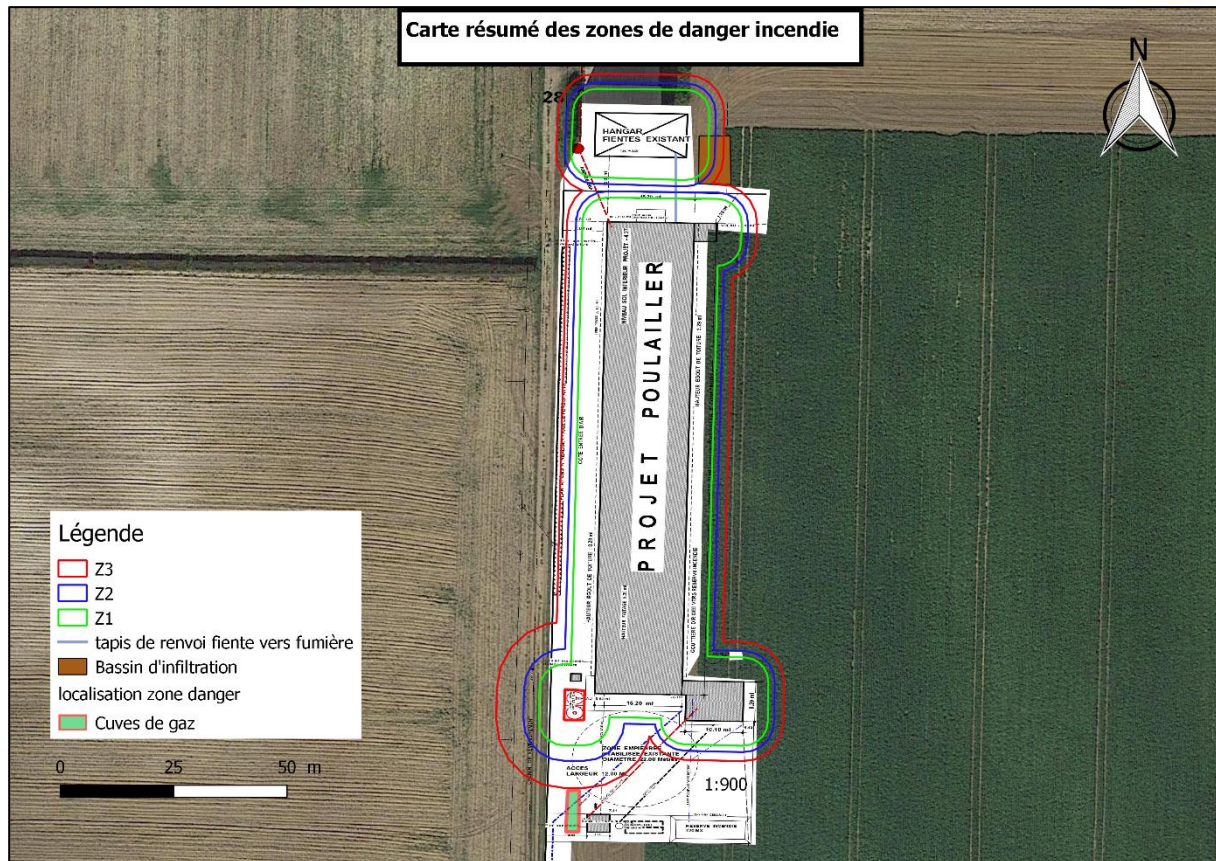
Les cuves de gaz possèdent une double paroi, le risque de pollution est nul

Cas de la fuite de fuel :

La cuve de fioul possède une double paroi, pas de risque de pollution

Incendie :

Si un incendie venait à se déclarer sur le bâtiment poulailler, il y aurait tout d'abord un impact sur les personnes se trouvant proches du bâtiment. Ainsi, l'affichage des numéros d'urgence sur le site et la présence d'extincteurs sur le site permet de réduire ce risque et une intervention rapide des secours. Une réserve incendie de 272 m³ calculée grâce à la méthode D9 permet aux services de secours d'avoir un point d'accès d'eau suffisant pour pouvoir gérer un incendie de grande ampleur sur le site. Les zones de danger en cas d'incendie ont même été déterminées afin d'étudier les conséquences d'un incendie.



Il n'y a pas de présence de route (mise à part le chemin d'accès au site), de tiers ou autres bâtiments autour du site pouvant être impacté.

Pour limiter le risque d'incendie, les systèmes de chauffage et d'électricité seront régulièrement contrôlés et entretenus.

Les cuves de gaz ont même été déplacées suite à cette étude.

L'incendie engendrera forcément l'émission de polluant via la fumée de l'incendie. Il est assez difficile d'estimer l'impact sur l'atmosphère de cet incendie. Une fois, l'incendie en cours, il est difficile de contrôler l'émission de fumée. Les poulettes seront difficilement sauvables en cas d'incendie de grande ampleur.

L'exploitant bénéficie d'une grande compétence dans l'élevage de poulettes étant donné son expérience. Le chef d'exploitation exerce l'activité d'éleveur de volailles depuis 2000, soit une expérience de 18 ans dans l'élevage avicole. L'ensemble des procédures et des mesures de prévention sont parfaitement connues et maîtrisées depuis plusieurs années.

L'interdiction de fumer sur le site permet d'éviter tout départ de feu lié à une cause humaine potentielle au sein de l'élevage.

Concernant l'activité en elle-même, les installations électriques seront vérifiées tous les ans et aux normes, limitant le risque de départ d'incendie. Les systèmes de chauffage et de ventilation sont contrôlés et nettoyés régulièrement.

L'ensemble des déchets produits sur le site est stocké séparément.

L'intégralité des installations techniques (électriques et extincteurs) sera entretenue conformément aux différentes législations en vigueur dans chacun des domaines.

Moyens de protection et d'intervention

Moyens de secours internes

Les coordonnées et les numéros d'urgence sont affichés, permettant d'appeler les secours rapidement.
Des extincteurs sont présents sur le site dans le bâtiment et au niveau de la fumière.
Une réserve incendie de 272 m3 sera mise en place dans la partie Est du site.

Moyens de secours externes

Le centre de secours des sapeurs-pompiers le plus proche se trouve à Albert, à environ 3 km du site.
Les accès au site, ainsi que le point de prise d'eau de la réserve incendie, sont stabilisés et entretenus pour faciliter l'accès aux pompiers en cas d'incendie.

Consignes de sécurité

Les consignes de sécurité et le plan de circulation sont affichés au sein de l'élevage.
L'accès aux zones d'élevage et aux installations est interdit à toute personne étrangère au site, sauf autorisation de l'éleveur.

En situation d'urgence, l'exploitant contactera les secours au plus vite. Si possible et s'il n'y a pas de mise en danger, il activera les vannes de coupures du site et se mettra à l'abri dans l'attente des secours.

Cas de l'incendie de la fumière :

Même cas que pour le bâtiment avec moins d'émission de polluant par la fumée du fait d'un incendie de moins grande ampleur.

Cas de rupture du silo :

Impact direct sur les personnes à proximité. Cas très rare d'accidents.

3.7 Solutions de substitution raisonnables examinées

Implanté le site dans une autre zone n'était pas judicieux. En effet, les parcelles où le site va être implanté appartiennent au maître d'ouvrage. Les parcelles sont agricoles, il n'y a donc pas de pertes de surface agricoles puisque le site reste un élevage à filière agricole, de plus, ces terres sont au maître d'ouvrage et disposent donc déjà le foncier. Ailleurs, il n'y aurait pas eu cette maîtrise foncière et la consommation d'espace agricole aurait été plus préjudiciable pour un autre exploitant. Autre point important, une fumière est déjà implantée sur cette parcelle, réaliser le projet à cet endroit permet d'acheminer facilement les fientes vers la fumière sans déplacement de véhicules et donc une réduction des émissions de polluant. La construction d'un seul bâtiment regroupant l'ensemble du cheptel de volailles sur le site d'Albert permet d'optimiser le projet et de réduire au maximum l'emprise au sol du bâtiment.

En termes, de paysage, la zone étant agricole et la topographie étant assez vallonné, l'impact sur le paysage aurait été la même quel que soit l'emplacement. A l'endroit d'implantation, l'élevage ne sera pas visible depuis les différentes communes et l'éloignement des tiers est largement suffisante. Un emplacement plus proche des tiers aurait pu engendrer des nuisances (mouches, odeurs, paysage, ...), ce qui n'est pas le cas ici, le site étant assez isolé.

Concernant les eaux pluviales, une réduction de la superficie imperméable n'était pas envisageable, du fait du nombre de poulettes et de l'espace nécessaire pour cela. Les cours sont, de plus, perméable ainsi le projet n'est pas totalement imperméabilisé. Le changement d'emplacement aurait pu éviter l'axe de ruissellement mais il est à noter que le projet gère ces eaux à la parcelle et maîtrise la quantité d'eau tombant sur ses surfaces imperméables afin de ne pas renforcer cet axe. L'implantation d'une haie permet également le ralentissement de cet axe.

Un choix plus proche des tiers aurait également engendré des nuisances sur l'hygiène (rats, ...) pour la population. La population aurait été plus exposé aux différentes émissions notamment d'ammoniac ou encore à la fumée en cas d'incendie de grande ampleur. L'isolation du site actuelle est donc idéale concernant la santé humaine.

La zone choisie ne se trouve pas dans une zone naturelle (Natura 2000, ZNIEFF, ...) ni en zone humide et limite donc l'impact sur la biodiversité.

Le choix de normaliser les fientes permet leur vente et limite donc l'impact de l'azote en plan d'épandage. Cela permet également de limiter l'émission d'ammoniac. Si les fientes n'avaient pas été séchées, l'impact sur les émissions atmosphériques auraient été plus important. Ainsi, l'émission d'ammoniac tombe de 7 446 kg/an à 3 462 kg/an grâce à cette méthode.

Le choix de la réalisation d'un forage pour la consommation en eau, permet de ne pas se connecter au réseau public et éviter de potentiel risque de contamination de l'eau du réseau. En termes de quantité d'eau consommé, elle reste la même quel que soit le choix.

La cuve de fuel est nécessaire en cas de panne électrique générale (cuve avec rétention) et les cuves de gaz nécessaire pour le fonctionnement du chauffage. Le choix d'un chauffage électrique aurait augmenté fortement la consommation énergétique.

Pour récapituler, la seule solution envisageable aurait été le déplacement du site dans la même zone qu'actuellement afin d'éviter l'axe de ruissellement sachant que tous les autres impacts du site auraient été plus important ou égal. Cependant, la maîtrise du foncier n'aurait pas été possible (avec perte agricole) et le site va gérer ces eaux de pluie afin de ne pas accentuer l'axe de ruissellement. La zone

étant vallonnée et agricole, l'impact paysager reste le même quel que soit l'emplacement (impact faible).

Le système de collecte de fientes est le plus judicieux sachant que l'air chaud est récupéré permettant une économie d'énergie. Une ventilation statique n'aurait pas été assez efficace.

3.8 Mesures Eviter-Réduire-Compenser

3.8.1 Eviter

Le site se trouve sur une parcelle agricole appartenant au maître d'ouvrage, éloigné des tiers (700m) et hors zone naturelle d'importance. La faune/flore retrouvée sur site est assez classique (rattachée à une culture et donc zone artificielle) et ne bénéficie pas de protection particulière. Il n'y a pas de mesures particulières d'évitement sachant que la possibilité de déplacement du site a été étudiée et cela n'est pas judicieux à la vue du bon emplacement actuel. Mr. Villain agrandi son activité sur le nouveau site d'Albert pour faire face à l'augmentation de la demande et pour des raisons économiques.

L'impact sur la santé humaine est déjà évité par l'éloignement du site par rapport au tiers (700m). Il est également évité grâce aux différentes mesures d'hygiène suivantes :

Caractérisation et gestion des risques

Le bon état sanitaire du poulailler est assuré par :

1. Le préséchage et l'évacuation quotidienne des fientes vers la fumière :

Cette opération sera assurée par la ventilation dynamique qui redirigera l'air chaud vicié de l'aire d'élevage vers le tapis où seront déposées les fientes. Cette étape permettra d'éviter la formation de jus d'effluent en préséchant les fientes.

Les fientes seront évacuées quotidiennement pendant une durée d'environ une heure par tapis roulant depuis l'aire d'élevage vers la fumière. L'évacuation et le stockage des fientes dans la fumière permettra leur séchage et ainsi de limiter les émanations d'odeurs et de poussières dans la salle d'élevage.

2. Le ramassage des cadavres :

La détection de cadavres sera effectuée tous les jours pour prévenir les risques liés à la décomposition des cadavres. Le contrôle visuel effectué lors de cette opération permettra de ramasser les cadavres des poulettes décédées dans l'aire d'élevage à une fréquence quotidienne. Les corps des volailles seront stockés dans un congélateur à température négative, situé dans le local du groupe électrogène. Un service d'équarrissage (société Atemax) collectera les cadavres de l'exploitation au moins une fois par mois.

Ces opérations permettront d'éviter la formation des odeurs de charogne et la présence de nuisibles attirés par les cadavres, et particulièrement de larves nécrophages.

3. Le nettoyage et la désinfection de l'aire d'élevage :

L'aire d'élevage sera systématiquement nettoyée et désinfectée lors de chaque période de vide sanitaire. Le nettoyage sera réalisé à l'eau à haute pression avec un débit de 0.531m³/h pendant une durée de 4h et ce pendant 7 jours à temps plein pour l'ensemble du site (4 heures par jour pour une bande) soit 0,531 m³ x 4h x 7j x 2,5 bandes = 37,2 m³. La fosse sera donc vidangée deux fois en période de nettoyage. Il s'agit d'une opération ponctuelle, deux fois dans la semaine les eaux de lavage seront donc soit épandues si l'on se trouve en période d'épandage autorisée soit vidangée par un vidangeur agréé.

Ces opérations permettront d'assurer un état d'hygiène et de propreté pour la bande suivante tout en évitant le développement de bactéries dans la salle d'élevage ;

4. La mise en place de coupelles de récupération des gouttes d'eau :

Les coupelles installées sous les tétines de distribution de l'eau pour les poulettes permettront d'éviter l'accumulation et la rétention d'eau sur le sol du poulailler. Ce dispositif permettra d'éviter la formation de flaques d'eau au sol par l'égouttement des tétines, provenant d'une fuite par exemple, et qui pourraient attirer les nuisibles ou être le lieu de développement de bactéries à l'origine de maladies.

5. L'inspection visuelle régulière :

Un contrôle visuel du site et de ses abords sera réalisé au moins une fois par semaine. Cette opération routinière aura une qualité préventive et permettra de détecter la présence de fuites ou de trace d'usure prématurée du site.

6. L'alimentation contrôlée :

L'alimentation des poulettes se fera par distribution ponctuelle et contrôlée avec des aliments d'origine végétale. La dose recommandée correspondant aux besoins stricts des poulettes sera distribuée deux fois par jour. Les aliments contiendront des matières grasses qui limiteront les émissions de poussières lors des opérations de distribution de la nourriture.

Ces précautions permettront d'éviter la production de poussières et le déversement de nourriture sur le sol, susceptible d'attirer les nuisibles et pouvant être à l'origine de mauvaises odeurs par formation de moisissure, décomposition de la matière organique ou d'une infection bactérienne.

7. Les poulettes seront vaccinées :

Les poulettes seront vaccinées et seul le vétérinaire prodiguera des soins aux animaux. Les produits vétérinaires utilisés seront uniquement des produits autorisés et fournis par le vétérinaire.

8. Maintien en bonne santé :

Pour diminuer le risque de contamination, les animaux seront maintenus en bonne santé. Un suivi des mesures sanitaires permettra de dépister le plus régulièrement possible la présence d'anomalies de fonctionnement ou de détérioration des dispositifs préventifs du site, afin de prévenir tout risque de survenue d'agents pathogènes dans l'élevage. Bien que la structure close du poulailler soit un facteur limitant, l'élevage de poulettes sera particulièrement vulnérable à l'apparition de pandémies, dont par exemple la très contagieuse grippe aviaire qui se transmet par contact.

9. Lutte contre les nuisibles

Les poulettes n'auront pas accès à l'extérieur et le bâtiment d'élevage sera clos. Les insectes, les oiseaux et les rongeurs feront l'objet d'une lutte ciblée. Etant donné la configuration close du poulailler et que le stockage des aliments sera effectué dans des silos fermés et étanches, le risque d'invasion d'oiseaux est réduit. Les contrôles visuels réguliers et les dispositifs anti-goutte et anti-déversement des aliments permettront de limiter la survenue d'insectes et de larves nuisibles. Véritables vecteurs d'agents pathogènes, les rongeurs feront l'objet d'un dispositif de dératisation. Ces dispositions réduiront les risques de contamination du cheptel des poulettes.

Des analyses seront réalisées tous les mois dans le poulailler par un organisme agréé (SFPA : Société Française de Production Avicole), pour détecter la présence de salmonelle. Les échantillons seront ensuite analysés par un laboratoire agréé, et en cas de dépistage positif, un second test sera réalisé par un inspecteur des services vétérinaires.

En cas de présence avérée de salmonelle, la décision d'abattage des poulettes peut être ordonnée par les services de la DDPP. Un vide sanitaire est d'une durée d'un mois est ensuite réalisé après un nettoyage et une désinfection complète du bâtiment.

10. Le registre sanitaire

Toutes les interventions et opérations sanitaires réalisées sur les poulettes seront notées et enregistrées dans un registre sanitaire. Ainsi, toutes les opérations sanitaires et prophylactiques sont réalisées par un vétérinaire utilisant des produits autorisés et connaissant leurs prescriptions d'usages.

11. Mesures d'accès au poulailler

Seul l'exploitant et les intervenants pour l'entretien et la maintenance du site ainsi que le vétérinaire ont accès à la salle d'élevage.

Une unité destinée à recevoir un vestiaire, des douches et sanitaires, un bureau et un local technique donnera accès dans le bâtiment d'élevage. Ce dispositif permettra de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter toute contamination de l'élevage en place. L'accès au poulailler se fait par le port d'une tenue appropriée (combinaison, surbottes).

Mesures d'hygiène appliquées à l'élevage :

Les mesures d'hygiène mises en place sont :

Mesures d'hygiènes	Moyens mis en œuvre
Arrivé des animaux dans l'élevage	Une fois le projet mis en place, il y aura, des arrivées d'animaux autres que ceux de l'élevage.
Gestion de la circulation des animaux	Les animaux n'ont pas accès à un parcours extérieur, ce qui limite les risques de contamination.
Accès et abord de l'élevage	Le bâtiment d'élevage est accessible. Les abords du site sont aménagés et les voies de circulations en dur, permettant une bonne maîtrise de la propreté du site notamment en période humide.
Entretien des bâtiments et matériaux	Le bâtiment est récent et conçu avec des matériaux adaptés et résistants. La conception du bâtiment permet un entretien journalier facile favorisant l'absence de stagnation d'eau favorable au développement de bactéries pouvant avoir un impact sur les animaux.
Stockage des aliments	Les aliments sont stockés au sec dans des cellules.
Accès visiteurs	En l'absence des éleveurs les locaux sont fermés à clé.
Intervenants extérieurs au contact des animaux	Comme le site est fermé, les interventions sur les animaux se font toujours en présence de l'éleveur. Ce dernier s'assure de la qualité de l'intervenant et de la propreté de son véhicule et du lieu d'où il vient.
Suspicion de maladie grave	En cas suspicion de maladie grave, il est fait appel au vétérinaire de l'exploitation, les animaux peuvent être confinés sur le site
Lutte contre les rongeurs, oiseaux et insectes	Sur le site il est utilisé du raticide pour les rongeurs. Concernant les insectes la bonne aération des locaux ne favorise pas leur maintien dans les bâtiments. Les ouvertures du bâtiment seront fermées.
Enregistrement des événements zootechnique, sanitaire et visiteurs	Un registre sanitaire est tenu à jour pour chaque éleveur.

Mesures d'hygiènes	Moyens mis en œuvre
Stockage des produits dangereux ou sensibles	Les produits dangereux sont stockés dans une armoire fermant à clé.

3.8.2 Réduire

Plusieurs incidences notables sont visées pour réduire au maximum leur impact.

3.8.2.1 Emissions

La fumière se trouve à côté du bâtiment d'élevage, ainsi le transport est donc réduit. L'émissions de gaz à effet de serre par transport est donc réduit.

L'émissions d'ammoniac est également réduit grâce à la technique de normalisation des fientes. En effet, l'émissions d'ammoniac passe de 7 446 kg/an à 3 462 kg/an ce qui correspond à une réduction de 3984 kg/an. Le chauffage étant réduit au strict besoin de l'élevage, l'émission de gaz sera contrôlée. La consommation de gaz dans le cadre du chauffage de l'aire d'élevage est estimée à 1 700 litres/an, produisant du dioxyde de carbone. La ventilation dynamique permet la réutilisation de l'air chaud produit afin de réaliser le séchage des fientes. Ainsi, l'émission de chaleur est réduite grâce à sa réutilisation. Le bâtiment possède des isolations permettant la conservation de la chaleur et limitant la diffusion de chaleur hors du bâtiment.

Concernant l'émission de lumière, il n'y a pas d'activité nocturne. Il s'agira d'éclairage lors des périodes hivernales en soirée ou matinée.

L'alimentation et sa composition répond aux meilleures techniques disponibles et fait en sorte de réduire l'excrétion d'azote et de phosphore dans les fientes des poulettes.

3.8.2.2 Paysage

L'implantation d'une haie avec des essences locales permettra une réduction de l'impact paysager du site. L'utilisation de matériaux et de teintes adéquates également. Le nouveau bâtiment d'élevage situé à Albert sera construit perpendiculairement à la fumière, déjà présente sur le site. Le nouveau poulailler sera constitué de murs en tôles laquées de teinte « sable », les portes seront de teinte « vert olive » et le toit sera de teinte gris-bleu proche de celle de l'ardoise. Ces teintes sont des teintes discrètes et neutres qui se rencontrent dans la nature. La teinte sablée des murs se confond relativement bien et ne jure pas avec la teinte marron clair du sol, ni avec les pâtures et les champs cultivés situés au voisinage de l'emprise du nouveau bâtiment.

La toiture grise permet au bâtiment de se fondre dans le paysage naturel. L'intégration dans le paysage de la toiture du bâtiment est d'autant plus importante par temps nuageux comme sur les photographies suivantes. La teinte « sable » des façades du bâtiment permet au bâtiment d'imiter une teinte naturelle, moins agressive qu'une teinte blanche plus conventionnelle.

3.8.2.3 Patrimoine culturel et archéologique

A la vue de la distance des différents monuments historique et du caractère agricole de la zone (pas de zone archéologique), il n'y a pas de mesures ERC prévues sur ce point.

3.8.2.4 Le sol

L'imperméabilisation a été limitée aux bâtiments et accès. La cour étant gravillonnée et perméable. L'imperméabilisation a donc été réduite au maximum. Les cuves de gaz et ainsi que la cuve de fuel possèdent une double paroi empêchant une pollution du sol. Les eaux de lavage sont récupérées dans une fosse de 33m³ avant épandage ou évacuation vers une filière de traitement agréée. Le plan d'épandage respecte le 6^{ème} programme d'action nitrates afin de limiter l'apport d'azote au sol y compris pour les eaux de lavage. Les fientes sont stockées dans une fumière couverte avec sol étanche.

3.8.2.5 Gestion de l'eau

La consommation en eau est réduite par la 'utilisation de tétine avec coupelle de récupération pour l'abreuvement des poulettes et l'utilisation d'un matériel à haute pression lors du lavage du site. Un clapet anti-retour évite toute possibilité de pollution. La consommation du forage a été calculée selon les besoins du site.

Le plan d'épandage respecte la directive nitrates pour limiter l'apport en azote et les distances d'épandage par rapport au cours d'eau. Le site est éloigné des cours d'eau.

Gestion des eaux pluviales :

Surface = 2 013 m² soit 0,2013 ha moins les accès car infiltré en partie perméable (172 m²) = 0,1841 m²

On a donc : $57,5 \times 0,1840 \times 10 = 106 \text{ m}^3$. Un bassin de 115 m³ va être réalisé (marge). Un test de perméabilité a été réalisé à 2 m de profondeur à l'endroit du bassin d'infiltration

Conformément à la doctrine régionale de gestion des eaux pluviales pour les ICPE d'autorisation, en cas de pluie de période de retour 20 ans, 106 m³ d'eau ne seront pas infiltrés et ruissèleront pouvant renforcer le risque d'inondation par ruissellement. L'axe de ruissellement ne se dirige pas vers une commune mais vers un petit ruisseau appelé « le fossé » ajoutant un risque de débordement. Afin de réduire ce risque, un bassin d'infiltration va être mis en place de 10x8 m avec une profondeur de 2m avec des pentes de 30 % permettant de gérer les 115m³ d'eau pluviale. Cela permettra de ne pas renforcer l'axe de ruissellement sur laquelle se trouve le projet. La haie permettra de réduire l'effet ruissellement sur le site. L'impact sur l'axe sera donc très réduit.

Le débit de fuite du bassin sera de 0,1662 l/s.

3.8.2.6 Les déchets

La quantité de déchets produit par le site sera très faible (mise à part les fientes). Cela se cantonne aux besoins du site. La production du site générera des déchets qui seront essentiellement les boues de la fosse, les cadavres, des fientes non normalisées, des emballages cartons et des déchets vétérinaires.

Les boues de la fosse seront épandues par l'exploitant si la période l'autorise, ou seront recueillies par un vidangeur agréé.

L'aération des bâtiments sera régulée par la ventilation dynamique, ce qui permettra le renouvellement de l'air et le maintien des poulaillers à une température ambiante adaptée au bien-être des poulettes. Ainsi, le risque de mortalité des volailles (et donc de production de déchets organiques) lié à une asphyxie ou à la chaleur sera réduit.

Les déchets vétérinaires seront gérés par le vétérinaire de l'élevage qui sera chargé de réduire au minimum leur production.

La gestion de ces paramètres permettra de limiter au maximum la production des déchets.

La normalisation des fientes permet leur revente sans avoir un besoin d'épandage (mise à part le plan d'épandage de secours).

3.8.2.7 L'hygiène

Pas de mesure de réduction mais surtout d'évitement (cf. paragraphe « Eviter »).

3.8.2.8 La santé et la salubrité publique

Idem que précédemment (cf. paragraphe « Eviter »).

3.8.2.9 Les espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs

La surface du site est réduite au maximum pour la capacité de 65 000 poulettes et se trouve sur une parcelle agricole appartenant au maître d'ouvrage. La parcelle reste donc dans le domaine agricole et ceux sont des terres appartenant aux maîtres d'ouvrage. Il n'y a donc pas d'impact sur les espaces naturels aux vues des habitats présents sur le site. Pas d'impact sur les espaces maritimes, forestier ou de loisir aux vues des différents distances par rapport au site.

3.8.3 **Compenser**

Le projet répond aux MTD afin de réduire au maximum les éventuelles incidences sur l'environnement. Il n'y a pas lieu d'exercer une compensation à la vue de la séquence « éviter, réduire ». Les mesures de réduction sont suffisantes pour réduire d'éventuelles incidences notables.

3.9 **Méthodologie de l'étude**

3.9.1 **Auteurs des études**

Noms	Prénoms	Qualifications	Qualités
Routier	Thierry	Ingénieur Agricole Expert Foncier et Agricole Expert Judiciaire	Rédacteur, supervision du dossier
Vidal	Sébastien	Master Environnement	Rédacteur
Wozniack	Médéric	Master Environnement	Rédacteur

3.9.2 **Méthodes utilisées**

Etudes	Méthodes
Bruits	Une étude de bruit a été réalisé afin de déterminer un état sonore initial avant l'implantation du site afin de répondre à la rubrique 3660. Deux points ont fait l'objet de mesure le 12 septembre entre 10h50 et 12h10.

Epandage	Un plan d'épandage a été réalisé afin de répondre aux réglementations d'épandage (contraintes tiers, cours d'eau, aptisole, ...).
Paysage	Une étude paysagère a également été réalisée afin de déterminer l'impact paysager du projet grâce à plusieurs photographies effectuées sur le site et la simulation de l'emplacement du bâtiment sur la parcelle
Emissions	Utilisation des modules appelés GEREP afin de déterminer les différentes émissions produites par le site et estimer les effets des mesures de réduction choisie pour le site.
Gestion de l'eau	Calcul des volumes d'eaux pluviales à gérer sur le site et cartographie fourni par la DDTM pour identifier les axes de ruissellement et permettre de mettre en place des méthode réduction des effets sur les axes
Climat	Emissions du site estimées par le module GEREP et données sur le climat fourni par ATMO.
Déchets	Estimation des déchets basées sur des sites similaires.

3.10 Copie des MTD

3.10.1 Les meilleures techniques disponibles

Adéquation du projet avec les données des Meilleurs Techniques Disponibles (MTD) :

Les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) sont définies sur la base des travaux de la Commission Européenne, dont les conclusions sur les MTD sont parues en février 2017. Elles intègrent de nombreux facteurs d'incidence des effets de l'élevage de volailles sur l'environnement, comme la variation de la composition des aliments, le système de logement des bâtiments ou encore la gestion des déjections. Ces MTD sont établies sur la base d'études scientifiques et du retour d'expérience de divers pays membres de l'Union Européenne.

Les MTD et la réponse du projet quant à la réglementation européenne des MTD font l'objet d'une partie distincte de ce présent rapport, détaillées dans les paragraphes suivants.

3.10.1.1 MTD 1.

Afin d'améliorer les performances environnementales globales des installations d'élevage, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant les caractéristiques suivantes :

- Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;
- Définition, par la direction, d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement ;

- Mise en œuvre des procédures, prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
 - a) organisation et responsabilité ;
 - b) formation, sensibilisation et compétence ;
 - c) communication ;
 - d) participation du personnel ;
 - e) documentation ;
 - f) contrôle efficace des procédés ;
 - g) programmes de maintenance ;
 - h) préparation et réaction aux situations d'urgence ;
 - i) respect de la législation sur l'environnement ; 21.2.2017 FR Journal officiel de l'Union européenne L 43/235
- Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :
 - a) surveillance et mesurage (voir également le rapport de référence du JRC relatif à la surveillance des émissions des installations relevant de la directive sur les émissions industrielles — ROM) ;
 - b) mesures correctives et préventives ;
 - c) tenue de registres ;
 - d) audit interne ou externe indépendant (si possible) pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;
- Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité, par la direction ;
- Suivi de la mise au point de technologies plus propres ;
- Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une installation dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;
- Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur (document de référence sectoriel EMAS, par exemple). En ce qui concerne spécifiquement le secteur de l'élevage intensif de volailles ou de porcs, la MTD consiste également à incorporer les éléments suivants dans le SME ;
- Mise en œuvre d'un plan de gestion du bruit (voir MTD 9) ;
- Mise en œuvre d'un plan de gestion des odeurs (voir MTD 12).

1) Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau :

L'exploitation sera gérée par une personne formée et qualifiée (cf. chapitre 2.3.2 page 16). Le gérant de l'exploitation dispose d'une expérience significative de 18 ans dans l'élevage de volailles, ce qui lui confère des compétences en gestion technique et économique d'une exploitation agricole, en gestion de l'environnement et de l'agronomie. Il est sensibilisé aux bonnes pratiques environnementales d'un élevage avicole et à la protection de l'environnement.

2) Définition, par la direction, d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation :

L'exploitation intégrera les procédures suivantes pour les opérations courantes :

- Une bonne gestion de l'alimentation en eau permettra de fournir le volume d'eau strictement nécessaire à la bonne gestion de l'exploitation des poulettes et évitant tout gaspillage (cf. MTD5

page 384). L'éleveur s'engage à surveiller la consommation en eau à une fréquence mensuelle et à la noter dans le registre des consommations en eau de l'élevage, pour détecter toute fuite d'eau possible et être conforme à la réglementation en vigueur. Il est prévu que le relevé de consommation en eau soit étudié à la fin de chaque bande pour identifier des marges de manœuvre afin de diminuer la consommation en eau de la bande suivante.

- Les consommations d'eau et d'énergie, ainsi que les quantités d'aliments pour animaux et les déchets produits seront scrupuleusement enregistrées en sortie de chaque bande, afin d'améliorer leur performance, limiter tout gaspillage et ainsi réduire l'impact environnemental.
- Les déchets seront stockés dans un local destiné au stockage desdits déchets avant d'être recyclés dans une filière adaptée (cf. chapitre 3.5.3.8 page 252).
- Le séchage des fientes et leur stockage éviteront toute production de jus et donc de fuite d'effluent liquide (cf. chapitre 2.10.2 page 32). La quantité de fientes produite sera relevée dans un registre et étudiée en fin de bande pour améliorer les performances liées à leur production et si possible la réduire.

3) Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement :

Le fonctionnement cyclique de l'élevage selon un cycle de 2,5 bandes par an permettra de prévoir les actions à améliorer ou d'anticiper leur réalisation.

Le suivi des performances de production d'élevage se déroule selon les procédures suivantes :

- Le suivi et l'enregistrement de la consommation en eau et des aliments distribués permettront de prévoir une planification des apports adaptée aux besoins des animaux tout en réduisant les coûts et améliorant les performances de l'élevage.
- Des procédures de bonne utilisation des produits utilisés sur le site sont prévues (bon dosage pour éviter le surdosage, pas de mélange des produits...).
- Un investissement dans un système d'alimentation en eau économe sera réalisé (cf. MTD5 page 384), permettant de fournir la quantité journalière d'eau strictement nécessaire au besoin des animaux, ce qui limitera la consommation d'eau. La consommation en eau sera relevée à un rythme mensuel, ce qui permettra d'estimer la consommation en eau de la bande pour la réduire si cela est possible.

4) Mise en œuvre des procédures :

Le suivi des émissions et des paramètres de procédés répond aux procédures suivantes :

a) Organisation et responsabilité :

Mr. Villain dispose de registres de bonne gestion du site d'un point de vue réglementaire, logistique et énergétique. Il est aussi en mesure de former et gérer du personnel, si le besoin se présente.

b) Formation, sensibilisation et compétence de chaque personne :

L'élevage avicole sera géré par un exploitant formé et expérimenté. Il exerce cette activité depuis 2000, soit depuis 18 ans, ce qui démontre ses bonnes capacités de gestion d'un élevage de volailles (cf. chapitre 2.3.2 page 16).

Mr. Villain détient des compétences dans la gestion d'une exploitation agricole, en gestion de l'environnement et de l'agronomie. Il dispose ainsi d'une sensibilité particulière face aux problématiques environnementales et agricoles. De plus, son expérience lui permet d'anticiper et de gérer au mieux les aléas ainsi que le matériel technique lié à l'exploitation d'un tel site.

c) Communication :

L'implication du gérant de l'exploitation dans son activité lui permet de se tenir à jour des nouvelles méthodes et techniques d'élevage ainsi que les mises à jour réglementaires liées à la gestion d'un tel site.

d) Participation du personnel :

A ce jour, il est prévu qu'aucun employé ne soit présent sur le site de l'élevage.

f) Contrôle efficace des procédés :

Les fientes, les installations du site et les procédures d'utilisation du matériel feront l'objet de contrôles réguliers, et si besoin d'une formation sur le bon usage du matériel.

g) Programmes de maintenance :

Les installations électriques, le système de ventilation et de chauffage seront régulièrement contrôlés par un organisme agréé. La présence d'une personne sur le site permettra de vérifier le bon fonctionnement des équipements.

h) Préparation et réaction aux situations d'urgence :

Un dispositif d'urgence est prévu. En cas de fuite d'un produit dangereux ou polluant, tout sera mis en œuvre pour éviter la propagation de la pollution (confinement du bâtiment ou du local concerné, intervention rapide d'un technicien...). Appel du centre de secours pour une intervention rapide des services d'urgence.

En cas d'incendie :

- En cas de départ de feu, utilisation des extincteurs du site
- Appel du centre de secours
- Evacuation des lieux
- Fermeture des portes
- Attente de l'arrivée des sapeurs-pompiers

Remarque : la réserve d'eau anti-incendie sera accessible en permanence.

En cas d'accident sur le site :

- Appel du centre de secours
- Mise en sécurité du ou des blessé(s),
- Attente des secours

Remarque : tout accident ou incident sera mentionné dans un registre.

Ces procédures sont détaillées dans le chapitre 3.6 page 292 **Erreur ! Signet non défini..**

i) Respect de la législation sur l'environnement :

Le projet sera en conformité avec la réglementation sur l'environnement en vigueur et des dispositions légales en rapport avec ses incidences environnementales significatives.

5) Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :a) Surveillance et mesurage :

Les consommations en énergie, en eau, en aliment et en production de déchets et de fientes seront scrupuleusement enregistrées dans un registre. Le relevé de ces consommations permettra de détecter une éventuelle anomalie ou d'étudier les possibilités d'amélioration des performances liées aux consommations de l'élevage.

b) Mesures correctives et préventives :

Les mesures correctives suivantes sont citées à titre non exhaustif dans le tableau suivant :

Dépassement ou non-conformité	Mesures correctives
Consommation en eau	Réglage de l'ordinateur pour réduire l'apport d'eau dans le réseau d'alimentation des poulettes.
Consommation en énergie	Réduction si besoin de l'intensité lumineuse et réglage de l'ordinateur pour réduire le temps d'éclairage. La durée d'éclairage sera adaptée au cycle biologique des poulettes, ce qui évitera toute surconsommation d'électricité.
Consommation d'aliments	Réduction si besoin de la teneur en éléments ou de la quantité des aliments distribués afin de diminuer la part d'aliments non digérés dans les fientes. En cas de dépassement des besoins en nutriments des poulettes, un changement de fournisseur pourra être effectué ou encore les périodes de changement d'alimentation pourront être modifiées pour correspondre au cycle de développement des animaux.
Production de déchets	La production du site génèrera des déchets qui seront essentiellement les boues de la fosse, les cadavres, des fientes non normalisées, des emballages cartons et des déchets vétérinaires. Les boues de la fosse seront épanchées par l'exploitant si la période l'autorise, ou seront recueillies par un vidangeur agréé. L'aération des bâtiments sera régulée par la ventilation dynamique, ce qui permettra le renouvellement de l'air et le maintien des poulaillers à une température ambiante adaptée au bien-être des poulettes. Ainsi, le risque de mortalité des volailles (et donc de production de déchets organiques) lié à une asphyxie ou à la chaleur sera réduit. Les déchets vétérinaires seront gérés par le vétérinaire de l'élevage qui sera chargé de réduire au minimum leur production. La gestion de ces paramètres permettra de limiter au maximum la production des déchets.

c) Tenue de registres :

La tenue de registres d'arrivage et de départ des poulettes, de livraison des aliments, de production de fientes, de consommation en eau et en énergie constitueront les principaux modes de surveillance logistique et leviers d'amélioration des performances du site.

d) Audit interne ou externe indépendant (si possible) pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour :

Le SME identifiera les impacts de l'élevage sur l'environnement et le respect de l'exploitation vis-à-vis de la réglementation, afin d'améliorer les performances et de maîtriser les risques et les coûts engendrés par les activités du site. L'audit de certification des SME sera réalisé dans le cadre du contrôle de la certification de l'éleveur.

6) Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité, par la direction :

Les registres de consommation d'énergie, d'eau et d'aliments ainsi que la production de déchets seront analysés au moins chaque année ou en fin de bande. Des registres seront aussi tenus pour évaluer l'aspect sanitaire de l'exploitation, le bien-être des animaux ainsi que l'effectif des poulettes et leur mortalité.

L'efficacité et la pertinence du SME seront alors discutées par l'exploitant et l'adéquation avec le dimensionnement de l'élevage de poulettes sera vérifiée. En cas de non adéquation, de surproduction de déchets, de surconsommation d'eau ou d'énergie, ou bien d'alimentation non adaptée, l'exploitant du site procèdera à la restructuration de son SME pour le rendre conforme avec son activité.

Le plan d'actions du SME sera ainsi revu avec l'accompagnement d'un organisme agréé à la fin de chaque cycle, aboutissant vers un nouvel audit complet et de nouveaux objectifs.

Le gérant de l'exploitation s'engage aussi à se tenir informé de l'évolution de la réglementation en vigueur. L'adéquation de l'exploitation avec les dispositions relatives à l'élevage avicole sera vérifiée au moins une fois par an.

7) Suivi de la mise au point de technologies plus propres :

Les compétences en agriculture et en environnement du gérant de l'exploitation sont de bonne qualité et cohérentes avec son activité. Il sera en mesure de se tenir informé des technologies propres pour son exploitation. La revue du SME évoquée dans le point 6 de la MDT1, constitue une occasion d'évaluer la capacité financière et technique du site afin d'installer un moyen technique en adéquation avec son activité et permettant une gestion plus propre de son exploitation.

8) Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une installation dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation.

La mise à l'arrêt définitif de l'exploitation suivra le cheminement d'un scénario adapté aux installations et bâtiments présents sur le site. Il intègrera les étapes suivantes :

- Le bâtiment sera vidé des poulettes et nettoyé : l'arrêt de l'activité s'effectuera après la dernière bande, ce qui impliquera qu'aucune nouvelle livraison de poussins ne devra être programmée au moment où la décision de cessation d'activité sera prise. Si l'arrêt est décidé pendant l'exploitation d'une bande, à défaut d'un personnel intérimaire, les poulettes seront vendues.
- L'enlèvement des fientes présentes sur le site : la fumière sera vidée des fientes qui seront enlevées pour commercialisation ou épandues sur les parcelles du plan d'épandage, afin de ne laisser sur le site aucunes fientes qui pourraient à terme occasionner des nuisances odorantes, être lessivées ou contaminer les terrains voisins.
- Le démantèlement des équipements et le comblement avec des matériaux inertes, du puits et du forage.
- Les silos de stockage seront vidés pour éviter tout risque de moisissure ou d'odeur, et de ce fait, de risques sanitaires.
- Les produits phytosanitaires seront triés, évacués du site et recyclés selon le mode de recyclage adapté aux produits concernés.
- Les bâtiments seront condamnés et ceux le pouvant seront fermés à clé : les portes du bâtiment principal seront condamnées et fermées avec des cadenas fermant à clé.
- Coupure de l'électricité et de l'eau : le fournisseur d'électricité sera prévenu de l'arrêt de l'activité d'élevage de volailles. Le captage sera arrêté et le préfet sera prévenu de la décision

de cessation de son usage. Les dispositions relatives à son arrêt seront mises en œuvre (article 13 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié).

- Les bâtiments le pouvant seront démontés. Les autres bâtiments seront clos et inaccessibles en attendant d'être démantelés afin d'engendrer le plus faible impact possible sur l'environnement.

9) Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur (document de référence sectoriel EMAS, par exemple). En ce qui concerne spécifiquement le secteur de l'élevage intensif de volailles ou de porcs, la MTD consiste également à incorporer les éléments suivants dans le SME :

Les relevés de consommation d'eau et d'électricité de l'élevage seront analysés au moins une fois par an pour vérifier leur conformité avec les besoins de l'élevage, identifier toute surconsommation et les comparer aux critères recommandés par la réglementation et la profession.

La consommation en aliments sera aussi relevée et analysée afin de vérifier avec un technicien alimentation que les nutriments et le dosage apportés dans la nourriture des animaux correspondent bien aux besoins des volailles et aux critères recommandés par la réglementation et la profession.

Ces suivis auront pour objectifs de s'assurer du respect des critères recommandées, de maîtriser le bien-être animal, l'état sanitaire et la gestion économique de l'activité.

10) Mise en œuvre d'un plan de gestion du bruit :

Le plan de gestion du bruit est détaillé dans la MTD 9 (page 388).

11) Mise en œuvre d'un plan de gestion des odeurs :

Le plan de gestion des odeurs est détaillé dans la MTD 12 (page 392).

3.10.1.2 MTD 2

Afin d'éviter ou de réduire les effets sur l'environnement et d'améliorer les performances globales, la MTD consiste à appliquer toutes les techniques suivantes.

a) Localisation appropriée de l'unité/l'installation d'élevage et bonne répartition spatiale des activités.

i. Réduire les transports d'animaux et de matières (y compris les effluents d'élevage) :

▪ Les animaux :

Chaque bande de poulettes sera entièrement répartie dans le seul et unique bâtiment d'élevage. Cette configuration permettra de livrer les volailles en début de bande en une seule fois. De même, le chargement des poulettes en fin de bande pourra être réalisé en une seule opération.

Ainsi, le regroupement des animaux sur un même site, en une seule bande et dans un unique bâtiment permettra l'intervention d'un même gros camion en une seule fois, ce qui réduira le nombre de véhicules intervenant pour le transport d'animaux.

▪ L'alimentation :

Les aliments seront apportés dans le bâtiment d'élevage depuis les deux silos situés à côté du bâtiment. L'alimentation sera distribuée ponctuellement et de façon contrôlée avec des aliments d'origine végétale. La proximité des silos permettra d'éviter le transport véhiculé de l'alimentation dans les bâtiments (cf. chapitre 2.10.6 page 33). La livraison d'aliments se fera à une fréquence d'un camion par semaine en vitesse de croisière avec un volume adéquat par bande.

▪ Les effluents :

Les fientes seront acheminées chaque jour par un tapis roulant vers la fumière présente sur le site. Le transport des fientes vers la fumière n'engendrera pas de transport par un véhicule motorisé. Aucun trafic routier supplémentaire ne sera engendré sur les routes, la fumière étant située sur le site de l'élevage. Ces manœuvres permettront de réduire le transport lié à l'évacuation des fientes.

La gestion de l'élevage avicole sur un seul et même site et un seul et même poulailler permettra de centraliser toutes les opérations liées à son exploitation. Ainsi, aucun déplacement véhiculé ne sera nécessaire pour assurer les opérations liées à la gestion du site.

ii. Maintenir une distance adéquate par rapport aux zones sensibles nécessitant une protection :

Le site se trouve en milieu rural, éloigné des habitations. Le bâtiment habité le plus proche de l'élevage se situe à environ 700 mètres du site et environ 800 mètres de l'habitation la plus proche dans le sens des vents dominants (cf. chapitre 3.2 page 85 **Erreur ! Signet non défini.**).

Le projet se situe en dehors de toute zone de protection et d'inventaire environnemental ainsi que de tout périmètre d'une aire d'alimentation de captage.

De plus, les parcelles du plan d'épandage seront conformes aux distances réglementaires d'éloignement des zones sensibles.

Les nuisances sur les zones sensibles seront quasiment nulles.

iii. Tenir compte des conditions climatiques existantes (par exemple, vent et précipitations) :

Le site en projet est éloigné des habitations et localisé dans un environnement ayant des conditions climatiques favorables à l'élevage. Le vent dominant provient du sud-ouest, et dirigé vers le nord-

est en direction d'une zone non habitée dans laquelle le tiers le plus proche est distant d'environ 800 mètres du site.

De plus, le climat est plutôt humide et les températures seront peu élevées. Les conditions climatiques du secteur d'Albert est favorable pour un élevage avicole, car les volailles sont sensibles aux températures extrêmes. Aussi, le climat ambiant et humide ne favorise pas le développement des odeurs liées à l'élevage de poulettes.

iv. Prendre en considération la capacité d'extension ultérieure de l'installation d'élevage :

Le projet consiste en la construction d'un nouveau bâtiment sur un site actuellement non bâti. Il accueillera la fumière déjà en place sur le site ainsi que le futur bâtiment d'élevage (cf. plans de l'annexe 4), dont l'emprise sera bordée de terres agricoles non bâties.

De plus, l'emprise du projet ne s'étendra pas sur la totalité de la surface des parcelles accueillant les futures installations. Cette disposition rendra possible une éventuelle extension ultérieure de l'élevage et des bâtiments du projet.

v. Eviter la contamination de l'eau :

Les fientes seront séchées et ne produiront pas de jus d'effluent. Le risque de contamination de l'eau par des effluents et par des pollutions accidentelles sera ainsi quasiment nul.

L'alimentation en eau proviendra du forage localisé sur le site. La tête de forage sera protégée dans un petit abri fermant à clé et une margelle de béton protégera le forage de tout écoulement accidentel de liquide ou de produit polluant (cf. chapitre 2.10.9 page 34). Aucune installation utilisant ou stockant des produits polluants ne sera présente à proximité du forage. Aucun produit phytosanitaire ni azote liquide ne sera stocké sur l'exploitation. De plus, le forage sera muni d'un dispositif de mesure totalisateur et d'un système anti-retour. Ces précautions permettront d'éviter toute contamination de la ressource en eau. Une analyse de l'eau sera faite annuellement. Les paramètres analysés seront organoleptiques (couleur, odeur, saveur), physico-chimiques (pH, conductivité, turbidité, nitrates, nitrites, ammonium, COT, TA/TAC, dureté, balance ionique, carbonates, bicarbonates, sulfates, calcium, magnésium, sodium, chlorures, potassium) et microbiologiques (coliformes totaux, *Escherichia coli*, entérocoques intestinaux, bactéries revivifiables à 22 et 36 °C, spores de bactéries anaérobies sulfito-réductrices).

L'éloignement du site et de ses activités vis-à-vis des cours d'eau (cf. chapitre 3.4.9.6 page 165), le stockage dans la fumière des fientes sèches, ne produisant pas de jus, et non pas au champ permettront d'éviter la contamination des eaux de surface.

b) Éduquer et former le personnel.

Le chef d'exploitation de l'élevage est représenté par M. Villain. A l'heure actuelle, il est prévu qu'aucun salarié ne soit présent sur le site. Toutefois, compte tenu de son expérience et de sa qualification, le gérant de l'élevage sera en mesure de former du personnel si le besoin d'engager un salarié se présente.

i. Réglementation applicable, élevage, santé et bien-être des animaux, gestion des effluents d'élevage, sécurité des travailleurs :

Le gérant du site est formé et se tient à jour quant à la réglementation applicable dans un élevage avicole. Sa formation et son expérience lui permettent d'avoir une bonne connaissance en matière de gestion d'un élevage avicole et des règles à respecter pour la sécurité des éventuels employés, de la bonne santé des animaux et leur bien-être. Mr. Villain est en mesure de former et d'éduquer son personnel en cas de future embauche.

ii. Transport et épandage des effluents d'élevage :

L'exploitant est compétent en termes de gestion des effluents, de leur stockage et de leur épandage. Il est formé et expérimenté dans la réalisation d'un épandage. De plus, il est en capacité de rappeler aux acheteurs des fientes normalisées la réglementation en vigueur en termes d'épandage et de transport. Si besoin, il est aussi en capacité de former du personnel à la réalisation d'un épandage conforme à la réglementation en vigueur.

iii. Planification des activités :

La qualité de l'élevage et de la production des poulettes repose sur la réalisation d'opérations quotidiennes et hebdomadaires, inscrites dans l'emploi du temps journalier du gérant de l'exploitation. Compte tenu de son expérience dans le domaine, le gérant dispose d'une bonne connaissance concernant la manipulation des équipements d'un élevage avicole, la gestion des installations, la manipulation des animaux et la gestion des activités quotidiennes et périodiques du site. Il est ainsi compétent pour la planification et la bonne gestion des activités du site.

iv. Planification d'urgence et gestion :

La planification d'urgence et la gestion du site seront entièrement menées par l'exploitant, qui dispose d'une expérience avérée dans ces domaines. Les consignes de sécurité et les différents numéros des services de secours seront affichés près de l'entrée des bâtiments et du téléphone.

v. Réparation et entretien des équipements :

Il fait appel à des organismes pour la réparation et l'entretien des équipements, dont les intervenants seront formés et éduqués dans leur domaine d'activité.

c) Élaborer un plan d'urgence pour faire face aux émissions et incidents imprévus tels que la pollution de masses d'eau.

Les risques liés à l'élevage de poulettes sont développés dans l'étude de dangers (cf. annexe 23). Ces risques seront connus par le gérant du site et les mesures adaptées à l'élevage de poulettes seront mises en place.

Parmi les mesures prises, on peut citer les suivantes :

- a) Pour faciliter toute intervention d'urgence liée à une pollution des masses d'eau suite à un incident survenu sur l'exploitation, le plan des installations du réseau d'eau ainsi que le système d'évacuation des eaux usées, sera clairement affiché sur le site.
- b) Le risque le plus important de l'élevage de poulettes est lié à un départ d'incendie. Pour faire face à ce risque, un plan d'action anti-incendie est prévu :
 - En cas de départ de feu dans la fumière, il sera maîtrisé à partir des extincteurs présents sur le site ;
 - Les portes du bâtiment principal seront maintenues closes pour éviter toute contagion de l'incendie vers le bâtiment de volailles ;
 - Si le feu n'est pas maîtrisé, les pompiers seront appelés ;
 - Une réserve d'eau à incendie sera présente sur le site et en face de la façade principale du bâtiment d'élevage, sur l'aire d'accès du site. Ainsi, les sapeurs-pompiers pourront lutter contre l'incendie, conformément à la DECI demandée par le règlement départemental de la défense contre l'incendie (cf. annexe 23).

Le site disposera des moyens suivants :

- Trois extincteurs dans le bâtiment d'élevage, 1 dans le local électrogène et un au niveau de la fumière, qui seront contrôlés annuellement.
 - Réserve d'eau incendie de 272 m³.
 - Formation à l'utilisation des extincteurs et aux risques encourus.
 - L'installation dispose en permanence d'un accès aisé au site, pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
 - Affichage des consignes de sécurité et des différents numéros des services de secours près de l'entrée des bâtiments et du téléphone.
- c) L'autre risque important est l'incendie du poulailler lié à un dysfonctionnement électrique ou du chauffage. Les mesures prises sont sensiblement les mêmes que pour le cas de l'incendie de la fumière mise à part que les cuves de gaz seront déplacées par rapport au plan initial afin d'éviter la contagion de l'incendie à ces cuves. Le système de coupe-feu du poulailler sera également une des mesures prises afin de contrôler un possible incendie.
- d) En cas de pollution accidentelle :

Le risque de pollution de l'eau et de l'air par l'élevage sera faible. Aucun produit toxique ne sera utilisé ou stocké sur le site.

En revanche, les eaux d'incendie constitueront le risque le plus probable de pollution sur le site. Une fuite de gaz constituerait aussi un risque non négligeable de pollution.

Dans la mesure où une pollution ne pourrait être évitée, le gérant de l'exploitation fera intervenir les services adaptés à la décontamination du site.

d) Contrôle, réparation et entretien réguliers des structures et des équipements :

Les installations de l'élevage seront maintenues dans de bonnes conditions sanitaires et de propreté, notamment par la réalisation des opérations de nettoyage en fin de bande.

Les opérations de contrôle, de réparation et d'entretien réguliers des structures et des équipements seront centrées sur les opérations de la façon suivante :

- Les systèmes de distribution d'eau et d'aliments : ces dispositifs seront inspectés annuellement.
- Le système de ventilation et les sondes de température : ces dispositifs seront inspectés annuellement.
- Les silos et le matériel de transport (par exemple, vannes, tubes) : ces dispositifs seront inspectés annuellement.

En cas de défaillance d'un des équipements, sa réparation s'effectuera dans les plus brefs délais possibles.

e) Entreposer les cadavres d'animaux de manière à prévenir ou à réduire les émissions.

Les cadavres des animaux seront mis dans des conteneurs disposés dans une chambre froide en attente du passage des sociétés d'enlèvement.

Dans l'attente de leur évacuation, les cadavres seront placés dans un congélateur situé dans le local du groupe électrogène. Ils seront conservés dans un congélateur à température négative jusqu'à leur enlèvement par l'équarrisseur.

Ils seront ensuite enlevés par la société ATEMAX qui vient au moins une fois par mois, ou plus régulièrement si les besoins l'imposent (voir chapitre 3.5.4.1.7.7 page 2837.3.3).

3.10.1.3 MTD 3

Afin de réduire l'azote total excrété et, par conséquent, les émissions d'ammoniac, tout en répondant aux besoins nutritionnels des animaux, la MTD consiste à recourir à une alimentation et à une stratégie nutritionnelle faisant appel à une ou plusieurs des techniques ci-dessous.

a) Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles.

Une alimentation multiphase est mise en place (voir détails MTD 3 b) cette partie n'est donc pas applicable au projet.

b) Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production.

Le gérant de l'élevage pratiquera un changement de régime alimentaire en fonction de l'âge des volailles et de leur cycle de croissance. L'alimentation des poulettes sera multiphase et adaptée au cycle de production intégrant 4 phases : « démarrage », « croissance », « poulette » et « pré-ponte ».

Les formules des aliments feront l'objet d'une recherche permanente d'amélioration pour apporter les éléments nutritifs adaptés aux besoins changeant des poulettes durant leur développement.

Le comparatif entre les besoins physiologiques des poulettes et les aliments utilisés (source : ITAB) (cf. annexe 17) repris de la réponse sont présentés dans les tableaux suivants. Il est à noter que ITAB donne des teneurs pour 2 phases, de 0 à 6 semaines et de 7 à 20/23 semaines. L'exploitant fera une alimentation à 4 phases démarrage (0 à 4^{ème} semaine), croissance (4^{ème} à 8^{ème} semaine), poulette (9^{ème} à 15^{ème} semaine) et pré-ponte (après 16^{ème} semaine). Ces 4 phases respectent les teneurs de ITAB pour chaque période donnée comme décrit dans les tableaux suivants. 2 ou 4 phases ne changent donc rien pour le respect des teneurs.

i. Démarrage : de 0 à 4^{ème} semaine

Élément nutritif	Recommandation nutritionnelle (de 0 à 6 semaines) Sources : ITAB	Apport de l'aliment utilisé (du premier jour à la fin de la semaine 3)
Protéines brutes	Maximum : 21 %	20,7 %
Lysine digestible	Minimum : 0,85 %	1,14 %
Méthionine digestible	Minimum : 0,32 %	0,496 %
Matière grasse	Maximum : de 2,00 à 5,00 %	3,3 %
Cellulose brute	Maximum : 5 %	4,5 %
Calcium	Minimum : 1,00 %	1,09 %
Phosphore disponible	Minimum : 0,40 %	0,62 %
Sodium	Minimum : 0,15 %	0,17 %

ii. Croissance : de la 4^{ème} à 8^{ème} semaine

Elément nutritif	Recommandation nutritionnelle (de 0 à 6 semaines) Sources : INRA ; ITAB	Apport de l'aliment utilisé (de la semaine 4 à 8)
Protéines brutes	Maximum : 21 %	18,4 %
Lysine digestible	Minimum : 0,85 %	0,96 %
Méthionine digestible	Minimum : 0,32 %	0,442 %
Matière grasse	Maximum : de 2,00 à 5,00 %	2,6 %
Cellulose brute	Maximum : 5 %	4,8 %
Calcium	Minimum : 1 %	1 %
Phosphore disponible	Minimum : 0,40 %	0,6 %
Sodium	Minimum : 0,15 %	0,17 %

iii. Croissance : de la 4^{ème} à 8^{ème} semaine

Elément nutritif	Recommandation nutritionnelle (de 7 à 20/23 semaines) Sources : INRA ; ITAB	Apport de l'aliment utilisé (de la semaine 4 à 8)
Protéines brutes	Maximum : 18 %	18,4 %
Lysine digestible	Minimum : 0,62 %	0,96 %
Méthionine digestible	Minimum : 0,24 %	0,442 %
Matière grasse	Maximum : de 2,00 à 7,00 %	2,6 %
Cellulose brute	Maximum : 7 %	4,8 %
Calcium	Minimum : 1 %	1 %
Phosphore disponible	Minimum : 0,35 %	0,6 %
Sodium	Minimum : 0,12 %	0,17 %

iv. Poulette : de la 9^{ème} à 15^{ème} semaine

Elément nutritif	Recommandation nutritionnelle de 7 à 20/23 semaines) Sources : ITAB	Apport de l'aliment poulette 2eme âge (de la semaine 9 à 15)
Protéines brutes	Maximum : 18,0 %	17,3 %
Lysine digestible	Minimum : 0,62 %	0,86 %
Méthionine digestible	Minimum : 0,24 %	0,4156 %
Matière grasse	Maximum : de 2,00 à 7,00 %	2,5 %
Cellulose brute	Maximum : 7 %	5,1 %
Calcium	Minimum : 1 %	0,98 %
Phosphore disponible	Minimum : 0,35 %	0,56 %
Sodium	Minimum : 0,12 %	0,17 %

v. Pré-ponte : après la 16^{ème} semaine

Elément nutritif	Recommandation nutritionnelle (après 16 semaines) Sources : INRA ; ITAB	Apport de l'aliment poulette pré-ponte (de la semaine 16 à la sortie)
------------------	--	--

Protéines brutes	Maximum : 18 %	15 %
Lysine digestible	Minimum : 0,62 %	0,6%
Méthionine digestible	Minimum : 0,24 %	0,3392 %
Matière grasse	Maximum : de 2,00 à 7,00 %	3,5 %
Cellulose brute	Maximum : 7 %	4,9 %
Calcium	Minimum : 1 %	1,43 %
Phosphore disponible	Minimum : 0,35 %	0,48 %
Sodium	Minimum : 0,12 %	0,18 %

Pour la méthionine digestible le calcul est fait en additionnant la méthionine naturelle (0,33 pour le démarrage par exemple) et additionner l'hydroxy analogue méthionine (0,17 % pour le démarrage multiplier par 88 % soit 0,145 %). Et donc $0,33 + 0,145 = 0,475$ % pour la phase « démarrage ».

Les aliments apportent une quantité de protéines brutes qui dépasse les recommandations réglementaires au stade de « croissance » de la 7^{ème} et 8^{ème} semaine. Cependant, les protéines brutes ne sont pas toutes digestibles, c'est pourquoi il est incorporé légèrement plus de protéines brutes en règle générale pour combler cela. Le dépassement de cette quantité est donc normal.

Bien que l'alimentation fournie aux poulettes soit destinée et adaptée à chaque stade de développement des poulettes, certaines teneurs sont tout de même en dessous ou au-dessus du seuil de recommandation des paramètres cités ci-dessus.

Les marges de manœuvre dont dispose l'exploitant du site pour améliorer l'alimentation des poulettes sont les suivantes :

- Une reconfiguration du calendrier de l'alimentation : en changeant la semaine à partir de laquelle le changement d'alimentation est opérationnel ;
- Un changement de fournisseur ou de formule pour améliorer les performances alimentaires ;
- Un apport en méthionine, lysine et en calcium si besoin pour compenser les carences aux stades concernés.

3.10.1.4 MTD 4 :

Afin de réduire le phosphore total excrété tout en répondant aux besoins nutritionnels des animaux, la MTD consiste à recourir à une alimentation et à une stratégie nutritionnelle faisant appel à la technique ci-dessous.

a) Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production :

Un changement de régime alimentaire en fonction de l'âge des poulettes sera réalisé pour répondre aux besoins spécifiques des volailles selon leur stade de développement. L'alimentation des poulettes sera multiphase et adaptée au cycle de production intégrant 4 phases : « démarrage », « croissance », « poulette » et « pré-ponte ».

Les formules des aliments feront l'objet d'une recherche permanente d'amélioration pour apporter les éléments nutritifs adaptés aux besoins changeant des poulettes durant leur développement.

L'alimentation des poulettes sera maîtrisée et adaptée au besoin de chaque cycle de croissance de l'animal.

Le comparatif entre les besoins physiologiques des poulettes et les aliments utilisés (source : INRA ; ITAB) est présenté dans la réponse à la MTD 3.

b) Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent le phosphore total excrété.

Des phytases seront ajoutés dans l'alimentation. Le phosphore phytique qui représente entre 60 % et 80 % du phosphore total des végétaux n'est pas utilisable par les animaux monogastriques comme source unique de phosphore. En effet, ils ne possèdent pas le matériel enzymatique pour hydrolyser les phytates et libérer le phosphore nécessaire pour satisfaire leurs besoins physiologiques. Le phosphore phytique peut néanmoins être libéré en présence de l'enzyme phytase, rendant ainsi le phosphore disponible pour la croissance et la minéralisation osseuse réduisant ainsi l'excrétion du phosphore (cf. fiches d'alimentation des poulettes en annexe 9).

Additif	Quantité (appliquée à tous les stades de développement des poulettes)
Endo-1,3(4)-bêta-glucanase EC 3.2.1.6 (4a1604i)	1 500 UV/kg
Endo-1,4-bêta-xylanase EC 3.2.1.8 (4a1604i)	1 100 UV/kg
3-Phytase EC 3.1.3.8 (4a 1600)	500 FTU/kg

3.10.1.5 MTD 5 :

Afin d'utiliser l'eau de façon rationnelle, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques suivante.

a) Tenue d'un registre de la consommation d'eau (cf. chapitre 3.2.3 page 96) :

La consommation en eau sera soigneusement notée dans un registre de consommation d'eau. Le relevé de consommation en eau sera effectué à une fréquence mensuelle et les données seront étudiées en fin de bande.

Le relevé mensuel avec le compteur de consommation en eau ainsi que le suivi du registre de la consommation d'eau permettront d'évaluer la consommation moyenne des poulettes et de détecter d'éventuelles fuites à titre préventif.

Un clapet anti-retour équipera le réseau d'eau.

c) Le nettoyage à haute pression (cf. chapitre 3.8.1 page 297 page) :

Le nettoyage des hébergements et des équipements se fera à haute pression, ce qui permettra de réduire la consommation en eau du site.

d) Utilisation de tétines (cf. chapitre 3.8.1 Erreur ! Source du renvoi introuvable. page 297) :

Les installations de distribution d'eau seront des tétines équipées de coupelles de récupération des eaux susceptibles de goutter et de s'épandre sur le sol.

Les tétines qui équiperont l'élevage correspondront au modèle présenté sur la photo suivante :



3.10.1.6 MTD 6

Afin de réduire la production d'eaux résiduares, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous.

a) Réduire les surfaces souillées de la cour :

Les eaux de lavage sont dirigées directement vers la fosse toutes eaux de 33 m³ limitant ainsi les surfaces souillées dans la cour. La cour est en gravillon favorisant l'infiltration direct des eaux propres.

c) Séparer les eaux de pluie non contaminées des flux d'eaux résiduares nécessitant un traitement :

Les eaux de toiture non souillées seront récupérées par des gouttières et collectées dans le bassin d'infiltration de 115m³.

Les eaux résiduares provenant du lavage des bâtiments seront récupérées dans une fosse toutes eaux de 33m³ tandis que les eaux de ruissellement non souillés seront infiltrées à la parcelle (cour gravillonnée perméable). (cf chapitre 2.10.5 page 33).

3.10.1.7 MTD 7

Afin de réduire les rejets d'eau résiduaires dans l'eau, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous.

a) Évacuation des eaux résiduaires dans une fosse :

Une fosse de 33 m³ permettra de stocker les eaux de nettoyage (cf chapitre 2.10.5 page 33). Les eaux de pluie ne seront pas mélangées avec les effluents d'élevage.

3.10.1.8 MTD 8

Afin d'utiliser rationnellement l'énergie dans une installation d'élevage, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous.

b) La ventilation sera dynamique :

Les bâtiments seront ventilés mécaniquement et en permanence par un système de ventilation dynamique (cf. chapitre 2.10.1 page 31).

- L'entrée d'air sera transversale, par le biais de trappes linéaires de part et d'autre du poulailler et sur 2 niveaux.
- L'extraction d'air vicié se fera par les turbines situées en pignons.

Ces ventilations seront automatisées afin de limiter toute consommation excessive d'énergie et auront la plus faible consommation électrique possible. Les ventilateurs sont répartis de façon à faire circuler l'air de façon optimal.

c) Isolation des murs du bâtiment d'hébergement :

Les cloisons seront en panneaux sandwich isolant (cf. chapitre 2.10.1 page 31) :

Le plafond sera isolant et suit la pente de toiture – Epaisseur 40 mm – PIR – Classement au feu : D s2-do – Masse volumique : 30 Kg/m³.

Les parois verticales seront en panneaux sandwichs de 50 mm d'épaisseur – 2 faces tôles laquées – Classement au feu : B s2-do. Les isolants sont pourvus d'un revêtement imperméable permettant de conserver la chaleur (isole des courants d'air et de l'humidité) et de limiter la consommation en termes de chauffage.

d) Utilisation d'un éclairage basse consommation :

Le bâtiment sera éclairé par des ampoules à led, ce qui assurera une basse consommation électrique de l'éclairage (cf. chapitre 6.2 page 352).

3.10.1.9 MTD 9

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la MTD consiste à établir et mettre en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD I), un plan de gestion du bruit comprenant les éléments suivants :

- Un protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier ;
- Un protocole de surveillance du bruit ;
- Un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes de bruit mis en évidence ;
- Un programme de réduction du bruit destiné, par exemple, à mettre en évidence la ou les sources de bruit, à surveiller les émissions sonores, à caractériser la contribution des sources et à mettre en œuvre des mesures de suppression et/ou de réduction du bruit ;
- Un relevé des problèmes de bruit rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion des informations relatives aux problèmes de bruit rencontrés.

Réponse du projet :

Une campagne de mesure du bruit a été réalisée le 12 septembre 2017 sur le site d'Albert (cf. chapitre 3.2.5.4 page 102). Cette opération a été réalisée à partir d'un sonomètre et dans des conditions climatiques favorables. Cette étude ne permet pas d'estimer l'incidence sonore que le futur site aura sur les tiers mais il permet de faire un état des lieux acoustique préalable du milieu sur lequel il sera implanté. Une prochaine mesure du bruit complémentaire, réalisée en période d'activité de l'élevage de poulettes permettra de mesurer les émissions sonores et d'évaluer une éventuelle incidence sonore.

La mesure du bruit permet en revanche de montrer que le site sur lequel le projet sera implanté est une zone peu bruyante avec un niveau d'émission sonore mesuré au niveau de la fumière d'environ 42.5 dB. De plus, le niveau sonore de l'exploitation de poulettes est estimé au plus fort de son activité au maximum à environ 50 dB. Le bruit généré par l'activité d'élevage de poulettes est donc assez réduit, mais il faudra le vérifier par une mesure de bruit en période d'activité du site.

De par l'éloignement du bâtiment principal vis-à-vis des habitations, et d'une situation géographique favorable, le site ne devrait pas avoir d'impact sonore sur son environnement et respectera les seuils réglementaires des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes. Les seuils réglementaires des dispositions dudit arrêté ministériel sont respectés.

Les sources de bruit seront essentiellement constituées :

- Des périodes d'alimentation des poulettes approvisionnant les bâtiments en aliment.
- Du passage ponctuel des camions (arrivée et départ des poulettes, livraison de l'alimentation...)
- Des cris des poulettes qui seront aléatoires et essentiellement concentrés durant les périodes d'alimentation : cependant, ces cris sont presque inaudibles depuis l'extérieur.
- Des opérations d'acheminement des fientes par tapis roulant vers la fumière.

Les bruits générés par l'exploitation seront notamment susceptibles de se produire lors des opérations d'alimentation par les cris des animaux ou d'évacuation des fientes par exemple. Le bâtiment sera fermé et la seule installation générant du bruit pendant la nuit est le système de ventilation dynamique qui fonctionnera en permanence.

La conception des bâtiments en panneaux sandwich et la configuration close de l'aire d'élevage seront favorables à une bonne isolation sonore. De plus, l'éloignement du projet vis-à-vis des habitations et la situation géographique favorable permettront au projet de ne pas avoir d'impact sonore sur son environnement. En raison de l'absence d'incidence sonore notable, aucun mesurage de bruit supplémentaire n'est prévu.

Toutefois, en cas de nuisance sonore avérée, l'exploitant mettra en œuvre les dispositions nécessaires pour rechercher la source de la nuisance et la réduire autant que possible, notamment par :

- La détection de détérioration pouvant générer une du bruit vers l'extérieur
- La réduction du temps d'usage des matériels et engins motorisés
- Le contrôle des bâtiments et des installations
- La réparation de l'installation défaillante sera effectuée

Le plan de gestion du bruit est le suivant :

1) L'alimentation des poulettes :

Le mécanisme de distribution des aliments qui approvisionnera les volailles en nourriture s'effectuera deux fois par jour pendant une durée totale d'environ une heure. Cette durée est réduite au maximum. Toutefois, en cas de besoin, les périodes de distribution des aliments pourront être revues afin d'être réalisées pendant des périodes de la journée durant lesquelles l'impact sonore est le moins gênant.

2) L'évacuation des fientes :

L'évacuation des fientes depuis l'aire d'élevage vers la fumière se fera par tapis roulant une fois par jour. Bien que les premiers tiers soient éloignés, ces opérations sont réalisées préférentiellement en période diurne pour limiter les nuisances sonores liées au transport. En cas de nuisance sonore, les périodes d'acheminement des fientes vers la fumière seront revues.

3) Utilisation de matériels bruyants :

Le matériel bruyant qui sera utilisé sur l'exploitation sera homologué et conforme à la réglementation en vigueur concernant les émissions de bruit. Un soin particulier sera apporté sur les émissions sonores que pourraient produire toute nouvelle acquisition de matériel ou d'équipement.

4) Le passage de camions :

Le passage de camions sur le site lors des opérations de chargement/déchargement ou de livraison notamment, produiront des émissions sonores. En cas de nuisance sonore constatée, la période de passage des camions pourra être revue et notamment être effectuée lors des périodes durant lesquelles les nuisances sonores seraient les moins impactantes.

5) La sortie des animaux :

Aucune sortie d'animaux ne sera réalisée sur le site. Aucune nuisance sonore ne sera donc produite par les poulettes à l'extérieur du bâtiment.

3.10.1.10 MTD 10

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques suivantes :

a) Maintenir une distance appropriée entre l'unité/ l'installation d'élevage et les zones sensibles.

Maintien d'une distance appropriée entre l'élevage et les zones sensibles :

Le bâtiment d'élevage se situera à une distance d'environ 700 mètres des tiers les plus proches (cf. chapitre 3.2.1 page 85). Ainsi, dans un rayon de 700 mètres, aucune zone sensible aux émissions sonores de l'élevage de poulettes ne sera présente. A cette distance, les émissions sonores seront inaudibles et négligeables. Le maintien d'une distance appropriée entre l'élevage et les zones sensibles au bruit sera donc respecté.

b) Emplacement des équipements à l'intérieur :

Les silos d'alimentation se trouvent tous les deux à côté du bâtiment d'élevage réduisant ainsi le déplacement des véhicules au sein de l'installation (2.10.6 page 33). Les équipements seront stockés dans le SAS technique à côté du poulailler afin de centraliser les activités autour du bâtiment de volailles (et ainsi centraliser le bruit).

c) Optimisation des mesures opérationnelles :

Les portes du bâtiment d'élevage seront fermées lors de l'alimentation des poulettes. Le seul personnel présent est Mr. Villain qui possède une longue expérience dans le domaine de l'élevage (2.3.2.1 page 16). Les équipements seront donc parfaitement utilisés réduisant ainsi les émissions sonores.

3.10.1.11 MTD 11

Afin de réduire les émissions de poussières provenant de chaque bâtiment d'hébergement, les techniques ci-dessous seront utilisées.

- a) **Pas d'utilisation de litière** : limitera donc la formation de poussières puisqu'elle n'aura pas besoin d'être appliquée.

- 4. Ajout de liants à l'alimentation afin d'éviter la propagation de poussières dans le bâtiment (cf. annexe 9). En effet, les liants suivants seront ajoutés à l'alimentation afin de limiter la diffusion de poussière lors de l'approvisionnement : Bentonite-Montmorillonites et du Sépiolite. Cela permettra de réduire l'émission de poussière provenant de l'alimentation car les différentes particules seront retenues plus facilement grâce aux liants présents. Ils sont autorisés dans l'alimentation des poulettes et n'auront pas d'impact sur leur bien-être. Ils agglomèrent les particules solides sous forme de poudre limitant leur émission. Ces liants ne modifient pas la qualité des aliments.

3.10.1.12 MTD 12

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les odeurs émanant d'une installation d'élevage, la MTD consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- 1) Un protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier ;
- 2) Un protocole de surveillance des odeurs ;
- 3) Un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs mis en évidence ;
- 4) Un programme de prévention et d'élimination des odeurs destiné à mettre en évidence la ou les sources, à surveiller les émissions d'odeurs (voir MTD 26), à caractériser la contribution des sources et à mettre en œuvre des mesures d'élimination et/ou de réduction des odeurs ;
- 5) Un historique des problèmes d'odeurs rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion des informations relatives aux problèmes d'odeurs rencontrés.

Réponse du projet :

La conception du bâtiment sera favorable à une bonne aération des locaux, limitant les risques de confinement de l'air et la formation des odeurs. De plus, les cadavres de poulettes seront enlevés quotidiennement pour éviter les odeurs liées à leur décomposition. Après ramassage, les cadavres seront stockés dans un congélateur à température négative, situé dans le local du groupe électrogène (cf. chapitre 2.6.3 page 25 ; chapitre 2.10.3 page 33).

La fumière qui est déjà présente sur le site est close sur trois côtés, couverte et munie d'un sol étanche (cf. chapitre 2.10.2 page 32). Ces dispositions permettent de réduire au maximum les émissions odorantes. En cas de nuisance olfactive, la fumière sera inspectée et d'éventuelles fuites odorantes seront détectées et colmatées.

Les opérations d'épandage seront effectuées dans un champ éloigné des habitations et un soin particulier sera apporté au sens du vent dominant, provenant du sud-ouest et orienté en direction du nord-est (cf. chapitre 3.5.3.7 page 240), pour limiter les nuisances éventuelles, voire les réduire. Il s'agira d'épandage de fientes préalablement séchées dans la fumière et normalisées, donc non odorantes.

Toutefois, en cas de nuisance olfactive avérée, l'exploitant mettra en œuvre les dispositions nécessaires pour rechercher la source de nuisance et la réduire autant que possible :

- Contrôle visuel des bâtiments et des installations ;
- Détection de brèche, d'ouverture pouvant générer une fuite odorante dans l'air ;
- La réparation de l'installation défectueuse sera effectuée.

Le plan de gestion des odeurs est le suivant :

1) La production et l'évacuation des fientes :

Les fientes subiront une opération de préséchage préalable par la ventilation dynamique avant d'être acheminées par tapis roulant vers la fumière (cf. chapitre 3.2.3 page 96). Cette opération évitera le piétinement par les poulettes et permettra le séchage des fientes, limitant ainsi les odeurs. L'évacuation des fientes de l'aire d'élevage vers la fumière aura lieu une fois par jour.

2) L'alimentation des poulettes :

L'alimentation des poulettes se fera deux fois par jour. Les aliments seront acheminés dans la salle d'élevage de façon automatique, ce qui évitera le déversement de la nourriture sur le sol (cf. chapitre 3.2.3 page 96). Cette disposition permettra d'éviter que les aliments ne se répandent sur le sol et occasionnent des odeurs.

3) Le stockage des aliments :

Les aliments seront stockés dans des silos clos qui seront situés à côté du bâtiment d'élevage, ce qui permettra de les garder au sec et éviter les émissions odorantes (cf. chapitre 2.10.6 page 33).

4) L'entretien du site :

Les cadavres seront ramassés tous les jours pour éviter la prolifération d'odeur due à leur décomposition. Ils seront stockés dans un congélateur qui sera situé dans le local du groupe électrogène, en attendant le ramassage de l'équarisseur.

La salle d'élevage sera nettoyée et désinfectée lors de chaque vide sanitaire entre deux bandes consécutives.

5) L'eau :

L'eau des poulettes sera distribuée par l'intermédiaire de tétines, ce qui évitera que l'eau ne goutte, s'épande sur le sol et humidifie l'air et les fientes.

6) Historique des problèmes d'odeur :

L'exploitation actuelle de l'exploitant ne fait l'objet à ce jour d'aucune plainte recensée, liée à un problème d'odeur, et ce depuis la mise en service de son activité d'élevage avicole en 2000.

A ce jour, le plan d'épandage ne fait pas, lui non plus, l'objet d'un quelconque recensement de plainte du voisinage concernant les émissions odorantes.

3.10.1.13 MTD 13

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les odeurs et/ou les conséquences des odeurs émanant d'une installation d'élevage, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques suivantes :

a) Maintenir une distance appropriée entre l'installation d'élevage/l'unité et les zones sensibles.

L'élevage se situera à une distance d'environ 800 mètres des tiers les plus proches. Dans un rayon de 800 mètres, aucune zone sensible aux émissions odorantes de l'élevage des poulettes ne sera présente. Il faut aussi ajouter que la direction dominante du vent se dirige vers le sud-ouest où aucun tiers n'est présent à moins de 900 mètres dans cette direction.

Aucune zone sensible n'est présente à moins de 800 mètres du site.

b) Le système d'hébergement utilise les principes suivants :

Maintenir les surfaces et les animaux secs et propres (par exemple, éviter les déversements d'aliments et l'accumulation de déjections dans les aires de couchage sur sols en caillebotis partiel) :

La présence de tétines permettra d'éviter l'accumulation d'eau sur le sol.

Le système d'acheminement automatique, contrôlé et périodique des aliments permettra d'éviter le déversement des aliments.

Les fientes seront pré-séchées par la ventilation dynamique, puis évacuées une fois par jour dans la fumière par tapis roulant.

Ces dispositions permettront de maintenir les surfaces et les animaux propres et secs.

Réduire la surface d'émission des effluents d'élevage (par exemple, utiliser des lamelles métalliques ou en matière plastique ou des canaux de manière à réduire la surface exposée des effluents d'élevage) :

Les fientes seront évacuées tous les jours par un tapis roulant, ce qui réduira la durée de présence des fientes dans le poulailler. Elles seront évacuées vers la fumière (d'une capacité de stockage suffisante) où elles seront accumulées en tas, ce qui réduira la surface des émissions des effluents d'élevage (3.2.3 page 96).

c) Optimiser les conditions d'évacuation de l'air des bâtiments d'hébergement par la technique suivante :

Augmentation de la hauteur des sorties d'air (par exemple, sorties d'air au-dessus du niveau du toit, cheminées, évacuation de l'air par le faîtage plutôt que par la partie basse des murs) :

L'évacuation de l'air s'effectuera en hauteur par les turbines situées en pignons.

e) Utiliser une ou plusieurs des techniques suivantes pour le stockage des effluents d'élevage :

- Couvrir le lisier ou les effluents d'élevage solides pendant le stockage ;
- Choisir l'emplacement du réservoir de stockage en fonction de la direction générale du vent et/ou prendre des mesures pour réduire la vitesse du vent autour et au-dessus du réservoir (par exemple, arbres, obstacles naturels) ;

Réponse :

Les fientes seront stockées dans la fumière qui sera couverte par un toit et fermée par des murs sur trois côtés. La fumière est éloignée de plus de 800 mètres des tiers situés dans la direction dominante des vents.

3.10.1.14 MTD 14

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant du stockage des effluents d'élevage solides, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous :

c) Stocker les effluents d'élevage solides dans un hangar

Les fientes seront stockées dans une fumière.

3.10.1.15 MTD 15

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions dans le sol et les rejets dans l'eau résultant du stockage des effluents d'élevage solides, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques suivantes, dans l'ordre de priorité indiqué :

a) Stockage des effluents d'élevage solides séchés dans un hangar :

Le stockage en hangar sera assuré par la fumière où les fientes seront stockées après avoir subi un préséchage par l'air chaud redistribué par le système de ventilation dynamique.

d) Capacité de stockage suffisante pour contenir les effluents d'élevage pendant les périodes durant lesquelles l'épandage n'est pas possible :

La fumière est conditionnée pour stocker l'équivalent de 7 mois de production de fientes (cf. chapitre 3.5.3.8.1 page 259) et voir d'exel en annexe 20, ce qui permet de stocker les fientes pendant les périodes d'interdiction d'épandage.

3.10.1.16 MTD 20

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les rejets d'azote, de phosphore et d'agents microbiens pathogènes dans le sol et l'eau qui résultent de l'épandage des effluents d'élevage, la MTD consiste à appliquer toutes les techniques ci-dessous.

a) Évaluer le terrain devant faire l'objet de l'épandage pour mettre en évidence les risques de ruissellement, compte tenu des éléments suivants :

- **Type de sol, état et pente du champ ;**
- **Conditions climatiques ;**
- **Drainage et irrigation du champ ;**
- **Assolement ;**
- **Ressources hydriques et eaux protégées.**

Réponse :

Le climat est relativement humide et les températures sont peu élevées. Les précipitations sont réparties sur l'année et les mois durant lesquels les épandages sont autorisés sont les moins pluvieux. Le sol des îlots d'épandage dispose d'une pente faible et le terrain n'est pas nu, ce qui limite le risque d'érosion du sol. Les parcelles sont éloignées du réseau hydrographique, des cours d'eau et des zones de protection de la ressource en eau.

b) Maintenir une distance suffisante entre les champs faisant l'objet de l'épandage d'effluents d'élevage (en laissant une bande de terre non traitée) et :

- 1. les zones où il existe un risque de ruissellement dans un cours d'eau, une source, un forage, etc.**
- 2. les propriétés voisines (haies comprises).**

Réponse :

Les parcelles du plan d'épandage sont situées à proximité d'un cours d'eau et d'un forage mais pas dans une zone de ruissellement. Cependant, la distance réglementaire de 35 mètres séparant les épandages des cours d'eau et des forages est respectée.

Les parcelles d'épandage se situent à plus de 50 mètres des habitations les plus proches. La distance réglementaire de 50 mètres vis-à-vis des habitations est bien respectée et celle de 100 m pour les eaux de lavages est également respectée.

c) Éviter l'épandage d'effluents d'élevage lorsque le risque de ruissellement est élevé. En particulier, ne pas épandre d'effluents d'élevage lorsque :

- 1. Le champ est inondé, gelé ou couvert de neige ;**
- 2. L'état du sol (par exemple, saturation d'eau ou tassement), combiné à la pente du champ et/ou au drainage du terrain, est tel que le risque de ruissellement ou de drainage est élevé ;**
- 3. Le ruissellement est prévisible du fait des précipitations attendues.**

Réponse :

Aucun épandage ne sera effectué sur une parcelle à risque de ruissellement élevé ou d'inondation. L'épandage ne sera pas effectué lors des périodes de gel ou de précipitations attendues.

- d) Adapter le taux d'épandage des effluents d'élevage en fonction de la teneur en azote et en phosphore des effluents d'élevage et compte tenu des caractéristiques du sol (teneur en nutriments, par exemple), des besoins des cultures saisonnières et des conditions météorologiques ou de l'état du terrain qui seront susceptibles de provoquer un ruissellement.**

L'épandage sera réalisé en prenant en compte (3.5.3.8.1 page 259) :

- la qualité des fientes : teneur en azote et en phosphore ;
- l'aptitude des sols ;
- le besoin en nutriments des cultures en place de la parcelle agricole ;
- la qualité agronomique du sol (reliquat azoté) ;
- la période durant laquelle l'épandage a lieu.

- e) Synchroniser l'épandage des effluents d'élevage avec la demande en éléments nutritifs des cultures.**

Les périodes d'épandage et les quantités épandues seront adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture. Les périodes d'épandage seront organisées pour apporter les éléments nutritifs des cultures aux moments adéquats (cf. chapitre 3.5.3.8.1 page 259).

- f) Inspecter à intervalles réguliers les champs faisant l'objet d'un épandage à la recherche de signes de ruissellement et prendre les mesures appropriées en cas de besoin.**

Les parcelles faisant l'objet d'un épandage seront inspectées afin de vérifier toute trace d'érosion du sol pouvant être à l'origine de ruissellement par exemple.

En cas de détection d'un risque de ruissellement, la parcelle concernée ne sera pas utilisée dans le cadre du plan d'épandage et des dispositions réglementaires adéquates seront mises en place, comme une bande enherbée par exemple.

- g) Garantir un accès adéquat à l'installation de stockage des effluents d'élevage et veiller à ce que le chargement des effluents puisse se faire efficacement, sans pertes.**

Le site de stockage des fientes et les fumures à épandre sera accessible par un véhicule de chargement. Le risque de perte des effluents sera limité et le chargement de la machine d'épandage sera facilité par l'aire d'accès. La perte sera également limitée de part un effluent solide sec, ce qui permettra de ne produire aucun jus.

- h) Vérifier que les machines d'épandage des effluents d'élevage sont en état de fonctionnement et réglées sur le taux d'épandage approprié.**

L'épandeur sera réglé pour permettre la bonne répartition transversale des fientes des volailles. Chaque culture devant recevoir la quantité d'azote nécessaire pour optimiser le rendement, l'épandage des fientes de volaille sera homogène sur toute la parcelle.

3.10.1.17 MTD 22

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant de l'épandage des effluents d'élevage, la MTD consiste à incorporer les effluents dans le sol dès que possible.

Réponse :

Une incorporation sous 4 heures des effluents n'est humainement et techniquement pas possible dans le cas de l'élevage des poulettes sur le site d'Albert, compte tenu des moyens de l'exploitation.

Le délai d'enfouissement sera alors réalisé sous 12 heures maximum, comme le prévoit le règlement des zones vulnérables aux nitrates (6e Programme d'actions de la directive nitrates), limitant les émissions atmosphériques d'ammoniac, et conformément aux conditions de la MTD 22.

Les eaux de lavage seront, eux bien enfouies sous 4 heures aux vues du peu d'effluents qui sera produit.

3.10.1.18 MTD 23

Afin de réduire les émissions d'ammoniac résultant du processus de production global de l'élevage porcin (truies comprises) ou de l'élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.

Réponse :

L'estimation des émissions d'ammoniac engendrée par l'application des MTD a été réalisée à partir de l'outil de calcul national mis à disposition par la CITEPA/MEEM sur le site de la Déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.

L'outil de calcul se présente sous la forme d'un tableur. Les données d'entrées concernent :

- 1) Les caractéristiques du bâtiment : type d'élevage, type de sol, type de séchage, surface ;
- 2) L'élevage : animal élevé, type de production, taux d'activité, effectifs ;
- 3) La gestion des effluents : type de stockage, épandage ou exportation.

A partir de ces données, les quantités annuelles en polluants sont estimées à partir de facteurs d'émission. Les polluants estimés sont l'ammoniac (NH₃), le dioxyde d'azote (N₂O), le méthane (CH₄), les particules totales en suspension (TSP) et les particules (PM₁₀).

Les résultats de l'estimation sont présentés dans le tableau présenté dans le tableau suivant.

- Cas 1 (Projet) :
 - Application de la MTD 22 : Enfouissement des effluents d'épandage avant 12h ;
 - Application de la MTD 31 : Pré-séchage des fientes par ventilation mécanique, évacuation des fientes pré-séchées par tapis roulant.
- Cas 2 :
 - Non application de la MTD 22 : Enfouissement des effluents d'épandage après 24h ;
 - Non application de la MTD 31 : Pas de pré-séchage des fientes, évacuation des fientes non pré-séchées par tapis roulant.

	Quantité totale de NH ₃ émis dans l'atmosphère par an
Cas 1	3 462 kg NH ₃ /an
Cas 2	7 446 kg NH ₃ /an
Variation	46 ,5 %

L'application des MTD 22 et 31 induit une réduction de 46,5% des émissions totales d'ammoniac dans l'atmosphère par rapport à leur non application.

L'exploitant pourra réaliser une estimation annuelle des émissions atmosphériques d'ammoniac à partir de cet outil de calcul, en libre accès pour déclarer chaque année les émissions polluantes de son activité. Cette fiche de calcul est présente en annexe 16 du document. La consommation prévisionnelle est présentée en annexe 18.

3.10.1.19 MTD 24

La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage.

- a) **Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux.**
- b) **Estimation, au moyen d'une analyse des effluents d'élevage visant à déterminer la teneur en azote total et en phosphore total.**

Réponse du projet :

Les fientes des volailles de l'élevage seront des engrais entièrement d'origine animale de classe VI selon la norme NFU 42-001. Il s'agit de fientes de volaille déshydratées et plus précisément d'un produit desséché obtenu par dessiccation d'excréments de volaille sans autre addition que des supports d'origine végétale. La teneur minimale des fientes en azote et la teneur minimale en phosphore sont chacune de 3%.

Des analyses de fientes seront effectuées pour chaque lot en fin de stockage afin de vérifier leur conformité à la norme NFU 42-001 avant la mise sur le marché des fientes. Cette précaution permettra de vérifier que les fientes respectent bien le pourcentage de matières sèches et la teneur en éléments préconisés par la norme. Pour justifier de la conformité des fientes à la norme NFU 42-001, les paramètres N total, P_2O_5 total et en K_2O suivants seront mesurés.

4) N total dont, pour chaque forme atteignant au moins 2% :

- N organique
- N nitrique
- N ammoniacal
- N uréique

5) P_2O_5 total :

6) K_2O , si ces teneurs sont au moins égales à 2% :

- Soluble dans l'eau
- Total, dont K_2O soluble dans l'eau

En relevant le poids des effluents d'élevage, il va également être possible d'estimer la teneur en azote excrété.

Les analyses des fientes seront réalisées par un laboratoire agréé, dont les résultats d'analyses seront conservés par le gérant du site et consultables sur le site auprès de l'inspection des installations classées.

3.10.1.20 **MTD 25**

La MTD consiste à surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac par une des techniques suivantes, au moins à la fréquence indiquée.

- a) **Estimation au moyen d'un bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote (ou l'azote ammoniacal) total présent à chaque étape de la gestion des effluents d'élevage.**

Réponse :

Dans le cadre de la mise en conformité des fientes à la norme NFU 42-001, la teneur en azote et notamment de l'azote ammoniacal des fientes sera mesurée (cf. MTD 24). Cette mesure sera réalisée pour chaque lot afin d'établir la mise en conformité et la mise sur le marché des fientes sous la norme NFU 42-001. A partir des teneurs mesurées, le bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote ammoniacal sera effectué à une fréquence de deux à trois fois par an.

3.10.1.21 MTD 26

La MTD consiste à surveiller périodiquement les odeurs

Réponse :

Le bâtiment sera équipé d'une ventilation dynamique. Les fientes seront sèches et seront enfouies dans un délai de 12 heures après l'épandage. Ainsi, tout risque d'émissions odorantes sera réduit.

De plus, le site d'élevage étant éloigné de plus de 800 mètres des premières habitations, il n'est pas prévu de réaliser un plan systématique de surveillance des odeurs, d'autant plus que l'élevage ne fait à ce jour l'objet d'aucune plainte du voisinage. Cependant, en cas de nuisance olfactive probable ou constatée, un plan d'actions et de surveillance sera réalisé pour réduire les émissions olfactives générées par son activité. En cas de problèmes d'odeurs avérés, il sera utilisé la détermination de la concentration des odeurs par olfactométrie dynamique de la norme EN 13725. Cette norme décrit comment sélectionner un jury selon une sensibilité par rapport au n-butanol et comment réaliser l'analyse à l'aide d'un olfactomètre. Le principe de la mesure consiste à diluer un échantillon odorant par de l'air pur et non-odorant et à présenter ces dilutions aux membres qualifiés (sélectionnés pour leur sensibilité normale, devenant ainsi membres du jury d'olfactométrie). Ces jurés doivent déterminer à quel niveau de dilution ils sont en limite de perception (détection de l'odeur sans pour autant être capable de la reconnaître). La valeur chiffrée du taux de dilution nécessaire pour faire passer un échantillon odorant à un niveau correspondant à la limite de détection conduit à l'obtention de la concentration d'odeur. Cette concentration est exprimée en Unité d'Odeur par m³.

3.10.1.22 MTD 27

La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, les émissions de poussières provenant de chaque bâtiment d'hébergement.

- a) Calcul, par mesure de la concentration de poussières et du débit de renouvellement d'air selon les méthodes spécifiées par les normes EN ou par d'autres méthodes (ISO ou normes nationales ou internationales) garantissant des données de qualité scientifique équivalente.

Réponse :

Des échantillons de poussières seront prélevés de façon aléatoire sur des périodes de 6 jours sur chaque période de deux mois. La moyenne journalière sera donc calculée comme la moyenne de tous les jours d'échantillonnage.

3.10.1.23 MTD 29

La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an.

a) Consommation d'eau :

La consommation en eau de l'élevage sera relevée et consignée dans un registre avec une fréquence mensuelle. Un relevé des consommations en eau sera effectué pour limiter les surconsommations, vérifier les éventuelles fuites et détecter et réparer les fuites.

b) Consommation d'électricité :

La consommation en électricité sera comptabilisée et suivie. Les factures seront conservées par l'exploitant. Le compteur électrique sera général et mesurera la consommation électrique de tout le site. Il n'est pas prévu d'appareils de mesures séparées pour la ventilation, le chauffage ou l'éclairage.

c) Consommation de combustible :

La consommation et la livraison de gaz seront suivies et les factures seront conservées.

d) Nombre d'animaux entrants et sortants, y compris naissances et décès, le cas échéant :

Tous les animaux entrants sur le site seront identifiés selon leur provenance. Les animaux seront enregistrés par lot d'arrivée en début de bande. Un registre permettra de les comptabiliser en intégrant leur effectif, leur âge et leur origine. Le nombre de décès de poulettes sera recensé et déduit de l'effectif de chaque lot associé. Le registre comptabilisera aussi le nombre d'animaux sortants à la fin de chaque bande, en identifiant leur effectif (déduit du nombre de décès), leur âge et leur destination. Le suivi du nombre de poulettes entrant et sortant sera ainsi assuré.

e) Consommation d'aliments :

Les consommations d'aliments seront adaptées à la croissance et au développement des poulettes. La gestion économique du projet et le bien-être animal nécessiteront une optimisation de la qualité des aliments et de leur digestibilité.

Ces paramètres seront ainsi suivis par l'exploitant. Le contrôle de la consommation d'aliments sera revu une fois par an. Tout sera mis en place pour en limiter la consommation et les rejets d'azotes dans les fientes. Les aliments seront adaptés aux besoins de l'élevage.

Un suivi des quantités d'aliments distribués sera réalisé quotidiennement.

f) Production d'effluents d'élevage :

La production de fientes sera maîtrisée pour essayer d'en diminuer les volumes. Tout sera mis en place pour limiter la surconsommation d'aliments et les rejets d'azotes dans les fientes.

Le contrôle de la production des fientes sera revu une fois par an.

L'exploitant pourra suivre sur un registre la consommation des aliments par les volailles. Le volume des fumures sera aussi noté dans un registre, ce qui permettra de suivre la production de fientes générée par l'élevage.

3.10.1.24 MTD 31

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poulettes, les techniques ci-dessous sont retenues pour l'élevage.

B4) Systèmes sans cage avec tapis de collecte des effluents d'élevage.

- 1) La ventilation sera dynamique et les fientes seront évacuées par tapis roulant vers la fumière.
- 2) Les fientes seront évacuées du poulailler par tapis roulant.
- 3) Les fientes des volailles seront évacuées de la volière par un tapis sur convoyeur mécanique qui fonctionnera 1 heure par jour – 7 jours/7.
- 4) L'air chaud dégagé par mes animaux sera capté par deux turbines. Cet air sera insufflé sur les fientes au travers de gaines perforées au niveau du tapis à fientes.

4. Document d'incidence Natura 2000

4.1 Présentation du projet

Le gérant de l'exploitation est un exploitant indépendant dont l'activité principale est l'élevage de volailles. Son projet consiste à déplacer et développer son activité d'élevage avicole sur un nouveau site localisé sur la commune d'Albert, dans la Somme. L'objectif principal est de moderniser son poulailler par la construction d'un nouveau bâtiment. Les objectifs principaux seront alors de diversifier son mode de production par l'installation d'une volière à la place de cages et de limiter les nuisances vis-à-vis des tiers en se déplaçant en dehors du village.

Le déplacement de son activité sur le site d'Albert permettra d'éloigner l'élevage vis-à-vis des tiers et ainsi de limiter les nuisances sonores et odorantes. Le nouveau site est en effet situé à environ 800 mètres des tiers les plus proches, ce qui est conforme à la distance réglementaire minimale de 100 mètres d'éloignement des tiers.

Le projet aura pour but d'accueillir 65 000 poulettes et sera composé d'un bâtiment principal, d'un hangar de stockage de fientes, un local groupe électrogène, d'un local eau, de deux fosses toutes eaux afin de récupérer les eaux issues du lavage, du nettoyage, de la désinfection de l'aire d'élevage et également les eaux issues du vestiaire. Il sera installé également deux silos d'aliment, et un forage sera fait pour l'alimentation en eau du site. En tout, 1 821 m² seront imperméabilisées sur des parcelles agricoles appartenant au propriétaire.

4.2 Site concerné

Sur le secteur de Bécordel-Bécourt, il n'y a aucun NATURA 2000 à proximité du site principal, ni au proche des parcelles d'épandage. Ainsi, aucune incidence sur des sites NATURA 2000 ne peut être relevée dans ce secteur. La zone NATURA 2000 la plus proche est située à environ 8km au sud-est du projet.

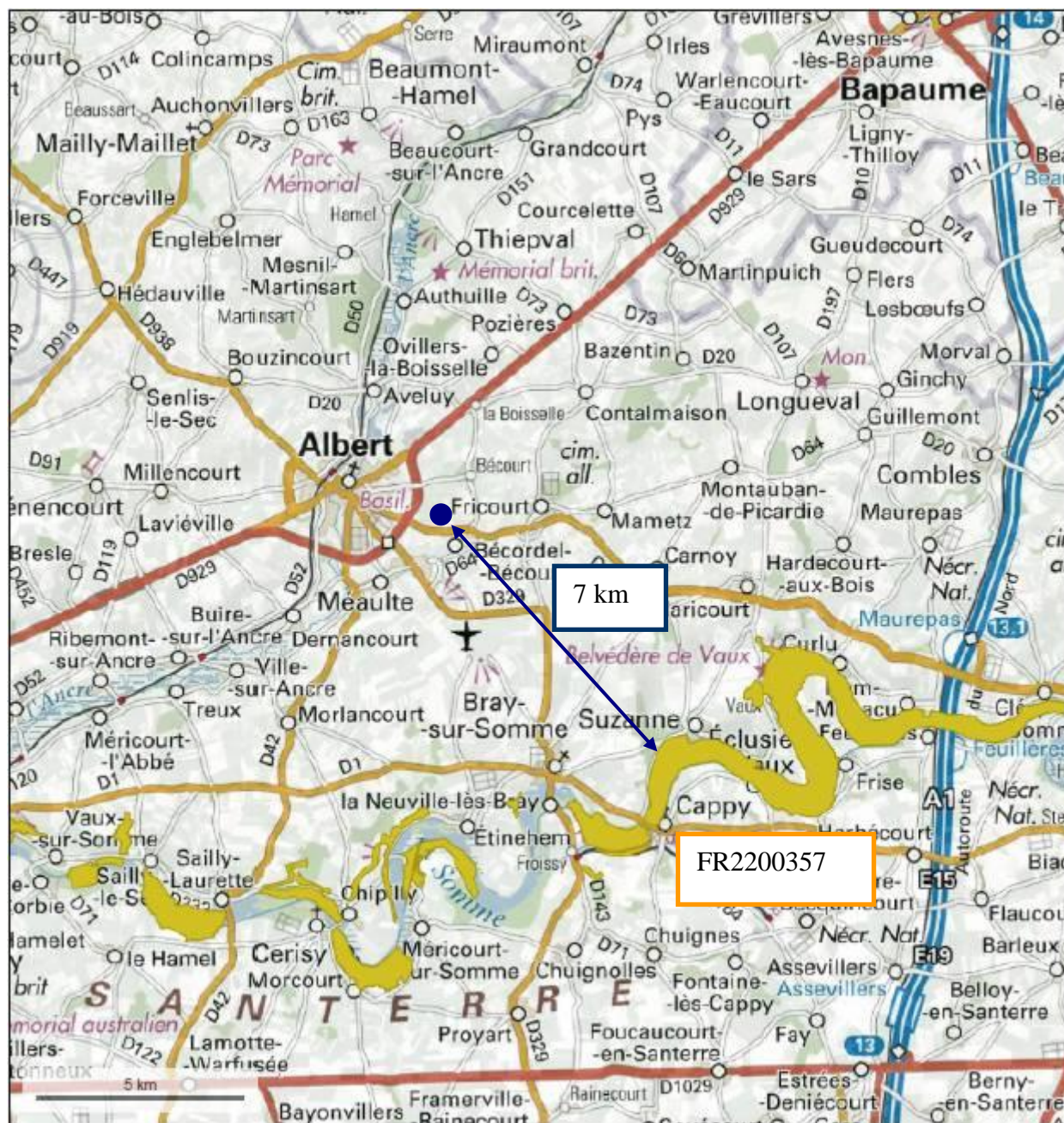
4.2.1 Cartographie des NATURA 2000

Les sites Natura 2000 les plus proches sont les suivants :

- Etangs et marais du bassin de la Somme – FR2212007
- Moyenne vallée de la Somme – FR2200357

Dans le secteur d'Albert, aucun site NATURA 2000 n'est situé à proximité du projet et des parcelles d'épandage. Ainsi, aucune incidence sur des sites NATURA 2000 ne peut être relevée dans ce secteur. La zone NATURA 2000 la plus proche est située à environ 7 km au sud-est du projet.

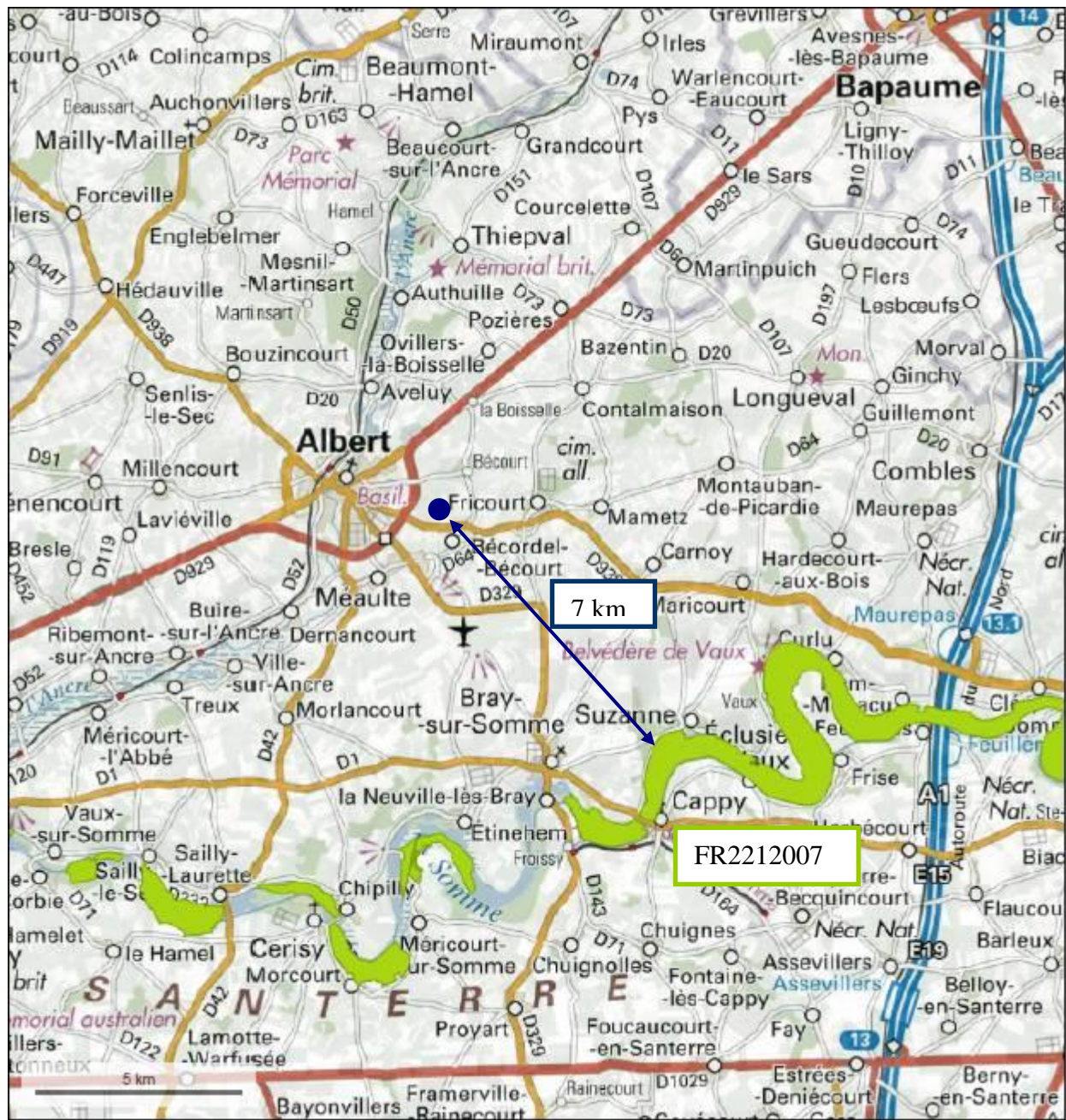
La carte suivante représente l'emplacement du site Natura 2000 « habitat » le plus proche du projet. Il s'agit de la ZSC de la Moyenne vallée de la Somme (FR2200357).



© IGN 2017 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 2° 42' 52" E
Latitude : 49° 59' 05" N

La carte suivante représente la localisation du site Natura 2000 « oiseaux » le plus proche du projet. Il s'agit des Etangs et Marais du bassin de la Somme (FR2212007).



© IGN 2017 - www.geoportail.gouv.fr/mentions-legales

Longitude : 2° 42' 52" E
Latitude : 49° 58' 05" N

4.2.2 Etangs et Marais du bassin de la Somme. FR2212007

Localisation :

- Région : Hauts-de-France (anciennement Picardie)
- Département : Somme
- Superficie : 5 243 ha
- Région biogéographique : Atlantique

Description du site :

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	30 %
Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières	30 %
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	10 %
Forêts caducifoliées	20 %
Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	10 %

Ces portions de la vallée de la Somme entre Abbeville et Pargny comportent une zone de méandres entre Cléry-sur-Somme et Corbie et un profil plus linéaire entre Corbie et Abbeville ainsi qu'à l'amont de Cléry-sur-Somme. Le système de biefs formant les étangs de la Haute Somme constitue un régime des eaux particulier, où la Somme occupe la totalité de son lit majeur. Les hortillonnages d'Amiens constituent un exemple de marais apprivoisé intégrant les aspects historiques, culturels et culturels (maraîchage) à un vaste réseau d'habitats aquatiques. Le site comprend également l'unité tourbeuse de Boves (vallée de l'Avre qui présente les mêmes systèmes tourbeux que ceux de la vallée de la Somme). L'ensemble du site, au rôle évident de corridor fluvial migratoire, est une entité de forte cohésion et solidarité écologique des milieux aquatiques et terrestres.

L'expression du système tourbeux alcalin est marquée par un vieillissement généralisé avec accélération de la dynamique arbustive et préforestière, par une dégradation de la qualité des eaux, par un envasement généralisé. Après une époque historique d'exploitation active, quasiment sans végétation arbustive et arborée, d'étangs de tourbage, de marais fauchés et pâturés, ce sont donc les tremblants, roselières, saulaies et aulnaies, bétulaies sur tourbe, qui structurent aujourd'hui les paysages de la vallée (tandis que disparaissent les différents habitats ouverts).

Vulnérabilité :

Actuellement la vallée de la Somme ne fonctionne plus comme un système exportateur : avec la régression ou la disparition des pratiques de fauche, pâturage, étrépage, tourbage, l'exportation de matière est le plus souvent insuffisante pour maintenir un état trophique correct du système. Il en résulte des phénomènes d'atterrissement et de minéralisation de la tourbe, de vieillissement des roselières, cariçaies, moliniaies au profit des mégaphorbiaies et fourrés hygrophiles. Ces processus ont été accélérés par la pollution du cours de la Somme et par l'envasement. Les vastes surfaces de roselières inondées qui dominaient de nombreux secteurs il y a 50 ans ont été considérablement réduites, de même que les herbiers aquatiques de qualité et les prairies humides pâturées. Par ailleurs, les inondations de 2001 ont déposé des limons qui ont notamment altéré l'état de conservation des roselières et des habitats tourbeux et accéléré l'envasement de nombreux étangs. Enfin, phénomène plus récent, la prolifération de la Jussie, dans un premier temps dans les étangs de la Haute Somme et plus récemment à l'aval d'Amiens, est une menace importante qui pèse sur les milieux aquatiques. De ces différents phénomènes

évolutifs ou ponctuels s'en suit une perte importante de diversité et une régression progressive de l'intérêt biologique. Quelques secteurs sont mieux préservés car bénéficient d'une gestion cynégétique adaptée, de mesures de protection (réserve naturelle, arrêtés préfectoraux de protection de biotope) ainsi que de projets de gestion conservatoire spécifiques.

A l'aval de Corbie, plusieurs marais font l'objet d'une gestion conservatoire contractuelle afin de limiter les phénomènes de vieillissement de la végétation et de préserver le patrimoine naturel en particulier ornithologique), en concertation avec les acteurs locaux. Citons, le Grand Marais de la Queue à Blangy-Tronville, les marais de Tirancourt et le marais communal de la Chaussée Tirancourt, le marais communal de Belloy-sur-Somme, les Prés à Pion à Longpré-les-Corps-Saints et l'étang le Maçon à Mareuil-Caubert. Entre Amiens et Abbeville, la zone de préemption au titre des ENS du Conseil général de la Somme est un outil d'intervention utilisé à l'amiable.

Qualité et importance :

Ce site constitue un ensemble exceptionnel avec de nombreux intérêts spécifiques, notamment ornithologiques : avifaune paludicole nicheuse (populations importantes de Blongios nain, Busard des roseaux, passereaux tels que la Gorgebleue à miroir...), et plusieurs autres espèces d'oiseaux menacés au niveau national (Sarcelle d'hiver, Canard souchet...). Outre les lieux favorables à la nidification, le rôle des milieux aquatiques comme sites de halte migratoire est fondamental pour les oiseaux d'eau.

4.2.3 Moyenne vallée de la Somme : FR2200357

Localisation :

- Région : Picardie
- Département : Somme
- Superficie : 1 827ha
- Altitude minimale : 30 m
- Altitude maximale : 80 m
- Région biogéographique : Atlantique

Description du site :

Classe d'habitat	Pourcentage de couverture
Eaux douces intérieures (Eaux stagnantes, Eaux courantes)	15 %
Marais (végétation de ceinture), Bas-marais, Tourbières	35 %
Pelouses sèches, Steppes	14 %
Prairies semi-naturelles humides, Prairies mésophiles améliorées	1 %
Forêts caducifoliées	30 %
Forêt artificielle en monoculture (ex: Plantations de peupliers ou d'Arbres exotiques)	4 %
Autres terres (incluant les Zones urbanisées et industrielles, Routes, Décharges, Mines)	1 %

Ce long tronçon de la vallée de la Somme comporte la zone des méandres d'axe général est/ouest entre Corbie et Péronne. L'ensemble de la vallée, au rôle évident de corridor fluvial, est une entité de forte cohésion et solidarité écologique des milieux, liée aux équilibres trophiques, hydriques, biologiques, aux flux climatiques et migratoires ; ainsi, le mésoclimat submontagnard particulier qui baigne les coteaux calcaires, dépend directement de l'hygrométrie et des brumes dégagées ou piégées par le fond de la vallée. La Somme, dans cette partie, développe un exemple typique et exemplaire de large vallée en U à faible pente.

L'expression du système tourbeux alcalin est marqué par des affinités continentales sensibles, croissantes d'ailleurs en remontant la vallée, par un vieillissement généralisé avec accélération de la dynamique arbustive et préforestière, par une dégradation de la qualité des eaux circulantes de la Somme, par un envasement généralisé. Après une époque historique d'exploitation active, quasiment sans végétation arbustive et arborée, d'étangs, de tourberies, de marais fauché et pâturé, ce sont donc les tremblants, roselières, saulaies et aulnaies, bétulaies sur tourbe, qui structurent aujourd'hui les paysages de la vallée (tandis que disparaissent les habitats de prés paratourbeux, de bas-marais et de moliniaies turficoles). Avec cette dynamique, la multiplication de situations ombrogènes avec acidification superficielle des tourbes basiques, génère un complexe d'habitats acidoclines à acidiphiles exceptionnel, notamment de bétulaies à sphaignes et *Dryopteris cristata*, en cours d'extension, voire de généralisation dans certains secteurs.

Ailleurs, le système alluvial tourbeux alcalin de type transitoire subatlantique-subcontinental de la Moyenne Somme présent un cortège typique et représentatif de milieux. En particulier, les habitats aquatiques, les roselières et cariçaies associées aux secteurs de tremblants ont ici un développement spatial important et coenotiquement saturé, tandis que persistent quelques-uns des derniers lambeaux de prés oligotrophes tourbeux alcalin subatlantique subcontinental.

Associés au fond humide de la vallée et en étroite dépendance des conditions mésoclimatiques humides créées, les versants offrent par le jeu des concavités et des convexités des méandres, un formidable et original ensemble diversifié d'éboulis, pelouses, ourlets et fourrés calcicoles d'affinités submontagnardes, opposant les versants froids aux versants bien exposés où se mêlent les caractères thermophiles et submontagnards. Xérosère des versants et hygrosère tourbeuse donnent à ce secteur de la Somme, une configuration paysagère et coenotique de haute originalité et étroitement dépendante des conditions géomorphologiques et climatiques caténales.

Vulnérabilité :

Actuellement la vallée de la Somme ne fonctionne plus comme un système exportateur : avec la régression ou la disparition des pratiques de fauche, pâturage, étrépage, tourbage, l'exportation de nutriments est insuffisante pour maintenir un état trophique correct du système. Il en résulte des phénomènes d'atterrissement et de minéralisation de la tourbe, de vieillissement des roselières, cariçaies, moliniaies au profit des mégaphorbiaies et fourrés hygrophiles. Ces processus ont été gravement accélérés par la pollution du cours de la Somme et les envasements qui l'accompagnent. Il s'en suit une perte importante de diversité et une régression progressive des intérêts biologiques. Pour être efficace, la gestion des habitats ne peut se concevoir globalement qu'à l'échelle de l'ensemble de la vallée et de son bassin versant, puis à l'échelle de chaque marais.

Qualité et importance :

Les intérêts spécifiques sont nombreux et élevés, surtout floristiques :

- Plantes supérieures avec 16 espèces protégées
- Nombreuses plantes rares et menacées
- Diversité du cortège des tourbières alcalines et des pelouses calcaires
- Isolats et limites d'aire
- Diversité génétique des populations pelousaires
- Présence d'une espèce de la directive : *Sisymbrium supinum*
- Bryophytes remarquables, notamment le groupe des sphaignes
- Richesse en orchidées

Intérêts faunistiques :

- ornithologiques :
 - * avifaune paludicole nicheuse (rapaces, anatidés, passereaux notamment fauveltes, Blongios nain)
 - * plusieurs oiseaux menacés au niveau national (ZICO et ZPS pour partie)
- entomologiques : plusieurs insectes menacés dont odonate de la DHFF (*Oxygastra curtisii*)
- herpétologiques avec d'importantes populations de Vipère péliade
- malacologiques : 3 espèces de la Directive (*Vertigo moulinsiana*, *Anisus vorticulus*, *Vertigo angustior*)

4.3 Objectifs du site Natura 2000 de la Moyenne Vallée de la Somme et incidences possibles du projet (FR2200357) :

Objectifs de gestion	Incidence du projet
Herbiers aquatiques	
Maintenir les surfaces existantes en limitant le développement des plantes supérieures et favoriser de nouvelles installations de characées par création de milieux pionniers	Le projet n'a pas d'incidence sur les herbiers aquatiques étant donné sa configuration hors de toute zone humide et tout milieu aquatique. Le projet ne porte pas atteinte aux herbiers aquatiques
Favoriser les groupements oligo à méso-eutrophes par rapport aux groupements eutrophes et hypereutrophes.	
Maintenir cet habitat dans les quelques localités où il est en bon état de conservation et favoriser son extension par la création de gouilles	
Maintenir cet habitat dans les localités où il est en bon état de conservation	
Végétations amphibies	
Maintenir les localisations ponctuelles et favoriser de nouvelles installations de cet habitat sur berges en pente douce	Le projet n'a pas d'incidence sur les végétations amphibies, étant donné sa configuration hors de toute zone humide et tout milieu aquatique. Le projet ne porte pas atteinte aux végétations amphibies.
Maintenir les localisations ponctuelles et favoriser son extension par création de zones pionnières propices à son installation.	
Maintenir la dynamique naturelle permettant la régénération naturelle de cet habitat	
Tremblants, roselières et mégaphorbiaies	
Maintenir les surfaces de l'habitat en limitant l'envahissement par les ligneux et chercher à étendre les surfaces par restauration de milieux abandonnés	Le projet n'a pas d'incidence sur ce type de végétation. Le projet se situe en zone agricole. Le projet ne porte pas atteinte aux tremblants, roselières et mégaphorbiaies Tremblants, roselières et mégaphorbiaies et à leur végétation associée.
Maintenir cet habitat dans toutes ses localités et restaurer un bon état de conservation sur les surfaces où cet habitat est présent	
Maintenir les surfaces de cet habitat préférentiellement aux boisements	
Prés tourbeux	
Maintenir cet habitat dans toutes ses localités et rétablir un bon état de conservation, étendre cet habitat par rétablissement d'activités d'entretien	Le projet et les parcelles du plan d'épandage se situent en zone agricole et n'affectent pas les prés tourbeux.

Végétations forestières alluviales	
Maintenir les surfaces de cet habitat	Les sites du projet se situent en dehors de toute zone forestière alluviale et n’a aucune incidence sur la végétation associée.
Maintenir les quelques stations où l’habitat est présent quel que soit leur état de conservation	
Végétations pré-forestières	
Pas d’objectifs de conservation ciblé	Les sites du projet se situent en dehors de toute végétation pré-forestière et n’a aucune incidence sur la végétation associée.
Pelouses, ourlet calcicoles, juniperaies, boisements de pentes et de rebord de plateaux	
Maintenir l’habitat sur ces localités ponctuelles et chercher à créer des milieux pionniers permettant de nouvelles installations.	Le projet se situe en zone agricole et n’a pas d’incidence sur les pelouses, ourlet calcicoles, juniperaies, boisements de pentes et de rebord de plateaux et leur végétation associée
Maintenir les surfaces existantes et les augmenter par extension des pratiques d’entretien des secteurs voisins.	
Végétation forestière	
Maintenir les surfaces existantes	Les sites du projet se situent en dehors de toute zone forestière et n’a aucune incidence sur la végétation associée.

Source : Docob de la Moyenne Vallée de la Somme

4.4 Objectifs du site Natura 2000 des Etangs et marais du bassin de la Somme et incidences possibles du projet (FR2212007) :

Objectifs de gestion	Incidence du projet
Restauration des habitats, des espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire	
Restaurer la qualité des milieux humides et aquatiques	Le projet n'a pas d'incidence sur les milieux humides et aquatiques, les milieux boisés, les milieux secs et les habitats d'espèces, car le projet et les parcelles d'épandage sont en zone agricole.
Restaurer la qualité des milieux boisés	
Restaurer la qualité des milieux secs	
Restaurer les habitats d'espèce	
Conservation et maintien des habitats, espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire	
Maintenir et conserver les milieux ouverts (milieux aquatiques, humides et secs)	Le projet n'a pas d'incidence sur les milieux aquatiques, humides, secs, les milieux boisés, les milieux secs et les habitats d'espèces, car le projet et les parcelles d'épandage sont en zone agricole.
Préserver la qualité des milieux boisés	
Protéger les habitats d'espèce	
Lutter contre les facteurs défavorables aux habitats, espèces et habitats d'espèces d'intérêt communautaire	
Sensibiliser et informer les acteurs sur les sites Natura 2000 et amélioration des connaissances et suivi des actions	
Mise en place des actions et d'indicateurs de suivi des actions proposées.	Le site est en zone agricole et n'est pas concerné par un site Natura 2000. Il n'est pas prévu de mettre en place un plan d'actions ou d'amélioration des milieux.
Participer à l'amélioration des connaissances des habitats et espèces et au suivi des actions	

Source : Docob des Etangs et marais du bassin de la Somme

4.5 Conclusion sur incidence du projet sur les sites Natura 2000

Le site du projet se situe à environ 7 km des deux sites NATURA 2000 de la Moyenne vallée de la Somme (FR2200357) et des Etangs et Marais du bassin de la Somme (FR2212007).

Parmi le plan d'épandage de secours (ni des eaux de lavage), aucune parcelle n'est située dans un site NATURA 2000.

Le projet ne relève aucune incidence sur les zones Natrura2000. Aucune mesure spécifique d'évitement, de réduction ou compensatoire n'est prévue.

5. Etude de danger (voir annexe 23)

6. Hygiène et sécurité

De nombreuses règles ont été édictées en matière d'hygiène et de sécurité dans l'entreprise. La plupart d'entre elles sont inscrites dans le Code du travail.

Références : Art L231-8 à L231-12 ; R 236-13 ; R 241-42 ; R 422-3 du Code du Travail

6.1 Rubriques icpe :

Nomenclature ICPE :

Rubriques	Libellé de la nomenclature	Capacité totale ou volume des activités	Régime*	RA**
3.6.6.0	Elevage intensif de volailles avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	65 000 poulettes	A	3km
2.1.7.0 - 2	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques	1,52 T/jours	D	-
4.3.3.1	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4.3.3.0 (supérieur ou égale à 50t mais inférieur à 100t	3,4 t de propane	NC	-
2.1.6.0-2	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. Si le volume total de stockage est supérieur à 5000 m3, mais inférieur ou égal à 15 000m3	30m3 x 2 = 60m3	NC	-
2.9.1.0-A	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2.7.7.0, 2.7.7.1, 2.9.7.1 ou 2.9.3.1 Supérieure à 1MW, mais inférieur à 20 MW	Groupe électrogène de fuel = 0,55 MW	NC	-

*A=Autorisation, E=Enregistrement, D=Déclaration, S=Servitude d'utilité publique, NC=Non-Classé,

**R.A.=Rayon d'affichage

Nomenclature loi sur l'eau :

Rubriques	Libellé de la nomenclature	Capacité totale ou volume des activités	Régime*	RA**
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique.	4 000 m ³ /an	D	-

*A=Autorisation, E=Enregistrement, D=Déclaration, S=Servitude d'utilité publique, NC=Non-Classé,

**R.A.=Rayon d'affichage

6.2 Mesures concernant l'hygiène :

- Aération et ventilation des locaux : Conformément aux articles R 232-5 à R 232-5-14 du code du travail, concernant l'aération et l'assainissement des locaux fermés où le personnel est appelé à séjourner, l'air sera renouvelé de façon à :
 - Maintenir un état de pureté de l'atmosphère propre à préserver la santé des travailleurs ;
 - Eviter les élévations exagérées des températures, les odeurs désagréables et les condensations.

Les bâtiments sont munis d'aérations naturelles (portes, fenêtres et interstices des bardages). Certains bâtiments sont ouverts sur un ou plusieurs côtés. Le renouvellement de l'air s'effectue naturellement par les ouvertures.

- Eclairage des locaux : L'éclairage des bâtiments fermés est et sera artificiel. Il sera assuré par des ampoules à led avec variateur et fonctionneront pendant une durée de 16 heures par jour en début de bande. Le temps d'éclairage sera progressivement réduit pour se stabiliser à 9 heures par jour de la 6e à la 12e semaine. L'éclairage augmentera ensuite d'1 heure par semaine jusqu'au départ des poulettes. Ces durées d'éclairage permettent de simuler l'allongement des jours afin de préparer les poulettes à la ponte prévue après leur départ du site. L'éclairage mis en place dans les locaux du personnel (présence seulement de Mr. Villain car il n'y a pas d'autres employés) sera avec des ampoules led à économie d'énergie et fournira une lumière suffisante à Mr. Villain pour effectuer toutes les tâches qu'il lui incombe. Des fenêtres permettront en journée un éclairage naturel suffisant.
- Insonorisation : Pas de matériel dit bruyant au sein des ateliers de travail, à l'exception du groupe électrogène qui sera situé dans le local technique, ce qui réduira les nuisances sonores liées à son fonctionnement. Des protections auditives seront mises à disposition de M. Villain et des agents susceptibles d'intervenir dans ce local. De plus, le groupe électrogène ne sera utilisé seulement qu'en cas de coupure d'électricité et sera donc utilisé occasionnellement, limitant les nuisances sonores dues à son fonctionnement.
- Le personnel dispose d'un local comprenant un sanitaire, des placards, une douche, une table et des chaises. Cet aménagement sera réalisé dans le cadre des travaux entrepris dans le cadre du projet. Cela permettra d'améliorer les conditions de travail.
- Le travail du personnel a lieu en position debout et assis dans les engins agricoles.
- Les locaux sont entretenus en permanence dans un état constant de propreté et fonctionnalité.
- Le personnel passe une visite médicale.
- Pour effectuer son travail, le personnel de production et des ateliers a à sa disposition des équipements de protection adaptés aux tâches à effectuer.

Livraison des poulettes :

Dans le cas de livraison ou d'enlèvement d'animaux, le camion devra se positionner sur le quai de chargement, stabilisé et bétonné, en limite du poulailler. Le chauffeur branchera, en tant que de besoin, le système de ventilation du camion.

Le chauffeur passera par le sas d'hygiène après avoir descendu le hayon et s'équipera d'une tenue jetable (ou nettoyable) et de chaussures propres et désinfectées. Une fois le chargement ou le déchargement contrôlé et formalisé, le chauffeur repasse par le SAS et procède au lavage et à la

désinfection de ses chaussures avant de les ramener dans le camion. La tenue est également désinfectée ou jetée.

Cette démarche s'applique également dans le cas de l'enlèvement des poulettes.

6.3 Mesures concernant la sécurité :

Une analyse des risques sera réalisée et inscrite dans le Document Unique.

Le personnel possède une tenue de travail appropriée (combinaison), des gants et des bottes de sécurité.

Equiperment des bâtiments (bureau, salle de traite...) avec des extincteurs selon la réglementation en vigueur. L'élevage fera appel à une entreprise spécialisée pour déterminer le besoin en extincteur (nombre, type et localisation) afin de maîtriser le risque d'incendie.

Pour le travail sur les installations électriques, il est fait appel à une société extérieure.

L'élevage tiendra à disposition les attestations de contrôle périodique des installations électriques.

Les abords du site sont propres.

Selon l'article 2 de l'accord IDCC16 et l'article R4541-9 du code du travail, les salariés ne peuvent pas porter des charges supérieures à :

- 55 kg pour les hommes.
- 25 kg pour les femmes.
- 20 kg pour les jeunes de 16 à 18 ans, avec des charges variables selon l'âge et l'activité sans pour autant dépasser cette valeur.

Extrait de l'Art. 2 de l'accord IDCC 16 du 3 novembre 2010 relatif à la prévention et à la réduction de la pénibilité :

« Consignes concernant la manutention manuelle

Lorsque le recours à la manutention manuelle est inévitable, et conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, il est rappelé que les limitations maximales suivantes sont à respecter impérativement :

- a) Le port de charges supérieures à 55 kg, dans la limite maximale de 105 kg, n'est possible qu'après un avis d'aptitude spécifique du médecin du travail. Cette aptitude médicale doit être vérifiée lors de la visite médicale d'embauche et des visites de contrôle ou de reprise ;*
- b) Le port de charges est limité à 50 kg pour un aide déménageur ;*
- c) Le port de charge est limité à 25 kg pour les femmes ;*
- d) Le port de charge est limité pour les mineurs selon des valeurs variables en fonction de l'âge et l'activité. Il est au maximum de 20 kg pour un jeune de 16 à 18 ans. (1)*

Dans les cas de port de charges lourdes, les entreprises s'engagent à disposer d'un nombre de personnels suffisant et formé, afin de manutentionner les objets lourds sous forme de binômes. »

Art. R4541-9 du code du travail :

« Lorsque le recours à la manutention manuelle est inévitable et que les aides mécaniques prévues au 2° de l'article R. 4541-5 ne peuvent pas être mises en œuvre, un travailleur ne peut être admis à porter d'une façon habituelle des charges supérieures à 55 kilogrammes qu'à condition d'y avoir été reconnu apte par le médecin du travail, sans que ces charges puissent être supérieures à 105 kilogrammes.

Toutefois, les femmes ne sont pas autorisées à porter des charges supérieures à 25 kilogrammes ou à transporter des charges à l'aide d'une brouette supérieures à 40 kilogrammes, brouette comprise. »

Les structures porteuses des bâtiments et de la charpente sont stables au feu c'est-à-dire qu'elles conservent leurs propriétés mécaniques durant plus de 30 minutes.

Les postes de travail sont situés en ateliers de plein pied ce qui facilite les évacuations. Les principaux risques connus sont identifiés ci-après et auxquels y sont rattachés des mesures prises.

Cette liste est non exhaustive.

Risques connus	Mesures principales
Chute de plein pied	Ordres et rangement des locaux.
Effondrement et chutes d'objet	Ordre et rangement sur le site.
Les machines	Vérification de conformité des machines, sécurité, électricité. L'ensemble des machines est équipé d'arrêt coup de poing.
Equipements ateliers	Rangement et ordre.
Travail à plusieurs	Définir les tâches avant de commencer un chantier. Informé tout le monde de sa position sur le chantier.
Produits chimiques	Rangement des produits de nettoyage dans un local fermant à clés. Mise des protections individuelles (lunettes gants) Interdiction de mélanger des produits.
Incendie explosion	Interdiction de fumer sur le site.
Electricité	Installations électriques vérifiées. Le gérant du site tiendra à disposition les attestations de contrôle périodique des installations électriques). Matériel en bon état et conforme.
Eclairage	Remplacer les néons ou ampoules au fur et à mesure des besoins pour un bon éclairage des locaux.

Description des risques et dangers pour la sécurité des personnes, par activité :

Soins apportés aux animaux

- Piquage et coups de becs
- Contamination d'une maladie transmissible l'homme
- Contamination par contact ou via une infection d'une poulette
- Piqûre avec une seringue

Manutention

- Glissade
- Chute
- Inhalation de poussières
- Blessure liée au soulèvement d'une charge lourde

MANUTENTION			
Opération	Identification du risque ou de la nuisance	Type de danger	Mesures de sécurité
Empilage/Dépilage de ballots	Ecrasement	<ul style="list-style-type: none"> - Circulation des engins mobiles. - Chute de la charge manutentionnée. - Rupture, défaillance. 	<ul style="list-style-type: none"> - Vérification régulière de l'état des outils de manutention.
Curage des fientes	Ecrasement	<ul style="list-style-type: none"> - Circulation des engins mobiles. - Chute de la charge manutentionnée. - Rupture, défaillance. 	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation des outils de manutention selon les prescriptions du constructeur.
Débâchage des silos d'ensilage	Ecrasement	<ul style="list-style-type: none"> - Circulation des engins mobiles. - Chute de la charge manutentionnée. - Rupture, défaillance. 	<ul style="list-style-type: none"> - Limitation de leur utilisation aux personnes aptes.

EVACUATION DES FIENTES			
Opération	Identification du risque ou de la nuisance	Type de danger	Mesures de sécurité
Chargement	Ecrasement Projection de pierres ou autres corps étrangers Entraînement par la prise de force	<ul style="list-style-type: none"> - Circulation des engins mobiles. - Choc. - Cardans, chaîne, prise de force. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ne pas rester à proximité des engins circulants. - Mise en place de carters autour des chaînes en mouvement et de la prise de force.

6.4 Biosécurité

Les mesures de biosécurité permettent de prévenir ou limiter l'introduction, la circulation et la persistance de contaminants dans l'unité de production, ainsi que leur diffusion vers d'autres sites de production.

Pour répondre à l'arrêté du 8 février 2016 relatif aux mesures de biosécurité, l'exploitant prévoit de mettre en place un plan biosécurité dans le cadre de la prévention contre l'influenza aviaire.

Un plan de circulation va être établi avec une définition des unités de production, une zone publique et une zone professionnelle. Dans ce plan une identification des flux de circulation est nécessaire ainsi que la définition de leur gestion (barrières sanitaires à mettre en place).

L'exploitant informera les chauffeurs des transporteurs du plan de circulation mis en place.

Un plan de nettoyage et désinfection va également être mis en place afin de mettre en place un nettoyage et une désinfection efficaces.

Dans ce plan sera également consigné les mesures de lutte contre les nuisibles, la gestion des fientes, des animaux morts, des aliments, des transferts d'animaux et autres. Le plan sera mis place en suivant les fiches fournies par ITAVI expliquant les différentes phases et points à mettre en place pour être en accord avec l'arrêté du 8 février 2016. Ces fiches sont présentes en annexe 19.



RESUME NON TECHNIQUE

M. Pierre VILLAIN

Siège social :
34, grande rue
80300 Becordel-Becourt

Site :
80300 ALBERT

**DOSSIER AUTORISATION D'EXPLOITER AU
TITRE DES I.C.P.E.
pour la rubrique :
3.6.6.0 Elevage intensif de volailles 65 000 poulettes**



Assisté de :
SARL ROUTIER ENVIRONNEMENT
19 rue Sadi Carnot BP 20007 - 80140 OISEMONT
☎ : 03.22.25.05.30 - 📠 : 03.22.25.79.63
Courriel : contact@routier-environnement.com

7. Résumé non technique

7.1 Présentation du projet

Le gérant de l'exploitation est un exploitant indépendant dont l'activité principale est l'élevage de volailles. Son projet consiste à déplacer et développer son activité d'élevage avicole sur un nouveau site localisé sur la commune d'Albert, dans la Somme. L'objectif principal est de moderniser son poulailler par la construction d'un nouveau bâtiment. Les objectifs principaux seront alors de diversifier son mode de production par l'installation d'une volière à la place de cages et de limiter les nuisances vis-à-vis des tiers en se déplaçant en dehors du village.

Le déplacement de son activité sur le site d'Albert permettra d'éloigner l'élevage vis-à-vis des tiers et ainsi de limiter les nuisances sonores et odorantes. Le nouveau site est en effet situé à environ 800 mètres des tiers les plus proches, ce qui est conforme à la distance réglementaire minimale de 100 mètres d'éloignement des tiers.

7.1.1 Identification du demandeur

M. VILLAIN est l'exploitant de l'élevage de poulettes, demandant l'autorisation d'élever des poulettes et faisant l'objet de ce présent document. Les caractéristiques administratives de l'exploitation sont présentées dans le tableau suivant.

Demandeur :	M. Pierre Villain
*Statut juridique :	Exploitant individuel
*Adresse siège social et Etablissement principal :	80300 Bécordel-Bécourt
*SIRET	43264032400013
*N° identification : (Extrait en annexe 1)	1741075114177
*Téléphone :	03.22.75.14.86
*Suivi du dossier :	M.VILLAIN

7.1.2 Localisation du site

Le nouveau site recevant l'emprise du nouveau poulailler sera situé sur les parcelles ZH 38 et ZH 49 de la commune d'Albert.

La capacité d'accueil du nouveau poulailler est de 65 000 poulettes. L'objectif du déplacement de l'activité d'élevage est avant tout de respecter la distance réglementaire vis-à-vis des tiers, ce qui n'était pas le cas sur l'ancien site de Bécordel-Bécourt.

La situation en zone vulnérable du site impose au gérant d'établir un plan d'épandage de secours (et plan d'épandage pour les eaux de lavage) en respectant le calendrier d'épandage, la tenue d'un cahier d'épandage et le plan prévisionnel de fumure azotée.

Pour cela, l'installation du bâtiment principal est projetée à proximité immédiate de la fumière préexistante pour stocker les fientes des poulettes avant de les commercialiser sous la forme d'amendement organique normalisée NFU 42-001. Il projette aussi de réaliser un forage pour assurer la consommation en eau de son activité d'élevage des poulettes, estimée au maximum à 4 000 m³/an.

Parcelle cadastrale concernée par le projet :

Département	Commune	Section	Numéros	Surface
SOMME	ALBERT	ZH	38	0,55 ha
SOMME	ALBERT	ZH	49	2,73 ha

L'exploitant est nu-propriétaire des parcelles ZH38 et ZH49 sur lesquelles le projet sera réalisé. L'attestation notariée relative à la nue-propriété des parcelles et l'autorisation des usufruitiers en titre sont présentées en annexe 2.

7.1.3 Situation administrative

Actuellement, l'exploitation est connue sous le régime de l'autorisation pour un élevage de 41468 poulettes. Le futur site sera concerné par les nomenclatures suivantes.

7.1.3.1 Nomenclature ICPE :

Rubriques	Libellé de la nomenclature	Capacité totale ou volume des activités	Régime*	RA**
3.6.6.0	Elevage intensif de volailles avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	65 000 poulettes	A	3km
2.1.7.0 - 2	Engrais, amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques	1,52 T/jours	D	-
4.3.3.1	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4.3.3.0 (supérieur ou égale à 50t mais inférieur à 100t	3,4 t de propane	NC	-
2.1.6.0-2	Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable. Si le volume total de stockage est supérieur à 5000 m ³ , mais inférieur ou égal à 15 000m ³	30m ³ x 2 = 60m ³	NC	-

2.9.1.0-A	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2.7.7.0, 2.7.7.1, 2.9.7.1 ou 2.9.3.1 Supérieure à 1MW, mais inférieur à 20 MW	Groupe électrogène de fuel = 0,55 MW	NC	-
-----------	--	--------------------------------------	----	---

*A=Autorisation, E=Enregistrement, D=Déclaration, S=Servitude d'utilité publique, NC=Non-Classé,

**R.A.=Rayon d'affichage

7.1.3.2 Nomenclature loi sur l'eau :

Rubriques	Libellé de la nomenclature	Capacité totale ou volume des activités	Régime*	RA**
1.1.1.0	Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique.	4000 m ³ /an	D	-

*A=Autorisation, E=Enregistrement, D=Déclaration, S=Servitude d'utilité publique, NC=Non-Classé,

**R.A.=Rayon d'affichage

Dans la zone correspondant au 1/10 du rayon d'affichage, soit 300 mètres, se trouvent des parcelles mises en nature de culture et en pâture.

Les communes présentes dans le rayon de 3km autour du site sont :

- Aveluy (80)
- Bécordel-Bécourt (80)
- Bray-sur-Somme (80)
- Fricourt (80)
- Méaulte (80)
- Owillers-la-Boiselle (80)
- Albert (80)
- Dernancourt (80)

7.1.4 Activités du site :

L'exploitation est une structure dédiée à la production de poulettes et à l'exploitation de terres agricoles. Le site renferme une activité d'élevage de poulettes.

Les caractéristiques du site sont résumées dans le tableau suivant :

Atelier	Capacité totale ou volume des activités du projet	Unité
Poulettes	65 000	Animaux équivalents
Dépôt bois, papier, carton, ou combustibles analogues - paille	100	m ³ pour paille et foin
Stockage céréales + Concentrés	68	m ³
Liquide inflammable : Gasoil	1,32	t
Installation de distribution de liquide inflammable : Gasoil	2	m ³ /h
Combustion d'un groupe d'électrogène	0,55	MW
ATELIER mécanique	35	m ²
Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammable	3,4	t
Engrais, amendements et supports de culture	1,52	T/jours

Le bâtiment d'élevage des poulettes de l'exploitation pourra accueillir 65 000 poulettes.

Reproduction :

Le site ne constitue pas un lieu de reproduction. Les poussins sont transportés par camion sur l'exploitation.

Alimentation :

- De 0 à 4^{ème} semaine : poulette démarrage
- De 5^{ème} à 8^{ème} semaines : poulette 1^{er} âge
- De 9^{ème} à 15^{ème} semaines : poulette 2^{ème} âge
- De 16^{ème} à fin : poulette adaptation.

7.2 Production du site

Le site est constitué d'un élevage de poulettes. Cette activité génère des déchets organiques. Les effluents issus de l'exploitation des poulettes sont recueillis quotidiennement, séchés puis stockés dans une fumière.

7.2.1 Moyens pour l'épandage des fientes :

L'épandage des fientes se fera avec un épandeur vertical mais cela sera optionnel car les fientes seront séchées, normalisées selon la norme NFU 42-001 et commercialisées.

L'épandage respectera les exigences des zones vulnérables et les doses seront adaptées aux besoins des cultures pour éviter tout excès et préserver ainsi la qualité des nappes phréatiques.

7.2.2 Collecte et devenir des fientes :

Les fientes des poulettes seront récupérées sur un tapis roulant. Deux turbines capteront l'air chaud dégagé par les animaux. Cet air sera ensuite insufflé sur les fientes au travers de gaines perforées disposées sur la volière au niveau des tapis à fiente. Ce séchage permettra d'amener les fientes à 85% de matière sèche et d'obtenir un effluent stable sans écoulement. Le produit sera de fait un produit normé NFU 42-0001.

Après séchage les fientes seront collectées vers l'arrière du poulailler 1 fois par jour puis seront dirigées au moyen de tapis roulant vers la fumière pour y être stockées. La dimension de la fumière permet de stocker aisément les fientes produites au cours de six mois d'élevage. L'exploitant du site projette de commercialiser les fientes normalisées comme engrais organique auprès d'agriculteurs voisins.

La production de fiente sera de 555 tonnes par an.

Le gérant du site prévoit la création d'un plan d'épandage de secours dans le cas où les fientes ne présenteraient pas les caractéristiques nécessaires à leur commercialisation.

7.3 Gestion du site

7.3.1 Produits chimiques :

Le site est dédié à une activité agricole qui utilise des produits chimiques pour le nettoyage et la désinfection du matériel. Ces produits sont des produits autorisés pour ce type d'activité. Les produits sont stockés avec des capacités de rétentions conformes aux prescriptions des ICPE mais ne sont pas stockés sur le site.

7.3.2 Combustibles

Les produits combustibles présents sur le site sont du gaz qui est stocké dans la cuve à gaz et du fioul destiné au fonctionnement du groupe électrogène avec double paroi.

7.3.3 *Gestion des déchets :*

L'activité génère des déchets banals, organiques et vétérinaires.

L'élimination des déchets banals s'effectue par la Coopérative agricole d'Albert

Les déchets organiques sont éliminés par la société Atemax Progor Bouvard Cailleau Saviat 62 Bapaume.

Les déchets vétérinaires sont éliminés par le vétérinaire de l'élevage.

7.4 Incidences du projet

7.4.1 *Impact sur l'eau*

Le site se trouve à une distance de 600 mètres du cours d'eau le plus proche. Il s'agit d'un petit cours d'eau situé au sud du projet, se jetant dans l'Ancre au niveau du centre de la commune d'Albert. La rivière de l'Ancre se situe à environ 1,9 km à l'ouest du site.

Le site sera alimenté en eau par un captage. Aucun autre captage d'alimentation en eau potable ne se trouve à proximité du site.

L'activité n'a pas d'impact sur la ressource en eau, ni sur le milieu aquatique.

7.4.2 *Compatibilité vis-à-vis du SDAGE*

Le projet répond à toutes les préoccupations et objectifs du SDAGE Artois-Picardie 2016-2021.

L'activité du site est en corrélation avec les dispositions du SDAGE Artois-Picardie 2016-2021 et n'a pas d'impact sur le milieu selon les critères de ce document.

7.4.3 *Etude d'incidence sur les SAGE :*

Le projet se trouve sur le territoire du SAGE de la Somme aval et cours d'eau côtiers. Il répond à toutes les préoccupations et objectifs du SAGE.

7.4.4 *Etude d'incidence sur les zones humides :*

Le site et ses activités se situent en dehors de zones humides.

L'activité n'a pas d'impact sur les zones humides.

7.4.5 Les sites protégés

Le projet se trouve en dehors du périmètre des sites protégés. Le projet se situe à une distance d'environ 7 km du site Natura 2000 le plus proche et à 2,4 km de la ZNIEFF la plus proche.

L'éloignement des sites protégés vis-à-vis des parcelles du plan d'épandage est détaillé dans le tableau suivant.

Eloignement des îlots d'épandages vis-à-vis des sites protégés les plus proches :

Parcelles du plan d'épandage	Natura2000	ZNIEFF I	ZNIEFF II
Ilot 14	5 800 m	410 m	4 700 m
Ilot 7	4 300 m	2 700 m	3 700 m
Ilot 2	6 800 m	2 975 m	6 000 m
Ilot 3	6 500 m	3 300 m	5 700 m
Ilot 5	6 000 m	3 800 m	5 500 m
Ilot 6	5 000 m	4 000 m	5 100 m
Ilot 8	6 400 m	3000 m	5 550 m
Ilot 4	5 400 m	4 300 m	5 000 m
Ilot 12	4 800 m	1 000 m	4 000 m
Ilot 13	4 900 m	570 m	4 100 m
Ilot 15	7 100 m	4 400 m	6 300 m
Ilot 16	8 000 m	4 000 m	7 400 m

Le site ne se situe pas dans une zone naturelle d'intérêt faunistique et floristique (ZNIEFF), au sein de laquelle son activité a lieu.

L'activité n'a pas d'impact sur la faune et la flore.

7.4.6 Etude d'incidence sur les zones natura2000 :

Le site et ses activités se situent hors de zone Natura2000.

L'activité n'a pas d'impact sur les zones Natura2000.

7.4.7 Etude d'incidence sur les zones du patrimoine naturel et paysager :

Le site et son activité se trouvent à proximité de l'inventaire régional du patrimoine géologique du Plissement anticlinal du Pays de Bray au Tertiaire.

Cependant, l'activité n'a pas d'impact sur cette zone patrimoniale.

7.4.8 Les zones sensibles

Les parcelles du projet sont situées en zone vulnérable dans le département de la Somme. Le cours d'eau le plus proche se situe à plus de 600 mètres de l'installation. La ressource en eau souterraine exploitée par le forage est la Craie de la Moyenne Vallée de la Somme et aucun forage ne se trouve dans le rayon d'action du prélèvement. L'incidence du projet sur l'eau est donc limitée.

Les terres d'épandage et l'installation ne se situent pas en zone protégée. Le projet n'a pas d'incidence sur la faune et la flore.

Les fientes sont séchées et stockées dans la fumière.

Un épandage de secours et pour les eaux de lavage est prévu par l'exploitant, sans incidence sur le milieu agricole et les sols.

L'activité n'a pas d'impact sur le milieu agricole et les sols.

7.5 Incidences sur le voisinage

7.5.1 Impact sur les transports

Le site et ses activités ne génèrent pas un trafic routier important, l'augmentation du trafic routier engendré par le site est négligeable et ne concernera pas plus d'un à deux véhicules par jour.

L'activité n'a pas d'impact sur la circulation routière.

7.5.2 Les nuisances olfactives

Le site est très éloigné des premières habitations, les fientes sont séchées et stockées dans la fumière. Le site est nettoyé quotidiennement et ventilé, limitant les odeurs. Par ailleurs l'activité élevage dans le village va disparaître.

L'activité n'a pas d'impact olfactif.

7.5.3 Les nuisances sonores

L'éloignement du site de tout tiers et l'absence de matériel bruyant ne génèrent pas de nuisance sonore. Par ailleurs l'activité élevage dans le village va disparaître.

7.5.4 Les nuisances lumineuses

Compte tenu du trafic routier limité et des activités essentiellement diurnes, le site ne génère pas de nuisance lumineuse. Par ailleurs l'activité élevage dans le village va disparaître.

7.5.5 Impact sur le voisinage

Les tiers les plus proches se trouvent à plus de 800 mètres du site. La direction dominante du vent provient du sud-ouest et est orienté en direction du nord-est, ce qui limite les éventuels désagréments odorants de l'exploitation sur les tiers.

Les fientes sont préséchées et stockées dans une fumière couverte et close sur trois côtés, réduisant les nuisances odorantes.

Les nuisances sonores sont réduites compte tenu de la configuration close de l'élevage et que les poulettes ne sortent pas en extérieur. Seule, la ventilation dynamique fonctionnant en continu pourrait occasionner une gêne sonore. L'utilisation réduite du matériel potentiellement bruyant comme l'alimentation deux fois par jour, l'évacuation des fientes vers la fumière 1 fois par jour et l'intervention sur le site de véhicules motorisés seront des sources de nuisances sonores. Cependant, compte tenu de l'éloignement des tiers, les émissions sonores seront peu voire pas perceptibles des tiers.

Par ailleurs l'activité élevage dans le village va disparaître.

L'activité n'aura ainsi pas d'impact sur le voisinage, il y aura une amélioration.

7.6 Sante, sécurité et dangers

7.6.1 Hygiène et sanitaire

Les locaux sont aérés et ventilés par un système de ventilation dynamique, limitant la condensation, les odeurs et les risques de contamination. La bonne aération des locaux permet aussi de maintenir un air de bonne qualité dans l'aire d'élevage, préservant ainsi la santé des animaux et des personnes intervenant sur le site.

Les locaux sont entretenus en permanence dans un état constant de propreté et de fonctionnalité.

Le bon état sanitaire du poulailler est assuré par :

- Le pré séchage et l'évacuation quotidienne des fientes vers la fumière ;
- Le ramassage des cadavres ;
- Le nettoyage et la désinfection de l'aire d'élevage ;
- La mise en place de coupelles de récupération des gouttes d'eau ;
- L'inspection visuelle régulière ;
- L'alimentation contrôlée ;
- Les poulettes seront vaccinées ;
- Maintien en bonne santé ;
- Lutte contre les nuisibles ;
- Le registre sanitaire ;
- Mesures d'accès au poulailler.

7.6.2 Sécurité

Une analyse des risques sera réalisée et inscrite dans le Document Unique.

Les intervenants du site disposent d'une tenue de travail appropriée (combinaison), des gants et des bottes de sécurité. Des équipements de protection adaptés aux tâches à effectuer sont disponibles dans le local technique (surbottes, combinaison...).

Les postes de travail sont situés en ateliers de plein pied ce qui facilite les évacuations.

7.6.3 Etude de dangers :

Le risque le plus probable est la survenue d'un incendie. Ce risque proviendrait d'un court-circuit des installations électriques ou d'une défaillance du système de chauffage. Compte tenu de la bonne gestion du site, ce risque restera faible.

5 extincteurs seront sur le site d'élevage et une réserve d'eau à incendie de 272 m³ sera présente sur le site.

Le site ne présente donc pas de danger particulier, ni de risque avéré sur la santé.

8. Les meilleures techniques disponibles

Adéquation du projet avec les données des Meilleurs Techniques Disponibles (MTD) :

Les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) sont définies sur la base des travaux de la Commission Européenne, dont les conclusions sur les MTD sont parues en février 2017. Elles intègrent de nombreux facteurs d'incidence des effets de l'élevage de volailles sur l'environnement, comme la variation de la composition des aliments, le système de logement des bâtiments ou encore la gestion des déjections. Ces MTD sont établies sur la base d'études scientifiques et du retour d'expérience de divers pays membres de l'Union Européenne.

Les MTD et la réponse du projet quant à la réglementation européenne des MTD font l'objet d'une partie distincte de ce présent rapport, détaillées dans les paragraphes suivants.

8.1 MTD 1.

Afin d'améliorer les performances environnementales globales des installations d'élevage, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant les caractéristiques suivantes :

- Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau ;
- Définition, par la direction, d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation ;
- Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement ;
- Mise en œuvre des procédures, prenant particulièrement en considération les aspects suivants :
 - a) organisation et responsabilité ;
 - b) formation, sensibilisation et compétence ;
 - c) communication ;
 - d) participation du personnel ;
 - e) documentation ;
 - f) contrôle efficace des procédés ;
 - g) programmes de maintenance ;
 - h) préparation et réaction aux situations d'urgence ;
 - i) respect de la législation sur l'environnement ; 21.2.2017 FR Journal officiel de l'Union européenne L 43/235
- Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :
 - a) surveillance et mesurage (voir également le rapport de référence du JRC relatif à la surveillance des émissions des installations relevant de la directive sur les émissions industrielles — ROM) ;
 - b) mesures correctives et préventives ;
 - c) tenue de registres ;
 - d) audit interne ou externe indépendant (si possible) pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour ;
- Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité, par la direction ;

- Suivi de la mise au point de technologies plus propres ;
- Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une installation dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation ;
- Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur (document de référence sectoriel EMAS, par exemple). En ce qui concerne spécifiquement le secteur de l'élevage intensif de volailles ou de porcs, la MTD consiste également à incorporer les éléments suivants dans le SME ;
- Mise en œuvre d'un plan de gestion du bruit (voir MTD 9) ;
- Mise en œuvre d'un plan de gestion des odeurs (voir MTD 12).

1) Engagement de la direction, y compris à son plus haut niveau :

L'exploitation sera gérée par une personne formée et qualifiée (cf. chapitre 2.3.2 page 16). Le gérant de l'exploitation dispose d'une expérience significative de 18 ans dans l'élevage de volailles, ce qui lui confère des compétences en gestion technique et économique d'une exploitation agricole, en gestion de l'environnement et de l'agronomie. Il est sensibilisé aux bonnes pratiques environnementales d'un élevage avicole et à la protection de l'environnement.

2) Définition, par la direction, d'une politique environnementale intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation :

L'exploitation intégrera les procédures suivantes pour les opérations courantes :

- Une bonne gestion de l'alimentation en eau permettra de fournir le volume d'eau strictement nécessaire à la bonne gestion de l'exploitation des poulettes et évitant tout gaspillage (cf. MTD5 page 384). L'éleveur s'engage à surveiller la consommation en eau à une fréquence mensuelle et à la noter dans le registre des consommations en eau de l'élevage, pour détecter toute fuite d'eau possible et être conforme à la réglementation en vigueur. Il est prévu que le relevé de consommation en eau soit étudié à la fin de chaque bande pour identifier des marges de manœuvre afin de diminuer la consommation en eau de la bande suivante.
- Les consommations d'eau et d'énergie, ainsi que les quantités d'aliments pour animaux et les déchets produits seront scrupuleusement enregistrées en sortie de chaque bande, afin d'améliorer leur performance, limiter tout gaspillage et ainsi réduire l'impact environnemental.
- Les déchets seront stockés dans un local destiné au stockage desdits déchets avant d'être recyclés dans une filière adaptée (cf. chapitre 3.8.2.6 page 301).
- Le séchage des fientes et leur stockage éviteront toute production de jus et donc de fuite d'effluent liquide (cf. chapitre 2.10.2 page 32). La quantité de fientes produite sera relevée dans un registre et étudiée en fin de bande pour améliorer les performances liées à leur production et si possible la réduire.

3) Planification et mise en place des procédures nécessaires, fixation d'objectifs et de cibles, planification financière et investissement :

Le fonctionnement cyclique de l'élevage selon un cycle de 2,5 bandes par an permettra de prévoir les actions à améliorer ou d'anticiper leur réalisation.

Le suivi des performances de production d'élevage se déroule selon les procédures suivantes :

- Le suivi et l'enregistrement de la consommation en eau et des aliments distribués permettront de prévoir une planification des apports adaptée aux besoins des animaux tout en réduisant les coûts et améliorant les performances de l'élevage.
- Des procédures de bonne utilisation des produits utilisés sur le site sont prévues (bon dosage pour éviter le surdosage, pas de mélange des produits...).
- Un investissement dans un système d'alimentation en eau économe sera réalisé (cf. MTD5 page 384), permettant de fournir la quantité journalière d'eau strictement nécessaire au besoin des animaux, ce qui limitera la consommation d'eau. La consommation en eau sera relevée à un rythme mensuel, ce qui permettra d'estimer la consommation en eau de la bande pour la réduire si cela est possible.

4) Mise en œuvre des procédures :

Le suivi des émissions et des paramètres de procédés répond aux procédures suivantes :

a) Organisation et responsabilité :

Mr. Villain dispose de registres de bonne gestion du site d'un point de vue réglementaire, logistique et énergétique. Il est aussi en mesure de former et gérer du personnel, si le besoin se présente.

b) Formation, sensibilisation et compétence de chaque personne :

L'élevage avicole sera géré par un exploitant formé et expérimenté. Il exerce cette activité depuis 2000, soit depuis 18 ans, ce qui démontre ses bonnes capacités de gestion d'un élevage de volailles (cf. chapitre 2.3.2 page 16).

Mr. Villain détient des compétences dans la gestion d'une exploitation agricole, en gestion de l'environnement et de l'agronomie. Il dispose ainsi d'une sensibilité particulière face aux problématiques environnementales et agricoles. De plus, son expérience lui permet d'anticiper et de gérer au mieux les aléas ainsi que le matériel technique lié à l'exploitation d'un tel site.

c) Communication :

L'implication du gérant de l'exploitation dans son activité lui permet de se tenir à jour des nouvelles méthodes et techniques d'élevage ainsi que les mises à jour réglementaires liées à la gestion d'un tel site.

d) Participation du personnel :

A ce jour, il est prévu qu'aucun employé ne soit présent sur le site de l'élevage.

f) Contrôle efficace des procédés :

Les fientes, les installations du site et les procédures d'utilisation du matériel feront l'objet de contrôles réguliers, et si besoin d'une formation sur le bon usage du matériel.

g) Programmes de maintenance :

Les installations électriques, le système de ventilation et de chauffage seront régulièrement contrôlés par un organisme agréé. La présence d'une personne sur le site permettra de vérifier le bon fonctionnement des équipements.

h) Préparation et réaction aux situations d'urgence :

Un dispositif d'urgence est prévu. En cas de fuite d'un produit dangereux ou polluant, tout sera mis en œuvre pour éviter la propagation de la pollution (confinement du bâtiment ou du local concerné, intervention rapide d'un technicien...). Appel du centre de secours pour une intervention rapide des services d'urgence.

En cas d'incendie :

- En cas de départ de feu, utilisation des extincteurs du site
- Appel du centre de secours
- Evacuation des lieux
- Fermeture des portes
- Attente de l'arrivée des sapeurs-pompiers

Remarque : la réserve d'eau anti-incendie sera accessible en permanence.

En cas d'accident sur le site :

- Appel du centre de secours
- Mise en sécurité du ou des blessé(s),
- Attente des secours

Remarque : tout accident ou incident sera mentionné dans un registre.

Ces procédures sont détaillées dans le chapitre 3.6 page 292

i) Respect de la législation sur l'environnement :

Le projet sera en conformité avec la réglementation sur l'environnement en vigueur et des dispositions légales en rapport avec ses incidences environnementales significatives.

5) Contrôle des performances et prise de mesures correctives, les aspects suivants étant plus particulièrement pris en considération :a) Surveillance et mesurage :

Les consommations en énergie, en eau, en aliment et en production de déchets et de fientes seront scrupuleusement enregistrées dans un registre. Le relevé de ces consommations permettra de détecter une éventuelle anomalie ou d'étudier les possibilités d'amélioration des performances liées aux consommations de l'élevage.

b) Mesures correctives et préventives :

Les mesures correctives suivantes sont citées à titre non exhaustif dans le tableau suivant :

Dépassement ou non-conformité	Mesures correctives
Consommation en eau	Réglage de l'ordinateur pour réduire l'apport d'eau dans le réseau d'alimentation des poulettes.
Consommation en énergie	Réduction si besoin de l'intensité lumineuse et réglage de l'ordinateur pour réduire le temps d'éclairage. La durée d'éclairage sera adaptée au cycle biologique des poulettes, ce qui évitera toute surconsommation d'électricité.
Consommation d'aliments	Réduction si besoin de la teneur en éléments ou de la quantité des aliments distribués afin de diminuer la part d'aliments non digérés dans les fientes. En cas de dépassement des besoins en nutriments des poulettes, un changement de fournisseur pourra être effectué ou encore les périodes de changement d'alimentation pourront être modifiées pour correspondre au cycle de développement des animaux.
Production de déchets	La production du site génèrera des déchets qui seront essentiellement les boues de la fosse, les cadavres, des fientes non normalisées, des emballages cartons et des déchets vétérinaires. Les boues de la fosse seront épanchées par l'exploitant si la période l'autorise, ou seront recueillies par un vidangeur agréé. L'aération des bâtiments sera régulée par la ventilation dynamique, ce qui permettra le renouvellement de l'air et le maintien des poulaillers à une température ambiante adaptée au bien-être des poulettes. Ainsi, le risque de mortalité des volailles (et donc de production de déchets organiques) lié à une asphyxie ou à la chaleur sera réduit. Les déchets vétérinaires seront gérés par le vétérinaire de l'élevage qui sera chargé de réduire au minimum leur production. La gestion de ces paramètres permettra de limiter au maximum la production des déchets.

c) Tenue de registres :

La tenue de registres d'arrivage et de départ des poulettes, de livraison des aliments, de production de fientes, de consommation en eau et en énergie constitueront les principaux modes de surveillance logistique et leviers d'amélioration des performances du site.

d) Audit interne ou externe indépendant (si possible) pour déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en œuvre et tenu à jour :

Le SME identifiera les impacts de l'élevage sur l'environnement et le respect de l'exploitation vis-à-vis de la réglementation, afin d'améliorer les performances et de maîtriser les risques et les coûts engendrés par les activités du site. L'audit de certification des SME sera réalisé dans le cadre du contrôle de la certification de l'éleveur.

6) Revue du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité, par la direction :

Les registres de consommation d'énergie, d'eau et d'aliments ainsi que la production de déchets seront analysés au moins chaque année ou en fin de bande. Des registres seront aussi tenus pour évaluer l'aspect sanitaire de l'exploitation, le bien-être des animaux ainsi que l'effectif des poulettes et leur mortalité.

L'efficacité et la pertinence du SME seront alors discutées par l'exploitant et l'adéquation avec le dimensionnement de l'élevage de poulettes sera vérifiée. En cas de non adéquation, de surproduction de déchets, de surconsommation d'eau ou d'énergie, ou bien d'alimentation non adaptée, l'exploitant du site procèdera à la restructuration de son SME pour le rendre conforme avec son activité.

Le plan d'actions du SME sera ainsi revu avec l'accompagnement d'un organisme agréé à la fin de chaque cycle, aboutissant vers un nouvel audit complet et de nouveaux objectifs.

Le gérant de l'exploitation s'engage aussi à se tenir informé de l'évolution de la réglementation en vigueur. L'adéquation de l'exploitation avec les dispositions relatives à l'élevage avicole sera vérifiée au moins une fois par an.

7) Suivi de la mise au point de technologies plus propres :

Les compétences en agriculture et en environnement du gérant de l'exploitation sont de bonne qualité et cohérentes avec son activité. Il sera en mesure de se tenir informé des technologies propres pour son exploitation. La revue du SME évoquée dans le point 6 de la MDT1, constitue une occasion d'évaluer la capacité financière et technique du site afin d'installer un moyen technique en adéquation avec son activité et permettant une gestion plus propre de son exploitation.

8) Prise en compte de l'impact sur l'environnement de la mise à l'arrêt définitif d'une installation dès le stade de sa conception et pendant toute la durée de son exploitation.

La mise à l'arrêt définitif de l'exploitation suivra le cheminement d'un scénario adapté aux installations et bâtiments présents sur le site. Il intègrera les étapes suivantes :

- Le bâtiment sera vidé des poulettes et nettoyé : l'arrêt de l'activité s'effectuera après la dernière bande, ce qui impliquera qu'aucune nouvelle livraison de poussins ne devra être programmée au moment où la décision de cessation d'activité sera prise. Si l'arrêt est décidé pendant l'exploitation d'une bande, à défaut d'un personnel intérimaire, les poulettes seront vendues.
- L'enlèvement des fientes présentes sur le site : la fumière sera vidée des fientes qui seront enlevées pour commercialisation ou épandues sur les parcelles du plan d'épandage, afin de ne laisser sur le site aucunes fientes qui pourraient à terme occasionner des nuisances odorantes, être lessivées ou contaminer les terrains voisins.
- Le démantèlement des équipements et le comblement avec des matériaux inertes, du puits et du forage.
- Les silos de stockage seront vidés pour éviter tout risque de moisissure ou d'odeur, et de ce fait, de risques sanitaires.
- Les produits phytosanitaires seront triés, évacués du site et recyclés selon le mode de recyclage adapté aux produits concernés.
- Les bâtiments seront condamnés et ceux le pouvant seront fermés à clé : les portes du bâtiment principal seront condamnées et fermées avec des cadenas fermant à clé.
- Coupure de l'électricité et de l'eau : le fournisseur d'électricité sera prévenu de l'arrêt de l'activité d'élevage de volailles. Le captage sera arrêté et le préfet sera prévenu de la décision

de cessation de son usage. Les dispositions relatives à son arrêt seront mises en œuvre (article 13 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié).

- Les bâtiments le pouvant seront démontés. Les autres bâtiments seront clos et inaccessibles en attendant d'être démantelés afin d'engendrer le plus faible impact possible sur l'environnement.

9) Réalisation régulière d'une analyse comparative des performances, par secteur (document de référence sectoriel EMAS, par exemple). En ce qui concerne spécifiquement le secteur de l'élevage intensif de volailles ou de porcs, la MTD consiste également à incorporer les éléments suivants dans le SME :

Les relevés de consommation d'eau et d'électricité de l'élevage seront analysés au moins une fois par an pour vérifier leur conformité avec les besoins de l'élevage, identifier toute surconsommation et les comparer aux critères recommandés par la réglementation et la profession.

La consommation en aliments sera aussi relevée et analysée afin de vérifier avec un technicien alimentation que les nutriments et le dosage apportés dans la nourriture des animaux correspondent bien aux besoins des volailles et aux critères recommandés par la réglementation et la profession.

Ces suivis auront pour objectifs de s'assurer du respect des critères recommandées, de maîtriser le bien-être animal, l'état sanitaire et la gestion économique de l'activité.

10) Mise en œuvre d'un plan de gestion du bruit :

Le plan de gestion du bruit est détaillé dans la MTD 9 (page 388).

11) Mise en œuvre d'un plan de gestion des odeurs :

Le plan de gestion des odeurs est détaillé dans la MTD 12 (page 392).

8.2 MTD 2

Afin d'éviter ou de réduire les effets sur l'environnement et d'améliorer les performances globales, la MTD consiste à appliquer toutes les techniques suivantes.

f) Localisation appropriée de l'unité/l'installation d'élevage et bonne répartition spatiale des activités.

i. Réduire les transports d'animaux et de matières (y compris les effluents d'élevage) :

▪ Les animaux :

Chaque bande de poulettes sera entièrement répartie dans le seul et unique bâtiment d'élevage. Cette configuration permettra de livrer les volailles en début de bande en une seule fois. De même, le chargement des poulettes en fin de bande pourra être réalisé en une seule opération.

Ainsi, le regroupement des animaux sur un même site, en une seule bande et dans un unique bâtiment permettra l'intervention d'un même gros camion en une seule fois, ce qui réduira le nombre de véhicules intervenant pour le transport d'animaux.

▪ L'alimentation :

Les aliments seront apportés dans le bâtiment d'élevage depuis les deux silos situés à côté du bâtiment. L'alimentation sera distribuée ponctuellement et de façon contrôlée avec des aliments d'origine végétale. La proximité des silos permettra d'éviter le transport véhiculé de l'alimentation dans les bâtiments (cf. chapitre 2.10.6 page 33). La livraison d'aliments se fera à une fréquence d'un camion par semaine en vitesse de croisière avec un volume adéquat par bande.

▪ Les effluents :

Les fientes seront acheminées chaque jour par un tapis roulant vers la fumière présente sur le site. Le transport des fientes vers la fumière n'engendrera pas de transport par un véhicule motorisé. Aucun trafic routier supplémentaire ne sera engendré sur les routes, la fumière étant située sur le site de l'élevage. Ces manœuvres permettront de réduire le transport lié à l'évacuation des fientes.

La gestion de l'élevage avicole sur un seul et même site et un seul et même poulailler permettra de centraliser toutes les opérations liées à son exploitation. Ainsi, aucun déplacement véhiculé ne sera nécessaire pour assurer les opérations liées à la gestion du site.

ii. Maintenir une distance adéquate par rapport aux zones sensibles nécessitant une protection :

Le site se trouve en milieu rural, éloigné des habitations. Le bâtiment habité le plus proche de l'élevage se situe à environ 700 mètres du site et environ 800 mètres de l'habitation la plus proche dans le sens des vents dominants (cf. chapitre 3.2 page 85).

Le projet se situe en dehors de toute zone de protection et d'inventaire environnemental ainsi que de tout périmètre d'une aire d'alimentation de captage.

De plus, les parcelles du plan d'épandage seront conformes aux distances réglementaires d'éloignement des zones sensibles.

Les nuisances sur les zones sensibles seront quasiment nulles.

iii. Tenir compte des conditions climatiques existantes (par exemple, vent et précipitations) :

Le site en projet est éloigné des habitations et localisé dans un environnement ayant des conditions climatiques favorables à l'élevage. Le vent dominant provient du sud-ouest, et dirigé vers le nord-

est en direction d'une zone non habitée dans laquelle le tiers le plus proche est distant d'environ 800 mètres du site.

De plus, le climat est plutôt humide et les températures seront peu élevées. Les conditions climatiques du secteur d'Albert est favorable pour un élevage avicole, car les volailles sont sensibles aux températures extrêmes. Aussi, le climat ambiant et humide ne favorise pas le développement des odeurs liées à l'élevage de poulettes.

iv. Prendre en considération la capacité d'extension ultérieure de l'installation d'élevage :

Le projet consiste en la construction d'un nouveau bâtiment sur un site actuellement non bâti. Il accueillera la fumière déjà en place sur le site ainsi que le futur bâtiment d'élevage (cf. plans de l'annexe 4), dont l'emprise sera bordée de terres agricoles non bâties.

De plus, l'emprise du projet ne s'étendra pas sur la totalité de la surface des parcelles accueillant les futures installations. Cette disposition rendra possible une éventuelle extension ultérieure de l'élevage et des bâtiments du projet.

v. Eviter la contamination de l'eau :

Les fientes seront séchées et ne produiront pas de jus d'effluent. Le risque de contamination de l'eau par des effluents et par des pollutions accidentelles sera ainsi quasiment nul.

L'alimentation en eau proviendra du forage localisé sur le site. La tête de forage sera protégée dans un petit abri fermant à clé et une margelle de béton protégera le forage de tout écoulement accidentel de liquide ou de produit polluant (cf. chapitre 2.10.9 page 34). Aucune installation utilisant ou stockant des produits polluants ne sera présente à proximité du forage. Aucun produit phytosanitaire ni azote liquide ne sera stocké sur l'exploitation. De plus, le forage sera muni d'un dispositif de mesure totalisateur et d'un système anti-retour. Ces précautions permettront d'éviter toute contamination de la ressource en eau. Une analyse de l'eau sera faite annuellement. Les paramètres analysés seront organoleptiques (couleur, odeur, saveur), physico-chimiques (pH, conductivité, turbidité, nitrates, nitrites, ammonium, COT, TA/TAC, dureté, balance ionique, carbonates, bicarbonates, sulfates, calcium, magnésium, sodium, chlorures, potassium) et microbiologiques (coliformes totaux, *Escherichia coli*, entérocoques intestinaux, bactéries revivifiables à 22 et 36 °C, spores de bactéries anaérobies sulfito-réductrices).

L'éloignement du site et de ses activités vis-à-vis des cours d'eau (cf. chapitre 3.4.9.6.3 page 172), le stockage dans la fumière des fientes sèches, ne produisant pas de jus, et non pas au champ permettront d'éviter la contamination des eaux de surface.

g) Éduquer et former le personnel.

Le chef d'exploitation de l'élevage est représenté par M. Villain. A l'heure actuelle, il est prévu qu'aucun salarié ne soit présent sur le site. Toutefois, compte tenu de son expérience et de sa qualification, le gérant de l'élevage sera en mesure de former du personnel si le besoin d'engager un salarié se présente.

i. Réglementation applicable, élevage, santé et bien-être des animaux, gestion des effluents d'élevage, sécurité des travailleurs :

Le gérant du site est formé et se tient à jour quant à la réglementation applicable dans un élevage avicole. Sa formation et son expérience lui permettent d'avoir une bonne connaissance en matière de gestion d'un élevage avicole et des règles à respecter pour la sécurité des éventuels employés, de la bonne santé des animaux et leur bien-être. Mr. Villain est en mesure de former et d'éduquer son personnel en cas de future embauche.

ii. Transport et épandage des effluents d'élevage :

L'exploitant est compétent en termes de gestion des effluents, de leur stockage et de leur épandage. Il est formé et expérimenté dans la réalisation d'un épandage. De plus, il est en capacité de rappeler aux acheteurs des fientes normalisées la réglementation en vigueur en termes d'épandage et de transport. Si besoin, il est aussi en capacité de former du personnel à la réalisation d'un épandage conforme à la réglementation en vigueur.

iii. Planification des activités :

La qualité de l'élevage et de la production des poulettes repose sur la réalisation d'opérations quotidiennes et hebdomadaires, inscrites dans l'emploi du temps journalier du gérant de l'exploitation. Compte tenu de son expérience dans le domaine, le gérant dispose d'une bonne connaissance concernant la manipulation des équipements d'un élevage avicole, la gestion des installations, la manipulation des animaux et la gestion des activités quotidiennes et périodiques du site. Il est ainsi compétent pour la planification et la bonne gestion des activités du site.

iv. Planification d'urgence et gestion :

La planification d'urgence et la gestion du site seront entièrement menées par l'exploitant, qui dispose d'une expérience avérée dans ces domaines. Les consignes de sécurité et les différents numéros des services de secours seront affichés près de l'entrée des bâtiments et du téléphone.

v. Réparation et entretien des équipements :

Il fait appel à des organismes pour la réparation et l'entretien des équipements, dont les intervenants seront formés et éduqués dans leur domaine d'activité.

h) Élaborer un plan d'urgence pour faire face aux émissions et incidents imprévus tels que la pollution de masses d'eau.

Les risques liés à l'élevage de poulettes sont développés dans l'étude de dangers (cf. annexe 23). Ces risques seront connus par le gérant du site et les mesures adaptées à l'élevage de poulettes seront mises en place.

Parmi les mesures prises, on peut citer les suivantes :

- e) Pour faciliter toute intervention d'urgence liée à une pollution des masses d'eau suite à un incident survenu sur l'exploitation, le plan des installations du réseau d'eau ainsi que le système d'évacuation des eaux usées, sera clairement affiché sur le site.
- f) Le risque le plus important de l'élevage de poulettes est lié à un départ d'incendie. Pour faire face à ce risque, un plan d'action anti-incendie est prévu :
 - En cas de départ de feu dans la fumière, il sera maîtrisé à partir des extincteurs présents sur le site ;
 - Les portes du bâtiment principal seront maintenues closes pour éviter toute contagion de l'incendie vers le bâtiment de volailles ;
 - Si le feu n'est pas maîtrisé, les pompiers seront appelés ;
 - Une réserve d'eau à incendie sera présente sur le site et en face de la façade principale du bâtiment d'élevage, sur l'aire d'accès du site. Ainsi, les sapeurs-pompiers pourront lutter contre l'incendie, conformément à la DECI demandée par le règlement départemental de la défense contre l'incendie (cf. annexe 23).

Le site disposera des moyens suivants :

- Trois extincteurs dans le bâtiment d'élevage, 1 dans le local du groupe électrogène et un au niveau de la fumière, qui seront contrôlés annuellement.
 - Réserve d'eau incendie de 272 m³.
 - Formation à l'utilisation des extincteurs et aux risques encourus.
 - L'installation dispose en permanence d'un accès aisé au site, pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.
 - Affichage des consignes de sécurité et des différents numéros des services de secours près de l'entrée des bâtiments et du téléphone.
- g) L'autre risque important est l'incendie du poulailler lié à un dysfonctionnement électrique ou du chauffage. Les mesures prises sont sensiblement les mêmes que pour le cas de l'incendie de la fumière mise à part que les cuves de gaz seront déplacées par rapport au plan initial afin d'éviter la contagion de l'incendie à ces cuves. Le système de coupe-feu du poulailler sera également une des mesures prises afin de contrôler un possible incendie.

h) En cas de pollution accidentelle :

Le risque de pollution de l'eau et de l'air par l'élevage sera faible. Aucun produit toxique ne sera utilisé ou stocké sur le site.

En revanche, les eaux d'incendie constitueront le risque le plus probable de pollution sur le site. Une fuite de gaz constituerait aussi un risque non négligeable de pollution.

Dans la mesure où une pollution ne pourrait être évitée, le gérant de l'exploitation fera intervenir les services adaptés à la décontamination du site.

i) Contrôle, réparation et entretien réguliers des structures et des équipements :

Les installations de l'élevage seront maintenues dans de bonnes conditions sanitaires et de propreté, notamment par la réalisation des opérations de nettoyage en fin de bande.

Les opérations de contrôle, de réparation et d'entretien réguliers des structures et des équipements seront centrées sur les opérations de la façon suivante :

- Les systèmes de distribution d'eau et d'aliments : ces dispositifs seront inspectés annuellement.
- Le système de ventilation et les sondes de température : ces dispositifs seront inspectés annuellement.
- Les silos et le matériel de transport (par exemple, vannes, tubes) : ces dispositifs seront inspectés annuellement.

En cas de défaillance d'un des équipements, sa réparation s'effectuera dans les plus brefs délais possibles.

j) Entreposer les cadavres d'animaux de manière à prévenir ou à réduire les émissions.

Les cadavres des animaux seront mis dans des conteneurs disposés dans une chambre froide en attente du passage des sociétés d'enlèvement.

Dans l'attente de leur évacuation, les cadavres seront placés dans un congélateur situé dans le local du groupe électrogène. Ils seront conservés dans un congélateur à température négative jusqu'à leur enlèvement par l'équarrisseur.

Ils seront ensuite enlevés par la société ATEMAX qui vient au moins une fois par mois, ou plus régulièrement si les besoins l'imposent (voir chapitre 7.3.3 page 363).

8.3 MTD 3

Afin de réduire l'azote total excrété et, par conséquent, les émissions d'ammoniac, tout en répondant aux besoins nutritionnels des animaux, la MTD consiste à recourir à une alimentation et à une stratégie nutritionnelle faisant appel à une ou plusieurs des techniques ci-dessous.

c) Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles.

Une alimentation multiphase est mise en place (voir détails MTD 3 b) cette partie n'est donc pas applicable au projet.

d) Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production.

Le gérant de l'élevage pratiquera un changement de régime alimentaire en fonction de l'âge des volailles et de leur cycle de croissance. L'alimentation des poulettes sera multiphase et adaptée au cycle de production intégrant 4 phases : « démarrage », « croissance », « poulette » et « pré-ponte ».

Les formules des aliments feront l'objet d'une recherche permanente d'amélioration pour apporter les éléments nutritifs adaptés aux besoins changeant des poulettes durant leur développement.

Le comparatif entre les besoins physiologiques des poulettes et les aliments utilisés (source : ITAB) (cf. annexe 17) repris de la réponse sont présentés dans les tableaux suivants. Il est à noter que ITAB donne des teneurs pour 2 phases, de 0 à 6 semaines et de 7 à 20/23 semaines. L'exploitant fera une alimentation à 4 phases démarrage (0 à 4^{ème} semaine), croissance (4^{ème} à 8^{ème} semaine), poulette (9^{ème} à 15^{ème} semaine) et pré-ponte (après 16^{ème} semaine). Ces 4 phases respectent les teneurs de ITAB pour chaque période donnée comme décrit dans les tableaux suivants. 2 ou 4 phases ne changent donc rien pour le respect des teneurs.

vi. Démarrage : de 0 à 4^{ème} semaine

Elément nutritif	Recommandation nutritionnelle (de 0 à 6 semaines) Sources : ITAB	Apport de l'aliment utilisé (du premier jour à la fin de la semaine 3)
Protéines brutes	Maximum : 21 %	20,7 %
Lysine digestible	Minimum : 0,85 %	1,14 %
Méthionine digestible	Minimum : 0,32 %	0,496 %
Matière grasse	Maximum : de 2,00 à 5,00 %	3,3 %
Cellulose brute	Maximum : 5 %	4,5 %
Calcium	Minimum : 1,00 %	1,09 %
Phosphore disponible	Minimum : 0,40 %	0,62 %
Sodium	Minimum : 0,15 %	0,17 %

vii. Croissance : de la 4^{ème} à 8^{ème} semaine

Elément nutritif	Recommandation nutritionnelle (de 0 à 6 semaines) Sources : INRA ; ITAB	Apport de l'aliment utilisé (de la semaine 4 à 8)
Protéines brutes	Maximum : 21 %	18,4 %
Lysine digestible	Minimum : 0,85 %	0,96 %
Méthionine digestible	Minimum : 0,32 %	0,442 %
Matière grasse	Maximum : de 2,00 à 5,00 %	2,6 %
Cellulose brute	Maximum : 5 %	4,8 %
Calcium	Minimum : 1 %	1 %
Phosphore disponible	Minimum : 0,40 %	0,6 %
Sodium	Minimum : 0,15 %	0,17 %

viii. Croissance : de la 4^{ème} à 8^{ème} semaine

Elément nutritif	Recommandation nutritionnelle (de 7 à 20/23 semaines) Sources : INRA ; ITAB	Apport de l'aliment utilisé (de la semaine 4 à 8)
Protéines brutes	Maximum : 18 %	18,4 %
Lysine digestible	Minimum : 0,62 %	0,96 %
Méthionine digestible	Minimum : 0,24 %	0,442 %
Matière grasse	Maximum : de 2,00 à 7,00 %	2,6 %
Cellulose brute	Maximum : 7 %	4,8 %
Calcium	Minimum : 1 %	1 %
Phosphore disponible	Minimum : 0,35 %	0,6 %
Sodium	Minimum : 0,12 %	0,17 %

ix. Poulette : de 9^{ème} à 15^{ème} semaine

Elément nutritif	Recommandation nutritionnelle de 7 à 20/23 semaines) Sources : ITAB	Apport de l'aliment poulette 2 ^{ème} âge (de la semaine 9 à 15)
Protéines brutes	Maximum : 18,0 %	17,3 %
Lysine digestible	Minimum : 0,62 %	0,86 %
Méthionine digestible	Minimum : 0,24 %	0,4156 %
Matière grasse	Maximum : de 2,00 à 7,00 %	2,5 %
Cellulose brute	Maximum : 7 %	5,1 %
Calcium	Minimum : 1 %	0,98 %
Phosphore disponible	Minimum : 0,35 %	0,56 %
Sodium	Minimum : 0,12 %	0,17 %

x. Pré-ponte : après la 16^{ème} semaine

Elément nutritif	Recommandation nutritionnelle (après 16 semaines) Sources : INRA ; ITAB	Apport de l'aliment poulette pré-ponte (de la semaine 16 à la sortie)
Protéines brutes	Maximum : 18 %	15 %
Lysine digestible	Minimum : 0,62 %	0,6%
Méthionine digestible	Minimum : 0,24 %	0,3392 %
Matière grasse	Maximum : de 2,00 à 7,00 %	3,5 %
Cellulose brute	Maximum : 7 %	4,9 %
Calcium	Minimum : 1 %	1,43 %
Phosphore disponible	Minimum : 0,35 %	0,48 %
Sodium	Minimum : 0,12 %	0,18 %

Pour la méthionine digestible le calcul est fait en additionnant la méthionine naturelle (0,33 pour le démarrage par exemple) et additionner l'hydroxy analogue méthionine (0,17 % pour le démarrage multiplier par 88 % soit 0,1496 %). Et donc $0,33 + 0,1496 = 0,4796$ % pour la phase « démarrage ».

Les aliments apportent une quantité de protéines brutes qui dépasse les recommandations réglementaires au stade « croissance » de la semaine 7 à 8. Cependant, les protéines brutes ne sont pas toutes digestibles, c'est pourquoi il est incorporé légèrement plus de protéines brutes en règle générale pour combler cela. Le dépassement de cette quantité est donc normal.

Bien que l'alimentation fournie aux poulettes soit destinée et adaptée à chaque stade de développement des poulettes, certains teneurs sont tout de même en dessous ou au-dessus du seuil de recommandation des paramètres cités ci-dessus.

Les marges de manœuvre dont dispose l'exploitant du site pour améliorer l'alimentation des poulettes sont les suivantes :

- Une reconfiguration du calendrier de l'alimentation : en changeant la semaine à partir de laquelle le changement d'alimentation est opérationnel ;
- Un changement de fournisseur ou de formule pour améliorer les performances alimentaires ;
- Un apport en méthionine, lysine et en calcium si besoin pour compenser les carences aux stades concernés.

8.4 MTD 4 :

Afin de réduire le phosphore total excrété tout en répondant aux besoins nutritionnels des animaux, la MTD consiste à recourir à une alimentation et à une stratégie nutritionnelle faisant appel à la technique ci-dessous.

a) Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production :

Un changement de régime alimentaire en fonction de l'âge des poulettes sera réalisé pour répondre aux besoins spécifiques des volailles selon leur stade de développement. L'alimentation des poulettes sera multiphase et adaptée au cycle de production intégrant 4 phases : « démarrage », « croissance », « poulette » et « pré-ponte ».

Les formules des aliments feront l'objet d'une recherche permanente d'amélioration pour apporter les éléments nutritifs adaptés aux besoins changeant des poulettes durant leur développement.

L'alimentation des poulettes sera maîtrisée et adaptée au besoin de chaque cycle de croissance de l'animal.

Le comparatif entre les besoins physiologiques des poulettes et les aliments utilisés (source : INRA ; ITAB) est présenté dans la réponse à la MTD 3.

b) Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent le phosphore total excrété.

Des phytases seront ajoutés dans l'alimentation. Le phosphore phytique qui représente entre 60 % et 80 % du phosphore total des végétaux n'est pas utilisable par les animaux monogastriques comme source unique de phosphore. En effet, ils ne possèdent pas le matériel enzymatique pour hydrolyser les phytates et libérer le phosphore nécessaire pour satisfaire leurs besoins physiologiques. Le phosphore phytique peut néanmoins être libéré en présence de l'enzyme phytase, rendant ainsi le phosphore disponible pour la croissance et la minéralisation osseuse réduisant ainsi l'excrétion du phosphore (cf. fiches d'alimentation des poulettes en annexe 9).

Additif	Quantité (appliquée à tous les stades de développement des poulettes)
Endo-1,3(4)-bêta-glucanase EC 3.2.1.6 (4a1604i)	1 500 UV/kg
Endo-1,4-bêta-xylanase EC 3.2.1.8 (4a1604i)	1 100 UV/kg
3-Phytase EC 3.1.3.8 (4a 1600)	500 FTU/kg

8.5 MTD 5 :

Afin d'utiliser l'eau de façon rationnelle, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques suivante.

b) Tenue d'un registre de la consommation d'eau (cf. chapitre 3.8.2.5 page 301) :

La consommation en eau sera soigneusement notée dans un registre de consommation d'eau. Le relevé de consommation en eau sera effectué à une fréquence mensuelle et les données seront étudiées en fin de bande.

Le relevé mensuel avec le compteur de consommation en eau ainsi que le suivi du registre de la consommation d'eau permettront d'évaluer la consommation moyenne des poulettes et de détecter d'éventuelles fuites à titre préventif.

Un clapet anti-retour équipera le réseau d'eau.

c) Le nettoyage à haute pression (cf. chapitre 3.8.1 page 297) :

Le nettoyage des hébergements et des équipements se fera à haute pression, ce qui permettra de réduire la consommation en eau du site.

d) Utilisation de tétines (cf. chapitre 3.8.1 page 297) :

Les installations de distribution d'eau seront des tétines équipées de coupelles de récupération des eaux susceptibles de goutter et de s'épandre sur le sol.

Les tétines qui équiperont l'élevage correspondront au modèle présenté sur la photo suivante :



8.6 MTD 6

Afin de réduire la production d'eaux résiduaires, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous.

b) Réduire les surfaces souillées de la cour :

Les eaux de lavage sont dirigées directement vers la fosse toutes eaux de 33 m³ limitant ainsi les surfaces souillées dans la cour. La cour est en gravillon favorisant l'infiltration direct des eaux propres.

c) Séparer les eaux de pluie non contaminées des flux d'eaux résiduaires nécessitant un traitement :

Les eaux de toiture non souillées seront récupérées par des gouttières et dirigées vers le bassin d'infiltration de 33 m³.

Les eaux résiduaires provenant du lavage des bâtiments seront récupérées dans une fosse toutes eaux de 33m³ tandis que les eaux de ruissellement non souillés seront infiltrées à la parcelle (cour gravillonnée perméable). (cf chapitre 2.10.5 page 33).

8.7 MTD 7

Afin de réduire les rejets d'eau résiduaires dans l'eau, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous.

b) Évacuation des eaux résiduaires dans une fosse :

Une fosse permettra de stocker les eaux de nettoyage (cf chapitre 2.10.5 page 33). Les eaux de pluie ne seront pas mélangées avec les effluents d'élevage.

8.8 MTD 8

Afin d'utiliser rationnellement l'énergie dans une installation d'élevage, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques ci-dessous.

c) La ventilation sera dynamique :

Les bâtiments seront ventilés mécaniquement et en permanence par un système de ventilation dynamique (cf. chapitre 2.10.1 page 31).

- L'entrée d'air sera transversale, par le biais de trappes linéaires de part et d'autre du poulailler et sur 2 niveaux.
- L'extraction d'air vicié se fera par les turbines situées en pignons.

Ces ventilations seront automatisées afin de limiter toute consommation excessive d'énergie et auront la plus faible consommation électrique possible. Les ventilateurs sont répartis de façon à faire circuler l'air de façon optimal.

e) Isolation des murs du bâtiment d'hébergement :

Les cloisons seront en panneaux sandwich isolant (cf. chapitre 2.10.1 page 31) :

Le plafond sera isolant et suit la pente de toiture – Epaisseur 40 m/m – PIR – Classement au feu : D s2-do – Masse volumique : 30 Kg/m³.

Les parois verticales seront en panneaux sandwichs de 50 m/m d'épaisseur – 2 faces tôles laquées – Classement au feu : B s2-do. Les isolants sont pourvus d'un revêtement imperméable permettant de conserver la chaleur (isole des courants d'air et de l'humidité) et de limiter la consommation en termes de chauffage.

f) Utilisation d'un éclairage basse consommation :

Le bâtiment sera éclairé par des ampoules à led, ce qui assurera une basse consommation électrique de l'éclairage (cf. chapitre 6.2 page 352).

8.9 MTD 9

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la MTD consiste à établir et mettre en œuvre, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), un plan de gestion du bruit comprenant les éléments suivants :

- Un protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier ;
- Un protocole de surveillance du bruit ;
- Un protocole des mesures à prendre pour gérer les problèmes de bruit mis en évidence ;
- Un programme de réduction du bruit destiné, par exemple, à mettre en évidence la ou les sources de bruit, à surveiller les émissions sonores, à caractériser la contribution des sources et à mettre en œuvre des mesures de suppression et/ou de réduction du bruit ;
- Un relevé des problèmes de bruit rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion des informations relatives aux problèmes de bruit rencontrés.

Réponse du projet :

Une campagne de mesure du bruit a été réalisée le 12 septembre 2017 sur le site d'Albert (cf. chapitre 3.2.5.4 page 102). Cette opération a été réalisée à partir d'un sonomètre et dans des conditions climatiques favorables. Cette étude ne permet pas d'estimer l'incidence sonore que le futur site aura sur les tiers mais il permet de faire un état des lieux acoustique préalable du milieu sur lequel il sera implanté. Une prochaine mesure du bruit complémentaire, réalisée en période d'activité de l'élevage de poulettes permettra de mesurer les émissions sonores et d'évaluer une éventuelle incidence sonore.

La mesure du bruit permet en revanche de montrer que le site sur lequel le projet sera implanté est une zone peu bruyante avec un niveau d'émission sonore mesuré au niveau de la fumière d'environ 42.5 dB. De plus, le niveau sonore de l'exploitation de poulettes est estimé au plus fort de son activité au maximum à environ 50 dB. Le bruit généré par l'activité d'élevage de poulettes est donc assez réduit, mais il faudra le vérifier par une mesure de bruit en période d'activité du site.

De par l'éloignement du bâtiment principal vis-à-vis des habitations, et d'une situation géographique favorable, le site ne devrait pas avoir d'impact sonore sur son environnement et respectera les seuils réglementaires des dispositions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement complétées en matière d'émergence par les dispositions suivantes. Les seuils réglementaires des dispositions dudit arrêté ministériel sont respectés.

Les sources de bruit seront essentiellement constituées :

- Des périodes d'alimentation des poulettes approvisionnant les bâtiments en aliment.
- Du passage ponctuel des camions (arrivée et départ des poulettes, livraison de l'alimentation...)
- Des cris des poulettes qui seront aléatoires et essentiellement concentrés durant les périodes d'alimentation : cependant, ces cris sont presque inaudibles depuis l'extérieur.
- Des opérations d'acheminement des fientes par tapis roulant vers la fumière.

Les bruits générés par l'exploitation seront notamment susceptibles de se produire lors des opérations d'alimentation par les cris des animaux ou d'évacuation des fientes par exemple. Le bâtiment sera fermé et la seule installation générant du bruit pendant la nuit est le système de ventilation dynamique qui fonctionnera en permanence.

La conception des bâtiments en panneaux sandwich et la configuration close de l'aire d'élevage seront favorables à une bonne isolation sonore. De plus, l'éloignement du projet vis-à-vis des habitations et la situation géographique favorable permettront au projet de ne pas avoir d'impact sonore sur son environnement. En raison de l'absence d'incidence sonore notable, aucun mesurage de bruit supplémentaire n'est prévu.

Toutefois, en cas de nuisance sonore avérée, l'exploitant mettra en œuvre les dispositions nécessaires pour rechercher la source de la nuisance et la réduire autant que possible, notamment par :

- La détection de détérioration pouvant générer une du bruit vers l'extérieur
- La réduction du temps d'usage des matériels et engins motorisés
- Le contrôle des bâtiments et des installations
- La réparation de l'installation défaillante sera effectuée

Le plan de gestion du bruit est le suivant :

6) L'alimentation des poulettes :

Le mécanisme de distribution des aliments qui approvisionnera les volailles en nourriture s'effectuera deux fois par jour pendant une durée totale d'environ une heure. Cette durée est réduite au maximum. Toutefois, en cas de besoin, les périodes de distribution des aliments pourront être revues afin d'être réalisées pendant des périodes de la journée durant lesquelles l'impact sonore est le moins gênant.

7) L'évacuation des fientes :

L'évacuation des fientes depuis l'aire d'élevage vers la fumière se fera par tapis roulant une fois par jour. Bien que les premiers tiers soient éloignés, ces opérations sont réalisées préférentiellement en période diurne pour limiter les nuisances sonores liées au transport. En cas de nuisance sonore, les périodes d'acheminement des fientes vers la fumière seront revues.

8) Utilisation de matériels bruyants :

Le matériel bruyant qui sera utilisé sur l'exploitation sera homologué et conforme à la réglementation en vigueur concernant les émissions de bruit. Un soin particulier sera apporté sur les émissions sonores que pourraient produire toute nouvelle acquisition de matériel ou d'équipement.

9) Le passage de camions :

Le passage de camions sur le site lors des opérations de chargement/déchargement ou de livraison notamment, produiront des émissions sonores. En cas de nuisance sonore constatée, la période de passage des camions pourra être revue et notamment être effectuée lors des périodes durant lesquelles les nuisances sonores seraient les moins impactantes.

10) La sortie des animaux :

Aucune sortie d'animaux ne sera réalisée sur le site. Aucune nuisance sonore ne sera donc produite par les poulettes à l'extérieur du bâtiment.

8.10 MTD 10

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques suivantes :

d) Maintenir une distance appropriée entre l'unité/ l'installation d'élevage et les zones sensibles.

Maintien d'une distance appropriée entre l'élevage et les zones sensibles :

Le bâtiment d'élevage se situera à une distance d'environ 700 mètres des tiers les plus proches (cf. chapitre 3.2.1 page 85). Ainsi, dans un rayon de 700 mètres, aucune zone sensible aux émissions sonores de l'élevage de poulettes ne sera présente. A cette distance, les émissions sonores seront inaudibles et négligeables. Le maintien d'une distance appropriée entre l'élevage et les zones sensibles au bruit sera donc respecté.

e) Emplacement des équipements à l'intérieur :

Les silos d'alimentation se trouvent tous les deux à côté du bâtiment d'élevage réduisant ainsi le déplacement des véhicules au sein de l'installation (2.10.6 page 33). Les équipements seront stockés dans le SAS technique à côté du poulailler afin de centraliser les activités autour du bâtiment de volailles (et ainsi centraliser le bruit).

f) Optimisation des mesures opérationnelles :

Les portes du bâtiment d'élevage seront fermées lors de l'alimentation des poulettes. Le seul personnel présent est Mr. Villain qui possède une longue expérience dans le domaine de l'élevage (2.3.2.1 page 16). Les équipements seront donc parfaitement utilisés réduisant ainsi les émissions sonores.

8.11 MTD 11

Afin de réduire les émissions de poussières provenant de chaque bâtiment d'hébergement, les techniques ci-dessous seront utilisées.

- a) **Pas d'utilisation de litière** : limitera donc la formation de poussières puisqu'elle n'aura pas besoin d'être appliquée.

- 4. Ajout de liants à l'alimentation afin d'éviter la propagation de poussières dans le bâtiment (cf. annexe 9). En effet, les liants suivants seront ajoutés à l'alimentation afin de limiter la diffusion de poussière lors de l'approvisionnement : Bentonite-Montmorillonites et du Sépiolite. Cela permettra de réduire l'émission de poussière provenant de l'alimentation car les différentes particules seront retenues plus facilement grâce aux liants présents. Ces liants sont autorisés dans l'alimentation des poulettes et n'auront pas d'impact sur leur bien-être. Ils agglomèrent les particules solides sous forme de poudre limitant leur émission. Ils ne modifient pas la qualité des aliments.

8.12 MTD 12

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les odeurs émanant d'une installation d'élevage, la MTD consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (voir MTD 1), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- 6) Un protocole décrivant les mesures à prendre et le calendrier ;
- 7) Un protocole de surveillance des odeurs ;
- 8) Un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs mis en évidence ;
- 9) Un programme de prévention et d'élimination des odeurs destiné à mettre en évidence la ou les sources, à surveiller les émissions d'odeurs (voir MTD 26), à caractériser la contribution des sources et à mettre en œuvre des mesures d'élimination et/ou de réduction des odeurs ;
- 10) Un historique des problèmes d'odeurs rencontrés et des mesures prises pour y remédier, ainsi que la diffusion des informations relatives aux problèmes d'odeurs rencontrés.

Réponse du projet :

La conception du bâtiment sera favorable à une bonne aération des locaux, limitant les risques de confinement de l'air et la formation des odeurs. De plus, les cadavres de poulettes seront enlevés quotidiennement pour éviter les odeurs liées à leur décomposition. Après ramassage, les cadavres seront stockés dans un congélateur à température négative, situé dans le local du groupe électrogène (cf. chapitre 2.6.3 page 25 ; chapitre 2.10.3 page 33).

La fumière qui est déjà présente sur le site est close sur trois côtés, couverte et munie d'un sol étanche (cf. chapitre 2.10.2 page 32). Ces dispositions permettent de réduire au maximum les émissions odorantes. En cas de nuisance olfactive, la fumière sera inspectée et d'éventuelles fuites odorantes seront détectées et colmatées.

Les opérations d'épandage seront effectuées dans un champ éloigné des habitations et un soin particulier sera apporté au sens du vent dominant, provenant du sud-ouest et orienté en direction du nord-est (cf. chapitre 3.5.3.7 page 240), pour limiter les nuisances éventuelles, voire les réduire. Il s'agira d'épandage de fientes préalablement séchées dans la fumière et normalisées, donc non odorantes.

Toutefois, en cas de nuisance olfactive avérée, l'exploitant mettra en œuvre les dispositions nécessaires pour rechercher la source de nuisance et la réduire autant que possible :

- Contrôle visuel des bâtiments et des installations ;
- Détection de brèche, d'ouverture pouvant générer une fuite odorante dans l'air ;
- La réparation de l'installation défaillante sera effectuée.

Le plan de gestion des odeurs est le suivant :

1) La production et l'évacuation des fientes :

Les fientes subiront une opération de préséchage préalable par la ventilation dynamique avant d'être acheminées par tapis roulant vers la fumière (cf. chapitre 3.2.3 page 96). Cette opération évitera le piétinement par les poulettes et permettra le séchage des fientes, limitant ainsi les odeurs. L'évacuation des fientes de l'aire d'élevage vers la fumière aura lieu une fois par jour.

2) L'alimentation des poulettes :

L'alimentation des poulettes se fera deux fois par jour. Les aliments seront acheminés dans la salle d'élevage de façon automatique, ce qui évitera le déversement de la nourriture sur le sol (cf. chapitre 3.2.3 page 96). Cette disposition permettra d'éviter que les aliments ne se répandent sur le sol et occasionnent des odeurs.

3) Le stockage des aliments :

Les aliments seront stockés dans des silos clos qui seront situés à côté du bâtiment d'élevage, ce qui permettra de les garder au sec et éviter les émissions odorantes (cf. chapitre 2.10.6 page 33).

4) L'entretien du site :

Les cadavres seront ramassés tous les jours pour éviter la prolifération d'odeur due à leur décomposition. Ils seront stockés dans un congélateur qui sera situé dans le local du groupe électrogène, en attendant le ramassage de l'équarisseur.

La salle d'élevage sera nettoyée et désinfectée lors de chaque vide sanitaire entre deux bandes consécutives.

5) L'eau :

L'eau des poulettes sera distribuée par l'intermédiaire de tétines, ce qui évitera que l'eau ne goutte, s'épande sur le sol et humidifie l'air et les fientes.

6) Historique des problèmes d'odeur :

L'exploitation actuelle de l'exploitant ne fait l'objet à ce jour d'aucune plainte recensée, liée à un problème d'odeur, et ce depuis la mise en service de son activité d'élevage avicole en 2000.

A ce jour, le plan d'épandage ne fait pas, lui non plus, l'objet d'un quelconque recensement de plainte du voisinage concernant les émissions odorantes.

8.13 MTD 13

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les odeurs et/ou les conséquences des odeurs émanant d'une installation d'élevage, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques suivantes :

c) Maintenir une distance appropriée entre l'installation d'élevage/l'unité et les zones sensibles.

L'élevage se situera à une distance d'environ 800 mètres des tiers les plus proches. Dans un rayon de 800 mètres, aucune zone sensible aux émissions odorantes de l'élevage des poulettes ne sera présente. Il faut aussi ajouter que la direction dominante du vent se dirige vers le sud-ouest où aucun tiers n'est présent à moins de 900 mètres dans cette direction.

Aucune zone sensible n'est présente à moins de 800 mètres du site.

d) Le système d'hébergement utilise les principes suivants :

Maintenir les surfaces et les animaux secs et propres (par exemple, éviter les déversements d'aliments et l'accumulation de déjections dans les aires de couchage sur sols en caillebotis partiel) :

La présence de tétines permettra d'éviter l'accumulation d'eau sur le sol.

Le système d'acheminement automatique, contrôlé et périodique des aliments permettra d'éviter le déversement des aliments.

Les fientes seront pré-séchées par la ventilation dynamique, puis évacuées une fois par jour dans la fumière par tapis roulant.

Ces dispositions permettront de maintenir les surfaces et les animaux propres et secs.

Réduire la surface d'émission des effluents d'élevage (par exemple, utiliser des lamelles métalliques ou en matière plastique ou des canaux de manière à réduire la surface exposée des effluents d'élevage) :

Les fientes seront évacuées tous les jours par un tapis roulant, ce qui réduira la durée de présence des fientes dans le poulailler. Elles seront évacuées vers la fumière (d'une capacité de stockage suffisante) où elles seront accumulées en tas, ce qui réduira la surface des émissions des effluents d'élevage (3.2.3 page 96).

c) Optimiser les conditions d'évacuation de l'air des bâtiments d'hébergement par la technique suivante :

Augmentation de la hauteur des sorties d'air (par exemple, sorties d'air au-dessus du niveau du toit, cheminées, évacuation de l'air par le faîtage plutôt que par la partie basse des murs) :

L'évacuation de l'air s'effectuera en hauteur par les turbines situées en pignons.

e) Utiliser une ou plusieurs des techniques suivantes pour le stockage des effluents d'élevage :

- Couvrir le lisier ou les effluents d'élevage solides pendant le stockage ;
- Choisir l'emplacement du réservoir de stockage en fonction de la direction générale du vent et/ou prendre des mesures pour réduire la vitesse du vent autour et au-dessus du réservoir (par exemple, arbres, obstacles naturels) ;

Réponse :

Les fientes seront stockées dans la fumière qui sera couverte par un toit et fermée par des murs sur trois côtés. La fumière est éloignée de plus de 800 mètres des tiers situés dans la direction dominante des vents.

8.14 MTD 14

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant du stockage des effluents d'élevage solides, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous :

c) Stocker les effluents d'élevage solides dans un hangar

Les fientes seront stockées dans une fumière.

8.15 MTD 15

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions dans le sol et les rejets dans l'eau résultant du stockage des effluents d'élevage solides, la MTD consiste à appliquer une combinaison des techniques suivantes, dans l'ordre de priorité indiqué :

a) Stockage des effluents d'élevage solides séchés dans un hangar :

Le stockage en hangar sera assuré par la fumière où les fientes seront stockées après avoir subi un préséchage par l'air chaud redistribué par le système de ventilation dynamique.

d) Capacité de stockage suffisante pour contenir les effluents d'élevage pendant les périodes durant lesquelles l'épandage n'est pas possible :

La fumière est conditionnée pour stocker l'équivalent de 7 mois de production de fientes (cf. chapitre 3.5.3.8.1 page 259, voir également dexe en annexe 20), ce qui permet de stocker les fientes pendant les périodes d'interdiction d'épandage.

8.16 MTD 20

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les rejets d'azote, de phosphore et d'agents microbiens pathogènes dans le sol et l'eau qui résultent de l'épandage des effluents d'élevage, la MTD consiste à appliquer toutes les techniques ci-dessous.

i) Évaluer le terrain devant faire l'objet de l'épandage pour mettre en évidence les risques de ruissellement, compte tenu des éléments suivants :

- **Type de sol, état et pente du champ ;**
- **Conditions climatiques ;**
- **Drainage et irrigation du champ ;**
- **Assolement ;**
- **Ressources hydriques et eaux protégées.**

Réponse :

Le climat est relativement humide et les températures sont peu élevées. Les précipitations sont réparties sur l'année et les mois durant lesquels les épandages sont autorisés sont les moins pluvieux. Le sol des îlots d'épandage dispose d'une pente faible et le terrain n'est pas nu, ce qui limite le risque d'érosion du sol. Les parcelles sont éloignées du réseau hydrographique, des cours d'eau et des zones de protection de la ressource en eau.

j) Maintenir une distance suffisante entre les champs faisant l'objet de l'épandage d'effluents d'élevage (en laissant une bande de terre non traitée) et :

- 1. les zones où il existe un risque de ruissellement dans un cours d'eau, une source, un forage, etc.**
- 2. les propriétés voisines (haies comprises).**

Réponse :

Les parcelles du plan d'épandage sont situées à proximité d'un cours d'eau et d'un forage mais pas dans une zone de ruissellement. Cependant, la distance réglementaire de 35 mètres séparant les épandages des cours d'eau et des forages est respectée.

Les parcelles d'épandage se situent à plus de 50 mètres des habitations les plus proches. La distance réglementaire de 50 mètres vis-à-vis des habitations est bien respectée et celle de 100 m pour les eaux de lavages est également respectée.

k) Éviter l'épandage d'effluents d'élevage lorsque le risque de ruissellement est élevé. En particulier, ne pas épandre d'effluents d'élevage lorsque :

- 4. Le champ est inondé, gelé ou couvert de neige ;**
- 5. L'état du sol (par exemple, saturation d'eau ou tassement), combiné à la pente du champ et/ou au drainage du terrain, est tel que le risque de ruissellement ou de drainage est élevé ;**
- 6. Le ruissellement est prévisible du fait des précipitations attendues.**

Réponse :

Aucun épandage ne sera effectué sur une parcelle à risque de ruissellement élevé ou d'inondation. L'épandage ne sera pas effectué lors des périodes de gel ou de précipitations attendues.

- l) Adapter le taux d'épandage des effluents d'élevage en fonction de la teneur en azote et en phosphore des effluents d'élevage et compte tenu des caractéristiques du sol (teneur en nutriments, par exemple), des besoins des cultures saisonnières et des conditions météorologiques ou de l'état du terrain qui seront susceptibles de provoquer un ruissellement.**

L'épandage sera réalisé en prenant en compte (3.5.3.8.1 page 259) :

- la qualité des fientes : teneur en azote et en phosphore ;
- l'aptitude des sols ;
- le besoin en nutriments des cultures en place de la parcelle agricole ;
- la qualité agronomique du sol (reliquat azoté) ;
- la période durant laquelle l'épandage a lieu.

- m) Synchroniser l'épandage des effluents d'élevage avec la demande en éléments nutritifs des cultures.**

Les périodes d'épandage et les quantités épandues seront adaptées de manière à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture. Les périodes d'épandage seront organisées pour apporter les éléments nutritifs des cultures aux moments adéquats (cf. chapitre 3.5.3.8.1 page 259).

- n) Inspecter à intervalles réguliers les champs faisant l'objet d'un épandage à la recherche de signes de ruissellement et prendre les mesures appropriées en cas de besoin.**

Les parcelles faisant l'objet d'un épandage seront inspectées afin de vérifier toute trace d'érosion du sol pouvant être à l'origine de ruissellement par exemple.

En cas de détection d'un risque de ruissellement, la parcelle concernée ne sera pas utilisée dans le cadre du plan d'épandage et des dispositions réglementaires adéquates seront mises en place, comme une bande enherbée par exemple.

- o) Garantir un accès adéquat à l'installation de stockage des effluents d'élevage et veiller à ce que le chargement des effluents puisse se faire efficacement, sans pertes.**

Le site de stockage des fientes et les fumures à épandre sera accessible par un véhicule de chargement. Le risque de perte des effluents sera limité et le chargement de la machine d'épandage sera facilité par l'aire d'accès. La perte sera également limitée de part un effluent solide sec, ce qui permettra de ne produire aucun jus.

- p) Vérifier que les machines d'épandage des effluents d'élevage sont en état de fonctionnement et réglées sur le taux d'épandage approprié.**

L'épandeur sera réglé pour permettre la bonne répartition transversale des fientes des volailles. Chaque culture devant recevoir la quantité d'azote nécessaire pour optimiser le rendement, l'épandage des fientes de volaille sera homogène sur toute la parcelle.

8.17 MTD 22

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant de l'épandage des effluents d'élevage, la MTD consiste à incorporer les effluents dans le sol dès que possible.

Réponse :

Une incorporation sous 4 heures des effluents n'est humainement et techniquement pas possible dans le cas de l'élevage des poulettes sur le site d'Albert, compte tenu des moyens de l'exploitation.

Le délai d'enfouissement sera alors réalisé sous 12 heures maximum, comme le prévoit le règlement des zones vulnérables aux nitrates (6e Programme d'actions de la directive nitrates), limitant les émissions atmosphériques d'ammoniac, et conformément aux conditions de la MTD 22.

Les eaux de lavage seront, eux bien enfouies sous 4 heures aux vues du peu d'effluents qui sera produit.

8.18 MTD 23

Afin de réduire les émissions d'ammoniac résultant du processus de production global de l'élevage porcin (truies comprises) ou de l'élevage de volailles, la MTD consiste à estimer ou calculer la réduction globale des émissions d'ammoniac obtenue, sur l'ensemble du processus de production, par l'application des MTD mises en œuvre dans l'installation d'élevage.

Réponse :

L'estimation des émissions d'ammoniac engendrée par l'application des MTD a été réalisée à partir de l'outil de calcul national mis à disposition par la CITEPA/MEEM sur le site de la Déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.

L'outil de calcul se présente sous la forme d'un tableur. Les données d'entrées concernent :

- 4) Les caractéristiques du bâtiment : type d'élevage, type de sol, type de séchage, surface ;
- 5) L'élevage : animal élevé, type de production, taux d'activité, effectifs ;
- 6) La gestion des effluents : type de stockage, épandage ou exportation.

A partir de ces données, les quantités annuelles en polluants sont estimées à partir de facteurs d'émission. Les polluants estimés sont l'ammoniac (NH₃), le dioxyde d'azote (N₂O), le méthane (CH₄), les particules totales en suspension (TSP) et les particules (PM₁₀).

Les résultats de l'estimation sont présentés dans le tableau présenté dans le tableau suivant.

- Cas 1 (Projet) :
 - Application de la MTD 22 : Enfouissement des effluents d'épandage avant 12h ;
 - Application de la MTD 31 : Pré-séchage des fientes par ventilation mécanique, évacuation des fientes pré-séchées par tapis roulant.
- Cas 2 :
 - Non application de la MTD 22 : Enfouissement des effluents d'épandage après 24h ;
 - Non application de la MTD 31 : Pas de pré-séchage des fientes, évacuation des fientes non pré-séchées par tapis roulant.

	Quantité totale de NH ₃ émis dans l'atmosphère par an
Cas 1	3 462 kg NH ₃ /an
Cas 2	7 446 kg NH ₃ /an
Variation	46 ,5 %

L'application des MTD 22 et 31 induit une réduction de 46,5% des émissions totales d'ammoniac dans l'atmosphère par rapport à leur non application.

L'exploitant pourra réaliser une estimation annuelle des émissions atmosphériques d'ammoniac à partir de cet outil de calcul, en libre accès pour déclarer chaque année les émissions polluantes de son activité. Cette fiche de calcul est présente en annexe 16 du document. La consommation prévisionnelle est présentée en annexe 18.

8.19 MTD 24

La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, l'azote total et le phosphore total excrétés dans les effluents d'élevage.

- c) **Calcul, au moyen d'un bilan massique de l'azote et du phosphore basé sur la prise alimentaire, la teneur en protéines brutes du régime alimentaire, le phosphore total et les performances des animaux.**
- d) **Estimation, au moyen d'une analyse des effluents d'élevage visant à déterminer la teneur en azote total et en phosphore total.**

Réponse du projet :

Les fientes des volailles de l'élevage seront des engrais entièrement d'origine animale de classe VI selon la norme NFU 42-001. Il s'agit de fientes de volaille déshydratées et plus précisément d'un produit desséché obtenu par dessiccation d'excréments de volaille sans autre addition que des supports d'origine végétale. La teneur minimale des fientes en azote et la teneur minimale en phosphore sont chacune de 3%.

Des analyses de fientes seront effectuées pour chaque lot en fin de stockage afin de vérifier leur conformité à la norme NFU 42-001 avant la mise sur le marché des fientes. Cette précaution permettra de vérifier que les fientes respectent bien le pourcentage de matières sèches et la teneur en éléments préconisés par la norme. Pour justifier de la conformité des fientes à la norme NFU 42-001, les paramètres N total, P_2O_5 total et en K_2O suivants seront mesurés.

7) N total dont, pour chaque forme atteignant au moins 2% :

- N organique
- N nitrique
- N ammoniacal
- N uréique

8) P_2O_5 total :

9) K_2O , si ces teneurs sont au moins égales à 2% :

- Soluble dans l'eau
- Total, dont K_2O soluble dans l'eau

En relevant le poids des effluents d'élevage, il va également être possible d'estimer la teneur en azote excrété.

Les analyses des fientes seront réalisées par un laboratoire agréé, dont les résultats d'analyses seront conservés par le gérant du site et consultables sur le site auprès de l'inspection des installations classées.

8.20 MTD 25

La MTD consiste à surveiller les émissions atmosphériques d'ammoniac par une des techniques suivantes, au moins à la fréquence indiquée.

- b) Estimation au moyen d'un bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote (ou l'azote ammoniacal) total présent à chaque étape de la gestion des effluents d'élevage.**

Réponse :

Dans le cadre de la mise en conformité des fientes à la norme NFU 42-001, la teneur en azote et notamment de l'azote ammoniacal des fientes sera mesurée (cf. MTD 24). Cette mesure sera réalisée pour chaque lot afin d'établir la mise en conformité et la mise sur le marché des fientes sous la norme NFU 42-001. A partir des teneurs mesurées, le bilan massique basé sur l'excrétion et sur l'azote ammoniacal sera effectué à une fréquence de deux à trois fois par an.

8.21 MTD 26

La MTD consiste à surveiller périodiquement les odeurs

Réponse :

Le bâtiment sera équipé d'une ventilation dynamique. Les fientes seront sèches et seront enfouies dans un délai de 12 heures après l'épandage. Ainsi, tout risque d'émissions odorantes sera réduit.

De plus, le site d'élevage étant éloigné de plus de 800 mètres des premières habitations, il n'est pas prévu de réaliser un plan systématique de surveillance des odeurs, d'autant plus que l'élevage ne fait à ce jour l'objet d'aucune plainte du voisinage. Cependant, en cas de nuisance olfactive probable ou constatée, un plan d'actions et de surveillance sera réalisé pour réduire les émissions olfactives générées par son activité. En cas de problèmes d'odeurs avérés, il sera utilisé la détermination de la concentration des odeurs par olfactométrie dynamique de la norme EN 13725. Cette norme décrit comment sélectionner un jury selon une sensibilité par rapport au n-butanol et comment réaliser l'analyse à l'aide d'un olfactomètre. Le principe de la mesure consiste à diluer un échantillon odorant par de l'air pur et non-odorant et à présenter ces dilutions aux membres qualifiés (sélectionnés pour leur sensibilité normale, devenant ainsi membres du jury d'olfactométrie). Ces jurés doivent déterminer à quel niveau de dilution ils sont en limite de perception (détection de l'odeur sans pour autant être capable de la reconnaître). La valeur chiffrée du taux de dilution nécessaire pour faire passer un échantillon odorant à un niveau correspondant à la limite de détection conduit à l'obtention de la concentration d'odeur. Cette concentration est exprimée en Unité d'Odeur par m³.

8.22 MTD 27

La MTD consiste à surveiller, par une des techniques suivantes et au moins à la fréquence indiquée, les émissions de poussières provenant de chaque bâtiment d'hébergement.

- b) Calcul, par mesure de la concentration de poussières et du débit de renouvellement d'air selon les méthodes spécifiées par les normes EN ou par d'autres méthodes (ISO ou normes nationales ou internationales) garantissant des données de qualité scientifique équivalente.

Réponse :

Des échantillons de poussières seront prélevés de façon aléatoire sur des périodes de 6 jours sur chaque période de deux mois. La moyenne journalière sera donc calculée comme la moyenne de tous les jours d'échantillonnage.

8.23 MTD 29

La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an.

g) Consommation d'eau :

La consommation en eau de l'élevage sera relevée et consignée dans un registre avec une fréquence mensuelle. Un relevé des consommations en eau sera effectué pour limiter les surconsommations, vérifier les éventuelles fuites et détecter et réparer les fuites.

h) Consommation d'électricité :

La consommation en électricité sera comptabilisée et suivie. Les factures seront conservées par l'exploitant. Le compteur électrique sera général et mesurera la consommation électrique de tout le site. Il n'est pas prévu d'appareils de mesures séparées pour la ventilation, le chauffage ou l'éclairage.

i) Consommation de combustible :

La consommation et la livraison de gaz seront suivies et les factures seront conservées.

j) Nombre d'animaux entrants et sortants, y compris naissances et décès, le cas échéant :

Tous les animaux entrants sur le site seront identifiés selon leur provenance. Les animaux seront enregistrés par lot d'arrivée en début de bande. Un registre permettra de les comptabiliser en intégrant leur effectif, leur âge et leur origine. Le nombre de décès de poulettes sera recensé et déduit de l'effectif de chaque lot associé. Le registre comptabilisera aussi le nombre d'animaux sortants à la fin de chaque bande, en identifiant leur effectif (déduit du nombre de décès), leur âge et leur destination. Le suivi du nombre de poulettes entrant et sortant sera ainsi assuré.

k) Consommation d'aliments :

Les consommations d'aliments seront adaptées à la croissance et au développement des poulettes. La gestion économique du projet et le bien-être animal nécessiteront une optimisation de la qualité des aliments et de leur digestibilité.

Ces paramètres seront ainsi suivis par l'exploitant. Le contrôle de la consommation d'aliments sera revu une fois par an. Tout sera mis en place pour en limiter la consommation et les rejets d'azotes dans les fientes. Les aliments seront adaptés aux besoins de l'élevage.

Un suivi des quantités d'aliments distribués sera réalisé quotidiennement.

l) Production d'effluents d'élevage :

La production de fientes sera maîtrisée pour essayer d'en diminuer les volumes. Tout sera mis en place pour limiter la surconsommation d'aliments et les rejets d'azotes dans les fientes.

Le contrôle de la production des fientes sera revu une fois par an.

L'exploitant pourra suivre sur un registre la consommation des aliments par les volailles. Le volume des fumures sera aussi noté dans un registre, ce qui permettra de suivre la production de fientes générée par l'élevage.

8.24 MTD 31

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poulettes, les techniques ci-dessous sont retenues pour l'élevage.

B4) Systèmes sans cage avec tapis de collecte des effluents d'élevage.

- 5) La ventilation sera dynamique et les fientes seront évacuées par tapis roulant vers la fumière.
- 6) Les fientes seront évacuées du poulailler par tapis roulant.
- 7) Les fientes des volailles seront évacuées de la volière par un tapis sur convoyeur mécanique qui fonctionnera 1 heure par jour – 7 jours/7.
- 8) L'air chaud dégagé par mes animaux sera capté par deux turbines. Cet air sera insufflé sur les fientes au travers de gaines perforées au niveau du tapis à fientes.

9. Justification de non rapport de base

9.1 Descriptif du projet

Le demandeur est représenté par M. Villain. Il fait part d'une demande d'autorisation d'élever des poulettes. Les caractéristiques administratives de l'exploitation sont présentées dans le tableau suivant.

Demandeur :	M. Pierre Villain
*Statut juridique :	Exploitant individuel
*Adresse siège social et Etablissement principal :	80300 Bécordel-Bécourt
*SIRET	43264032400013
*N° identification : (cf. annexe 1)	1741075114177
*Téléphone :	03.22.75.14.86
*Suivi du dossier :	M.VILLAIN

Le site sur lequel le nouveau poulailler sera réalisé se situe à Albert sur les parcelles ZH38 et ZH49. Les caractéristiques de l'implantation du nouveau poulailler sont présentées dans le tableau suivant.

Département	Commune	Section	Numéros	Surface
SOMME	ALBERT	ZH	38	0,55 ha
SOMME	ALBERT	ZH	49	2,73 ha

Après construction du bâtiment d'élevage des poulettes, l'exploitation pourra accueillir dans un bâtiment 65 000 poulettes.

La façade du poulailler située au sud, en face des silos et de la réserve à incendie, est bétonnée pour que les camions d'arrivage des poulettes et ceux apportant l'alimentation puisse manœuvrer de façon aisée et sécurisée.

Une aire d'accès au site sera constituée d'une zone empierrée stabilisée et déjà existante, d'une superficie d'environ 380 m².

L'exploitation est une structure dédiée à la production de poulettes et à l'exploitation de terres agricoles. Le cheptel présent sur le nouveau site d'Albert sera de 65 000 poulettes.

Les poulettes arriveront en début de cycle au stade de poussin et repartiront en fin de bande au stade de poulettes prêtes à pondre. L'élevage avicole fonctionnera par cycles de 2,5 bandes séparés de vides sanitaires de quatre semaines.

L'alimentation des poulettes sera effectuée par multiphasage. Les aliments seront distribués de façon contrôlée et automatique dans l'enceinte du poulailler, et ceci à une fréquence de deux fois par jour.

Une période de vide aura lieu entre chaque bande de poulettes, sanitaire pendant une durée de quatre semaines. Lors de chaque vide sanitaire, les opérations de nettoyage et de désinfection de l'aire d'élevage seront systématiques.

Le nettoyage sera réalisé à l'eau à haute pression avec un débit de 0,5 m³/h. La durée de nettoyage sera réalisée sur une durée de 4 heures par jour pendant 7 jours à temps plein pour l'ensemble du site (4 heures par jour pour la totalité des bandes). La fosse sera donc vidangée tous les deux jours en période de nettoyage.

L'alimentation en eau des poulettes proviendra du forage qui sera présent sur le site. Le captage est conçu pour prélever un maximum de 4 000 m³/an d'eau souterraine. Un clapet anti-retour équipera le réseau d'eau.

Le besoin en eau des poulettes étant estimé à environ 3 581,76 m³/an, le captage est en adéquation avec les besoins en eau de l'élevage.

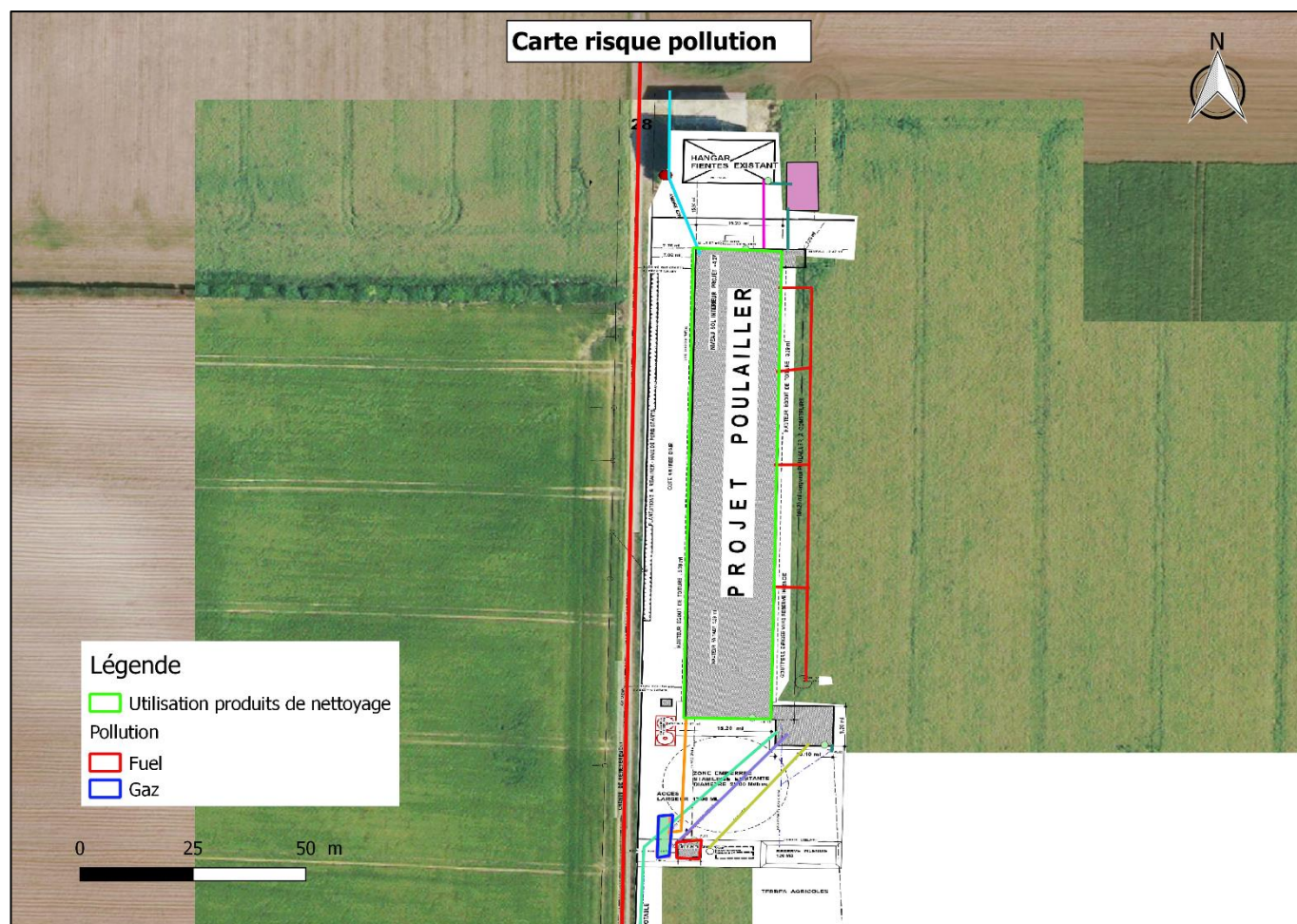
Les fientes des poulettes seront préséchées par le système de ventilation dynamique qui redistribue l'air chaud vicié du poulailler vers le tapis d'accumulation des fientes.

Après évacuation par tapis roulant, les fientes préséchées seront stockées dans la fumière pendant une durée maximale de 7 mois, où elles termineront leur séchage avant d'être vendues ou épandues.

9.2 Substances dangereuses utilisées

Produits	Volumes	Dangerosité
Fientes	555 t	Faible
Azote des fientes	13 325 kg	Faible
Produit d'hygiène, nettoyage et désinfection	Volume très faible lors de l'utilisation. Non stockée sur site et eaux de lavage récupérées par une fosse de 33 m ³	Projet labélisé « biologique », pas de produits chimiques
Gazole	1 500 litres = 1,2 tonnes	Fort
Gaz propane	3,4 t	Fort
Déchets vétérinaire	0,1 m ³ /an	Récupéré par vétérinaire directement

9.3 Cartes



9.4 Justification du non rapport de base

D'après la réglementation, ne sont pas susceptibles de soumettre l'exploitation à l'obligation de réaliser un rapport de base :

- L'épandage des effluents d'élevage de l'installation et les substances qu'ils contiennent car l'épandage est réalisé en dehors du site d'exploitation. C'est le cas du projet actuel, où l'épandage de secours se fera en dehors des parcelles du site d'élevage.
- Les cuves de carburant liquide ou de gaz destinées au chauffage des bâtiments d'élevage peuvent en revanche être soumises à la production d'un rapport de base si la capacité de la cuve est supérieure à 50 tonnes. Dans notre projet, les cuves sont inférieures à 50 tonnes (1,2 tonnes et 3,4 t).
- Déchets médicaments vétérinaires récupérés par le vétérinaire, pas de stockage sur place
- Aucun produit de lavage ne sera stocké sur le site. Les produits de lavage utilisés respectent la réglementation en vigueur pour ce genre d'élevage et seront utilisés en faible quantité. De plus, les eaux de lavage seront récupérées par une fosse étanche de 33 m³. De plus, des fiches de bonne pratique d'utilisation seront sur le site afin d'optimiser les différents dosages et éviter le mélange de produits.